



# Les Fusiliers Mont-Royal



**Pierre Vennat**

*Nunquam Retrorsum*

*(Ne jamais reculer)*

Histoire des Fusiliers Mont-Royal

1869-2009





## Avant-propos

Le régiment des **Fusiliers Mont-Royal** est le plus vieux régiment francophone de Montréal encore en existence. Au printemps 2009, il célébrera son 140<sup>e</sup> anniversaire.

Durant ces 140 ans, le régiment a formé des citoyens-soldats et plusieurs de ceux-ci ont servi dès le 19<sup>e</sup> siècle d'abord contre les Fénéens, puis lors de l'expédition du Nord-Ouest en 1885 et enfin lors de la Guerre des Boers; puis au 20<sup>e</sup> siècle lors de la Première Guerre mondiale, et plus particulièrement lors de la Seconde en Islande, à Dieppe, en Normandie, en Belgique, en Hollande et en Allemagne; puis plusieurs de ses hommes ont aidé à former les brigades qui ont servi en Europe durant la guerre froide ou en Corée. Par la suite, on a pu voir des Fusiliers servir avec les Casques bleus un peu partout dans le monde, puis lors de la guerre du Golfe et, en ce début du 21<sup>e</sup> siècle, plusieurs de nos hommes ont servi en Afghanistan.

Ne serait-ce que pour cela, l'histoire de ce régiment mériterait d'être connue.

Mais il y a pour moi une raison supplémentaire. Le 19 août 2002, au soir du 60<sup>e</sup> anniversaire du raid sanglant de 1942, le commandant d'alors du régiment, le lieutenant-colonel Gervais Gauthier, le colonel honoraire Roger D. Landry, alors mon patron en tant que président et éditeur de *La Presse* où j'ai œuvré pendant pratiquement 45 ans, et mon frère Michel, qui était alors lieutenant-colonel honoraire, m'ont demandé si je mettrais bénévolement mes talents d'historien au service du régiment, pour rafraîchir ce qui avait été écrit jusqu'en 1969 sur le régiment et son histoire puis compléter en écrivant l'histoire des quarante dernières années.

Pour moi, il s'agissait d'une dette d'honneur. Mon père, le lieutenant André Vennat, a laissé sa vie sur la plage de Dieppe le 19 août 1942. Les 10 000 hommes et plus qui ont servi au régiment depuis ses débuts sont ses prédécesseurs, ses camarades, ses successeurs. Leur histoire se doit d'être connue.

J'écris donc pour mon fils André, ma fille Chantal, son conjoint Jean, mes petits-enfants Mathieu et Amélie. J'écris pour tous les descendants, parents et amis de tous ces hommes et femmes qui ont servi au régiment depuis ses débuts.

Cet ouvrage est le mien. Les erreurs et les oublis s'il s'en trouve, sont les miens. On a beau faire de son mieux, on ne peut tout raconter, on doit faire des choix.

J'ai eu la chance de compter sur les encouragements de plusieurs amis et parents. Notamment de Serge Bernier, le directeur de la Direction Histoire et Patrimoine au quartier-général de la Défense à Ottawa, l'homme qui a donné ses lettres de noblesse à l'histoire militaire canadienne-française.

Bien d'autres mériteraient d'être nommés. Mais ils sont trop nombreux et je risquerais d'en oublier quelques-uns si je me mettais à les énumérer.

Mais on me permettra sûrement d'en nommer une, ma plus précieuse collaboratrice, celle sans laquelle je n'aurais jamais pu rédiger cet ouvrage et les dix qui ont précédé, celle sans qui ma carrière n'aurait jamais pu être la même.

J'ai nommé ma femme, Micheline, née Beauséjour.

Pour employer l'expression consacrée, « elle a beaucoup mérité de la Patrie ».

Automne 2008.



## Table des matières

Chapitre I : Les débuts du régiment (1869-1885) .....	1
Les Canadiens français et la milice canadienne avant 1869 .....	1
La naissance des Mount Royal Rifles (65e Bataillon) .....	7
La fanfare .....	13
Les successeurs de Beaudry .....	15
Chapitre II : La campagne du Nord-Ouest de 1885 .....	19
Le malaise métis .....	19
Calomnies et aux intempéries .....	23
La bataille de la Butte-aux-Français .....	27
Ouimet encore mêlé à une controverse .....	30
Le retour triomphal à Montréal .....	31
La réhabilitation dans l'opinion publique .....	33
Chapitre III : De la campagne du Nord-Ouest à la Première Guerre mondiale (1886-1914) ..	35
Le dur retour au bercail .....	35
Le « protectorat » d'Alfred E. D. Labelle .....	37
En grève pour pouvoir parader à la Fête-Dieu .....	41
Le régiment francise son nom .....	47
Des officiers sortis du rang .....	48
Un rôle de policier dans les conflits de travail .....	50
Le manège de l'avenue des Pins .....	51
Le Carabinier .....	53
Chapitre IV : La Guerre des Boers (1899-1902) .....	55
Lettres d'Afrique .....	58
Des blessés .....	59
Le retour des héros .....	60
Chapitre V : La Première Guerre mondiale (1914-1920) .....	63
À l'origine du 22e Bataillon (canadien-français) .....	65
Sur la ligne de feu .....	72
Au pays, la vie du régiment continuait .....	74
Chapitre VI : L'entre deux guerres (1920-1939) .....	75
De Carabiniers à Fusiliers Mont-Royal .....	77
« Papa » Grenier .....	81
Chapitre VII : Les Fusiliers s'en vont en guerre (1939-1942) .....	84
Islande : début de la grande aventure .....	91
Après l'Islande, l'Angleterre! .....	95
Chapitre VIII : La transformation radicale opérée par Dollar Ménard .....	97
L'Opération Jubilee .....	101
Chapitre IX : La journée sanglante du 19 août 1942 .....	107
Chapitre X : Guy Gauvreau, l'homme de la reconstruction (Septembre 1944-Mai 1944) ...	118
Un travail de longue haleine .....	125
L'intermède du lieutenant-colonel Langlois .....	133
Fortitude, prélude à Overlord .....	134
Chapitre XI : Les Fusiliers débarquent en Normandie (Du Jour J au 1 <sup>er</sup> septembre 1944) ...	136
Enfin la France .....	137
Les combats de Beauvoir et Troteval .....	138
Fiers d'eux avec raison .....	141
Quand Maurice Desjardins raconte les exploits des F.M.R. .....	144
Paul Sauvé remplace Guy Gauvreau, promu brigadier .....	148
Chapitre XII : De la libération de Dieppe à celle de la Belgique (Septembre-octobre 1944)	150
Le courage de Guy Gauvreau .....	152
Le combat de Woensdrecht .....	153
La Belgique, enfin libre! .....	156

Chapitre XIII : Enfin la victoire (Novembre 1944-Décembre 1945).....	157
Chapitre XIV : Les longs mois de captivité .....	167
Les longs mois de captivité .....	167
« Qu'est-ce que tu voudrais : un steak ou une belle femme? » .....	169
Un code d'honneur à respecter .....	170
Des lettres ayant valeur de symbole .....	171
Échangés contre des prisonniers allemands .....	173
Deux blessés qui réussirent à gagner l'Angleterre .....	174
Des prisonniers enchaînés .....	175
Chapitre XV : Évasions et tentatives d'évasion .....	179
Le dur retour à la liberté .....	186
Chapitre XVI : Les deuxième et troisième bataillons (1940-1946) .....	191
Chapitre XVII : Des débuts de la guerre froide à notre centenaire (1946-1970) .....	199
Jean Chaput et la réorganisation du régiment .....	199
Bourassa, Marchand et Gauthier à la tête du régiment.....	208
Paul Sauvé à la tête du gouvernement québécois.....	214
Le retour de Guy Gauvreau et de Guy Lévesque .....	216
Vol d'armes à la caserne .....	219
L'efficacité avant les traditions .....	222
L'unification des trois armes et le centenaire du régiment .....	225
Les célébrations du centenaire .....	226
Chapitre XVIII : Centenaire mais toujours vert (De 1970 à la fin du 20e siècle).....	229
La « Crise d'octobre » 1970 .....	229
Le monument aux héros de Dieppe.....	232
F.M.R. et Casques bleus.....	233
Femme et militaire .....	234
Le référendum de 1980 et la « bataille des généraux » .....	237
Le Droit de Cité.....	238
Cinquantième anniversaire de Dieppe.....	244
Pendant ce temps, au régiment... ..	248
Compressions budgétaires et leurs conséquences .....	253
Les plaques du cimetière de l'île Sainte-Hélène .....	255
Mort au Champ d'honneur à 16 ans!.....	257
Chapitre XIX : Résolument tournés vers l'avenir : Les Fusiliers au 21 <sup>e</sup> siècle .....	258
À siècle nouveau, nouveaux étendards .....	259
Commémoration du raid de Dieppe et de la libération de la Hollande .....	260
Changements de la garde.....	266
Les médailles du général Ménard.....	268
Que réserve l'avenir? .....	268
Annexe 1 : La famille régimentaire.....	271
Annexe 2 : Chansons régimentaires .....	272
Annexe 3 : Colonels honoraires du régiment depuis ses débuts .....	275
Annexe 4 : Commandants du régiment depuis ses débuts .....	276
Annexe 5 : Lieutenants-colonels honoraires du régiment depuis ses débuts .....	278
Annexe 6 : Sergents-majors et adjudants-chefs du régiment depuis ses débuts .....	279
Annexe 7 : Les Fusiliers Mont-Royal et ses corps de cadets affiliés.....	281
Annexe 8 : Membres des Fusiliers Mont-Royal morts au champ d'honneur.....	288
Annexe 9 : Honneurs de guerre.....	299
Annexe 10 : Décorations méritées par les membres du régiment au cours de la Seconde Guerre mondiale.....	300

# Chapitre I : Les débuts du régiment (1869-1885)

## Les Canadiens français et la milice canadienne avant 1869

Les Canadiens, tant francophones qu'anglophones, ne forment pas un peuple militaire. Jouissant, depuis la naissance de la Confédération canadienne en 1867 à tout le moins, du sentiment de sécurité que leur procure la situation géographique de leur pays, la majorité d'entre eux témoignent peu d'intérêt pour les questions de défense. Pourtant, la guerre a eu sur l'évolution du Canada et du Québec une influence bien plus grande que la plupart des Canadiens et Québécois ne le réalisent. En effet, si les Européens n'avaient pas occupé l'Amérique, il n'y aurait pas de Canada, pas de Québec.<sup>1[1]</sup>

Au temps de la Nouvelle-France, les Français de la métropole se montraient très peu empressés, à moins d'urgence, à maintenir de larges corps de troupes au Canada; d'autant plus que ces soldats ne viendraient que grossir le nombre de bouches à nourrir, alors que les récoltes canadiennes ne suffisaient pas, certaines années, aux besoins de la colonie.

Comme il fallait tout de même pourvoir à la défense de la colonie; on décida donc d'officialiser un état de fait en appelant sous les drapeaux les « Canadiens », comme on désignait alors les habitants de la Nouvelle-France. La milice canadienne était née. Les unités de milice québécoises d'aujourd'hui sont donc l'aboutissement d'une longue évolution, marquée, entre autres, par de nombreux conflits armés, s'échelonnant sur une période de trois cent ans et remontant à 1649, alors que Louis d'Ailleboust fonda, à Trois-Rivières, en Nouvelle-France, le premier corps de miliciens.<sup>2[2]</sup>

Créature du régime français, la milice fut abolie après la cession du Canada à l'Angleterre, en 1763. Toutefois, quelques mois plus tard, à l'occasion du soulèvement amérindien sous la direction de Pontiac, les autorités britanniques décidèrent de la recréer. Plus tard, la milice servit de nouveau lors de l'invasion américaine de 1775, de la guerre 1812-1814 contre les Américains, lors du soulèvement des Patriotes de 1837-1838, lors du départ des troupes britanniques pour la Crimée en 1854 et 1855, lors de la guerre de Sécession aux États-Unis dans les années 1860, ainsi que lors des tentatives d'invasion des Féliens à la même époque, pour ne mentionner que les conflits précédant la naissance de la Confédération canadienne, en 1867.

En 1840, date à laquelle on procéda à l'union des provinces du Haut et du Bas-Canada, correspondant à l'Ontario et au Québec modernes, la milice canadienne comptait, sur papier, 235 000 hommes, soit 118 000 au Bas-Canada (Québec), répartis en 178 bataillons et 117 000 au Haut-Canada (Ontario), répartis en 248 bataillons.

Ces bataillons de milice n'avaient toutefois rien qui leur permette d'entrer en campagne en tant qu'unités de combats. « Les rassemblements annuels dégénéraient en beuveries, où

---

1[1] STANLEY George F. G., *Nos Soldats : L'Histoire militaire du Canada de 1604 à nos jours*, Éditions de l'Homme, 1980, et MORTON Desmond, *Une histoire militaire du Canada, 1608-1991*, Éditions du Septentrion, 1992.

2[2] STANLEY George F. G., *Nos Soldats...*, op. cit., p. 13, et CECIL Pierre, *Trois-Rivières, berceau de la milice canadienne*, *Histoire Québec*, juin 2001.

régnait la confusion, et le service dans la milice était devenu presque inévitablement un objet de mépris plutôt qu'un devoir honorable. »<sup>3</sup>[3]

En 1848, le ministre britannique des Colonies, Lord Grey, écrit à Lord Elgin, alors gouverneur général du Canada, que puisque les Canadiens sont maintenant tout à fait autonomes, ils devraient également payer toutes leurs dépenses, y compris celles d'ordre militaire. Bien entendu, une pareille idée n'avait jamais effleuré l'esprit des Canadiens. Tout comme leurs voisins américains, la plupart d'entre eux ne ressentaient pas le moindre intérêt pour les questions militaires en temps de paix.

Ce qui n'empêcha pas la population en général d'accepter facilement une réduction de l'effectif militaire britannique en Amérique du Nord, qui passa de 6 106 à 4 960 hommes dans le Canada uni et de 2 697 à 2 026 en Nouvelle-Écosse, entre 1851 et 1852.

En mars 1854, la Grande-Bretagne entra en guerre contre la Russie et dut pincer dans ses garnisons d'outre-mer pour monter une force expéditionnaire pour se rendre en Crimée. Il ne resta donc, au printemps de 1855, que 1 887 soldats britanniques au Canada uni et seulement 1 397 dans les Maritimes, incluant ceux en garnison à Terre-Neuve.

Pour pouvoir se défendre adéquatement, le Canada se devait alors d'améliorer ses propres forces. Une commission fut donc instituée en 1855, en vue de faire une enquête sur l'état de la milice au Canada, de réorganiser cette dernière et de fournir un système de défense public qui doit être efficace et économique.

La commission proposa des plans détaillés pour l'amélioration des forces locales, recommandant le maintien de l'ancienne milice sédentaire, tout en proposant la formation d'une nouvelle force de volontaires, qui recevraient des uniformes et des armes et qui seraient tenus de suivre un entraînement selon des normes précises.

Ces recommandations visaient clairement à remplacer les militaires britanniques appelés à quitter le pays, par des Canadiens. La nouvelle force ainsi créée devait compter plus de 4 000 hommes, divisés en proportions égales entre la cavalerie, l'artillerie et l'infanterie, appuyés par les hommes de l'ancienne milice sédentaire.

En plus, la commission recommandait l'achat d'armes et de munitions que l'on aurait à entreposer en vue d'équiper, au besoin, la milice sédentaire de 100 000 hommes.

Un projet de loi, regroupant ces recommandations, fut donc présenté au parlement canadien, fractionnant le pays en dix-huit districts militaires, eux-mêmes divisés en sous-districts et abritant tous quelques régiments et bataillons, afin de faciliter la mobilisation. Chacun des nouveaux districts militaires était commandé par un colonel, assisté d'un état-major, tous bénévoles.

L'unité de base demeurait la compagnie, dont le commandant était responsable de l'enrôlement. Au sommet de la pyramide, la nouvelle milice était dirigée par un adjudant-général et deux adjudants généraux adjoints, un pour l'ouest de ce qui constituait alors le Canada et l'autre pour l'est. Ces trois officiers étaient, quant à eux, embauchés sur une base permanente et rémunérés.

---

<sup>3</sup>[3] STANLEY George F. G., *Nos Soldats...*, op. cit., p. 287 à 289.

Le colonel baron de Rottenburg fut nommé adjudant-général tandis que ses deux adjoints étaient le lieutenant-colonel Melchior-Alphonse de Salaberry, un francophone pour l'est et le lieutenant-colonel Donald Macdonald, pour l'ouest, Ces trois officiers supérieurs étaient rémunérés par l'État et employés sur une base permanente.

L'innovation principale du projet de loi était la formation d'une « milice active » qui devait comprendre seize troupes de cavalerie, sept batteries de campagne, cinq compagnies d'artillerie et cinquante compagnies de fusiliers, soit un maximum de 5 000 volontaires, équipés et entraînés dix jours par an (vingt jours dans le cas de l'artillerie), aux frais du gouvernement qui les rémunérait pendant cette période d'entraînement et de manœuvres.

Le recrutement de ces hommes sur une base volontaire fit passer le principe du service militaire obligatoire au second plan et, dans les faits, la conscription ne fut plus utilisée que sur la fin des deux grandes guerres du XXe siècle. On peut donc dire que 1855 marque le commencement du volontariat en tant que caractéristique fondamentale de la politique de défense du Canada.<sup>4[4]</sup>

Le recours au volontariat fut un succès. La vague d'enthousiasme qui balaya le pays durant la guerre de Crimée laissa supposer que la Grande-Bretagne pourrait bien se débarrasser entièrement du fardeau que représentait la défense de l'Amérique du Nord. La milice volontaire avait en effet recruté la plupart de ses 5 000 hommes à la fin de 1855 et l'enthousiasme était tel que le Parlement autorisa, en 1856, que les effectifs puissent être doublés. Ce faisant, toutefois, on créa, du moins pour un temps, une deuxième classe de militaires, puisque les recrues des nouvelles formations seraient équipées, entraînées mais non payées.<sup>5[5]</sup>

Pendant quelque temps, il exista donc, parallèlement, deux catégories de miliciens : ceux appartenant à des unités dont les officiers et les hommes touchaient une solde et les autres. L'enthousiasme ne subsista toutefois pas, en partie dû à l'échec britannique en Crimée et en partie aussi dû à la crise économique qui frappa la colonie en 1858. Toutefois, en 1861, la guerre de Sécession, qui fit rage aux États-Unis jusqu'en 1865, força les autorités britanniques à réaliser la faiblesse militaire du Canada, face à la menace réelle du débordement de guerre vers le Canada.

C'est qu'il n'y avait plus que 4 300 militaires britanniques de tous grades sur le territoire de ce qui forme aujourd'hui le Canada, dont une centaine à Fort Garry (maintenant Winnipeg), 150 en Colombie-Britannique, environ 1 800 dans les provinces maritimes et seulement 2 200 pour défendre ce qui constitue aujourd'hui les territoires du Québec et de l'Ontario. À ces soldats britanniques venaient s'ajouter quelque 5 000 volontaires en armes au Canada uni et tout autant dans les Maritimes. Théoriquement s'ajoutait en plus la milice sédentaire, sans arme, sans uniforme et sans entraînement adéquat.

C'est pourquoi sir William Fenwick Williams qui, de Halifax, commandait les forces britanniques en Amérique du Nord, demanda des renforts afin de tenir le gouvernement des

---

4[4] MORTON Desmond, *Une histoire...*, op. cit., p. 120, et STANLEY George F. G., *Nos Soldats...*, op.cit., p. 289 à 292.

5[5] MORTON Desmond, *Une histoire...*, op. cit., p. 122 et 123.

États-Unis en échec, de donner courage et confiance à notre peuple dans les provinces et de choisir le meilleur parti pour assurer le maintien de la paix.

La Grande-Bretagne donna son accord et au printemps de 1862, pas moins de 18 000 militaires britanniques étaient en service actif en Amérique du Nord. Le Canada uni prit des mesures défensives : on installa de nouvelles batteries d'artillerie à Toronto et Kingston, on appela en service la milice sédentaire et on augmenta le nombre de volontaires. Enfin, pour la première fois, on créa un ministère de la Défense, détenu par celui qui, quelques années plus tard, devait devenir le premier chef de gouvernement de la nouvelle Confédération canadienne : John A. Macdonald.

Macdonald dirigea une nouvelle commission, chargée d'examiner la défense du pays et de réviser la loi de la milice. La commission conclut que, pour défendre la longue frontière du Canada, il fallait au moins 50 000 hommes et autant de réservistes, ainsi qu'une force navale sur les Grands lacs. La commission proposait que cette force soit formée des volontaires ainsi que des miliciens sédentaires, choisis par tirage au sort et qui seraient tenus de suivre un entraînement militaire annuel de quatre semaines.

Le projet de loi qui fit suite à cette recommandation devait toutefois susciter une opposition très forte et, s'il faut en croire Stanley, la députation canadienne-française, qui soutenait jusque-là le gouvernement Macdonald, décida de voter contre le projet.<sup>6[6]</sup>

Soudain, ce fut la stupéfiante nouvelle : le 20 mai 1862, le Parlement canadien avait rejeté le projet de loi sur la milice et renversé le gouvernement qui l'avait proposé. En Grande-Bretagne, journaux et gouvernements rivalisèrent d'outrage.<sup>7[7]</sup>

En 1863, toutefois, deux projets de loi concernant la milice réussirent à être adoptés. Le nombre de volontaires passa à 35 000. On devait les entraîner, les armer et les équiper. L'année suivante, 88 000 autres hommes furent versés dans les bataillons de service de la milice sédentaire. Cependant, les 34 800 miliciens des Maritimes n'ont reçu que cinq jours d'instruction militaire, tandis que, dans le Bas et le Haut-Canada, la situation est bien pire : les miliciens ne reçoivent aucun entraînement. Malgré tout, en 1864, deux écoles militaires pour officiers furent fondées sur le territoire de la future Confédération canadienne. Devant leur succès, on annonça en 1865 qu'on en ouvrirait d'autres.

La nouvelle loi ne contribua que peu à donner un nouveau souffle à la milice, mais elle indiquait que l'opinion canadienne s'orientait au moins vers l'acceptation de responsabilités accrues. Les bataillons de service ne furent jamais très populaires; mais la milice volontaire fut accueillie avec enthousiasme par ceux qui firent leur devoir en se préparant à la défense de leur pays.<sup>8[8]</sup>

La menace d'un conflit avec les États-Unis écartée avec la fin, en 1865, de la guerre de Sécession une autre menace surgit aussitôt. Depuis les années 1840, les États-Unis avaient accueilli des centaines de milliers de réfugiés irlandais. Bon nombre de ceux-ci se joignirent à la société des Féliens, une société secrète s'adonnant à la violence, et qui avait élaboré un plan :

---

<sup>6[6]</sup> STANLEY George F. G., *Nos Soldats...*, op. cit., p. 290 et 292 et p. 296 à 302.

<sup>7[7]</sup> MORTON Desmond, *Une histoire...*, op. cit. p. 128.

<sup>8[8]</sup> STANLEY George F. G., *Nos Soldats...*, op. cit., p. 299.

une vaste armée, recrutée parmi d'anciens combattants irlandais, se proposait de prendre les colonies américaines de la Grande-Bretagne en otage afin d'obtenir l'indépendance de l'Irlande.

Les Féniens croyaient que les habitants de l'Amérique du Nord les accueilleraient comme des libérateurs du joug britannique. Ils croyaient aussi que les gouvernants américains, avides d'obtenir les suffrages des immigrants irlandais, fermeraient les yeux sur les incursions armées de ceux-ci en territoire britannique voisin.

Mais, au contraire, les Canadiens français n'éprouvaient aucune affection pour les Irlandais; les protestants, quant à eux, se hérissaient à l'idée d'une invasion catholique; et même de nombreux Canadiens d'origine irlandaise maudissaient la folie des Féniens.

Au point de vue historique, les Féniens furent probablement une bénédiction pour le Canada. La menace qu'ils faisaient peser sur les colonies britanniques d'Amérique du Nord joua sûrement dans la décision de l'Ontario, du Québec et des provinces maritimes de s'unir pour former, à compter du 1er juillet 1867, la Confédération canadienne. Les Féniens réussissent à unir le pays comme rien ou personne d'autre n'avait réussi à le faire. Pendant quelques générations encore, les Féniens seraient l'épouvantail le plus pratique à utiliser pour tout homme d'État canadien aux prises avec l'agitation ou la désaffection.

Cela dit, la Confédération canadienne ne changea pas grand chose à la situation militaire du pays. Le nouveau Dominion, à ses débuts à tout le moins, était autant une colonie britannique que les vieilles provinces qu'il avait fédérées. En un mot, explique Morton, la responsabilité d'Ottawa envers la milice et la défense équivalait à l'utilisation d'un pouvoir au niveau gouvernemental central et non à une diminution de l'autorité britannique.<sup>9[9]</sup>

C'est un francophone, sir Georges-Étienne Cartier, qui devint le premier Canadien à occuper le titre de ministre de la Milice et de la Défense nationale et des Institutions de la Défense nationale du nouveau Dominion. Cependant, si Cartier a bien déclaré, lors de l'adoption de la première loi de la milice du nouvel État canadien, que la milice serait la clé de voûte de la nouvelle nationalité canadienne, sa déclaration appartenait plutôt au domaine de l'hyperbole que de la réalité.

Selon les chiffres fournis par Cartier en février 1869, le Canada pouvait compter à cette époque sur 37 170 volontaires faisant partie de la milice et, sur papier, sur 614 896 réservistes. L'état-major de cette milice, souvent nommé par patronage politique, était formé soit de vétérans miliciens non rémunérés, soit d'officiers britanniques en demi-solde. Cela dit, quelque fierté que les Canadiens aient pu en tirer, la milice demeurait une auxiliaire de la garnison britannique et continuait d'être sous-équipée.

La loi était à peine passée que le gouvernement britannique, qui avait déjà précisé dans le passé que le Canada devrait assumer la majeure partie de sa propre défense, faisait savoir à la fin de 1868, que Londres envisageait de retirer complètement ses troupes du pays et que le nouveau Dominion devrait assumer seul le fardeau entier de sa défense.

Quoiqu'il en soit, la nouvelle loi sur la milice divisait le Canada en neuf districts militaires, dont trois étaient situés au Québec. Le lieutenant-colonel de Lotbinière-Harwood, un gentilhomme ayant dans les veines du sang de la noblesse de la Nouvelle-France, fut nommé

---

<sup>9[9]</sup> MORTON Desmond, *Une histoire...*, op. cit., p. 136 et 138.

adjudant-général adjoint de la milice canadienne et commandant du 6e district militaire. Il entra en fonctions le 1er janvier 1869.

En ce début de 1869, à la vérité, l'esprit militaire était très languissant depuis que l'excitation causée par les premières échauffourées des Fénéens, en 1866, s'était calmée. Tous les régiments de Montréal étaient tombés presque à rien. Le seul régiment francophone de Montréal à l'époque, les Chasseurs Canadiens (4e Bataillon), dont l'existence officielle remonte au 17 janvier 1862, et qui avait droit à un effectif de 32 officiers et 440 hommes, ne réussit qu'à recruter 16 officiers et 232 hommes. Malgré tout, note Chambers, c'est ce régiment, la seule unité de milice entièrement de langue française à Montréal, qui comptait le plus gros effectif. En un mot, la situation au sein des unités montréalaises de langue anglaise était encore pire.

Quand le lieutenant-colonel de Lotbinière-Harwood prit le commandement du nouveau district militaire, en janvier 1869, le bataillon des Chasseurs Canadiens avait d'ailleurs été dissout. La décadence de ce bataillon qui, à son origine, avait été très fort, paraît avoir été due d'abord à la difficulté de recruter les hommes et ensuite à la division qui existait parmi ses officiers. Mais l'influence de l'ancien bataillon continua de se faire sentir, notamment dans la réorganisation de la milice du district.

Lotbinière Harwood trouva donc devant lui, au sein du district militaire, un état de choses très décourageant, allant jusqu'à écrire que le petit nombre de volontaires dans nos unités françaises découragerait l'officier le plus zélé, s'il n'avait la certitude que le patriotisme des Canadiens et leur loyauté à la Couronne sont à la hauteur de ce qu'en attendait le ministre de la Milice.<sup>10</sup>[10]

Pour un citoyen, être milicien signifiait le plus souvent un revenu d'appoint. Si les citoyens-soldats s'identifiaient à la population, les officiers en revanche formaient un monde à part. Être officier montrait une certaine réussite au sein de la société. Plusieurs officiers étaient très liés au monde de la politique et appartenir à un régiment apportait souvent des avantages. Il n'était pas rare de voir des députés commander un régiment. Se montrer aux événements mondains ou politiques, revêtus de leur prestigieux uniforme, leur accordait une certaine importance. En général, cette image sociale du milicien, et surtout de l'officier, avait une valeur moindre chez les francophones que chez les Canadiens anglais.<sup>11</sup>[11]

À ses débuts, la milice canadienne d'après la Confédération était une institution sociale et politique. Sans ennemi à combattre ni guerre à livrer, cette force armée trouvait d'autres buts à son existence. Une fonction courante, pour un bataillon, consistait à mobiliser les suffrages de ses membres. Entre un quart et un sixième des députés des sept premières législatures qui suivirent la Confédération étaient des officiers de la milice.

Bien entendu, une milice qui comptait trop d'officiers, qui recevait trop peu d'instruction et ne disposait que d'équipement vétuste avait peu de valeur au combat. Aucun soldat professionnel ne croyait que la bataille stimulée ou la prise d'armes qui couronnait un camp d'été

---

<sup>10</sup>[10] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment, Carabiniers Mont-Royal*, Imprimerie Guertin, Montréal, 1906, p. 71 et 73.

<sup>11</sup>[11] LITALIEN Michel, *Dans la tourmente : Deux hôpitaux militaires canadiens-français dans la France en guerre (1915-1919)*, Athéna Éditions, Montréal, 2003, p. 25 et 26.

de douze jours était une préparation à la guerre. Par contre, ces spectacles flattaient la vanité des hommes d'État et des miliciens, tout en réjouissant les contribuables qui y assistaient. 12[12]

### **La naissance des Mount Royal Rifles (65e Bataillon)**

À l'époque, Montréal était la métropole du Canada. L'approfondissement du chenal Saint-Laurent, la construction des voies ferrées et du pont Victoria en avaient fait le port le plus important du Bas-Canada, suscitant une activité économique qui attirait de considérables capitaux étrangers, des milliers d'immigrants et une main-d'œuvre qui venait des quatre coins de la province. La population, en 1869, atteignait 110 000 âmes.

Bientôt, Montréal deviendra le grand entrepôt et le centre bancaire du Canada. Tous les espoirs lui semblaient permis. Il est vrai, cependant que la ville avait perdu son titre de capitale du Canada à la suite des troubles de 1849 et de l'incendie criminel du Parlement, coup des émeutiers toriens, révoltés par l'adoption d'un projet de loi visant à indemniser les victimes de la rébellion de 1837-1838.

Mais les esprits s'étaient calmés et la Confédération qui avait uni le Bas et le Haut-Canada à deux provinces maritimes existait depuis déjà deux ans et était appelée à s'étendre. Il existait bien toujours une défiance mutuelle des éléments anglophone et francophone l'un à l'égard de l'autre mais cette méfiance n'empêchait pas certains groupes de la province de fonder des régiments de milice composés entièrement de Canadiens français pour le compte du pays, c'est-à-dire à l'époque de la Couronne britannique.

La loi de 1868 prévoyait la naissance d'une dizaine de nouveaux bataillons de milice à travers le Québec et c'est ainsi que, le 18 juin 1869, un ordre général en provenance d'Ottawa stipulait que « la formation d'un nouveau corps est par la présente autorisée : il sera désigné sous le nom de Mount Royal Rifles » (le nom du régiment ne fut traduit par Carabiniers Mont-Royal qu'en 1902). Ceci fait du régiment des Fusiliers Mont-Royal, tel qu'on le connaît aujourd'hui, le plus ancien des bataillons actuels francophones de milice montréalais.

Milicien cela veut dire : amateur à temps partiel en temps de paix, volontaire en temps de guerre. À bien des égards, le contraire du soldat professionnel. Que ce dernier soit essentiel à la mise en marche et à la haute direction de la machine, à l'entraînement et à l'instruction des éléments non professionnels, personne ne le nie. Mais on ne remarque pas assez que ce sont de simples citoyens en uniforme, des amateurs, qui ont gagné les deux grandes guerres mondiales sur les forces armées les plus professionnelles de l'histoire moderne.

Les Fusiliers Mont-Royal constituent donc, depuis leur création, une unité de milice, composée de volontaires à temps partiel en temps de paix, et presque entièrement de volontaires en temps de guerre. De volontaires tirés de tous les milieux, de toutes les professions. Ce sont des hommes d'affaires, des ingénieurs, des avocats, des étudiants, qui ont endossé l'uniforme de campagne et qui, après un bref stage d'instruction, ont à leur tour entraîné les hommes qui leur arrivaient de l'usine, de la ferme, de l'atelier, et de cent métiers. Des membres d'un régiment où la langue commune était le français. Des hommes (et depuis quelques années des femmes) de chez nous appelés par l'aventure, le sens du devoir, le besoin de servir une grande cause. 13[13]

---

12[12] MORTON Desmond, *Une histoire...*, op. cit., p. 144.

13[13] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL, *Cent ans d'histoire d'un régiment canadien-français : Les Fusiliers Mont-Royal 1869-1969*, Éditions du Jour, p. 13 et 14.

Le lieutenant-colonel Joseph Beaudry, E.M. (Médaille d'Effacité) fut nommé commandant du nouveau bataillon, assisté des majors Napoléon Labranche, E.M., et Michel C. Deguise, E.M.. Charles C. Spénard, E.M., agissait comme paie-maître et Jean B. Émond, comme quartier-maître.14[14]

Le 16 juillet, le capitaine Benjamin Parent, E.M., était nommé adjudant du régiment et, le 8 octobre, le Dr Édouard Mount était nommé chirurgien régimentaire. Le Dr Mount devait remplir ces fonctions jusqu'en 1872, alors qu'il démissionna pour être remplacé par le Dr Emmanuel-Persillier Lachapelle, lequel demeura chirurgien-major régimentaire jusqu'en 1888, alors qu'il fut remplacé par le Dr Paré.

Dès 1878, le Dr Lachapelle, qui s'illustra par la suite comme âme dirigeante de l'hôpital Notre-Dame et doyen de la Faculté de médecine de l'Université Laval de Montréal, avait organisé les premières ambulances militaires de Montréal, l'une au carré Victoria, l'autre sur la Place d'Armes, en prévision d'émeutes de la part des Orangistes. Il ne s'agissait toutefois que d'une organisation provisoire et la première équipe régulière d'ambulanciers vit le jour l'année suivante, lors de la visite que firent dans la région métropolitaine la princesse Louise et le marquis de Lorne, à l'occasion de la Fête de la Reine. Ce sont les clairons du régiment qui avaient été mobilisés pour servir d'ambulanciers, car la fonction de secouriste régimentaire n'existait pas encore. Quant à l'ambulance mise sur pied par Lachapelle, elle rendit de multiples services, car s'il n'y eut pas de blessés comme tels, il y eut plusieurs accidents et des cas d'insolation.

Certains des officiers du début étaient titulaires d'un certificat octroyé par une des écoles militaires établies en 1864 pour l'instruction et l'exercice pratique des officiers.

Il ne semble toutefois pas que l'on puisse affirmer que les Carabiniers Mont-Royal, connus à leurs débuts sous le nom de 65<sup>e</sup> régiment, soient un « rejeton » des Chasseurs Canadiens contrairement à une affirmation souvent répétée dans les premières années du régiment.

Il y eut bien quelques anciens officiers des Chasseurs Canadiens qui furent nommés dans la première publication de la liste d'officiers du 65<sup>e</sup> Bataillon, mais ils ne s'y étaient joints que vers la fin de l'existence de ces derniers. D'ailleurs, sur la centaine de jeunes gens qui participèrent, comme simples soldats, à la première parade du nouveau régiment, un seul aurait appartenu aux Chasseurs Canadiens dans le passé.15[15]

Quoiqu'il en soit, les autorités militaires tentèrent, en même temps qu'ils créaient le 65<sup>e</sup> Bataillon de faire revivre les Chasseurs Canadiens, mais celui-ci devait disparaître

---

14[14] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p. 72.

Les officiers suivants vinrent seconder le lieutenant-colonel Beaudry à la fondation du régiment: 1<sup>re</sup> compagnie: capitaine Alphonse T. Chagnon, E.M., 2<sup>e</sup> compagnie: capitaine Louis S. Goyer, E.M., lieutenant Moïse Trudeau, E.M., sous-lieutenant H. A. Sainte-Marie, E.M., 3<sup>e</sup> compagnie: capitaine Alphonse Cinq-Mars, E.M., lieutenant Michel Gaulin, E.M., sous-lieutenant Joseph C. Marchand; 4<sup>e</sup> compagnie: capitaine André-Wilfrid Delisle, E.M., lieutenant Joseph Brault, E.M., 5<sup>e</sup> compagnie: capitaine à titre provisoire Arthur Renaud; lieutenant Cyprien J. Fistpatrick, E.M., sous-lieutenant Eugène Paradis, E.M., 6<sup>e</sup> compagnie: capitaine Alphonse Denis, E.M., sous-lieutenant G. Gadoua, E.M.

15[15] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op cit., p. 73 et 147.

définitivement en 1872. Le 65e, qui devait devenir les Fusiliers Mont-Royal d'aujourd'hui, constitua donc le seul régiment francophone d'infanterie montréalais jusqu'en 1880, alors qu'on forma le 85e Bataillon, maintenant connu sous le nom de Régiment de Maisonneuve et qui lui aussi existe toujours.

Par ailleurs, il est souvent mentionné que la Garde de l'Évêque fut le noyau autour duquel les Carabiniers Mont-Royal se constituèrent. Bien que n'ayant aucun statut officiel, la Garde de l'Évêque, commandée par MM. Renaud et Goyer comptait une centaine d'hommes et s'entraînait une fois la semaine, à compter de février 1869, à l'arsenal local. 16[16]

C'est le capitaine Louis S. Goyer, E.M., commandant de la 2e compagnie du nouveau régiment lors de sa création officielle, qui parla pour la première fois de cette filiation dans une lettre en 1886 et dont personne, à l'époque, ne contesta la teneur. Selon Goyer, les Carabiniers Mont-Royal descendaient de la Garde de l'Évêque, un corps paramilitaire indépendant, composé de tout jeunes gens, et qui était, à l'époque, commandé par le capitaine Arthur Renaud, lequel, lors de la création des Carabiniers, se vit confier le commandement de la 5e compagnie. 17[17]

Le but de ce mouvement paramilitaire était de former une garde d'honneur à l'évêque catholique du diocèse dans les cérémonies publiques, particulièrement lors de la procession de la Fête-Dieu, alors un événement d'importance dans les rues de la Métropole.

Les membres de la Garde de l'Évêque portaient un sabre et revêtaient un uniforme se rapprochant de celui de l'armée française d'alors, avec comme coiffure un képi. Chaque membre devait défrayer lui-même le coût de son uniforme et de son sabre. Ces frais étant onéreux et les occasions de paraître ainsi en public se faisant rares, l'enthousiasme envers la Garde de l'Évêque finit par tomber et ses deux dirigeants, les futurs capitaines Goyer et Renaud firent alors des pieds et des mains pour que leur mouvement fût incorporé à la milice active canadienne alors en voie de formation.

Les deux hommes réussirent, effectivement, à recruter le noyau d'un régiment et organisèrent même une première parade paramilitaire le premier jeudi de février 1869, sous le commandement de Goyer. Toutefois, si l'influence de Goyer et de Renaud ne fait aucun doute dans la participation aux premières parades du 65e régiment, il n'en demeure pas moins que le projet de former ce qui devait devenir les Fusiliers Mont-Royal d'aujourd'hui, avait été discuté par les autorités militaires bien avant que les deux fondateurs de la Garde de l'Évêque présentent leur projet. 18[18]

D'ailleurs, lorsque le bataillon fut inspecté pour la première fois, au début de juin 1869, Renaud n'était pas présent bien que, lorsque le régiment fut officiellement créé, le 18 juin de la même année, il fut nommé capitaine à titre provisoire.

---

16[16] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit. p. 23 et HISTORICAL SECTION, DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENSE, *A Short History of les Fusiliers Mont-Royal*. Ottawa, février 1932, p. 16.

17[17] *Montreal Star*, 10 août 1886.

18[18] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p. 73.

Par ailleurs, des officiers des Chasseurs Canadiens occupèrent une place prédominante dans la formation des Carabiniers Mont-Royal. Lorsque les Carabiniers du Mont-Royal furent officiellement formés en juin 1869, presque tout l'état-major du nouveau régiment provenait de celui des Chasseurs Canadiens. C'était le cas du capitaine adjudant Benjamin Parent, du païe-maître, Charles C. Pénard et du quartier-maître Jean-Baptiste Émond. Sans compter bien sûr le commandant, le lieutenant-colonel Joseph Beaudry et ses deux adjoints, les majors Napoléon Labranche et Michel T. Deguise, qui tous trois avaient servi comme capitaines dans les Chasseurs Canadiens.19[19]

On connaît peu la vie privée des autres officiers fondateurs du régiment. L'on sait toutefois que le capitaine André-Wilfrid Delisle (1841-1922) a joué un rôle important dans la vie publique de Montréal et des Basses-Laurentides à la fin du 19e siècle, ayant été maire de Sainte-Cunégonde avant la fusion du quartier Saint-Henri à Montréal. Une rue porte d'ailleurs aujourd'hui son nom. Il fut également fondateur-proprétaire d'une usine de papier à Saint-Jérôme, à la demande du curé Labelle, de 1880 à 1893, usine qui fut vendue par la suite aux frères Wilson et dont on peut encore voir les ruines. Le capitaine Delisle en plus de l'Efficiency Medal (E.M.) a reçu deux médailles en rapport avec les raids des Fénians de 1866 et 1870, lesquelles sont maintenant en montre au musée du régiment.20[20]

Il serait toutefois erroné de laisser croire que tout commence en 1869 pour les Fusiliers. Selon lui, les compagnies volontaires de miliciens existaient à Montréal depuis 1856, mais indépendantes les unes des autres. Ceci, bien sûr, posait bien des problèmes pour l'administration et l'entraînement des troupes. Ce qui est nouveau en 1869, c'est le groupement des six compagnies des Fusiliers, jusque-là isolées, en un seul bataillon, le 65e. C'est ainsi qu'ont été formés plusieurs régiments de milice actuels.

Quant à la Garde de l'Évêque, elle n'a pas été le seul noyau du régiment. Dans les faits, elle ne constituait qu'une des six compagnies groupées en 1869 pour former le 65e Bataillon. Il y avait en outre une compagnie de l'École normale, une compagnie d'étudiants universitaires, deux compagnies de commis et « une compagnie de chômeurs et indésirables ».21[21]

Le lieutenant-colonel Joseph Beaudry, premier commandant du 65e Bataillon, était un officier capable et plein d'enthousiasme qui, pendant de longues années, a tenu à Montréal une boutique de tailleur. Lorsqu'il quitta son commandement, en 1875, il alla vivre à Ottawa. Né à Saint-Esprit, dans le comté de Montcalm, il s'éteignit le 24 février 1904, à l'âge de 84 ans.22[22]

Bien que la naissance du régiment n'ait été officialisée que le 18 juin, il avait commencé ses opérations quelque temps avant et dès le 5 juin 1869, la nouvelle unité était inspectée par le lieutenant-colonel Harwood et un vétéran des Chasseurs Canadiens le lieutenant-colonel Gustave d'Odette d'Orsonnens. Le journal *La Minerve* mentionnait alors la présence de la fanfare des

---

19[19] KYTE SENIOR Élinor, *Roots of the Canadian Army : Montreal District 1846-1870*, Société du Musée militaire et maritime de Montréal, 1981, p. 95.

20[20] Communication personnelle de M. Gaudry Delisle, 17 février 2008.

21[21] GRAVEL Jean-Yves, *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, 1972, p. 433 à 436.

22[22] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit, p. 144.

« Révérends Frères » qui avait honoré le nouveau bataillon de sa présence et notait que le plus fin gratin de la métropole était venu encourager les nouveaux miliciens.<sup>23</sup>[23]

Quelque temps à peine après la naissance du 65e, la crainte d'une éventuelle invasion féniennne devait provoquer, pour la première fois dans l'histoire régimentaire, la mobilisation pour service actif de quelques-uns de ses hommes, sous le commandement du capitaine A. T. A. Chagnon, assisté du lieutenant A. M. Charbonneau et du sous-lieutenant J. E. Chagnon. Cela dit, les Féniens furent dispersés et renvoyés par des troupes se trouvant davantage près de la frontière américaine sans que les unités montréalaises, parmi lesquelles le 65e, aient à intervenir.<sup>24</sup>[24]

L'on conserve aussi le nom de celui qui serait le premier à s'être enrôlé comme simple soldat au sein du nouveau régiment. Il s'agit de Benjamin Husereau, né le 26 février 1850 et qui avait donc 19 ans lors de son enrôlement.

Benjamin Husereau raconta qu'il passait au coin de l'intersection des rues Saint-Antoine (Craig à l'époque) et Saint-Laurent, là où on trouve maintenant l'immeuble de La Presse et le Palais de justice de Montréal, mais où, à l'époque, était situé l'atelier de tailleur du lieutenant-colonel Beaudry, lorsqu'il aperçut un placard sur la porte de l'immeuble, ainsi rédigé: « Bureau de recrutement du 65e Bataillon-Carabiniers Mont-Royal, sous le commandement du major Joseph Beaudry ».

Husereau entra et rencontra sur les lieux le capitaine Alphonse Cinq-Mars, gendre de Beaudry, qui devait éventuellement devenir le premier commandant de la 3e compagnie du nouveau bataillon. Cinq-Marsregistra la déclaration du volontaire, inscrivit son nom sur le premier rôle régimentaire et lui fit prêter serment, séance tenante, ce qui en ferait la première recrue qui ait été acceptée au sein du nouveau bataillon. Peu après, Husereau fut promu sergent et servit dans le bataillon pendant plusieurs années.

Le 21 octobre 1869, le lieutenant-colonel de Lotbinière Harwood, commandant du district militaire de Montréal, procéda à la première inspection officielle de la nouvelle unité, qui s'était entraînée tout l'été et comptait 24 officiers et 240 sous-officiers et soldats et une fanfare de 15 musiciens. Différents changements et additions furent apportés au cadre d'officiers du nouveau régiment pendant ses quatre premiers mois d'existence et dès le 16 juillet 1869, la mutation suivante parut à l'ordre général et le capitaine Benjamin Parent, E.M., fut nommé adjudant. Le 8 octobre, en plus de la nomination du Dr Édouard Mount comme chirurgien régimentaire, on

---

<sup>23</sup>[23] *La Minerve*, 5 juin 1869.

<sup>24</sup>[24] KYTE SENIOR Élinor, *Roots of the Canadian Army...*, op. cit., p. 95. et A SHORT HISTORY OF LES FUSILIERS MONT-ROYAL, op. cit. Les annales régimentaires ont conservé les noms des autres sous-officiers et soldats qui furent les premiers à être appelés en service actif dans l'histoire du régiment.: Joseph Normandin, Charles Champagne, Francis Meunier, A. McMahan, Alain Demers, A. A. Archambault, Alexis Demers, A. Archambault, A. M. Laviolette, A. Loiselle, U. A. Bélanger, Louis Brodeur, Vincent Gosselin, Charles Fafard, Joseph Perreault, P. P. Jacques, N. R. Loranger, P. Audet dit Lapointe, P. A. Prévost, Uldège Hébert, J. E. Martineau, D. L. Olivier Auger, L. H. Carufel, Benjamin Parent, Omer Larue, F. F. Darrignan, L. N. A. Demers, A. Gaudet, A. Carrière, J. Flynn, P. Bélanger, J. E. Racine, Aristide Sainte-Marie, C. White, A. O. Desforges, J. R. Comte, Charles Benoit, Félix Crochu, Toussaint Archambault, Joseph Guérard, P. Giroux, Moïse Robert, James Wickham, Ernest Bisson, L. P. Comte, Louis Morin, O. Riendeau, Arthur Lynch et E. Bastien.

pouvait lire: « 2e compagnie: on se dispensera des services du capitaine Goyer ». L'un des fondateurs de la Garde de l'Évêque n'aura donc pas fait long feu avec le nouveau régiment.

Enfin, le 5 novembre 1869, les Carabiniers Mont-Royal, qui ne portaient encore officiellement que leur nom anglais de Mount Royal Rifles, recevaient un numéro de bataillon: le 65e!

Les hommes étant novices dans le métier, c'est un beau commencement. Le problème des cadres semble résolu à l'époque; formés de jeunes officiers en partie diplômés des écoles militaires, ils sont d'abord pénétrés de l'importance de leurs efforts. Mais plus tard, il faudra déchanter: certains, se croyant négligés par les autorités compétentes, démissionneront; d'autres seront mutés. Durant cette période, on connaîtra les difficultés qui handicapent toujours les unités nouvelles dont les cadres se cherchent une expérience, une tradition, une façon propre de faire les choses.<sup>25</sup>[25]

Cependant, même si Georges-Étienne Cartier, ministre de la Milice et de la Défense de 1867 à 1873, avait vu dans la milice une institution d'unité nationale, cette dernière ne réussit pas à attirer massivement les Canadiens français. Malgré ses efforts et ceux de deux autres ministres francophones de la Milice et de la Défense, Louis-François Rodrigue Masson (1878 à 1880) et Adolphe-Philippe Caron (1880 à 1892), elle demeurait une institution anglophone. Seul l'anglais était utilisé lors de l'entraînement, des manœuvres et dans les manuels d'instruction. Les uniformes étaient modelés sur ceux de Grande-Bretagne. En fait, même si elle se voulait canadienne, la milice n'était qu'une pâle imitation parfois burlesque du modèle britannique.<sup>26</sup>[26]

La disparition des Chasseurs Canadiens n'augmenta pas les effectifs des Carabiniers Mont-Royal qui durent mener une lutte sévère pour l'existence et connurent de nombreux changements parmi les rangs de ses officiers durant ses premières années d'existence.

Pendant leurs dix premières années d'existence, les Carabiniers Mont-Royal se heurtèrent à des difficultés plus grandes encore que n'eurent à éprouver ordinairement les régiments anglophones de milice à leurs débuts. C'est que le service volontaire était une expérience complètement nouvelle pour les Canadiens francophones, tandis que c'était une des traditions les plus chères à leurs compatriotes descendants des Britanniques. Il n'y a donc pas à s'étonner que le nouveau régiment ait eu des débuts assez pénibles.<sup>27</sup>[27]

En 1871, le bataillon prit part au grand camp tenu à Laprairie, qui regroupait presque toutes les unités des 5e et 6e districts militaires, où se rassemblaient 5 310 hommes, officiers compris, parmi lesquels plus de 2 000 Canadiens français. Le camp dura seize jours.

Selon le colonel Robertson Ross, adjudant général de la milice, l'apparence et l'état réel de la majorité des corps d'infanterie, en ce qui regarde l'exercice militaire, le bon état des armes, l'équipement et le port militaire, étaient inférieurs généralement à ce qu'il avait constaté pour la majorité des corps d'infanterie de la province d'Ontario, quoiqu'il y eût des exceptions. Mais les

---

<sup>25</sup>[25] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p. 73, 144, 146 et 147.

<sup>26</sup>[26] LITALIEN Michel, *Dans la tourmente...*, op. cit., p. 25 et 26.

<sup>27</sup>[27] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 23 et 24.

hommes, bien qu'en général ils ne fussent pas si grands de taille, paraissaient au moins aussi vifs et aussi robustes. Quelques compagnies rurales, aussi bien parmi les francophones que parmi les anglophones, paraissaient capables d'endurer de grandes fatigues, et l'adresse avec laquelle ils s'adaptèrent à la vie de camp était très frappante. Ross concluait qu'en ce qui concernait cette branche très importante de l'instruction militaire, les Canadiens, tant francophones qu'anglophones, avaient peu à apprendre d'aucune armée, et même auraient pu en remontrer à plusieurs.

Ross ajoutait que, bien qu'un grand nombre d'hommes, dans la ville de Montréal, aient le désir de s'engager, beaucoup d'entre eux en étaient pratiquement empêchés par ceux qui les employaient, lesquels, par leur égoïsme, les obligeaient à démissionner de la milice active avant de consentir à les engager.

C'est sans doute une des principales raisons pour lesquelles, en 1871, bien que le 6e district de milice (Montréal) fut autorisé à recruter 3 228 hommes, il n'en comptait que 1 512 qui participèrent aux exercices, dont, pour le 65e, 17 officiers et 158 hommes.

Dans son rapport annuel de 1872, le lieutenant-colonel Harwood devait attirer l'attention des autorités sur cet épineux problème: « Plusieurs personnes d'une bonne position m'ont déclaré qu'elles porteraient très volontiers le fusil s'il y avait danger immédiat, mais qu'elles ne pouvaient négliger leurs affaires et compromettre leur fortune, en s'attachant régulièrement à un régiment, oubliant sans doute que contribuer à la défense du pays est une dette sacrée pour tous les hommes valides... ».

L'année suivante, l'inspection annuelle donna lieu à du jamais vu: les miliciens étaient en civil. Les anciens uniformes étaient usés à la corde et les nouveaux, pas arrivés. Le lieutenant-colonel Beaudry avait sous ses ordres 18 officiers, lui compris, et 194 sous-officiers et soldats. En 1874, Beaudry avait réussi à augmenter son effectif de 40 hommes mais encore une fois n'avait pas pu faire suivre aux hommes la pratique de tir réglementaire.<sup>28</sup>[28]

## **La fanfare**

Le corps de clairon du 65e fut organisé en 1875 par Armand Beaudry. Des débuts du régiment à 1875, chaque compagnie n'avait qu'un clairon. Beaudry eut l'idée de réunir les six clairons en question, d'en augmenter le nombre et de leur adjoindre des tambours. James Lafontaine, un détective de la police de Montréal dans la vie civile en fut le premier instructeur. Le corps des clairons du régiment connut sa première grande sortie à Québec, en 1880, alors que ses 18 clairons et 10 tambours firent sensation sur les Plaines d'Abraham.

Par ailleurs, dès la fondation du régiment, en 1869, on note la présence d'une fanfare de 15 musiciens. Mais dans les faits, il faudra attendre plusieurs années avant que les musiciens ne fassent partie des effectifs réguliers du régiment. Quant à la première fanfare du régiment, elle fut formée de l'ancienne fanfare dirigée par M. Hardy père, ex-chef de la fanfare des Voltigeurs Canadiens, dont le fils Edmond était, au début du 20e siècle, un musicien bien connu.

Puis, vers 1875, la Musique de la Cité, une des meilleures fanfares du Canada à l'époque, dirigée par Ernest Lavigne, ex-chef de fanfare des Victoria Rifles, entra en pourparlers avec le 65e pour accompagner le régiment dans ses déplacements, lorsque le besoin s'en ferait sentir.

---

<sup>28</sup>[28] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p. 77, 80, 81 et 133.

Cette fanfare fut intégrée au régiment, sous le commandement du sergent d'état-major D. Picard, lui aussi un ancien de la Musique de la Cité et commença à donner des concerts en plein air dans les parcs de la métropole.

Lavigne, à qui le régiment octroya le grade de lieutenant, était né à Montréal en 1851. En 1869 et 1870, il avait accompagné les Zouaves en Europe où il servit dans la fanfare en 1870 et 1871. Quittant les Zouaves, il fit carrière en Europe avant de revenir au Québec en 1874. Après une brillante carrière musicale, il devait décéder, le 18 janvier 1909, à l'âge de 58 ans.

Lavigne devait avoir comme successeur, à compter de 1909, le capitaine Joseph-Jean Goulet, qui dirigea la fanfare régimentaire pendant plus de 40 ans et qui ne quitta son poste qu'à la veille de son décès, en 1951, à l'âge de 81 ans. Goulet, d'origine belge, était arrivé au Canada en 1891, à l'âge de 21 ans. Violoniste, il avait pris la décision de faire carrière au sein de l'orchestre du parc Sohmer que dirigeait Lavigne. Chef d'orchestre par la suite de l'Opéra français (1893-1895), Goulet fut simultanément violon solo dans le premier ensemble musical à porter le nom d'Orchestre symphonique de Montréal, entre 1889 et 1896. Il en devint directeur artistique de 1898 à 1919.

En 1910, Goulet prit la direction du Corps de musique de la tempérance de la paroisse Saint-Pierre Apôtre, mieux connu sous le vocable de Bande de la tempérance. Décidant de faire peau neuve, l'orchestre échangea habit galonné et casque à plumet contre un uniforme bleu marine plus sobre et changea son nom en Alliance musicale. Le 65<sup>e</sup> approcha alors le comité de direction de l'Alliance musicale et quelque temps après, l'ancienne Bande de la tempérance, rebaptisée Alliance musicale commença à défiler régulièrement avec le régiment, si bien que, avec les années, le groupe fut intégré à l'effectif régimentaire.

Si pendant quatre décennies, le nom de Joseph-Jean Goulet fut synonyme de musique militaire et de fanfare, il fut beaucoup plus que cela. En plus de diriger la musique des Fusiliers Mont-Royal, lors d'imposants cortèges ou au cours de concerts populaires offerts l'été dans les parcs, Goulet joua en effet un rôle important au Mont-Saint-Louis où, en plus de former des ensembles instrumentaux, il a monté des opéras-comiques.

Il enseigna aussi le violon dans plusieurs institutions d'enseignement de Montréal, fut chef de l'Opéra français à Montréal, puis réorganisa la Montreal Symphony Orchestra, fondée par Guillaume Couture. Pendant des années, à compter de 1897, il dirigea cet ensemble symphonique, ancêtre de l'Orchestre Symphonique de Montréal actuel, dans des audiences qui réunissaient l'élite locale à la salle Windsor, ensuite à l'Académie de Musique, puis aux théâtres His Majesty's et Princess. Comme si cela n'était pas suffisant, il fut maître de chapelle dans quelques églises, enseigna le solfège au Monument National et fonda un ensemble qui portait le nom de Disciples de Mozart.

Cela dit, les Fusiliers Mont-Royal eurent l'honneur de compter dans ses rangs le plus grand animateur de la musique que le Canada français ait connu au 20<sup>e</sup> siècle, nul autre que Wilfrid Pelletier, qui donna son nom à la principale salle de concert de la Place des Arts de Montréal. Pelletier, qui était déjà un virtuose du piano, s'engagea en effet, à l'âge de 14 ans, dans la fanfare des Fusiliers et, en 1910, en était déjà le premier tambour. C'est d'ailleurs grâce à l'aide du régiment et de son colonel honoraire, Rodolphe Forget, qu'il put poursuivre ses études musicales à New York, où il dirigea l'orchestre de la Metropolitan Opera House avant de devenir, par la suite, le grand animateur de la musique au Canada français.<sup>29[29]</sup>

---

<sup>29[29]</sup> DÉSY Laurent, *Historique de la musique du régiment des Fusiliers Mont-Royal (65<sup>e</sup> Régiment)*, Document dactylographié, Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

## Les successeurs de Beaudry

Le lieutenant-colonel Beaudry demeura en poste jusqu'au 1er octobre 1875, alors qu'un ordre général stipula que ses services ne seraient requis à l'avenir comme officier de la milice active. Il fallut cependant trois ans pour lui trouver un successeur en titre.

Après avoir assumé pendant trois ans le commandement intérimaire de l'unité, le major Napoléon Labranche, qui s'était joint au régiment dès sa création neuf ans plus tôt, fut enfin nommé commandant et promu lieutenant-colonel le 19 juillet 1878.

Quelques semaines après son entrée en fonction comme commandant intérimaire, le régiment, fort de 14 officiers et 242 sous-officiers et soldats. Le lieutenant-colonel Harwood nota, dans son rapport de décembre 1875, que les hommes, sous la direction du lieutenant-colonel Labranche, allaient bientôt devenir un des meilleurs corps de la milice, mais que la plupart d'entre eux étaient dépourvus d'uniformes et de fourniments.

Durant ces années, le régiment fut quelques fois appelé à maintenir l'ordre dans les rues de Montréal. C'est qu'à cette époque, les services de police n'avaient pas atteint le degré d'efficacité qu'on leur connaît aujourd'hui et c'est pourquoi les pouvoirs civils faisaient souvent appel à la milice.

Quelques jours avant le 12 juillet 1877, des rumeurs voulant que les Orangistes défilent dans la rue pour défier les Irlandais et célébrer la victoire de Guillaume d'Orange sur les Irlandais catholiques, on mobilisa le 65e en prévision d'une émeute possible. C'est ainsi que le 11 juillet, un soldat du régiment, du nom de Francis Fitzpatrick, eut le triste honneur d'être le premier membre du régiment à tuer quelqu'un alors qu'il était en devoir.

En effet, Fitzpatrick, qui était de faction, eut à se défendre contre un groupe de voyous et ce faisant, en tua un d'un coup de baïonnette. Une enquête du coroner décréta que Fitzpatrick était en légitime défense et n'avait fait que son devoir. Quant à l'émeute appréhendée, elle n'a pas eu lieu, mais un jeune Orangiste ayant été assassiné, le 65e fut mobilisé à nouveau le 16 juillet pour prévenir toute violence lors de ses funérailles.<sup>30</sup>[30]

Enfin, le 31 août 1878, un conflit opposant le gouvernement provincial aux entrepreneurs de la compagnie de chemin de fer Québec, Montréal & Occidental nécessita la présence de troupes, dont 120 hommes du 65e aux gares de Montréal et de Sainte-Thérèse afin de décourager de potentiels manifestants. Toujours la même année, le 65e monta une garde d'honneur pendant le séjour montréalais du gouverneur-général, le marquis de Lorne et sa femme, Son Altesse Royale la princesse Louise. Ces petits incidents, qui étaient la monnaie courante du service dans les milices de l'époque, aidèrent une unité encore jeune, à lui inculquer les amorces d'une tradition.<sup>31</sup>[31]

C'est à cette époque que le régiment s'est donné la devise latine qui est la sienne depuis 125 ans : *Nunquam Retrorsum* et qui se traduit en français par Ne jamais reculer ou, plus familièrement : Nous ne reculerons jamais!

---

<sup>30</sup>[30] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 24 et 25.

<sup>31</sup>[31] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p. 135.

On n'a jamais pu établir de façon précise si l'on devait cette devise au capitaine P. J. Bédard ou au capitaine Tancred Terroux. Ce que l'on sait c'est que le régiment l'a proposée à Ottawa et qu'elle fut approuvée par un ordre général du 10 avril 1879 : « 65e Bataillon Mount Royal Rifles- le bataillon, en vertu du présent ordre, reçoit l'autorisation de faire usage de la devise Numquam Retrorsum ».32[32]

Une version veut qu'elle ait été imitée de quelque précédent dans l'armée anglaise; mais aucun régiment anglais, soit de cavalerie, d'infanterie ou d'artillerie, n'emploie une devise semblable, quoique deux ou trois en aient une qui en approche beaucoup : Vestigia nulla retrorsum. Une autre opinion est que cette devise fut suggérée par le capitaine Terroux, qui avait remarqué ces mots sur une marque de commerce accompagnant des marchandises importées d'Angleterre.

Enfin, il y a une troisième version, disant que le capitaine Bédard fut le père de la devise du régiment et qu'il l'aurait proposée à une réunion des officiers, en plaidant pour son adoption, de préférence à toutes celles qui avaient été soumises. Il est remarquable que le capitaine Bédard était dans la même branche de commerce que le capitaine Terroux et que si ces mots avaient été employés par quelque grande maison anglaise d'importation à cette époque, il pourrait les avoir remarqués et les avoir gardés dans sa mémoire. Quoiqu'il en soit, Nunquam Retrorsum est resté la devise du régiment. »33[33]

Napoléon Labranche ne fit pas long feu à la tête du régiment. Une crise était à la veille de se produire au régiment. Le nombre des officiers allait toujours en diminuant, et parmi ceux qui restaient, les différences d'opinions s'accroissaient. En dépit d'une bonne volonté générale, l'unité traversa à cette époque une crise de croissance qui menaçait un moment la permanence des cadres. On enregistra plusieurs démissions qui résultaient, selon certains, de divergences de point de vue, assez naturelles en l'occurrence, devant les exigences respectives du commandement, de l'administration et de l'instruction.

Sans doute, à cause de l'inexpérience générale- celle du ministère dont les directives flottent et celle de l'état-major même du régiment- on n'arrivera pas à trouver cet équilibre des responsabilités qui est l'essence même de l'efficacité de l'ensemble.

Selon une première version, bien que Labranche ait été un admirable instructeur pour l'exercice, un des meilleurs qu'on ait jamais vus sur le Champ de Mars, il ne réussissait pas si bien dans les sujets d'administration et de discipline. De plus, on peut s'imaginer que l'intervalle de trente-et-un mois entre la retraite du lieutenant-colonel Beaudry et sa nomination au commandement du 65e, n'était pas faite pour améliorer la discipline du régiment.34[34]

Le 5 décembre 1879, un peu plus d'un an après qu'il eut pris les rênes du régiment, sa démission était acceptée. Labranche ne partait pas seul. L'ordre général du 5 décembre 1879 mentionnait également la démission du capitaine Wolfred DuPlessis et celle du capitaine Georges S. Malépart tandis que le capitaine Tancred Terroux était par la présente remercié de ses services comme officier de la milice active. Quant au major François Lapointe, non

---

32[32] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p.25.

33[33] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p.135.

34[34] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIES MONT-ROYAL..., op. cit. p. 25.

seulement était-il remercié de ses services mais on précisait même que ses services n'étaient plus requis.

Une autre version, plus plausible, attribue toutefois les démissions de 1879 à une cause beaucoup moins noble que des troubles de croissance ou des « divergences de points de vue quant au service ». Selon celle-ci, le patronage politique était la raison d'être de la Milice canadienne de cette époque. « Lorsque Macdonald reprend le pouvoir en 1878, tous les postes clefs de la milice doivent revenir à des conservateurs. De fait, la crise interne se résorbera avec le nouveau commandant des Fusiliers, J.-A. Ouimet, un député conservateur; chez les Voltigeurs de Québec, c'est aussi un député conservateur, Guillaume Amyot; de même que chez les Royal Rifles. On comprend mieux alors que les cadres du régiment aient été presque complètement renouvelés. Dans les faits, des officiers conservateurs remplaçaient les officiers libéraux. »

Ainsi prenait fin ce qu'on pourrait appeler l'enfance du régiment. « Cette enfance avait été rude. Pour ceux qui jugeaient la situation du dehors, il paraissait y avoir peu de chances pour une amélioration dans un temps prochain. Cependant, les quelques bons officiers qui restaient ne désespéraient pas. Ils pensaient que le 65e avait réussi, malgré tout, à traverser la période la plus délicate de son existence, et qu'on allait bientôt marcher sur un terrain plus solide.<sup>35[35]</sup>

Ces officiers, avec la coopération du lieutenant-colonel Harwood, entrèrent en pourparlers avec un certain nombre d'hommes influents qui avaient été rattachés au régiment ou à d'autres corps de la milice, et bientôt, on vit se dessiner un heureux plan de réorganisation sur des bases plus satisfaisantes.

Le 16 janvier 1880, le lieutenant-colonel Joseph Aldric (et non Aldéric comme il est souvent écrit) Ouimet, E.M., ancien officier des Chasseurs Canadiens, fut nommé commandant à la place de Labranche et George E. A. Hughes, E.M., fut nommé major et second en commandement à la place de Lapointe. Alphonse Denis fut promu capitaine adjudant.

Joseph Aldric Ouimet était natif de Sainte-Rose, maintenant un quartier de la ville de Laval, où il vit le jour le 20 mai 1848. Fils d'un juge de paix, il étudia au Séminaire de Sainte-Thérèse puis, au Victoria College, de Cobourg en Ontario où il prépara le droit. Admis au Barreau en 1870, il fit ses débuts dans la politique en 1874, en tant que commissaire d'écoles à Montréal. Parallèlement, il devint directeur de la Banque d'Épargne de la ville et du district de Montréal et du Crédit foncier franco-canadien et nommé conseiller de la Reine (C.R.).

Élu pour la première fois à la Chambre des Communes, en tant que député de Laval en 1873, sous la bannière conservatrice, il fut réélu successivement en 1874, 1878, 1882, 1887 et 1891. Le 13 avril 1887, il fut nommé président de la Chambre des Communes (on disait orateur ou speaker à l'époque) et, en 1892, il accéda au cabinet fédéral en tant que ministre des Travaux publics. Au début de 1895, il quittait la politique pour devenir juge à la Cour du Banc de la Reine. En 1908, il tenta sans succès un retour en politique et décida ensuite de se consacrer à la finance, assumant la présidence de la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal, jusqu'à son décès, en 1916.

Georges A. Hugues, né à Trois-Rivières en 1848, a eu une carrière militaire plus active que la plupart des officiers de milice de son temps. Diplômé de l'école militaire de Saint-Jean, il fut appelé en service actif pour la première fois en 1866, pour repousser les Fénéniens. Deux ans

---

<sup>35[35]</sup> CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p. 135 et 79.

plus tard, on le retrouve en Italie avec les Zouaves pontificaux. Après avoir accompagné le régiment et avoir brillamment servi durant la campagne du Nord-Ouest, il devint chef de police de Montréal en 1888, poste qu'il conserva jusqu'en 1901. Il devait décéder en 1906.<sup>36</sup>[36]

Dès le mois de juin suivant, le régiment- sous des cadres presque complètement renouvelés- s'était resaisi. Les difficultés que connaît le 65e à cette époque ne lui sont d'ailleurs pas exclusives. Elles résultaient, en bonne part, des tâtonnements d'un ministère de la Défense encore incertain de ses objectifs et dont les directives manquent souvent de netteté, de vigueur et de consistance. Mais un grand pas fut accompli avec l'établissement d'une École pour l'instruction des officiers d'infanterie et l'examen des candidats sollicitant un brevet. Plusieurs des officiers du régiment profitèrent de l'occasion ainsi offerte d'acquérir les connaissances théoriques et pratiques exigées par leur grade et leur poste.<sup>37</sup>[37]

L'école en question, inaugurée durant la première semaine de janvier 1880 n'eut toutefois qu'une existence éphémère puisqu'on la ferma dès le 13 mars. C'est pourquoi il ne faudrait exagérer son importance, ni celle des rapports d'inspection favorables au régiment, publiés au XIXe siècle.

Tout d'abord, il existait à Montréal, depuis 1865, une école militaire pour l'infanterie et une semblable pour l'artillerie depuis 1868, tandis que les examens nécessaires pour l'obtention d'un brevet d'officier dateraient de 1871, non de 1880. Quant aux rapports d'inspection, certains historiens soutiennent que l'entraînement de la Milice au 19e siècle était tout au plus un divertissement contre l'ennui collectif.<sup>38</sup>[38]

La réorganisation du bataillon, dont le nombre de compagnies fut porté à huit, lui permit de sortir de Montréal et de participer, en mai 1880, à une grande revue sur les Plaines d'Abraham, en présence de la princesse Louise, fille de la reine Victoria et de son mari, le marquis de Lorne, gouverneur général du Canada. Pour se rendre à Québec, le régiment avait loué un bateau à vapeur, le Cultivateur. Le régiment fit bonne impression, le voyage dans la Vieille capitale plut aux hommes et aida au recrutement.

Les efforts du nouveau commandant et de ses adjoints ne passèrent pas inaperçus. Dans son rapport pour l'année 1880, le lieutenant-colonel Harwood note que Ouimet est un bon soldat, plein de zèle et d'énergie, qui sait se faire obéir par les officiers et les soldats. Sous sa direction, affirme-t-il, le bataillon, est destiné parmi les meilleurs au Canada.<sup>39</sup>[39]

Les années suivantes se déroulèrent en dents de scie jusqu'en 1885, alors que le régiment devait connaître son baptême de feu, avec des alternances d'enthousiasme et de découragement.<sup>40</sup>[40]

---

<sup>36</sup>[36] GRAVEL Jean-Yves, *Revue d'Histoire...*, op. cit., p. 484 et 485 et 150.

<sup>37</sup>[37] VENNAT Pierre, LITALIEN Michel, *Carabiniers et Voltigeurs contre Louis Riel*, Éditions du Méridien, Montréal, 2003. op. cit., p. 285.

<sup>38</sup>[38] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65e Régiment...*, op. cit., p. 146.

<sup>39</sup>[39] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 25 et 26.

<sup>40</sup>[40] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65e Régiment...*, op. cit., p. 86.

## Chapitre II : La campagne du Nord-Ouest de 1885

### Le malaise métis

De sa création en 1869 au printemps de 1885, les Carabiniers Mont-Royal (65<sup>e</sup> Bataillon) n'avaient connu de service actif que lors de brèves opérations de police : services d'ordre, dispersion d'attroupements séditeux, etc. Le régiment n'avait donc jamais eu à affronter un ennemi armé et résolu.

La révolte des Métis de 1885 allait leur permettre, pour la première fois de leur existence, de se mesurer à des adversaires bien décidés à défendre ce qu'ils considéraient leurs droits.

Le 23 mars 1885, les soubresauts de la nouvelle rébellion métisse dans le Nord-Ouest canadien, sous la direction de Louis Riel, surprisent plus d'un Canadien. Pourtant, tout annonçait cette rébellion. Les Métis, insatisfaits de leurs conditions de vie depuis plusieurs années, ne cessaient de demander l'intervention du gouvernement fédéral. Mais, à Ottawa, le premier ministre John A. Macdonald faisait toujours la sourde oreille. Un vieil abcès venait de crever.

Le malaise métis n'était pas un nouveau phénomène. Quelques années avant la première rébellion de Riel, en 1870, la colonie de la Rivière Rouge au Manitoba actuel, était composée d'une majorité de Métis et d'une minorité de colons « blancs ». Une certaine harmonie régnait parmi les Métis francophones, issus de mariages entre Canadiens français et autochtones, et les Métis anglophones, aussi appelés half-breeds, dont plusieurs avaient des origines écossaises.

La colonie de la Rivière Rouge était située dans ce que l'on appelait alors les Territoires du Nord-Ouest, qui appartenaient toujours, à l'époque, à la Compagnie de la Baie d'Hudson. Après la naissance de la Confédération, en 1867, des négociations avaient eu lieu avec le jeune Dominion du Canada en vue de l'acquisition des Territoires du Nord-Ouest par le Canada, avant que les Américains, très expansionnistes, à l'époque, et dont certains commençaient déjà à s'installer sur ces terres, ne les réclament.

À l'époque, les habitants de la colonie étaient majoritairement francophones et catholiques et se rattachaient au Québec idéologiquement via les missionnaires qui les desservaient et qui dépendaient des autorités ecclésiastiques de Montréal et de Québec. C'est alors que des éléments anglophones de Toronto, gravitant autour de l'éditeur George Brown, du Toronto Globe, préconisèrent l'annexion de ces territoires au Canada en vue d'en faire une extension de l'Ontario et, espéraient-ils, contrer l'expansion du fait français et de la religion catholique dans l'ouest du pays.

En novembre 1869, les Territoires du Nord-Ouest furent effectivement cédés au Canada par la Compagnie de la Baie d'Hudson, mais le gouvernement fédéral entendait administrer les territoires à sa façon, sans en consulter ses habitants, ce qui suscita, bien sûr, l'opposition des Métis. Pour bien montrer leur opposition, ceux-ci, dès octobre 1869, élirent un gouvernement provisoire et portèrent un jeune métis de 25 ans, Louis Riel à sa tête.

Au début, les autorités fédérales ne voulurent pas reconnaître ce gouvernement « provisoire » et le lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest, William McDougall, tenta en vain d'instaurer son autorité sur le nouveau territoire canadien. McDougall, en effet, qui tentait de gagner son fief se fit arrêter dès son arrivée sur le territoire par un groupe de Métis, ayant à leur tête Ambroise Lépine, et expulsé. Simultanément, Louis Riel et un autre groupe

déclenchèrent un soulèvement et s'emparèrent de Fort Garry (aujourd'hui Winnipeg), allant jusqu'à faire des prisonniers.

Le gouvernement fédéral, dans le but de calmer l'agitation, décida finalement, le 20 janvier 1870, de reconnaître le gouvernement provisoire dirigé par Louis Riel et de négocier avec lui.

Malheureusement, un groupe de colons anglophones de Portage-la-Prairie, parmi lesquels figurait un dénommé Thomas Scott, décida d'effectuer un raid sur Fort Garry où les Métis détenaient encore quelques prisonniers. Un certain nombre de ces colons anglophones furent capturés par les Métis dont un dénommé Thomas Scott, considéré par les Métis comme un véritable fauteur de troubles et un danger potentiel pour le nouveau gouvernement métis. Scott fut alors jugé et condamné à mort par un tribunal présidé par le président du conseil gouvernemental provisoire et exécuté, un geste qui coûta très cher par la suite aux Métis et à Louis Riel.

Devant l'agitation causée au Canada anglais par l'exécution de Scott, le gouvernement fédéral décida d'envoyer une expédition militaire, dirigée par le colonel britannique Garnet Wolseley, afin de mater les mutins. Toutefois, il y avait loin de la coupe aux lèvres. En effet, en 1870, le chemin de fer n'avait pas encore rejoint l'Ouest canadien. Les troupes durent donc traverser des centaines de kilomètres à travers bois, marécages, champs, sur des chemins de fortune et Wolseley et ses 1 044 hommes mirent plus de trois mois pour atteindre Fort Garry. Inutile de dire que Riel s'était enfui et que l'expédition militaire ne put mettre la main sur lui.

Entre-temps, cependant, Riel fut élu député fédéral de Provencher au Manitoba lors d'une élection partielle et réélu l'année suivante lors d'élections générales. Mais dans l'est du pays, on voulait l'amener devant les tribunaux pour l'exécution de Scott. Riel fut donc assermenté député presque clandestinement par un greffier distrait mais ne siégea jamais aux Communes et il fut destitué quelque temps plus tard.

Par ailleurs, dès 1874, la colonisation et l'arrivée du chemin de fer dans l'Ouest menacèrent à nouveau les Métis dans leur mode de vie. Les troupeaux de bisons sur lesquels ils comptaient pour vivre, se faisant massacrer par des chasseurs, notamment américains. L'ancienne colonie de la Rivière Rouge n'étant plus ce qu'elle était, plusieurs Métis vendirent leur terre et décidèrent de s'établir plus à l'ouest, dans ce qui constitue aujourd'hui la Saskatchewan. Les griefs des Métis s'accumulèrent et, Ottawa faisant la sourde oreille, cela fut la révolte.

Une délégation de Métis s'était rendue, en 1884, trouver Louis Riel qui s'était réfugié au Montana et avait acquis la citoyenneté américaine, le priant de prendre la direction du mouvement populaire contre le gouvernement canadien. Mais le Riel de 1884 n'était plus celui de 1870. Il souffrait de troubles mentaux tout en rêvant toujours de fonder une nouvelle nation métisse dans l'Ouest. Riel se considérait en effet le prophète d'une nouvelle religion, allant jusqu'à se surnommer lui-même David, affirmant que l'esprit de Dieu était en lui.

On peut dire, sans risquer de se tromper, que la rébellion de 1885 dans le Nord-Ouest du pays, n'est en quelque sorte qu'une répétition de la colonie de Rivière Rouge de 1870.<sup>41[1]</sup>

---

41[1] VENNAT Pierre, LITALIEN Michel, *Carabiniers et Voltigeurs contre Louis Riel*, Éditions du Méridien, Montréal, 2003. Le présent chapitre est largement inspiré de cet ouvrage.

Cela dit, les conditions, au point de vue militaire, avaient changé. Avec l'arrivée du chemin de fer du Canadien Pacifique, les autorités canadiennes étaient dorénavant en mesure d'expédier des troupes dans la région dissidente en l'espace de quelques jours, alors que, quinze ans plus tôt, il avait fallu des semaines et des mois pour les envoyer de Toronto au Fort Garry, ce qui fait dire à certains historiens que le soulèvement de Riel de 1885 était voué à l'échec dès le départ.<sup>42[2]</sup>

Au début des troubles, tout semblait indiquer qu'une action de police serait suffisante pour réprimer les troubles et il n'était pas question d'une intervention militaire. De plus, au début, la révolte ne semblait impliquer que les Métis et les premiers rapports n'avaient une participation des Amérindiens, les « Sauvages » comme on les baptisait à l'époque, au soulèvement.

Le 26 mars, toutefois, un groupe de Métis et de Cris, commandé par Gabriel Dumont, le lieutenant de Riel, empêcha un convoi escorté par un détachement de la North West Mounted Police (l'ancêtre de la Gendarmerie royale du Canada actuelle) et par une troupe de miliciens de Prince-Albert, de ravitailler le Fort Carlton au Lac-au-Canard. Les troupes gouvernementales durent retraiter, laissant douze morts et autant de blessés sur le terrain. Cette provocation décida le gouvernement fédéral à mobiliser les forces disponibles du pays pour enrayer ce qui ressemblait de plus en plus à une rébellion.

C'est l'adjudant général de la Milice canadienne, W. Powell, qui, le 27 mars en soirée, avait envoyé le message suivant aux quartiers généraux de la Milice à Montréal : « Appelez tout de suite le 65e Bataillon pour service immédiat et faites rapport, par télégramme, du résultat obtenu. »

L'ordre surprenait les Carabiniers Mont-Royal à un très mauvais moment : la vieille salle d'exercice du régiment, sise rue Craig (aujourd'hui Saint-Antoine), venait d'être détruite, ce qui privait le 65e de son quartier général, de sorte que son équipement était entreposé au Marché Bonsecours. Encore, l'inventaire était-il fort incomplet tant pour les uniformes que pour le harnachement et les armes. On manquait également d'effectifs, toute instruction militaire étant suspendue depuis quelque temps, ce qui fait que beaucoup d'hommes, découragés par tant d'inertie, ne s'étaient pas réengagés au terme de leur service.<sup>43[3]</sup>

Mais les cadres étaient là. Officiers et sous-officiers se mirent énergiquement à l'œuvre au reçu de l'ordre de mobilisation. Ils rappelèrent les hommes; réquisitionnèrent les indispensables fournitures, obtinrent l'aide de généreux industriels de Montréal et, presque miraculeusement, le régiment, qui comptait alors 26 officiers et 319 gradés et soldats, fut prêt en six jours.

En 1870, lors du premier soulèvement des Métis du Nord-Ouest, seulement 77 des 350 positions du bataillon de miliciens du Québec levé spécialement pour l'occasion avaient été remplies par des Canadiens français. Ne voulant pas que se répète ce piètre taux de participation, Adolphe-Philippe Caron, qui était alors titulaire du poste de ministre de la Milice et de la Défense, décida de déployer tous les efforts nécessaires pour s'assurer que ses concitoyens allaient être bien représentés lors de cette campagne. C'est lui, donc, qui ordonna que deux

---

<sup>42[2]</sup> STANLEY George F. G., *Nos Soldats...*, p. 339.

<sup>43[3]</sup> COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit. p. 28.

bataillons canadiens-français, les Carabiniers Mont-Royal (65e) et les Voltigeurs de Québec (9e) participent à cette expédition militaire.

Caron, bien sûr n'était pas exempt de considérations politiques. Les Carabiniers Mont-Royal et les Voltigeurs de Québec n'étaient pas les seuls régiments canadiens-français disponibles. Mais tous deux étaient commandés par des députés conservateurs, Guillaume Amyot dans le cas des Voltigeurs et Joseph-Aldric Ouimet dans le cas des Carabiniers, et Caron voulait les mettre en valeur. Leur choix fit donc plusieurs envieux chez les commandants d'unités du Québec, notamment ceux des unités canadiennes-anglaises de Montréal et de Québec.

Ouimet avait assuré que son bataillon au complet répondrait à l'appel, sauf ceux qui ne pouvaient quitter la ville sans exposer leur famille à la misère. Il avait ajouté que le 65e Bataillon était bien aise d'avoir une occasion de prouver qu'il n'était pas composé d'hommes propres à la parade seulement et que ceux-ci étaient des soldats aptes pour le service actif. Accusés trop longtemps de jouer au soldat, Ouimet était désireux de saisir la première occasion de montrer ce dont son régiment était capable.

Le 28 mars, alors qu'une foule immense envahit la rue Saint-Paul, aux abords du marché Bonsecours où le régiment avait ses quartiers et bon nombre de recrues, la plupart des jeunes hommes d'une vingtaine d'années, vinrent s'enregistrer pendant que l'on distribuait des uniformes aux militaires de l'unité qui n'en n'avaient pas.

Les manœuvres du lendemain attirèrent à nouveau une foule nombreuse et donnèrent lieu, encore une fois, à des discours patriotiques de Ouimet et du lieutenant-colonel Harwood, adjudant général adjoint de la Milice canadienne à Montréal. Harwood avait alors déclaré aux hommes du 65e Bataillon rassemblés sur le Champ de Mars que le choix du gouvernement venait de faire en les appelant sous les armes démontrait qu'ils étaient considérés comme étant dignes de figurer au premier rang parmi les défenseurs de la patrie.<sup>44[4]</sup>

Le 30 mars, le régiment faisait savoir qu'il était prêt à partir mais que ses accoutrements étaient insuffisants. Ouimet se rendit donc à Ottawa rencontrer le premier ministre John A. Macdonald et Caron. À son retour il déclara avoir obtenu que les contrats pour les accoutrements et uniformes qui manquaient soient octroyés sans délai, le lieutenant-colonel Harwood ayant reçu l'ordre d'acheter tout ce qui manquait.

Aux Communes, le ministre de la Milice affirma que le 65e Bataillon, comme tous les autres, seraient prêts au temps fixé et ce, avec tout l'armement et l'équipement nécessaires. Effectivement, le 65e Bataillon avait reçu à peu près tout ce qui lui manquait, sauf les casques d'hiver, jugés nécessaires aux soldats, compte tenu des intempéries de la saison, mais qu'on ne trouvait pas à Montréal.

Il semble toutefois que le bataillon, eut-il été complètement équipé, n'aurait pas pu partir immédiatement de toute façon. Les moyens de transport au nord du lac Supérieur ne permettaient pas en effet d'envoyer plus de 500 à 600 hommes à la fois, et les wagons, qui devaient transporter les batteries sur le chemin de fer du Canadien Pacifique, ne seraient pas prêts à transporter les contingents de Montréal vers le Nord-Ouest avant quelques jours.<sup>45[5]</sup>

---

<sup>44[4]</sup> *La Presse*, 28 mars 1885.

<sup>45[5]</sup> *La Presse*, 1<sup>er</sup> avril 1885.

Le bataillon, qui en avait fait la demande à l'archevêque de Montréal, Mgr Fabre, s'était vu octroyer le père Prévost, Oblat de Marie-Immaculée, comme aumônier. Cette congrégation connaissait bien le Nord-Ouest canadien où plusieurs de ses membres étaient missionnaires. Par ailleurs, le chirurgien-major du bataillon, le Dr Emmanuel LaChapelle, ayant décidé de ne pas se joindre à l'expédition, il fut remplacé par un médecin de Lachine, le Dr Paré, assistant-chirurgien du 85<sup>e</sup> Bataillon (aujourd'hui le Régiment de Maisonneuve), pour la durée de l'expédition.

Le lieutenant-colonel Ouimet s'étant déclaré prêt à accepter au sein de son régiment les reporters que les différents journaux voudraient affecter à la couverture de la campagne, l'expédition devant permettre à certains journalistes de devenir les premiers « correspondants de guerre francophones » depuis l'avènement de la Confédération canadienne, quelque vingt ans plus tôt.

C'est ainsi que H. M. Lanctôt, de la Montreal Gazette et Charles Daoust, du Times s'étaient enrôlés dans la compagnie du lieutenant Plinguet, tandis que L. A. Georges du Monde, ancien militaire, avait été promu lieutenant au bataillon pour participer à l'expédition du Nord-Ouest, de même que N. Robert du Canard. Tous ces journalistes étaient autorisés à envoyer des dépêches à leur journal respectif, tout en accomplissant leurs devoirs militaires. Daoust devait l'année suivante publier ses souvenirs de guerre.<sup>46</sup>[6]

Par ailleurs, quelques 25 membres de l'Harmonie de la Cité qui avaient décidé de se joindre au bataillon pour la campagne du Nord-Ouest furent rattachés au corps d'ambulance.

Pour sa part, le maire de Montréal, Honoré Beaugrand, prit la tête d'un mouvement ayant pour but de prélever des fonds, au moyen de souscriptions, pour venir en aide aux familles des volontaires appelés à servir au Nord-Ouest. Lors de la séance du conseil municipal du 31 mars 1885, il justifia son geste en déclarant qu'il était de son devoir, dans les circonstances, de prouver au gouvernement les sympathies de la métropole du Canada. « Les soldats et officiers du 65<sup>e</sup> sont tous des nôtres et nous pouvons leur assurer qu'ils emporteront avec eux toutes nos sympathies et nos meilleurs souhaits de succès. Si nous ne pouvons les suivre, il faut qu'ils sachent bien que nous ferons tous nos efforts pour les seconder dans cette lutte contre les ennemis de notre nationalité... ».<sup>47</sup>[7]

### **Calomnies et aux intempéries**

Les Carabiniers Mont-Royal devaient finalement s'embarquer pour le Nord-Ouest canadien le 2 avril 1885, moins d'une semaine après avoir été appelés sous les drapeaux.

Les mères, épouses, sœurs, cousines et amies des volontaires s'étaient rendues en grand nombre à la salle Bonsecours pour faire leurs adieux et il y eut plusieurs scènes des plus touchantes. On voyait des mères donner à leurs fils des scapulaires et des médailles, leur recommandant d'être toujours fidèles aux instructions religieuses reçues dès leur première enfance. Il y eut échange de photographies et quand le bataillon partit pour le dîner et la parade,

---

<sup>46</sup>[6] DAOUST Charles R., *Cent vingt jours de service actif : récit historique très complet de la campagne du 65<sup>e</sup> au Nord-Ouest*, E. Senécal, Montréal, 1886.

<sup>47</sup>[7] *La Presse*, 31 mars 1885.

vers midi, les larmes coulaient des yeux de plusieurs. Pour sa part, le premier ministre du Québec, Honoré Mercier, fit savoir qu'au retour du bataillon, il présenterait une médaille en or au volontaire qui aurait eu la meilleure conduite durant la campagne. Quant à Ouimet, il s'était exclamé en entrevue qu'il était extraordinaire que le bataillon fut prêt à partir, alors que trois jours plus tôt, il était à peine équipé.<sup>48[8]</sup>

Après un très long et pénible trajet effectué en train, les membres des Carabiniers arrivèrent enfin à Winnipeg le 11 avril.

Le théâtre de la révolte était la longue vallée de la Saskatchewan, située à 480 kilomètres de la voie ferrée du Canadien Pacifique et s'étendant de Prince-Albert à Edmonton à l'ouest. Non seulement les Métis, mais également les Amérindiens menaçaient cette région, soit les Cris du chef Poundmaker et leurs alliés, les Stoneys, le chef Gros-Ours et les Cris des plaines et des bois et enfin un certain nombre de Sautoux. L'immensité du territoire et l'absence de moyens de communications posent des problèmes d'une complexité insoupçonnée à l'état-major de l'armée.<sup>49[9]</sup>

Le commandant en chef de la campagne du Nord-Ouest était le major général Frederick Middleton, commandant de la milice canadienne. Il décida de partager ses forces. Se réservant la capture de Riel et des Métis installés avec leur quartier-général à Batoche, il confia au lieutenant-colonel Otter le commandement d'une colonne avec mission de protéger Battleford et la population de Battle River et, du même souffle, nomma, dès le 8 avril, le major général T. Bland Strange, commandant de l'expédition contre Gros-Ours.

Le major général Strange possédait d'excellents états de service. Il avait fait campagne aux Indes dans le même corps que le major général Middleton. Il avait alors pris part à 13 combats et mérité six citations à l'ordre du jour. Premier commandant de la batterie B et de l'école d'artillerie qui lui était adjointe, il était bien connu dans les milieux militaires. Au moment où la révolte de 1885 éclata dans le Nord-Ouest, Strange vivait retiré sur un ranch au sud de Calgary. La North West Mounted Police étant déjà occupée au nord et les Amérindiens se faisant menaçants, les colons s'adressèrent à lui pour assurer leur protection.

Strange communiqua aussitôt avec les autorités d'Ottawa et avec le général Middleton mais n'attendit pas leur réponse pour organiser des groupes de volontaires dont Ottawa lui confia aussitôt le commandement avant d'étendre ses pouvoirs et lui donner carte blanche en vue d'une éventuelle campagne contre les hordes de Gros-Ours.<sup>50[10]</sup>

Selon ce que l'on raconta deux jours à peine après le départ du régiment vers l'Ouest canadien, la discipline la plus rigide régnait dans le bataillon. Le moral des volontaires était excellent et les officiers n'avaient qu'à se louer de la conduite de leurs hommes. Les hommes toutefois voyageaient dans un certain inconfort. Par exemple, pour se coucher, ils ne pouvaient enlever que leurs bottes et leur tunique. La capote militaire prenait la place de la couverture et le havresac faisait un oreiller quelque peu dur. À bord des chars, on ne se souciait guère de la toilette.<sup>51[11]</sup>

---

<sup>48[8]</sup> *La Presse*, 2 et 3 avril 1885.

<sup>49[9]</sup> COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 29 et 30.

<sup>50[10]</sup> *La Presse*, 4 avril 1885.

<sup>51[11]</sup> VENNAT Pierre, LITALIEN Michel, *Carabiniers et Voltigeurs...*, op. cit., p. 103 à 105.

À peine le régiment arrivé à Calgary, le lieutenant-colonel Ouimet sema malheureusement le discrédit sur son bataillon et sur tous les soldats canadiens-français en général, en demandant au major général Strange d'aller chercher dans l'est du pays des armes, munitions et approvisionnements qui, selon lui, faisaient cruellement défaut à son unité. Interviewé lors de son passage à Toronto, il expliqua qu'il était redescendu dans l'est pour se rendre au chevet de sa femme malade à Montréal. Il appert plutôt que c'est lui qui se fit soigner par trois éminents médecins. Il n'en fallut pas plus à un journaliste du *Toronto News* pour suggérer que Ouimet avait déserté ses troupes.<sup>52</sup>[12]

Embarrassé par cette affaire, le ministre Caron suggéra à Strange de rappeler immédiatement Ouimet pour qu'il revienne commander les siens le plus tôt possible. Malheureusement pour lui, Ouimet, à peine revenu à Calgary tomba à nouveau malade. Comme un malheur ne vient jamais seul, le commandant-adjoint, le major Dugas, éprouvant lui aussi de sérieux problèmes de santé, fut confiné à Calgary et ne put accompagner ses troupes sur le terrain.

Du même coup, le *Toronto News* accusa aussi les soldats du 65e Bataillon d'être des ivrognes et des indisciplinés et prétendit que les troupes canadiennes-françaises demeuraient stationnées en Alberta parce qu'elles refusaient de se battre. Reprise par la presse anglophone de tout le pays, cette affirmation fit très mal au moral des troupes canadiennes-françaises.

Dans un télégramme, le major Dugas fit part de son dégoût au ministre Caron devant de telles insinuations : « Il n'y a que le fanatisme vulgaire et malhonnête qui puisse inventer de pareils mensonges. Franchement, je ne comprends pas ce que nous avons pu faire, nous Canadiens français, à une certaine faction de la population anglaise pour qu'elle ose recourir à des moyens aussi diaboliques pour nous dénigrer ». <sup>53</sup>[13]

Quant au 65e, il passa sous les ordres du major général Strange, ce qui constituait une bonne chose pour l'unité car Strange était souple de mentalité et aimait bien les Canadiens français qu'il baptisera plus tard de l'expression *My plucky French Canadians*.

Dès son arrivée à Calgary le 12 avril, le 65e fut mis sous tente et consacra quelques jours à s'entraîner à la pratique du tir. En l'absence de Ouellet, le commandement de l'unité fut confié au lieutenant-colonel Hughes. Quant au lieutenant-colonel Ouimet, une fois revenu dans l'Ouest, il se vit confier la protection des lignes de communication et de ravitaillement entre Calgary et Edmonton et le soin d'assurer la sécurité dans le district du Lac-à-la-Biche mais il n'eut jamais à affronter ni de Métis ni d'Amérindiens.

Quant à lui, le général Strange décida de diviser ses forces en trois colonnes. Prenant le commandement de la première, il y assigna quatre compagnies du 65e, deux détachements d'éclaireurs à cheval et un de la *North West Mounted Police*, en plus d'une unité sanitaire.

---

<sup>52</sup>[12] *Toronto News*, 22 avril 1885.

<sup>53</sup>[13] Archives nationales du Canada, lettre du major Dugas au ministre Caron en date du 4 mai 1885.

*Fonds Caron*, vol. 82, p. 5815.

Quatre autres compagnies du 65e furent assignées à la deuxième colonne, commandée par l'inspecteur-capitaine Perry, de la Police montée, à la tête d'un détachement de celle-ci. En faisaient également partie un canon de campagne et une unité sanitaire. Enfin, une troisième colonne, commandée par le lieutenant-colonel Osborne Smith, comprenait un détachement d'éclaireurs à cheval recrutés dans l'Ouest et baptisé Alberta Cavalry et quatre compagnies du régiment manitobain le Winnipeg Light Infantry en plus d'une unité sanitaire.

La première colonne quitta Calgary le 20 avril pour Edmonton où elle arriva le 1er mai après une pénible marche dans un pays de terre noire et molle, couvert de forêts et de marécages. Les rivières étaient en crue à la suite de la fonte des neiges; on n'y trouvait ni ponts ni bacs et les troupes durent les franchir à gué, parfois par plus d'un mètre d'eau. Dans les endroits marécageux, les hommes durent s'atteler aux charrettes. Heureusement, si les Amérindiens surveillaient la marche des troupes, ils se tinrent hors de portée et n'intervinrent pas pour leur barrer la route.

À un certain stade, le pays devint tellement primitif qu'il fallut former un groupe de sapeurs pour ouvrir la marche, jeter des ponts, remblayer des chemins. Par bonheur, les charpentiers et les bûcherons ne manquaient pas parmi les soldats du 65e et le général Strange en témoigna, écrivant que « les hommes étaient si adroits avec une hache qu'ils savaient tous fabriquer avec ce seul outil depuis un cure-dents jusqu'à une maison. »

La première colonne devait atteindre la rivière Saskatchewan le 30 avril pour aller camper près d'Edmonton. Le 5 mai, la seconde colonne la rejoignit et le 10, c'était au tour de la troisième. Pour quelques jours, le régiment se retrouvera donc au complet dans les environs d'Edmonton.

Comme un vent de panique régnait alors à Edmonton, suite aux massacres de Frog Lake et à la capture de prisonniers blancs par les Amérindiens à Fort Pitt, le général Strange décida de déployer certains éléments du 65e dans la région afin de rassurer la protection et de protéger les voies de communication avec Calgary.

C'est ainsi que la 2e compagnie fut cantonnée à Edmonton, sous le commandement du capitaine des Trois-Maisons. Puis un détachement de vingt hommes de la 8e compagnie, sous les ordres du lieutenant Normandeau, fut dépêché au passage de la rivière Red Deer. Le capitaine Ostell, pour sa part, fut envoyé à la rivière Bataille à la tête de vingt-cinq hommes.

Au capitaine Éthier, on confia un détachement d'une vingtaine d'hommes prélevés sur les 1re, 3e, 4e et 8e compagnies et on les dépêcha à Peace River. Enfin, le capitaine Doherty, futur ministre de la Justice dans le cabinet Borden puis juge de la Cour Supérieure, fut dépêché avec la 7e compagnie au Fort Saskatchewan.

Ces détachements, ainsi retirés de l'ensemble, ne participèrent donc pas à la bataille de la Butte-aux-Français qui devait suivre, mais leurs nombreuses activités furent jugées essentielles au succès de l'opération : patrouilles régulières dans les secteurs où ils étaient cantonnés; construction de retranchements et de fortifications; pacification des Métis et des Amérindiens de leurs secteurs respectifs.

## **La bataille de la Butte-aux-Français**

Partis dans l'Ouest pour mâter la rébellion des Métis fidèles à Louis Riel, les Carabiniers Mont-Royal n'eurent jamais à les affronter. Après quatre jours de combat, le général Middleton avait en effet défait les Métis à Batoche, le 12 mai. Louis Riel s'était rendu prisonnier le 15. Le 21, c'était au tour du chef Poundmaker et de sa tribu de mettre bas les armes et de se rendre.

Mais il restait Gros-Ours et les siens qui continuaient le combat. La colonne du général Strange, incluant quelques compagnies des Carabiniers Mont-Royal, sous le commandement du lieutenant-colonel Hughes, se lança à ses trousses dès le 5 mai. Le 20 mai, les éléments de la colonne Strange se divisèrent : les membres du 65e empruntant des bateaux, le reste de la colonne, bref les éléments de cavalerie et d'artillerie, procédant par voie terrestre.

Le 22 mai, brève alerte : les bateaux du 65e sont la cible de coups de feu qui ne firent pas de dommage, toutefois, et les Amérindiens se retirèrent avant qu'on puisse les affronter. Le lendemain, la flottille arriva en vue de Frog Lake où sept colons et deux missionnaires oblats avaient été massacrés le mois précédent. Le régiment érigea une croix sur le sommet de la montagne portant l'inscription suivante : Élevée à la mémoire des victimes de Frog Lake par le 65e Bataillon, le 24 mai 1885.

Poursuivant leur avance, les hommes des Carabiniers Mont-Royal atteignirent Fort Pitt le 25 mai. Le lendemain, dans la soirée, le général Strange, arrivé également à Fort Pitt, apprit de ses éclaireurs que les Amérindiens de Gros-Ours campaient à quelques kilomètres de là. Strange prit la route avec les hommes du régiment de Winnipeg et ordonna au 65e de le rejoindre par bateau.

Hughes avait reçu l'ordre de naviguer à la vitesse d'une colonne en marche de façon à faire la liaison avec la cavalerie, ce que la nature du terrain ne rendit toutefois pas possible. Le 27 mai, alors que les barques des Carabiniers Mont-Royal descendaient tranquillement le cours d'eau, ils furent tirés de leur torpeur par des bruits de canonnade et de fusillade. Les troupes de Strange étaient entrées en contact avec l'ennemi.

Sur les bateaux, on ne perdit pas un instant et les hommes du 65e s'empressèrent de mettre pied à terre. Le détachement rejoignit les hommes de Strange au pas de gymnastique et ensemble, on poursuivit l'ennemi jusqu'à la tombée de la nuit. Les hommes, qui avaient abandonné capotes et couvertures sur les bateaux, durent passer la nuit inconfortablement à la belle étoile, les armes à la main.

Le lendemain matin, le détachement du 65e Bataillon servit d'avant-garde aux troupes de Strange qui se relancèrent à la poursuite des troupes de Gros-Ours, en direction de la Butte-aux-Français, située à environ 25 kilomètres à l'est de Fort Pitt et à 5 kilomètres du campement de Gros-Ours au nord de la rivière.

Loin de se cacher, les Amérindiens allaient de long en large, dans le but de provoquer une attaque frontale qui, engageant d'abord les troupes dans les marais et la rivière, les exposerait aux feux plongeants et croisés des hommes de Gros-Ours. Mais le général Strange avait trop d'expérience pour tomber dans pareil piège. Il décida plutôt d'envoyer sa cavalerie contourner les flancs de la position amérindienne et, pour faire diversion, il amorça ensuite un mouvement de front au fond de la cuvette devant lui.

Au feu des hommes de Gros-Ours, Strange répondit par un tir de canon sur leur centre, tandis que les hommes du 65e, sous les ordres du lieutenant-colonel Hughes, en compagnie des hommes de la North West Mounted Police et des fantassins de Winnipeg se déployaient sur la gauche.

C'est ainsi, donc, que le 28 mai 1885, quelques compagnies des Carabiniers Mont-Royal, sous le commandement du lieutenant-colonel Hughes, firent partie des troupes qui, sous le commandement du major général Strange, affrontèrent les hordes de Gros-Ours à la Butte-aux-Français. Pour les Carabiniers Mont-Royal, il s'agissait du premier combat auquel le régiment participait depuis sa création, plus de 15 ans plus tôt. D'où son importance symbolique dans l'histoire régimentaire.

Dans les faits, toutefois, cette « bataille », au cours de laquelle deux soldats des Carabiniers furent blessés, prend plutôt l'allure d'une escarmouche qui dura trois heures et demi. Gros-Ours commandait quelque 500 guerriers, dont un grand nombre avaient déjà participé à des combats aux États-Unis, tandis que les effectifs militaires canadiens se chiffraient à quelque 300 hommes, dont un peu moins d'une centaine provenaient du 65e Bataillon.

Les hommes du 65e dévalèrent l'escarpement et franchirent les marais jusqu'à la rivière. Quelques-uns parvinrent à la traverser en s'enfonçant dans l'eau jusqu'à la ceinture. Malheureusement, pendant ce temps, la cavalerie s'embourba dans les marais infranchissables. Pendant ce temps, les munitions des hommes du 65e, qui comptaient déjà deux blessés graves, diminuaient et les hommes reçurent l'ordre de ne tirer qu'à coup sûr pour épargner les cartouches.

Devant l'embarras des Canadiens, des hommes de Gros-Ours tentèrent d'exploiter ce qu'ils considéraient comme un début de retraite en redoublant leurs cris et leurs tirs et en s'infiltrant pour tirer sur les transports, ce qui décida Strange à décrocher. Ayant manqué l'enlèvement brusqué de la position amérindienne, il ne tenait pas à augmenter inutilement ses pertes.<sup>54</sup>[14]

---

54[14] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit. p. 31. à 36. Le régiment a conservé les noms de ceux qui furent les premiers, dans l'histoire des Fusiliers Mont-Royal, à affronter l'ennemi. Il s'agit, pour l'état-major, du lieutenant-colonel Hughes; du major Robert; du major suppléant Prévost; du capitaine-adjutant Stearnes; de l'ex-lieutenant-colonel Labranche; du D<sup>r</sup> Paré, chirurgien du bataillon; et de l'aumônier, le père Prévost. De la compagnie n° 3 : le capitaine E. Beauset; le lieutenant J. Ostell; les sergents N. Gauvreau, J. Dusssault et A. Beaudin; les caporaux E. Lespérance et A. Browning; les soldats J. Marcotte, Jos Deslauriers, Eugène Maillet, E. Brais, A. Brais, E. Soulière, Alphonse Marineau, U. Viau, Jos Goulet, Ed. Houle, Jos Deglandon, Albert Sauriol, H. Chartrand, Marc Prieur, Alex Martin, P. Sarrasin, A. Laviolette, Arthur Gagnon, A. Boisvert, A. Richer et G. Conway. De la compagnie n° 4 : le capitaine Alex Roy; le lieutenant Zéphérin Hébert; le sergent-major L. Labelle, les sergents Jos Dubord, Eugène Houde et P. Valiquette; les caporaux Roger Vallée, E. D. Pouliot et Édouard Barry; les soldats C. Gravel, A. Morissette, G. Tessier, E. Caché, Jos Martineau, B. Rocher, N. Baulne, A. Fafard, E.X. Pouliot, David Travers, Éphrem Lemay, A. Dumont, Sam Gascon, John Roy, A. Lebel, F.X. Lortie, O. Payette, C. Grenier et T. Dufresne. Les membres suivants de la compagnie n° 5 ont également participé au combat : les sergents Lupien, d'Amour et Bennett; le caporal Stanton; les trompettistes Arthur et Robichaud; les soldats C. Valois, A. Desroches, J. Dépatie, L. Jutras, W. Beauchamp, A. Dagenais, L. Leduc, J. Tellier, J. Gauvreau, W. Roartoy, A. Marceau et J. Morin. Tout comme les membres suivants de la compagnie n° 6 : le sergent L. Lapierre, le caporal X. Laurier, les soldats J. E. Chalifoux, François Clermont, Octave

Les Carabiniers Mont-Royal eurent à traverser péniblement des terrains de toutes sortes, leurs uniformes en lambeaux. Plusieurs en étaient même rendus à marcher pieds nus. Revenus à la rivière, ils eurent la désagréable surprise de s'apercevoir que les bateaux qui les avaient amenés n'étaient plus là. Les pilotes des barques, craignant un coup de main des Amérindiens et jugeant que leur défense ne serait pas adéquatement assurée par l'unique sergent et les dix hommes qu'on avait laissés sur place en cas d'attaque, avaient cru plus prudent d'aller camoufler la flottille à quelque distance. Voulant ensuite revenir, ils ne purent réussir à remonter le courant. C'est donc à pied, privés de leurs couvertures, capotes et vivres, que les hommes du 65<sup>e</sup> rejoignirent à pied le reste de la colonne de Strange.

Le 30 mai, Strange décida de reprendre l'offensive. Heureusement pour les troupes canadiennes, Gros-Ours et ses hommes avaient perdu leur cohésion à la suite de la bataille de la Butte-aux-Français. Profitant de la confusion, d'ailleurs, bon nombre de leurs prisonniers réussirent à s'évader et à regagner Fort Pitt.

Un bon mois s'écoula à chercher les derniers Amérindiens mutins et, le 2 juillet, lorsque finalement Gros-Ours se rendit à un sergent de la Royal North West Mounted Police, la mission des Carabiniers s'acheva. Le bataillon avait perdu l'un de ses hommes, le sergent Valiquette, mort d'épuisement, qui devenait ainsi le premier membre des Carabiniers Mont-Royal à mourir au champ d'honneur.<sup>55</sup>[15]

Les autres membres du bataillon, demeurés à Edmonton ou chargés de pacifier les environs n'étaient pas demeurés inactifs. C'est ainsi que le 6 juin 1885 *La Presse* présentait à ses lecteurs une gravure illustrant le Fort Éthier, un des forts improvisés dû au génie inventif et expéditif des militaires de la campagne du Nord-Ouest, ainsi baptisé en l'honneur du capitaine L. J. Éthier. Ces hommes des Carabiniers Mont-Royal étaient alors rendus à Fort Pitt, mais le bataillon avait dû échelonner le long de la route des détachements, comme celui de Fort Éthier, à quelque 270 kilomètres au nord d'Edmonton.

Par ailleurs, le même journal avait, le 11 juin, publié une lettre d'un soldat des Carabiniers, apportant un éclairage nouveau sur les différends entre le lieutenant-colonel Ouimet et le major général Strange. Il en ressort clairement que celui-ci n'était pas d'accord avec la conduite de Ouimet et que cela a eu des répercussions sur le traitement fait à ses soldats. Ce soldat affirmait que « pour se venger de sa déconvenue, le général nous a non seulement fait beaucoup marcher, mais nous a fait travailler comme des bêtes de somme ». <sup>56</sup>[16]

Pour sa part, Charles Daoust, qui devait l'année suivante reprendre ses chroniques sous forme de volume, expliqua un peu ce que lui et ses camarades avaient enduré : « Les trois premiers jours, le trajet se fit à travers les plaines. Nous avions à peu près 20 charrettes, mais elles étaient tellement chargées de provisions et de munitions, qu'il n'y avait place que pour les malades et les plus fatigués. Ceux qui se rendirent à pied jusqu'au bout des 125 kilomètres peuvent se compter, il y en a 10, au nombre desquels les capitaines Beuset et Ostell et le

---

Bertrand, Alex Bertrand, H. Langlois, L. Rose, H. A. Rochon, E. Allard, D. Dansereau, N. Doucet, J. B. Lowe et Jos Robillard.

<sup>55</sup>[15] VENNAT Pierre, LITALIEN Michel, *Carabiniers et Voltigeurs...*, op. cit., p. 103 à 105.

<sup>56</sup>[16] *La Presse*, 11 juin 1885.

lieutenant Villeneuve que j'accompagnais. Que de fois, le matin, quand nous chaussions nos bottes durcies par le froid, nous fûmes tentés de briser notre promesse faite au moment de notre départ et de demander une place dans une voiture moins chargée que les autres? Mais l'exemple de l'un encourageait les autres et au bout des trois premiers kilomètres, nous ne sentions plus nos douleurs. Et le soir, au camp, notre supplice recommençait, lorsqu'il fallait nous mettre au lit et demander l'aide charitable d'un frère d'armes pour arracher nos chaussures humides. Depuis notre départ de Montréal, nous avons toujours couché sur la dure, exceptée une nuit ou deux, à Calgary, quand la fameuse tempête de neige nous avait forcés à retraire dans les casernes de la Police montée, et malgré son apparence de décrépitude, notre chantier était toujours une maison. »57[17]

### **Ouimet encore mêlé à une controverse**

Malheureusement, pendant que bon nombre de ses hommes se couvraient de gloire, le lieutenant-colonel Ouimet trouvait le moyen, encore une fois, d'être mêlé à une controverse, cette fois-ci sur une question rarement étudiée par les historiens militaires : les liens entre les régiments canadiens-français de l'époque et l'Église catholique.

Quoiqu'il en soit, voici comment The Bulletin de Edmonton relatait cet incident qui finit par rebondir à la Chambre des Communes. Un dimanche matin, en effet, un soldat du nom de Cawthorne, un des rares protestants au sein des Carabiniers refusa de joindre les rangs de sa compagnie et de se rendre à la procession de la Fête-Dieu à Saint-Albert, alléguant qu'il avait promis plutôt de se rendre à l'église presbytérienne ce jour-là.

Le capitaine Des Trois-Maisons, commandant de compagnie, jugeant cette conduite irrespectueuse, Conway ne lui ayant pas demandé la permission pour préférer se rendre à l'église presbytérienne plutôt qu'à la catholique avec ses camarades, le fit mettre aux arrêts. Six autres soldats refusèrent alors de se joindre à la parade pour se rendre à l'église catholique. L'un d'eux, du nom de Conway, accepta de se joindre à la parade mais déclara refuser d'entrer à l'église catholique. Ses propos étant eux aussi jugés irrespectueux, il fut également mis aux arrêts immédiatement.

Les cinq autres ont pris leurs places dans les rangs et Ouimet en affecta immédiatement trois à des travaux de corvée. Sur le refus des deux autres de parader jusqu'à l'église catholique, Ouimet les mis eux aussi aux arrêts et les envoya rejoindre Conway et Cawthorne.

Le lendemain, les quatre obstinés furent traduits en cour martiale en présence de Ouimet. Conway n'eut pas le droit de parler pour sa défense et fut envoyé au cachot pour huit jours au pain et à l'eau. Les trois autres ont été libérés. Il n'en fallut pas plus pour que la conduite de Ouimet fut considérée comme une violation flagrante des Queen's Regulations, aussi bien qu'un attentat contre la liberté religieuse.

Le ministre de la Défense s'empressa de demander des comptes à Ouimet et affirma sans ambages que les règlements étaient clairs. Tout volontaire avait le droit de suivre les exercices religieux de l'Église de son choix. Tandis que le premier ministre John A. MacDonald, pour sa part, déclara que la question des services religieux imposés aux soldats avait été réglée il y avait déjà longtemps au Canada.

---

57[17] *La Presse*, 16 juin 1885.

Le 79th Highlanders, un régiment écossais de religion presbytérienne, alors cantonné à Montréal, avait reçu l'ordre de se rendre à une église pour entendre un chapelain de l'Église anglicane. Les hommes grommelèrent assez ouvertement, mais se rendirent quand même à l'église, pendant que le corps de musique jouait *This Is No My Ain House*. Depuis lors, affirma le premier ministre, on n'a jamais demandé à des militaires d'assister à d'autres services religieux qu'à ceux de leurs rites respectifs.<sup>58</sup>[18]

### **Le retour triomphal à Montréal**

Le 20 juillet 1885, les Carabiniers Mont-Royal recevaient un accueil triomphal à leur arrivée dans la métropole. Une foule considérable s'était rendue à la gare du Canadien Pacifique pour assister à leur arrivée ainsi que la dépouille du sergent P. Valiquette

La ville en avait profité également pour rendre hommage à un bataillon de Halifax qui, de retour du Nord-Ouest, regagnait la Nouvelle-Écosse en passant par la métropole, de même qu'aux Voltigeurs de Québec, en route vers la Vieille capitale après avoir été, eux aussi, déployé dans le Nord-Ouest.

Selon un compte-rendu du temps, la ville était en ébullition, les affaires étaient momentanément suspendues, le port vide et même les chars urbains étaient arrêtés. Les commis avaient déserté les magasins, les ouvriers l'atelier. Les rues débordaient de monde, les drapeaux flottaient sur tous les édifices, les maisons étaient pavoisées, la joie était partout, les poitrines se gonflaient et poussaient à chaque instant un formidable *Vive le 65e!*, qui se répétait cent fois, mille fois, sur tout le parcours des volontaires.

Une fois les Carabiniers rendus à Montréal, ce fut l'apothéose. Un détachement de trente hommes de police fut impuissant à contrôler la foule qui se massait à l'arrivée.

Le maire Honoré Beaugrand, revêtu de toutes ses décorations et le collier d'or de sa fonction au cou, se fraya péniblement un passage et parvint enfin jusqu'au colonel Ouimet, qui, serré de tout côté et escorté des majors Hughes et Dugas, ne pouvait ni avancer ni reculer.

Puis vinrent les soldats. « Bronzés, noirs, fatigués, déguenillés, la figure abîmée, les yeux rougis, les cheveux boueux, la barbe inculte, pantalons déchirés, tuniques en lambeaux, coiffés qui d'un chapeau, qui d'une casquette, les chaussures rapiécées, gibernes cousues avec des élastiques, sales, horribles...natures magnifiques, en un mot, de beaux soldats aux traits mâles, durs, énergiques, vigoureux. » Ainsi furent-ils décrits dans les médias du lendemain.

Puis, au nom des anciens officiers, sous-officiers et soldats du 65e Bataillon, le capitaine DesRivières, prononça une harangue dans laquelle il déclara entre autres que le régiment avait mérité la reconnaissance du pays entier, en contribuant dans une large part à faire respecter la loi et à rétablir l'ordre troublé. S'adressant ensuite à tous les hommes revenus du Nord-Ouest, il conclut en leur disant qu'ils avaient montré sur le champ de bataille, le sang-froid, la valeur qui distingue de vieux soldats aguerris. « Vous êtes bien les descendants des héros de Carillon et de Châteauguay. »

Profitant de l'occasion, on annonça que pendant le retour de Winnipeg à Montréal, le comité de promotions du régiment s'était réuni et qu'après délibération, on avait recommandé

---

<sup>58</sup>[18] *The Bulletin*, Edmonton, 13 juin 1885.

que les volontaires A. Laframboise, E. Terroux (ou Théroux) et E. Desnoyers soient promus sous-lieutenants.

Puis, les vétérans du régiment en tête, suivis de la fanfare du régiment, du colonel Ouimet, des représentants officiels de tous les autres régiments de la région métropolitaine, et enfin des hommes du bataillon, le cortège fit une entrée triomphale dans la ville en parcourant la rue Notre-Dame de la gare jusqu'à l'hôtel de ville. Partout des banderoles et des drapeaux tricolores décoraient les maisons.

Du haut du perron de l'hôtel de ville, le maire Beaugrand déclara que la ville entière acclamait ses héros et leur souhaita la plus chaleureuse des bienvenues, tout en rendant hommage à la mémoire du sergent P. Valiquette. « Vous avez répondu à l'appel de la patrie au moment du danger et nous vous avons suivis des yeux dans votre courte, mais glorieuse carrière militaire. Vous vous êtes conduits là-bas comme des hommes de cœur et comme de vieux soldats. »

Les troupes se rendirent ensuite à la basilique Notre-Dame, tout près où les Carabiniers furent comparés par le prédicateur à Dollard-des-Ormeaux et ses compagnons, partis eux aussi de l'église Notre-Dame, plus de deux siècles auparavant.

« Dollard et ses compagnons sont tombés sous les flèches de l'ennemi. Vous, vous nous revenez chargés des trophées de la victoire. La Religion et la Patrie sont fières de leurs enfants et défenseurs. Vous avez porté fièrement le drapeau de votre foi. Vous vous êtes montrés dignes de votre devise : Numquam Retrorsum! »

Une fois la cérémonie religieuse terminée, le cortège se remit en branle jusqu'à la caserne du régiment, alors située au marché Bonsecours, tout près. Les rangs furent alors rompus et les hommes du 65<sup>e</sup> purent enfin revoir parents, épouses, fiancées, amis. Mais ils n'en avaient pas encore fini avec les discours.

Cette fois-ci, ce fut le commandant du district militaire no 5, le lieutenant-colonel de Lotbinière Harwood, qui déplora que les miliciens canadiens soient l'objet de l'apathie de la plus grande partie de la population, que bien souvent, les volontaires aient été mal perçus partout et que les employés de commerce qui adhéraient à un régiment de milice, devaient souvent renoncer à tout avancement au sein de leur entreprise.

« En certains hauts lieux, on a été jusqu'à traiter les volontaires de traîneurs de sabres. Malgré tout cela, soldats, vous avez compris votre mission et quand on vous a appelés, oubliant les humiliations auxquelles vous aviez été en butte dans le passé, vous avez répondu : présents. Le patriotisme nous a fait oublier les cancans de ceux qui ne comprenaient pas. Allez embrasser vos mères qui vous tendent les bras, allez serrer la main à vos frères et sœurs, allez dire à vos blondes que vous revenez jeunes et amoureux comme quand vous êtes partis, et nous réunirons leurs voix à la mienne pour vous féliciter de tout ce que vous avez fait pour notre Canada. »<sup>59</sup>[19]

Le lendemain, en éditorial, le quotidien *La Presse* écrivait que ce triomphe était, dans les faits un acte de justice. « Depuis le commencement des troubles du Nord-Ouest, le télégraphe et les journaux ne nous avaient guère entretenus que des faits et gestes des soldats anglophones.

---

<sup>59</sup>[19] *La Presse*, 20 juillet 1885.

Toute la gloire et tout le mérite de cette campagne d'autant plus mémorable qu'elle a été plus pénible, semblaient ne revenir qu'aux volontaires de race anglo-saxonne.

Et même dans certains quartiers, on avait cru de bon goût de publier que les Canadiens français s'étaient conduits de façon indigne. Aujourd'hui, le public sait à quoi s'en tenir. »

Le journal rappelait également à ses concitoyens qu'il était de leur devoir d'aider les volontaires de retour du Nord-Ouest à se trouver du travail dont beaucoup avaient perdu leur emploi pour avoir voulu répondre à l'appel militaire.<sup>60</sup>[20]

### **La réhabilitation dans l'opinion publique**

Le retour des Carabiniers Mont-Royal devait également donner lieu à ce qu'on pourrait appeler la réhabilitation des militaires canadiens-français dans l'opinion publique. L'occasion fut même donnée au lieutenant-colonel Ouimet, le commandant des Carabiniers, de s'expliquer à nouveau sur son étrange conduite durant la campagne et, surtout, de permettre aux officiers du 65<sup>e</sup> d'obtenir la condamnation, en cour criminelle, du *Toronto News* et de son éditeur pour libelle diffamatoire envers le régiment, suite aux déclarations mensongères d'un certain sergent George H. Nelson contre le régiment canadien-français et ses officiers.

Le ministre de la Milice et de la Défense du Canada, Adolphe Caron, devait toutefois faire les frais de cette réhabilitation. Il avait offensé les volontaires canadiens-français en négligeant de les mentionner lors d'un discours officiel prononcé à Ottawa pour rendre hommage aux volontaires de tout le pays. Caron tenta de se reprendre lors des allocutions qui suivirent, mais le mal était fait, au point qu'il jugea préférable de ne pas se présenter au banquet donné à Montréal le 25 juillet 1885 en l'honneur des Carabiniers, de crainte d'être chahuté.

Caron devait par la suite, lors d'une réception en l'honneur des Francs Tireurs d'Ottawa tenter de se réparer en faisant, nommément, un très long et très brillant éloge de la bravoure, de la persévérance, du courage et du patriotisme des Carabiniers et des Voltigeurs de Québec. Mais il en fallait davantage pour se faire pardonner.

Pour sa part, profitant d'un banquet en son honneur, le lieutenant-colonel Ouimet en profita pour expliquer sa conduite controversée lors de l'expédition. Ouimet affirma qu'à Calgary, non seulement il n'avait pas abandonné le commandement du 65<sup>e</sup> sans permission, mais que le général Strange l'avait requis de revenir en arrière pour procurer à la colonne d'Alberta les instructions dont elle avait besoin pour continuer la campagne.

« Il y a eu alors un malentendu; je me suis trouvé dans une position politique et militaire qui m'empêchait de revendiquer ma réputation et mon honneur. Mais j'ai fait comme ceux qui sont restés en arrière, non pas parce qu'ils manquaient de courage, mais parce qu'on leur confiait une mission difficile; j'ai rempli la mission qu'on m'avait confiée, et aussitôt que j'ai pu rejoindre mon bataillon, je l'ai fait. »<sup>61</sup>[21]

Par ailleurs, Gustave Drolet, chevalier de la Légion d'Honneur et chevalier de l'Ordre de Pie IX, s'était longuement attardé sur les liens qui unissaient, à leurs débuts, les Zouaves pontificaux canadiens-français, dont le régiment venait de célébrer son 25<sup>e</sup> anniversaire, quelque

---

<sup>60</sup>[20] *La Presse*, 21 juillet 1885.

<sup>61</sup>[21] *La Presse*, 7 août 1885.

temps auparavant, et les Carabiniers, continuateurs des Chasseurs canadiens, qui eux aussi allaient célébrer bientôt leur 25<sup>e</sup> anniversaire et dont plusieurs membres influents, lors de la campagne du Nord-Ouest, avaient auparavant fait partie des Zouaves pontificaux.

Plusieurs officiers des 65<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, et 85<sup>e</sup> Bataillons, devenus par la suite les Fusiliers Mont-Royal, Voltigeurs de Québec et Régiment de Maisonneuve actuels, provenaient des rangs des Zouaves pontificaux, notamment le lieutenant-colonel Hughes, qui s'était illustré à la Butte-aux-Français, ainsi que les capitaines Larocque, Garneau et Chagnon et quelques autres.

Finalement, le 23 septembre 1885, les tribunaux devaient assurer aux Carabiniers la réhabilitation finale en condamnant l'éditeur Sheppard, du Toronto News au criminel pour libelle diffamatoire, suite à une plainte logée par le major Dugas, protestant contre la publication des mensonges du sergent George H. Nelson contre les officiers du régiment.

En avril 1885, en effet, le Toronto News avait publié le texte d'un journaliste du nom de Kribbs présentant une entrevue avec le sergent Nelson, des Royal Grenadiers, de retour du Nord-Ouest et qui avait diffamé les Carabiniers, affirmant que ceux-ci s'étaient mutinés et constituaient « la bande la plus indisciplinée et la plus récalcitrante qu'il n'avait jamais vue ».

Selon lui, le bataillon du lieutenant-colonel Ouimet s'était mutiné dans le portage, laissant les autres dans la neige pendant une journée et demie. Nelson affirma que le colonel et ses officiers s'étaient saoulés tous ensemble et qu'il avait vu un homme arracher les deux baïonnettes des fourreaux de ses deux voisins et les plonger dans la poitrine du soldat en face de lui. Enfin, le sergent Nelson avait prétendu qu'à Winnipeg, où ils avaient été reçus dans des maisons privées, les membres et les officiers des Carabiniers avaient parcouru la ville comme des bandits et volé tout ce qui s'était trouvé à portée de leur main, affirmant même, que reçus dans une maison privée, ils avaient « volé les fourchettes, cuillers et serviettes ».

Le 23 septembre 1885, après avoir entendu les plaidoiries de la poursuite et de la défense, un jury de 12 hommes déclara qu'en tant qu'éditeur du Toronto News, Sheppard était coupable de libelle diffamatoire contre les membres des Carabiniers, représentés par le major G. Aimé Dugas, mais en même temps, ils ont émis l'opinion que Sheppard n'avait pas eu connaissance de la publication de l'article litigieux avant sa publication sous la plume du journaliste Kribb.

Suite à ce constat quelque peu ambigu, on imposa à Sheppard une amende de 200 \$ et on ordonna qu'il soit détenu jusqu'à ce qu'il ait entièrement déboursé l'amende imposée.<sup>62</sup>[22]

Plus que jamais, le succès de cette campagne militaire, qui n'aura occasionné que des pertes de 26 morts et 103 blessés à la milice canadienne, avait renforcé, à l'époque, le mythe d'invincibilité de la milice volontaire, composée de citoyens en uniforme. On ne tint pas compte que ce « grand succès » était dû en grande partie aux indécisions et aux visions de Louis Riel qui empêchèrent son lieutenant Gabriel Dumont de causer plus de dommages aux soldats de Middleton. Les chefs amérindiens Big Bear et Poundmaker étaient décrits dans les journaux comme étant des sauvages sanguinaires mais en réalité, ils étaient modérés et angoissés, n'exploitant pas leurs succès et retenant l'ardeur de leurs guerriers.

---

<sup>62</sup>[22] *La Presse*, 23 septembre 1885.

## Chapitre III : De la campagne du Nord-Ouest à la Première Guerre mondiale (1886-1914)

### Le dur retour au bercail

Du strict point de vue militaire, les seules activités dignes de mention des Carabiniers Mont-Royal durant la période de près de 30 ans qui s'étend de 1886 à 1914, si l'on excepte les changements dans le commandement du régiment, furent les inspections annuelles, la participation à des parades et des cérémonies publiques, des camps d'été ainsi que quelques modifications dans son organisation intérieure et à son uniforme.<sup>63[1]</sup>

Après son retour de l'Ouest canadien, le régiment s'était trouvé devant une pénurie temporaire d'uniformes et d'équipement, les rigueurs de la campagne ayant tout ruiné. Le 65<sup>e</sup> n'étant pas le seul dans ce cas, les magasins militaires étaient vides partout et le ministère de la Milice avait d'autres priorités avec la liquidation de toute cette expédition.

Le régiment dut donc attendre plusieurs mois la livraison de l'équipement indispensable à la reprise d'activités normales et presque un an s'écoula avant que le régiment ne puisse organiser son premier grand défilé, le 24 mai 1886, fête de la reine Victoria.<sup>64[2]</sup>

Ce jour-là, 20 000 personnes assistèrent à l'arrivée des membres du 65<sup>e</sup> en tenue flambant neuve sur le Champ de Mars, précédés de la musique militaire pour être passés en revue par le major général Frederick Middleton, grand héros de la campagne du Nord-Ouest.

Tous ceux qui avaient participé à cette expédition reçurent alors la médaille du Nord-Ouest canadien. Cette médaille d'argent représentait à l'avant la reine Victoria avec les mots Victoria Regina et Imperatrix et au revers, entourés de feuilles d'érable, figuraient ces mots : North West Canada 1885, le tout surmonté d'un ruban bleu et rouge. Le sergent Éphrem Lemay, grièvement blessé lors de la bataille de la Butte aux Français, reçut la sienne sous un tonnerre d'applaudissements, tandis que c'est avec émotion que l'on évoqua la mémoire du sergent P. Valiquette et qu'une médaille à titre posthume fut réservée pour sa famille.

Puis, le premier ministre québécois Honoré Mercier remit au sergent Jos Dubord une médaille spéciale destinée à récompenser le soldat du régiment qui, de l'avis de ses pairs, c'était le plus distingué lors de la campagne.<sup>65[3]</sup>

Quelques mois plus tard le régiment enterrait son aumônier, le père Philémon Provost, un ancien médecin qui avait abandonné une pratique lucrative pour la prêtrise et avait accompagné le régiment lors de la campagne du Nord-Ouest. Les fatigues qu'il avait endurées alors avaient contribué à miner sa constitution et à avancer l'heure de sa mort.<sup>66[4]</sup>

Le 1<sup>er</sup> décembre 1886, Mgr Fabre, archevêque de Montréal, qui avait été le premier aumônier du 65<sup>e</sup>, officia aux funérailles, assisté du supérieur de l'ordre des Oblats. Tous les

---

<sup>63[1]</sup> CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p. 123.

<sup>64[2]</sup> COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 43 à 45.

<sup>65[3]</sup> *L'Étendard* et *La Presse*, 25 mai 1886.

<sup>66[4]</sup> *La Presse*, 29 novembre 1886.

officiers du régiment qui se trouvaient alors à Montréal, le lieutenant-colonel Ouimet en tête, assistèrent aux funérailles en uniforme, ainsi que 150 sous-officiers et soldats. 67[5]

Lors de la création du 65e, le statut d'aumônier régimentaire n'était pas encore reconnu par les autorités de la milice et ne le fut qu'un quart de siècle plus tard. Précédant les autorités, les Carabiniers Mont-Royal en réclama un dès ses débuts aux autorités catholiques du diocèse de Montréal, et officialisa leur statut au sein de l'unité, par un ordre du régiment.

Premier à occuper ce poste au 65e, Mgr Charles Fabre, alors chanoine, le céda au chanoine Édouard Moreau lorsqu'il fut élevé à l'épiscopat et nommé archevêque de Montréal. Celui-ci fut lui-même remplacé par le père Provost et à la mort de celui-ci, au lendemain de la campagne du Nord-Ouest, il fut remplacé par un jésuite, le père Garceau, ancien zouave pontifical. Mais en 1897, c'est un ordre du ministère de la Milice qui désigna officiellement le père Cléophas Martin, qui fut lui-même, quelques années plus tard, remplacé par l'abbé Deschamps qui, avant d'accéder à la prêtrise, avait servi comme soldat au sein du 65e.

En ce qui concerne les commandants, le major Calixte-Aimé Dugas fut promu lieutenant-colonel le 1er mai 1889 et appelé à prendre la relève de Joseph-Aldric Ouimet, qui prenait sa retraite de la milice.

Calixte-Aimé Dugas, qui avait agi comme commandant en second du 65e durant la campagne du Nord-Ouest, naquit à Saint-Rémi en 1855. Son père, médecin, fut très actif au sein des Patriotes en 1837 et 1838. Diplômé du Collège de Montréal, il fut admis au Barreau en 1878 et pratiqua le droit, notamment comme avocat de la municipalité de Saint-Henri, où il résidait.

Breveté de l'ancienne école militaire de Montréal, il était entré au 65e lors de sa réorganisation, en 1880, et immédiatement promu major. Candidat libéral défait dans Hochelaga, il devint magistrat de police pour la ville de Montréal et « juge des Sessions spéciales » avant d'être nommé par le gouvernement fédéral juge et membre du Conseil du territoire du Yukon. C'était un officier capable, consciencieux et appliqué à ses devoirs, appréciant hautement la valeur et la réputation de son régiment.

À la même époque, le régiment déménagea du marché Bonsecours où il avait eu ses quartiers, en attendant qu'on termine la construction d'un véritable manège militaire. Cet endroit, fut utilisé pendant trois quarts de siècle par divers régiments, dont le Régiment de Maisonneuve, rue Craig (maintenant Saint-Antoine), face au Champ de Mars. Le 65e y transporta ses pénates au printemps de 1889.68[6]

Le 2 janvier 1892, ce fut au tour du major Henri Prévost d'être promu lieutenant-colonel et de succéder à Dugas à la tête du régiment. Prévost, après avoir participé à la campagne du Nord-Ouest avec le 65e en 1885, s'était ensuite engagé dans la Légion Étrangère française en 1886 et participé à la conquête du Tonkin.69[7]

Sous son commandement, le régiment défila, le 7 mai 1894 avec les Victoria Rifles, devant le major général Ivor Herbert, qui commandait alors la milice canadienne. S'adressa

---

67[5] *La Presse*, 1<sup>er</sup> décembre 1886.

68[6] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p. 143 et 165.

69[7] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

spécialement aux soldats du 65e, Herbert déclara en français qu'il retrouvait en eux les descendants des héros qui combattaient sous les ordres du général de Montcalm, du chevalier de Lévis et du marquis de Vaudreuil. « N'oubliez pas non plus que vous appartenez à la même race que ceux de vos vaillants compatriotes qui firent partie du régiment des Zouaves pontificaux, ces croisés du XIXe siècle. Vous savez comment ce noble régiment s'est illustré en défendant l'Église à Castelfidardo, à Mentana, à Monte Libretti, à Monte Rotondo et sous les murs de Rome, la Ville Éternelle. Les bons exemples vous viennent de tous les côtés. Vous êtes restés sur ce continent les dépositaires de la vaillance française. Bon sang ne saurait mentir ».70[8]

Ivor Herbert était un général différent des autres de son époque. Jeune, énergique et plein d'idées, il était, de plus, catholique et parfaitement bilingue. Au Québec, Herbert mit à contribution la hiérarchie catholique dans les camps d'été, fit du français une langue d'instruction et outragea les Orangistes ontariens en louangeant les Zouaves pontificaux de 1868.71[9]

L'une des réformes les plus importantes de Herbert fut de dresser de nouveaux tableaux d'effectifs pour tous les régiments, toutes les batteries et toutes les compagnies de la milice permanente et non permanente.

Herbert se rendit compte que peu de Canadiens s'intéressaient à la milice mais il pensait que si le parlement étudiait les effectifs tous les ans, son attention serait attirée sur quelques-uns des points faibles les plus évidents de l'organisation militaire du Canada. Cela permit de voir clairement par exemple, combien d'hommes pouvaient être considérés comme combattants et combien assumaient des fonctions non combattantes.

C'est ainsi que les premiers chiffres ainsi obtenus, concernant l'année 1894-1895, révélèrent que le nombre d'officiers, de sous-officiers, de musiciens et de clairons aux Carabiniers Mont-Royal comme ailleurs, était disproportionné par rapport au nombre de soldats.72[10]

### **Le « protectorat » d'Alfred E. D. Labelle**

Entre-temps, le 10 avril 1897, les Carabiniers Mont-Royal changèrent encore une fois de commandant. C'est le major Alfred E. D. Labelle, aussitôt promu lieutenant-colonel, qui accédait à la tête du régiment en remplacement de Prévost, promu colonel. Celui-ci vécut encore longtemps et eut d'ailleurs droit à d'imposantes funérailles militaires, lors de son décès en octobre 1932. Labelle, pour sa part, qui termina sa carrière militaire en tant que brigadier général, exerça pendant plus d'un quart de siècle le rôle de commandant, puis de « protecteur » du régiment.

Né à Montréal, le 23 août 1886, Labelle était le fils d'un inspecteur de grains montréalais. Entré au régiment en 1882, il passa par tous les grades avant de parvenir au commandement du régiment. Vétéran de la campagne du Nord-Ouest, il fut promu lieutenant en 1886. L'année suivante, il était déjà capitaine et en 1890, major. Officier modèle, le 65e, sous ses ordres, atteignit un haut degré d'efficacité.73[11]

---

70[8] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p. 134.

71[9] MORTON Desmond, *Une histoire...*, op. cit., p. 16.

72[10] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

73[11] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p. 147.

Le 30 octobre 1897, 274 hommes de tous rangs participèrent à l'inspection annuelle du régiment sur le Champ de Mars et la cérémonie donna lieu à une couverture considérable et nettement favorable au régiment. Les médias affirmaient qu'on avait maintenant la preuve que le régiment s'était grandement amélioré depuis un an. Les hommes, écrivait-on, faisaient preuve d'intelligence et bien que les exercices n'aient pas tous été réalisés à la perfection, ils démontraient qu'officiers, sous-officiers et soldats avaient une bonne idée de ce qu'ils avaient à faire. On notait qu'il y avait encore de la place pour l'amélioration, mais si on jugeait par les apparences, le régiment était maintenant sur la voie de l'excellence et se devait d'en être félicité.<sup>74</sup>[12]

Deux mois à peine après sa promotion, Labelle s'était rendu à Londres, en compagnie du capitaine J. E. Peltier et du major Zéphirin Hébert, en tant que membres de la délégation canadienne aux cérémonies du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'avènement de la reine Victoria sur le trône d'Angleterre. En plus des trois officiers ci-haut mentionnés, quatre sous-officiers et soldats, les sergents Levasseur et Lafleur, le caporal Bourassa et le soldat Barré faisaient partie du contingent canadien.

Ils ne furent pas les seuls du régiment à cette époque à se rendre en Angleterre. En 1899, le 65<sup>e</sup> eut comme instructeur le sergent Morin, un ex-étudiant au Collège Bourget de Rigaud. Une fois obtenu son congé de la milice canadienne, Morin se rendit en Angleterre où il s'engagea dans les Grenadier Guards. Bien que considéré de grande taille selon les critères québécois, Morin était le plus petit des Grenadiers Guards et bien sûr le seul Canadien d'origine française au sein de cette unité britannique.

Malheureusement, lors de manœuvres à Aldershot, il attrapa une grave maladie qui devait l'emporter prématurément en 1894. Beaucoup d'officiers et de soldats du régiment assistèrent à ses funérailles qui eurent lieu à Montréal.

Plusieurs des miliciens qui s'enrôlaient à cette époque le faisaient presque pour la vie. Ce fut notamment le cas du sergent armurier Désiré Suetens, qui s'était engagé dans le 65<sup>e</sup> le 22 avril 1888, alors que le régiment avait encore ses quartiers au marché Bonsecours. Il servit successivement sous les ordres des lieutenants-colonels Ouimet, Dugas, Hector Prévost, Labelle et Mackay, avant de devenir gardien-chef du nouveau manège régimentaire de la rue Craig, poste qu'il occupa 17 ans, tout en conservant ses activités de sergent quartier-maître. Le 4 novembre 1920, devant céder sa place au sergent-major Chity, de retour du front, le sergent armurier Suetens permutait au Régiment de Maisonneuve et en était nommé gardien. En avril 1931, il était toujours au poste et on avait célébré ses 43 ans de service militaire ininterrompu.<sup>75</sup>[13]

Le cas de Suetens ne fut pas unique. Plusieurs années plus tard, en mars 1953, on avait souligné le cas du sergent-major Antoine Léanard, entré au régiment le 2 mai 1900, organisateur du mess des sergents, et qui servit au régiment pendant 42 ans.<sup>76</sup>[14]

Entre-temps, à l'été de 1898, le régiment s'était rendu à Saint-Hyacinthe où il ne passa pas inaperçu. Puis, en janvier 1899, la première sortie en raquettes du 65<sup>e</sup> Bataillon connut un

---

<sup>74</sup>[12] *Montreal Star* et *Les Nouvelles*, 31 octobre et *The Gazette*, 1<sup>er</sup> novembre 1897.

<sup>75</sup>[13] *L'Écho militaire*, 16 mars 1931.

<sup>76</sup>[14] *La Grenade*, mars 1953.

succès colossal. Plus d'une centaine d'hommes y avaient participé et racontait-on à l'époque, il s'agissait là d'une « innovation militaire », initiative qui, à l'époque, avait paru chimérique aux autres bataillons.

Le costume pittoresque des soldats, leur bonne tenue et leur entrain remarquable avaient fait l'admiration de tous ceux qui les ont vus défiler. Le bataillon national avait une apparence un peu fantastique avec ses hautes coiffures de fourrures, ses longues capotes grises et ses raquettes blanches de neige. Un journal affirmait même que les soldats, marchant à la file, auraient peut-être passé pour des fantômes auprès des personnes superstitieuses, si leurs gais refrains n'eussent vite dissipé les craintes et les soupçons.

Le lendemain, le ministre de la Défense, sir Frederick William Borden, affirma que dorénavant, toute la milice canadienne serait équipée de raquettes, de façon à pouvoir manœuvrer dans les régions où la chute d'une grande quantité de neige les rendrait utiles.<sup>77</sup>[15]

Ces exercices en raquettes furent très populaires à l'époque. À tel point qu'au début de décembre 1899, il fut décidé que le 65<sup>e</sup> Bataillon inaugurerait ses parades d'hiver par une sortie en raquettes à la veille de Noël. Cette date tombant un dimanche, les sous-officiers du bataillon, accompagnés des officiers, chaussèrent leurs raquettes et se dirigèrent vers un village situé à quelques kilomètres de Montréal, pour y assister à la messe de minuit.

Procédant comme lors d'un véritable exercice en service le régiment déploya d'abord une avant-garde dans le village puis fut suivi d'une arrière-garde. Les militaires couchèrent chez les cultivateurs de l'endroit, et au cours de la nuit, une attaque simulée du village fut effectuée. Les membres du 65<sup>e</sup> défendirent le village et tirèrent à blanc pour célébrer leur victoire. Le lendemain, de faux blessés furent transportés sur un pont de raquettes, servant de civières, jusqu'aux limites de Montréal.<sup>78</sup>[16]

La même année, les sergents du régiment se dotaient d'un mess, dans une salle mise à leur disposition par les officiers, présidé par le sergent-major Joseph Levasseur.

L'arrivée de Labelle à la tête du régiment avait provoqué un regain tel du recrutement que l'on songea à demander la permission de grossir officiellement les effectifs du régiment.

Le régiment pouvait d'ailleurs compter sur l'appui des médias montréalais dans ses efforts de recrutement. Commentant l'intention du lieutenant-colonel Labelle de porter son effectif au-delà de 400 hommes, *La Patrie* disait espérer que la population l'appuie dans ses efforts pour faire du bataillon l'un des plus efficaces de la ville de Montréal, puisque les anglophones de la métropole maintenaient plusieurs bataillons d'un effectif total d'environ 1 500 hommes, quoique la population anglaise de Montréal soit inférieure à la population canadienne-française.<sup>79</sup>[17]

Toujours à la veille du 20<sup>e</sup> siècle, Le régiment s'étant rendu en grande pompe à l'église du Sacré-Cœur pour sa parade d'église annuelle. Puis, le 30 octobre 1899, pendant que les

---

<sup>77</sup>[15] *L'Union* et *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 27 et 28 juin 1898 et *La Presse* 12 et 13 janvier 1899.

<sup>78</sup>[16] *La Patrie*, 19 décembre 1899.

<sup>79</sup>[17] *La Patrie*, 18 mai 1899.

volontaires canadiens à destination de l’Afrique du Sud s’embarquaient, en après-midi, à bord du Sardinian pour leur long voyage jusqu’au continent africain, quelque 2 500 miliciens montréalais avaient participé à une parade d’église en défilant dans les rues. Le 65<sup>e</sup> Bataillon, en compagnie des cadets du Mont-Saint-Louis et du Collège Sainte-Marie, s’était rendu jusqu’à la chapelle du Gésu.<sup>80</sup>[18]

Par ailleurs, le 19 octobre 1900, pour la première fois depuis bien des années, la garnison de Montréal avait organisé une bataille simulée. L’exercice eut lieu à Laprairie et réussit très bien. L’opération visait à stimuler qu’une armée d’invasion avait traversé la rivière Richelieu et marchait vers le pont Victoria et Montréal. Le lieutenant-colonel Labelle du 65<sup>e</sup> commandait le corps principal de l’armée de défense.

Durant toute cette époque, le régiment participa aux camps d’été, que cela soit à Laprairie ou à Trois-Rivières. Au camp, les miliciens dormaient dans de longues lignes de tentes coniques, chacun sous sa propre capote, et quelques couvertures militaires, notoirement minces et mitées. On distribuait aux hommes les livres de bœuf et de pain traditionnelles, auxquelles s’ajoutaient quelques onces de thé, de sucre, de sel, de légumes et ce que le colonel avait eu les moyens et la générosité d’acheter. Rien d’étonnant à la popularité et à la rentabilité des cantines des camps.

L’entraînement était simple et répétitif. Les bataillons s’exerçaient, montaient la garde, marchaient jusqu’aux champs de tir pour brûler trente cartouches dans des Snider-Enfield qui avaient vu des jours meilleurs, et se permettaient parfois une bataille simulée. Ensuite, les volontaires étaient libres de se rendre à la ville la plus proche et d’y mettre à l’épreuve la patience des pères de famille et des enthousiastes de la tempérance.

Les bataillons urbains (comme le 65<sup>e</sup>) et quelques rares unités rurales s’exerçaient chaque année dans d’affreux manèges militaires, semblables à des hangars, mais s’enorgueillissaient d’uniformes élégants, d’activités mondaines et athlétiques vigoureuses. Presque tout reposait sur les officiers.

Dans une société profondément préoccupée de statut social, un grade d’officier de la milice devenait un symbole de respectabilité. Les officiers devaient passer trois mois dans une école militaire, ce qui représentait un obstacle pour les hommes dépourvus de moyens. Une étiquette complexe régissant le comportement au mess était un point essentiel de l’instruction. Les régiments urbains demandaient un droit d’admission et exigeaient des officiers qu’ils se procurent, auprès des tailleurs britanniques, des tenues recherchées. Un grade de la milice n’était peut-être pas un sceau parfait de respectabilité, mais c’était le meilleur dont on disposait. Un officier est utile à son régiment parce qu’il a les moyens de dépenser et la volonté de le faire. Le régiment lui est utile parce que la milice aplanit pour ses officiers les voies qui mènent à la distinction sociale ». <sup>81</sup>[19]

Par ailleurs, inspectant le camp de Laprairie à l’été de 1899, le général Edward Hutton, avant de passer en revue le 65<sup>e</sup> Bataillon, déclara qu’il avait l’intention de réformer la milice canadienne dans un avenir prochain et de fusionner divers corps existant dans la même région en un seul bataillon dans le but de choisir les meilleurs officiers et d’écarter d’entre eux ceux qui ne

---

<sup>80</sup>[18] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p. 137 à 140.

<sup>81</sup>[19] MORTON Desmond, *Une histoire...*, op. cit., p. 125 et 146.

seraient pas qualifiés pour être lieutenants ou capitaines. Le général annonça aussi son intention de faire disparaître certains corps militaires qui, selon lui, n'avaient aucun degré d'efficacité et qui, par conséquent, n'étaient d'aucune utilité pour le pays.

Hutton avait déclaré qu'il désirait que les soldats canadiens soient commandés par des hommes instruits, bien élevés, intelligents, qui représenteraient dignement leur nationalité. Le général avait ajouté qu'il savait que le Canada avait été conservé à la couronne d'Angleterre par l'influence du clergé catholique sur le peuple canadien et qu'il comptait encore sur cette influence pour placer les bataillons de nationalité canadienne-française à la place qu'il leur convenait.

Une autre déclaration du général Hutton attira toutefois davantage l'attention. C'est que le général avait laissé entendre qu'il serait favorable à ce qu'Ottawa amende son règlement afin que la langue française puisse être employée dans la milice au sein des bataillons composés de Canadiens français. Hutton avait alors déclaré qu'il était absolument nécessaire que le Canadien français reçoive ses instructions dans sa langue, si on voulait obtenir une milice parfaitement disciplinée et intelligente. On s'étonnait d'ailleurs, à Montréal, qu'Ottawa n'ait pas encore compris l'importance du point soulevé par Hutton. La milice volontaire se recrutait alors en grande majorité parmi une population rurale, ignorant les éléments de la langue anglaise.<sup>82</sup>[20]

Quant à Labelle, il fut remplacé à la tête du régiment, le 19 avril 1902, par le lieutenant-colonel François Samuel Mackay. Labelle devait toutefois reprendre les rênes du régiment en 1907 et en assumer le commandement jusqu'en 1912, suite d'une pétition des officiers du régiment réclamant son retour à la tête de l'unité.

C'est sous le commandement du lieutenant-colonel Mackay que le régiment connut son premier sergent-major régimentaire, Henri Scott, lequel occupa cette importante fonction de 1902 à 1905 pour se voir succéder, avant la Première Guerre mondiale par les sergents-majors Victor Tardif, L. L. Lamarre et J. L. La Haise. De la naissance du régiment en 1869, en effet, jusqu'en 1902, le poste de sergent-major régimentaire n'existait pas dans l'organigramme d'une unité de milice. Il y avait toutefois un sergent-de-couleurs par compagnie, qui était en pratique le sous-officier senior de cette compagnie. Malheureusement, les noms de ces sous-officiers n'ont pas été conservés dans les archives régimentaires.<sup>83</sup>[21]

### **En grève pour pouvoir parader à la Fête-Dieu**

À cette époque, les Canadiens français considéraient que la religion catholique et le patriotisme ne faisaient qu'un. Au « libera » qui fut chanté à l'église Notre-Dame pour le repos de Pie X, en 1914, les officiers formaient une garde d'honneur autour du catafalque, portant des crêpes de deuil sur le bras et à la garde de l'épée.

Il ne faut donc pas s'étonner que le régiment au grand complet, Labelle en tête, soit 22 officiers et quelque 240 sous-officiers et soldats aient assisté en 1899 aux Vêpres, à la cathédrale de Montréal, où l'archevêque de la métropole, Mgr Paul Bruchési, après avoir émis l'opinion que si le Canada était attaqué, les défenseurs se lèveraient en grand nombre, et, parmi eux, aux premiers rangs, les membres des Carabiniers Mont-Royal, avait affirmé qu'un soldat ne doit pas savoir ce que c'est que de reculer.

---

<sup>82</sup>[20] *La Presse*, 3 juillet 1899.

<sup>83</sup>[21] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

« Vous, vous avez écrit sur votre drapeau : Nunquam Retrorsum! Jamais en arrière! Jamais en arrière, mais cela veut dire, mes amis : Toujours en avant! En avant, s'il fallait guerroyer pour la patrie. Il s'agit de la patrie, et c'est pour elle, après Dieu, qu'il est le plus doux de verser son sang : Nunquam Retrorsum. Baptisés et confirmés, tous, vous êtes les soldats du Christ. Par conséquent, marchez à sa suite et exécutez fidèlement ses ordres. Jamais de fausse honte ni de respect humain quand il s'agit de vous affirmer comme catholiques; respect et amour à la sainte Église, soumission à chacune de ses lois. Nunquam Retrorsum, et soyez assurez que vous servirez d'autant mieux votre pays que vous vous montrerez plus parfaits chrétiens. »84[22]

Déjà, en 1911, la participation du régiment à des cérémonies religieuses suscitait la colère de milieux orangistes. Le plus curieux c'est que cette année-là, c'est Sam Hughes qui, semble-t-il, avait défendu le régiment contre ses coreligionnaires alors que trois ans plus tard, devenu ministre de la Défense, c'est lui qui, comme on le verra plus loin, avait presque suscité une mutinerie chez les hommes du régiment et provoqué toute une polémique en refusant au régiment de participer, en tant que tel, à la procession de la Fête-Dieu.

Au Parlement d'Ottawa, la participation des Carabiniers Mont-Royal à la procession du Congrès Eucharistique fit le sujet de plusieurs interpellations. La ligne de conduite, adoptée en cette occasion par ses officiers souleva plusieurs polémiques dans les journaux; mais s'il a été attaqué, même avec violence, en certains quartiers, partout le régiment trouva d'ardents défenseurs et tant au Parlement que dans la presse on a réfuté victorieusement les arguments de ses détracteurs.

Au congrès des orangistes, à Smith Falls, en Ontario, l'un des grands maîtres de cet ordre se livra à de violentes diatribes contre le 65e et ses officiers. Aveuglé par son fanatisme, il douta même de leur loyauté et de leur patriotisme. Ces accusations étaient d'autant plus dangereuses qu'elles étaient portées, dans une province anglophone. C'est alors que Sam Hughes avait rappelé la belle conduite du 65e sur les plaines de l'Ouest en 1885 et dans toutes les occasions où on avait dû avoir recours à lui.

« Que tous ces fanatiques discutent entre eux les questions qui les regardent, mais qu'ils laissent de côté celles qui ne les concernent pas. Quant à nous, les accusations ne nous émeuvent pas. Le passé de notre régiment est là pour y répondre ».85[23]

À la même époque, le lieutenant-colonel Labelle, qui, en tant que président dans la vie civile de la St. Lawrence Flour Mills possédait de puissantes relations dans tous les secteurs de la société montréalaise et plus particulièrement le monde des affaires avait convaincu le grand financier canadien-français Rodolphe Forget d'accepter en 1907, d'être le premier lieutenant-colonel honoraire de l'histoire du régiment. Trois ans plus tard, Forget devenait le premier d'une prestigieuse série de colonels honoraires qu'ont connus les Fusiliers Mont-Royal.

En 1912, Forget était élevé au rang de baronnet par le roi Édouard VII. La nouvelle de l'anoblissement de son colonel honoraire fit évidemment sensation au régiment, qui lui rendit hommage le 6 février 1912 : « Sir Rodolphe Forget est si intimement lié au 65e que l'honneur qu'il a reçu rejaillit sur tous nos membres. Rarement une faveur royale a été accordée à

---

84[22] *La Presse*, 12 juillet 1899.

85[23] *Le Carabinier*, 27 mars 1911.

quelqu'un qui le méritait autant. Par son énergie, Sir Rodolphe Forget a su se créer une position des plus en vedette dans la haute finance du monde entier; doué d'une activité inlassable, le monde de la finance ne lui a pas suffi et il s'est lancé dans la politique où du premier coup il s'est classé au premier rang. Si Sir Rodolphe Forget est un financier et un politique, il est aussi un philanthrope et un patriote. Jamais une institution canadienne-française n'a frappé en vain à sa porte. Souvent, même, il devance ceux qui veulent s'adresser à lui. Quant au 65e, on n'est plus à compter les marques de sa générosité. En le créant chevalier, le Roi a honoré le financier, le politique, le philanthrope, mais il a surtout honoré le Canadien français, si bien personnifié en la personne de Sir Rodolphe Forget. »

Répondant aux éloges, Forget en avait profité pour expliquer pourquoi il avait accepté, deux ans plus tôt, de servir comme lieutenant-colonel honoraire des Carabiniers, en affirmant qu'il voulait fournir à la jeunesse canadienne-française « les moyens d'échapper aux tentations des amusements dangereux en aidant à lui procurer un endroit qui lui offrirait des distractions saines. »86[24]

Mais quelques semaines à peine avant le début de la Première Guerre mondiale, les relations se sont considérablement tendues entre les miliciens canadiens-français et catholiques et le ministre orangiste Sam Hughes. D'autant plus que la confusion suscitée par les ordres et contrordres émanant du ministère de la Milice dépassait de beaucoup les questions religieuses.

En l'espace de quelques semaines, à compter de mai 1914, le ministère de la Milice avait en effet changé trois fois le lieu et la date du camp d'entraînement d'été des miliciens montréalais, membres de la 12e brigade d'infanterie, maintenant commandée par l'ancien commandant du 65e, Alfred E. D. Labelle.

Il avait été d'abord décidé que ces régiments iraient camper à Trois-Rivières, du 7 au 11 juin. Les hommes des Carabiniers Mont-Royal, maintenant avaient donc négocié avec leurs employeurs respectifs dans la vie civile, afin de pouvoir s'absenter de leur travail pour y participer. Mais un contrordre arriva d'Ottawa à la fin de mai, enjoignant plutôt aux miliciens montréalais de tenir plutôt leurs manœuvres annuelles à Petawawa, en Ontario, du 20 au 25 juin. Ce contrordre, que rien ne laissait prévoir, avait causé une certaine surprise chez nos militaires. Mais à peine s'étaient-ils mis à l'œuvre pour tenter de négocier ce changement de date qu'Ottawa annula le contrordre et décida à nouveau que le camp se tiendrait à Trois-Rivières aux dates initialement prévues.87[25]

Puis, le 1er juin 1914, la garnison de Montréal avait tenu sa parade d'église annuelle sous une pluie torrentielle. Près de 3 000 soldats, dont ceux du 65e, maintenant commandés par le lieutenant-colonel Joseph-Tomas Ostell, V.D., y avaient pris part soit presque l'effectif complet de la garnison. La marche était ouverte par nul autre que le ministre de la Milice lui-même, le colonel Sam Hughes et son état-major. Quant au lieutenant-colonel Labelle, il avait été promu à la tête de la 12e brigade d'infanterie. 88[26]

---

86[24] *Le Carabinier*, 1<sup>er</sup> février 1912.

87[25] *La Presse*, 28 mai 1914.

88[26] *La Presse*, 1<sup>er</sup> juin 1914.

Ostell s'était joint aux Carabiniers Mont-Royal plus de 30 ans plus tôt, encore très jeune, comme simple tambour et avait gravi les échelons un à un. Promu officier suite à la campagne du Nord-Ouest, il avait finalement été promu major en 1902. Puis de 1906 à sa nomination comme commandant du régiment dix ans plus tard, il avait servi comme major de brigade, tout en demeurant inscrit au rôle du régiment.<sup>89</sup>[27]

Pourtant, quelques jours plus tard, deux mois à peine avant le début de la Première Guerre mondiale, une véritable bombe éclata à Montréal dans les milieux militaires canadiens-français, qui devait avoir des conséquences, puisque les relations devinrent plus que froides entre les militaires canadiens-français et le ministre Sam Hughes. On affirmait, en effet, que le 65<sup>e</sup> régiment, à la suite de directives venant du ministère de la Milice, se voyait refuser de parader aux côtés du Saint-Sacrement lors de la cérémonie de la Fête-Dieu dans les rues de la métropole, ce qui aurait mis fin à une tradition qui existait depuis la création du régiment, 35 ans plus tôt.

Cette rumeur fit boule de neige et provoqua un remous considérable au sein de la population catholique montréalaise. Aux Communes, Sam Hughes expliqua qu'il n'avait pas donné d'ordre défendant au 65<sup>e</sup> régiment de prendre part à la procession de la Fête-Dieu, mais simplement appliqué un ordre de milice qui selon lui avait toujours défendu de porter des armes à de telles célébrations. Hughes ajouta que le règlement ne s'appliquait pas qu'aux célébrations catholiques mais à toute démonstration religieuse de quelque confession que cela soit.

D'après lui, cet ordre n'empêchait pas le 65<sup>e</sup> de prendre part à la cérémonie religieuse, en autant que les militaires défilent sans fusils. Hughes rappela d'ailleurs avoir déjà assisté à la messe en présence du régiment, l'année précédente, à Saint-Irénée, ajoutant même qu'il avait entendu un très bon sermon du capitaine Deschamps, aumônier du régiment. Hughes termina son intervention en affirmant qu'il admirait le 65<sup>e</sup> régiment et qu'il était même prêt à l'accompagner avec plaisir à la procession de la Fête-Dieu si on l'invitait, à condition bien sûr que le régiment défile sans armes.<sup>90</sup>[28]

Mais il en fallait davantage pour calmer l'indignation chez les militaires canadiens-français et les milieux catholiques de la métropole. Certains émirent l'opinion que la prise de position de Sam Hughes avait été influencée par une résolution adoptée un peu plus tôt à Regina par le Grand Conseil Orangiste, présidé par John Stevanson, ami personnel du colonel Sam Hughes.<sup>91</sup>[29]

Jusqu'en 1913, les membres du 65<sup>e</sup> accompagnaient le Saint-Sacrement, fusil au poing. En 1913, obéissant à un ordre du ministère de la Milice, les soldats sortirent sans fusil, la baïonnette au côté. Les officiers les remplacèrent comme garde d'honneur, entourant le dais le sable au clair. Et voilà qu'on annonçait qu'ils ne pourraient même pas suivre l'exemple de l'année précédente et mettre le sabre au clair.

« On permet, on encourage même les manifestations religieuses de la milice. L'an dernier, à Saint-Irénée, Sam Hughes et le général Hamilton assistaient à une messe célébrée pour le 65<sup>e</sup>.

---

<sup>89</sup>[27] *Le Carabinier*, 15 février 1912.

<sup>90</sup>[28] *La Patrie*, 2 juin 1914.

<sup>91</sup>[29] *La Presse*, 8 et 11 juin 1914.

Pourquoi, facilitant les parades d'église, rendrait-on impossible une forme d'hommage particulièrement chère à notre peuple et consacrée par une tradition vénérable? »92[30]

Le 10 juin 1914, une délégation de Montréalais, comprenant dans ses rangs Sir Alexandre Lacoste, l'ex-maire Guérin, Clarence Smith, le Dr W. J. Kenney, le Dr Ed Kennedy, F. J. Bisailon et François de Salles Bastien, accompagnés par les députés D. O. Lespérance, Paul-Émile Lamarche et Albert Sévigny, alla rencontrer le premier ministre Borden pour demander que le 65e puisse participer à la procession de la Fête-Dieu comme d'habitude, avec armes. Borden promit de prendre la chose en considération.93[31]

Malgré la polémique, le 65e régiment était parti, comme prévu, trois jours plus tôt, pour le camp de Trois-Rivières. Les récents événements avaient toutefois eu comme conséquences que l'effectif présent n'était pas aussi considérable que l'on s'y attendait.94[32]

Or, pendant que le lieutenant-colonel Ostell et la plupart de ses officiers étaient au camp de Trois-Rivières, un groupe de soldats mécontents de la tournure des événements menaça de « se mettre en grève » si on ne leur permettait pas d'escorter le Saint-Sacrement, arme au poing, le dimanche suivant. La nouvelle créa toute une commotion et on se demanda même si le 65e Bataillon avait vécu ses meilleurs jours. Chose certaine, il vivait alors la période la plus critique de son histoire.

Selon les porte-paroles des soldats, il ne s'agissait « ni d'une offense, ni d'une mesure de protection, ni même d'une provocation, mais simplement d'un hommage que des soldats catholiques tiennent à rendre à leur Dieu. Sous peine de grève définitive, ils entendent escorter le Saint-Sacrement comme par le passé, dimanche prochain lors de la procession de la Fête-Dieu. »95[33]

Cette menace provoqua tout un remous et mis fort mal-à-l'aise les officiers du régiment. Ceux-ci émirent donc, le lendemain, une déclaration dans laquelle ils affirmaient être surpris de la démarche de certains de leurs soldats et que ceux qui avaient conçu le projet ne parlaient pas au nom du régiment et ne rencontraient pas l'approbation de la majorité.

« Dans cette affaire, les officiers ont dû se conformer à un ordre formel. Ils sont militaires et ils doivent se soumettre aux exigences de la discipline. Comme militaires, nous n'avons pas le droit de discuter un ordre, mais nous avons le droit de protester d'une certaine manière, et c'est ce que nous faisons en ne nous prévalant pas de la demi-autorisation que nous accordent les règlements. Lorsque nous prendrons part à une procession de la Fête-Dieu, nous irons avec les armes. Car c'est une escorte d'honneur que nous faisons dans ce cas. Tant que nous n'aurons pas cette autorisation formelle, nous continuerons à protester par notre abstention jusqu'à ce que le parlement ait fait révoquer cet ordre.

---

92[30] Article du *Devoir*, retrouvé dans les Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal, date inconnue.

93[31] *La Patrie*, 10 juin 1914.

94[32] *La Presse*, 7 et 8 juin 1914.

95[33] *La Presse*, 10 juin 1914.

« Quant à la tactique préconisée par certains soldats, elle n'atteindra pas le but visé. Elle n'aura pour résultat que de désorganiser le régiment et probablement alors le faire remplacer par un régiment anglais. Toute mesure violente ne servira de plus qu'à contrecarrer les efforts des citoyens qui cherchent à amener un règlement de cette affaire. »96[34]

De retour du camp de Trois-Rivières, le commandant des Carabiniers Mont-Royal, le lieutenant-colonel Ostell, se prononça contre toute mutinerie éventuelle, affirmant que ses officiers considéraient cette affaire comme une question purement militaire, ne faisant qu'obéir aux ordres en ce qui concernait le port d'armes à la procession de la Fête-Dieu. Ostell affirmait que les sous-officiers étaient du même avis de même que la grande majorité des soldats qui avaient trop à cœur le succès de leur régiment pour lui faire un tort irréparable en ne se conformant pas à la discipline.

« Ni les soldats ni les sous-officiers n'ont le droit de démissionner et quant aux officiers, il n'y en a pas un seul qui en ait l'intention. Chaque soldat qui s'enrôle dans le régiment prête le serment de servir durant trois ans. Les sous-officiers sont dans le même cas. Ils ont prêté un serment et ils sont tenus de servir trois ans sans avoir le droit de démissionner. S'ils le font, ce ne sont pas des démissionnaires, mais des déserteurs. »97[35]

Les pressions pacifiques firent leur effet et dès le lendemain, on apprenait que les militaires du 65e pourraient composer l'escorte d'honneur du Très Saint-Sacrement comme d'habitude, lors de la procession de la Fête-Dieu et que l'ordre du ministre de la Milice avait été rescindé. C'est d'ailleurs le lieutenant-colonel Ostell lui-même qui annonça la nouvelle à ses hommes, réunis à leur arsenal, le 12 juin 1914 en soirée.

La soirée, toutefois, avait failli mal tourner. Dès 19 heures 30, bon nombre de soldats étaient déjà arrivés au manège et comme il était entendu que les officiers ne leur permettaient pas de tenir d'assemblée dans la grande salle de l'arsenal, plusieurs émirent l'avis de sortir en groupe pour se réunir soit au parc Lafontaine, soit au square Saint-Louis.

Un certain nombre de militaires, plus impatients que leurs compagnons, s'organisèrent en procession et drapeaux, tambours et clairons en tête, défilèrent deux par deux au sein du manège. Au moment où certains commençaient à sortir de l'arsenal pour aller manifester dans les rues de la ville, le sergent-instructeur Brunelle parvint à les faire revenir à l'intérieur.

L'impatience était grande et les hommes, pour se détendre les nerfs, continuèrent à défiler en procession autour de la salle jusqu'à ce que le lieutenant-colonel Ostell leur annonça que la question était réglée à leur satisfaction et qu'ils participeraient à la procession de la Fête-Dieu avec leurs armes, comme à l'habitude.98[36]

La déclaration de la Première Guerre mondiale moins de deux mois après ces incidents et la transformation qu'elle provoqua au sein de la milice et l'armée canadienne jeta finalement ce débat dans l'ombre.

---

96[34] *La Presse*, 11 juin 1914.

97[35] *La Presse*, 12 juin 1914.

98[36] *La Presse*, 13 juin 1914.

## **Le régiment francise son nom**

Dans un autre domaine, un des premiers gestes qu'avait posé un autre commandant du régiment, le lieutenant-colonel Samuel Mackay, avait été de corriger officiellement une anomalie qui persistait depuis la naissance du bataillon.

En effet, bien que les mots Carabiniers Mont-Royal apparaissaient en français sur le blason du 65e que les hommes portaient sur leur uniforme et qu'on retrouvait également cette dénomination sur ses publications officielles, y compris d'ailleurs dans la Gazette officielle, il n'en demeure pas moins que la promulgation officielle du régiment, seule officielle, ne mentionnait que la dénomination anglaise Mount Royal Rifles. Ce qui en rendait la dénomination francophone théoriquement irrégulière, sinon illégale.

Mackay s'empressa de s'adresser aux autorités pour faire corriger la situation et le 1er août 1902 apparaissait dans les ordres généraux de la milice canadienne, la mention suivante : « Ordre général 85 : 65e Bataillon Mount Royal Rifles. La désignation du 65e Bataillon Mount-Royal Rifles est changée en celle de 65e Bataillon Carabiniers Mont-Royal ».99[37]

À noter que dans leur hâte de traduire mot à mot le nom du régiment, on en oublia la parfaite orthographe française qui aurait préféré un du entre les mots Carabiniers et Mont-Royal. Oubli qu'on perpétua lorsque le régiment passa de Carabiniers à Fusiliers en 1930. Depuis, les Fusiliers Mont-Royal font tellement partie du patrimoine militaire canadien pour ne pas dire international, qu'il serait vain de corriger cette légère faute de syntaxe.

Quant aux uniformes que portèrent les Carabiniers, quelques changements avaient été apportés entre la création du régiment en 1869 et le début du 20e siècle. Par exemple, la couleur, qui est passée du vert foncé d'abord au noir, avec garnitures rouges et ornements d'argent pour les officiers et de bronze pour la troupe, à l'exemple des Royal Rifles britanniques.

Le premier uniforme se composait de pantalons larges et d'une blouse non ajustée, de couleur vert-bouteille foncé, avec un filet rouge et un collet rouge uni. Toutefois, le régiment ne paraît pas avoir eu de coiffure spéciale pour la grande tenue. Les hommes n'avaient alors qu'une petite toque de drap noir, comme celle des soldats britanniques durant la Guerre de Crimée. Les officiers, quant à eux, portaient un képi bas, semblable à ceux alors en usage aux États-Unis ou en France.

Après quelques mois, les officiers se pourvurent de shakos de couleur sombre, avec pompons de laine. Le devant du shako était orné d'une feuille d'érable en cuivre bronzé. En 1878, le régiment adopta le shako vert foncé des Royal Rifles britanniques, avec un plumet retombant, en crin, de même couleur. Le vent agitait ces plumets et, quand le bataillon était en marche ou aligné, cela produisait toujours un effet singulier et ridicule. On décida alors de transformer les plumets en aigrettes, comme les artilleurs ou les Guards britanniques.

Les officiers conservèrent toutefois les plumets tombants, faits de plumes de coq, vert noir, qui furent longtemps un des signes distinctifs du 65e régiment. En hiver, les officiers portaient une casquette en fourrure d'ours, tel que dans les régiments réguliers britanniques lorsqu'ils faisaient du service au Canada. Les hommes portaient eux aussi semblable coiffure, mais faite de fourrure de loup-marin.

---

99[37] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p. 149.

Par la suite, le régiment adopta des tuniques et des pantalons conformes à l'ordonnance des régiments des Rifles britanniques. Sur le devant des nouveaux shakos, il y eut, jusque vers 1890, un cor de chasse, signe particulier des régiments d'infanterie légère et des Rifles britanniques. Puis on remplaça le shako par un casque blanc avec garnitures de métal bronzé qui était encore porté au début du 20<sup>e</sup> siècle.

Sur le devant du casque, on retrouvait une plaque représentant les armoiries du régiment, une croix de Malte surmontée d'une couronne avec une guirlande légère de feuilles d'érable qui entoure les bras de la croix; au-dessous de la croix, reposant sur une bandelette où est inscrite la devise du régiment *Nunquam Retrorsum*, se trouvait l'image d'un castor; au centre de la croix, entouré d'un ruban uni portant le nom Carabiniers Mont-Royal, on trouvait le numéro 65 et sur une la branche supérieure de la croix, on avait inscrit : *Butte aux Français, 1885*.

À son arrivée en 1897 à la tête du régiment, Alfred A. D. Labelle décida de pourvoir le régiment de guêtres et de remplacer les boutons blancs, au sommet du casque, par des pontes de métal de couleur foncée. En 1900, lorsque le régiment reçut son nouvel équipement, les ceinturons noirs, qui étaient portés jusque-là par les sous-officiers et soldats furent remplacés par des ceinturons bruns.100[38]

Par ailleurs, c'est aux hommes du 65<sup>e</sup> Bataillon, ancêtres des F.M.R. actuels que l'on doit, en septembre 1901, la création de la célèbre chanson *Il a gagné ses épauettes*.

Le régiment s'était rendu à Québec, rendre hommage au duc de York, futur roi d'Angleterre. Revenant dans la métropole à bord du vapeur Québec, deux étudiants en droit de l'Université de Montréal, Édouard Dufresne et Charles Énard, membres d'une compagnie commandée par le capitaine M. L. A. Archambault, aidés du chef des clairons, J.-M.-A. Tison, désireux d'improviser un chant qui commémorerait ce voyage entonnèrent pour la première fois ce chant populaire. Depuis, le refrain de cette chanson a gagné en popularité et est chantée partout dans les banquets et autres réjouissances lorsqu'on veut honorer quelqu'un.101[39]

### **Des officiers sortis du rang**

Le lieutenant-colonel François Samuel Mackay, qui commanda le régiment de 1902 à 1907, tout comme son prédécesseur immédiat, Alfred E. D. Labelle, ainsi que beaucoup d'autres officiers du régiment à cette époque, était sorti du rang et avait été promu officier pendant la campagne du Nord-Ouest.

Le lieutenant-colonel Mackay comptait, parmi ses ancêtres, le fameux Donald Mackay, qui, en Écosse, leva un régiment parmi les membres de son clan et combattit sous Gustave Adolphe pendant la Guerre de trente ans. Son trisaïeul, Francis Mackay, était général au service de Marie-Thérèse d'Autriche.

---

100[38] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p. 133.

101[39] *La Grenade*, mars 1959. Ce refrain se chante ainsi :

« *Il a gagné ses épauettes,*

*Maluron, malurette.*

*Il a gagné ses épauettes,*

*Maluron, maluré... »*

Son bisaïeul, Samuel Mackay, était lieutenant au 60<sup>e</sup> régiment, qui faisait partie des troupes du général Amherst, lors de la capitulation de Montréal. Samuel Mackay épousa, en 1760, Marie Louise Herbin, arrière-petite-fille de Pierre Boucher, sieur de Gros Bois, seigneur de Boucherville et gouverneur de Trois-Rivières sous l'administration française. Durant la guerre de l'Indépendance américaine, il commanda un corps de royalistes fidèles à la couronne britannique. Promu major, il mourut à Montréal en 1779.

Fils du précédent et grand-père du commandant des Carabiniers Mont-Royal, Stephen Mackay fut capitaine sous les ordres de Salaberry à la bataille de Châteauguay et fut promu lieutenant-colonel par la suite. Quant au père du commandant du 65<sup>e</sup>, François Samuel Mackay, notaire de Papineauville, il avait épousé Amélie Papineau, fille du fondateur de Papineauville, Denis Benjamin Papineau, de la famille du leader des Patriotes de 1837. Lui-même servit comme capitaine adjudant dans la milice sédentaire.

C'est donc dire que François Samuel Mackay, qui en dépit de son origine écossaise se considérait comme un Canadien français, avait de qui tenir. Étudiant en notariat, Mackay était caporal au moment du déclenchement de la campagne du Nord-Ouest. Lorsque le régiment quitta Montréal, il fut promu sergent. Arrivé à Calgary, on le promut sous-lieutenant à titre provisoire et c'est comme sous-lieutenant qu'il revint à Montréal.

Quant à Alfred E. D. Labelle, il avait quitté Montréal pour le Nord-Ouest comme sergent, tout comme d'ailleurs son successeur, le futur lieutenant-colonel Ostell et les majors Hébert et Laframboise. D'autres officiers, les lieutenants Charest, Léonce Labelle et Charles Terroux furent également promus officiers durant la campagne.

Toutes ces promotions ayant été faites dans le feu de l'action durant la campagne du Nord-Ouest, elles ne furent publiées d'abord que dans les ordres du jour régimentaires. Il s'ensuivit alors un « délai inexplicable » avant qu'elles ne soient ratifiées dans les ordres généraux. C'est ce qui explique que le nom d'aucun d'entre eux ne figure dans la liste des officiers de milice de 1885 et ils perdirent, durant quelque temps, leur ancienneté.

C'est au lieutenant-colonel Mackay que l'on doit, en 1905, d'avoir fait sortir son régiment du Québec pour la première fois en vingt ans. Le 24 mai 1905, en effet, le régiment se rendit à Niagara et à Toronto et la visite fit bon effet.

Un mois plus tard, à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste, Mackay menait ses hommes pour la première fois à l'extérieur du Canada, à bord d'un train du Canadien Pacifique. Le 65<sup>e</sup>, en effet, se rendait outre-frontière, à Portland, dans le Maine. Le gouverneur de l'État, W. T. Cobb, les accueillit. Durant leur séjour de quarante-huit heures aux États-Unis, ils se rendirent à Fort Williams, où ils furent accueillis par les officiers américains, défilèrent dans les rues de Portland en compagnie des miliciens de la Garde nationale du Maine, de réservistes de la marine américaine et d'un régiment canadien de Sherbrooke et se livrèrent, pour le plus grand plaisir de la population locale, à diverses manœuvres et furent passés en revue par un brigadier général américain.<sup>102[40]</sup>

---

<sup>102[40]</sup> CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit. p. 125 et 131.

## **Un rôle de policier dans les conflits de travail**

Au début du XXe siècle, les Carabiniers Mont-Royal eurent à intervenir deux fois dans des conflits de travail qui risquaient de mal tourner, le premier, à Valleyfield, en octobre 1900 et le deuxième, en avril 1903, dans le port de Montréal. Comme à l'époque, les corps policiers n'étaient pas munis, comme aujourd'hui, d'escouades anti-émeute, c'est à l'armée qu'on faisait appel dans de telles situations.

Dans le premier cas, le conflit opposait quelques centaines d'ouvriers francophones ne gagnant qu'un salaire de famine ou presque à une puissante compagnie contrôlée par des capitaux anglophones, la Montreal Cotton. Comme il n'existait pas de loi anti-briseurs de grève à l'époque, la compagnie voulait engager des ouvriers venus de l'extérieur, mais les grévistes, qui jouissaient de l'appui de la population locale, avaient fait savoir qu'ils barreraient la voie aux travailleurs étrangers à la ville et que, dans un tel cas, des troubles pourraient survenir.

Alléguant des actes de violence, la compagnie, le 24 octobre, lança un appel aux autorités militaires qui se décidèrent, dans un premier pas, à dépêcher à Valleyfield deux compagnies des Royal Scots, régiment écossais de Montréal. La présence de ces soldats anglophones dans une ville francophone, loin de calmer les esprits, eut l'effet contraire et l'émeute éclata en soirée. Neuf militaires furent blessés durant la nuit.

Le lendemain, on envoya des troupes en renfort parmi lesquelles une centaine d'hommes du 65e, sous le commandement du lieutenant-colonel Labelle, assisté des majors F. S. Mackay et J. T. Ostell, du chirurgien-major Roy, des capitaines LaRocque et L. G. de Tonnancourt et des lieutenants Saint-Louis, Hector Barré, Gingras, Meilleur, Jodoin et Boivin.

Si l'arrivée des troupes anglophones avait donné lieu à des réactions hostiles de la part de la population, l'arrivée des Carabiniers Mont-Royal, un régiment francophone, provoqua l'enthousiasme populaire. Malgré les signes d'hostilité de certains envers les soldats, un grand nombre des grévistes leur manifestèrent, au contraire, des marques de sympathie. Les modérés parmi eux, bien qu'ayant préféré ne pas voir les militaires intervenir, admettaient cependant que leur présence était devenue nécessaire dans la situation actuelle. D'autres avaient même été jusqu'à souhaiter la bienvenue aux soldats, saluant en eux l'uniforme militaire.

Arrivés vendredi soir le 26 octobre, les Carabiniers Mont-Royal devaient en repartir le 30 au matin. Leur présence avait contribué à rappeler aux grévistes, de façon concrète, qu'il leur serait inutile de se livrer à des actes de violence et, effectivement, le calme se rétablit rapidement et aucun incident fâcheux ne vint entacher la présence du régiment dans cette ville. Cela dit, le fait que les Carabiniers et les militaires anglo-montréalais qui étaient déjà sur les lieux furent remplacés à compter de novembre par 35 agents de la firme Pinkerton, venus de New York spécialement à cette fin, démontre bien que l'usage des troupes dans pareils conflits était davantage une opération de police qu'une opération militaire.

La situation devait se répéter en avril 1903 dans le port, alors que 3 000 des 5 000 débardeurs étaient en grève contre un puissant trust d'armateurs. Encore là, la présence de briseurs de grève déclencha la bagarre. La situation vira à l'émeute et dès le soir du 28 avril, 175 hommes des Carabiniers Mont-Royal furent appelés à faire appliquer la loi martiale qui venait d'être déclarée, en compagnie d'une centaine d'hommes de deux régiments anglo-montréalais, le Prince of Wales Fusiliers et le Royal Scots Regiment. Les Carabiniers présents étaient placés cette fois-ci sous les ordres du major J. T. Ostell.

À court terme, la présence des militaires, qui s'échelonna jusqu'au 11 mai, alors que le conflit prit vraiment fin, sembla ramener le calme dans le port. Quoiqu'il en soit, cette intervention du régiment dans un conflit de travail, où il remplit en somme la tâche dévolue, de nos jours, à la police, fut la dernière du genre en ce qui concerne les Carabiniers Mont-Royal et les Fusiliers d'aujourd'hui. 103[41]

### **Le manège de l'avenue des Pins**

Lorsque, en 1907, Labelle revint à la tête des Carabiniers Mont-Royal, il était d'avis que le régiment devait se doter de son propre arsenal et en convainquit facilement Sir Rodolphe Forget. Les deux hommes décidèrent de presser l'affaire et le lieutenant R. Adolphe Brassard, membre du régiment et architecte, se fit confier la préparation des plans et devis. 104[42]

Le premier de l'an 1907, Labelle présenta publiquement son projet et le 9 janvier, celui-ci fut endossé par l'assemblée annuelle des officiers du régiment. 105[43]

Le 17 décembre 1908, lors d'une assemblée, l'on décida de procéder à un appel d'offres. L'annonce fut publiée dans trois journaux quotidiens de Montréal le 2 janvier 1909 et le 9 au club Lafontaine, les dirigeants du régiment étudièrent les soumissions. Après étude, la construction du manège fut confiée à la maison Martineau et Pronovost de Montréal. Cette construction, qui abrite toujours le régiment un siècle plus tard, suscita beaucoup d'intérêt au sein de la population montréalaise.

Un comité se réunit souvent autour des lieutenants-colonels Forget et Labelle, des majors L. G. de Tonnancour et J. E. Peltier, des capitaines P. Durocher, Henri E. Archambault, Émile Ranger et W. A. Boivin, ainsi que des lieutenants Pauzé et du Dr Arthur Migneault.

Construire un manège militaire coûte de l'argent. Dès le 6 mai 1908, Rodolphe Forget sollicita donc l'aide financière du ministère de la Défense et de la Milice. Il fit alors état d'une option que le régiment détenait sur un terrain de 18 338 pieds carrés situé sur l'avenue des Pins, près de la rue Saint-Denis. L'architecte ayant estimé le coût du terrain et de la construction à 100 000 \$, Forget réclama donc un octroi de 50 000 \$ du fédéral, le reste devant être financé par une souscription publique, lancée par nul autre que lui-même.

Le 27 mai 1908, Ottawa accepta par lettre de fournir l'octroi demandé au régiment si celui-ci se portait acquéreur du terrain. Ce qui fut fait. Les plans du futur manège furent alors soumis à l'approbation du ministère de la Défense et de la Milice et le 24 février 1909, un arrêté en conseil octroya 50 000 \$ au régiment pour la construction. La somme ne fut toutefois versée que lors de l'inspection du bâtiment par un responsable du ministère pour s'assurer qu'il répondait bien aux fins pour lesquelles l'octroi avait été demandé.

---

103[41] VENNAT Pierre, *Les Fusiliers Mont-Royal et la grève de Valleyfield de 1900 et L'intervention des militaires dans la grève du port de Montréal*, *Bulletin des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs du Québec*, Automne 2002.

104[42] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 48 et 49.

105[43] *La Presse*, 10 janvier 1907.

Quant à la souscription, elle alla bon train et donna lieu à la mise sur pied de nombreux événements de levées de fonds : fêtes, tirage, kermesse, etc. Un projet de loi privé, sanctionné le 7 mai 1909, constitua en corporation l'Association de l'arsenal du 65e régiment.

L'inauguration officielle du manège des Fusiliers Mont-Royal, où loge toujours le régiment un siècle plus tard, eut lieu le 1er avril 1910. On parla d'une fête sans précédent dans les annales municipales, le tout couronné d'un bal splendide. La cérémonie coïncidait d'ailleurs avec le 25e anniversaire de la participation du régiment à la campagne du Nord-Ouest.

Le 23 octobre 1910, lors d'une autre réunion de l'Association de l'arsenal du 65e régiment, le major de Tonnancour, secondé par le capitaine Hector Barré, fit adopter la proposition suivante : « Que le président de l'Association, le lieutenant-colonel A. E. Labelle et le secrétaire, le capitaine H. E. Archambault, soient autorisés à signer le transport au gouvernement de l'immeuble de l'arsenal, à condition que le gouvernement assume l'entretien et les réparations de l'arsenal et que si pour aucune considération le gouvernement décidait de disposer de l'arsenal, que le gouvernement et l'Association soient remboursés au prorata de leur participation et aussi toutes autres considérations que le président et le secrétaire jugeraient à propos de stipuler. »106[44]

Le 17 mai 1911, l'Association de l'arsenal du 65e régiment-Les Carabiniers Mont-Royal céda à Sa Majesté le roi George V la caserne et ses dépendances. L'acte de vente a été consigné à l'étude des notaires Leclerc et Faribault. On lit dans cet acte de vente que la caserne avait été construite sur la promesse d'un octroi de 50 000\$ de la part du gouvernement fédéral, avec l'entente que le tout serait remis au ministère de la Milice et de la Défense, l'entretien, le chauffage étant à la charge du gouvernement. Il est aussi dit que l'arsenal a coûté la somme de 124 599,25 \$. Le gouvernement ayant fourni la somme de 50 000 \$, la part des officiers et amis du régiment se chiffrait donc à 74 599,25 \$.

Mais la cession de l'arsenal et de ses dépendances à l'État s'est faite sous certaines conditions dont voici les principales : la caserne ne devra servir qu'à l'usage exclusif du 65e Bataillon, aujourd'hui les Fusiliers Mont-Royal; le gouvernement se réservait le droit de vendre ou de disposer de la propriété en tout temps, mais avec cette réserve que les produits de la vente soient divisés au prorata des sommes versées par les deux parties, soit 50 000 \$ par le gouvernement et 75 000 \$ par l'Association de l'arsenal. On peut donc affirmer que les Fusiliers Mont-Royal sont propriétaires des trois cinquièmes de leur caserne.107[45]

Labelle, qui n'hésitait jamais à poser des gestes spectaculaires si cela pouvait aider la cause de son régiment, décida, quelques semaines plus tard de s'associer au « rédacteur de sport mécanique » de La Presse, Édouard Barlatier, qui avait décidé de survoler Montréal en ballon le 23 juin 1911, veille de la Saint-Jean, officiellement pour rendre hommage au nouveau souverain, le roi George V.

C'est ainsi que le 11 juin, le dit journal publiait sur toute une page, un article sur la « compagnie d'aéroliers » qu'avait formé le régiment et les Carabiniers Mont-Royal firent parler d'eux à quelques reprises en juin à ce sujet. Effectivement, un certain nombre d'hommes du régiment aidèrent à gonfler le dit ballon, lorsqu'il s'envola le 23 juin, le régiment contribua

---

106[44] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit. p. 51.

107[45] *La Presse*, 30 avril 1960.

également avec une garde d'honneur à rehausser la cérémonie et en retira des avantages publicitaires considérables pour l'époque. Cela dit, il ne semble pas que cette « compagnie d'aérostiers » ait été autre chose qu'une opération réussie de relations publiques et on n'entendit plus parler par la suite. 108[46]

Quatre ans auparavant, en avril 1907, le régiment avait conduit son chirurgien-major, le Dr Guillaume-Ernest Roy, à son dernier repos. Ses frères d'armes avaient en effet décidé de lui rendre les derniers devoirs et ses funérailles étaient rehaussées de la présence d'une escorte militaire composée de deux compagnies du régiment, marchant armes renversées, aux sons lugubres d'une marche funèbre jouée par la musique militaire du régiment. Suivait un affût de canon tiré par quatre chevaux montés de cavaliers. Sur l'affût reposait la bière contenant les restes du défunt, enveloppés du drapeau britannique et aussi de nombreux tributs floraux. Il faut dire que le Dr Roy avait eu une carrière militaire des plus inusitées, surtout pour l'époque.

Après ses études au Collège de Montréal, Roy, natif de Boucherville, décida de partir à l'aventure. Il visita d'abord la Floride, puis se rendit au Texas, de là au Mexique, pour aboutir à Cuba, où il décida de se joindre aux troupes qui luttaient pour l'indépendance de ce pays des mains des Espagnols. Servant sous les ordres du général Narciso Sapia, il dû fuir avec celui-ci sur un bateau jusqu'en Floride, d'où il gagna la Louisiane. Là, il fut chargé d'amener un groupe d'esclaves noirs jusqu'à la propriété du général Zahary Taylor, ancien président des États-Unis. Finalement, de retour au Canada, il entreprit des études en médecine, pratiqua d'abord à Boucherville, puis à Montréal, où il se joignit au 65<sup>e</sup> régiment, en tant que chirurgien-major. 109[47]

### **Le Carabinier**

Puis, en 1911, le régiment se dota d'une revue bimensuelle, *Le Carabinier*, dont le directeur était le capitaine J. A. Filiatrault, assisté des capitaines Hercule Barré et Victor Tardif. Son existence ne fut pas facile et à ses débuts ce journal traversa des crises aiguës. En effet, après quelques numéros, craignant que l'existence du journal soit menacée, ses fondateurs suspendirent temporairement sa publication.

En 1912, *Le Carabinier* réapparaissait pour une deuxième année. Des collaborateurs sérieux avaient promis leur concours régulier et on espérait même pouvoir offrir de temps à autre des primeurs signées par les meilleurs écrivains canadiens-français. En effet, si les questions militaires trouvaient une large place dans *Le Carabinier*, expliquées par des officiers bien qualifiés pour traiter de ces sujets, le journal ne se voulait cependant pas exclusivement militaire.

*Le Carabinier* publia donc des poésies inédites ainsi que des contes et des nouvelles. On s'intéressa également à l'histoire en plus de consacrer, à chaque numéro, une page entière au sport, en plus bien sûr d'accorder de l'importance aux échos régimentaires ainsi qu'aux faits divers susceptibles d'intéresser les soldats. 110[48]

---

108[46] *La Presse*, 11 et 23 juin 1911.

109[47] *La Presse*, 15 et 17 avril 1907.

110[48] *Le Carabinier*, 18 février 1912.

Malheureusement, Le Carabinier disparut après un peu plus d'une vingtaine de numéros. Mais durant son existence, le capitaine J. A. Filiatrault joua un rôle important afin d'inculquer aux membres du régiment le sens de la discipline militaire et de la fierté d'appartenir aux Carabiniers Mont-Royal.

Filiatrault devait également insister sur le devoir de bien porter l'uniforme. « Le premier point qu'un soldat doit observer, lorsqu'il est en uniforme, est de se conduire de façon à inspirer le respect de la profession des armes. Avant de sortir de la caserne ou du camp, il doit toujours s'assurer que sa tenue est convenable. Il doit marcher d'une allure martiale et ne jamais flâner ou stationner au coin de deux rues. S'il est de service, il ne doit pas fumer. »<sup>111</sup>[49]

Finalement, à l'été 1913, dernier été complet de paix avant le début de la Grande Guerre, les Carabiniers Mont-Royal se rendirent une fois de plus au domaine de Rodolphe Forget à Saint-Irénée, pour se livrer à diverses manœuvres. Cette fois-ci, deux invités de marque y assistèrent : Sir Sam Hughes, ministre de la Défense nationale et Sir Ian Hamilton qui, quelques mois plus tard lors de la Première Guerre mondiale, devait devenir chef d'état-major de l'armée britannique puis commandant des troupes alliées aux Dardanelles.<sup>112</sup>[50]

---

<sup>111</sup>[49] *Le Carabinier*, 16 janvier 1911.

<sup>112</sup>[50] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit. p. 49.

## Chapitre IV : La Guerre des Boers (1899-1902)

Relativement peu de Canadiens français participèrent à la guerre des Boers, qui déchira l'Afrique du Sud entre 1899 et 1902. Mais bon nombre de ceux qui y participèrent provenaient des Carabiniers Mont-Royal.

Depuis 1814, le territoire de ce qui forme aujourd'hui l'Afrique du Sud était placé sous l'administration britannique, laquelle, vingt ans plus tard, avait aboli l'esclavage des Noirs, au grand dam des Boers, colons blancs, descendants de colons hollandais qui avaient commencé à s'établir dans cette partie de l'Afrique un siècle plus tôt. Mécontents, les Boers émigrèrent alors vers le Nord et créèrent trois républiques : le Natal, le Transvaal et la république d'Orange, lesquelles acquirent une autonomie provisoire après un premier conflit (1877-1881) avec l'Angleterre.

La découverte de mines d'or, en 1890, devait raviver les tensions et les Britanniques étranglèrent alors en pratique, les républiques boers, allant notamment jusqu'à couper l'accès du Transvaal à la mer. Excédés, les Boers du Transvaal transmirent un ultimatum à l'Angleterre en 1899, exigeant une correction de la situation. L'Angleterre ayant laissé s'écouler la date d'échéance sans bouger, les Boers passèrent à l'attaque le 11 octobre 1899. C'était la guerre, un conflit qui se termina qu'en 1902 par la défaite des Boers et dans lequel le Canada, en tant que membre, à l'époque, de l'Empire britannique, fut appelé à jouer un rôle en envoyant divers contingents, surtout en 1899 et 1900, lesquels totalisèrent 7 240 militaires de tous grades.113[1]

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la participation du Canada à ce conflit ne suscita, au Québec, aucun enthousiasme délirant. Si plusieurs Montréalais songeaient à s'enrôler pour combattre au Transvaal du côté de la couronne britannique, les demandes d'enrôlement n'étaient pas nombreuses du côté francophone. Néanmoins, une semaine après le début du conflit, trois officiers, trois sergents et entre 18 et 27 soldats du 65e Bataillon avaient manifesté leur intention de s'enrôler. Parmi lesquels le major Peltier, le capitaine Beauchamp et le lieutenant Leprohon. À noter toutefois qu'il ne s'agissait pas de proposer sa candidature pour être accepté dans le contingent.114[2]

Agissant comme capitaine de la compagnie canadienne-française qui devait être formée au sein du contingent, le major Peltier venait de recevoir l'ordre du ministre de la Milice de demeurer à Montréal pour continuer de voir à l'enrôlement de sa compagnie. Un certain nombre de militaires du 65e Bataillon, les sergents L. C. Vallée, Edgar Carbonneau et J. F. Desjardins, ainsi que le soldat Dufresne, avaient été acceptés pour faire partie du contingent.

Natif de Québec, Lucien C. Vallée était alors âgé de 22 ans et avait fait partie durant quatre ans des cadets du Mont-Saint-Louis, où il avait fait ses études. Il s'était joint ensuite au 6e Bataillon et lorsque celui-ci s'était fusionné au Prince of Wales Regiment, Vallée préféra muter aux Carabiniers Mont-Royal. Ayant débuté sa carrière militaire comme simple soldat, Vallée avait obtenu son certificat de sous-officier de 1er degré en avril 1899. Il était le fils du gouverneur de la prison de Montréal. Dans la vie civile, il avait été, jusque-là, commis pour Atlas & National Insurance Company.

---

113[1] VENNAT Pierre, *Les 88 Canadiens français de la Guerre des Boers : Nos premiers militaires professionnels*, 1999, texte inédit.

114[2] *La Presse*, 16 et 18 octobre 1899.

J. F. X. Desjardins, était lui aussi âgé de 22 ans et déjà marié. Natif de Sainte-Cunégonde, il était entré dans le 65e comme simple soldat, trois ans plus tôt et avait mérité sa promotion à l'école militaire de Saint-Jean, après avoir passé les examens nécessaires. Au sein des Carabiniers, il était affecté à la une compagnie commandée par le capitaine L. G. de Tonnancour.

Quant à Edgar Carbonneau, il était alors âgé de 26 ans. Natif de Berthier, il servait dans le 65e Bataillon depuis cinq ans. Il avait été promu sergent l'année précédente, après avoir subi l'examen régimentaire avec un certificat de 1re classe. Relieur de profession, Montréalais depuis six ans, on le considérait comme un excellent tireur.115[3]

Pour sa part, J. F. Peltier (et non Pelletier comme on l'a quelques fois écrit) était né en 1867. Il fit ses études chez les Jésuites, où il commanda une compagnie de cadets au Collège Sainte-Marie et démontrait déjà alors beaucoup d'aptitudes à devenir officier. Sorti du collège en 1885, il s'enrôla alors dans le 65e Bataillon en qualité de simple soldat.

Assidu et attentif, il grimpa tous les échelons pour être promu major, le 1er février 1899. Peltier avait également été attaché durant neuf mois comme officier permanent à l'école militaire de Saint-Jean, où il avait obtenu tous ses brevets et lors du jubilé de la reine Victoria, en 1887, il commandait la compagnie canadienne-française au sein du contingent canadien qui s'était rendue en Angleterre pour les cérémonies. Excellent tireur, il avait remporté de nombreux prix nationaux à Ottawa. Dans le civil, il était gérant d'une fabrique de chaussures, propriété de son père.116[4]

Outre ceux ci-haut mentionnés, le capitaine Ernest J. C. Chambers, dans son histoire des Carabiniers Mont-Royal un autre officier, le lieutenant Louis Leduc, provenait du 65e, de même que les sous-officiers et soldats suivants : E. Gratton, A. Bagot, A. Chatel, Joseph Hudon, Georges Jetté, T. Lescorbeau, Louis Léveillé, L. C. Marchand, Hugues Proulx, J. Remy, Joseph Tapin, E. Tessier, Wilfrid Cloutier et Joseph Touchette.117[5]

Natif de Charlemagne, Georges Jetté, âgé de 22 ans, s'était par la suite établi à Montréal. Il faisait partie du 65e Bataillon depuis deux ans et on disait qu'il avait une santé de fer. Joseph Hudon était jusque-là, teneur de livres dans une bijouterie de Montréal. Joseph Touchette, était né à Montréal, 25 ans plus tôt. Ferblantier de son métier, il était, lui aussi, reconnu comme un excellent tireur et faisait partie du 65e Bataillon depuis trois ans. Wilfrid Cloutier, âgé de 23 ans, était originaire d'Arthabaska et s'était engagé un peu par hasard. À l'emploi de la compagnie Eder Demter, il avait accompagné deux de ses camarades au manège et sur un coup de tête, décida de s'enrôler avec eux.

Bien qu'âgé de seulement 26 ans, Louis Léveillé était, quant à lui, un des rares du contingent à avoir déjà l'expérience des combats outremer, puisqu'il avait combattu, l'année précédente, dans les rangs de l'armée américaine à Cuba lors de la guerre contre l'Espagne. Excellent pianiste, il eut l'occasion de se faire souvent entendre durant le périple en Afrique.

Autre Montréalais, Hughes Proulx exerçait le métier de boulanger depuis quatre ans et faisait partie du 65e Bataillon depuis la même période. Natif de Saint-Hughes, il avait également

---

115[3] *La Patrie*, 21 octobre 1899.

116[4] VENNAT Pierre, *Les 88 Canadiens français...*, op. cit.

117[5] CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit., p. 137 à 140.

résidé à Saint-Hyacinthe avant de s'établir définitivement à Montréal et on le disait très bien constitué, tandis que Joseph Tapin, âgé de 23 ans, natif de Sorel, était jusque-là employé par la Dominion Cotton Company à Hochelaga, Pour sa part, Français d'origine, Armand Bagot âgé de 29 ans, était né à Fagnon, dans les Ardennes.

Commandant de l'escadron des carabiniers canadiens se rendant en Afrique, le lieutenant-colonel F. L. Lessard, était natif de Québec, en 1860 et fils de Louis Lessard, qui était de son vivant secrétaire de la Société de construction de Québec. Il avait fait ses études au Collège Saint-Thomas et à l'Académie commerciale de Québec.

Après un stage dans la milice volontaire, Lessard s'enrôla comme simple soldat dans le Canadian Queen's Own Hussard, un régiment de Québec, en 1875. En 1879, il reçut son brevet de lieutenant d'artillerie et en 1884, on le transféra aux Carabiniers Mont-Royal à Montréal. Après un passage à l'école de cavalerie, il fut promu capitaine et permuta dans les Royal Canadian Dragoons. Il monta rapidement en grade.

En fait, il fut le seul officier supérieur canadien-français à tenir un rôle important au sein de l'état-major de la milice canadienne avant la Première Guerre mondiale, à titre d'adjutant-général, du 1er avril 1907 au 1er juin 1912, pour être supplanté par un anglophone à l'arrivée de Sam Hughes à la tête du ministère de la Défense. Il devait toutefois être promu major général, grade qu'il occupait lors de la Première Guerre mondiale. C'est à lui qu'Ottawa devait faire appel pour ramener l'ordre dans les rues de Québec, lors des émeutes de Pâques 1918.

Louis Leduc devait, lui aussi, connaître une brillante carrière militaire, grimpant dans la hiérarchie jusqu'au grade de brigadier général. Durant la Première Guerre mondiale, il servit notamment comme chef d'état-major du major général Lessard.118[6]

Le 25 octobre 1899, les volontaires quittèrent la gare Bonaventure à destination de Québec, d'où ils devaient s'embarquer quelques jours plus tard pour le Transvaal. Les seuls francophones qui s'étaient présentés pour enrôlement auprès du major Peltier provenaient tous des Carabiniers Mont-Royal.

La veille, les officiers du 65e avaient offert, à l'hôtel de la Place Viger, un dîner d'adieu à Peltier. Quant à Louis Leduc, qui avait quitté le 65e Bataillon en 1897 pour se joindre au contingent militaire envoyé au Klondyke, il s'était empressé, de retour à Montréal, mais que, de retour à Montréal de rejoindre son ancien régiment pour pouvoir continuer à servir avec Peltier, sous les ordres duquel il avait servi, de façon à le seconder au Transvaal.119[7]

Les volontaires défilèrent, en bon ordre, du manège de la rue Craig, jusqu'à la gare Bonaventure, pas tellement loin. Tout le long du trajet, une foule importante les suivit. Des centaines de boîtes de bonbons et de souvenirs de toutes sortes furent lancés aux bons soldats et de riches bouquets furent présentés aux officiers.120[8]

---

118[6] VENNAT Pierre, *Les 88 Canadiens français...*, op. cit.

119[7] *La Patrie*, 23 et 24 octobre 1899.

120[8] *La Presse*, 25 octobre 1899.

Une fois rendus dans la Vieille capitale, les volontaires furent l'objet de quelques autres réceptions somptueuses avant de s'embarquer à bord du Sardinian vers l'Afrique, le 30 octobre 1899.121[9]

## **Lettres d'Afrique**

Grâce aux médias, quelques-uns des récits des participants à la campagne d'Afrique du Sud se sont rendus jusqu'à nos jours.

Selon Joseph Tapin, le voyage en mer s'était bien déroulé à l'aller, sans aucun événement à signaler. Hormis le mal de mer, dont à peu près tous ont été plus ou moins affectés, les hommes avaient bien apprécié la longue traversée de quarante jours en mer.

Pour sa part, Joseph Hudon raconta qu'après un si long périple, les hommes s'attendaient à séjourner au moins de quatre à six semaines au Cap, mais dès le lendemain de leur arrivée, on les fit monter en chemin de fer pour parcourir environ 765 kilomètres jusqu'à De-Aur, base des opérations, où campaient déjà quelque 8 000 hommes. Deux jours plus tard, la troupe repartait en direction de Mooder River pour rejoindre le corps de quelque 12 000 hommes que commandait Lord Mathen.

Durant une semaine, les hommes ont monté la garde à tour de rôle, pour prendre la route de Belmont, à seulement 13 kilomètres du front, avançant désormais en territoire ennemi. Le voyage s'est fait sur wagons plateforme, les hommes gardant leurs armes à la main, car les Boers attaquaient souvent les trains.

Quinze jours auparavant, Belmont avait été la scène d'un violent combat. Les maisons étaient criblées de balles. Sur la montagne, où ils montaient la garde, on trouvait des cadavres de Boers, à demi enterrés. Toutes les nuits, on signalait la présence de Boers. Les hommes, protégés par quatre canons, avaient également creusé des tranchées de pierre et de sable autour du camp, en cas d'attaque ennemie.

Chaque nuit, à tour de rôle, un certain nombre d'hommes devait se rendre à environ six à dix kilomètres du camp pour faire le guet, jusqu'au matin, une mission extrêmement dangereuse. À preuve, Hudon raconta qu'un membre du régiment des Highlanders, qui montait la garde à quelques kilomètres de là, le long de la voix ferrée, avait été retrouvé, le lendemain matin, fusillé et les côtes cassées à coup de crosse de fusil. Un autre avait également été tué dans des conditions semblables.122[10]

Pour sa part, J. F. X. Desjardins raconta que lui et ses camarades montaient la garde, avec un bagage d'à peu près 70 livres pesant sur le dos, retranchés derrière des tas de roches, au sommet d'une montagne, la carabine chargée, prêt à faire feu à la première alerte, le jour, sous un soleil brûlant et la nuit exposés à des orages au milieu du tonnerre et des éclairs, trempés jusqu'aux os, grelottants, mais les yeux toujours fixés du côté de l'ennemi, toujours attentifs à tous les bruits insolites, car à chaque instant, un espion pouvait se faufiler entre les lignes. De tout côté, des montagnes dénudées et sans végétation.

---

121[9] *La Patrie*, 30 octobre 1899.

122[10] *La Presse*, 30 janvier 1900.

Tous les jours, on pouvait apercevoir les convois de blessés revenant du champ de bataille et la chaleur était souvent insupportable. De plus, la nourriture servie aux hommes était plus que souvent infecte. Le matin un certain liquide qui ne méritait pas le nom de café avec du pain sec. Le midi, du corn beef et du pain et le soir, du thé et du pain.

Desjardins, qui devait plus tard être blessé au front, l'avait échappé belle une première fois. Piqué par une bête venimeuse à l'oreille gauche pendant qu'il se reposait sur la montagne en attendant mon tour de garde, il a traîné sur les planches de l'hôpital pendant une semaine, endurant des souffrances atroces causées par les opérations pour extraire le venin.

Vous pouvez penser si je fais attention maintenant. Car ici, c'est rempli de serpents, de tarentules, de scorpions, etc. Nous en tenons deux échantillons dans une bouteille. Nous avons pris ces échantillons dans notre tente : une tarentule et un scorpion.123[11]

Georges Jetté, quant à lui, raconta qu'au matin du 18 février, après avoir marché pendant cinq jours et toute la nuit précédente, lui et ses camarades se trouvèrent en face de 1 600 Boers, dissimulés au fond des tranchées. Bien visibles pour l'ennemi, les balles leur sifflaient aux oreilles avec persistance. Les hommes, qui avaient dû traverser la rivière à la nage, étaient trempés jusqu'aux os. Le lendemain matin, la vue de tous les cadavres qui jonchaient le sol était horrible : 800 soldats avaient été tués, dont 30 du régiment canadien. Enfin, le 28 février, les troupes britanniques et canadiennes sonnèrent la charge et obtinrent la reddition du général Cronje et des quelque 1 500 hommes qu'il lui restait encore.124[12]

## **Des blessés**

Le 21 février 1900, le Québec déplorait les premières victimes canadiennes-françaises du conflit. Le portrait du soldat J. A. Hudon, des Carabiniers, était joué à la une de *La Presse*, drapé du drapeau britannique, en compagnie de quelques-uns de ses camarades. Trois jours plus tôt 19 soldats canadiens, dont quatre anglophones de Montréal, s'étaient fait tuer près de Modder River, tandis que 60 avaient été blessés et que sept avaient été faits prisonniers. Deux autres soldats canadiens étaient portés disparus. Hudon figurait au nombre des blessés.125[13]

L'un des blessés, Joseph Desjardins, venait d'arriver écrivit d'Afrique à Modder River, après s'être fait ballotter pendant trois jours et trois nuits dans de grosses voitures ressemblant aux voitures servant à nos cultivateurs pour transporter les foins et qui servaient là-bas à transporter les blessés à travers les sables jusqu'à la station la plus rapprochée, Modder River, à 120 kilomètres du champ de bataille. En chemin, les hommes avaient dû affronter beaucoup de pluie et même de la grêle, ce qui était loin de leur avoir fait du bien. Heureusement, une fois rendus à bon port, les blessés eurent droit à toutes les attentions possibles.

---

123[11] *La Presse*, 17 février 1900.

124[12] VENNAT Pierre, *Les 88 Canadiens français...*, op. cit.

125[13] *La Presse*, 20 février 1900.

Desjardins s'était fracturé en tombant de son cheval lors de la bataille de Paadeberg. Une balle transperça sa gourde et le fit terriblement souffrir de la soif, sous un soleil ardent. De plus, il contacta une forte fièvre, ce qui le fit retirer des combats de façon permanente et hospitaliser.

Louis Léveillé avait été sept heures dans la même position, n'osant bouger de peur d'être frappé par les balles qui passaient au-dessus de sa tête, pareil comme s'il eut plu du plomb. Dans l'après-midi, un orage avait trempé les hommes jusqu'aux os et tout de suite après un soleil brûlant les fit sécher en quelques minutes, ce qui en fit frissonner plusieurs et leur provoqua des crampes dans toutes les parties du corps. Les hommes, qui depuis six jours étaient soumis à une demi-ration, ont passé la journée sans manger. Ce n'est que le soir qu'on leur servit une tasse de thé et un biscuit. C'était bien peu, car ça nous avait ouvert l'appétit. Ceci a duré huit jours et la victoire nous est restée.

Léveillé avait dû être envoyé à l'hôpital de Nawport ayant les pieds tout meurtris par la grande marche de 96 kilomètres qu'il avait dû parcourir en six jours. 126[14]

Le 28 février, les Canadiens subirent d'autres pertes importantes, mais heureusement la liste ne comprenait aucun mort canadien-français. Toutefois quelques militaires francophones figuraient parmi les blessés, dont deux soldats du 65<sup>e</sup> y figuraient, Hughes Proulx, dont nous avons déjà parlé et Armand Bagot. 127[15]

Pendant ce temps, le 12 mars à Montréal, une délégation du 65<sup>e</sup> Bataillon, ayant à sa tête le lieutenant-colonel Labelle, s'était rendue, le 12 mars 1900 à la gare Windsor, accueillir le *Strathcona Horse*, le régiment de cavalerie levé par Lord Strathcona était commandé par le lieutenant-colonel Steele, celui-là qui avait commandé le contingent de la *North West Mounted Police* lors de la campagne de 1885 dans le Nord-Ouest canadien. 128[16]

## **Le retour des héros**

Deux mois plus tard, le major Peltier, blessé à Paardeberg deux mois plus tôt, rentrait au pays à bord du steamer *Dominion*, sur lequel il s'était embarqué à Londres. Accueilli avec enthousiasme par ses amis et anciens compagnons d'armes du 65<sup>e</sup> Bataillon, Peltier se soutenait à l'aide de béquilles, ses membres étant temporairement paralysés.

Blessé au talon, il avait également été victime d'un coup du terrible soleil d'Afrique en attendant les ambulances. Affaibli par les longues marches et la fatigue, il fut cloué à un lit d'hôpital. Heureusement, à Netley, en Angleterre, son état s'améliora sensiblement et il fut jugé assez fort pour entreprendre le voyage transatlantique et revenir au pays. 129[17]

---

126[14] *La Presse*, 7 avril 1900.

127[15] *La Presse*, 28 février 1900.

128[16] VENNAT Pierre, *Les 88 Canadiens français...*, op. cit.

129[17] *Ibid.*

Le 2 août 1900, le major Peltier était l'objet d'une fête et d'un banquet à l'hôtel Windsor, sous la présidence du lieutenant-colonel Labelle. Toujours paralysé d'une jambe, il était entré dans la salle du banquet, appuyé sur des béquilles.

Peltier raconta ensuite toutes les misères et privations endurées par ses troupes. Il décrit les marches forcées et les attaques sous le feu de l'ennemi, les campements au milieu des tempêtes de sable dans le désert, l'invasion de l'État libre d'Orange et termina par le récit de la bataille de Paardeberg et la reddition du général Cronje avec ses armes et ses canons. Il expliqua ensuite comment le régiment Duke of Cornwall, qui se trouvait derrière les Canadiens dans cette bataille, ayant reçu l'ordre de charger à la baïonnette, les Canadiens les imitèrent et sans même avoir reçu l'ordre, partirent en avant du régiment Duke of Cornwall, et se rendirent jusqu'aux tranchées ennemies avant qu'un seul homme du Duke of Cornwall les eusse rejoints. Ce fut à cette occasion que les Canadiens furent cités à l'ordre du jour avec deux autres régiments britanniques et félicités par Lord Robert lui-même. Peltier conclut que sous le rapport de la bravoure, de la discipline et de l'obéissance, les Canadiens étaient les égaux sinon les supérieurs des Britanniques.<sup>130</sup>[18]

Quelques jours plus tard, le 26 août 1900, ce fut au tour de J. F. X. Desjardins et des soldats Louis Léveillé et Wilfrid Cloutier, de faire une entrée triomphale à Montréal. Les trois hommes avaient été l'objet d'une démonstration d'enthousiasme à leur arrivée à la gare Bonaventure.

Avant son retour à Montréal, Desjardins avait fait une déclaration controversée, affirmant que dès son arrivée dans la métropole, il livrerait sa propre enquête pour savoir qui était la cause des problèmes qu'il avait encourus avec les autorités militaires. En effet, détenteur d'un brevet d'officier qui devait en faire un lieutenant au moment de s'enrôler, il avait été rétrogradé à son ancien grade sergent, une fois rendu à Québec, pour se voir réduit au rang de caporal à peine embarqué sur le *Sardanian*. Desjardins avait ajouté que la grande majorité des soldats canadiens avaient éprouvé de la difficulté à bien s'entendre avec le capitaine O'Gilvie, de Québec, et le lieutenant Leduc, de Montréal.

Sur le sol africain, Louis Léveillé, avait participé à douze engagements, dont neuf à partir de Bloemfontein jusqu'à Vanberg, s'en tirant sans une égratignure. Il avait plutôt souffert des marches forcées et du manque d'eau. Il devait d'ailleurs déclarer avoir dû boire, à certains endroits, de l'eau qu'ici on ne ferait même pas boire aux animaux, ce qui lui avait causé de fortes fièvres.

Quant à ses impressions sur le champ de bataille, Léveillé disait que c'était la marche en avant qui coûtait le plus d'efforts. Mais, ajouta-t-il aussitôt que l'élan est donné et que le combat est engagé, le soldat ne craint plus rien et il ne cherche qu'à donner de l'avant ». Léveillé raconta qu'à Londres, lui et ses camarades avaient été bien traités, qu'ils avaient été présentés au prince et à la princesse de Galles et invités à assister à plusieurs représentations théâtrales.

Excellent pianiste, Léveillé, avait fait profiter ses camarades de ses talents à bord du steamer qui les ramenait au pays, lors d'un concert organisé au profit de l'orphelinat des matelots de Liverpool, en Angleterre. Il n'était donc pas étonnant que lors du banquet en son honneur et celui de ses deux camarades, au manège de l'avenue des Pins, on lui eut demandé encore une fois de s'exécuter.

---

<sup>130</sup>[18] *La Presse*, 3 août 1900.

Pour sa part, Wilfrid Cloutier avait lui aussi participé à une douzaine d'engagements, dont trois autour de Paadeberg. Lors du dernier, il avait échappé à la mort d'une manière presque miraculeuse, ayant vu sa carabine coupée en deux dans ses mains par une balle explosive. Cinq de ses six camarades tombèrent blessés grièvement à ses côtés, son vis-à-vis fut tué instantanément d'une balle au cœur mais Cloutier s'en tira indemne, si ce n'est d'avoir attrapé de fortes fièvres.

Desjardins et sa femme ainsi que Léveillé, Cloutier et leurs parents furent invités à un banquet organisé par le mess des sergents, sous la présidence de Labelle, et du commandant du district militaire de Montréal, le lieutenant-colonel Roy.<sup>131</sup>[19]

La majeure partie du contingent canadien ne devait toutefois revenir au pays que le 2 novembre 1900, à la fin de son contrat d'un an. C'est le lieutenant-colonel Oscar Pelletier, de Québec, qui le premier, posa sur le sol canadien.

Au discours de bienvenue des autorités, Pelletier rappela que quand, un an auparavant, il avait été jugé nécessaire que les colonies britanniques démontrent leur attachement à la mère patrie, le Canada avait été le premier à offrir son concours. Il avait ajouté que les Canadiens français avaient, par leur bravoure, émerveillé les vieux soldats de l'Empire britannique et il avait parlé en termes élogieux de certains membres du 65<sup>e</sup> comme le sergent E. Gratton, le soldat Armand Bagot et son camarade Joseph Tapin, qui avaient servi sous ses ordres.

Les membres du contingent furent acclamés par une foule délirante lors de leur arrivée à Montréal et lors d'une réception que les Carabiniers organisèrent en l'honneur des vétérans de l'Afrique du Sud, le major J. F. Peltier prononça un éloge du sergent E. Gratton, disant de lui qu'il était un Canadien dont tous « pouvaient être fiers ». Parti l'automne précédent comme simple soldat, Gratton revenait après avoir conquis le grade de sergent sur le champ de bataille. « Il est l'un de ceux qui ont fait la campagne sans s'absenter un jour; il était partout où le danger se montrait. C'est un brave », avait tenu à souligner Peltier dans son harangue.<sup>132</sup>[20]

---

<sup>131</sup>[19] *La Presse*, 25, 26 et 27 août 1900.

<sup>132</sup>[20] *La Presse*, 2 et 3 novembre 1900 et CHAMBERS Ernest J., *Histoire du 65<sup>e</sup> Régiment...*, op. cit. p. 137 à 140.

## Chapitre V : La Première Guerre mondiale (1914-1920)

Lundi le 29 juin 1914, lorsque les Montréalais apprirent qu'un nouveau drame était venu assombrir le règne de l'empereur François-Joseph, bien peu d'entre eux se croyaient directement concernés. Qui aurait cru que l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand de Hasbourg, héritier présomptif du trône d'Autriche-Hongrie, et de sa femme, la duchesse de Hoenberg, à Saravejo, en Bosnie, drame imputé à un complot serbe, allait plonger le monde dans le conflit le plus meurtrier de son histoire jusqu'alors et allait coûter la vie à plus de 60 000 soldats canadiens?

Pour le Canadien français moyen de l'époque, Londres, Paris, Berlin, Vienne, leurs conflits, l'affrontement de leurs nationalismes et de leurs rivalités économiques et politiques, ne présentaient aucun intérêt immédiat. Dans l'ensemble, donc, la majeure partie de la population québécoise regarda l'amorce et les premiers stades du drame qui allait se jouer avec une indifférente curiosité.

Suite à l'attentat de Saravejo, les événements se précipitèrent et déclencha aussitôt le jeu des alliances. Les déclarations de guerre se succédèrent et le 1<sup>er</sup> août 1914, l'Allemagne déclara la guerre à la Russie, et le 3, à la France. Le 4, c'était au tour de l'Angleterre de renvoyer la balle à l'Allemagne et de lui déclarer la guerre pour se porter au secours de la France et de la Belgique. Le Canada, partie de l'Empire britannique, entra en guerre automatiquement, de ce seul fait.

Le gouvernement britannique fit savoir au gouvernement canadien que bien qu'il ne semblait pas être immédiatement nécessaire de demander au Canada l'envoi d'un contingent, cela serait néanmoins une bonne chose que celui-ci prenne toutes les dispositions législatives ou autres propres à lui permettre de fournir sans retard un contingent, au cas où la chose deviendrait nécessaire ».133[1]

Le 5 août, le 65<sup>e</sup> défila dans les rues de la métropole. Pas moins de 50 000 personnes accompagnèrent le régiment à travers les rues de la ville et lui firent une ovation enthousiaste.

Après avoir ordonné à ses hommes de ne pas quitter la ville sans en avertir leurs officiers et de laisser toutes les indications nécessaires pour pouvoir être rejoints rapidement, le lieutenant-colonel Ostell, déclara que ce ne serait peut-être qu'une question d'heures avant que le régiment ne soit appelé sous les armes. Déjà, d'ailleurs, le capitaine Hector Barré, assisté de deux autres officiers, de six sous-officiers et de 36 hommes était en faction au canal Soulanges pour en garder les portes des écluses en prévision d'une attaque bien improbable d'éléments ennemis ou de saboteurs.

Pour sa part, le colonel honoraire Forget, affirma aux soldats que « l'Europe entrainait dans la plus grande guerre que le monde n'ait jamais connue et que le conflit qui commençait à faire rage allait changer la face de l'Europe. »134[2]

Le 6 août, le gouvernement britannique demanda aux Canadiens de lever une division d'environ 22 500 hommes en plus de rappeler immédiatement sous les drapeaux tous les réservistes de l'armée britannique domiciliés au Canada.

---

133[1] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit. p. 54.

134[2] *La Presse*, 5 et 6 août 1914.

Pour les Canadiens d'origine britannique, pour la plupart encore très proches de la mère patrie et sinon arrivés au pays récemment, du moins seulement depuis une ou deux générations, la réaction était instinctive : accourir sans tarder au secours de l'Angleterre menacée, l'appuyer de toutes leurs forces et sans regard aux vies ou à la dépense. Ce qui les portait à s'appropriier, pour ainsi dire, les responsabilités du conflit et à tenter constamment d'incorporer les *autres* dans des unités anglophones, considérées comme plus sûres et surtout plus loyales à la couronne britannique. C'est pourquoi Ottawa évita le plus possible, durant la Première Guerre mondiale de former dès le début des unités canadiennes-françaises « qui eussent, quand la pénurie des effectifs se fera sentir, évité au pays- au moment du recours à la conscription- les graves malentendus qui empoisonneront par la suite les rapports entre les deux groupes. »<sup>135[3]</sup>

Pourtant, nombreux furent les volontaires canadiens-français. D'abord parmi les membres de la milice au début du conflit, puis, plus tard, parmi les autres quand une partie de la population comprit toute l'ampleur et toute la gravité du conflit.

La preuve en est que le 12 août, lorsque les autorités militaires firent connaître les premiers chiffres d'enrôlement pour le service actif dans la métropole, on enregistrait alors 600 volontaires dans les deux régiments canadiens-français de Montréal, dont 350 de ces recrues provenaient des Carabiniers Mont-Royal.<sup>136[4]</sup>

Les hommes du 65<sup>e</sup>, le lieutenant-colonel Ostell en tête, participèrent d'ailleurs, le 14 août, avec les autres régiments de la garnison de Montréal, à une grande revue militaire sur le Champ de Mars, présidée par le ministre de la Milice, Sam Hughes. La cérémonie, qui rassembla quelque 6 000 militaires montréalais de tous grades, se déroula sous une pluie battante, aux bruits du tonnerre et la lueur des éclairs qui embrassaient le ciel et jetaient une lueur vive sur les uniformes brillants des bataillons.<sup>137[5]</sup>

Malgré leur désir, les Carabiniers ne furent toutefois pas mobilisés. En effet, Sam Hughes, plutôt que de s'appuyer sur les régiments de milice existants, décida de former de toutes nouvelles unités. À Montréal, on créa ainsi le *14<sup>e</sup> Bataillon de la Force expéditionnaire canadienne* (qui fut par la suite connu sous le nom de *Royal Montreal Regiment*, une unité qui existe toujours dans la métropole) pour se rendre outre-mer. Malheureux qu'on leur refuse le privilège qu'ils croyaient pourtant avoir gagné, de nombreux Carabiniers décidèrent alors de s'enrôler au *14<sup>e</sup> Bataillon*.

Fin août, une foule enthousiaste accompagna les volontaires qui devaient quitter la métropole quelques jours plus tard avec leur nouveau régiment à destination du camp de Valcartier, avant de traverser outre-mer. Précédé du lieutenant-colonel Ostell et du colonel honoraire Forget, les Carabiniers Mont-Royal se rendirent tambours et clairons en tête à la gare de la rue Moreau pour assister au départ du *Royal Montreal Regiment*, alors formé de trois compagnies des *Grenadiers Guards*, de trois compagnies des *Victoria Rifles* et de deux compagnies du *65<sup>e</sup> Carabiniers Mont-Royal*.

---

<sup>135[3]</sup> COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 54.

<sup>136[4]</sup> VENNAT Pierre, *Les « Poilus » québécois de 1914-1918, Histoire des militaires canadiens- français de la Première Guerre mondiale*, Tomes I, Éditions du Méridien, Montréal, 1999 p 27. Le présent chapitre est largement inspiré de cet ouvrage et du deuxième tome, publié en 2000 chez le même éditeur.

<sup>137[5]</sup> COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit. p. 55.

Bien qu'il ne fut tenu qu'à en fournir 240 hommes de tous grades, le contingent du 65<sup>e</sup> comprenait 398 officiers et soldats, soit un nombre supérieur à celui des six autres compagnies réunies du *Royal Montreal Regiment*. Il fallut même ajouter deux autres wagons au train qui devait transporter les volontaires canadiens-français à Valcartier.

Outre les capitaines Hercule Barré et Émile Ranger et les lieutenants H. Desrosiers, R. Roy, H. Quintal, M. Dubrule, U. Leprohon et J. A. Waters, tous les autres étaient des sous-officiers ou simples soldats. Le 24 août, le contingent du 65<sup>e</sup> quitta Montréal pour Valcartier. Les hommes des Carabiniers qui quittèrent ainsi Montréal à la fin d'août 1914 étaient toutefois membres d'une formation bâtarde où les francophones ne formaient que deux compagnies. Ils n'avaient donc pas la chance de servir dans une formation homogène et encore moins francophone. 138[6]

Avant leur départ, les hommes du 65<sup>e</sup> se rendirent à l'église *Saint-Louis-de-France*, située tout près du manège régimentaire de l'avenue des Pins où l'archevêque de Montréal, M<sup>gr</sup> Paul Bruchési, leur présenta leur nouvel aumônier, le chanoine Sylvestre.

Dans son homélie, M<sup>gr</sup> Bruchési déclara que l'Angleterre, qu'il baptisa de « mère patrie », avait été obligée, malgré elle, d'entrer en guerre pour sauvegarder l'honneur d'un grand principe, de la parole donnée, de respecter les termes d'un traité. Saluant ce qu'il appela la grandeur du geste, le prélat ajouta que personne ne pouvait savoir les complications qui pourraient surgir de cet état de choses. « Après avoir donné à l'Angleterre nos produits de la terre, nous lui donnons nos enfants, et cela parce que nous savons la haute protection que nous devons attendre d'elle. Voilà le pays pour lequel vous êtes appelés à grossir les armées. Partez, c'est un sacrifice que la patrie vous demande et c'est pour une grande cause. » 139[7]

### **À l'origine du 22e Bataillon (canadien-français)**

Toutefois, dès septembre 1914, plusieurs personnages canadiens-français bien connus se mirent à faire des instances auprès des autorités militaires pour former un régiment composé exclusivement de Canadiens français. Sir Wilfrid Laurier, chef de l'opposition libérale à Ottawa et ancien premier ministre fédéral, Rodolphe Lemieux, un de ses députés et ancien ministre ainsi que les principaux notables canadiens-français de Montréal, Québec et Ottawa avaient donné leur pleine et enthousiaste adhésion au mouvement. 140[8]

Quelques jours plus tard, une importante délégation de citoyens canadiens-français pria le gouvernement fédéral d'autoriser le D<sup>r</sup> Arthur Mignault, chirurgien-major du 65<sup>e</sup> régiment, à procéder à l'enrôlement exclusif de Canadiens français pour le deuxième contingent à être envoyé outre-mer. 141[9]

---

138[6] *La Presse*, 20 et 21 août 1914.

139[7] *La Presse*, 24 août 1914.

140[8] *La Presse*, 10 septembre 1914.

141[9] *La Presse*, 21 septembre 1914.

Médecin, Mignault s'était enrichi dans l'industrie pharmaceutique. Son intérêt pour la vie militaire le porta à s'enrôler dans les Carabiniers Mont-Royal en 1909 comme lieutenant-chirurgien. Personnage fort controversé, il avait 48 ans en septembre 1914 et détenait le grade de capitaine. Reçu médecin en 1888, après des études au *Victoria Medical School* de Montréal, il pratiqua tout d'abord la médecine aux États-Unis avant de revenir à Montréal en 1896, où il fit fortune dans l'industrie pharmaceutique, notamment en lançant ses fameuses *pilules rouges*, pour les femmes souffrant d'anémie.

Dès le début du conflit, il offrit de verser 50 000\$, somme énorme à l'époque, pour la formation et l'équipement du bataillon canadien-français des Forces expéditionnaires canadiennes, le *22<sup>e</sup> Bataillon canadien-français*. Puis, plus tard, il se servit encore de sa fortune personnelle pour lever le *41<sup>e</sup> Bataillon F.E.C.* Désireux d'obtenir un commandement, il mit sa fortune personnelle à la disposition du gouvernement canadien une troisième fois et équipa, en France, l'*Hôpital stationnaire canadien n° 4 (canadien-français)*, dont il fut nommé le premier commandant, avec le grade de lieutenant-colonel du corps médical.

Lors de l'arrivée en France d'un deuxième hôpital militaire canadien-français, l'*Hôpital Laval*, Mignault proposa la création du poste de *Superior Medical Officer (SMO-Paris)*, c'est-à-dire superviseur des deux hôpitaux canadiens-français en France. Promu colonel en mai 1916, il fut muté à ce nouveau poste le mois suivant. Malheureusement, les autorités militaires canadiennes eurent à démêler et à acquitter de nombreux comptes payés par Mignault pour l'achat d'équipements et de services qu'il avait faits sans autorisation auprès d'entreprises françaises. Embarrassées, les autorités militaires canadiennes songèrent même à l'amener en cour martiale puis y renoncer mais décidèrent de le rappeler au pays en novembre 1916.

Nommé « responsable du recrutement pour le Canada français », Mignault fut fait Chevalier de la Légion d'Honneur par la France et le major général sir Eugène Fiset, responsable des services médicaux au pays et futur sous-ministre de la Défense puis lieutenant-gouverneur du Québec lui exprima même la vive appréciation du ministère de la Milice et de la Défense. Versé à la réserve des officiers en octobre 1917, il poursuivit quand même son œuvre de recrutement auprès des Canadiens français.

Mais, confronté de nouveau à des difficultés avec les autorités militaires, il fut licencié définitivement de l'armée le 15 septembre 1918. Toutefois, même après la guerre, Arthur Mignault continua de faire la promotion du service militaire auprès des jeunes Canadiens-français et fut finalement nommé brigadier (général) honoraire, le premier Canadien français à être promu à ce grade au sein du Corps médical de l'armée canadienne. Il devait décéder le 26 avril 1937.<sup>142</sup>[10]

Entre-temps, à l'automne 1914, aussitôt le nouveau régiment officiellement fondé, son premier commandant, le colonel Frédéric Monderet Gaudet, convoquait une réunion, le 7 octobre, à l'arsenal des Carabiniers Mont-Royal, invitant tous les officiers ayant offert leurs services, dans le but de jeter les bases de l'organisation définitive du *22<sup>e</sup> Bataillon d'infanterie canadien-français*.

Natif de Trois-Rivières et diplômé du Collège militaire royal de Kingston, Gaudet était, au moment du début des hostilités en Europe, colonel de milice tout en étant surintendant d'une usine de munitions propriété du gouvernement, la *Dominion Arsenal* (anciennement la *Dominion*

---

<sup>142</sup>[10] LITALIEN, Michel, *Dans la tourmente : Deux hôpitaux militaires canadiens-français dans la France en guerre (1915-1919)*, Athéna Éditions, Montréal, 2003.

*Cartridge Factory*). Il s'agissait de la première étape de l'organisation active du régiment. Une semaine plus tard, quelque 20 000 personnes se réunirent au Parc Sohmer, à Montréal, pour appuyer le projet d'un régiment canadien-français. C'est le D<sup>r</sup> Arthur Mignault, revêtu de l'uniforme de gala de chirurgien du 65<sup>e</sup> régiment qui présidait l'assemblée.143[11]

Le 21 octobre, la période préliminaire des inscriptions dans le régiment *Royal canadien-français* étant enfin terminée, l'enrôlement officiel débuta au manège des Carabiniers Mont-Royal, ainsi qu'aux parcs Jeanne-Mance et Lafontaine.

Pendant les huit premières heures où le bureau de recrutement fut ouvert, le D<sup>r</sup> Mignault fit lui-même passer un examen médical sommaire à pas moins de 125 hommes et une longue ligne d'attente dut rebrousser chemin le soir arrivé pour devoir revenir le lendemain.

Le recrutement se poursuivit à la salle d'exercice du 65<sup>e</sup>, sous la direction d'un futur commandant des Carabiniers Mont-Royal, le capitaine J. A. Filiatrault. Les cadres de la nouvelle unité se remplirent en peu de temps et 75 % de son effectif fut fourni par des membres présents et passés des Carabiniers Mont-Royal. C'est pourquoi les honneurs accordés au 22<sup>e</sup> figurent maintenant en évidence sur les drapeaux des Fusiliers Mont-Royal.144[12]

Une fois complet, le bataillon alla compléter son entraînement à Saint-Jean, avant de prendre la direction de Valcartier puis de l'Angleterre, à bord du SS. *Saxonia*, le 20 mai 1915. Le 22<sup>e</sup> Bataillon du début avait des effectifs de 1 240 hommes et se renouvellera cinq fois durant la guerre. L'histoire régimentaire conserve les noms des premiers officiers et sous-officiers du 65<sup>e</sup> régiment Carabiniers Mont-Royal qui, en mai 1915, s'embarquèrent pour l'Angleterre puis le front avec le 22<sup>e</sup> Bataillon et dans une certaine mesure ce qu'il advint d'eux après l'arrivée du bataillon en Angleterre.145[13]

---

143[11] VENNAT Pierre, *Les « Poilus »...*, op. cit., p. 48 et *La Presse*, 16 octobre 1914.

144[12] VENNAT Pierre, *Les « Poilus »...*, op. cit., p. 53 et COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 56.

145[13] Il s'agit du major J. A. Filiatrault; des capitaines Armand Chevalier et Guy Boyer; des lieutenants Maurice E. Beuset, M. H. Dubrulle, Dumont Laviolette, Hugo Le Moyne de Martigny, Oscar C. Dorval et H. Émile Paquin; du sergent-major Napoléon Marion; et des sergents Calixte Bigras, Joseph Forget, Alcide Lamoureux, Thomas B. Crevier, Victor Gingras et Oscar Robert. Puis des caporaux Albert Aubry, Armand Aubry, Rosaire Gingras, Adélarde Laforest, Paul-Adrien Lambert et Arthur Marcel; et enfin des soldats Aimé Archambault, Honoré Auger, Henri Barbeau, Henri Baron, Arthur Beauchamp, Adélarde Bénard, Hormidas Berthiaume, Louis Boily, Sylvain Boisvert, Amédée Boucher, Elzéar Boucher, Edgar Bourbonnais, Napoléon Bouthillette, Gustave Bréard, Omer Brière, Léon Charbonneau, Arthur Charron, Raoul-Honoré Chatel, Albert Cormier, Roméo Courtemanche, Wilfrid Crépeau, Charles Dansereau, Lorenzo Désaultels, Isidore De Sève, Eugène-Adolphe Désy, Légaré Dion, Joseph Dufour, Joseph Dupuis, Édouard Frérault, Ernest Gagné, Joseph A. Gagné, Adrien Gagnon, Omer Gauthier, André Girardin, Alfred Gouin, Arthur Goyette, Éloi Grégoire, Joseph Grenier, Lorenzo Grignon, Albert Grimard, David Henrichois, Octave Houle, Léonidas Joly, Adélarde Labonté, Émilien Lacasse, Oscar A. Laferrière, Dalvanie Lamarche, Hector Langevin, Albéric Laramée, Gaston Laramée, Henri Larivière, Georges Laurin, Fabien Lebrun, Édouard Lefebvre, Joseph Longtin, Émile Martin, Isidore Martineau, Frank Matte, Alfred Mercier, Joseph Michaud, Stanislas Nolin, Théodore Plante, Alméo Rapin, Timothée Robitaille, Alfred Roch, Adrien

S'étant fait refuser de voir un bataillon bien à lui et portant son insigne prendre sa place dans l'ordre de bataille de la Force expéditionnaire canadienne, les Carabiniers Mont-Royal firent contre fortune du bon cœur et jouèrent, pendant plus de quatre ans, et avec succès, un rôle important.

C'est ainsi que le 65<sup>e</sup> Bataillon devint, pour toutes fins pratiques, le principal dépôt d'infanterie canadienne-française de la région, c'est-à-dire qu'il recruta, habilla, encadra en partie plusieurs unités qui alimentèrent ensuite outre-mer les bataillons déjà en ligne, surtout le 22<sup>e</sup> Bataillon canadien-français. En tout, il est juste de dire que des dizaines si ce n'est des centaines d'officiers et soldats, qui à une période ou une autre furent membres des Carabiniers Mont-Royal, servirent dans le 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français) durant la Première Guerre mondiale.146[14]

Fin décembre 1914, le ministère de la Défense autorisa les autorités militaires à recruter un deuxième régiment canadien-français, le 41<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français). Deux de ses compagnies venaient de Montréal et deux anciens officiers des Carabiniers Mont-Royal virent à leur création. Arthur Mignault, qui paya pour les frais de l'opération, tandis qu'Alfred E. Labelle, maintenant promu brigadier général, faisait souscrire l'argent nécessaire à l'achat des instruments de la fanfare. Enfin, pour le commander, on choisit un autre ancien officier des Carabiniers Mont-Royal et du 85<sup>e</sup> régiment de milice (Régiment de Maisonneuve), le lieutenant-colonel L. H. Archambault.

Au 9 mars 1915, le 41<sup>e</sup> comptait près de 500 hommes assermentés et recrutés presque exclusivement à Montréal et Archambault s'était montré très satisfait de la tenue de ses hommes qui s'entraînaient temporairement à l'arsenal de l'avenue des Pins. Force est, toutefois, de dire que le 41<sup>e</sup> Bataillon ne fut pas un succès. L'incompétence et le manque de leadership d'Archambault eurent de nombreuses et fâcheuses conséquences. Du point

---

Rûger, Arthur Shepherd, Lucien Sincennes, Willie Saint-Louis, Édouard Saint-Onge, Alphonse Thémens, Émile Therrien, Mario Trudeau et Marc Wells.

-J. A. Filiatrault, ancien journaliste de *La Presse*. Fut ultérieurement promu lieutenant-colonel puis blessé au combat. -Armand Chevalier, promu major, agit comme paie-maître du bataillon. -Guy Boyer, lui aussi promu major, commandait en second une compagnie. -Maurice Bauset, d'abord commandant de peloton, fut promu capitaine avant d'être tué au combat en septembre 1916. -M. H. Dubrule, officier signaleur, fut ultérieurement promu major. -Dumont Laviolette, membre de l'état-major régimentaire à titre d'officier responsable du transport, se mérita la Croix militaire (M.C.) et fut promu ultérieurement major. -Hughes Lemoyne de Martigny, lieutenant commandant de peloton à son arrivée en Angleterre, gravit un à un tous les échelons jusqu'à sa promotion comme lieutenant-colonel, commandant de la 10<sup>e</sup> réserve canadienne. -C. O. Dorval fut blessé au combat. Après la guerre, il commanda les Fusiliers Mont-Royal avec le grade de lieutenant-colonel. -H. E. Paquin, d'abord commandant de peloton, bifurqua vers l'aviation canadienne, qui était alors en voie de formation. Enfin, un autre ancien des Carabiniers, Omer Gauthier, enrôlé simple soldat, grimpa jusqu'au grade de sergent-major régimentaire, se mérita la Médaille de la Conduite distinguée (D.C.M.) à Courcellette pour finalement décrocher un brevet d'officier.

146[14] *La Grenade*, novembre 1960.

de vue militaire, l'indiscipline qui s'installa dans le bataillon et l'entraînement de mauvaise qualité que la troupe reçut ne sont pas des moindres.147[15]

C'est finalement le 10 février 1915, que le *69<sup>e</sup> Bataillon Carabiniers Mont-Royal*, devenait le premier à porter officiellement le nom des *Carabiniers Mont-Royal*. Puis ce furent une succession d'unités régimentaires portant le nom des *Carabiniers Mont-Royal* : le 150<sup>e</sup>, mobilisé le 26 septembre 1915; le 178<sup>e</sup>, mobilisé le 12 janvier 1916; le 189<sup>e</sup>, mobilisé le 6 mars 1916; et enfin, le 258<sup>e</sup>, mobilisé le 2 avril 1917. Aucun de ces bataillons ne prit toutefois part aux hostilités. Ces bataillons étaient plutôt destinés au recrutement et à l'entraînement de renforts au *22<sup>e</sup> Bataillon canadien-français* et les hommes et officiers de ces unités furent, pour la plupart éventuellement, transférés à ce bataillon.

On confia l'organisation du *69<sup>e</sup> Bataillon* au lieutenant-colonel J.-Adolphe Dansereau, en juillet 1915. Le ministre Sam Hughes avait décidé de la formation de cette unité au cours d'une inspection militaires d'Ontario et de Valcartier où Dansereau, ci-devant capitaine adjudant du *43<sup>e</sup> Bataillon Highlanders*, de Toronto, revenu du front en congé de convalescence et diplômé du Collège militaire royal de Kingston. À 24 ans, il était le plus jeune lieutenant-colonel de tout l'Empire britannique et probablement de toutes les armées qui combattaient alors en Europe.148[16]

Le *69<sup>e</sup> Bataillon* commença son recrutement en s'entraînant à Montréal avant de s'installer à Valcartier en octobre 1915, puis à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, où il passa l'hiver avant de quitter cette ville à destination de l'Angleterre le 7 avril 1916. Le régiment aurait recruté plus de 1 000 hommes, puisqu'à son départ, il comptait 34 officiers et 1 023 hommes. La personnalité de Dansereau y fut sûrement pour quelque chose. Son ardeur et son enthousiasme étaient sûrement plus convaincants et communicatifs que le laisser-aller et le je-m'en-foutisme d'Archambault. Les drapeaux de cette unité furent ensuite conservés aux Fusiliers Mont-Royal.

Pour sa part, le *150<sup>e</sup> Bataillon* fut mobilisé le 26 septembre 1915. Son commandant, le lieutenant-colonel Hercule Barré était un authentique héros du front. Journaliste de métier et capitaine au 65<sup>e</sup> régiment lors de la déclaration de la Première Guerre mondiale, il s'était porté volontaire, avait servi au front dans la compagnie francophone du *14<sup>e</sup> Bataillon*, avant d'être blessé à Langemarck, le 24 avril 1915, moins d'un mois après son arrivée au front par une balle dont on ne put effectuer l'extraction.149[17]

Promu major au front, Barré s'embarqua sur *l'Hesperian*, de façon à passer sa convalescence au Canada. Mais, au milieu de l'Atlantique, *l'Hesperian* fut torpillé dans l'Atlantique par un sous-marin allemand. Barré aida alors au sauvetage des blessés, ce qui lui a valu la croix de *Chevalier de la Légion d'Honneur*. Une fois rentré au pays et nommé à la tête du *150<sup>e</sup> Bataillon*, Barré poussa son recrutement avec vigueur, surtout à Montréal et dans les comtés du nord de la province, notamment en ayant recours à des affiches patriotiques où on faisait appel aux Canadiens français pour s'enrôler de façon à « aider à la victoire du coq gaulois sur l'aigle

---

147[15] MORTON, Desmond, *The Short Unhappy Life of the 41<sup>st</sup> Battalion*, CEF, *Queen's Quaterly*, Vol, 81, n<sup>o</sup> 1, Printemps 1974, p 70 à 80.

148[16] *La Presse*, 6 août 1915.

149[17] GAGNON Jean-Pierre, *Le 22<sup>e</sup> Bataillon*, Presses de l'Université Laval, Québec, 1986, p. 158 et 161.

prussien. » On y faisait remarquer que le soldat canadien était le mieux équipé et le mieux payé de tous les soldats alors au front, que l'armée nourrissait et habillait ses soldats et qu'avec l'aide des fonds patriotiques, il pourvoyait aux besoins de leurs familles.150[18]

Le *150<sup>e</sup> Bataillon*, ne parvint cependant jamais à remplir ses rangs. Le nombre d'hommes et de sous-officiers passa graduellement de 84 en décembre 1915 à 654 en avril 1916, son effectif maximal. Toutefois, à son départ du Canada, à la fin de septembre 1916, le bataillon ne comptait plus que trois compagnies, formées de 24 officiers et de 515 soldats et sous-officiers. Un futur commandant des Carabiniers Mont-Royal, Georges-Émile Lebel, en faisait partie, alors comme capitaine. Qu'advint-il de leurs quelque 300 camarades? Bien qu'on ne puisse le prouver, on peut présumer qu'ils désertèrent, car le même phénomène affecta d'autres bataillons ».

Le 3 octobre 1916, peu de temps après le départ de l'unité, les autorités militaires donnaient le feu vert à la formation d'une quatrième compagnie du *150<sup>e</sup> Bataillon*. On avait trois mois pour effectuer son recrutement. Cette compagnie devait, ultérieurement, être annexée au *178<sup>e</sup> Bataillon*.

La mise à pied de cette nouvelle compagnie avait été confiée au capitaine René-Gustave Marion, qui jouissait d'une expérience certaine comme militaire et comme sous-officier. Marié et pressier de son métier, Marion s'était porté volontaire dans le premier contingent expéditionnaire, en août 1914, après douze années de service dans les Carabiniers Mont-Royal.

Premier sergent de sa compagnie au départ du *14<sup>e</sup> Bataillon* pour l'Angleterre, il avait servi en France, du 15 février au 26 avril 1915. Blessé à une jambe par un obus ce jour-là, Marion était demeuré inactif en Angleterre jusqu'en juin 1915, alors qu'on le versa au *23<sup>e</sup> Bataillon* de réserve canadien, à Shorncliffe, en Angleterre. Nommé sergent-major de compagnie, le 17 juillet, le sous-officier retourna au front le 5 août. Promu lieutenant le 17 novembre 1915, il avait subi une commotion cérébrale par suite de l'éclatement d'un obus, le 3 juin 1916.

Hospitalisé de l'autre côté de la Manche jusqu'au 14 juillet, Marion avait été transféré au Canada sept jours plus tard, pour servir d'instructeur. Attaché au *150<sup>e</sup> Bataillon*, le 10 août 1916, il avait reçu le grade de capitaine, le 27 septembre. Il commanda ensuite la 4<sup>e</sup> compagnie du *150<sup>e</sup> Bataillon* jusqu'au 15 février 1917, passa alors avec elle au *178<sup>e</sup> Bataillon*, qu'il accompagna en Angleterre.

En Angleterre, Marion fut versé au *10<sup>e</sup> Bataillon* de réserve du Corps expéditionnaire canadien jusqu'au 6 septembre 1918. Il traversa ensuite sur le continent et se joignit au *22<sup>e</sup> Bataillon* où la bravoure et le leadership dont il fit preuve pendant les opérations menées au nord de Cambrai du 1<sup>er</sup> au 14 octobre 1918 lui valurent la Croix militaire (MC). Marion demeura dans le *22<sup>e</sup> Bataillon* jusqu'à son retour au Canada en mai 1919.

Marion est un excellent exemple de l'officier courageux et efficace au front, que les blessures n'empêchent pas de faire son devoir jusqu'au bout, mais auquel il manque des qualités qui font les bons officiers recruteurs. Même s'il connaissait bien les simples soldats qu'il avait côtoyés, et peut-être à cause de cela, il commit l'erreur d'accepter dans sa compagnie de nombreux volontaires qui avaient été emprisonnés après avoir déserté une autre unité. Le résultat fut déplorable.

---

150[18] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 58.

Le 12 janvier 1916, le lieutenant-colonel René de la Bruyère Girouard, recevait l'autorisation de lever le *178<sup>e</sup> Bataillon*. Girouard, un ancien du *22<sup>e</sup> Bataillon*, jusque-là capitaine, se trouvait en convalescence depuis décembre 1915, suite d'un choc subi lors de l'explosion d'un obus. Le *178<sup>e</sup> Bataillon* connut une existence parallèle au *150<sup>e</sup> Bataillon* avec lequel il échangea souvent des compagnies entières sans que son commandant ait vraiment un mot à dire dans les décisions des autorités. Girouard en fut frustré car on le privait du fruit de ses efforts et il considérait qu'on le transformait en simple officier de recrutement.

Trois autres bataillons reliés aux Carabiniers Mont-Royal furent levés avant la fin de la Première Guerre mondiale : le *189<sup>e</sup> Bataillon*, le 10 février 1916, sous les ordres du lieutenant-colonel P. A. Piuze; le *228<sup>e</sup> Bataillon* en mars 1916; et le *258<sup>e</sup> Bataillon*, en avril 1917. De Piuze, on dit qu'il était un officier consciencieux, qui travaillait très fort, avec plus d'expérience, ajoutait-on, il ferait un très bon commandant. Piuze jouissait de la confiance absolue de tous les membres de son bataillon et avait beaucoup appris à son poste. Promu colonel, Piuze devait d'ailleurs, durant la Deuxième Guerre mondiale, occuper le poste de commandant suprême de la police militaire canadienne.

Du *228<sup>e</sup> Bataillon* et du *258<sup>e</sup> Bataillon*, on sait peu de choses sauf que leur existence fut éphémère. Le *258<sup>e</sup> Bataillon* était commandé par l'ex-ministre des Postes, P. E. Blondin, qui avait démissionné de son poste le 20 mars 1917 pour prendre le commandement d'un bataillon qu'il aurait souhaité amener au front. À cette époque, le recrutement devenait de plus en plus difficile et on n'arrivait plus à compléter leurs effectifs. Ceux du *258<sup>e</sup> Bataillon* ne comptaient, au départ de Montréal, que 15 officiers et 221 hommes.<sup>151</sup>[19]

Cela dit, si tous ces bataillons ne combattirent pas sous leurs propres couleurs, il ne faut pas en accuser, comme on l'a fait, un parti-pris des autorités. Il existait, bien sûr, mais il n'explique la chose qu'en partie. La vérité est que la guerre elle-même ne correspondait aucunement à l'image qu'on s'en faisait en 1914.

On imaginait, au début, de brefs et violents affrontements qui se termineraient par d'immédiates victoires en terrain découvert. Il aura fallu trois ans de terribles expériences pour enseigner aux états-majors alliés qu'il s'agissait plutôt d'une guerre de siège sur une échelle gigantesque, d'une guerre où les armes de rupture que l'on utilisa durant la Deuxième Guerre mondiale- le char et l'avion- ne jouaient encore qu'un très faible rôle et ne compensaient pas la supériorité des armes défensives, particulièrement la mitrailleuse et le fil de fer barbelé.

Les attaques de 1915 et de 1916 se déroulèrent suivant un monotone et sinistre scénario. C'était d'abord le bombardement préliminaire et l'angoisse de l'attente dans les tranchées de départ. Puis venait l'attaque. Quelques heureux survivants atteignaient les premières lignes où ils liquidaient à la baïonnette et à la grenade les éléments ennemis qui s'y trouvaient encore. Une brève pause et puis l'ennemi réagissait invariablement par un barrage d'artillerie sur ses anciennes positions avancées et l'inévitable contre-attaque suivait. Les assaillants, trop peu nombreux maintenant pour tenir les positions conquises, se repliaient, laissant leurs morts et leurs blessés dans les trous d'obus ou accrochés aux barbelés. Il en fut ainsi jusqu'au moment où, en 1918, l'arrivée des Américains, les effets du blocus naval et l'épuisement de l'adversaire apporteront enfin la victoire.

---

<sup>151</sup>[19]GAGNON Jean-Pierre, *Le 22<sup>e</sup> Bataillon*, Presses de l'Université Laval, Québec, 1986, p. 163, 164, 178 et 180.

Cette guerre dévorait donc les hommes à un rythme tel qu'il devenait impossible de créer de nouvelles unités d'infanterie. On arrivait tout juste à refaire les effectifs des unités existantes que chaque séjour dans les tranchées décimait par le feu ou la maladie, que chaque offensive détruisait aux deux tiers ou aux trois quarts. Ce qui explique que durant la Première Guerre, outre un premier apport au 14<sup>e</sup> et au 22<sup>e</sup> Bataillon, les Carabiniers Mont-Royal ont formé six bataillons, envoyé au front quelque 10 000 officiers et soldats qui, à un moment ou un autre, furent membres des Carabiniers Mont-Royal. 152[20]

### **Sur la ligne de feu**

C'est à un ancien officier des Carabiniers Mont-Royal, le major Émile Ranger que l'on doit, le 1<sup>er</sup> avril 1915 ce qu'on considère être le premier récit véridique, complet et détaillé reçu au Canada des exploits du contingent canadien sur les champs de bataille français.

Ex-rédacteur du quotidien montréalais *La Presse*, Ranger, qui commandait une compagnie de 250 hommes au sein du 14<sup>e</sup> Bataillon figurait parmi les premiers Canadiens français à s'enrôler volontaire après le début de la Première Guerre mondiale. Son texte relatait les faits et gestes du contingent canadien entre le 11 février et le 6 mars 1915, soit depuis son débarquement à Saint-Nazaire, en France, jusqu'à son entrée en action dans les tranchées.

Ranger disait avoir été fort surpris de constater que, ni chez les Alliés ni chez les Allemands, on prenait la peine de dissimuler les tranchées. Pourtant, dans les cours de tactique que lui et les autres officiers avaient suivis, les auteurs conseillaient fortement de cacher les travaux de ce genre et de les dérober, si c'est possible, aux avions mêmes.

Mais, comme devait le constater bien vite Ranger, la guerre en cours était unique. Les principes et les formules établies étaient en général vite oubliés et chaque généralissime se voyait obligé d'inventer des formules et des expédients nouveaux afin de faire face à de nouvelles situations. Les tranchées canadiennes étaient donc parfaitement visibles des Allemands et vice-versa. Et la guerre était vite devenue de chaque côté une guerre de siège.

Selon lui, à part la boue et l'anxiété continuelle, les soldats n'y vivaient pas trop mal. Du côté britannique et canadien, on avait installé des brasiers un peu partout et chaque homme était censé recevoir deux livres de charbon par jour. Les Allemands étaient encore plus confortables car Ranger pouvait apercevoir dans les tranchées ennemies des cheminées surgir à intervalles réguliers au-dessus des parapets. Naturellement, les hommes de Ranger s'amusaient à les descendre. Mais ce petit jeu vexait certainement les Boches, car à chaque fois que nous abattons une cheminée, ils nous servent une volée de coups de carabine.

Racontant ensuite l'entrée lugubre, de nuit, dans les tranchées Ranger racontait que tout se faisait dans le plus grand silence et dans la plus grande obscurité. Et quand il n'y a ni lune ni étoiles, cela était absolument énervant. À chaque pas, les hommes enfonçaient dans la boue et il fallait faire des efforts pour soulever le pied, buttaient sur un obstacle, tombaient dans le fossé et les rigoles, tandis que leur fournement leur battait le dos et leur sciait les épaules, chaque homme, officiers et soldats portant 27 kilos sur son dos. Il fallait quelques fois quatre heures de piétinement dans la boue des champs de navets avant que les hommes n'arrivent dans leur tranchée.

---

152[20] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 58 et 59.

De retour au pays en convalescence, Ranger déclara que les soldats canadiens français s'étaient en toutes circonstances, et dans la plus effroyable page d'histoire, montrés plus que dignes de leurs meilleures traditions. Pas un seul, une seule fois, n'avait manifesté un sentiment de peur, de crainte ou même d'hésitation. Et quand ils devaient retraiter, ils ne le faisaient qu'en protestant, chaque soldat valide en retraitant, soutenant un blessé, avec toutes les précautions que les circonstances le permettaient, hâtant le pas mais sans courir, alors que la roue des mitrailleuses tournait sans cesse dans leur dos.

Mais cette guerre était cruelle avec des moments affreux. Ranger vantait l'agilité des Canadiens, très agiles à la baïonnette, face à des Allemands plus lourds. « Quand nous chargeons à la baïonnette, nous ne pensons en aucune façon au danger, ni à ce que la rencontre peut avoir d'affreux. Nous n'avons qu'une pensée, une seule volonté : rencontrer un ennemi pour « l'embrocher. »

Ranger concluait en disant que personne n'aurait eu avant le début des hostilités, idée d'une pareille guerre. « Chaque combat est une grande bataille où périssent des milliers de combattants. Et quel effroyable et indicible clameur de bouches à feu, d'explosifs! Quelle fusillade! Quel fauchage à la mitrailleuse qui reproduit exactement les vibrations d'un marteau à air comprimé pour rivets! Quels bouleversements pour l'artillerie! Et le spectacle des morts, des blessés! Sur les routes, la désolation presque partout. »153[21]

Un peu plus tard, en novembre 1915, c'était au tour d'un autre ancien de la compagnie formée au 65<sup>e</sup> régiment par le major Hercule Barré, le sergent Charles Langelier, neveu du juge Langelier des Sessions de la paix à Québec, lui aussi rapatrié du front, raconta ses terribles aventures. Versé au *Royal Montreal Regiment*, Langelier avait réussi à passer cinq mois au front, de février à juillet 1915, en n'étant jamais blessé, bien qu'ayant, selon ses propres aveux, tué plusieurs soldats allemands dont trois d'un coup et en avoir affronté une vingtaine à la fois, avant d'être victime d'un accident bête dans ses propres rangs, qui devait mettre fin à sa carrière de combattant. En effet, de retour derrière ses propres lignes, l'explosion prématurée d'une bombe lui avait crevé l'œil droit et endommagé sa mâchoire.

Commis voyageur pour la maison *Kaerney et Frères*, au moment du déclenchement des hostilités, Langelier avait été un des premiers à s'enrôler dans la compagnie que le major Hercule Barré forma au 65<sup>e</sup> régiment, compagnie avant qu'elle soit ultérieurement versée au *Royal Montreal Regiment* et envoyée outre-mer avec le premier contingent. Il avait participé aux batailles de Givenchy et de Festubert, comme lanceur de bombes et de grenades. À Festubert, il se souvenait qu'au lendemain matin de l'attaque, lui et ses camarades avaient constaté que pas moins de 500 cadavres d'ennemis jonchaient le terrain en face des positions canadiennes.

Un mois plus tard, Langelier se trouvait seul, un soir de pleine lune, dans un poste d'écoute consistant en un boyau qui se trouvait à une dizaine de mètres en avant des premières tranchées, quand il vit deux Allemands s'en venant vers lui avec des grenades. Vif comme l'éclair, Langelier les tua tous les deux d'une grenade avant d'en voir dix-huit autres surgir. Lançant sur eux quatre autres bombes, Langelier les mit en fuite en réussissant à en tuer un et en blessant plusieurs autres.

---

153[21] *La Presse*, 1<sup>er</sup> avril et 15 juin 1915.

Ce faisant, Langelier sauva la vie des hommes du lieutenant Leprohon, qui étaient occupés, non loin de là, à creuser une tranchée, n'ayant pour toutes armes que des pelles! Le lendemain, Langelier fut convoqué par le colonel Burland qui le recommanda pour une promotion immédiate au grade de sergent.

Langelier raconta ensuite que la première visite d'un soldat dans une tranchée constituait un moment terrible et que la tempête de projectiles qui passait au dessus de sa tête était quelque chose d'affolant. Le moment des attaques était tout aussi effrayant. « Pendant quelques minutes, un silence de mort règne. Puis, le commandement retentit : *Forward!* Quelques-uns des plus braves s'écroulent alors à terre, leurs nerfs faisant absolument défaut. Puis les rangs s'ébranlent, on escalade les parapets et c'est la charge. Alors, ceux que l'émotion a un instant terrassés se relèvent et suivent. Ils arrivent quelques fois avant ceux qui les avaient devancés! ».

Langelier avait été blessé dans une tranchée alors qu'on y expérimentait une nouvelle bombe qui fit explosion parce qu'elle était défectueuse. Il s'en sortit avec l'œil droit crevé et cinq éclats de cette bombe sur la mâchoire, en plus de respirer des gaz asphyxiants, qui lui avaient causé une forte irritation à la gorge.<sup>154</sup>[22]

### **Au pays, la vie du régiment continuait...**

Pendant que plusieurs de leurs membres se battaient, au sein d'autres unités sur les champs de bataille européens, les Carabiniers Mont-Royal continuaient, à Montréal, leur existence. C'est ainsi que le 16 novembre 1916, son ancien commandant Alfred E. Labelle, était élevé au grade de brigadier général de réserve en tant qu'officier supérieur de la milice dans le grand Montréal, pour se voir décoré de la *Légion d'honneur* française en mai 1917, par le vainqueur de la Marne, le maréchal Joseph Joffre, alors en visite à Montréal.

Par ailleurs, c'est au manège des Fusiliers Mont-Royal que le colonel Arthur Mignault, nommé en charge du recrutement des Canadiens français avait établi, en décembre 1916, ses quartiers généraux, en compagnie de son adjoint le major N. J. D. Gingras. Pour sa part, le lieutenant-colonel J. T. Ostell, qui commandait le 65<sup>e</sup> depuis 1912, quitta son commandement en 1917. Ostell, tout comme son successeur et quelques officiers de l'époque avait été décoré de la *Victoria Decoration (V.D.)*, médaille commémorative décerné lors du 50<sup>e</sup> anniversaire du sacre de la reine Victoria, aux militaires jugés les plus méritants.

Il fut remplacé par le lieutenant-colonel L. Godefroy de Tonnancour, *V.D.*, dont le fils, Paul Godefroy de Tonnancour, s'était enrôlé dans le *150<sup>e</sup> Bataillon* le 15 novembre 1915. En 1918, le jeune de Tonnancour fut attaché au *Royal Flying Corps* avant de revenir aux *Fusiliers Mont-Royal* comme major dans le *2<sup>e</sup> Bataillon* durant la Deuxième Guerre mondiale. De Tonnancour mena les destinées du régiment jusqu'à la fin de la guerre et fut remplacé par le lieutenant-colonel J. E. Peltier, *V.D.*, comme commandant du régiment en 1919-1920. C'est d'ailleurs Peltier qui présida le comité chargé d'organiser aux héros du *22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français)* qui revenaient du front l'accueil triomphal qu'on leur fit le 19 mai 1919, alors que 200 000 personnes les acclamèrent dans les rues de Montréal.

Ainsi prenait fin, pour les *Carabiniers Mont-Royal*, qui n'avaient pu combattre sous leurs couleurs, la Première Guerre mondiale.<sup>155</sup>[23]

---

<sup>154</sup>[22] *La Presse*, 6 novembre 1915.

<sup>155</sup>[23] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

## Chapitre VI : L'entre deux guerres (1920-1939)

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les jeunes Montréalais, après quatre ans de guerre meurtrière, en avaient soupé du service militaire. Le Canada entier se trouvait devant un dilemme qui semble faire partie intégrante de notre politique nationale et qui a le don de déchaîner chez nous de puissants antagonismes.

D'une part, il y a ceux qui prétendent inutile tout établissement militaire sérieux en s'appuyant sur un invariable raisonnement : la faiblesse numérique de notre population, l'immensité du territoire, interdiraient tout espoir d'une défense autonome au cas d'une invasion que, de toute façon, on déclare « à priori » impossible. Et si par miracle celle-ci devait se produire, elle ferait automatiquement jouer la garantie tacite des États-Unis. Donc, futilité de toute prévision, à plus forte raison de tout préparatif militaire à l'échelle d'un conflit continental. Auprès de l'électorat on renforce ce raisonnement d'un argument économique : le moindre effort d'envergure coûterait trop cher et n'apporterait rien.

Il y a ceux, d'autre part, qui répondent qu'un pays ne saurait se dire pleinement indépendant et souverain s'il se refuse à faire sa part d'une défense commune et donc à la préparer en temps de paix, qu'il est impossible de se dissocier à l'avance de toute participation à de grandes actions nécessaires et collectives. Par conséquent, en attendant toujours au dernier moment on se condamne à faire mal et dans la hâte ce qui aurait dû être conçu et organisé avec ordre, patience et méthode en temps de paix, saison plus propre à l'exercice de ces vertus que la grande confusion d'un début de conflit.

Comme il est plus facile et moins coûteux de ne rien faire, les partisans de la première thèse ont toujours gain de cause chez nous jusqu'à la prochaine alerte ! Et, bons princes dans leur victoire, ils concèdent que le maintien de l'ordre intérieur, le cas échéant, certaines nécessités d'apparat et de prestige et le besoin d'apaiser les irréductibles justifient, certes l'existence de forces armées minimales. Quitte, ensuite, à leur mesurer les crédits au dé à coudre !

Ce mécanisme a d'autant mieux joué durant les années 1919-1939 qu'on avait proclamé à tout venant que le terrible conflit de 1914-1918 serait le dernier des derniers, et que dorénavant, plus jamais la guerre !

En bref, la force permanente, réorganisée fut réduite à trois régiments d'infanterie : le 22e Bataillon canadien-français, qui reçut l'appellation de Royal 22e Régiment, le Royal Canadian Regiment et le Princess Patricia's Canadian Light Infantry. Ces trois régiments, forts chacun d'un seul bataillon en pratique, étaient appuyés de quelques éléments d'artillerie, de troupes de services, de deux ou trois navires modernes de construction récente et de quelques vieux rafiots refilés en seconde main par la Marine royale ainsi que de deux ou trois escadrilles d'aviation minablement équipées.156[1]

Ces militaires de carrière servaient d'état-major, de cadres d'instruction à la Force non permanente active. Celle-ci fut réorganisée le 1er avril 1920 et le 65e Bataillon fut incorporé dans cette force sous son nom des Carabiniers Mont-Royal. Le commandement en fut confié au lieutenant-colonel J.-A. Filiatrault, V.D., qui l'exerça jusqu'en 1922. Une fois retiré de la vie

---

156[1] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 61 et 62.

militaire active, Filiatrault demeura actif dans les cercles militaires et servit notamment comme président de la section Jean Brillant, V.C., de la Légion canadienne. 157[2]

Sous l'étiquette de la Force non permanente active, on retrouvait la bonne vieille milice qui, pour exister vraiment, être autre chose qu'un simulacre d'organisation, dépendait du dévouement de ses officiers et de ses hommes, de leur loyauté à leurs drapeaux et à ce qu'ils signifient pour eux de conviction, de souvenirs, de camaraderies et aussi pour une bonne part, des sacrifices financiers consentis par ses membres, car aucune unité digne de ce nom ne saurait vivre, se déployer, assurer ses devoirs d'entraide et de fraternité, bref, prospérer avec les minimes budgets consentis par un ministère étroitement tenu en laisse par l'indifférence nationale.

Bref, si, en 1939, le Canada ne s'est pas retrouvé totalement démuné de cadres tant réguliers que non permanents, il l'a dû au patriotisme et à la persévérance d'unités de milice comme le 65e qui ne cédèrent jamais bien longtemps au découragement, à l'apathie du public, au béat optimisme dans lequel on s'est endormi pendant vingt ans. L'histoire de l'entre-deux-guerres, c'est donc pour le 65e, l'histoire de sa volonté de durer envers et contre tous les obstacles et de pouvoir se dire prêt, une fois de plus, quand le pays aurait besoin de ses irréductibles.158[3]

Filiatrault demeura en poste jusqu'en mars 1922, alors qu'il eut comme successeur le lieutenant-colonel Émile Ranger, V.D.

C'est sous son commandement que les Carabiniers eurent l'honneur d'être la première unité du pays à recevoir le nouveau ministre libéral de la Milice, George P. Graham, lors d'un grand banquet. Graham avait alors déclaré que ce serait une grave erreur que d'oublier le rôle important joué par les Canadiens-français dans l'histoire de la milice.159[4]

Émile Ranger, avait débuté sa carrière militaire avec les Carabiniers Mont-Royal en mai 1904. Après avoir fait la Première Guerre au sein du 14e Bataillon des Forces expéditionnaires canadiennes, il était revenu au sein de son vieux régiment pour ne prendre sa retraite militaire qu'en mai 1924. Son frère, Paul, fit lui aussi partie du 65e régiment avant de devenir, durant la Deuxième Guerre mondiale, commandant du Corps école des officiers canadiens de l'Université de Montréal. Un de ses fils, Marc, servit comme officier au sein des Fusiliers Mont-Royal durant la Deuxième Guerre mondiale et fut fait prisonnier. Enfin, un autre de ses fils, Paul, devint lieutenant-colonel au Royal 22e Régiment.160[5]

En mai 1924, Ranger céda son commandement au lieutenant-colonel Victor Tardif, V.D. Tardif était typographe dans le civil et présida même l'Union Typographique Jacques-Cartier, qu'il représenta d'ailleurs à plusieurs congrès syndicaux aux États-Unis, notamment à Boston et à Saint-Louis, avant de fonder, en 1908, son premier atelier d'imprimerie, l'Imprimerie Modèle, qu'il présida durant de nombreuses années. Il tâta aussi la politique et fut élu maire de Châteauguay, en 1922. Il était entré au régiment comme simple soldat, en 1896 et en avait gravi tous les échelons, jusqu'à celui de lieutenant-colonel. En 1927, le lieutenant-colonel Rodolphe Bédard, V.D., lui succéda.161[6]

---

157[2] *Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.*

158[3] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit. p. 62 et 63.

159[4] *La Patrie*, 1<sup>er</sup> mars 1922.

160[5] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 386.

161[6] *La Grenade*, novembre 1960.

Bédard servait au sein du régiment depuis plus de 30 ans, s'étant joint aux Carabiniers Mont-Royal, en 1894, comme simple soldat. En janvier 1895, après avoir suivi un cours de sous-officier à Saint-Jean, il fut immédiatement promu caporal et puis sergent en 1896 puis sergent de couleurs de sa compagnie l'année suivante. Il occupa ce poste pendant plusieurs années en plus de la fonction de sergent paie-maître, puis de sergent instructeur lors des camps d'été. En 1910, il était enfin promu officier. Durant la Première Guerre mondiale, il servit au pays comme officier d'état-major, participa à la mise sur pied du 150e Bataillon à Valcartier, puis à l'organisation de la Home Defense, à l'arsenal de l'avenue des Pins. Grimant tous les échelons, il devait finalement être promu lieutenant-colonel.

La même année, le lieutenant-colonel J. T. Ostell remplaça le brigadier général Labelle comme colonel honoraire. Bédard devait être le dernier commandant du régiment sous leur ancien vocable de Carabiniers Mont-Royal.

Vérificateur pendant des années des quotidiens La Presse et La Patrie, le lieutenant-colonel Bédard s'illustra dans la vie civile surtout comme président général durant plus de 25 ans de la Société des Artisans. Sa fille, Claire, devait épouser Guy Lévesque qui, 35 ans après son beau-père, commanda le même régiment. Bédard devait décéder en 1961 à l'âge de 84 ans. Il était notamment commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand. 162[7]

## **De Carabiniers à Fusiliers Mont-Royal**

L'arrivée du lieutenant-colonel C. O. Dorval à la tête du régiment, en octobre 1930, marqua un tournant dans son histoire puisque sous son mandat, l'ancien 65e Bataillon, connu jusque-là sous le vocable de Carabiniers Mont-Royal, devint dorénavant les Fusiliers Mont-Royal.

Durant les années 1927 à 1929, le recrutement était devenu très difficile pour le régiment. C'était le temps mort qui suit toujours une guerre à huit ou dix ans de distance. Les anciens, d'abord nombreux, quittent le service les uns après les autres. Une génération qui possède tout un passé commun de souvenirs et qui, de ce fait, tend à faire bande à part, disparaît peu à peu. Elle laisse derrière elle un gouffre. Ceux de la nouvelle hésitent à venir, auprès d'anciens chevronnés, faire figure d'apprentis sans passé et sans gloire. 163[8]

Lorsque Dorval prit le commandement du régiment, il avait un plan bien défini pour remédier à cette lacune. Ayant constaté que beaucoup de jeunes Montréalais francophones s'enrôlaient chez les Guards ou au sein d'un régiment écossais plutôt que dans les Carabiniers, Dorval s'interrogea pour en comprendre la raison. Il s'aperçut que tout cela n'était qu'une question d'apparence.

En temps de paix, surtout à cette époque, le style de l'uniforme influait fortement sur le recrutement, surtout celui du simple soldat qui ne possédait pas le prestige du grade comme l'officier et qui trouvait ainsi une juvénile mais légitime compensation dans une tenue qui le signalait à l'attention de ses amis de l'extérieur. Dorval se dit donc que la tunique écarlate et le bonnet à poil des Fusiliers auraient plus d'attrait pour les jeunes que l'austère tenue vert bouteille des Carabiniers. Il entreprit alors les démarches nécessaires pour amener le changement du régiment d'une unité de carabiniers à une unité de fusiliers.

---

162[7] *La Grenade*, juin 1962.

163[8] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 63.

Mais Dorval fit face à une vive opposition. Les anciens s'objectaient à la mesure proposée parce qu'elle rompait avec un héritage sur lequel s'était greffé le leur, que Dorval sous-estimait justement dans les revues militaires cette austérité dans l'apparence qui isolait les Rifle Regiments de l'infanterie de ligne ordinaire. L'uniforme qu'on voulait mettre aux oubliettes, alléguaient-ils, était celui de prédécesseurs qui l'avaient couvert de gloire, qui lui avaient mérité toutes sortes d'honneurs de guerre et auquel on était attaché.

Quoiqu'il en soit, Dorval tint bon et un ordre d'Ottawa officialisa le changement. A-t-il eu raison ou tort? Nombre d'anciens officiers et de combattants, qui boudèrent le régiment par la suite, ont semblé le croire. Mais le régiment pouvait maintenant concourir avec les autres afin d'attirer les jeunes. Au même moment, les majors Maurice Forget, Paul Trudeau, Paul Grenier et Alexandre Grothé déclenchèrent une énergique campagne de recrutement.

La perspicacité de Dorval fut récompensée car même si le changement ne fut autorisé que le 15 avril 1931, l'état nominatif pour l'inspection annuelle qui eut lieu au parc Lafontaine, en mai 1932, montrait un chiffre de 532 officiers et soldats présents. Ce chiffre constitue probablement un record pour un régiment d'infanterie de réserve en temps de paix. 164[9]

Comme l'écrivait un journal de l'époque, c'était tout un nouveau chapitre dans l'histoire du régiment que ce changement de désignation ouvrait. « Le 65e subsiste encore et subsistera toujours dans l'esprit de notre population, même si pour assurer son maintien, il a fallu opérer un changement dans son nom et son uniforme. » 165[10]

Dorval avait débuté sa carrière militaire en 1906 comme simple soldat. En 1913, il fut promu lieutenant et en 1914, au début de la Première Guerre mondiale, il s'enrôla dans l'active, servit en Angleterre, dans les Flandres et en France et fut blessé en 1915, lors de la bataille de St-Éloi. Revenu au Canada, il fut, au terme de sa convalescence, versé au 178e Bataillon et promu major.

Revenant par la suite aux Carabiniers Mont-Royal, il occupa le poste de second en commandement pour prendre les rênes du régiment le 28 octobre 1930 avec le grade de lieutenant-colonel. L'année suivante, l'honorable R. Ovide Grothé, conseiller législatif, qui était déjà lieutenant-colonel honoraire du régiment depuis 1927, était nommé colonel honoraire. 166[11]

Pour expliquer la métamorphose que Dorval faisait subir au régiment, on écrivit à l'époque que si l'histoire des Carabiniers dans l'armée anglaise était l'une des plus glorieuses et que le 65e avait toujours été heureux d'appartenir à cette tradition, les temps avaient évolué. L'uniforme sombre que portaient les Carabiniers rappelait le rôle spécial qu'ils remplissaient autrefois dans une guerre. L'absence d'un drapeau proclamait d'ailleurs que ce rôle était des plus dangereux. Dans les défilés, les Carabiniers ne fixaient pas la baïonnette au fusil, contrairement aux autres unités, privilège accordé en reconnaissance de leurs services.

---

164[9] *La Grenade*, mars 1961, et COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p.65.

165[10] *La Presse*, 16 mai 1932, et COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 65 et 66.

166[11] *La Presse*, 28 mai 1932.

Mais l'art de la guerre avait changé et la manière de combattre révisée. Le rôle de l'infanterie était devenu uniforme pour toutes les unités. La différence entre l'infanterie de ligne et les Carabiniers dans leur manière de combattre avait disparu et leurs exploits passés appartenaient dorénavant à l'histoire. Leur tradition était d'ailleurs malheureusement peu connue, hors des cercles militaires. En conséquence, estimait-on, le 65<sup>e</sup> Bataillon rencontrait des difficultés à se maintenir en tant qu'unité de Carabiniers.

Depuis de nombreuses années, après chaque inspection, après chaque revue, après chaque parade d'église, les amis du régiment félicitaient les officiers sur le maintien de leurs hommes et la discipline dans les rangs mais terminaient toujours en disant qu'il était regrettable que leur uniforme était trop sombre et désavantageait les soldats. Ce sentiment était à peu près général dans la population et même chez les soldats du régiment. Un changement s'imposait donc. Les Carabiniers Mont-Royal furent donc remplacés par les Fusiliers Mont-Royal et l'uniforme sombre céda la place dans les cérémonies à un uniforme écarlate plus attrayant. Seuls, cependant, les signes extérieurs avaient changé et le régiment conservait toujours sa même vocation et le même esprit. 167[12]

Le 15 mai 1932, lors de sa parade d'église annuelle, le régiment revêtit pour la première fois en public ses nouveaux uniformes. Deux semaines plus tard, le gouverneur général du Canada, le comte de Bessborough, invité des officiers du régiment et de la succursale Jean Brillant de la Légion canadienne, posait un geste historique en visitant le régiment. C'était en effet la première fois dans les annales militaires du district de Montréal qu'un gouverneur général du Canada visitait un régiment composé entièrement de militaires francophones.

En lui souhaitant la bienvenue, le lieutenant-colonel Dorval avait déclaré qu'en lui parlant français, il profitait du fait pour souligner que lui et ses hommes étaient fiers de leurs traditions et qu'il espérait que le vice-roi apprécierait que les Canadiens français, tout en demeurant francophones, se targuaient d'être au premier rang des défenseurs de l'Empire britannique. 168[13]

À la même époque, le régiment avait reçu un de ses anciens membres, le lieutenant-colonel L.-R. LaFlèche, D.S.O., titulaire de l'Ordre du Service distingué, qui venait d'être promu sous-ministre de la Défense nationale. Le régiment avait alors tenu à tenir un grand banquet en son honneur au mess des officiers, auquel étaient présents tous les officiers de l'état-major du district militaire de Montréal et tous les régiments de la 11<sup>e</sup> brigade d'infanterie, la brigade canadienne-française de Montréal.

Pour LaFlèche, qui devait terminer sa carrière militaire avec le grade de major général, il s'agissait de sa première fonction officielle à Montréal depuis sa nomination. Prenant la parole à cette occasion, le lieutenant-colonel Dorval avait déclaré que la promotion de LaFlèche avait rempli de joie le cœur de tous les Canadiens français. Le régiment, ajouta-t-il, était orgueilleux de voir l'un de ses anciens officiers parvenu à un aussi haut poste.

Par ailleurs, Raoul Grothé, jusque-là lieutenant-colonel honoraire, se voyait, en 1931, élevé au grade de colonel honoraire du régiment. Sa nomination avait été fort bien accueillie par tous les membres du régiment, Grothé jouissait d'une grande popularité parmi les Fusiliers.

---

167[12] Texte contenu dans les Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

168[13] *La Presse*, 16 mai 1932.

Malgré ses multiples occupations d'homme d'affaires, Grothé, chaque fois que la chose était possible, revêtait son uniforme et marchait à l'avant du régiment. Un de ses premiers gestes fut d'ailleurs de donner des drapeaux au nouveau régiment.169[14]

Quant à Dorval, non satisfait d'avoir changé le nom du régiment il décida, dans le but de profiter au maximum de l'intérêt suscité par le changement, d'affilier les Fusiliers Mont-Royal à un régiment britannique. Il porta son choix sur le York and Lancaster Regiment, qui avait fait du service au Canada durant la guerre de l'Indépendance américaine où il s'était particulièrement distingué à Bunker Hill, en 1775. Le 15 septembre 1932, le roi George V donne son aval à cette affiliation.170[15]

Par ailleurs, en 1933, Napoléon Marion réunit ses anciens collègues afin de fonder une amicale regroupant tous les anciens sergents du régiment. Marion en fut d'ailleurs le premier président, avec comme vice-présidents pour le seconder A. Lacombe et T. Crevier; G. H. Labelle comme secrétaire; J. W. Hurtubise comme trésorier; et quatre conseillers : J. S. A. Bernard, J. A. Lebel, L. Lussier et J. A. Leard. Elle existe encore aujourd'hui.

En 1934, Dorval céda son commandement au lieutenant-colonel Georges E. LeBel, V.D. La carrière militaire de LeBel, commandant jusqu'en mars 1938, débuta lorsqu'il s'enrôla au sein du 65e Bataillon comme simple soldat en 1910, à l'âge de 15 ans. Le printemps suivant, il fut choisi pour faire partie du contingent canadien qui se rendit à Londres pour le couronnement du roi George V et de la reine Mary. Un quart de siècle plus tard, en avril 1937, LeBel, alors lieutenant-colonel, fit à nouveau partie du contingent canadien envoyé en Angleterre, cette fois-ci pour le couronnement de George VI et de la reine Elizabeth. LeBel était d'ailleurs l'un des rares, sinon le seul membre du contingent canadien, à avoir été choisi pour représenter le Canada lors des deux couronnements.

LeBel devint vite officier et était lieutenant, à 20 ans, lorsque la Première Guerre mondiale éclata en 1914. Il s'enrôla alors dans le 150e Bataillon. Une fois rendu outre-mer, on le transféra au 22e Bataillon et il participa à plusieurs engagements importants sur les champs de bataille. Demeuré en Allemagne avec les forces d'occupation, il ne revint au pays que le 21 mai 1919. Il portait cinq décorations sur sa vareuse : la Médaille du service général, celle de la Victoire (de 1918); celle du Couronnement de George V, celle du Jubilé de George V et la Décoration de la reine Victoria (V.D.), à laquelle s'ajouta bien sûr, celle du Couronnement de George VI.

L'intronisation de LeBel, le 20 octobre 1934, fut un jour mémorable dans l'histoire du régiment. En effet, ce jour-là, le lieutenant-colonel Dorval, commandant sortant, recevait les nouveaux drapeaux du régiment devant quelque 10 000 personnes remplissant les gradins du Forum de Montréal. Bénis par Mgr A. E. Deschamps, aumônier du régiment, présentés par le lieutenant-gouverneur du Québec, E. L. Patenaude, ces drapeaux furent conservés au mess des officiers.

Le lieutenant-gouverneur avait fait une entrée remarquée au cœur de l'enceinte, dans une grande calèche montée par deux laquais en livrée. Une fois la cérémonie de la réception des nouveaux drapeaux terminés, le régiment s'était transporté au manège de la rue des Pins où

---

169[14] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

170[15] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 66.

Dorval avait remis son commandement à LeBel, qui devait être promu lieutenant-colonel le 5 décembre suivant.

C'est sous le commandement de LeBel que se tint, notamment, le 28 mai 1935, la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de la bataille du Nord-Ouest en compagnie des survivants de l'expédition. Cinq officiers, le colonel F. S. Mackay, le lieutenant-colonel J. P. A. des Trois-Maisons, les majors Zéphérin Hébert, J. W. Barré et J. C. B. Charest, étaient présents et huit sous-officiers et soldats, M. J. Gauvreau, L. A. D'Amour, François-Xavier Larivière, Alphonse Arsenault, Édouard Soulières, Albert Beaudry, H. Perreault et Marc-Antoine Prieur avaient, tous les huit, participé au banquet-anniversaire. Les colonels Alexandre Roy et J. T. Ostell, bien qu'encore vivants, n'avaient pas pu se rendre.

En février 1937, Mgr A. E. Deschamps, V.D., aumônier des Fusiliers Mont-Royal, était promu au grade de lieutenant-colonel et pour célébrer cette promotion, les officiers du régiment lui ont offert un grand banquet auquel participèrent des représentants de toutes les autres unités de milice de la métropole.

Mgr Deschamps avait un long passé militaire derrière lui, qui avait débuté en 1894, alors qu'avec plusieurs cadets du Collège Sainte-Marie il s'était enrôlé dans le 65<sup>e</sup> Bataillon pour former une compagnie d'élite, au sein de laquelle il fut bientôt promu caporal. Sa carrière militaire interrompue au moment de son entrée au Grand Séminaire de Montréal, il revint au régiment en 1906, cette fois-ci en tant que capitaine-aumônier. Il demeura avec le régiment lorsque les Carabiniers prirent le nom de Fusiliers Mont-Royal, ayant été promu major. Lors de la Première Guerre mondiale, Mgr Deschamps avait fait des pieds et des mains pour être nommé aumônier au sein du corps expéditionnaire canadien outre-mer, mais le haut clergé, le jugeant plus utile au pays, lui en refusa la permission, ce qu'il a toujours considéré comme un lourd sacrifice.

### **« Papa » Grenier**

Au début de l'année 1938, le major Paul Grenier, E.D., fut promu lieutenant-colonel et prit la succession de Georges-E. LeBel, V.D., à la tête du régiment. Peu de temps après son départ du régiment, LeBel prenait la tête de la succursale Mont-Royal de la Légion canadienne.

Grenier était l'un des plus populaires officiers du district militaire de Montréal. Il avait fait ses études au Mont-Saint-Louis, un collège alors réputé pour l'excellence de son corps de cadets et qui fut une pépinière d'officiers, notamment pour les Fusiliers Mont-Royal.

Lors de la Première Guerre mondiale, il s'enrôla le 15 décembre 1915 dans le 150<sup>e</sup> Bataillon, fut promu lieutenant le 27 et partit pour l'Angleterre le 23 août 1916. Un mois plus tard, on l'envoya en France comme officier des Black Watch of Canada mais peu après, en novembre, on le transféra au 22<sup>e</sup> Bataillon canadien-Français. Il servit en première ligne pendant un an jusqu'à ce qu'il soit grièvement blessé à Passchendaele le 9 novembre 1917. Évacué en Angleterre, il fut déclaré « inapte au service » et revenu au Canada en février 1918. Atteint de pneumonie, il fut démobilisé en mars 1919 avec le grade de capitaine. Il devait toutefois demeurer dans la réserve et fut promu major le 5 janvier 1928 avant de devenir le commandant du régiment dix ans plus tard.

Papa Grenier, c'est ainsi, selon un compte rendu contenu dans les archives régimentaires que ses soldats l'appelaient, restera dans l'histoire des Fusiliers comme le dernier commandant

du temps de paix entre les deux guerres et le premier commandant des F.M.R. lors de la Deuxième Guerre mondiale qui débuta en septembre 1939.

Dès son arrivée, en janvier, Grenier fit savoir que le régiment ne tiendrait pas d'exercices réguliers pour les membres du régiment avant le mois de mars de façon à ce qu'il se consacre à une réorganisation générale du système d'entraînement et particulièrement du recrutement. Toutefois, dans le cas des recrues, il désirait tenir deux soirs d'entraînement par semaine, afin de leur permettre de parachever leur formation de base et de se joindre aux vétérans lorsque reprendrait le programme régulier d'activités.

Le régiment se donnait comme but de recruter tous les jeunes Canadiens français de la métropole, en bonne santé et mesurant plus de 5 pieds et 6 pouces (1,6 mètre). On leur promettait de suivre un entraînement intéressant, d'aller au camp l'été et de pouvoir faire du sport avec les autres membres du régiment. Les Fusiliers avaient d'ailleurs remporté, en finale contre le Régiment de Maisonneuve, le championnat de la Ligue militaire de balle molle.<sup>171</sup>[16]

Une fois les activités normales reprises, les archives parlementaires parlent notamment d'une démonstration de déploiement et de défense contre les gaz asphyxiants et de la tenue d'une école provisoire pour les signaux (télégraphie visuelle).

En avril 1938, les principaux officiers du régiment assistèrent à un grand banquet à Montréal, dans le but d'inviter le monde des affaires à appuyer la milice. Le maire de Montréal, Adhémar Raynault, et plusieurs centaines de représentants des grandes industries et principaux commerces de Montréal assistèrent à ces agapes où le ministre de la Défense, Ian Mackenzie insista sur le devoir des gens d'affaires d'encourager leurs employés à faire partie des régiments de réserve en leur accordant l'aide requise pour suivre l'entraînement d'hiver et les camps d'été, sans perdre leurs vacances et leur salaire.<sup>172</sup>[17]

Le lieutenant-colonel Grenier ne fut pas le seul vétéran des Fusiliers Mont-Royal lors des deux grands conflits mondiaux. Un des plus célèbres de cette époque fut sans aucun doute Lucien Robitaille.

Celui-ci avait fait ses études à l'école Olier, en face du manège des Fusiliers Mont-Royal, puis au Plateau, l'école supérieure du Parc Lafontaine, d'où il obtint un diplôme en sciences commerciales. À 16 ans, Robitaille s'enrôla en 1916, dans les Carabiniers Mont-Royal, afin de servir outre-mer durant la Première guerre mondiale. Comme il était trop jeune pour partir outre-mer, son père s'y opposa mais quelques mois plus tard, ayant réussi à le convaincre, on retrouva Robitaille en Angleterre avec le 258<sup>e</sup> Bataillon. Versé ensuite au 22<sup>e</sup> Bataillon canadien-français pour compléter son entraînement, il dû, trop jeune pour être envoyé immédiatement au front, être affecté au Young Soldiers Bataillon, en attendant d'avoir l'âge légal pour aller se battre.

Robitaille ne devait toutefois jamais gagner les tranchées et fut plutôt nommé instructeur d'éducation physique au camp de Branshott, en Angleterre, avant d'être rapatrié au pays en 1918. On l'affecta alors à un endroit alors connu sous le nom de la Baraque, là où se trouvent actuellement les Cours Mont-Royal, où il enseigna également l'éducation physique.

---

<sup>171</sup>[16] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

<sup>172</sup>[17] *La Presse*, 29 avril 1938.

Démobilisé en 1919, Robitaille, toujours simple soldat, se joignit aux Carabiniers Mont-Royal comme réserviste où ses connaissances techniques du métier des armes et de l'art de la guerre, ses qualités d'instructeur et de leader, attisé par un amour remarquable pour son régiment, le désignèrent à des responsabilités plus grandes. C'est ainsi qu'on le vit gravir graduellement les échelons et dès 1930, il était nommé sergent régimentaire des Fusiliers Mont-Royal. C'est à lui que l'on doit la réorganisation des cadres des sous-officiers et c'est sous sa gouverne comme sergent major régimentaire (R.S.M.) que le mess des sergents connut des années d'entrain et de gaieté comme jamais auparavant ou par après. Puis, en 1938, il passa au 2e bataillon du Régiment de Maisonneuve, avant d'être désigné comme sergent-major régimentaire de la 11e brigade d'infanterie qui comprenait alors, outre les Fusiliers Mont-Royal et le Maisonneuve, le Régiment de Châteauguay et le Régiment de Joliette.

On l'envoya au camp de Saint-Jérôme, en septembre 1940 pour y mettre sur pied l'organisation modèle qui donna à ce camp sa grande renommée lorsqu'il fut désigné pour recevoir les premiers mobilisés. En 1941, Lucien Robitaille fut promu sous-lieutenant et envoyé à Brockville où il se lia d'amitié avec les Dextraze, Gamache, Brochu, White, Lacasse, Gosselin et compagnie, avant de recevoir son brevet d'officier des mains du major général Georges Vanier en 1942.

Dès décembre 1942, il fut promu capitaine. Mais au lieu de prendre le chemin des champs de bataille, on l'envoya au War Office de Londres où on l'affecta à la section d'Intelligence. Il y demeura jusqu'en mars 1945 alors qu'on le renvoya au Canada avec le grade de major pour commander un détachement de 1 100 hommes à Hamilton et être responsable de la démobilisation d'un district militaire avant d'être lui-même démobilisé à l'été de 1946.

Mais Robitaille ne quitta jamais complètement son régiment car il y servit ensuite comme officier d'administration, quartier-maître, etc, avant de participer ensuite à l'organisation de l'Association des Fusiliers Mont-Royal dont il fut l'âme dirigeante à sa fondation, de s'occuper des anciens combattants et de plusieurs autres activités. 173[18]

---

173[18] *La Grenade*, février 1960.

## Chapitre VII : Les Fusiliers s'en vont en guerre (1939-1942)

L'Allemagne a-t-elle vraiment voulu d'Hitler ou fut-elle, au contraire, victime d'un gigantesque tour de passe-passe? Le voile sanglant des années infernales sépare de telle sorte le passé pré-hitlérien de la suite, qu'on ne connaîtra sans doute jamais la réponse à cette question qui, de toute façon, déborde les cadres d'une histoire régimentaire. 174[1]

On connaît, par contre, l'inexorable enchaînement des concessions d'une part, des agressions de l'autre que déclencha l'arrivée de Hitler au pouvoir en tant que chancelier d'Allemagne, le 30 janvier 1933.

Ce fut d'abord la réoccupation de la Rhénanie, le 7 mars 1936, suivie de la réunion de l'Autriche à l'Allemagne, le 13 mars 1938. Puis, le 30 septembre 1938, fut signé l'ignoble accord de Munich, où les démocraties occidentales, par crainte d'un conflit, laissèrent Hitler annexer le territoire des Sudètes, le tout suivi, le 15 mars 1939, du dernier démembrement de la Tchécoslovaquie et, la semaine suivante, de l'occupation de Menel. Non satisfait, Hitler réclama, à compter d'avril 1939, les territoires allemands de la Pologne. Puis, après avoir renforcé son alliance avec l'Italie et signé un pacte de non-agression avec Moscou, le 23 août 1939, qu'il devait renier deux ans plus tard, Hitler décida de déclarer la guerre à ceux qui s'opposaient à ses desseins.

On peut attribuer aux Alliés de 1914 une bonne part de culpabilité du premier conflit mondial. Mais l'état d'impréparation totale dans laquelle l'invasion de la Pologne trouva l'Angleterre et le Commonwealth, en septembre 1939, les exonérera à tout jamais devant l'Histoire de toute intention belliqueuse. Elle leur reprochera même le contraire. La barbarie du régime nazi, son intention proclamée de conquête universelle, auraient justifié une volonté de résistance dont l'affirmation, en temps utile, eût peut-être prévenu la catastrophe.

La Deuxième Guerre mondiale éclata officiellement vendredi le 1er septembre 1939, quand l'Allemagne envahit la Pologne. Ce jour-là, le lieutenant-colonel Paul Grenier, reçut en après-midi l'appel du quartier général du district militaire no 4 (Montréal) l'avisant de mobiliser le bataillon pour le service actif. Cet ordre comprenait le licenciement du régiment original et la formation d'une nouvelle unité de guerre, avec l'autorisation d'enrôler et de former un dépôt régimentaire. La nouvelle unité ainsi formée aurait à se trouver un nouveau local aussitôt que possible.

Le capitaine adjudant se mit alors en communication avec tous les officiers, les convoquant au manège de la rue des Pins où le commandant fit le point sur la situation. Sur les 46 officiers du régiment, seulement trois, qui n'avaient pas pu revenir à temps en ville, la période des vacances à la campagne n'étant pas encore terminée, manquaient à l'appel. 175[2]

La déclaration de la guerre en Europe ne prenait pas le régiment par surprise. Les officiers, bien sûr, ainsi que la plupart des autres militaires du régiment lisaient les journaux, écoutaient la radio. D'ailleurs, fin août 1939, tous les régiments du district de Montréal avaient

---

174[1] Journal de guerre des Fusiliers Mont-Royal, septembre 1939.

175[2] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op, cit., p. 73 et 74.

été avertis par les quartiers généraux d'assurer la protection de leur caserne et de se tenir prêts à répondre au premier appel.

C'est ainsi que Grenier avait convoqué le régiment à un rassemblement, dimanche le 27 août, cinq jours avant le déclenchement des hostilités, à la caserne. L'idée était de constituer un détachement de 100 hommes et dix officiers, prêts à toute éventualité. Exactement 178 soldats et sous-officiers et dix officiers avaient répondu à cette convocation.

Grenier connaissait bien les gars des Fusiliers. C'est lui qui les avait recrutés, triés sur le volet, car n'entraînait pas qui voulait dans ce superbe régiment et quand Papa Grenier avait accepté quelqu'un, c'est qu'il croyait en faire un vrai Fusilier.176[3]

Après l'attaque de l'Allemagne contre la Pologne, les événements se précipitèrent. Le 3 septembre, la France et l'Angleterre déclarèrent la guerre à l'Allemagne. Ce n'est qu'une semaine plus tard, le 10, que le Canada emboîta officiellement le pas. Notre pays ne cherchait pas à se dérober. Mais il tenait à marquer sans phrases que sa décision résultait d'une politique indépendante, inspirée par une libre appréciation des événements, du sens qu'il fallait leur donner et de la conduite à suivre.

Ce symbolique délai soulignait une ferme résolution d'autonomie qui résista à la classique tentative de fractionnement de nos unités parmi celles de la Grande-Bretagne et nous aura valu, en 1944, de combattre à l'intérieur d'une armée canadienne commandée par un état-major canadien capable à ce niveau de défendre nos intérêts et de faire valoir notre point de vue tant sur le plan des opérations que sur leur exécution.177[4]

Cependant, bien avant le 10 septembre, notre éventuelle participation ne faisait aucun doute. Le cabinet fédéral avait déjà proclamé, le 25 août, l'état d'alerte préventive, ce qui permit au ministre de la Défense nationale d'annoncer, deux jours plus tard que, grâce à l'enrôlement de quelque 10 000 hommes dans certaines unités de la Milice active non permanente, la plupart des points vulnérables du pays- biens de l'État, communications essentielles, travaux publics- étaient protégés dans l'éventualité d'un conflit.

Au 1er septembre 1939, les effectifs permanents de l'armée canadienne dépassaient à peine 4 000 hommes. C'est donc dire qu'on comptait sur la milice non permanente pour constituer le corps expéditionnaire que le Canada entendait fournir aux Alliés.

Grenier se montra rapidement un bon administrateur pour mettre son bataillon sur pied. Dès le 2 septembre, il avait trouvé un nouveau local pour le régiment mobilisé, soit un immense garage désaffecté, le Motordrome, sis au coin des rues Sherbrooke, Saint-Denis et Sanguinet. Le seul inconvénient était celui des planchers en ciment, qui étaient salis par l'huile et les matières grasses. Il fallait donc les laver et les peindre. Trois jours plus tard, une cinquantaine d'ouvriers étaient à l'œuvre pour réaliser la transformation du garage en arsenal.178[5]

Pendant ce temps, à Québec, Paul Sauvé, alors président de l'Assemblée législative et député de Deux-Montagnes sous les couleurs de l'Union nationale, qui servait aux Fusiliers

---

176[3] VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés*, Tome un, Éditions du Méridien, 1997, p. 19.

177[4] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

178[5] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 74.

Mont-Royal en tant que lieutenant, décida de quitter son siège pour un temps et de rallier son unité.179[6]

Dès l'avant-midi du 5, un premier contingent d'hommes désireux de s'enrôler fut envoyé au Château Viger, où devait se tenir l'examen médical. Malheureusement, le bureau d'examen médical n'était pas encore organisé et le tout fut remis à plus tard. De plus, il fallait nourrir les hommes qui s'étaient présentés à l'arsenal et devaient attendre toute la journée, ce qui causait problème. Les officiers, eux, furent plus heureux puisqu'ils purent passer leur examen médical l'après-midi même, à l'Université McGill, tout près.

Le 6, les autorités militaires purent enfin commencer les examens médicaux des hommes du régiment, au Château Viger. Comme les officiers devaient également s'y rendre pour la cérémonie de leur assermentation, tous se rendirent en défilé.

Le régiment décida alors de centraliser toutes ses activités de recrutement et de les placer sous le commandement des capitaines Chaput et Leclaire. Cependant, notait le Journal de guerre, les rapports fournis des quartiers-généraux pour les journaux étaient incomplets et ambigus au sujet de l'enrôlement et les recrues qui se présentaient avaient une fausse connaissance des exigences de l'enrôlement.

Les hommes qui se présentaient au bureau de recrutement n'étaient toutefois pas tous sérieux dans leur volonté de s'enrôler. L'enrôlement se continuait avec vigueur et le régiment devant en refuser plusieurs qui étaient mariés, seuls les célibataires étant acceptés au début. Dans ces conditions, il était difficile d'enrôler des spécialistes. Toutefois, le régiment inscrivait sur une liste les noms des gens mariés désireux de s'enrôler dans l'espoir qu'on pourrait les enrôler plus tard. Par ailleurs, des gens se présentaient et signaient les formules de recrutement dans le but de se procurer quelques repas gratuits, quitte ensuite à ne plus réapparaître. L'espace de temps qui séparait les diverses formalités à remplir pour s'enrôler semblait donc être trop long et trop propice à ces profiteurs, d'autant plus que le régiment défrayait le coût du transport en commun en tramway de tous les candidats.180[7]

Heureusement, ajoute-t-on, le nouveau système d'enrôlement mis en place par le régiment donnait de bons résultats et évitait de nombreux tâtonnements. Mais on déplorait que le bureau d'examen médical continuait de faire preuve d'une grande sévérité, ce qui causait un énorme surcroît de travail aux recruteurs régimentaires. Malgré tout, le 9 septembre, on pouvait écrire que 300 hommes étaient déjà assermentés, même si 37 de ceux-ci manquaient à l'appel.

Le 11, le sergent-major de compagnie Rosario Lévesque était promu sergent-major régimentaire du bataillon d'active nouvellement formé. Lévesque, comptait déjà, au début des hostilités, 29 années de service dans la milice canadienne, dont quatre passées au front durant la Première Guerre mondiale. Faisant alors partie du 22e Bataillon canadien-français, Lévesque avait été blessé deux fois. Complètement rétabli et en pleine forme en septembre 1939, Lévesque, une fois son examen médical terminé avec succès, avait déclaré : « Les Allemands n'ont pas été assez fins pour m'avoir à la dernière guerre, ils ne m'auront pas davantage cette fois-ci. »181[8]

---

179[6] Journal de guerre..., op. cit., septembre 1939.

180[7] VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés*, tome un, op. cit., p. 29.

181[8] Journal de guerre..., op. cit., septembre 1939.

Le 12 septembre, les recrues firent leur première sortie. Il était difficile d'avoir des résultats extraordinaires, mais les recrues semblaient n'avoir que de la bonne volonté. Le lendemain, d'ailleurs, on notait que ces marches n'avaient pour but que de maintenir le moral et l'enthousiasme des hommes. Enfin, le 14, on faisait remarquer que malgré la baisse du nombre de demandes d'enrôlement, le régiment y gagnait en qualité, moral et éducation. Le moral des hommes était bon; la nourriture était jugée excellente et variée.

Le 19, surprise : le sergent-major Paul Triquet, du Royal 22e Régiment qui, par la suite, promu officier, devait s'illustrer quatre ans plus tard lors de la campagne d'Italie et s'y mériter la Croix Victoria, se présentait au régiment pour prendre charge de l'instruction régimentaire. Le régiment n'en avait pas été prévenu mais le capitaine Langlois, le lendemain, recommanda aux hommes de seconder Triquet par une parfaite discipline. Triquet ne devait toutefois pas demeurer longtemps avec les F.M.R. puisque, dès le 2 octobre, il était rappelé à Québec et remplacé par le sergent-major DeBlois, également du Royal 22e Régiment.

Assez curieusement, compte tenu de la notoriété de Triquet par la suite, DeBlois fut davantage apprécié des Fusiliers que le futur héros de la Casa Berardi. Le nouvel instructeur, tout en étant plus ferme que son prédécesseur, semblait se faire aimer et estimer de ses hommes. Sous sa supervision, l'entraînement se poursuivait avec efficacité et apportait déjà des progrès sensibles.182[9]

Le 22, le régiment, pour la première fois, put se rendre à la piscine de la Palestre nationale, rue Cherrier, pour se baigner. Chaque jour, une compagnie différente pouvait ainsi bénéficier de la piscine. Par ailleurs, le Mont-Saint-Louis, collège de la rue Sherbrooke, tout près du régiment et du Mortordrome mit sa cour de récréation à la disposition du régiment pour l'entraînement à la baïonnette.

Tous ne collaboraient pas avec autant de bonne grâce. C'est ainsi que le 25 septembre le régiment recevait des autorités municipales une communication lui retirant l'autorisation de se servir du terrain de jeu du Parc Lafontaine pour ses parades d'exercice. Les autorités régimentaires estimaient difficile de trouver un autre terrain propice et déploraient que les autorités municipales fassent preuve une fois de plus de leur mauvaise volonté à l'égard de la milice.

Quelques mois plus tard, des troubles avaient éclaté entre des policiers et des soldats du régiment et que sept d'entre eux avaient été arrêtés. Les autorités régimentaires notaient alors qu'il devenait de plus en plus évident que la police locale outrepassait ses droits dans l'exercice de ses fonctions. 183[10]

Cela dit, le 28 septembre, on faisait grand état du caporal Donat Bilodeau, un vétéran des batailles de Vimy et de Courcellette dans les rangs du 22e Bataillon canadien-français durant la Première Guerre mondiale, qui venait de reprendre du service, dans l'espoir de retourner outremer. Bilodeau s'était joint au régiment pour la première fois en 1915, à l'âge de 15 ans.

---

182[9] *La Presse*, 11 septembre 1939.

183[10] *Journal de guerre...*, op. cit., septembre 1939.

Bilodeau avait confié aux journalistes qu'il savait à quoi s'attendre et que selon lui, la guerre qui venait de se déclarer serait plus terrible que la précédente. 184[11]

Il ne faudrait pas croire qu'il fut facile, en septembre 1939, de mettre les troupes en branle pour service actif. « Le matériel nécessaire à une entrée en campagne manquait. Et ce dont on disposait était, en général, de modèle périmé. On ne possédait que des échantillons de la mitrailleuse Bren, des canons antichars, du fusil Lee-Enfield court, des mortiers d'infanterie, des armes de DCA, des véhicules de toute espèce, des appareils de transmission qui constituaient l'outillage essentiel du fantassin. »

Dans les unités de nature plus technique c'était encore pire. Tanks de modèle récent, canons et appareils d'optique à la page, véhicules, tracteurs, camions, tout manquait. Non par la faute des autorités militaires qui réclamaient tout cela en vain depuis des années, mais par celle des gouvernements dont l'apathie ne faisait que refléter celle de leurs électeurs. Cette pauvreté initiale de moyens matériels compliqua terriblement la tâche des cadres qui eussent dû pouvoir se consacrer d'emblée et sans arrière-pensée au recrutement, à l'instruction et à la formation de leurs officiers et de leurs hommes. Il aura fallu déployer des trésors d'ingéniosité et d'énergie pour maintenir le moral des troupes dans ces conditions. Mais on l'a fait.

Le recrutement allait bon train, mais il fallait entraîner les novices. Faute d'armes et de matériel, on a dû, au début, se rabattre sur le simple exercice de peloton et de compagnie et sur des marches par les rues de la ville. Ces défilés d'hommes pour la plupart en costumes civils et dont les chaussures furent bientôt en pièces excitaient plutôt la pitié que l'admiration des spectateurs, ce qui aurait été nuisible pour le recrutement des Fusiliers, si la même situation, à l'époque, n'avait pas prévalu dans les autres unités de Montréal. 185[12]

En dépit de ces contretemps, le mois de septembre 1939 s'acheva sur une note optimiste et la mise sur le pied de guerre progressa à une cadence qui s'accéléra de jour en jour. On activa le réarmement et l'armée canadienne s'efforça de rattraper les retards encourus durant l'entre-deux-guerres.

Au début d'octobre, le régiment participa à une grande manifestation militaire au Stade Molson en compagnie de neuf autres régiments de la région montréalaise. Le lendemain, le commandant du district militaire, le brigadier général Armstrong, qui devait être remplacé quelques jours plus tard par le brigadier général J. P. U. Archambault, déclara dans les journaux que les Fusiliers Mont-Royal lui avaient fait une très bonne impression et avaient démontré qu'ils possédaient ce qu'il fallait pour devenir d'excellents soldats. 186[13]

Par la suite, l'entraînement se poursuivit avec efficacité et apporta déjà des progrès sensibles. Le champ de tir de Mont-Bruno fut, par exemple, mis à la disposition du régiment, tandis qu'à compter du 13 octobre, le régiment devait cesser tout nouvel enrôlement par ordre d'Ottawa. La pénurie d'équipement, l'incertitude sur l'emploi de la 1re division, la nécessité de fournir sans tarder certaines troupes auxiliaires à la Grande-Bretagne motivaient cette mesure.

---

184[11] *La Presse*, 28 septembre 1939.

185[12] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 76 et 77.

186[13] *Journal de guerre...*, op. cit., octobre 1939.

Les effectifs des Fusiliers Mont-Royal étant encore à court de 103 membres, mais le bataillon ne souffrit pas tellement de cette pause.

L'entraînement transformait peu à peu les recrues en militaires authentiques. Mais, sauf pour les fusils, les armes- surtout automatiques- manquaient toujours. Faute de caserne pour les héberger, le régiment dut laisser les hommes loger en ville, détestable anomalie qui nuisait à la discipline.

Le 6 novembre, les Fusiliers Mont-Royal s'installaient enfin au Motordrome, aménagé de la cave aux combles, jugé fort convenable. Aération modeste, éclairage rare et triste, parquet qu'effritait les bottes cloutées, mobilier rudimentaire et inconfortable, malgré tout, l'essentiel était que le bataillon pouvait enfin, 24 heures sur 24, mener sa vie propre d'unité combattante, gradés et hommes de troupe logeant enfin sous le même toit, ce qui permettait d'appliquer le règlement, de contrôler les absences et les permissions.187[14]

L'entraînement se poursuivait ainsi de façon un peu monotone. Les hommes atteignirent un niveau honorable d'instruction dans le maniement d'armes, l'école de peloton et de compagnie. Mais l'hiver interrompit le tir à Saint-Bruno, l'entraînement à la baïonnette au Mont-Saint-Louis, les exercices au parc Jeanne-Mance ainsi qu'à peu près toutes les marches dans les rues de la ville. Il restait les cours à l'intérieur du Motordrome et les exercices de culture physique lorsqu'on put trouver un gymnase de disponible.

Naturel dans les circonstances qu'un certain malaise commença à se faire jour. En septembre, le climat était à l'urgence. Les hommes avaient répondu à l'appel persuadés qu'après quelques semaines d'entraînement- comme en 1914- on les conduirait au combat. Il n'en était rien; on piétinait sur place. Le régime monotone qu'on leur imposait leur semblait fastidieux. Ils ne se rendaient pas compte qu'ils n'avaient encore appris que les rudiments d'un métier qui s'était étrangement compliqué depuis la Première Grande Guerre. Le matériel moderne manquait totalement; des mois s'écoulèrent avant qu'on puisse le fabriquer sur place.

Les six mois qui s'écoulaient entre le début de la guerre et le début d'un entraînement vraiment efficace avant de partir pour outre-mer eurent toutefois du bon. En effet, ils permirent aux autorités régimentaires de dépister et de renvoyer les indésirables et de transférer ailleurs les inaptes à faire partie d'un régiment d'infanterie.

L'entraînement se poursuivait sans histoire jusqu'au 24 avril 1940 alors que le soldat Lucien Godbout, 40 ans, perdit la vie dans un accident de circulation, rue Sherbrooke, coin Saint-Hubert devint ainsi le premier membre du régiment à perdre la vie depuis le début du conflit. Godbout eut droit à des funérailles militaires à l'arsenal de la rue des Pins.188[15]

Entre-temps, le lieutenant Jack Poirier devint le premier membre des Fusiliers Mont-Royal à partir pour outre-mer dans le présent conflit alors qu'on l'envoya en Angleterre, affecté à l'administration des nouvelles unités de renfort, tandis qu'à Montréal, le régiment continua son entraînement à Montréal jusqu'au 25 mai alors qu'il partit en train de la gare Bonaventure à destination de Valcartier.

---

187[14]COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 81 et 82.

188[15] Journal de guerre..., op. cit., avril 1940.

À peine arrivé, le régiment connut sa première tragédie et son deuxième décès depuis le début du conflit. Le soldat Gaston Delisle, 29 ans, s'est en effet noyé dans la rivière Jacques-Cartier, « alors qu'il s'y baignait malgré les ordres contraires des autorités du camp. » 189[16]

Entre-temps, en Europe, après plusieurs mois de drôle de guerre, les choses allaient de mal en pis pour les Alliés. Le 9 avril, les Allemands envahirent la Norvège et le Danemark qui capitula sans résistance, tandis que la Norvège tenta de se défendre, avec l'aide de la Royal Navy et de troupes franco-britanniques. Le 30 avril, la bataille fut considérée comme perdue et les troupes se rembarquèrent jusqu'au 2 mai. Par la suite, les Allemands envahirent les Pays-Bas, la Belgique et la France qui capitulèrent tour à tour.

Malgré tout, le départ pour l'Angleterre et éventuellement le front semblait aussi loin au début de mai 1940 que six mois plus tôt pour les membres des F.M.R. En fait, le quartier général de la 2e division à laquelle le régiment était rattaché n'avait pas encore pris corps.

Cela dit, les officiers du régiment préféraient qu'il n'y ait pas de précipitation. Ils lisaient les journaux. Ils constataient que ni eux ni leurs hommes n'étaient encore prêts à affronter cette rude et professionnelle machine de guerre qui venait de donner une si belle démonstration de ses qualités manœuvrières et guerrières. Mais en même temps, ils étaient las des ennuis de la vie de garnison, à laquelle il est assez facile d'astreindre des soldats de carrière payés pour l'endurer mais qui répugne à des volontaires qui tendent- hors de portée du canon et des bombes- à ne voir dans la discipline que tracasseries et brimades.

Mais, les événements se précipitèrent à partir de mai. En moins de trois semaines, les états-majors de la 2e division furent nommés, complétés et organisés et le vrai travail commença enfin, après six mois d'attente depuis la mobilisation. Le soir du 24 mai 1940, les Fusiliers Mont-Royal furent consignés au Motordrome pour la dernière fois. Le régiment quitta alors Montréal pour Valcartier, où l'entraînement reprit avec une vigueur à laquelle les événements d'Europe donnaient enfin tout son sens.

Les Fusiliers s'entraînaient avec le reste de la 5e brigade d'infanterie, qui, en plus des Fusiliers, était formée du Régiment de Maisonneuve et du Black Watch et était placée sous le commandement du brigadier général P. E. Leclerc. Mais les contrecoups des événements d'Europe handicapèrent l'instruction des troupes. Six officiers du régiment, les capitaines Villeneuve, Morin et Jean Vézina et les lieutenants Roland La Rue, Guy Vandelac, Erskine Eaton et Jack Lemay, accompagnés de 12 sous-officiers furent expédiés en Angleterre pour suivre des cours de qualification de façon, par la suite, à pouvoir entraîner adéquatement leurs hommes.

Le 18 juin, une semaine après que l'Italie fut entrée en guerre aux côtés des nazis, le lieutenant-colonel Grenier reçut un ordre verbal d'avoir à préparer son unité pour un départ prochain. Le lendemain, l'on vérifia les dossiers de tous les hommes en prévision de ce départ. Trois jours plus tard, les membres du régiment devinrent nerveux et la tension augmenta devant l'incertitude du départ et aussi l'ignorance du lieu de destination. Quatre officiers et 13 sous-officiers qui suivaient des cours à l'école d'armes portatives d'Ottawa durent revenir au régiment avant d'avoir complété leur cours, par ordre des quartiers-généraux, afin de partir en même temps que l'unité. Ils regrettaient tous de n'avoir pas pu compléter leur cours qui les intéressait beaucoup. 190[17]

---

189[16] Journal de guerre..., op. cit., mai 1940.

190[17] Journal de guerre..., op. cit., juin 1940.

Mais avant même le départ du bataillon pour une destination encore inconnue, le capitaine René Painchaud et le lieutenant Robert Hainault partirent pour l'Angleterre, rejoindre ceux de leurs camarades qui s'y trouvaient déjà, tandis que le major Jean Ducharme, jusque-là commandant adjoint du régiment, était muté au centre de Saint-Jean, au Québec, avant d'être envoyé lui aussi en Angleterre suivre un cours d'état-major. C'est le major Maurice Forget qui, à titre intérimaire, fut nommé pour le remplacer.

Finalement, le bataillon partit par train le 29 juin, en route pour Halifax et une destination inconnue qui devait s'avérer l'Islande. La veille, le médecin avait examiné tout le personnel afin de découvrir si certains étaient atteints de maladies vénériennes. Sur 866 hommes, seulement deux cas furent découverts. On notait que le moral des hommes était très bon, excepté dans les cas de certains qui auraient voulu communiquer la nouvelle de leur départ à leurs parents. Les officiers semblent être ceux avec qui on eut le plus de difficultés. Il fallut même donner l'ordre de ne laisser passer aucun message, excepté pour le commandant et le capitaine-adjutant. 191[18]

Vingt-quatre heures plus tard, le régiment arrivait à Halifax et, aussitôt descendus du train, les hommes furent embarqués à bord de l'Empress of Australia. Officiellement, ils ne savaient toujours pas où on les envoyait, mais les rumeurs circulaient déjà à l'effet que l'on partait pour l'Islande.

### **Islande : début de la grande aventure**

Effectivement, le 1er juillet 1940, l'Empress of Australia appareillait à destination de Reykjavik. Pour les Fusiliers Mont-Royal, la grande aventure outre-mer commençait.

Avec le premier bataillon du Royal Regiment of Canada et les Cameron Highlanders d'Ottawa, les Fusiliers Mont-Royal faisaient partie de la Force Z, commandée par le brigadier général L. F. Page, destinée à renforcer les troupes anglaises qui occupaient le nord de l'Islande depuis le 10 mai 1940.

Depuis la défaite de la France, à la mi-juin 1940, l'Angleterre se retrouvait seule face à l'ennemi. Et bien qu'elle craignait que l'Islande puisse devenir une base d'opération pour les sous-marins et l'aviation allemands, elle souhaitait voir tous ses soldats postés en Islande retourner en Angleterre au cas où les Allemands auraient eu l'intention d'envahir les îles britanniques.

Toutefois, considérant toujours l'Islande comme une position stratégique qui, si les Allemands devaient s'en emparer, bloquerait définitivement la route transatlantique reliant l'Amérique du Nord et l'Angleterre, les Britanniques avaient demandé au Canada d'assurer la relève.

Le 8 juillet, une semaine après le départ, les hommes descendirent enfin sur le sol islandais. Nos troupes éprouvèrent énormément de difficultés avec le transport et les rations. Un camion versa d'ailleurs dans un tournant et huit Fusiliers furent blessés et hospitalisés. Il s'agissait des premiers blessés du régiment en sol étranger. Et puis, le soleil ne se couchant

---

191[18] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 90.

pratiquement jamais en Islande en été, et le soleil brillant 24 heures sur 24, les hommes étaient portés à veiller tard, ce qui les fatiguait énormément, vu leur manque de sommeil.192[19]

Pour sa part, Grenier confia qu'en débarquant, le régiment eut à surmonter des difficultés énormes. L'attitude des Islandais était franchement hostile, du fait de leur sympathie pour les Allemands. Cependant, près de cinq mois plus tard, quand le régiment quitta ce pays désolé et froid, à destination de l'Angleterre, les Islandais, à 80 %, étaient devenus pro-britanniques. Ce changement d'attitude, affirmait Grenier était dû à la belle tenue de nos troupes.193[20]

Le 11 juillet, le régiment était enfin rendu à Hveragerdi, en position de défense. Après plusieurs jours de belle température, une pluie abondante s'abattit le 15 et plusieurs hommes commencèrent à souffrir de la grippe. Le régiment, qui fournissait de la main-d'œuvre à l'aéroport de Kaldadarnes depuis quelques jours, dut interrompre les travaux. L'humidité en faisait souffrir plusieurs. Le manque de combustible était également une source d'ennui, puisqu'on ne pouvait faire sécher les vêtements. La pluie, notait-on dans le journal régimentaire, était très malsaine pour les hommes.194[21]

Explorée pour la première fois par des moines irlandais au VIIIe siècle, colonisée par les Vikings à la fin du IXe siècle, l'île formant l'Islande appartient d'abord à la Norvège, puis, à compter de 1380, au Danemark. Son histoire fut toujours fort mouvementée : constante recherche d'autonomie, famines, tremblements de terre, épidémie de varioles, luttes religieuses qui se terminèrent par le triomphe du luthéranisme. Au début de la Deuxième Guerre mondiale, elle n'était plus reliée au Danemark que par son attachement à la couronne danoise. Le 17 juin 1944, l'Islande devenait d'ailleurs complètement indépendante.

D'origine volcanique, l'île comptait en 1940 quelque 122 000 habitants. Trente ans plus tard, elle n'en comptait toujours que 200 000. Quelque 40 % de la population habitaient la capitale, Reykjavik. On ne trouve de terre arable sur l'île qu'au fond de certaines vallées. En 1940, on y cultivait surtout la pomme de terre et on y faisait de l'élevage de moutons (quelque 700 000 têtes en 1940 et 47 000 bovins). Mais la ressource principale du pays constituait surtout en la pêche et ses sous-produits. Habitations et serres de culture se chauffaient grâce à l'eau et la vapeur émanant de sources souterraines. On y parlait l'islandais, sorte de mélange de norvégien et de danois et comprise dans ces deux pays.195[22]

L'aumônier régimentaire, le capitaine Armand Sabourin, comparait l'Islande à une invention de Satan! Pas de verdure, des champs de laves, tristesse et désolation partout, pluie constante et froid continu sans neige. Impossible pour nos hommes de se lier d'amitié avec les gens du pays puisqu'ils ne parlaient ni français, ni anglais. Le poney constituait à peu près l'unique moyen de transport. Heureusement que l'armée avait multiplié presque à l'infini les voitures motorisées. Les activités artistiques y étaient fort peu nombreuses et même la capitale Reykjavik était une ville de paix et de silence.196[23]

---

192[19] Journal de guerre..., op. cit., juillet 1940.

193[20] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

194[21] Journal de guerre..., op. cit., juillet 1940.

195[22] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 96 et 97.

196[23] *Le Petit Journal*, 22 septembre 1940.

Bien sûr, la question linguistique posait problème. Les Islandais commençaient à peine à pouvoir communiquer quelque peu avec des soldats parlant anglais qu'on leur en envoyait de langue française. Craignant des incidents, et peut-être par excès de prudence sécuritaire, on interdit alors aux insulaires de parler aux soldats. Fraternisation interdite! Mais c'était mal connaître nos hommes que de leur imposer une telle contrainte dans leurs rapports avec les habitants d'un pays officiellement neutre dans la guerre. En moins de quinze jours, l'inévitable se produisit et les gars des Fusiliers Mont-Royal dansaient avec les jolies Islandaises. Quelques mots, quelques gestes et on se tirait d'affaires. Les hommes se firent assez vite à ce rythme nouveau de jours ensoleillés pendant 24 heures. Quant aux difficultés de leur mission, ils s'y pliaient avec une égale facilité. Bref, les Canadiens français se firent de solides amitiés dans ce pays. 197[24]

C'est une fois rendu à Hveragerdi, qu'on peut dire que le bataillon commença à goûter aux affres de la guerre. Aux artères rectilignes, aux pentes faciles, aux confort de Montréal, firent place un terrain malaisé, tourmenté, marécageux, de profondes vallées encaissées de rochers, de murs escarpés, coupés de précipices qu'on devait côtoyer en empruntant des chemins étroits, sinueux, aux virages dangereux, des torrents, dont des rivières rapides occupaient les fonds.

De plus, le régiment eut parfois l'impression d'être victime de discrimination par rapport aux autres unités anglophones de la Force Z, nom qu'on avait affublé au contingent canadien. C'est ainsi que dans le Journal de guerre, on peut lire, le 25 juillet, sous la signature du lieutenant-colonel Grenier, cette remarque : « Des plaintes sont reçues du brigadier (Page) au sujet de la conduite de nos hommes. Nous trouvons ces plaintes très injustes et il semble y avoir un parti-pris contre nous car nous avons toutes les fatigues (corvées), tous les travaux et s'il y a une distribution d'équipement de faveur ou de bons postes, il n'y a que nous qui semblent être oubliés. Tout ceci est peut-être de l'imagination, nous verrons plus tard ». Les choses devaient toutefois, fort heureusement, se tasser par la suite. 198[25]

Le régiment fut affecté à deux tâches prioritaires au début : établir un réseau de retranchements et aménager l'aérodrome de Kaldadarnes, point d'arrivée des renforts aéroportés. Les hommes délaissèrent alors leurs fusils, leurs grenades et leurs fusils-mitrailleurs pour ces autres armes classiques, mais plus prosaïques du fantassin : le pic et la pelle.

Ce qui ne veut pas dire que tout baignait dans l'huile. Après un mois en Islande, on s'aperçut que les chaussures des soldats ne résistaient pas au sol à la fois très rocailleux et presque constamment détrempé. Or le capitaine Arthur de Guise, quartier-maître régimentaire, avait beau multiplier les demandes, il ne recevait que des godillots d'insuffisantes consignations et pas davantage de matériel pour les réparations. Les hommes étaient mal chaussés et quelques-uns presque nu-pieds.

Détail, certes, mais qui montrait à quel point notre organisation militaire manquait d'expérience, soit qu'on n'ait su prévoir les conditions particulières du service en Islande, soit qu'on manquait de la souplesse voulue. On finit par apprendre- car tout le monde était à l'apprentissage durant ces premières années de guerre- qu'on ne plaisantait ni avec la chaussure,

---

197[24] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 98.

198[25] Journal de guerre..., op. cit., juillet 1940.

ni avec le vêtement ni avec la nourriture du fantassin sans immédiatement compromettre son efficacité en campagne.

Les conditions de vie étaient donc assez démoralisantes en Islande : travail épuisant, temps déplorable, repas monotones, intendance souvent en retard sur les événements, isolement. Et pourtant, les hommes en général tinrent fort bien le coup. On enregistra seulement deux défaillances : deux soldats qui furent rapatriés au Canada pour dépression nerveuse.

Début octobre, le bataillon aménagea à Baldursshagi, où le climat est sensé être plus doux qu'à Hveragerdi. Malheureusement, le régiment déplora deux autres pertes de vie dans ses rangs durant son dernier mois en Islande : le soldat Lucien Paiement décéda à l'hôpital de suites d'une intervention chirurgicale et le caporal O. Slevan, se noya à bord d'un camion qui plongea accidentellement dans l'eau dans le port de Reykjavik.

Mercredi le 31 octobre 1940, après quatre mois passés en Islande, le régiment quittait Reykjavik, capitale de l'Islande, à destination de l'Angleterre, remplacé en Islande par le Tyneside Scottish Regiment. Le régiment s'embarqua à bord du S.S. Antonia qui faisait partie d'un convoi qui comptait également le S.S. Laetitia et l'Empress of Australia.

Les Fusiliers Mont-Royal quittèrent l'Islande sans trop de regret. Ils y avaient manié le pic et la pelle plus que le fusil ou la mitrailleuse. Ils y avaient connu des conditions d'inconfort par moments assez rudes; ils y avaient eu surtout la désagréable impression de vivre, un peu oubliés, en marge de la guerre.

Mais l'intermède islandais se soldait par une solide marge de profits pour l'unité comme pour les individus qui la composaient. Les hommes avaient appris à se fortifier en campagne, à situer lignes et points de défense, à organiser la vie au grand air, bref à se débrouiller. Dans l'exil, forcés de vivre une étroite existence communautaire, les hommes avaient appris la tolérance, la camaraderie et la patience. Les cadres avaient dû assumer intégralement leurs responsabilités. C'était une simple formation militaire, animée d'un premier esprit de corps, d'une certaine fierté régionale, qui quittait Halifax en juillet. C'était maintenant une famille militaire, avec tout ce que cela comporte de souvenirs communs, de loyauté envers l'ensemble, de solidité dans l'épreuve et d'homogénéité qui voguait vers l'Angleterre.199[26]

Venus en Islande pour s'opposer à un éventuel débarquement allemand, les hommes des Fusiliers Mont-Royal en garderont longtemps le souvenir du froid, de la faim, du manque de logement et de matériel. Dans ses mémoires de guerre, Lucien Dumais raconta qu'à Hveragerdi, il avait plu dix sept-jours durant alors que les hommes couchaient sous la tente. Dans le camp, il n'y avait pas un seul linge sec. Les hommes se couchaient mouillés ou trempés jusqu'aux os et se levaient le matin dans le même état. Il n'y avait aucune place où faire sécher leur linge, et les hommes devaient sous cette pluie glaciale, faire douze interminables heures de garde.200[27]

---

199[26] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 99, 101, 102 et 106.

200[27] DUMAIS Lucien A., *Un Canadien français à Dieppe*, Éditions France-Empire, 1968, p. 52.

## **Après l'Islande, l'Angleterre!**

Quelques jours plus tard, le 3 novembre 1940 le régiment arrivait en vue des côtes de l'Écosse et débarquait à Gourrock avant de s'embarquer à bord des trains qui devaient le mener à Aldershot. L'entraînement militaire, rude, laborieux, et difficile, commença.<sup>201</sup>[28]

Les Fusiliers Mont-Royal réintègrent la 5e brigade d'infanterie commandée par le brigadier général P. E. Leclerc, dont l'ancien commandant du Régiment de Châteauguay, le futur brigadier général Marcel Noël, agissait comme major de brigade. Dès la mi-décembre toutefois, le bataillon fut transféré à la 6e brigade d'infanterie, qu'il formait avec le Queen's Own Cameron Highlanders of Canada de Winnipeg et le South Saskatchewan Regiment de Saskatoon.

La principale raison officielle donnée pour ce changement de brigade fut qu'étant composée de trois unités originaires de la région montréalaise, Montréal se serait trouvée affectée de façon disproportionnée par rapport au reste du pays, s'il fallait que la brigade subisse des pertes sérieuses au combat. Ce qui n'aurait pas manqué pas de provoquer de vives critiques au sein de la population.<sup>202</sup>[29]

L'arrivée des Fusiliers Mont-Royal en Angleterre donna lieu à un incident cocasse, que le régiment baptisa de Bataille de l'ours polaire. Les Fusiliers Mont-Royal, en effet, avaient obtenu le droit, en Islande, de porter un emblème distinctif : un ours polaire sur fond noir, cousu à l'épaule de leur uniforme. Dès leur arrivée en Angleterre, on intima l'ordre de remplacer l'ours par le banal rectangle bleu de la 2e division, à laquelle le régiment était rattaché. L'argument du quartier général était simple : pour des raisons de sécurité, il ne fallait pas qu'un quelconque espion à la solde des nazis puisse savoir que des troupes avaient été retirées d'Islande.

Mais les hommes des Fusiliers Mont-Royal, tout comme leurs camarades anglophones du Royal Regiment arrivés en Angleterre en même temps qu'eux, étaient fort attachés à leur ours polaire. Les membres des deux bataillons décidèrent donc de passer outre aux ordres et de porter sur l'épaule les deux écussons : l'ours polaire et l'insigne d'appartenance à leur division. Pire, plusieurs ne se gênaient pas pour parler ouvertement de leur expérience en Islande. Une mise en garde dû être publiée dans les ordres régimentaires pour rappeler aux hommes l'importance de la discrétion. L'incident se termina, comme il fallait s'y attendre, par la victoire du quartier-général sur la volonté populaire, l'armée étant obligatoirement une dictature au service de la démocratie et ne reconnaissant pas les principes de celle-ci dans son organisation interne.<sup>203</sup>[30]

Les Fusiliers Mont-Royal furent d'abord logés aux casernes Talavera, à Aldershot. Situées en plein centre d'Aldershot, on s'y trouvait à portée des cinémas, hôtels, magasins, gares, théâtres et restaurants. Bref, après l'Islande, c'était le grand luxe, mais cela ne dura pas longtemps puisqu'à la veille de Noël, le bataillon dans un premier d'une série de déménagements, s'établit aux casernes Guillemont, à Cove.

---

<sup>201</sup>[28] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 113.

<sup>202</sup>[29] Journal de guerre des Fusiliers Mont-Royal, op. cit., novembre 1940.

<sup>203</sup>[30] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 113 et 118

Ces casernes étaient neuves, presque toutes munies de chauffage central et le décor champêtre était joli. C'est là que le régiment passa l'hiver et le printemps de 1941, poursuivant son entraînement tout en demeurant disponible comme renfort en cas d'invasion allemande toujours théoriquement possible. Le séjour du régiment fut malheureusement assombri par la mort du soldat Roméo Gadouas, victime d'un accident de la route. Il s'agissait du premier décès au sein du régiment depuis son arrivée en Angleterre. Enfin, le 26 mars 1941, le régiment eut l'honneur de recevoir le roi George VI et de la reine Elizabeth qui circulèrent dans les rangs et causèrent, en français, avec plusieurs membres des Fusiliers.

Un peu plus tard, on envoya les hommes en manœuvre exécuter une attaque sur un large front contre une position défensive imaginaire située sur les downs du sud de l'Angleterre, à quelques kilomètres de la Manche. Puis, en juillet, le régiment alla s'établir en première ligne, à Lewes, à quelques kilomètres de la mer, au nord de Newhaven, secteur probable d'une invasion toujours possible. C'était la première fois que le bataillon vivait en contact direct avec la population et que les hommes logeaient chez l'habitant. Ce fut une heureuse expérience de part et d'autre et les Canadiens français se firent là beaucoup d'amis.<sup>204</sup>[31]

Puis l'entraînement reprit dans la région de Blackwater, non loin de Fairnborough avant que le bataillon revienne, fin septembre, dans la région de Lewes pour participer à l'exercice Bumper où l'on s'efforça, pendant sept jours et sept nuits de figurer de façon aussi réaliste que possible les conditions de vie en campagne. Exercice dur, à certains moments, exténuant, mais utile. Par la suite, à la toute fin de 1941, les Fusiliers Mont-Royal furent dépêchés à Newhaven, pour remplacer les Camerons of Canada à la défense de la forteresse souterraine située à l'ouest du port.

Au printemps 1942, grand chambardement : le lieutenant-colonel Paul Grenier est promu colonel et retourné au Canada pour prendre le commandement d'une brigade de réserve. Il est remplacé par un militaire de carrière au parcours inusité, Dollard Ménard. La nouvelle fut communiquée à tous les officiers le 30 mars. Le capitaine Sabourin, aumônier régimentaire, se fit le porte-parole de tous pour signifier au colonel Grenier que tous le regretteraient, mais qu'il pouvait avoir l'assurance que tous feront leur possible pour conserver et même améliorer le rendement du bataillon.<sup>205</sup>[32]

Quelles que fussent les raisons qui poussèrent les autorités militaires à opérer un changement de commandant pour le régiment, on ne dira jamais assez haut ni assez souvent la dette de reconnaissance contractée envers Grenier par le bataillon.

---

<sup>204</sup>[31] Journal de guerre..., op. cit., mars 1942.

<sup>205</sup>[32] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 119.

## Chapitre VIII : La transformation radicale opérée par Dollar Ménard

Pour le 1er Bataillon des Fusiliers Mont-Royal, le 1er avril 1942 marqua le début d'une transformation radicale. Un nouveau commandant, le lieutenant-colonel Dollard Ménard, alors le plus jeune chef de bataillon du Commonwealth, s'amena à la barre du régiment et le major René Painchaud, pour sa part, succéda au major Maurice Forget en tant que commandant adjoint, tandis qu'un autre officier senior du régiment, le major Paul Trudeau, quittait également l'Angleterre pour regagner le Canada, où, promu lieutenant-colonel, il prit d'abord le commandement des Fusiliers de Sherbrooke avant de revenir aux Fusiliers Mont-Royal en tant que commandant de son 3e Bataillon.

Dollard Ménard avait déjà une carrière impressionnante derrière lui. Après ses études à l'Académie de Québec et un diplôme de l'Université Laval, il avait été le seul Canadien français de sa promotion au Collège militaire royal de Kingston en 1936. Officier d'active dans le Royal 22e Régiment, il n'y était pas demeuré longtemps puisque dès 1938, on l'avait dépêché aux Indes pour servir successivement avec les régiments 4/11 Sikh, Probyn's Horse et South Waziristan Scouts, dans l'artillerie de montagne ainsi que dans un régiment de chars légers.

C'est ainsi qu'avant même le début de la Deuxième Guerre mondiale, Dollard Ménard avait participé à deux années de guerre d'embuscades et de coups de mains contre le Fakir d'Ipi et ses tributs rebelles, près de la frontière actuelle de l'Afghanistan. Promu capitaine au début de la Deuxième Guerre mondiale, son retour des Indes au pays, via Hong Kong et Singapour tient de la saga. On le vit même servir à bord d'un navire de la Royal Navy britannique à Hong Kong et arraisonner un navire japonais.

De retour au pays, on lui accorda une permission de deux mois au cours de laquelle il en profita pour se marier, puis il rejoignit en Angleterre l'état-major de la 2e division canadienne, avant de revenir au pays une autre fois, suivre des cours d'état-major à Kingston, De retour en Angleterre, d'abord comme major au sein du 22e, puis comme chef d'état-major de la 8e brigade et se voit enfin confier le commandement des Fusiliers à compter du 1er avril 1942. 206[1]

De l'avis de tous ceux qui ont été mêlés à l'action des Fusiliers Mont-Royal à Dieppe, c'est l'arrivée de Ménard, comme nouveau commandant, quatre mois avant le raid d'août 1942, qui devait transformer le régiment en une véritable unité de commandos.207[2]

Pour sa part, Ménard expliqua plus tard qu'à l'époque, tous les régiments étaient une espèce de clubs sociaux pour gens riches, comme les Grothé, les Forget, les Trudeau. Ces messieurs portaient l'uniforme avec le mouchoir de soie au poignet. Quand la guerre a éclaté, toutes ces personnes ont été mobilisées en moins de 24 heures. Ils n'avaient jamais vu une grenade et tiré un coup de revolver de leur vie. Ménard dit qu'il élimina alors les plus vieux et tous ceux qui ne faisaient pas son affaire. La moyenne d'âge de ses hommes tomba à 21 ans.208[3]

---

206[1] VENNAT Pierre, *Général Dollard Ménard : de Dieppe au référendum*, Éditions Art Global, 2004. Ce chapitre est largement inspiré de cet ouvrage.

207[2] VENNAT Pierre, *Dieppe n'aurait pas dû avoir lieu*, Éditions du Méridien, 1991, p. 131.

208[3] Entrevue accordée par Dollard Ménard à *Point de Mire*, octobre 1970.

Avec de telles dispositions, on comprendra que le remplacement de Grenier par Ménard, et que celui de Maurice Forget, par René Painchaud ait causé un certain émoi, fort compréhensible d'ailleurs, au sein de l'unité. On savait fort peu de choses sur le nouveau venu : qu'il n'était pas originaire de Montréal, qu'il était officier de carrière, et qu'en dépit de sa jeunesse, il possédait une impressionnante fiche de service. Comme il était naturel en pareil cas, on réserva son jugement sur l'outsider.209[4]

Un des officiers qui devait être tué quatre mois plus tard à Dieppe, après avoir été avisé qu'un nouveau commandant arriverait le lendemain, alla même jusqu'à écrire que bien des espérances étaient déçues et que toutes les petites combinardes qui s'étaient préparées derrière les coulisses ne savaient plus trop à quoi s'en tenir.210[5]

C'est qu'entrer à froid de l'extérieur dans une unité dont l'esprit de famille est aussi légendaire que celui des Fusiliers Mont-Royal n'est jamais une tâche facile. Officier ou simple soldat, il appartient au nouveau de se faire accepter. Pour le nouveau commandant, plusieurs facteurs compliquaient le processus d'adoption : sa nomination n'avait pas manqué de décevoir certaines légitimes ambitions. Dans de tels cas, on redoute toujours l'inconnu, surtout lorsque sa sécurité personnelle, celle de l'unité peuvent dépendre de son régiment, de ses réflexes; et puis, on croit déceler un blâme des autorités dans un choix fait hors des cadres de l'unité.211[6]

Un officier devait commenter ainsi l'arrivée du nouveau commandant : « C'est un jeune homme de vingt-neuf ans, de la Force permanente. Cela fait une différence avec l'autre, qui en avait cinquante et qui n'était pas très fort. C'est difficile de savoir encore quelle sorte de type c'est. Mais cela va faire du bien d'avoir du sang neuf dans le bataillon, surtout que quelqu'un qui vient d'en dehors ne sera pas embêté par les vieilles amitiés de temps de paix et les relations de famille. »212[7]

L'homme avait un splendide physique : 6 pieds deux pouces de taille (environ 1,87 mètre), de larges épaules, des muscles d'athlète, le regard franc, la mâchoire exceptionnelle. On ne tarda pas à se rendre compte que d'exceptionnelles qualités morales et intellectuelles habitaient cette enveloppe. Mais rien de cela ne figure officiellement dans le Journal de guerre de l'unité. Tout ce qu'on peut lire à ce sujet, c'est que le nouveau commandant, le lieutenant-colonel Dollard Ménard, avait été présenté aux troupes et que l'aumônier avait commenté le départ de l'ancien commandant, qui, ajoutait-on recevait la collaboration de tous les hommes et officiers. Toutefois, quelques jours plus tard, le Journal de guerre notait que le moral de chaque individu était très élevé malgré le fait que l'entraînement avait été intensifié de pratiquement 100 %.213[8]

Pour sa part, Ménard expliqua plus tard que ses hommes des Fusiliers Mont-Royal avaient tout le potentiel pour devenir un bon régiment, mais que c'était un secret de Polichinelle

---

209[4] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 123.

210[5] VENNAT Pierre, *Dieppe...*, op. cit., p. 133.

211[6] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 123.

212[7] VENNAT Pierre, *Dieppe...*, op. cit. p. 133.

213[8] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit. p. 123. et Journal de guerre, op. cit., avril 1942

à l'époque que la discipline y était un peu relâchée et que sous le commandement de Grenier, les officiers avaient tendance à jouer leur rôle quelque peu en dilettante en attendant la guerre et les choses sérieuses.

Dès son arrivée, Ménard s'activa à redresser la situation. À compter du printemps 1942, l'entraînement serait sans pitié pour tous et à point. D'ailleurs, Ménard s'entraînait avec ses hommes selon un véritable plan d'entraînement de commando qu'il avait conçu lui-même sur mesure pour le régiment, que le major John Hamilton Roberts, nouveau commandant de la 2e division lui avait demandé de transformer en « belle unité ».

C'est comme ça que les hommes s'entraînèrent sur la côte anglaise, se disant que toutes les côtes devaient se ressembler, que cela soit sur la côte française ou anglaise. Ménard voulait que chaque homme fût autonome, capable de transporter 50 livres (22,7 kg) de munitions sur son dos et de se débrouiller seul, le cas échéant. Il voulait aussi que tous ses hommes apprennent à ne compter que sur eux-mêmes, même s'il leur a fait apprendre tous les secrets de l'anatomie humaine, de façon, en cas de besoin, à pouvoir s'entraider rapidement avant l'arrivée de secours.<sup>214</sup>[9]

Il s'agissait maintenant de travailler fort, le nouveau commandant n'y allant pas par quatre chemins. Mais beaucoup de jeunes officiers trouvaient que cette méthode forte faisait du bien, car Ménard était un bon militaire et estimait que le régiment en général en avait bien besoin.<sup>215</sup>[10]

Ménard réussit en un temps record à surmonter des difficultés auxquelles son expérience l'avait heureusement préparé. Bientôt, hommes et officiers n'hésiteront pas à dire être prêts à suivre au bout du monde cet « étranger » accueilli d'abord avec une certaine méfiance. Ils le diront d'ailleurs à qui voudra les entendre.<sup>216</sup>[11]

Ménard leur promit qu'ils joueraient vraiment aux soldats, selon l'expression consacrée de l'armée canadienne. Les hommes étaient sceptiques au début, ayant entendu bien d'autres salades du genre. Mais le nouveau commandant avait déjà commencé à faire confiance à ses hommes, à les traiter comme des soldats et à exiger des résultats. C'est déjà un grand changement avec Grenier qui, aux dires de certains, prenait ses hommes pour des enfants ou plutôt des domestiques. Ce qui fera dire plus tard à Lucien Dumais dans ses mémoires de guerre que Grenier avait sous ses ordres 900 officiers, sous-officiers et soldats, qui, pour lui, n'avaient rien de mieux à faire que de le servir.

Toujours selon Dumais, à son arrivée Ménard trouvait que le bataillon ne valait pas grand-chose. Il le répéta aux hommes pendant quinze minutes, ne faisant aucune allusion aux officiers et encore moins à l'ancien colonel qui semblait n'avoir jamais existé.<sup>217</sup>[12]

---

<sup>214</sup>[9] VENNAT Pierre, *Général Dollard Ménard...*, op. cit. p. 185.

<sup>215</sup>[10] VENNAT Pierre, *Dieppe...*, op. cit., p. 134.

<sup>216</sup>[11] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 123-124.

<sup>217</sup>[12] DUMAIS Lucien, *Un Canadien français...*, op. cit., p. 79-101.

Les trois premiers jours de son arrivée au régiment, Ménard s'enferma dans sa chambre pour étudier les dossiers du régiment. Le lendemain, un dimanche, on le vit à la messe, mais il ne présida ni à la parade ni au salut régimentaire. Ce n'était pas le décorum qui l'intéressait, mais l'efficacité. Et dès le lundi, il s'attela à la tâche. Toute la journée, il interrogea les différents officiers commandants de compagnie et d'état-major dans son bureau. Le mardi matin, tout le bataillon sut qu'il n'était pas content et que tous les officiers en avaient pris pour leur rhume, collectivement et individuellement. L'après-midi, ce fut au tour des sergents-majors et sergents d'être harangués.

Ménard réussit donc, en quatre mois, à transformer l'unité. Il ne grognait pas, mais c'était tout juste. Quand il n'aimait pas quelque chose, les intéressés se le faisaient dire! Il avait l'œil partout et arrivait à l'improviste à l'endroit où on l'attendait le moins, alors qu'on se croyait certain qu'il était occupé ailleurs. Un de ses premiers objectifs fut de s'assurer que chaque homme avait son matériel et s'en occupait correctement. Gare à ceux qui ne savaient pas l'entretenir! Il fit ensuite vider les magasins du quartier-maître régimentaire, ne gardant que les réserves essentielles. Trois jours étaient alloués au bataillon pour se mettre en tenue de combat, tout le monde sachant bien qu'il n'était pas seulement question de vêtements, mais de s'équiper adéquatement en armes et en matériel et de savoir comment s'en servir.

Dès que le bataillon fut adéquatement équipé, Ménard passa à l'attaque. Les hommes, non prévenus, furent réveillés en pleine nuit par une alerte. Rien ne fonctionna comme prévu et pendant les deux jours qui suivirent, Ménard fit le tour de son bataillon. Personne n'eût de compliments. Par contre, tout le monde eut droit à la critique! Finalement, il conclut sa tournée en disant qu'il verrait si ça serait mieux la prochaine fois et que ça avait besoin de l'être! Le 11 avril, il écrivit dans le Journal de guerre régimentaire que cet exercice avait été mieux réussi que les précédents, mais qu'il y avait encore de la place pour une plus grande coopération et pour une plus grande discipline. La leçon suivante fut celle des barbelés. Le nouveau commandant voulut que ses troupes apprennent à se débrouiller au milieu des barbelés et sachent comment s'y prendre.<sup>218</sup>[13]

Après un mois de travail intense à ce rythme, Ménard avait eu le temps d'étudier le comportement de ses officiers. Il confirma donc le major René Painchaud comme son adjoint et confia à divers officiers, à titre d'essai, et à tour de rôle, le commandement des compagnies. Enfin, lorsque le capitaine paie-maître Conrad Camaraire démissionna de son poste pour solliciter un emploi de combattant au sein de l'unité, Ménard le nomma capitaine-adjutant.

Le bataillon était maintenant mieux équipé. Il suivit un entraînement intensif et sévère, particulièrement sur l'île de Wight, située au sud de la côte anglaise, où il commença à pratiquer les exercices de débarquement. Les hommes ne savaient pas exactement ce qu'ils seraient appelés à faire, mais il n'était pas difficile pour eux de comprendre que tout cet entraînement avait pour objectif de les préparer à mener un coup de main ou un débarquement et, selon toutes ses probabilités, sur les côtes françaises toutes proches.<sup>219</sup>[14]

Depuis l'arrivée du nouveau commandant, un tri systématique s'effectuait, tri qui affectait tous les éléments de la hiérarchie, depuis les officiers les plus anciens jusqu'au dernier soldat, en

---

<sup>218</sup>[13] Journal de guerre, op. cit., avril 1942.

<sup>219</sup>[14] DUMAIS Lucien, *Un Canadien français ...*, op. cit., p. 79-101.

passant par les sous-officiers. La cote d'efficacité montait de jour en jour et le moral, comme il arrive dans de tels cas, grimpa en flèche.

Ménard, d'ailleurs, prêchait par l'exemple. S'il exigeait beaucoup de ses subordonnés, il ne leur demandait rien qu'il n'était prêt à faire lui-même le cas échéant. Savoir payer de sa personne, au bon moment, valait tous les discours du monde aux yeux de ses hommes.220[15]

Tous les hommes sortirent épuisés de ces manœuvres. Mais ils avaient maintenant une bonne idée de ce à quoi ressemblait la vie au front alors qu'ils auraient à se mouvoir continuellement sans avoir la chance bien souvent de se reposer un instant. En un mot, pouvait-on lire le 26 avril dans le journal de guerre régimentaire, bien que des progrès notables avaient été enregistrés, il y avait encore place pour l'amélioration et beaucoup à apprendre.221[16]

## **L'Opération Jubilee**

Le raid de Dieppe ayant fait l'objet de récits souvent contradictoires et donnant lieu, encore aujourd'hui, à de multiples controverses, il n'est pas question de reprendre ici tout ce débat, mais simplement de le situer en rapport au rôle qu'y ont joué les Fusiliers Mont-Royal.

Ce que l'on peut dire, c'est qu'en avril 1942, au moment où l'on confia le commandement des Fusiliers Mont-Royal à Dollard Ménard, le Quartier général des opérations combinées, sous le commandement de lord Louis Mountbatten, commença à envisager un raid à Dieppe, comme prélude à un réel débarquement. L'opération visait principalement à tester les troupes, le matériel et la force de résistance des Allemands. On espérait ainsi en tirer des leçons qui serviraient pour les opérations futures. Et, malgré tout ce qui s'est dit par la suite sur ce qui devait s'avérer la page la plus sanglante de l'histoire militaire canadienne, les autorités militaires ont toujours affirmé que le raid de Dieppe avait servi à préparer le débarquement de Sicile et d'Italie de 1943 ou le grand débarquement de Normandie du 6 juin 1944.222[17]

Il ne reste guère de documents relatifs au projet initial des Britanniques pouvant indiquer pourquoi on a choisi cet endroit plutôt qu'un autre pour tenter un débarquement. Bien que le raid sur Dieppe soit, en général, bien documenté, les renseignements sur son origine et ses objectifs, qui revêtent une importance particulière, sont loin d'être complets. À cet égard, l'historien doit s'en remettre, dans une large mesure, aux souvenirs et aux témoignages oraux des personnes renseignées. Le secret à ce sujet était d'une importance telle qu'il empêcha l'établissement de dossiers complets.223[18]

Il semble que Dieppe l'ait emporté sur d'autres emplacements encore plus désavantagés parce qu'il s'agissait d'une station balnéaire dotée d'un bon port, située à un peu plus d'une centaine de kilomètres du Sussex et se trouvant facilement à portée des avions de chasse du

---

220[15] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 123-132.

221[16] Journal de guerre, op. cit., avril 1942.

222[17] VENNAT Pierre, *Dieppe ...*, op. cit., p.197-200.

223[18] STACEY, C. P., *Six années de guerre. Histoire officielle de l'armée canadienne dans la Seconde Guerre mondiale*, Vol. I : *L'armée au Canada, en Grande-Bretagne et dans le Pacifique*, Ministère de la Défense nationale et Imprimeur de la Reine, 1966, p. 333.

temps. Malheureusement, la topographie de Dieppe contraignait, dans une large mesure, tout plan d'attaque. En avril 1942, la responsabilité militaire des préparatifs de l'opération fut confiée au lieutenant général (et futur maréchal) Bernard Laird Montgomery, qui commandait alors la région du sud-est de la Grande-Bretagne.

Pendant ce temps, les Fusiliers continuaient d'entraîner sur l'île de Wight, au sud-ouest de l'Angleterre. Grâce à cet entraînement de commandos, tous les hommes apprirent à devenir spécialistes en armement. Ils devinrent même capables de se servir des canons ennemis, s'ils réussissaient à s'en emparer, ou même de manœuvrer des chars d'assaut. À la veille du raid de Dieppe, ils étaient tous capables, tout en transportant 22,7 kg de matériel sur le dos, de parcourir plus de 15 km à pied en deux heures et d'avoir à la portée de la main plusieurs tonnes de munitions.<sup>224[19]</sup>

Il arriva d'ailleurs un moment où les hommes furent si fatigués que Ménard, sur recommandation expresse du major Gariépy, officier médical, qui pourtant n'avait pas la réputation d'avoir le cœur tendre, dû les mettre au repos pendant vingt-quatre heures pour éviter qu'ils ne succombent à un épuisement total.<sup>225[20]</sup>

Les officiers canadiens furent tenus à l'écart de l'avant-projet d'un grand raid de commandos tant et aussi longtemps que le Quartier général des opérations combinées ne l'eût complètement figolé. En fait, ce n'est que le 30 avril 1942 que le général Montgomery, lors d'une visite au QG du lieutenant général Andrew McNaughton, commandant suprême des troupes canadiennes, lui fit part du plan.

Bien que le Quartier général des opérations combinées ait insisté pour faire accepter un détachement mixte britannique et canadien, Montgomery avait cependant soutenu qu'il était essentiel de maintenir l'unité de commandement. À son avis, les troupes canadiennes, à l'entraînement en Grande-Bretagne depuis plusieurs mois et rongé par leur frein d'ennui, étaient les mieux préparées pour mener à bien cette opération. Il en avait discuté avec le général Henry G. D. Crerar, qui commandait le 1er Corps d'armée canadien en Angleterre et qui avait proposé de confier l'opération à la 2e division canadienne, commandée par le major général John Hamilton Roberts. Supérieur de Crerar, le général McNaughton accepta ces mesures, à condition que les plans reçoivent son approbation. Dès lors, les officiers canadiens participèrent à l'élaboration des détails de l'opération.

Toutefois, McNaughton ne disposait pas de l'autorité nécessaire pour engager une division au complet dans un tel raid. Il câbla donc immédiatement à Ottawa, expliquant, sans en définir les contours, qu'il s'agissait d'une opération de grande envergure et demandant au gouvernement canadien d'augmenter ses pouvoirs en conséquence. Le premier ministre canadien Mackenzie King donna son accord, à la condition que McNaughton s'assure que l'opération en vaille la peine et offre des chances raisonnables de succès. Mais, pour des raisons de sécurité, le gouvernement canadien n'a jamais demandé ni su à l'avance la date et l'endroit où devait avoir lieu le raid.

---

<sup>224[19]</sup> VENNAT Pierre, *Général Dollard Ménard...*, op. cit., p. 93.

<sup>225[20]</sup> DUMAIS Lucien, *Un Canadien français...*, op. cit., p. 115.

Quant à Dollard Ménard, il ne l'apprit, comme tous les autres commandants d'unité, que quelques jours avant le 8 juillet 1942, date initiale prévue pour le raid. Mais il ne put en parler à personne, sauf à son adjoint, le major René Painchaud qui, dans la vie civile, avant la guerre, avait pratiqué le droit à Québec. C'est donc sur McNaughton que retomba la responsabilité d'avoir permis le raid et de lui avoir trouvé assez de chances de succès pour y engager la 2e division.

McNaughton, s'il l'avait voulu, aurait pu rejeter l'avant-projet et refuser de reprendre l'opération après la tentative manquée du début de juillet.226[21]

À sa décharge, cependant, la simple lecture de la correspondance envoyée par les militaires canadiens à leur famille à l'époque suffit pour comprendre que ceux-ci, croupissant depuis des mois en Angleterre, auraient été insultés si on ne les avait pas employés pour une opération d'envergure. Cantonnés depuis plus d'un an en Angleterre, certains près de deux, les soldats canadiens en avaient assez de cette vie de garnison et voulaient contribuer de façon active à toute opération de commandos susceptible, dans leur esprit, de hâter la fin du conflit.227[22]

Les 11 et 12 juin 1942, à Bridgeport, en Angleterre, sur une côte ressemblant à celle de Dieppe, les troupes tinrent un premier exercice préparatoire au grand raid. Cet exercice donna des résultats très insatisfaisants au point que le haut commandement des opérations combinées décida de reporter l'opération en juillet et de reprendre l'entraînement. C'est que certaines unités avaient débarqué à des kilomètres de leur objectif et que les chars étaient arrivés sur les lieux avec une heure de retard. Un deuxième exercice d'envergure, au même endroit, à la fin de juin, donna des résultats plus satisfaisants et le haut commandement décida que le raid aurait lieu le 4 juillet ou dans les jours suivants.

Les Fusiliers Mont-Royal quittèrent le camp à 16 heures le 22 juillet, via Ryde, Portsmouth, et s'embarquèrent sur le Royal Eagle, sauf les compagnies du capitaine André Morin et du major Guy Gauvreau qui s'embarquèrent sur des péniches porte-chars (L.C.T. : Landing Craft Tank). On révéla alors aux troupes que leur destination était Dieppe, de l'autre côté de la Manche. Les hommes réagirent avec enthousiasme. C'en était donc fini de la fastidieuse attente qui durait depuis près de deux ans et des jeux de guerre. Cette fois-ci, on se lançait dans l'action pour vrai. On fournit alors aux hommes une série imposante de photos aériennes et des renseignements complémentaires sur les défenses ennemies, les rations d'urgence, etc.

Le 3 juillet, le mauvais temps força le report du raid de 24 heures. Le 4, le temps empira. Le 5 s'annonça aussi mauvais et les spécialistes de la météo ne prévoyaient pas d'amélioration avant trois ou quatre jours encore. Or, après le 8 juillet, les marées n'étaient plus favorables aux embarcations qui se dirigeaient vers la plage de Dieppe. Et pour comble, les services de renseignement britanniques apprirent l'arrivée à Amiens, à moins de 100 km de Dieppe, de la 10e division Panzer, une unité d'élite allemande récemment rentrée de Russie où elle avait combattu sans répit depuis un an. On annula donc l'opération, au grand regret des militaires canadiens.

---

226[21] VENNAT Pierre, *Général Dollard Ménard...*, op. cit., p. 94.

227[22] VENNAT Pierre, *Dieppe...*, op. cit., p. 77-109.

Malheureusement, la concentration d'embarcations au même endroit avait attiré l'attention de l'ennemi et, le 7 juillet au matin, l'aviation allemande attaqua les navires en rade. Deux péniches de débarquement furent atteintes mais heureusement, les bombes traversèrent les embarcations sans éclater et seuls quatre hommes furent blessés. Le même soir, Ménard annonça officiellement à ses hommes que l'opération n'aurait pas lieu. Les officiers récupérèrent photos et cartes et recommandèrent le secret.

Mais il s'agissait d'une recommandation pour la forme, car on l'imagine mal respectée par 6 000 hommes. Ceux-ci, de toute façon, étaient furieux de voir l'opération remise. Les navires revinrent à l'île de Wight et les hommes débarquèrent dans la matinée du 8 juillet.228[23]

Le major général Roberts rendit visite aux Fusiliers Mont-Royal pour leur exprimer ses regrets que l'opération n'ait pas lieu et leur promit un prompt retour dans le camp habituel. Après cette opération avortée, les hommes eurent droit à quinze jours de repos à Londres. Malgré la consigne du secret, plusieurs des participants du raid affirmèrent que les fuites furent nombreuses et que le secret était parvenu facilement aux oreilles des espions.229[24]

Comme plusieurs milliers de soldats savaient maintenant qu'on avait eu l'intention d'attaquer Dieppe et qu'après leur descente du navire il ne serait plus possible de maintenir le secret absolu, Montgomery recommanda aux autorités d'oublier l'opération à tout jamais.230[25]

En réalité, on n'abandonna l'idée que durant une semaine. Toutefois, il existe relativement peu de preuves documentaires quant aux circonstances et aux raisons qui ont motivé la reprise du projet d'incursion, vers le 14 juillet. C'est qu'indépendamment de la déception que les Canadiens avaient éprouvée lors de l'annulation de l'opération, d'autres éléments militaient en faveur d'une grande opération dans l'Ouest à ce moment-là. Même si on n'a découvert aucune preuve que la situation prévalant en Russie, où les troupes soviétiques avaient fort à faire avec les Allemands, ait réellement été un facteur décisif dans la reprise du projet de Dieppe, la nouvelle qu'un grand raid de commandos avait lieu sur la côte française n'était pas pour déplaire à Churchill qui s'était vu dans l'obligation d'annoncer à Staline qu'il n'y aurait pas de second front pour le moment.

Depuis ce temps, la controverse demeure : le résultat aurait-il été différent si le raid avait eu lieu, tel que prévu, le 8 juillet? En un mot, les pertes auraient-elles été moindres et le raid aurait-il pu avoir plus de succès si le secret avait été le mieux gardé? Plusieurs des survivants du raid du mois d'août 1942 firent savoir qu'ils en étaient convaincus.231[26]

Pour sa part, Dollard Ménard considérait que la décision d'effectuer le raid malgré que le secret ait été éventé se justifiait compte tenu de la mentalité allemande. En effet, selon lui, les Allemands, fins stratèges, auraient annulé l'opération, considérant que trop de gens étaient au parfum. Par conséquent, il est probable qu'ils avaient dû se persuader que le raid n'aurait pas

---

228[23] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p.123-132.

229[24] VENNAT Pierre, *Général Dollard Ménard...*, op. cit., p. 97.

230[25] STACEY C. P., *Six années de guerre...*, op. cit., p. 353.

231[26] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 123-132.

lieu, du moins pas si tôt après une première tentative avortée et encore moins avec les mêmes hommes. En conséquence, prétendit Ménard, il était défendable d'aller de l'avant puisque, en vertu de leur mentalité, les Allemands ne croyaient plus que le raid aurait lieu.<sup>232</sup>[27]

Une fois les hommes revenus de permission, Ménard annonça une réorganisation ayant pour but d'intégrer au bataillon les soldats qui n'avaient pas participé aux manœuvres de l'île de Wight. Dans ce but, le régiment alla s'installer au nord de la ville de Lewes. C'est ainsi que les Fusiliers Mont-Royal reprirent l'entraînement et participèrent, les 30 et 31 juillet, avec les autres unités de leur brigade, à un exercice Grad, sorte de démonstration de la puissance de feu d'une brigade d'infanterie à l'attaque. Puis, le 1er août, les Fusiliers Mont-Royal quittèrent Lewes pour Newpound Common, le pire emplacement qu'ait connu depuis l'Islande.<sup>233</sup>[28]

Par ailleurs, pensant aux lendemains d'un raid qui pourrait décimer les rangs de l'unité, les autorités canadiennes décidèrent d'envoyer le 1er août le major Guy Gauvreau suivre un cours d'état-major au Canada.

Pendant que ses troupes étaient bien loin de se douter de l'imminence d'une reprise d'un projet qu'ils croyaient enterré à jamais, Ménard donna deux fois une conférence sur un thème plutôt désolant : Phases d'une retraite devant l'ennemi et couverture d'un repli, la première fois devant les officiers de la 2e division canadienne et la seconde devant ceux de la 1re.

Le 14 août les hommes commencèrent à se douter que quelque chose se préparait à nouveau, alors qu'on rappela tous ceux qui suivaient des cours à droite ou à gauche, le major Bob Hainault en tête. Puis, le 17, Ménard annonça pour le lendemain un exercice de tactique de division. Tous les hommes de l'unité, sauf ceux jugés inaptes au combat, quittèrent alors le camp. Le temps étant idéal, les hommes comprirent vite qu'il ne s'agissait pas d'un exercice et que, cette fois, le raid aurait lieu. On consacra la journée à préparer le matériel et les munitions. Et c'est ainsi que le lendemain, chargés comme des mulets, les hommes furent embarqués dans des camions et conduits à l'école navale de Lansing, près de Newhaven.

Dollard Ménard réunit alors ses hommes et leur dit : « Les gars, ça y est, on débarque à Dieppe, l'autre bord, demain. » Sa déclaration fut accueillie par de véritables cris de joie, les soldats se sentant prêts au combat et désirant tous y aller. Excédés par l'interminable attente, les interminables remises, surentraînés à fond, les hommes ont hâte de faire payer leurs épreuves à l'ennemi.<sup>234</sup>[29]

Une fois que Ménard eut terminé sa déclaration, un copieux repas fut servi à ses hommes, sur les terrains de l'école navale, par les dames auxiliaires de la marine. Sitôt le repas terminé, on rassembla tout le monde dans la cour. L'aumônier du régiment donna ensuite l'absolution générale et la communion.

---

<sup>232</sup>[27] VENNAT Pierre, *Général Dollard Ménard...*, op. cit., p. 98.

<sup>233</sup>[28] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 123-132.

<sup>234</sup>[29] VENNAT Pierre, *Général Dollard Ménard...*, op. cit., p. 99, et CENT ANS..., op. cit., p. 123-132.

La veille, Ménard était allé rencontrer un chanoine catholique britannique et, après lui avoir fait jurer le secret, avait obtenu qu'il lui remette des hosties consacrées. C'est ainsi qu'il put faire communier tous ses hommes avant qu'ils ne montent à bord, la quasi-totalité des membres des F.M.R. étant, comme la plupart des Québécois de l'époque, catholiques pratiquants. Seul le major Painchaud, savait que Ménard transportait un paquet d'hosties dans sa gamelle. Même l'aumônier régimentaire, le capitaine Armand Sabourin, n'avait pas été mis au parfum, n'étant pas autorisé à savoir avant les autres le moment du déclenchement de l'opération.

Une fois la cérémonie religieuse terminée, Dollard Ménard harangua ses hommes, leur donna les instructions de dernière heure et les invita à puiser dans les munitions et le matériel supplémentaire qu'on avait entassé à proximité. On y trouvait des mitraillettes, des cartouches, des grenades, des câbles et même des vélos, des brancards roulants et des charrettes à pneumatiques pour le transport du matériel lourd. Jusque-là, ce matériel avait été distribué avec parcimonie mais, à la veille d'une importante opération de commandos, les hommes purent s'approvisionner en abondance.

Embarqués dans des camions, les hommes des Fusiliers Mont-Royal furent amenés à Shorearm, en banlieue de Newhaven sur la côte sud de l'Angleterre d'où ils s'embarquèrent pour, dans le cas de plusieurs, ne jamais revenir.<sup>235[30]</sup>

---

<sup>235[30]</sup> DUMAIS Lucien, *Un Canadien français ...*, p. 103-122.

## Chapitre IX : La journée sanglante du 19 août 1942

Le 19 août 1942 s'écrivait, en lettres rouges comme la page la plus sanglante et la plus controversée de l'histoire de l'armée canadienne. Des 4 963 militaires canadiens, de tous grades, qui s'étaient embarqués moins de 24 heures plus tôt des plages anglaises, de l'autre côté de la Manche, pour participer à ce qui ne devait être qu'une simple opération de commandos, prélude au grand débarquement qui eut lieu deux ans plus tard, seulement 2 211 revinrent en Angleterre. De ce nombre, 607 étaient blessés et 28, d'ailleurs, ont succombé suite à leurs blessures.<sup>236</sup>[1]

Officiellement, la mission se résumait à détruire des batteries d'artillerie, les principales installations militaires : nids de mitrailleuses, réduits bétonnés, TSF, postes de radar, postes de signaux, etc., et aussi l'aérodrome local de la Luftwaffe et, ce faisant, liquider ou capturer le plus grand nombre possible de membres de la garnison. Il n'était donc pas question de tenir le périmètre conquis mais bien de l'évacuer une fois la mission accomplie avant l'arrivée des puissantes réserves de troupes allemandes que l'on savait à portée d'intervention.<sup>237</sup>[2]

Sur papier, le plan prévoyait que les 237 navires de guerre, transports et péniches d'infanterie (LCI) ou de tanks (LCT), devaient se présenter au large de Dieppe un peu avant le lever du jour. Aucun bombardement ne devait précéder la mise à la mer et le déplacement vers la côte des péniches de la première vague d'invasion. On comptait sur l'effet de surprise, sur l'obscurité et sur un écran de fumée pour protéger leur arrivée. En vertu de ce plan, on s'attendait à ce qu'à 4 heures 40, le commando 3 des Royal Marines (britanniques) attaque la plage jaune, devant Berneval. À la même heure, le commando 4 des Royal Marines devait attaquer, quant à lui, la plage orange, devant Varangeville. Puis, vers 5 heures 15, la Royal Air Force devait intervenir en rase-mottes.

Le plan prévoyait que plusieurs attaques simultanées seraient déclenchées cinq minutes plus tard. Le Royal Regiment of Canada s'était vu confier la mission d'attaquer la plage bleue devant Puys. Pour sa part, l'Essex Scottish Regiment devait attaquer la plage rouge, devant Dieppe même. Au Royal Hamilton Light Infantry Regiment, on avait confié la tâche d'attaquer la plage blanche, également devant Dieppe. Ces deux dernières attaques devaient être appuyées par le Calgary Tank Regiment et ses chars armés. Enfin, le South Saskatchewan Regiment, aidé du Cameron Highlanders of Canada, devait attaquer la plage verte devant Pourville.

Pour leur part, les 584 hommes des Fusiliers Mont-Royal embarqués sur les embarcations légères d'assaut à bord desquelles ils avaient traversé la Manche, constituaient la réserve de l'expédition en compagnie du commando A des Royal Marines, avec mission principale soit d'aider à l'attaque et à l'évacuation des blessés et des prisonniers, soit de protéger la retraite des autres unités en cas d'insuccès.

Même s'il n'est pas dans notre intention de raconter en détail tout le raid de Dieppe, sur lequel on continue encore de beaucoup écrire, il est évident qu'une certaine rétrospective s'impose pour comprendre ce qu'ont vécu les Fusiliers Mont-Royal en cette tragique journée du 19 août 1942.

---

<sup>236</sup>[1] VENNAT Pierre, *Dieppe...*, op. cit., p. 20.

<sup>237</sup>[2] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 133-148.

Un peu avant l'arrivée du convoi allié devant Dieppe, l'aile gauche rencontra un petit convoi allemand. Une canonnade furieuse éclata, il y eut des pertes de part et d'autre et, bien sûr, c'en était fait du secret de l'opération. L'affrontement sur mer eut pour effet de disperser les embarcations emportant le commando 3 des Royal Marines. Une partie seulement de ce commando arriva à terre, attaqua la batterie de Berneval et réussit à la neutraliser, faute de pouvoir la détruire, pendant plus de deux heures avant de rembarquer.

Quel effet cette malheureuse rencontre eut-elle sur le reste de l'expédition? On supposa un peu partout, après le raid, que l'affaire eut pour résultat de détruire complètement l'effet de surprise et de compromettre ainsi toute l'opération.<sup>238</sup>[3]

Toutefois, une analyse approfondie des documents allemands et leur confrontation avec les renseignements recueillis par les historiens militaires canadiens ne sanctionnent pas tout à fait cette thèse. La conclusion semble s'imposer que la rencontre du convoi n'eut pas pour effet de détruire l'élément de surprise mais elle a diminué grandement les chances de succès des Canadiens dans le secteur est au large duquel la bataille se déroula. C'est dans cette mesure qu'elle a influé sur l'ensemble de l'opération. Bien que la rencontre du convoi risquât fort de réduire à néant l'effet de surprise, des raisons aussi bonnes que péremptoires s'opposaient à ce qu'on renonce sur-le-champ à l'opération qui se déroula donc tel que prévu.<sup>239</sup>[4]

Malgré tout, à Varangeville, l'opération du commando 4 des Royal Marines, sous les ordres de Lord Lovat, remporta un succès complet. Le commando réussit à détruire totalement les six pièces d'artillerie de 150 mm qui s'y trouvaient et à anéantir la garnison.<sup>240</sup>[5]

Cependant, devant Puys, le Royal Regiment of Canada fut presque entièrement décimé. En quelques instants, huit de ses officiers et 199 de ses hommes furent tués. Les autres, dont plusieurs blessés, furent faits prisonniers à l'exception de deux officiers et de 63 hommes qui réussirent à s'échapper en empruntant des péniches.

À Pourville, les opérations connurent un meilleur sort. Les troupes du South Saskatchewan Regiment et des Cameron Highlanders of Canada réussirent à débarquer sans trop de mal et à pénétrer dans le bourg en plusieurs groupes. Le premier poste allemand rencontré fut également conquis, mais on ne réussit pas à prendre la batterie Goering, pourtant le principal objectif de cette attaque. Malgré les exploits du lieutenant-colonel Merritt, qui fut décoré de la Croix de Victoria, les Canadiens durent se rendre à l'évidence : ils ne pouvaient aller plus loin : à 8 heures 45, Merritt donna l'ordre de la retraite.

En face de Dieppe, sur les plages blanche et rouge où devaient débarquer les hommes du Royal Hamilton Light Infantry Regiment et de l'Essex Scottish Regiment, tout se déroula très mal. Des erreurs de navigation déportèrent les deux régiments des deux côtés de l'estuaire de l'Arques et non à l'ouest de celui-ci, où ils devaient débarquer. Les chars du Calgary Tank Regiment se butèrent à des barrages bétonnés, d'autres eurent leurs chaînes prises dans les galets, et très peu d'entre eux parvinrent à traverser la digue qui bordait la plage. Presque tous les chars furent atteints par l'artillerie allemande. Heureusement, leur blindage résista et ils purent

---

<sup>238</sup>[3] VENNAT Pierre, *Général Dollard Ménard...*, op. cit., p. 104.

<sup>239</sup>[4] STACEY C. P., *Six années de guerre...*, op. cit., p. 372-373.

<sup>240</sup>[5] CHÉRON Philippe, CHION Thierry et RICHARD Olivier, *Dieppe, Opération Jubilee, 19 août 1942, 4 :50 AM : le sacrifice des Canadiens*, Petit à Petit, 1992., p. 115.

continuer le tir et riposter à l'ennemi, tout en servant d'îlots défensifs aux soldats de divers régiments, pris à partie sans défense sur la plage et qui se réfugiaient derrière leur masse. Tous les équipages des chars furent faits prisonniers, mais les pertes subies par ce régiment furent légères, grâce à la solidité de leurs tanks.

C'est dans ce contexte de désastre que les 584 hommes des Fusiliers Mont-Royal qui s'étaient embarqués la veille à New Haven à destination de Dieppe furent envoyés dans la mêlée. Les hommes des F.M.R. étaient montés dans des embarcations R-Craft, construites en contreplaqué et peintes en blanc, longues de huit mètres environ et larges de deux, demi-pontées recouvertes d'une bâche et munies d'un pare-brise vitré.<sup>241</sup>[6]

Ces R-Crafts étaient actionnés par deux moteurs Ford très puissants, reliés à deux hélices, ce qui leur permettait une grande facilité de manœuvre. L'équipage de chaque embarcation se composait généralement d'un officier et de deux matelots et on y entassait une vingtaine d'hommes avec leur équipement. Chaque embarcation était placée sous le commandement d'un responsable, officier ou sous-officier.

Ces bateaux étaient rapides et avaient l'avantage d'être très silencieux lorsque leurs moteurs fonctionnaient au ralenti. Ils étaient conçus spécialement pour amener les hommes jusqu'à terre et réunissaient les qualités de légèreté et de puissance. Mais, malheureusement, ils étaient très vulnérables, ne comportaient aucun blindage et n'offraient donc que peu de sécurité à ceux qui étaient à bord. Quant au matériel, il était réparti sur plusieurs embarcations pour éviter une perte totale en cas d'avarie d'un ou quelques bateaux.

Les hommes étaient dans un excellent état d'esprit. Ils portaient des gilets de sauvetage, disposaient d'armes supplémentaires encore enduites de leur graisse protectrice et avaient tous hâte de vivre cette grande aventure à laquelle on les avait préparés depuis si longtemps.

Cela dit, les soldats canadiens à Dieppe connaissaient peu de choses de l'opération. La dernière phase du débarquement se fit dans des péniches bondées dans lesquelles se mêlait l'odeur de la vomissure de la cordite et du carburant diesel. À l'exception du commandant et de l'homme de barre, les soldats ne pouvaient qu'entendre ce qui se passait <sup>242</sup>[7]

Quoiqu'il en soit, à 6 heures du matin, les hommes de Ménard, se trouvaient encore au large, tournant en rond, attendant les ordres du général Roberts qui se trouvait à bord du destroyer Calpe avec le commandant naval de l'opération, le capitaine de marine Hughes-Hallett et le principal officier de liaison aérienne, le commodore de l'air Cole.

À l'abri sous la bâche, les hommes des F.M.R. commencèrent à fumer et à parler à voix basse, car il ne fallait pas que le moindre bruit puisse être perçu par l'ennemi, toujours aux aguets et qui pouvait donner l'alarme d'un moment à l'autre. Ainsi que tous les Canadiens participant au raid, ils savaient que leur destination était Dieppe. Tous étaient prêts pour la grande tâche qu'on leur avait confiée et, de temps à autre, on échangeait des blagues et l'on confiait des histoires- des histoires militaires- pour se détendre un peu. Des officiers et des sous-officiers, de temps à

---

<sup>241</sup>[6] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit. p. 133-148.

<sup>242</sup>[7] McCULLOCH Ian (Lieutenant-colonel), *Dieppe 1942 : l'étude d'un débarquement controversé. Journal de l'infanterie*, Printemps 1993, p. 8-17.

autre, s'éclairaient de lampes électriques de poche miniatures leur permettant de consulter leurs cartes d'état-major tout en ne projetant aucun reflet lumineux au dehors.

Les Fusiliers Mont-Royal étaient en quelque sorte aux premières loges pour suivre le premier assaut sur la ville de Dieppe. Faisant fonction de réserve ne devant être lancée à l'attaque que plus tard, les F.M.R. virent la Royal Air Force bombarder la ville avant l'aube, lançant des explosifs puissants sur les fortifications érigées aux abords ainsi que sur certaines parties de la ville même, occupée par les Allemands.

Ils virent aussi la D.C.A. allemande riposter et tout le ciel au-dessus de la côte française s'illuminer d'obus éclatant ici et là. De temps à autre, le faisceau lumineux d'un phare perçait la nuit mais seulement à de rares intervalles. Grâce aux reflets argentés du camouflage, les embarcations étaient ainsi illuminées sans que les canonnières allemands puissent réussir à toucher leur but. L'Essex Scottish et le régiment de Hamilton débarquèrent avant les Fusiliers Mont-Royal. Des combats furieux eurent alors lieu sur la plage.<sup>243</sup>[8]

À bord du Calpe, le major général Roberts avait dès le début été placé dans une position des moins enviables pour un commandant d'opération. Tenaillé par le doute, l'inquiétude, l'impossibilité de voir clair dans les transmissions incomplètes qui lui arrivaient de partout, il accorda foi à un rapport, qui s'avéra par la suite erroné, selon lequel l'Essex Scottish avait traversé la plage de Dieppe et « occupé les maisons ».

Ce renseignement semble avoir été tiré d'un message envoyé par l'Essex Scottish au Royal Hamilton Light Infantry et qui décrivait l'avance du sergent-major de compagnie Pat Sappleton et d'un petit détachement de douze hommes qui avait réussi, effectivement, à gagner les premières maisons de Dieppe. Grossi exagérément, ce message fit croire à Roberts que l'Essex Scottish au complet avait traversé la plage et gagné les rues de Dieppe.<sup>244</sup>[9]

Roberts était bel et bien, à ce moment-là, tenaillé par le doute et l'inquiétude : le commandant McClintock, qui commandait la flottille de débarquement était pessimiste. Il avait perdu plusieurs péniches et les avions ennemis dispersaient fréquemment celles qui tournaient en rond au large. Il flairait la pagaille. Il se rendait surtout compte que les officiers et les équipages des péniches manquaient d'expérience pour une entreprise de cette nature. Vers 6 heures, Roberts décida quand même de débarquer les F.M.R. à tout hasard, soit qu'ils puissent apporter un élément de décision, soit plus probablement, qu'ils protègent le réembarquement de leurs camarades.

Dis minutes plus tard, il donna l'ordre à Ménard de descendre sur la plage rouge, mais il modifia un peu le plan initial; lui accordant une certaine liberté de décision une fois sur place. À bord de sa vedette, Ménard rassembla ses embarcations et, tandis qu'elles tournaient en cercle à quelques kilomètres de la côte, il prit un magnétophone et donna ses ordres.

---

<sup>243</sup>[8] Récit de Russ Munro de la *Presse Canadienne* dans *La Presse* du 5 septembre 1942.

<sup>244</sup>[9] STACEY C. P., *Six années de guerre...*, op. cit., p. 133-148.

À 7 heures, les embarcations des F.M.R., formées en longue ligne parallèle au rivage, s'enfoncèrent dans la banque d'opaque fumée qui traînait sur l'eau grise.245[10]

Au fond des péniches, les hommes étaient accroupis, face à l'avant, leurs armes à la main, ajustant machinalement la boucle de leur sac, la mentonnière de leur casque. Un homme toussait, un autre cédait au mal de mer qui le tenaillait depuis des heures. Un gars plaisantait à voix basse pour se donner une contenance, Un sergent rassurait un petit gars d'un clin d'œil et un jeune lieutenant jetait des conseils pour tromper sa propre angoisse.

Et puis, ils entraient dans cette fumée au goût métallique que déchiraient, invisibles, les trajectoires des balles perdues, des obus qui allaient chercher les vaisseaux derrière. À bord des péniches, c'était le grand recueillement au seuil de cette double réalité : le premier combat. On n'entendait plus soudain que le sourd ronron des moteurs, le bruissement de l'eau refoulée par la vilaine proue carrée et surtout le battement de son propre cœur.246[11]

Dans leur compte rendu du coup de main de Dieppe, les Allemands ont décrit les Canadiens comme des moutons lancés sans préparation dans la bataille, presque avec la baïonnette dans le dos. Cette thèse a été reprise par certains auteurs alliés, canadiens ou non. Mais cette version allemande est fautive. Les troupes canadiennes, y compris bien sûr le régiment des Fusiliers Mont-Royal, étaient préparées depuis longtemps en vue de ce raid. Les hommes ne se lançaient pas dans l'opération à l'aveuglette. Ils étaient fermement décidés à réussir ce coup de main, à faire subir à l'ennemi le plus de pertes possible et à rapporter le maximum de renseignements pouvant servir à la conduite future de la guerre.

Lucien Dumais raconta plus tard, qu'en chaque homme sommeillait le désir de vaincre, celui de faire payer aux Allemands tout ce qu'ils avaient enduré depuis des mois pour être à même de venir ce jour-là les provoquer sur ce sol de France où ils régnaient en maîtres. Les longues marches, les heures passées à tirer du fusil, couchés dans la boue et sous la pluie froide avec pour toute couverture ce qu'ils pouvaient trouver de branchages, les journées sans manger, les baignades dans l'eau glacée... Toutes ces brimades devaient être payées et constituaient un élément de plus à la haine des hommes envers l'ennemi. Tous étaient prêts à faire le sacrifice de leur vie à la cause commune et à se battre jusqu'au bout.247[12]

---

245[10]La flottille se dirigea plage dans l'ordre suivant : À gauche se trouvait la compagnie B, commandée par le capitaine Guy Vandelac, secondé par le Capitaine Roland Gravel, assisté du capitaine Erskine Eaton et des lieutenants Pierre Trudel et Marc Ranger. Au centre, l'état-major du bataillon : le lieutenant-colonel Dollard Ménard et son adjoint, le major René Painchaud; le capitaine-adjutant et, si besoin, troisième en commandement, Conrad Camaraine; l'officier de liaison, le capitaine Rolland La Rue; le médecin du bataillon, le capitaine Charles Alleyn; ainsi que l'aumônier, le capitaine Armand Sabourin. Également au centre, la compagnie d'état-major, commandée par le major Paul Seney; le commandant du peloton de mortiers, le lieutenant Pierre Loranger; celui du peloton des pionniers, le lieutenant Jean Duclos; le quartier-maître, le capitaine Ray Dillon, et les lieutenants J. R. Pérusse et John Roy. On y retrouvait également la compagnie C, commandée par le capitaine Robert Hainault, secondé par le capitaine Maurice Allard et les lieutenants Jean-Jacques Lévesque et Albert Bissonnette, commandants de peloton. Enfin, suivait la compagnie D, commandée par le capitaine Jacques Préfontaine, assisté des lieutenants André Vennat, Antoine Masson et Maurice Lafontaine, commandants de peloton.

246[11] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 133-148.

247[12] DUMAIS Lucien, *Un Canadien français à Dieppe...*, op. cit. p. 103-122.

Tentant de définir l'essence de la bravoure de ses hommes, Ménard avait défini quatre états d'âme d'un soldat au combat : le premier était ce qu'on appellerait l'optimisme, l'égoïsme ou la témérité pure et simple; le deuxième, était la discipline, résultat de l'entraînement; le troisième, c'était la colère aveugle, la vengeance. Quant au quatrième, Ménard le définissait comme un sentiment profond de ce que peut être l'enfer.248[13]

Après un certain temps passé sur les plages, Ménard et ses hommes savaient qu'un bon nombre d'entre eux seraient tués ou blessés. Mais Ménard admit qu'il ne pensait pas qu'il le serait et qu'à son avis, il en était de même pour chacun de ses hommes. La seule chose que ni Ménard ni ses hommes n'avaient prévu, c'est la tournure tragique que le raid devait prendre pour tout le contingent canadien en général et pour les Fusiliers Mont-Royal en particulier.

Les Allemands aperçurent l'approche de cette importante formation de 26 péniches de débarquement et la tinrent sous le feu de leur artillerie pendant dix minutes. De plus, dès que les embarcations arrivèrent du rivage, elles furent accueillies par un feu violent venant des immeubles situés en face de la plage et de mitrailleuses vraisemblablement placées sur le boulevard, tandis que, du promontoire de l'ouest, on dirigeait sur elles un feu également nourri de mitrailleuses, de mortiers, de grenades.249[14]

Les Fusiliers subirent de lourdes pertes avant même de débarquer, mais ils ne perdirent pas courage. Leurs embarcations ont abordé à toute vitesse et c'est avec fougue que les hommes se sont précipités sur la plage, puis à travers les galets. Dans les faits, les Fusiliers furent dispersés sur toute l'étendue des principales plages et une bonne partie d'entre eux furent mis à pied sur l'étroite bande de galets située au pied des falaises, à l'ouest de la ville. Les hommes débarqués à cet endroit furent naturellement réduits à l'impuissance. Parmi les détachements débarqués plus à l'est, un certain nombre participèrent à l'engagement autour du casino, tandis que d'autres restèrent cloués sur la plage.

Les Fusiliers subirent de lourdes pertes, dont huit officiers et 111 sous-officiers et soldats tués. Selon une analyse faite par les autorités militaires- aussi complète et consciencieuse que possible dans les circonstances- les F.M.R. n'ont réussi à évacuer que 65 hommes des plages. Comme on dénombre 125 membres des F.M.R. au retour, on doit conclure que 60 d'entre eux n'ont pas quitté les péniches. Sans doute sont-ils ceux qui accompagnaient les chars sous le capitaine Lajoie et qui ne reçurent jamais l'ordre de débarquer, exception faite du lieutenant Tétréault. Deux officiers seulement, tous les deux grièvement blessés, sont revenus des plages, Dollard Ménard lui-même et le lieutenant Pierre Loranger, du peloton des mortiers. Ménard devait être le seul commandant des bataillons engagés dans la bataille de Dieppe à regagner l'Angleterre.

Quand une unité se fait décimer, que la majorité de ceux qui ne sont pas tués sont faits prisonniers et ne retrouvent leur liberté que trois ans plus tard, sans avoir pu parler de leur expérience avant leur libération, il est quasi impossible de faire une description exacte de ce qui s'est passé en ce qui concerne les Fusiliers Mont-Royal ce jour-là, mais les historiens ont tenté de le faire du mieux qu'ils pouvaient en interrogeant les survivants.

---

248[13] McCULLOCH Ian, *Dieppe 1942... Journal de l'infanterie*, op. cit., p. 8-17.

249[14] STACEY C. P., *Six années de guerre...*, op. cit., p. 396.

Ce que l'on sait, c'est que les péniches de l'unité ont traversé l'écran de fumée un peu passé 7 heures. À ce moment là, la bataille était perdue et, normalement, les hommes n'auraient pas dû débarquer puisqu'ils ne pouvaient rien changer à l'issue de l'engagement et auraient dû plutôt se concentrer pour rembarquer au plus vite vers l'Angleterre les hommes valides encore sur les plages. Mais il n'en fut pas ainsi et les péniches des F.M.R. s'élançèrent sur la plage, à la grande surprise de ceux qui s'y trouvaient déjà et qui craignaient qu'ils ne se fassent tous massacrer inutilement.

Effectivement, le barrage d'artillerie allemand sema alors la mort et la destruction dans les rangs des F.M.R., qui, en dépit de pertes sensibles, poursuivirent quand même leur avance vers la plage à toute vitesse. Au point que le capitaine D. F. MacRae, le seul officier de l'Essex Scottish à réussir à rentrer en Angleterre, ce jour-là, dira avec quelle célérité les embarcations touchèrent à terre et avec quel élan les F.M.R. s'élançèrent sur les galets. Tandis que le commandant du régiment écossais écrivit dans son journal que sur la plage, tous avaient peur à la vue des Fusiliers Mont-Royal s'approchant du rivage, progressant en une ligne fière, ainsi qu'à des régates, tandis que le feu ennemi sembla se taire un moment. Un de mes sergents lui dit alors : My God, they're pretty! Et le tonnerre allemand se remit à éclater avec un fracas indescriptible.

Pendant que les Fusiliers s'approchaient, un feu nourri, provenant des maisons bordant l'esplanade, s'abattit sur les péniches et les hommes qui en débarquaient, en même temps que se continuait le barrage d'artillerie. À cet instant, les soldats allemands installés dans toutes les maisons qui bordaient l'esplanade concentrèrent sur les péniches et les hommes qui en descendaient le feu de leurs armes lourdes et légères: balles, obus, grenades, bombes et mortiers s'abattirent sur les hommes de Ménard.

Dans la fumée et déportés par les courants, les bateaux amenant les Fusiliers furent dispersés sur tout le front de la plage. Sur la gauche un coup au but atteignit le R-boat du capitaine Eaton. Celui-ci fut tué. Le lieutenant Trudel, lourdement chargé de bombes incendiaires, fut mortellement blessé en sautant à terre. Les trois autres officiers, les capitaines Vandelac et Gravel et le lieutenant Ranger atteignirent la tranchée antichar en face de la manufacture de tabac avec les 50 hommes qui leur restait. Leur radio était encore intacte.

Le groupe du centre fut plus durement éprouvé. En descendant, le lieutenant-colonel Ménard et le major Painchaud furent gravement blessés, le capitaine La Rue pulvérisé et le capitaine Alleyn, médecin du régiment, tué peu après. Seul le capitaine Camaraire s'en est tiré indemne.

À la compagnie d'état-major, le major Savoy et le capitaine Dillon furent tués, les lieutenants Loranger, Duclos et Pérusse, furent blessés. Ce dernier mourra en captivité à Rouen, trois mois plus tard. À la compagnie C, il ne restait sur pied que le lieutenant Bissonnette, le capitaine Hainault étant très gravement blessé et le lieutenant Jean-Jacques Lévesque, tués. Cloués sur place, les survivants ne songeaient plus qu'à s'abriter.

Sur la droite, la compagnie D fut déposée sur la plage blanche devant la falaise que couronne le vieux château. Un coup au but sur un des LCT (Landing Craft Tank) tua le lieutenant Vennat et plusieurs de ses hommes. La compagnie débarqua au pas de course. Le capitaine Préfontaine, blessé, en transmet le commandement au lieutenant Masson. Autour du château, les Allemands déplacèrent leurs mitrailleuses pour prendre ce bout de plage sous leur feu, interdisant à nos hommes tout mouvement. Le lieutenant Masson et une quarantaine d'hommes se collèrent

au pied de la falaise dans un angle mort pendant que l'ennemi leur lançait des grenades du haut de la falaise.

Sur l'extrême droite, la compagnie A prit terre à environ un kilomètre du cœur de l'action. Elle a échappé ainsi davantage à l'ouragan d'acier. Seul le lieutenant de Montigny fut blessé parmi les officiers. Par contre, la grève s'inclinait abrupement au point d'atterrissage et, en sautant des rampes d'abordage, les hommes churent en eau profonde et y perdirent armes et munitions. Leur radio était inutilisable, mais quelque 80 hommes franchirent la plage et vinrent s'abriter au pied de la falaise.

Vers 8 heures, ayant surmonté l'effet du premier choc, les hommes valides ou légèrement blessés tentèrent de s'organiser. Au centre, les hommes étaient dispersés sur la grève ou sous la falaise de droite. Les officiers essayèrent de les grouper et de diriger leur feu. Le capitaine Camaraire, seul épargné de l'état-major, ne put rejoindre que la compagnie B à sa gauche et la compagnie D à sa droite. De la compagnie D, il ne restait plus que le lieutenant Bissonnette et quelques hommes. Blottis au pied du mur, ils attendaient des ordres.

Les deux embarcations de reconnaissance (R-Boats) qui transportaient les mortiers avaient pu toucher terre sans dommage sérieux. Le commandant du peloton, le lieutenant Loranger, était cependant blessé. Son second, le sergent-major Lucien Dumais prit le commandement. Ne pouvant débarquer les mortiers, il tira avec une mitrailleuse Bren sur les nids de mitrailleuses du vieux château.

À l'extrême-gauche, le capitaine Vandelac constatant l'impossibilité de rejoindre le centre de la plage, ratissé par la mitraille, songea à s'infiltrer dans la ville par la gauche. Il dépêcha le capitaine Gravel au commandant de l'Essex Scottish pour obtenir son avis. Gravel mit une heure pour accomplir sa mission car, plusieurs fois sur sa route il rencontra des murs transversaux dont, chaque fois, l'escalade l'exposait au feu. Bien retranchés, les Allemands mitraillaient tout ce qui montrait le nez. Il en avisa le capitaine Vandelac au retour qui décida de rester sur place.

À la droite, les compagnies étaient toujours immobilisées au pied des falaises de la plage blanche. Ne pouvant les atteindre dans l'angle mort de la falaise qui les abritait, les Allemands placèrent des mitrailleuses pour un tir d'enfilade direct. À deux reprises le sergent-major Lucien Martin de la compagnie D, grimpa la falaise avec quelques hommes et parvint à liquider le poste ennemi. Le duel dura jusqu'à la fin de la résistance des Canadiens.

Le caporal Vermette, trois Fusiliers et des éléments du Royal Hamilton Light Infantry pénétrèrent dans le casino et s'y battirent furieusement avec les fantassins allemands qui gardaient l'édifice et tenaient la plage sous le feu de leurs mitrailleuses et de canons d'infanterie.

Rassemblant quinze de ses hommes, le sergent-major Dumais grimpa au casino pour rejoindre le caporal Vermette qu'il posta à une fenêtre de l'étage et il aida la garnison qui comptait maintenant une centaine de Canadiens à repousser les contre-attaques. Quand les Canadiens reçurent l'ordre d'évacuer l'édifice, Dumais quitta le casino, rencontra un caporal blessé qui ne pouvait se déplacer par lui-même. Dumais retourna au casino, se fit donner deux prisonniers allemands et les força à transporter le blessé sur une péniche d'assaut. Dumais essaya alors d'y grimper lui-même, mais n'y parvenant pas, il revint aider l'aumônier J. W. Foote, qui devait se mériter la Croix de Victoria et le lieutenant Bissonnette à évacuer les blessés avant d'être fait lui-même prisonnier plus tard. Dumais devait toutefois réussir à s'évader 30 heures plus tard en compagnie du caporal Vermette et du soldat Cloutier en sautant en bas d'un train en marche.

Pour sa part, le sergent Pierre Dubuc avait débarqué à l'ouest du casino et était aussitôt allé s'abriter dans un pli de terrain où il fut vite rejoint par le fusilier N. Daudelin qui transportait un générateur de fumée. Devant eux, des mitrailleuses ennemies, abritées dans deux réduits bétonnés construits sur la digue, balayaient la plage de leurs rafales.

Dubuc et Daudelin actionnèrent leur générateur et, grâce au nuage de fumée, rampèrent jusqu'aux réduits qu'ils neutralisèrent à la grenade. Ils aperçurent alors un char abandonné pas très loin du casino et allèrent se réfugier à l'intérieur où, vingt minutes durant et jusqu'à épuisement des munitions, ils tirèrent avec les canons du char sur les batteries allemandes des hauteurs occidentales.

Une fois sorti du char, le sergent Dubuc rassembla douze hommes de son unité et, traversant la rue Alexandre-Dumas en se glissant entre les maisons et jardins, il atteignit la rue de la Cigogne, tout en détruisant en chemin une mitrailleuse ennemie et ses trois servants.

Toujours au pas de course, Dubuc et ses hommes longèrent la rue Claude-Groulard jusqu'au bassin du Canada où étaient amarrées deux péniches d'assaut ennemies. Ils dépensèrent leurs derniers chargeurs sur les gardiens de celles-ci et, leurs munitions presque épuisées, s'éloignèrent pour se mettre à couvert et attendre l'arrivée des Royal Marines qui, d'après le plan d'opération, devaient venir s'emparer d'un certain nombre de ces péniches.

Malheureusement pour eux, ce sont plutôt une quinzaine de soldats allemands qui survinrent et attaquèrent le petit groupe de Fusiliers de tous côtés. Les hommes de Dubuc durent se rendre. On les conduisit alors dans la cour d'une résidence privée, les fit se dévêtir et on les laissa sous la garde d'un seul soldat, un adolescent.

Dubuc lui demanda alors à boire. Le jeune Allemand pivota pour aller chercher de l'eau et ses prisonniers l'assommèrent et s'enfuirent chacun de leur côté. Midi approchant, Dubuc s'enfuit alors en sous-vêtements, en filant rue sur rue sous les quolibets des Français et des Allemands qui croyaient avoir affaire à un Roméo surpris en bonne fortune.<sup>250</sup>[15]

Dubuc atteignit ensuite la digue, la sauta, se retrouva sur la plage, reprenant haleine. Il aperçut alors son commandant sérieusement blessé et gisant au pied de la digue à l'ouest du casino où quatre soldats, dont deux du Royal Hamilton Light Infantry l'avaient mis à l'abri. Dubuc, le fusilier Léo Filiault et deux ou trois autres transportèrent alors Ménard sur une péniche d'assaut.

Cette péniche était tellement bondée de blessés qu'elle flottait à peine. Elle rencontra un LCT (Landing Craft Tank) dont l'équipage transportait des blessés à son bord à l'aide de sangles et de cordes. Une heure plus tard, le LCT fut hélé par une autre péniche, également chargée de blessés. Ménard, en tendant des cordages au lance-caporal Bérubé (qui termina sa carrière militaire comme brigadier général plus de vingt ans plus tard), pour l'aider à hisser des blessés à bord, reçut une cinquième blessure.

Pendant ce temps, vers 9 heures, à bord du destroyer Calpe, le général Roberts ayant constaté que l'intervention des F.M.R. avait été sans effet sur le résultat de la bataille et que les Allemands tenaient toujours les promontoires est et ouest et qu'ils augmentaient même l'intensité

---

<sup>250</sup>[15] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 133 à 148.

et la précision de leur feu sur les plages et sachant par ailleurs que les réserves allemandes du corps d'armée et de la redoutable 10<sup>e</sup> division de Panzers ne tarderaient pas à intervenir, se concerta avec le commodore Cole, de l'aviation et le capitaine Hughes Hallet, de la marine.

Les trois hommes décidèrent de donner l'ordre d'évacuation pour 10 heures 30 mais le retardèrent d'une demi-heure pour assurer le contact avec les éléments les plus éloignés de la plage et aussi permettre une meilleure couverture aérienne. Par ailleurs, on décida d'évacuer les hommes non pas avec des LCT comme originalement prévu, considérés trop vulnérables et pas assez maniables dans les circonstances mais plutôt avec les quelques LCA (Leading Craft Assault) dont on disposait, qui étaient conçus à l'épreuve des balles et du shrapnel.

Dès 11 heures, les LCA s'approchèrent du rivage. Mais les Allemands avaient eu, depuis l'aube, le temps de mettre au point l'organisation et le réglage de leur tir. Et la Luftwaffe accueillit en force les escadrilles de couverture de la RAF. Les marins, quant à eux, s'efforcèrent d'exécuter leur mission dans des conditions difficiles : explosions de bombes, attaques en piqué, feu des batteries et des mitrailleuses, mauvaise visibilité, désordre des transmissions, pertes de péniches, avaries à presque toutes les autres.

Un peu passé midi, le chef de la flottille britannique signala qu'il était impossible de continuer l'opération. Mais Roberts et ses adjoints hésitaient à quitter les lieux, tant qu'il subsistait un espoir de sauver les hommes demeurés sur les plages. Puis, une heure plus tard, il reçut un message du brigadier général Southam, le plus haut gradé canadien à avoir mis le pied sur le sol français, à l'effet que nos hommes s'étaient rendus.

C'était la fin de l'opération. Sur 4 963 Canadiens qui ont participé au raid, seulement 2 211 revinrent en Angleterre, dont un millier n'avait pas pu débarquer. À 14 heures, les canons allemands se turent après avoir tiré 7 458 coups, sans compter ceux des batteries antichars et de la DCA de tous les calibres. À la fin de la journée, les survivants qui avaient pu s'échapper de la plage se retrouvèrent sur le sol anglais. Tandis que sur les plages, les corps de centaines de Canadiens gisaient là où ils étaient tombés et qu'on s'affairait encore autour de ceux qui étaient vivants, mais blessés.

De retour en Angleterre, Dubuc et Filiault devaient tous deux recevoir la Médaille militaire (Military Medal) britannique, à ne pas confondre avec la Médaille militaire française que certains autres membres des Fusiliers Mont-Royal, héros de Dieppe, devaient ultérieurement recevoir) pour leurs exploits sur la plage de Dieppe.<sup>251</sup>[16]

Pour sa part, une fois revenu en Angleterre, Ménard, de son lit d'hôpital, déclara que ses hommes avaient été braves et héroïques, qu'ils s'étaient surpassés et que quant à lui, il considérait que dans les circonstances, ils furent les meilleurs au monde. Il rappela que lorsqu'il leur avait annoncé qu'enfin, ils iraient se battre, ils avaient poussé des cris de joie. Et quand ils s'étaient embarqués pour franchir la Manche, ils se mirent à chanter le chant régimentaire « Nous sommes les... Fu...siliers... Mont-...Royal! Nous sommes les...Fu...siliers...Mont-...Royal!... <sup>252</sup>[17]

---

<sup>251</sup>[16] VENNAT Pierre, *Général Dollard Ménard...*, op. cit., p. 114.

<sup>252</sup>[17] *La Presse*, 5 septembre 1942.

Neuf cent Canadiens et trois cents Britanniques reposent au paisible cimetière des Vertus, qui domine la petite vallée de la Scie, à quelques kilomètres de Dieppe. D'autres moins nombreux ont été inhumés au cimetière militaire de Brookwood, en Angleterre.

Sur tous les points du débarquement du 19 août 1942, de Sainte-Marguerite à Berneval, des plaques ou des stèles commémorent pour la postérité le sacrifice des braves Canadiens qui ont servi jusqu'au bout et qui, même dans l'échec, ont fait honneur aux unités dont ils portaient les insignes.

En plein centre de la plage, on a élevé aux F.M.R. un monument que les habitants de Dieppe fleurissent pieusement, chaque année, le 19 août.

Fait remarquable dans l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, les Fusiliers Mont-Royal étaient le premier bataillon francophone à mettre le pied sur la terre de France pour aider à la libérer, depuis la capitulation de juin 1940.<sup>253</sup>[18]

---

<sup>253</sup>[18] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op, cit., p. 133-148.

## Chapitre X : Guy Gauvreau, l'homme de la reconstruction (Septembre 1944-Mai 1944)

Les Fusiliers Mont-Royal n'étaient pas préparés aux lendemains de la tragédie de Dieppe. Personne ne semblait avoir prévu qu'un tel désastre puisse se produire aux dépens d'un régiment de chez nous.

Le 20 août 1942, deux compagnies du Royal 22e Régiment, qui étaient demeurées en Angleterre comme le reste de leur unité, reçurent l'ordre de se rendre, sous le commandement du major Edgar Doiron, à Newhaven. Bientôt apparût devant eux un groupe de camarades, de toute évidence rentrant de France. On apprit qu'ils venaient de participer à un raid mené sur Dieppe. Ils étaient entassés dans un petit nombre d'embarcations qui menaçaient de couler au moindre moment, tant elles étaient chargées. C'étaient de véritables épaves, criblées de balles et d'éclats d'obus. Plusieurs d'entre elles n'avaient plus de moteur et les unités de secours les remorquaient avec difficulté.

Au fond de ces coques avariées gisaient des blessés gémissants. La plupart n'avaient échappé à la mort que grâce au dévouement et au courage de camarades risquant leur vie pour les ramener. Un peu plus tard, d'autres barques apparurent à l'horizon. Au moment où elles accostaient, les hommes du Royal 22e Régiment y reconnurent des visages. C'étaient des camarades des Fusiliers Mont-Royal, presque tous blessés. La mise à quai se fit dans des conditions extrêmement pénibles. La marée était à son plus bas niveau. Les militaires valides ou ceux qui croyaient l'être, grimpèrent à grand peine les échelles, tandis que les treuils du port hissaient les civières.

Les hommes du Royal 22e se rendirent vite compte que les Fusiliers avaient pris part à une opération importante. Il faisait nuit. Près du quai, une barque se détacha dans l'ombre. Les préposés à l'accueil des troupes s'efforçaient de convaincre un officier et ses compagnons de prendre place sur les civières. Rien n'y fit, tous refusèrent et grimpèrent les échelles. Soudain, lorsque le premier mit pied sur le quai, on reconnut leur commandant des Fusiliers, Dollard Ménard. Il était grièvement blessé, mais il voulait tenir jusqu'au bout. Les témoins du retour des rescapés de la tragédie de Dieppe n'oublieraient jamais cette scène lugubre.<sup>254</sup>[1]

Mais ces rescapés n'étaient pas au bout de leur calvaire. Il leur fallait revenir à la triste réalité, celui du retour au camp presque désert qui pourtant, l'avant-veille, grouillait de rires et d'activités. Le 20 août 1942, en effet, les Fusiliers Mont-Royal étaient complètement décimés, le moral de l'unité était bien bas et le régiment connut des jours bien sombres.

C'est que dans la fièvre du combat, les soldats sont normalement appelés à se déplacer au sein d'un petit univers mobile aux horizons étroitement circonscrits par une foule d'urgences qui se succèdent et s'enchevêtrent à une cadence telle que, pour la plupart, ils n'ont, sur le coup, conscience de rien d'autre. Les hommes doivent donc autant que possible respecter un horaire conçu pour assurer l'articulation et le mouvement d'une complexe machine dont ils ne sont qu'un simple rouage au niveau du peloton, de la compagnie ou même du bataillon.

Comme un homme mort ou blessé ne vaudra rien dans le combat, le responsable d'une petite unité- officier ou sous-officier- fait constamment face à une série de dilemmes : avancer et risquer l'existence même du groupe; choisir une direction plutôt qu'une autre, concilier le devoir

---

<sup>254</sup>[1] Témoignage écrit du colonel J. G. Poulin, *D.S.O., C.D.*, Archives personnelles du brigadier général Dollard Ménard.

d'exécuter sa mission à celui de ne pas perdre inutilement une vie humaine, ne pas s'égarer en route, ne pas affaiblir l'action des voisins par sa propre lenteur, ses hésitations ou ses craintes.

Lorsqu'enfin on lui accordera son premier instant de repos et de sécurité après l'action, le soldat tentera en vain de revivre ses dernières heures et se rendra compte avec stupeur qu'il ne lui en reste dans l'esprit qu'un souvenir confus et brumeux, comme ce qui survit d'un mauvais rêve. Il en fut ainsi pour ceux qui réussirent à revenir de la fournaise de Dieppe.

Il arrive quelques fois, comme à Dieppe, qu'une belle machine de quelque 600 à 800 hommes, longuement, presque amoureuxment assemblée, organisée, entraînée et mise au point sera, en quelques minutes, anéantie par le feu ennemi, réduite à quelques débris. Et il arrive que cette terrible expérience, on la connaisse lors de son tout premier combat. Lorsque c'est le cas, le soldat est sans défense contre le choc, n'y étant préparé ni par une graduelle accoutumance aux épreuves et aux pertes, ni par la prévision d'un tel désastre.

Des 700 hommes environ que comptait le 1er Bataillon avant le raid du 19 août 1942, seulement 104 revinrent vivants, dont une cinquantaine étaient gravement blessés. Les survivants pénétrèrent dans une cité fantôme où chaque objet, chaque pas, leur rappelait un visage, ou à tout moment ils croyaient entendre la voix d'un camarade, d'un sergent de peloton et ils se souvenaient brusquement d'un corps recroquevillé sur les galets, d'un autre cueilli au pas de course par le choc mat d'une balle.

Nouvel aumônier du régiment, Mgr Charles Beaudry, P.D., rappela que quand il est arrivé au camp de Newpond Common, au lendemain du raid de Dieppe, rien n'avait été nettoyé. C'était lugubre et épouvantable. Les pyjamas et les pantoufles étaient là comme si les gars étaient partis prendre une marche. C'est l'impression qu'on avait. C'était funèbre, car on ne savait pas si le gars était mort ou prisonnier. Il ne restait plus que cinq ou six officiers, dont Bob Lajoie, Pierre Benoît, André Morin. Les officiers n'étaient pas nombreux. Chez les hommes, c'était aussi triste : il n'en restait plus.<sup>255[2]</sup>

Un des officiers affecté au nettoyage du camp désert et à la collecte des affaires personnelles de ceux qui n'étaient pas revenus, le lieutenant Peter Charlton, décida alors qu'il allait faire le reste de la guerre avec les Fusiliers. Connaissant assez bien le français, il en vint à considérer les F.M.R. comme son bataillon, s'étant rendu compte que les Fusiliers avaient besoin d'amis et de renforts. Ayant décidé que sa place était avec eux, Charlton, qui devait ultérieurement être promu capitaine, refusa, quelques mois plus tard, d'être transféré dans un régiment anglophone, se sentant bien avec les Fusiliers.<sup>256[3]</sup>

Les F.M.R. n'étaient plus qu'une centaine au camp de Newpond Common. On para donc au plus pressé, rappelant tous les éléments du régiment dispersés dans la nature pour suivre différents cours et on transféra en bloc au régiment l'unité de renforts forte de 253 sous-officiers et soldats, alors stationnée à Whitley, sous les ordres du major Villeneuve Morin, de son frère, le capitaine André Morin, et du lieutenant Peter Charlton.

---

<sup>255[2]</sup> COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 152. et 153.

<sup>256[3]</sup> VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, op. cit., Tome 2, p. 66.

Pour sa part, en apprenant la triste nouvelle. le major Maurice Forget, qui avait pourtant dépassé la limite d'âge des officiers d'infanterie, quitta ses bureaux auprès du Juge-Avocat général de l'armée canadienne à Londres et revint prêter main forte, au moins un temps, à son ancien bataillon.

Dès le 21 août, le régiment avait nommé quelques officiers à la tête de ses compagnies dont le capitaine Robert Lajoie, à la tête de la compagnie d'état-major; le lieutenant Pierre Benoît à la tête de la compagnie A, le lieutenant Peter Charlton, à la tête de la compagnie C et le capitaine G. Archambault, du Régiment de Maisonneuve, à la tête de la compagnie D. Benoît et Lajoie devaient tous deux être décorés de la Croix militaire (M.C.) quelque temps plus tard pour leur bravoure lors du raid de Dieppe.

Le même jour, le major général Roberts, rendit visite au régiment et le lendemain, c'était au tour du lieutenant général H. D. G. Crerar de rencontrer l'unité, trouver des paroles d'encouragement et de ne pas ménager leurs compliments aux F.M.R. pour leur valeureuse conduite à Dieppe. Enfin, le 23, au cimetière militaire de Brookwood, on procéda à l'inhumation des Fusiliers ramenés morts de Dieppe : les lieutenants André Vennat et Erskine Eaton ainsi que les soldats Aimé Joseph Alphonse Faille, Léo Packwood, Louis-Philippe Grenier, Dollard Jodoin, René Beauséjour et Eudore Landriault.

Deux jours après le raid sanglant, le bataillon avait sous la main 13 officiers et sous-officiers et soldats récupérés à droite et à gauche. Mais ces chiffres étaient trompeurs, puisqu'un grand nombre d'entre eux étaient trop âgés pour servir dans un bataillon d'infanterie et les autres étaient inexpérimentés.

Il fallait donc rebâtir le bataillon, reconstruction qui s'axa autour du lieutenant-colonel Guy Gauvreau, D.S.O., C.D., E.D., lequel fit en sorte que le régiment retrouve son entité, tant du point de vue de l'organisation du personnel que de celui de l'équipement. Gauvreau, qui n'avait que 27 ans, aimait à répéter qu'un régiment, c'est essentiellement la deuxième famille d'un soldat.

Diplômé du Mont-Saint-Louis, le nouveau commandant avait ensuite obtenu un baccalauréat en commerce de l'Université McGill puis un diplôme de l'American Management Association de New York. Sa carrière militaire avait débuté au Mont-Saint-Louis, où il avait été commandant adjoint du corps de cadet et s'était mérité, en 1935, la médaille de la Fondation Stratchcona pour le meilleur cadet et la médaille d'or de l'institution pour la culture physique.

Dès 1935, il s'était joint aux Fusiliers Mont-Royal comme sous-lieutenant et à la déclaration de la guerre, en 1939, il s'enrôla volontairement dans le bataillon d'active. Il suivit le régiment en Islande, puis en Angleterre, pour se voir, en 1941, nommé à l'état-major de la 2e division canadienne puis, l'année suivante, être nommé aide-de-camp du maréchal Montgomery.

Son père, J-Roméo Gauvreau, était un ingénieur et industriel bien connu à Montréal à l'époque, d'autant plus qu'il était directeur et vice-président du club de baseball les Royaux de Montréal, club ferme des Dodgers de Brooklyn, qui évoluait alors dans la Ligue internationale et qui jouait alors au stade Delorimier. Guy Gauvreau avait lui-même servi de secrétaire au même club avant le début de la Deuxième Guerre mondiale. Gauvreau père accepta, dès 1941, de servir

de lieutenant-colonel honoraire des Fusiliers Mont-Royal, fonction qu'il occupa pendant dix ans.257[4]

Une fois nommé à la tête du bataillon, Gauvreau le rebâtit en choisissant lui-même ses officiers. Il ne laissait rien au hasard, était très exigeant et selon un de ses officiers, il n'était pas facile de remplir tous les critères qu'il s'était fixé. Mais ses officiers considéraient que c'était un honneur et un défi que d'être accepté dans sa troupe, d'autant plus qu'il prêchait par l'exemple et tous étaient très fiers de l'avoir comme commandant. Des officiers qu'il choisit, un devint premier ministre, un autre chef de l'état-major des Forces armées canadiennes, plusieurs autres devinrent magistrats, diplomates, chefs d'entreprises, professionnels.258[5]

Si Dollard Ménard, nommé commandant des Fusiliers Mont-Royal à 29 ans en mars 1942, était alors le plus jeune lieutenant-colonel du Commonwealth, que dire de Gauvreau qui fut ainsi promu au même poste six mois plus tard, à 27 ans? Bon athlète, doué d'une attachante personnalité, il semblait destiné à réussir tout ce qu'il tentait.

Gauvreau se rendit vite compte que le défi qui l'attendait était de taille. Il se fixa sans tarder le programme suivant :

- refaire l'organisation physique du bataillon en sélectionnant avec soin les officiers, sous-officiers et soldats qui en feraient partie en évaluant la santé, l'âge, l'expérience, les aptitudes de chacun;

- recréer l'efficacité technique du bataillon par un programme d'entraînement progressif, tant individuel que collectif;

- redonner au bataillon l'esprit de corps et le mordant qui le caractérisaient avant Dieppe.259[6]

L'exécution d'un tel plan exigea au bas mot un an de labeur acharné, d'attention au progrès de chacun, d'organisation humaine et matérielle. Il fallait, pour le mener à bon terme, de remarquables qualités de leadership soutenues par l'exemple et l'intense désir de refaire, sur les ruines de l'ancien, un corps vivant et dynamique des F.M.R. Gauvreau aura eu ses moments de doute, mais il s'est bien gardé de les laisser paraître et il aura eu plus tard la satisfaction de s'être montré à la hauteur de la tâche.

En attendant l'arrivée de Gauvreau, le major Maurice Forget, accompagné du sergent Jetté, avait fait le tour des hôpitaux militaires de la région pour y obtenir des survivants blessés des F.M.R. leur récit de la bataille et une liste aussi complète que possible de ceux qu'on a vus morts ou blessés sur la grève avant le départ des dernières péniches qui ont réussi à gagner l'Angleterre.

Forget devait quitter définitivement le régiment peu après et regagner le Canada. Une fois rentré au pays, il fut promu lieutenant-colonel et nommé commandant du centre d'entraînement de Joliette. Mais il n'occupa ce poste que durant quelques semaines avant d'être nommé

---

257[4] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

258[5] DOSTIE Lieutenant-colonel honoraire Fernand, Homélie prononcée au nom des Fusiliers Mont-Royal, lors des funérailles du brigadier général Guy Gauvreau, 7 mai 1990. Texte dactylographié, archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

259[6] Journal de guerre..., op. cit., septembre 1942.

conseiller militaire de la délégation canadienne que le major général Georges Vanier dirigeait auprès du gouvernement français libre du général de Gaulle.260[7]

Pour sa part, Gauvreau, dès son retour en Angleterre, rendit visite à son prédécesseur, toujours hospitalisé à Birmingham, avant de prendre son commandement. Dès le lendemain, il rencontra pour la première fois ses hommes en tant que commandant de l'unité, rendit hommage à leur conduite sur les plages de Dieppe où, dit-il, il aurait aimé les accompagner et leur déclara que tout le pays était fier de leur tenue ce jour-là.

Le jour suivant, le capitaine aumônier Armand Sabourin profita du 3e anniversaire du début de la guerre pour inciter les hommes à prier pour leurs camarades qui étaient demeurés sur la plage de Dieppe. Pendant ce temps-là, à Radio-Paris qu'on réussissait à capter en Angleterre, on affirmait que les majors René Painchaud et Sarto Marchand, le capitaine Conrad Camaraine ainsi que les lieutenants Pérusse, Lafortune et Roy étaient tous blessés et prisonniers dans des hôpitaux français. Bien sûr, ces rapports étaient non confirmés mais ils constituaient pour les survivants l'unique source de renseignements sur le sort de leurs camarades demeurés derrière les lignes ennemies. C'est pourquoi, dès le lendemain, Guy Gauvreau émit un ordre interdisant à quiconque de donner le moindre renseignement sur le sort de ceux qui n'étaient pas revenus afin d'éviter toute confusion.

Cela dit, même en Angleterre, l'ennemi et le danger n'étaient jamais loin. Dès le lendemain de Dieppe, d'ailleurs, on pouvait lire dans le Journal de guerre de l'unité que tous avaient été prévenus que les nouvelles bombes incendiaires dont les Allemands se servaient étaient très dangereuses et que ces bombes ne devaient pas être touchées ni manipulées.261[8]

Entre-temps, le 7 septembre, cinq sous-officiers, prêtés par le Royal 22e Régiment et son commandant, le lieutenant-colonel Jean-Paul Bernatchez, arrivaient au régiment pour entraîner les recrues, divisées en trois catégories : ceux qui suivraient une instruction de base élémentaire; ceux qui suivraient une instruction plus avancée; et ceux à qui on ferait suivre un cours de sous-officier. À ces cinq sous-officiers entraîneurs se joignirent des membres du Régiment de Maisonneuve et du Régiment de la Chaudière, venus eux aussi prêter main-forte.

Parmi la pléiade de nouveaux officiers affectés au régiment, l'un d'eux, le capitaine Gaston Tony Poulin avait une raison bien particulière d'y être. Officier du Royal 22e Régiment, il avait fait partie du comité de réception des rescapés de Dieppe, lorsqu'ils revinrent sur le sol britannique, quelques heures après le raid meurtrier. Ému par ce qu'il avait vu, le capitaine Poulin avait demandé et obtenu d'être transféré aux Fusiliers.262[9]

Le 10 septembre, Dollard Ménard reçut la permission de sortir de l'hôpital pour quelques heures et en profita pour venir visiter son ancien bataillon. Il devait revenir au régiment une dernière fois le 30, avant de retourner au Canada et passa son ancienne unité en revue et accepta le salut pour la dernière fois en tant que lieutenant-colonel des Fusiliers Mont-Royal. Le même jour, l'aumônier du régiment, le capitaine Armand Sabourin, quittait lui aussi son poste pour

---

260[7] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 389.

261[8] Journal de guerre..., op. cit., septembre 1942.

262[9] VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, op. cit., Tome 2, p. 68.

revenir au pays, en compagnie d'un autre rescapé du raid du 19 août, le sergent-major Rosario Lévesque.

Dollard Ménard, Rosario Lévesque et Armand Sabourin furent tous trois décorés pour leur conduite héroïque à Dieppe. Ménard reçut l'Ordre du Service Distingué (D.S.O.) et fut intronisé Officier de la Légion d'Honneur par la France. Pour sa part, Sabourin, promu major, fut cité à l'ordre du jour et intronisé Membre de l'Ordre de l'Empire britannique (M.B.E.), tandis que le sergent-major régimentaire Lévesque était décoré de la Médaille de la conduite distinguée (D.C.M.).

En six semaines, le personnel du bataillon fut reconstitué. Gauvreau rappela au bataillon le capitaine Charles P. Hébert pour commander une compagnie avec le grade de major. Le lieutenant J. D. Lemay, revint prendre charge du transport. Promu capitaine, Pierre Benoit prit charge du peloton de Bren Carriers, tandis que Robert Lajoie, promu major, partait prendre commandement de la compagnie de renforts.

Les transmissions furent confiées au lieutenant J. R. Woods. Le capitaine J. P. C. Gauthier, qui était passé de l'infanterie au corps des paie-maîtres puis ensuite avait occupé le poste d'aide de camp du général Crerar revint au régiment pour commander une compagnie. Vinrent également prêter main forte, le capitaine L. G. Boissonneault, jusque-là aide de camp du général McNaughton, les capitaines J. G. Poulin et J. J. J. Langlois, du Royal 22e Régiment et le lieutenant André Arnoldi, du Régiment de la Chaudière, tandis que du Royal 22e Régiment, du Régiment de Maisonneuve et des unités de renfort arrivaient les lieutenants C. J. R. Langlois, P. Magnan, P. E. Dumont, Aimé Lefebvre, J. P. Thivierge, A. R. Lalonde et Leroux.

Le sergent-major de compagnie P. Rouleau fut promu sergent-major régimentaire pour succéder à Rosario Lévesque, tandis que le capitaine Jean de Saint-Victor était nommé médecin du bataillon. Puis, à la fin d'octobre arrivèrent une vingtaine de jeunes officiers pour compléter les cadres. On y notait les noms des lieutenants J. A. Dextraze, Guy Lévesque, dont le frère, le lieutenant Jean-Jacques Lévesque, avait été tué à Dieppe; Georges Balcer et Maurice Gravel, celui-ci frère du capitaine Roland Gravel qui avait été capturé par les Allemands à Dieppe.

Il s'agissait maintenant de s'entraîner sérieusement. On y consacra les trois mois suivants : octobre, novembre, décembre. Or, en Angleterre, l'automne est synonyme de pluie et celui de 1942 ne fit pas mentir la coutume. On logeait sous la tente, dans une forêt et les Fusiliers y vivèrent dans l'eau, l'humidité, la moisissure et le froid jusqu'à la fin d'octobre.<sup>263</sup>[10]

Le 27 octobre, les Fusiliers Mont-Royal partirent enfin s'installer dans les baraques Niessen du camp Browning. Même si elles n'étaient pas complètement complétées à l'arrivée du bataillon, ces baraques vastes et confortables allaient permettre au bataillon de vivre enfin au sec et au chaud durant leurs séjours aux baraquements, même s'ils ne pouvaient en dire autant de leurs journées.

Le même soir, au Palais de Buckingham, plusieurs héros, revenus de Dieppe, étaient décorés par le roi George VI. Il s'agissait du major R. H. Lajoie et du capitaine P. Benoit, de la Croix militaire (M.C.), le sergent major de compagnie W. Gagné et les sergents W. Gibson, R. Bérubé et Pierre Dubuc, ainsi que le caporal A. Daoust et le soldat L. Filiault, de la Médaille militaire (M.M.).

---

<sup>263</sup>[10] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 162

D'autres membres des Fusiliers, le major Paul-R. Savoy à titre posthume, ainsi que les caporaux Alfred Nesbitt et Antonio Brisebois et les soldats Normand Daudelin, Jacques Dufresne, Francis Goyer, Gérard Languirand, Gérard Cloutier (également à titre posthume) et Jacques Noël furent cités à l'ordre du jour de l'Armée. Daudelin et Brisebois devaient en plus, être décorés de la Croix de Guerre française avec Étoile de bronze.<sup>264</sup>[11]

Né au Massachussetts en 1903, Savoy s'était par la suite établi au Québec et, au moment de la déclaration de la guerre, dirigeait une manufacture d'articles de papier, à Saint-Jean. Il s'était enrôlé comme lieutenant en septembre 1939 et avait traversé outre-mer en juin 1940. À l'automne de 1943, son père devait recevoir d'outre-mer une lettre du sergent Walter Gibson, des Fusiliers Mont-Royal, lui racontant comment son fils avait trouvé la mort en tentant de le sauver, alors qu'il gisait blessé sur la plage de Dieppe. Savoy avait rampé sur une distance de 25 verges à découvert en s'exposant au feu de l'ennemi afin de rejoindre l'endroit où se trouvait Gibson et l'aider à gagner un endroit protégé. C'est en repartant pour aller lui chercher de l'aide qu'il se fit tuer. Quant à Gibson, il fut rapatrié en Angleterre et, rétabli de ses blessures, il était prêt, un an plus tard, à retourner au combat avec son unité.

Pour sa part, le sergent-major Antonio Brisebois, alors caporal, était indemne lorsqu'il réussit à monter à bord d'une embarcation, soumise à un violent tir d'artillerie venant de la rive. Alors que l'embarcation se préparait à retraverser la Manche et à regagner l'Angleterre, un obus ennemi atteignit la cible et déclencha un incendie. Le feu menaçant une caisse de munitions et risquant de faire sauter toute l'embarcation, Brisebois, malgré la mitraille, n'écoutant que son courage, parvint à jeter la caisse à la mer avant qu'il ne soit trop tard. C'est ce geste héroïque qui lui valut d'être mentionné dans les dépêches, décoré par les Français et promu. Il devait être rapatrié au pays en octobre 1943.

Enfin, le sergent Joseph Noël, s'était vu lui aussi accorder la Croix de Guerre française avec étoile d'argent par le gouvernement de la France libre, alors qu'il n'était que simple soldat. La citation accompagnant sa décoration établissait que « assigné comme serveur d'une

---

<sup>264</sup>[11] La citation du major Savoy se lisait ainsi : « Comme commandant de la compagnie de support des Fusiliers Mont-Royal, le major Savoy fut un des premiers à sauter de son bateau sur le rivage de Dieppe, le 19 août 1942. Il sut manier ses hommes avec calme et un jugement excellent. Lorsque le commandant et son adjoint furent blessés, cet officier prit le commandement du bataillon et prit à cœur de conserver la liaison entre son unité et les autres bataillons qui participaient à l'offensive. Par son enthousiasme et sa résolution, il encouragea les troupes qui l'entouraient et jusqu'à ce qu'il soit tombé, le major Savoy a déployé un grand courage et un grand sens du devoir ». Quant au soldat Gérard Cloutier, originaire de Montréal et âgé de 26 ans au moment de son décès. Il était en service outre-mer depuis juin 1940. Sa citation se lisait ainsi : « Le soldat Cloutier, ordonnance d'un officier, a fait preuve d'un courage et d'un héroïsme entiers durant l'action de la plage de Dieppe, le 19 août 1942. Lorsque les communications entre son commandant de compagnie et l'état-major du bataillon furent interrompues, il s'offrit comme volontaire pour traverser la plage en terrain découvert, au milieu d'un feu intense, et rapporter les ordres du chef de bataillon quant aux opérations de la compagnie, opération qu'il exécuta au milieu de circonstances extrêmement dangereuses. Pendant l'action, il s'exposa continuellement, en transportant des messages et en donnant les premiers soins aux blessés. Enfin, au moment où un feu nourri de mitrailleuses était dirigé sur son groupe, il se jeta entre les balles et le corps de son commandant de compagnie blessé et fut frappé à mort. Ses derniers propos furent : *Ce n'est rien Monsieur, ils m'ont eu, mais vous pouvez faire plus pour les autres que je pourrais* ».

mitrailleuse légère, il manipula son arme avec habileté et hardiesse pendant qu'on franchissait le rivage de Dieppe. Son chef de section ayant été mis hors de combat, il assumait le commandement de sa section, et après avoir rassemblé ses hommes, hâta l'attaque. Lorsqu'il reçut l'ordre de retraiter, il ramena ses hommes à la barque d'invasion et couvrit leur embarquement jusqu'à ce que sa mitrailleuse soit détruite par le feu ennemi. Le soldat Noël, bien que blessé peu après le débarquement, refusa de faire panser ses blessures tant que sa section ne fut pas retournée aux navires d'évacuation. Son enthousiasme et son calme furent une véritable inspiration pour ses camarades. »265[12]

Entre-temps, à l'automne 1942, le capitaine C. A. Beaudry avait officiellement été confirmé dans ses fonctions d'aumônier. Mgr Beaudry demeura longtemps avec les F.M.R. auxquels il se rendit cher par un dévouement non seulement à leurs besoins spirituels mais à leur bien-être physique. On ne compta pas les services qu'il a rendus à ses « paroissiens » et à leurs familles. La contagieuse bonne volonté du padre fut, à l'occasion, un des plus puissants facteurs d'harmonie et de fraternelle entraide au sein de cette nouvelle unité qui renaissait des cendres de l'ancienne. Beaudry sera bientôt à l'aise avec tous, peut-être parce qu'il était en paix avec lui-même, ayant ardemment désiré le poste qu'on lui confiait. Il avait d'ailleurs servi depuis juin 1940 au 2e Bataillon F.M.R., alors commandé par le lieutenant-colonel Gustave Massue.

### **Un travail de longue haleine**

Comme on se l'imagine bien, la transformation d'un groupe d'individus en machine aussi complexe qu'un bataillon d'infanterie moderne ne pouvait se faire en quelques semaines. Elle supposait une patiente et méthodique progression à travers les divers stades de perfectionnement individuel du soldat, du sous-officier, de l'officier jusqu'au moment où l'on aurait l'indispensable cohésion des sections, des pelotons, des compagnies d'infanterie et des groupes d'armes d'appui.

Le soldat se devait d'acquérir avant tout l'expertise dans le maniement de ses armes; fusil, revolver, mortier de 2 pouces, fusil-mitrailleur, canon anti-char, mortier de 3 pouces, etc. Il devait apprendre à se déplacer en groupes de combat, à l'échelle d'une section de tirailleurs ou de mitrailleurs, puis à celle d'un peloton d'assaut, d'appui ou de réserve et finalement à celle d'une compagnie en fournissant constamment sa part de l'effort commun. Il lui fallait également se faire des « yeux de soldat » qui sauront sans hésiter apprécier les avantages et les désavantages tactiques du terrain.

Une fois que tous les soldats avaient appris à travailler au sein d'une section, d'un peloton, puis d'une compagnie, on devait enseigner à ces compagnies à travailler au sein d'une unité plus grande, bref au sein du bataillon où elles auraient à s'intégrer et travailler avec les membres des autres compagnies du bataillon.

Pendant six mois, soldats, sections, pelotons et compagnies s'astreignirent donc au régime du battle drill, méthode d'instruction et d'entraînement visant à assurer à toutes les unités de l'armée canadienne un standard minimum et uniforme de rendement, de pensée et d'action essentiels à l'efficacité en campagne.

---

265[12]VENNAT Pierre, *Les héros oubliés...*, op. cit., Tome 2, p. 251 à 253.

Pendant toute cette période, les officiers, sous-officiers et soldats suivirent donc en groupe soit des cours d'armes légères, soit de tir contre avion ou de tactique, d'opération d'un char, de défense anti-gaz, de nettoyage d'une ville ou d'un village des éléments ennemis qu'il pouvait contenir, de combat nocturne, de patrouille, etc.266[13]

Ils durent également apprendre leur rôle à l'attaque, à la défense, à la poursuite, à l'échelle de la section, puis du peloton, ensuite de la compagnie et enfin du bataillon. Puis on leur enseigna à savoir lire et comprendre une carte d'état-major, élément nécessaire non seulement aux déplacements mais à l'intelligente utilisation du terrain aux diverses fins militaires : reconnaissance, défense, attaque, retraite, ravitaillement et ainsi de suite.

Pour dispenser ces cours, l'armée canadienne avait établi tout un réseau d'écoles d'entraînement à travers l'Angleterre. La plus importante était sans doute l'école de battle drill, située à Findon. Nombreux sont les officiers et les sous-officiers des F.M.R. qui y ont appris à maîtriser les parcours à obstacles- barbelés, ravins, falaises, ruisseaux- à franchir sous le feu, parfois jusqu'aux dernières limites de l'épuisement physique.

Après trois ou quatre semaines de ce très dur entraînement, officiers et sous-officiers revenaient au régiment pour transmettre aux hommes l'expérience ainsi acquise. Pendant dix mois, sept jours par semaine, tel aura été le rythme de vie du bataillon. Et grâce à lui, il retrouva sa cohésion, son esprit de corps et sa confiance dans ses moyens.267[14]

Fréquenter ces écoles n'était pas toujours de tout repos. Le 9 janvier 1943, trois des quatre officiers qui étaient partis suivre un cours de commandant de compagnie durent revenir au régiment, un incendie ayant détruit l'école où ils suivaient leurs cours. Le capitaine J. P. C. Gauthier avait été moins chanceux. Sautant par la fenêtre pour échapper aux flammes, il s'était fracturé la cheville et avait dû être transporté à l'hôpital.

À la mi-novembre 1942, Maurice Desjardins, le correspondant outre-mer des journaux canadiens de langue française, visita le régiment pendant deux jours. Il écrivit alors que la seconde édition des Fusiliers Mont-Royal attendait impatiemment, au milieu d'un entraînement intensif, le signal de l'action décisive et de la revanche et que sa visite l'avait convaincu que le régiment dont les cadres étaient maintenant remplis, était de nouveau prêt à participer au combat.

Peu avant Noël 1942, c'était au tour du major Villeneuve Morin, de retour au pays, d'affirmer que les F.M.R. avaient réussi, quatre mois à peine après le raid de Dieppe, à remplir leurs cadres et à atteindre le même niveau de préparation que l'unité avait sous Dollard Ménard, tout le crédit de ce remarquable travail de reconstruction revenant à Guy Gauvreau.268[15]

Tous les matins de l'hiver et du printemps de 1943, les compagnies se rendaient les unes après les autres à un centre de parcours, situé à huit kilomètres de leur camp. Chaque section devait accomplir le parcours de 2 kilomètres et demi trois fois durant la journée, chaque obstacle étant battu par le feu d'une mitrailleuse ou d'une carabine, obligeant les hommes à ramper, à

---

266[13] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit..., p. 163, 165 et 166.

267[14] Journal de guerre..., op. cit., janvier 1943.

268[15] VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, op. cit., Tome 2 p. 67 et 68.

franchir l'obstacle le plus vite possible en se découvrant le moins possible, tout en devant faire feu sur des cibles ou des postes. En un mot, on apprit aux hommes à se comporter en soldats agressifs devant un ennemi qu'il fallait vaincre.

En fin de semaine, les différentes compagnies faisaient des marches de 40 à 50 kilomètres vers ce qu'on appelait les Downs, de fortes ondulations complètement dégarnies d'arbres en raison du sous-sol calcaire. Tous, officiers, sous-officiers, soldats devaient y coucher à la belle étoile, beau temps, mauvais temps. À ce régime, les hommes s'endurcissaient à toute épreuve et menaient une existence communautaire et frugale propice à l'amitié, la camaraderie et l'entraide. Heureusement, les soldats canadiens-français possédaient un humour qui lui permettait d'adoucir les épreuves de cette vie au grand air. Les hommes des F.M.R. acceptaient avec sérénité cet entraînement intensif qui les priva pendant plusieurs mois des permissions auxquelles ils avaient pourtant droit, en principe, sept jours par trimestre.<sup>269</sup>[16]

Le 5 avril 1943, le major général Roberts, vint inspecter le régiment. Lorsqu'au lendemain de Dieppe, il avait rappelé le lieutenant-colonel Gauvreau pour lui confier ce qui restait du bataillon et lui demander de le rebâtir, il lui avait déclaré que le régiment était bien mal en point et lui avait demandé de le remettre sur pied. Une fois son inspection terminée, Roberts réalisa que Gauvreau n'avait pas perdu son temps.

À la même époque, un groupe d'officiers et de sergents de l'aviation canadienne ont été attachés au régiment pendant deux semaines. L'idée était de permettre à ces aviateurs de mieux connaître la vie d'un régiment d'infanterie.<sup>270</sup>[17]

Pendant ce temps, X. G. A. Gravel avait remplacé P. Rouleau comme sergent-major régimentaire du bataillon. Gravel était l'incorruptible gardien, aux F.M.R., de l'honneur et du prestige de ceux-ci, des us et coutumes de l'armée, bref de cette tenue qui faisait dire au civil ou à l'officier rencontré que le soldat appartenait à une famille de gens bien et non à un ramassis de vauriens.

Gravel, alors âgé de 40 ans, était un sous-officier de carrière qui nous venait du Royal 22e Régiment. Il était correct, compétent et un exemple vivant des vertus qu'il s'efforçait d'inculquer aux autres. Rien n'échappait à son œil d'aigle. Le pli d'un pantalon au-dessus de la guêtre qui bouffait trop ou trop peu, trop haut ou trop bas, une boucle rebelle qui dépassait le bord du calot, quelques grains de poussière, invisibles à l'œil d'un humain normal, le sergent-major voyait à ce que le soldat le plus négligent ou le plus maladroit brille comme un sou neuf. Les jeunes officiers n'échappaient pas davantage à la censure du vieux routier.

Un jour, Gravel aperçut deux jeunes officiers qui se baladaient les mains dans les poches- ce qui serait, dans le civil- l'équivalent de mettre les pieds sur la table au cours d'un dîner! Gravel avisa donc un sergent, lui fit mettre les mains dans ses poches et lui enjoignit de passer ainsi devant les deux officiers en question. Gravel surgit alors et enguirlanda le pseudo-coupable devant tout le monde, menaçant de lui retirer ses galons si jamais il récidivait. Les deux jeunes officiers, présents sur les lieux, comprirent la leçon.

---

<sup>269</sup>[16] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit..., p. 167.

<sup>270</sup>[17] Journal de guerre..., op. cit., avril 1943.

Gravel devint vite une légende. Les soldats, qui en eurent d'abord une peur bleue, finirent par le comprendre et l'aimer! L'homme d'ailleurs, pratiquait ce qu'il prêchait. En rase campagne, on l'a souvent vu frotter ses chaussures même s'il devait, un instant plus tard, les plonger dans la boue. En toutes circonstances il était impeccable, correct, irréductible et superbement militaire. Tous ceux qui l'ont connu ne l'oublieront jamais.

Durant l'hiver 1943, l'entraînement se poursuivit et les diverses sections d'appui, formées dans les écoles spéciales de l'armée canadienne sur le sol britannique, furent enfin prêtes à jouer leur rôle auprès des fantassins du régiment. Ces spécialistes avaient à coltiner un encombrant outillage : mortiers, canons à obus, etc. La plupart des rescapés de Dieppe avaient été versés dans ces sections où on retrouvait de nombreux sous-officiers dont l'expérience fut d'un immense secours durant la période de reconstruction du bataillon.

En mars 1943, le bataillon était prêt à participer comme tel à ses premières grandes manœuvres, baptisées exercice Spartan, alors que les 1er et 2e corps d'armée canadiens devaient, avec le concours d'une division britannique, simuler, avec couverture aérienne, une percée à partir d'une tête de pont. Pour les Fusiliers Mont-Royal, il s'agissait de la première véritable épreuve d'endurance. Les hommes qui jouaient un peu le rôle de pions sur l'échiquier, eurent souvent à se déplacer avec rapidité sur de longues distances, devant marcher 40 à 50 kilomètres avec des rations minimales. Le bataillon passa le test sans difficultés et la cohésion s'affirma de jour en jour et les commandants de compagnie furent fiers de leurs officiers et de leurs hommes. Dès ce moment, le lieutenant-colonel Gauvreau put s'enorgueillir d'avoir atteint son but : reconstituer un bataillon qui reflétait sa personnalité et était devenu un efficace instrument de combat.<sup>271</sup>[18]

Mais si l'exercice Spartan avait démontré la capacité du bataillon à vivre en campagne, à s'organiser et à se déployer pour le combat, il lui restait encore fort à faire pour atteindre toute la virtuosité voulue dans les subtilités du métier : l'attaque, l'avant-garde durant la poursuite, la défense fixe ou mobile, le passage des cours d'eau, etc. Jusqu'à la fin de 1943, donc, on intensifia l'entraînement dans tous les domaines et l'instruction individuelle alterna avec les grandes manœuvres à l'échelle de la division visant à habituer le bataillon à fonctionner comme unité à l'intérieur d'une grande formation.

Quand on dépassa enfin le fastidieux stade élémentaire de l'entraînement, l'intérêt s'accrut de jour en jour. Sûr de leurs moyens, les membres des Fusiliers prenaient un plaisir grandissant à se perfectionner dans leur emploi. Les officiers, les sous-officiers discutaient des opérations, les commentaient et les critiquaient. Les hommes cherchaient des solutions aux problèmes, consultaient ceux qui revenaient d'Afrique du Nord ou d'Italie avec une expérience du combat.<sup>272</sup>[19]

C'est que certains officiers et sous-officiers des Fusiliers Mont-Royal, dont le major Paul Lambert, avaient été dépêchés pendant un temps auprès de la 1re armée britannique et participèrent à l'avance sur Tunis. Le major Lambert fut d'ailleurs cité à l'ordre du jour de l'armée pour ses exploits en Afrique. Certains de ces hommes y perdirent la vie comme le sergent Armand Lortie des F.M.R., en avril 1943.

---

<sup>271</sup>[18] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit..., p. 167, 168 et 170

<sup>272</sup>[19] VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, op. cit., Tome 2, p. 168.

Par un curieux retournement de l'Histoire, Lambert avait détenu un poste de commandement dans le First Loyal Regiment, le régiment britannique dont les annales militaires remontent à la bataille des Plaines d'Abraham où ce régiment s'était battu contre les forces de Montcalm. Avec eux, il avait participé à l'attaque sur Tunis et à la prise de Pantelleria, en Afrique du Nord.

Parlant de sa « montée » au front, Lambert raconta qu'elle s'était faite en chemin de fer en deux jours et deux nuits. Le long du trajet, les officiers durent engager des palabres avec les Arabes dans le but de se procurer de la nourriture et surtout des œufs. À proximité du front, les troupes de renfort, dont il faisait partie, furent entassées dans des camions militaires qui se dirigèrent vers la ligne de feu. Les mortiers allemands tiraient dans la direction des camions. Cela fait une drôle d'impression, avoua Lambert, et nous étions très heureux de mettre le pied sur le plancher des vaches à l'arrivée.

Il dut coucher dans des tranchées, précaution nécessaire contre le tir précis des Allemands. Puis vint le jour de la grande attaque contre Tunis. Une batterie de 600 canons tonna toute la nuit. Inutile de dire que lui et ses hommes ne fermèrent pas l'œil de la nuit. Au signal de l'attaque, des divisions entières s'avançaient. Le régiment de Lambert était chargé du mopping up. Nous enterrions les morts et nous emmenions les prisonniers. Après la prise de Tunis, les officiers étaient convaincus que les combats étaient terminés, quand un bon matin, ils furent réveillés au bruit d'un bombardement. C'étaient des Messerschmitt allemands qui bombardaient Tunis. Tunis a moins souffert des bombardements que Londres, toutefois.

Ensuite, ce fut la prise de Pantelleria. Les Britanniques n'ont reçu pour ainsi dire aucune opposition de la part des Italiens et les soldats italiens les ont même ovationnés. Après la prise de la ville, cependant, les Nazis ont bombardé nos troupes en moyenne cinq fois par jour, pendant 15 jours, dans le but de couper leurs communications.

Lambert fit également remarquer que le fait de parler couramment le français, tout en portant un uniforme de l'armée britannique, lui avait ouvert bien des portes en Afrique du Nord. Il prit enfin le chemin du retour vers l'Angleterre, traversant d'abord les monts Atlas et demeura une semaine à Gibraltar, où il n'y avait jamais d'obscurité puisque des projecteurs, la nuit, fouillaient constamment le ciel et la mer.<sup>273</sup>[20]

Entre-temps, en Angleterre, le bataillon participa, en août et septembre 1943, à l'exercice Harlequin dont le but était de pratiquer le rassemblement des troupes près des ports de Southampton et de Portsmouth et de simuler un embarquement et le transport des troupes et de leur matériel comme s'il s'agissait de l'invasion de l'Europe. Les bateaux, remplis de leur monde, firent une feinte vers la côte française, pour voir comment réagirait la Luftwaffe, mais pour une raison ou pour une autre, celle-ci ne réagit pas.

Cependant, même l'entraînement le plus réaliste ne pouvait assurer aux troupes une forme optimale. L'inaction fut vraisemblablement à l'origine de la multiplication des troubles psychologiques et des problèmes de discipline engendrés par la monotonie de la vie de garnison en Angleterre. De 1940 à 1943, parmi les 12 000 hommes rapatriés au Canada pour raisons de santé, un bon nombre s'étaient tout simplement avérés inaptes ou réfractaires au métier de soldat.

---

<sup>273</sup>[20] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 171 et 172

Les commandants estimaient qu'on améliorerait le moral des troupes si on pouvait, enfin, engager le combat.

Les permissions devenaient plus nombreuses et les soldats partaient maintenant en congé régulièrement vers toutes les parties de l'Angleterre où ils étaient reçus par des familles ou des centres d'hospitalité. Les Canadiens français en général et, les membres des F.M.R., s'étaient rendus populaire au sein de la population locale par leur courtoisie, leur comportement, leur politesse et leur allure.

Mais, malgré les congés, le confort, le régime d'entraînement adouci, le maintien de la discipline devenait plus difficile. Certains avaient quitté le Canada depuis deux ou trois ans et la nostalgie, avec son cortège de cafard et d'ennui, commençait à produire son effet. Les absences sans permission se multipliaient. Aussi fallut-il que les officiers se transforment en conseillers et parfois en confesseurs. Il fallait encourager, vérifier la fréquence du courrier reçu et expédié, écrire aux familles pour les rassurer, expliquer, demander un appui moral nécessaire.

Une absence de 21 jours étant considérée comme une désertion méritant au coupable la cour martiale et une détention prolongée. Ceux qui ne pouvaient se faire à la discipline et lui faisaient de trop fréquentes et trop graves entorses furent renvoyés au Canada. La minime proportion de ces cas parmi les hommes des F.M.R. constitue une preuve tangible de l'esprit de corps et de discipline, de conscience et du sens du devoir et de la responsabilité qui distinguaient alors les officiers, sous-officiers et soldats des F.M.R.<sup>274</sup>[21]

Au retour de l'exercice Harlequin, les Fusiliers Mont-Royal aménagèrent dans des maisons et des hôtels réquisitionnés de la ville de Worthing, sur la rive de la Manche. Après un an de vie sous la tente et dans l'isolement au camp de Browing, ce déménagement fut accueilli avec joie. Ce déménagement ne changeait pas sensiblement l'entraînement, mais les avantages n'en étaient pas moins réels pour le moral des troupes. Au retour de leurs manœuvres, officiers, sous-officiers et soldats retrouvaient maintenant des quartiers propres et confortables et pouvaient se changer, aller au cinéma et, bien sûr, au pub et se payer les petits luxes auxquels ils avaient renoncé depuis un an au point de commencer à croire qu'il s'agissait de privilèges réservés aux seuls civils.

Au printemps 1943, le major général Georges Vanier, ambassadeur du Canada auprès des pays alliés occupés, rendit visite au régiment et en profita pour souligner l'importance du rôle que jouaient les bataillons canadiens-français dans l'armée d'outre-mer. Ces bataillons, dit-il, témoignaient, aux yeux de nos concitoyens et de l'étranger du sens civique et du patriotisme de la population canadienne-française, de son désir d'assumer sa part du fardeau de la guerre, de l'intelligence et du courage des familles. Esprit de discipline, droiture, comportement exemplaire étaient les rançons obligées de leur présence en terre étrangère.

Par ailleurs, si les autorités avaient eu la main heureuse en choisissant Guy Gauvreau pour rebâtir l'unité après Dieppe, celui-ci l'aura également eu dans le choix de collaborateurs de très haute qualité.

Ce fut d'abord le major C. P. Hébert, dont on ne saurait trop souligner l'importance. Commandant adjoint d'août 1942 à avril 1943, c'était un homme d'une très grande expérience en qui s'équilibraient une grande dignité naturelle et un invincible sens de l'humour. Ses conseils

---

274[21] VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, Tome 2, op. cit., p. 242 et 243.

auront puissamment aidé les jeunes officiers à s'adapter à leur nouveau mode de vie, aux responsabilités qu'il comportait.

À 42 ans, il n'hésitait pas à s'imposer les pénibles efforts physiques exigés par l'entraînement, au point d'ailleurs que le commandant dut, d'autorité, lui interdire, ainsi qu'au padre Beaudry, d'accompagner l'infanterie dans les marches forcées de 40 kilomètres en cinq heures. Quand il quitta le bataillon, il emporta avec lui l'affection des officiers qui lui rendirent alors un touchant hommage qui rappelait les services qu'il leur avait rendus depuis les premières heures de la mobilisation.

Son successeur fut le major H. N. Langlois, qui avait servi comme capitaine adjudant en 1939 et par la suite en Islande et en Angleterre, occupait avant la guerre un poste important à la Northern Electric était un excellent officier d'état-major dont on retrouvait les méticuleuses habitudes professionnelles dans ses tables d'organisation et ses notes d'état-major, considérées comme des modèles de clarté et de précision.

Au cours du printemps 1943, le major Paul Sauvé, qui faisait un stage avec le régiment après avoir suivi un cours d'état major, exprima le désir de servir au bataillon et se vit confier le commandement de la compagnie A. Président de l'Assemblée législative du Québec à l'époque, il avait fait partie du régiment avant la guerre et s'était porté volontaire dès le début du conflit et avait rempli au Canada différents postes dans les centres d'entraînement.

Très intelligent, Sauvé possédait une remarquable culture. Son intuition, sa générosité sa loyauté et sa droiture, sa constante gaieté eurent tôt fait de conquérir les hommes qu'il serait appelé à commander peu après. Ses officiers, Georges White, Fernand Beaudoin, Fernand Dostie, et autres, lui étaient acquis corps et âme.

Sauvé et Pat Gauthier, le commandant de la compagnie B, étant les deux commandants de compagnie les plus anciens, plaçaient leurs compagnies côte à côte sur l'esplanade et rivalisaient avec leurs officiers et leurs hommes dans la plus grande camaraderie. Ils logeaient avec leurs officiers et allaient chaque mois avec leurs compagnies au bord de la mer. On admirait l'allure, la fierté et la gaieté du groupe au passage, dans les rues de Worthing, symbole de l'esprit qui régnait alors au bataillon.

Quant à Paul Lambert, son séjour au bataillon pour y communiquer ses expériences d'Afrique, fut de courte durée. Lambert, architecte de profession, était un grand bonhomme digne, assuré et compétent. Avec le major Lucien Boissonnault, commandant de la compagnie C, il formait un duo de philosophes qui animait toutes les discussions.

Au mess des officiers, Elmo Thibault, originaire d'Ottawa et Robert Asselin jouaient souvent du piano en duo. Thibault, excellent pianiste, était un fervent interprète de Chopin alors qu'Asselin était plutôt un fan de jazz. Au grand amusement des autres officiers et des visiteurs, ils jouaient souvent la même pièce, l'un en empruntant le style classique, l'autre en la jazzant.

Enfin, les Fusiliers Mont-Royal se créèrent rapidement une enviable réputation comme chœur de chant au sein de l'armée canadienne cantonnée en Angleterre. C'est ainsi qu'à la veille de Noël 1942, le brigadier général H. A. Young vint les écouter en concert avec un parterre d'invités. C'est le capitaine André Arnoldi qui servait de maître du chœur et qui inventait toutes sortes d'originales variations aux chansons du folklore canadien du répertoire des officiers et des soldats.

À l'automne de 1943, on confia au bataillon une importante démonstration qui devait se dérouler devant tous les officiers disponibles de l'armée canadienne. L'exercice Crescendo avait pour but de concrétiser l'utilisation, par un bataillon déployé, d'un plan de feu d'artillerie minuté pour s'emparer d'un objectif avec l'appui de chars, le tout avec d'authentiques munitions de combat. C'est la compagnie B du major Gauthier qui devait servir de compagnie d'assaut, chargée à la fois de coordonner le rôle des armes d'appui et, en suivant d'aussi près que possible les barrages d'artillerie, de sauter sur l'objectif dès l'interruption de ceux-ci.

Gauthier et sa compagnie répétèrent leur rôle pendant une semaine avec l'artillerie, les chars, les mitrailleuses et les chenillettes. Chaque mouvement était chronométré à la seconde, pour réduire les risques de ce jeu dangereux. Au terme de cette semaine d'exercice, les hommes étaient capables de ramper à quelques mètres seulement du rideau d'explosion d'un barrage d'artillerie et les groupes de combat étaient capables de se déplacer avec la précision d'un mécanisme d'horlogerie.

L'après-midi prévu pour la démonstration, quelque 2 000 officiers canadiens se trouvaient réunis au sommet d'une montagne dominant l'aire de terrain onduleux sur lequel se déroulait la manœuvre. Les différents stades de l'opération étaient décrits au microphone par le commandant de la 6e brigade, le brigadier général G. S. N. Gostling, grâce à un microphone qui était synchronisé au réseau de communications-radio du major Gauthier et qui permettait d'entendre celui-ci dialoguer avec les officiers d'artillerie et de chars et de mieux suivre l'enchaînement de l'action.

Si durant toute la semaine de répétition, aucun incident ne s'était produit, il en fut tout autrement le jour de la démonstration. En effet, au moment où les fantassins de la compagnie de Gauthier s'approchaient en rampant du centre de la concentration d'artillerie, un canon tira trop court et un obus éclata en plein centre d'un des pelotons de la compagnie de Gauthier. Il semblait impossible à ce dernier qu'il ne puisse y avoir aucun mort ou blessé, suite à cette charge défectueuse.

Ce fut tout un soulagement que de constater que malgré des talons de chaussures emportés, des carabines brisées, des manches de blouson déchirées et un casque d'acier perforé, tous les gars purent se relever un à un, au grand complet, et poursuivre leur avance sans une égratignure. Encore plus remarquable fut le fait que l'incident n'interrompit pas une seconde la progression des hommes qui se conduisirent exactement comme ils l'auraient fait s'ils avaient été sous un véritable feu ennemi. L'effet fut électrisant sur les spectateurs qui, du haut de la colline, virent les Fusiliers poursuivre leur avance et sauter au pas de course sur leur objectif.

Les hommes eurent évidemment droit aux félicitations du commandant de la brigade et du lieutenant-colonel Gauvreau, tout heureux que l'incident n'ait pas eu de conséquences graves. Le succès de l'exercice confirmait l'aptitude au combat du bataillon en plus d'établir la valeur d'une méthode d'attaque qui, par la suite, fut scrupuleusement suivie par tous les bataillons de l'armée canadienne.

Le bataillon était maintenant rendu à la dernière phase de son entraînement avant l'invasion du continent qui approchait à grands pas. Immédiatement après Noël 1943, les Fusiliers Mont-Royal se mirent en marche pour Inverrary, en Écosse, petit village situé à 80 kilomètres au nord de Glasgow, au bord du loch Fyne, au pied de montagnes rougeâtres où ils devaient s'entraîner à la technique du débarquement.

On avait réuni au large d'Inverrary tous les types d'embarcations susceptibles d'être utilisés lors de l'invasion de la Normandie. Les Fusiliers devaient se familiariser avec toutes ces embarcations, de façon à prévenir confusion et panique dans les moments d'obscurité ou de difficulté. On procéda donc à de longs séjours à bord de ces engins, à des exercices de débarquement, soit en descendant par des échelles de corde ou de filets d'un bateau dans un autre, soit à se jeter à l'eau jusqu'au cou, équipé de pied en cap, évidemment sans se noyer.

Durant leur séjour à Inverrary, le régiment fut cantonné sur le domaine du duc d'Argyle, au grand dam des Queen's Own Cameron Highlanders, qui, de tradition écossaise, croyaient que cet honneur leur revenait de droit. Désireux d'adoucir leur régime alimentaire, qui prévoyait deux portions de mouton bouilli par jour, plusieurs membres des Fusiliers furent surpris par les gardes-chasse à pêcher le saumon dans les ruisseaux du domaine. Ce qui obligea le régiment à présenter ses excuses au duc qui, heureusement, les accepta de bonne grâce.

Les Fusiliers Mont-Royal devaient célébrer le Nouvel an d'une bien curieuse façon. En effet, le 1er janvier 1944, le bataillon s'embarqua de nuit sur un transport de troupes et à 5 heures du matin, les hommes se laissaient filer par les câbles dans les péniches. Deux heures plus tard, ils sautaient à l'eau et prenaient pied sur une plage où des explosions de dynamite simulaient un champ de mines. De là, il fallut marcher 24 kilomètres à travers la montagne jusqu'à un point de rendez-vous d'où le bataillon devait monter à l'attaque. Toute la journée, sous la pluie battante, les hommes marchèrent et se livrèrent à diverses manœuvres, les bottes pleines d'eau salée aux pieds et la tunique détrempée sur les épaules.

Les montagnes d'Écosse, en hiver, aussi belles, soient-elles, toutes les beautés du paysage ne faisaient pas oublier aux soldats la persistante humidité dans laquelle ils vécurent pendant trois semaines. Aussi est-ce avec joie que le bataillon rentra enfin à Worthing. C'est là qu'ils apprirent que le major général C. Foulkes remplaçait le major général E. L. M. Burns, comme commandant de la 2e division, pendant que Burns était promu commandant du 1er corps d'armée canadien.

Quelque temps plus tard, on eut des nouvelles de trois officiers du régiment qui avaient quitté les Fusiliers quelques mois auparavant pour rejoindre le Royal 22e Régiment qui affrontait déjà l'ennemi en Italie. Le lieutenant Yvon Forget avait été blessé au cours de la bataille de la Casa Berardi. Le capitaine André Arnoldi, avait quant à lui été blessé dans une autre bataille. Quant au major J. G. Poulin, après l'Italie et la Deuxième guerre mondiale, il se mérita l'Ordre du Service distingué (D.S.O.) en Corée.

### **L'intermède du lieutenant-colonel Langlois**

Le 24 janvier 1944, coup de théâtre. Guy Gauvreau qui, depuis septembre 1942, avait reconstruit le bataillon décimé à Dieppe, annonça aux officiers qu'il quitterait son commandement quelques jours plus tard pour aller suivre un cours d'état-major à Camberly, en Écosse.

Gauvreau recommanda que son adjoint, le major Henri-Noël Langlois, natif du Connecticut, aux États-Unis, lui succède, proposition qui fut acceptée. Langlois, qui s'était joint aux Fusiliers Mont-Royal comme simple soldat en 1922 avait grimpé jusqu'au grade de capitaine à la mobilisation, en 1939. Il fut promu lieutenant-colonel le 17 février 1944, lors du départ définitif de Gauvreau. Diplômé d'un cours d'état-major à Kingston, Langlois avait rejoint le bataillon outre-mer et, après Dieppe, en fut nommé commandant adjoint.

Son règne à la tête du régiment devait être bref, à peine deux mois, puisque des problèmes de santé l'obligèrent à se faire hospitaliser en Angleterre le 22 mai, à quelques jours de l'invasion de la Normandie. Il fut donc remplacé pendant un mois et demi par Paul Sauvé avant que Gauvreau reprenne son commandement peu après le débarquement du bataillon en Normandie, en juillet.

Pour sa part, de retour au Canada, Langlois fut nommé adjoint spécial du major-général LaFlèche, afin d'encourager le recrutement, puis on l'affecta au dépôt militaire de Longueuil, comme responsable du programme de démobilisation pour la région militaire du Québec.

Quelques jours avant le départ de Gauvreau, le lieutenant général Guy Simonds avait réuni tous les officiers du 2e corps d'armée canadien pour leur annoncer que les troupes canadiennes seraient appelées très bientôt à entrer en campagne. En février 1944, le bataillon se considérait prêt. Il s'était reconstitué sous la direction d'un chef plein d'énergie et de courage qui avait su l'inspirer, le rendre à sa tradition, en faire un corps d'élite.

### **Fortitude, prélude à Overlord**

De mars à la fin de mai 1944, les Fusiliers Mont-Royal continuèrent donc à se préparer à la prochaine invasion de la Normandie, dont le nom d'opération était Overlord, notamment en jouant un rôle dans l'opération Fortitude, supercherie destinée à tromper les Allemands et servant de prélude à l'invasion réelle.

Dans le cadre de cette opération, les F.M.R. quittèrent Worthing sans tambour ni trompette et allèrent s'installer dans la zone de concentration, à Broome Park, entre Douvres et Canterbury. De façon à faire croire à l'ennemi qu'on préparait l'invasion en face de cet endroit, on établit d'abord un périmètre de sécurité autour des secteurs de concentration des troupes. Dès mars 1944, tout déplacement et toute communication privée entre l'Angleterre et l'État libre d'Irlande furent interdits et on établit divers dispositifs de sécurité avant d'élaborer la mise en scène d'une vaste illusion.

L'idée était de convaincre les Allemands que les Anglais débarqueraient dans le secteur de Pas-de-Calais, de façon à ce qu'ils concentrent leurs troupes là, au lieu du véritable endroit du débarquement. On espérait ainsi immobiliser la majeure des troupes allemandes entre le Havre et Anvers, dégarnissant ainsi le front de Normandie et rendre plus facile le débarquement du 6 juin. Grâce à cette supercherie, environ 250 000 soldats allemands de moins furent engagés dans la bataille lors du Jour J, ce qui permit aux Alliés d'établir leur tête de pont.

Tout fut déployé pour faire tomber les Allemands dans le traquenard. Par exemple, pour chaque mission réelle de reconnaissance au-dessus de la Normandie, on en envoyait deux sur le Pas-de-Calais. Chaque fois que l'on bombardait les batteries côtières de la Normandie, on bombardait deux fois plus au nord. De même, on bombardait davantage les chemins de fer du nord que ceux de la région où l'on comptait débarquer.

Puis on installa à Douvres un quartier général des Opérations combinées comme si on entendait vraiment diriger un débarquement de cet endroit. Dans tout le secteur, on stimula une grande activité, bref on mit en place tout ce qui, à l'œil des espions ennemis, présentait les symptômes d'un réel débarquement en voie de se préparer à cet endroit. Et, bien sûr, pour que le tout ait un air de vraisemblance, on concentra dans le secteur du Pas-de-Calais le plus de troupes possible, bref pratiquement toutes celles dont on n'aurait pas véritablement besoin le 6 juin.

Tout ce spectacle était destiné à convaincre les espions allemands qui pourraient se pointer dans le secteur ainsi, bien sûr que les avions de reconnaissance de la Luftwaffe. Autant les véritables troupes destinées à débarquer le 6 juin camouflèrent-elles au maximum leurs activités, autant la fausse armée d'invasion se rendit-elle visible. On effectua un grand nombre de marches et contremarches, tandis que les plages anglaises fourmillaient d'activité.

On multiplia les exercices amphibies, les exercices physiques au grand air, les demi-journées de sport et de soleil, ce qui eut le double résultat d'afficher la présence de milliers d'hommes tout en les tenant en forme pour leur usage futur, une fois le débarquement effectué avec succès. On donna aux hommes des permissions fréquentes, ce qui permit à la population de croire réellement que ces hommes s'apprêtaient à envahir bientôt le continent.

Même le haut-commandement se prêta au jeu. C'est ainsi que, le 23 mai, les généraux Montgomery, Crerar et Simmonds, entourés d'état-major volontairement très visibles, visitèrent la ville de Douvres, inspectèrent son poste et assistèrent à une réunion civique.

Tant de réalisme, si habilement présenté et soigneusement entretenu, ne pouvait manquer de convaincre l'ennemi. Il le fut si bien que c'est au Pas-de-Calais, et non là où le débarquement eut lieu, que l'ennemi, fortement retranché, attendit l'invasion. Sa conviction était si ancrée sur ce point que les Allemands attendirent sept semaines après le Jour J avant de comprendre qu'ils s'étaient trompés. Quand, le 15 juillet, ils se décidèrent enfin à dégarnir la Seine pour aller secourir leurs troupes en Normandie, il était beaucoup trop tard pour eux. L'opération Fortitude, au cours de laquelle les Fusiliers Mont-Royal avaient constitué un de ses plus efficaces éléments de camouflage, avait admirablement atteint son but.

Le débarquement du 6 juin 1944 ayant réussi, les hommes des Fusiliers étaient dorénavant prêts à mettre, eux aussi, le pied sur le sol français, ce qu'ils firent dès le début de juillet.<sup>275[22]</sup>

---

<sup>275[22]</sup> COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit. p. 173 à 179, 182 et 389.

## Chapitre XI : Les Fusiliers débarquent en Normandie (Du Jour J au 1<sup>er</sup> septembre 1944)

L'arrivée de juin ramenait les belles journées d'été sur la côte normande d'en face. Le moral du bataillon était très élevé, tout le monde sentant que l'invasion du continent européen, qui marquerait le début de la reconquête du sol français et des autres pays sous la botte hitlérienne, débiterait dans les jours qui suivraient.

Tous les jours, les hommes des Fusiliers Mont-Royal voyaient passer au-dessus de leurs têtes de nombreuses escadrilles de bombardement qui se dirigeaient vers la France. Nul besoin n'était d'être bien clair pour deviner que cela annonçait le débarquement pour lequel tous s'étaient tant préparés.

Il n'est pas dans notre propos de résumer ici tout ce qui a été écrit sur *Overlord* et le *Jour J* du 6 juin 1944, qualifié par plusieurs du *Jour le plus long*. Que l'on se contente de savoir que le *Jour J* et la bataille de Normandie qui a suivi constituent l'engagement militaire le plus important auquel le Canada a participé de toute son histoire.

Dès le 6 juin 1944, une imposante force de 150 000 soldats alliés débarqua en Normandie. Parmi eux se trouvaient 15 000 militaires canadiens. Par la suite, des milliers d'autres hommes devaient participer à la campagne de Normandie qui se termina à la fin d'août, parmi lesquels les Fusiliers Mont-Royal. En tout, plus de 80 000 Canadiens participèrent à cette campagne qui dura dix semaines. Pas moins de 5 000 d'entre eux furent tués et 13 000 autres furent blessés ou faits prisonniers entre le 6 juin 1944 et le 6 mai 1945, fin de la guerre.

Pour les Fusiliers Mont-Royal, la nuit du 5 au 6 juin fut particulièrement bruyante. Dès l'aube, tout le monde était conscient que quelque chose d'inusité se passait et, effectivement, dès 9 heures, la nouvelle du débarquement sur la côte française et du début de la campagne de Normandie était confirmée.

Dès le soir du *Jour J*, le lieutenant Fernand Dostie, responsable de « l'éducation » au sein du bataillon, présenta un portrait de la situation depuis l'invasion du matin et l'ouverture d'un Deuxième Front.

À compter de ce jour, chaque matin, le major Paul Sauvé donnait à tous ses hommes la lecture du dernier communiqué allié sur la progression de nos troupes en Normandie. Mais ce n'est que le 19 juin que, pour la première fois, le débarquement prochain du régiment est annoncé de façon concrète dans le *journal de guerre* du régiment, alors qu'il est fait mention que le major J. P. C. Gauthier, alors commandant en second du bataillon, était parti pour la France avec deux hommes, afin de faire les arrangements préliminaires pour l'arrivée du régiment sur le continent.<sup>276[1]</sup>

Gauthier n'était vraiment pas chanceux. N'ayant pas vu sa femme Margot depuis trois ans, il avait appris qu'elle arrivait enfin en Angleterre avec une délégation de la Croix-Rouge canadienne, dont elle faisait partie. Malheureusement pour le couple, l'accès à tous les ports

---

<sup>276[1]</sup> Journal de guerre... op. cit., juin 1944.

britanniques avait été bloqué à cause de l'invasion de la Normandie et ce n'est que six jours après que son mari eût quitté l'Angleterre, que M<sup>me</sup> Gauthier put enfin mettre pied sur le sol britannique, sans pouvoir le voir et devant prendre son mal en patience pour plusieurs mois encore.

Gauthier alla donc rejoindre sur le sol français les commandants en second de tous les autres bataillons de la 2<sup>e</sup> division afin de préparer l'arrivée de celle-ci sur le sol français. En attendant, comme ses collègues, il se trouva attaché au quartier général du commandant de l'armée canadienne sur le sol européen, le général Crerar. Gauthier avait pour mission spécifique de reconnaître le lieu de débarquement du bataillon, l'itinéraire qu'il devait emprunter sur le sol français pour se rendre à son lieu de campement, de façon à accélérer les choses. Tous les jours, Crerar distribuait aux commandants en second des bataillons un compte rendu détaillé des opérations et Gauthier devait en communiquer les conclusions à son bataillon, demeuré en Angleterre, de façon à ce qu'ils en tirent les leçons et s'adaptent en conséquence.

Durant leurs moments libres, Gauthier et les deux autres membres de l'avant-garde des Fusiliers Mont-Royal explorèrent les quelques villes et villages libérés depuis le 6 juin, notamment Bayeux, complètement épargnée par la guerre, Creully et Amblie. Malgré les misères qu'elle continuait d'endurer, la population, fort amicale, accueillait très chaleureusement ces Canadiens qui parlaient la langue de leurs ancêtres.

Par ailleurs, Gauthier, qui avait déjà été aide de camp de Crerar, fut invité par celui-ci à dîner et put constater que le général et ses adjoints étaient empreints d'optimisme devant le déroulement de la campagne qui venait d'être entreprise. Non seulement parlaient-ils ouvertement devant lui des opérations futures, mais également du rapatriement des troupes et des mesures de réinsertion des milliers de militaires à la vie civile, une fois les hostilités terminées. Crerar le prit même à part pour lui prodiguer des conseils et l'inviter à assister au bombardement de Caen, qui devait en précéder la capture.<sup>277</sup>[2]

Le 2 juillet, les Fusiliers Mont-Royal, qui se trouvaient toujours en Angleterre, furent placés en instance de départ à une heure d'avis. Le *padre* Beaudry célébra alors la messe, distribua la communion et donna l'absolution à tous. Le bataillon au complet récita alors la prière suivante : *Seigneur, si tu veux ma vie, prends-la. Cependant, prends soin de ceux que j'ai laissés là-bas*. Personne ne put répéter un mot, l'émotion étant trop forte.

Le soir même, à 21 heures, le bataillon quittait le camp de Broome Park. Sauvé, le capitaine Maurice Gravel et une partie des hommes se dirigèrent vers Londres pour ensuite s'embarquer sur des navires, pendant qu'un autre contingent, sous la direction du major Jacques Dextraze, se dirigeait vers Newhaven en attente de l'ordre d'embarquement.

## **Enfin la France**

Jeudi le 6 juillet, les Fusiliers Mont-Royal quittaient enfin l'Angleterre à destination des côtes françaises, où ils devaient entreprendre un des plus glorieux chapitre de leur histoire. Les troupes s'étaient embarquées sur leurs embarcations respectives à 13 heures. Leur convoi appareilla d'abord vers la Tamise puis traversa la Manche pour finalement arriver en face de Courseulles-sur-Mer, le 7 juillet 1944 au matin, à quelques kilomètres de la ligne de front. Le

---

<sup>277</sup>[2] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 183.

débarquement débuta à 7 heures. Pour les F.M.R., la grande revanche, après la journée sanglante du 19 août 1942, commençait.<sup>278</sup>[3]

Gauthier, qui attendait ses collègues à l'arrivée, put remettre à Sauvé des meules de camembert, achetées dans une crèmerie de Creully et qu'il lui avait promises. Mais cela n'empêcha pas les nouveaux arrivés d'avoir droit, dès leur première nuit sur le sol français, à un bombardement de la *Luftwaffe*, preuve qu'ils étaient bien, dorénavant, en guerre.

Le 9, Guy Gauvreau, reprenant son ancien commandement, rejoignit ses hommes sur le sol de France.

Grâce à l'héroïsme des troupes qui avaient débarqué le 6 juin, parmi lesquelles le *Régiment de la Chaudière*, ainsi qu'au travail et aux efforts de la marine et de l'aviation, aidés souvent de maquisards français, l'opération de débarquement s'avérait fructueuse. Mais les troupes canadiennes et britanniques devaient constamment repousser les contre-attaques de quatre divisions allemandes dépêchées dans leur secteur.

Un mois après le *Jour J*, la situation en Normandie était encore précaire pour les Alliés, puisque seulement quelques kilomètres séparaient les troupes du maréchal Rommel de la mer. Les Fusiliers Mont-Royal, en tant que membres de la *6<sup>e</sup> brigade d'infanterie* et de la 2<sup>e</sup> division de l'armée canadienne, partirent pour le front dès le 10 juillet, pour aller remplacer les hommes des *Queen's Own Rifles* de Winnipeg et occuper une position de défense à l'aéroport de Carpiquet, tout près de la rivière Orne, dont la rive nord était occupée par les Alliés et la rive sud par les Allemands.<sup>279</sup>[4]

Dès le 12 juillet, le bataillon se trouva à portée du feu de l'ennemi et, effectivement, enregistra ses premières pertes le lendemain, alors que trois hommes furent blessés, dont un mortellement en sautant sur une mine, les deux autres étant atteints par des francs-tireurs. Malgré tout, le moral des troupes demeurait excellent.<sup>280</sup>[5]

### **Les combats de Beauvoir et Troteval**

Les troupes canadiennes avaient pour mission de repousser l'ennemi le plus loin possible de la mer, puis de gagner Falaise. Pour ce faire, les Fusiliers Mont-Royal devaient attaquer les fermes Beauvoir et de Troteval afin de pouvoir s'emparer de la petite route qui les séparait, à environ un kilomètre de Verrières.

Le bataillon devait attaquer sur un front de deux compagnies. La compagnie C sous les ordres du major Fernand Mousseau, devait s'emparer de la ferme de Troteval. La compagnie B, sous les ordres de Gauthier, avait quant à elle la mission de s'emparer de la ferme de Beauvoir. Si l'opération réussissait, la compagnie C sous les ordres de Dextraze, devait contourner Beauvoir et atteindre Verrières. La compagnie A du major G. White, ainsi que le peloton de chenillettes (*Bren Carriers*), commandés par le capitaine G. Giroux et le lieutenant Guy Lévesque, étaient laissés en réserve.

---

<sup>278</sup>[3] Journal de guerre..., op. cit., juillet 1944.

<sup>279</sup>[4] *La Grenade*, novembre 1961.

<sup>280</sup>[5] Journal de guerre..., op. cit. juillet 1944.

Le régiment occupait alors des positions avancées à l'aérodrome de Carpiquet après avoir bivouaqué près de la prison de Caen. Gauvreau fit venir ses commandants de compagnie à sa casemate et les informa qu'ils allaient attaquer Verrières dès le 19.

À 23 heures, les hommes des Fusiliers Mont-Royal se mirent en marche à travers Caen, passèrent le canal et allèrent prendre position à Fleury, juste au sud du Faubourg Vaucelles, à environ cinq kilomètres au sud de Caen, laquelle avait été libérée la veille par la 4<sup>e</sup> brigade.

Déployés en groupes de combat, les hommes des compagnies B et C avancèrent lentement et s'emparèrent d'un groupe de soldats allemands, qu'on avait postés là pour essayer de prendre nos troupes dans un feu d'enfilade mais qu'un barrage de notre artillerie avait forcés à se rendre.

Beauvoir émergea alors de l'écran de fumée avec sa masse de pierre et ses bâtiments de ferme. L'attaque ayant réussi, la compagnie D se lança en direction de Verrières. Mais les Allemands se ressaisirent et contre-attaquèrent avec force. Ce fut alors l'enfer. Les pertes des Fusiliers furent nombreuses et la compagnie D fut décimée par des francs-tireurs cachés derrière les meules de foin, tandis que la compagnie B se trouvait sans aucune arme anti-char pour faire face à l'ennemi.

La pluie se mettant à tomber, tout mouvement de troupes près de Beauvoir devenait impossible, rien ne pouvait bouger. Malgré tout, Gauthier, à la tête de la compagnie B, réussit, à travers les îlots d'obus, à sortir de la zone de barrage en rampant et avec son radio sans fil, à entrer en communication avec Gauvreau. Gauthier demandait qu'on lui envoie immédiatement un *carrier* avec des armes anti-char, en plus de la permission de se retirer sur la ferme avec ses hommes, vu qu'il se trouvait encerclé, de façon, affirmait-il, à pouvoir mieux se défendre.

Malheureusement pour lui, Gauvreau, se référant aux ordres reçus du commandant de la brigade, dut lui ordonner de demeurer sur place. Gauthier et ses hommes durent obéir, ce qui eut pour résultat que les chars allemands purent se déployer en toute impunité et encercler sa compagnie vers 22 heures. Les communications furent alors coupées et plusieurs tentatives venues de l'arrière pour les ravitailler en vivres et en munitions, virèrent en queue de poisson, causant des pertes considérables et inutiles au régiment.

Les chars amis n'arrivant pas et le mauvais temps clouant l'aviation au sol, la situation devint vite désespérée pour les hommes encerclés. La nuit fut donc longue et affreuse pour eux. Les hommes des compagnies B et C étaient transis par la pluie qui n'arrêtait pas de tomber, couverts de boue et affamés. En plus, leurs armes, exposées à la boue et à la pluie, commençaient à s'enrayer.

Les Allemands lancèrent leur première contre-attaque vers 10 heures. Bien que ralentis par notre artillerie, des patrouilles allemandes réussirent à s'infiltrer près des positions des compagnies B et C, pendant que les chars ennemis se mettaient à tirer à bout portant sur nos troupes.<sup>281[6]</sup>

Le *journal de guerre* du régiment en date du 20 juillet, résuma la situation de la façon suivante : « À 22 heures, des chars ennemis contre-attaquèrent et entourèrent nos compagnies B et C. Les communications étant rompues et il n'y avait aucun moyen de rejoindre les majors

---

<sup>281[6]</sup> *La Grenade*, novembre 1961.

Gauthier et Mousseau, portés disparus avec leurs hommes. Les pertes résultant de ces opérations sont très élevées. »282[7]

Pour sa part, Gauthier raconta, plusieurs années plus tard, que face aux circonstances les plus difficiles, ses hommes résistèrent jusqu'à la limite de l'endurance humaine pour permettre au régiment de se réorganiser et garder un pied sur les abords de Verrières. Mousseau, quant à lui, assista tristement à la capture de la compagnie de Gauthier et résista lui aussi vaillamment jusqu'à la fin pour gagner du temps. Blessé, il fut capturé par les Allemands et amené à Paris pour y soigner ses blessures. Grâce à ces deux compagnies courageuses, un nouvel assaut put être lancé et la retraite put être évitée.283[8]

Le lendemain, ce fut au tour de la compagnie A de Georges White de se signaler en se lançant à l'assaut. Trempés par 24 heures de pluie, tenus en alerte depuis la veille par les bombardements et les patrouilles, ses hommes n'hésitèrent pas. Moins de 100 mètres plus loin, les Allemands ouvrirent le feu et le peloton du lieutenant Yves Tremblay subit ses premières pertes.

Puis, ce fut au tour de celui du lieutenant G.-R. Lamothe de faire face à la mitraille ennemie. L'artillerie canadienne répliqua aussitôt en arrosant copieusement les positions ennemies, sachant qu'à ce moment, il ne se trouvait plus aucun des nôtres encore vivant à l'intérieur de la ferme de Beauvoir.

Continuant d'avancer, les hommes de White arrivèrent dans une immense cour bordée de peupliers, où l'ennemi s'était retranché dans plusieurs trous de tirailleurs.

On en vint au corps-à-corps et à la baïonnette. White dirigea le combat de près et bientôt la cour fut nettoyée avec l'aide des chenillettes de Guy Lévesque. Mais les blindés allemands contre-attaquèrent, rendant la position des F.M.R. intenable, les repoussant au fond de la cour où ils s'empressèrent de creuser des abris avec d'autant plus de précipitation qu'ils se trouvaient pris entre deux feux : les chars allemands d'une part et les chars canadiens de l'autre.

Le 24 juillet, les Fusiliers Mont-Royal s'emparèrent enfin de la ferme Beauvoir. Dans la soirée, on s'attaqua à nouveau à la conquête de la ferme voisine de Troteval sous la direction personnelle de Gauvreau qui tint à diriger lui-même les opérations. Au peloton survivant de la compagnie D, Gauvreau ajouta des éléments récupérés des compagnies B et C durant les journées précédentes. Créant ainsi une compagnie mixte à peu près complète, il en confia le commandement à Dextraze jusque-là demeuré en réserve au quartier général du bataillon.

Avec l'assistance des chars des *Sherbrooke Fusiliers* et l'appui de l'artillerie et des mortiers lourds, les hommes de Dextraze montèrent à l'assaut, aidés par le tir d'enfilade de nos hommes déjà établis à la ferme voisine de Beauvoir et du peloton de chenillettes de Lévesque. Bientôt les chars canadiens cernèrent la ferme et les hommes de Dextraze, qui les suivaient au pas de course, occupèrent les lieux. L'opération avait duré une heure à peine. Troteval était enfin entre les mains des nôtres.284[9]

---

282[7] Journal de guerre..., op. cit., juillet 1944.

283[8] *La Grenade*, novembre 1961.

284[9] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 202 et 203.

Le lendemain, l'artillerie alliée entreprit un terrible bombardement des positions de l'ennemi dans le secteur. Après cinq jours de combat direct avec l'ennemi, Verrières tomba enfin entre nos mains. Les hommes de Guy Gauvreau venaient d'écrire une des pages les plus glorieuses de notre histoire régimentaire.285[10]

### **Fiers d'eux avec raison**

Les conquérants des fermes Beauvoir et Troteval n'avaient rien à voir avec les militaires astiqués et reluisants qu'on voyait après Dieppe, dans leur mess et leurs chambrées d'Angleterre. Dans leurs uniformes déchirés, avec leurs barbes de quatre jours et leurs traits tirés, ils étaient méconnaissables, n'était leur grand rire de Fusiliers heureux et fiers d'eux quand ils se répétaient à l'envie : *On les a eus, on les a eus!*

Ils avaient raison d'être fiers. La prise de la crête Beauvoir-Troteval ne s'était pas accomplie sans peine et il avait fallu la payer cher. Les transmissions avaient plutôt mal fonctionné et, surtout au début, la liaison interarmes s'était révélée pleine de lacunes. Mais c'était un premier combat et ce n'étaient pas des recrues qu'on avait devant soi mais de bonnes troupes encadrées par des vétérans de France, de Pologne, d'Afrique et de Russie, bref des professionnels rompus à toutes les ruses et à toutes les surprises de la guerre. Bref les Fusiliers Mont-Royal avaient, en quelques jours, appris avec beaucoup d'autres leçons celle qui devait leur être par la suite la plus utile : l'ennemi n'était pas invincible.

Au repos, les hommes reprenaient leur sang froid, redevenaient de braves garçons, humains, naturellement gais, dans lesquels on aurait eu de la peine à reconnaître les guerriers de la veille.

Au mess, Paul Sauvé taquinait Gilles Lamothe de Trois-Rivières sur les odeurs du champ de bataille les comparant à celles des usines de papier trifluviennes. Tandis que dans un coin le fusilier Jacques Lavoie racontait : « Là-bas, c'est un véritable enfer. Les obus tombent comme des pois. Si vous en avez le temps, priez pour ceux qui sont en avant. Ils en ont besoin et n'en ont pas le temps. »

Le fusilier Fréchette chantait les louanges de Gauvreau, assurant qu'il avait dû maintes fois plonger, étant partout, à toutes les attaques et qu'il s'était rendu jusqu'aux postes les plus avancés. Tandis qu'on évoquait également la conduite du fusilier A. Saint-Georges qui conduisait la chenillette personnelle du commandant. Surnommé *le père*, il avait travaillé comme un possédé, transportant à l'aller des renforts en hommes et en munitions et des blessés au retour.

Au capitaine Peter Charlton, qui commandait un poste de relais et distribuait du thé chaud aux fantassins grelottants, boueux et dépenaillés, plus d'un s'exclamait : *Si maman me voyait!* Après un repas complet et quelques heures de sommeil, ils étaient déjà prêts à retourner à l'avant avec des vêtements secs.

On se racontait aussi les exploits du caporal Paul Lebrun et du fusilier Amédée Thibault qui, chacun de leur côté, avaient liquidé plusieurs nids de mitrailleuses ennemis, nettoyé des

---

285[10] *La Grenade*, novembre 1961.

maisons à la grenade pièce à pièce, repoussé chacun une contre-attaque au moyen d'un *PIAT* bien manœuvré.

Et bien sûr, on parlait du lieutenant Guy Lévesque, qui s'était offert pour aller porter des vivres et des munitions aux compagnies avancées, coupées du reste du bataillon. Au volant d'une chenillette, il avait traversé un rideau de mitraille pour approvisionner la compagnie C. Mais il n'avait pu rejoindre la compagnie B, trop avancée par-delà Beauvoir. Au retour, imperturbable, renfoncé dans son véhicule, on l'aperçut lisant un bouquin français qu'il avait ramassé dans une ferme.

On soulignait également que le capitaine Fernand Beaudoin, le sergent-major de compagnie de Sylvia et quelques autres avaient risqué leur peau pour porter de la nourriture à leurs hommes tandis que les fusiliers Saint-Georges, Hanisse, Cyr, avaient transporté des blessés à bras. White et Dextraze ne tarissaient pas d'éloges sur la détermination de leurs hommes.

Mais on regrettait un grand nombre d'excellents officiers, sous-officiers et soldats morts, blessés ou faits prisonniers. Trop de vides accrochaient ici et là le regard des survivants. Deux compagnies, la B et la C avaient perdu la majeure partie de leurs effectifs en quatre jours de combats. Les Fusiliers Mont-Royal ont perdu 17 officiers, 28 sous-officiers et près de 100 soldats. De l'avis de tous, les Fusiliers n'ont pas connu de combats plus durs que ceux de Beauvoir et de Troteval et cela jusqu'à la fin de la guerre.

D'ailleurs, le lieutenant général Charles Foulkes dira plus tard que n'eut été de la ténacité des Fusiliers Mont-Royal et des *Cameron's of Canada* à Ifs, non seulement le front de la 2<sup>e</sup> division, mais tout le front allié croulait et que les deux unités avaient réussi à enrayer l'effort désespéré des Allemands pour rejeter les Alliés à la mer.286[11]

On décerna par la suite l'*Ordre du Service Distingué (DSO)* à Gauvreau pour la façon dont il s'était acquitté de sa difficile mission avec son bataillon à Beauvoir et à Troteval. On reconnaissait ainsi, dans la personne de son commandant, les services rendus par l'unité toute entière.287[12]

Cependant, malgré la capture des fermes de Beauvoir et Troteval, les Allemands continuaient de résister avec ténacité aux forces américaines du général Bradley dans la partie ouest de la Normandie ainsi qu'aux troupes canadiennes et américaines du maréchal Montgomery, plus à l'est. Pendant que les troupes soviétiques, à l'est de l'Europe, déclenchaient la grande offensive qui devait éventuellement les mener jusqu'à Berlin, l'avance alliée en

---

286[11] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 205 à 208.

287[12] La citation accompagnant la remise officielle de l'*Ordre du Service distingué (D.S.O.)* au lieutenant-colonel Gauvreau se lisait ainsi : En juillet 1944, un régiment d'infanterie reçut l'ordre de capturer une élévation de terrain dans le voisinage de la ferme Verrières-Beauvoir. Avant que l'on puisse procéder à la réorganisation, l'unité fut soumise à un feu ennemi dévastateur de mortiers et d'artillerie, suivi immédiatement par une contre-attaque de tanks et d'infanterie. En dépit des pertes subies, l'unité repoussa la contre-attaque répétée sur la pente opposée à 200 verges seulement de l'objectif. Des contre-attaques se succédèrent pendant les quatre journées suivantes. Non seulement ces attaques furent repoussées mais l'unité améliora ses positions en s'emparant complètement des fermes de Beauvoir et de Troteval. Le lieutenant-colonel Gauvreau dirigea personnellement toutes ces opérations. Ses qualités de chef furent des plus remarquables. Fréquemment, sans égard pour sa sécurité, il s'installa dans des endroits exposés afin de pouvoir diriger les opérations, et en même temps stimuler ses hommes à s'acquitter de leurs tâches. Le succès de l'opération peut donc être attribué dans une large part à son courage et au sentiment qu'il inspira ».

Normandie était lente et laborieuse, pratiquement ferme par ferme et maison par maison, chaque parcelle de terrain étant farouchement gagnée.

Entre-temps, le 25 juillet, ce qui restait du bataillon partit récupérer en deuxième ligne, évitant d'être ainsi placé constamment sous la mitraille, bien que même là, trois de nos hommes furent victimes de l'ennemi : deux, blessés par des francs-tireurs et le troisième tué après avoir sauté sur une mine. On profita du répit pour amener au bataillon des renforts en homme et en matériel.

Le 27, le bataillon s'installa pendant trois jours dans les maisons en ruine d'Étavaux, ce que les hommes apprécièrent tout de même davantage que des trous de tranchées, mais dès le 30, il fallut repartir en première ligne pour remplacer les *Cameron's of Canada* et deux compagnies du *Régiment de Maisonneuve*, installées aux abords de Saint-André-sur-Orne.

Le but de l'opération dont les plans avaient été préparés la veille par Sauvé et Dextraze, consistait à déloger les Allemands des hauteurs qui contrôlaient le secteur, plus précisément de l'église. Ce qui fut fait par la compagnie D. Satisfait du résultat, Gauvreau ordonna au capitaine Beaudoin de nettoyer le reste du village ainsi que Saint-Martin-de-Fontenay, tout près, avec cette fois-ci la compagnie A, opération qui s'avéra un succès complet.

Le 7 août, les Fusiliers Mont-Royal se lancèrent encore une fois dans une offensive d'envergure, cette fois-ci à May-sur-Orne, avec l'appui de chars d'assaut, de l'artillerie et de l'aviation, qui enflammèrent tout l'horizon. Placé immédiatement sous le feu destructeur de l'ennemi, les pertes furent lourdes et la compagnie B décimée. La compagnie C, du major Brochu, subit elle aussi de lourdes pertes, tandis que la compagnie A se trouvait bloquée sur place.

Le bataillon se trouvait donc immobilisé et Gauvreau ordonna à ses hommes de se replier. L'avance fut plus rapide sur le flanc gauche, mais il fallait redresser le front de la brigade. La tentative échoua et, ce jour-là, May-sur-Orne demeura aux mains des Allemands.

Heureusement, le lendemain, appuyés cette fois-ci de lance-flammes, les Fusiliers se portèrent à nouveau à l'attaque et décrochèrent enfin la victoire. L'ennemi, entouré de tous côtés, s'enfuit en déroute, abandonnant sur place un riche butin et plusieurs prisonniers.

Aujourd'hui, des plaques commémoratives et une stèle rappellent, en Normandie, les exploits des Fusiliers Mont-Royal pour libérer ces villages.

Celle de May-sur-Orne, au centre de la ville, est dédiée au *régiment canadien-français les Fusiliers Mont-Royal* et ses hommes qui ont libéré la ville, le 8 août 1944. Celle de Laize-la-ville, appliquée sur le monument aux morts, est érigée à la mémoire des *Canadiens du régiment des Fusiliers Mont-Royal (6<sup>e</sup> brigade de la 2<sup>e</sup> division d'infanterie canadienne)*, qui ont libéré le bourg le même jour. Et la stèle canadienne, située devant la mairie de Fontenay-le-Marmion est dédiée aux *soldats morts pour la libération de Fontenay-le-Marmion*.288[13]

---

288[13] Site internet de *May-sur-Orne* et de *Fontenay-Le-Marmion, Laize-la-ville*.

## Quand Maurice Desjardins raconte les exploits des F.M.R.

La route entre les deux rivières La Laize et la Dives et menant à Falaise se trouvait enfin dégagée. Mais la dévastation était totale dans le village libéré.

Maurice Desjardins, correspondant de guerre francophone, écrivit de Normandie que sa jeep avait franchi les ruines encore fumantes de May-sur-Orne et qu'il s'était arrêté devant la carcasse de l'église démolie. Il n'était pas prudent d'aller au-delà, car plus loin, c'était le *no man's land*.

Passant dans l'unique rue de May-sur-Orne, lentement, pour ne pas soulever une poussière révélatrice, Desjardins trouvait qu'il faisait chaud, car une demi-douzaine de maisons brûlaient encore. Des bouffées d'air chaud lui caressait le visage, ce qui n'ajoutait pas à son confort, car le soleil luisait d'une chaleur inaccoutumée, si bien qu'un peu plus tôt, dans un village voisin, ses rayons avaient mis le feu à un de nos camions chargé de bidons d'essence.

Pas une de la centaine de maisons de ce village n'a été épargnée. Dans la rue, plusieurs cadavres allemands jonchaient le sol parmi des monceaux de matériel abandonné. Les Boches s'étaient défendus avec acharnement et douze heures auparavant, ils se cramponnaient encore aux ruines. Il fallut la fureur d'une attaque majeure pour les en déloger.

Au nord du village, près des bâtiments éventrés et ajournés qui entouraient les puits d'une mine de cuivre, des soldats canadiens-français s'occupaient à faire une moisson intéressante de souvenirs et de documents allemands. Surgissant du puits de la mine, le sergent Paul-Émile Gagné, de Québec, brandit une bouteille de parfum parisien. Fier de sa trouvaille, il déclara qu'il s'en servirait en guise de lotion à barbe, tandis que son camarade, le caporal Noël Moreau, de Joliette, avait quant à lui trouvé une pile de livres français dans un bâtiment en ruines et choisi deux bouquins poussiéreux, un recueil de pièces de Corneille et un volume de la *Mare au Diable* par George Sand.

La désolation dans ce coin de Normandie était incroyable. Au loin, on apercevait la petite église de Saint-Martin-de-Fontenay et le verger adjacent, où une semaine auparavant, s'était déroulé un combat mémorable.

Desjardins s'y rendit avec Paul Sauvé, qui lui montrant les centaines de cratères qui pointillaient l'herbe roussie du verger, lui dit espérer que pas un coin de la France n'aurait à subir une raclée semblable au cours des prochaines semaines. Lui montrant ensuite une tranchée près d'une automobile en miettes, il expliqua que c'était là qu'il avait son quartier général pendant que les obus tombaient. Disant que ses hommes et lui avaient beaucoup prié pour qu'on les épargne, disant que pour sa part, il était en communication directe avec le Bon Dieu. Un de ses soldats, Roger Turbide des Iles-de-la-Madeleine, avait renchéri en affirmant que, quant à lui, il avait prié tellement fort qu'il se souvenait d'avoir récité ensemble le Notre-Père et l'acte de contrition.

Le capitaine Gaétan Giroux, de Montréal, un grand gaillard, était méconnaissable à cause de la barbe inculte qui lui couvrait le menton. Tête nue, ayant perdu son casque d'acier et ses cheveux gris poussière, il suit docilement le soldat Paul Chapleau, de Hawkesbury, en Ontario, qui était venu le chercher en lui disant : « Venez vous laver mon capitaine, je vous ai préparé de l'eau chaude. Si vous ne venez pas tout de suite, elle va se refroidir. »289[14]

---

289[14] *Le Soleil*, Québec, 28 août 1944.

Entre-temps, en août 1944, les fusées VI, nouvelle arme puissante des Allemands, avaient commencé à s'abattre sur Londres pendant que les Américains réussissaient à couper la péninsule bretonne en deux et à isoler les ports de mer, encore contrôlés par les Allemands.

Se rendant bien compte que si la Normandie cédait, toutes les troupes allemandes occupant encore l'ouest de la France verraient leur retraite coupée, le maréchal Guntler von Kluge durcit sa résistance. Sur un ordre d'Hitler, il employa donc toutes ses divisions blindées dans une tentative pour couper le ravitaillement des troupes américaines à Avranches mais cette tentative désespérée, qui immobilisa des effectifs énormes entre Falaise et Mortan, échoua lamentablement.

Dans le cadre des opérations d'envergure entreprises par les Alliés entre Caen et Falaise, les Fusiliers s'engagèrent donc, le 14 août, dans ce qu'on a baptisé la bataille de la Commanderie. L'objectif du régiment, cette fois-ci, consistait à essayer de s'emparer d'un pâté de maisons.

La compagnie A du major White et la C du major P. Turgeon se portèrent à l'assaut, pendant que la B de Beaudoin, promu major, demeurait en réserve. Après quelques pertes, les maisons convoitées furent capturées mais le succès fut de courte durée, car des chars allemands contre-attaquèrent presque aussitôt, forçant nos hommes à se replier. Heureusement, une heure plus tard, des bombardiers alliés pilonnèrent les positions ennemies et anéantirent les troupes qui les occupaient. L'avance alliée put ainsi reprendre et les Fusiliers continuèrent leur avance sans obstacle majeur jusqu'à Falaise, où le régiment fit son entrée le 17 août.<sup>290</sup>[15]

L'ennemi avait évacué la ville, mais un nombre considérable de francs-tireurs s'y trouvaient encore cachés. Durant la journée, de nombreux civils, qui avaient été évacués auparavant, décidèrent de réintégrer la ville et on dû les mettre à l'abri à l'intérieur de l'église, où le *padre* Beaudry passa plusieurs heures à les reconforter et à leur prodiguer les soins nécessaires, aidé de nos hommes qui aidèrent à nourrir quelques 350 personnes, avant de célébrer à cet endroit une messe d'action de grâces. L'ennemi continua durant toute la nuit à bombarder la ville d'obus, mais au matin, Falaise avait été débarrassée de tous ses francs-tireurs.<sup>291</sup>[16]

Les Canadiens combattaient dans une région qu'on appelait la Suisse normande, où des sommets, on voyait la Seine tout en bas, couler dans un paysage qui, selon le correspondant de guerre Maurice Desjardins, faisait penser à la vallée de la Matapédia.

C'est dans ce pays sauvage, foisonnant en forêts gigantesques, que les Canadiens livrèrent combat. Ils durent avoir recours à la véritable *Jungle Warfare*. Les Boches avaient enfoui des mitrailleuses et des canons tout le long des chemins serpentant en lacets, et tendaient des embuscades à nos troupes.

À un certain endroit des Canadiens avaient été pris en enfilade et reposaient le long de la route, comme s'ils n'étaient pas morts du tout et qu'ils s'étaient simplement laissés tomber de fatigue après une longue marche. Mais ils ne devaient jamais se relever.

---

<sup>290</sup>[15] *La Grenade*, mars 1962.

<sup>291</sup>[16] *Journal de guerre...*, op. cit., août 1944.

Le soldat Jean-Paul Picard, de Lévis, déclara à Desjardins qu'à un certain endroit, la Seine lui avait rappelé fortement le panorama que l'on aperçoit de la Citadelle de Québec. De son point d'observation près de Moulneaux, il voyait le fleuve au-delà de la forêt de la Londe et, de l'autre côté, le rivage allait en s'élevant doucement dans des plaines d'arbres.

Les Fusiliers avancèrent de plus de 125 kilomètres après avoir pris Falaise et livrèrent de durs combats à Orbec et à Saint-Germain la Campagne, avant de pouvoir quitter la Seine.

À Falaise, ce fut surtout du nettoyage de maisons. Une compagnie, commandée par le major Armand Brochu, de Colonsay, Saskatchewan, fit de nombreux prisonniers. Les hommes de Brochu et ceux de Dextraze se disposèrent en cercle, dans les maisons qu'ils venaient de vider, laissant tout juste une petite ouverture guettée par nos *Brens*.

Les Allemands, s'aventurant sans méfiance dans le défilé, furent criblés de balles. Un officier des *S.S.*, qui avait échappé au massacre, fut descendu par les soldats Cajetan et Charbonneau de Montréal et le caporal Paul Hannis, de Odanak, qui sous la direction du capitaine Maurice Gravel, lancèrent des grenades dans la bicoque où s'était retiré l'officier boche et le fauchèrent de balles de mitrailleuses lorsqu'il en sortit étourdi. Ainsi, les Fusiliers vengèrent deux de leurs compagnons que l'officier avait descendus de sa mitrailleuse avant de se réfugier dans la bicoque.

Les hommes de Dextraze furent retenus plusieurs heures par un char *Tigre* qui dominait une colline et qui tirait du 88 à chaque mouvement de nos troupes. Les tankistes boches ne laissèrent jamais nos gars venir assez proches pour utiliser leur *Piat*, mais se retirèrent enfin lorsque Dextraze masqua son avance d'un parfait écran de fumée.

Les petits noyaux d'hommes laissés par les Allemands en Suisse normande, étaient de véritables escouades de suicide et c'est la guerre dans toute sa fureur. Les Fusiliers durent employer tous leurs trucs pour déloger un ennemi bien camouflé dans la feuillée, qui se défend jusqu'à la mort.

À Saint-Germain, les Canadiens trouvèrent un épicier, Gaston Juhel, tué par un éclat d'obus sur le seuil de son magasin. Ils le couchèrent sur un lit et remirent au curé les 35 000 francs qu'ils avaient trouvés dans ses goussets. Lorsque l'épicière apprit le beau geste des Canadiens, elle les fit venir et leur dit de prendre dans l'épicerie tout ce qu'ils voulaient et qu'elle voulait offrir 5 000 francs à celui qui avait remis l'argent au curé. Les Canadiens refusèrent l'offre généreuse de la veuve.

À Orbec, nos troupes lancées à la poursuite de l'ennemi par monts et par vaux, furent interrompues dans leur travail par les paysans reconnaissants qui leur sautèrent au cou et les embrassèrent en criant : *Des Canadiens français qui sont venus nous libérer!* Malgré leur fatigue, les Fusiliers avancèrent gaiement les poches bourrées de grenades, se plaisant dans ce genre de guerre de montagnes où ils entrèrent souvent en contact avec l'ennemi et d'employer souvent leurs armes.

Le curé fit déposer dans de beaux cercueils les Canadiens français tués dans les environs du village et les fit enterrer au cours d'une touchante cérémonie près du monument aux morts de 1914-1918. Les paysans se cotisèrent et remirent cinq mille francs au curé pour qu'il fasse

chanter des messes pour le repos de l'âme des soldats venus de loin pour libérer la France.<sup>292</sup>[17]

Par ailleurs, durant toute la bataille de Normandie, le médecin des Fusiliers, le capitaine Guillaume Soucy, un Franco-Ontarien, l'aumônier, le capitaine Charles-Édouard Beaudry, ainsi que les brancardiers du régiment se surpassèrent au point que Desjardins leur consacra un reportage dans les journaux francophones du temps.

Desjardins écrivit que les brancardiers des Fusiliers Mont-Royal ne cédaient guère en bravoure à leurs camarades combattants. Et il cita les cas des brancardiers Beaudoin, Hébert, Vachon et Lapointe.

Conrad Beaudoin avait accompli plusieurs voyages au front pour aller chercher des blessés. Sous la mitraille, sa bonne humeur et ses boutades avaient aidé à maintenir le moral des hommes dans les tranchées. Dans la chenillette du sergent-major de compagnie Maurice Nantel, le brancardier Roland Hébert, de Hull, avait lui aussi fait de nombreuses randonnées de l'hôpital aux avant-postes, courant sous les balles pour aller chercher ses camarades blessés. Il était épuisé, mais avait continué son dangereux travail en dépit des ordres de se reposer qu'il avait reçus. Quant à Lucien Lapointe, de Longueuil, et J. H. Vachon, il s'agissait de deux autres brancardiers qui ont risqué leur peau plus d'une fois.

Pour sa part, le *padre* Beaudry, avait vécu des heures qu'il aurait peut-être souhaité moins émouvantes auprès du poste de secours, aidant le médecin Guillaume Soucy, à reconforter les blessés. Plus d'une fois, le sympathique *padre* avait dû plonger dans la tranchée la plus proche, devant malgré lui interrompre le flot de paroles encourageantes qu'il n'a cessé de distribuer à ses ouailles en kaki.

Beaudry avait montré avec orgueil à Desjardins, la chaise normande qu'il avait reçue en cadeau du maire d'un petit village. Il l'avait remise dans le camion du Doc Soucy. Mais comme les blessés commençaient à arriver, il fallut faire de la place, car c'est dans l'intérieur du camion que se donnaient les premiers soins. On transforma alors sa précieuse chaise en escabeau pour les blessés. Beaudry y tenait beaucoup, car elle constituait pour lui, en quelque sorte, un souvenir de la première bataille des Fusiliers en France.<sup>293</sup>[18]

Pour les Fusiliers, il s'agissait maintenant de poursuivre l'ennemi jusqu'à la Seine, sur un front se déployant des rivages de Normandie jusqu'à la Loire. Après cinq jours de marche forcée, le régiment avait dépassé Falaise d'une cinquantaine de kilomètres, avant de rencontrer la résistance ennemie à la rivière Orbec.

Les Fusiliers Mont-Royal ne constituaient plus, toutefois, qu'une unité avec des effectifs fortement réduits. Les quelques renforts, arrivés depuis peu, n'avaient pas réussi à compenser la constante saignée subie depuis Caen. C'est donc dire que Gauvreau dut se monter particulièrement économe de la vie de ses soldats.

La compagnie D de Dextraze, dont les effectifs après deux mois de combat étaient réduits de moitié, reçut l'ordre de remonter la rive pour capturer le village Orbiquet de nuit. Les

---

<sup>292</sup>[17] *Le Nouvelliste*, Trois-Rivières, 8 septembre 1944.

<sup>293</sup>[18] *L'Événement-Journal*, Québec, 28 août 1944.

Allemands furent pris par surprise et le raid constitua un succès de plus pour les hommes de Dextraze, qui se dirigèrent alors vers Saint-Germain. Pendant ce temps, la compagnie C de Brochu, qui tentait en vain de traverser la rivière, put enfin, une fois Orbiquet abandonné par les Allemands, rejoindre la compagnie D et avec l'aide des *Cameron Highlanders*, s'emparer de Saint-Germain en deux jours.294[19]

L'armée canadienne continua d'avancer vers la Seine L'ennemi avait beau être en débandade, il fallait le poursuivre. Les derniers jours d'août, pénibles et harassants, furent donc consacrés au nettoyage des derniers nids de résistance allemands jusqu'à Rouen.

### **Paul Sauvé remplace Guy Gauvreau, promu brigadier**

Le 27 août, Guy Gauvreau quitta les Fusiliers pour prendre le commandement de la brigade en remplacement du brigadier général F.-A. Clift, blessé. C'est Paul Sauvé, qui devait être promu lieutenant-colonel quelques jours plus tard, qui le remplaça à la tête du bataillon pendant que la 6<sup>e</sup> brigade continuait de ratisser la forêt. Jacques Dextraze fut, quant à lui, nommé commandant adjoint du bataillon.

À noter que les Fusiliers Mont-Royal, qui formaient l'aile droite de l'avance, étaient toujours à court de 331 hommes ce jour-là. Néanmoins, le bataillon, après avoir pénétré dans la forêt de la Londe par la route qui se dirigeait tout droit vers l'est, prit contact avec l'ennemi au village de Le Buquet, à l'ouest d'Elbeuf et le rejeta sur sa principale ligne de défense. Les F.M.R. durent ensuite suivre et appuyer le régiment des *South Saskatchewan*, mais furent immobilisés par un barrage de mitrailleuses et de mortiers au sud-est de Port du Gravier pendant toute la journée du 28.

L'arrivée de Guy Gauvreau à la tête de la brigade ne fut pas facile. Aussitôt nommé, il convoqua des officiers pour le début de la soirée. Le nouveau brigadier avait préparé sa présentation avec soin, en s'appuyant sur les renseignements dont il disposait alors. Mais à peine avait-il commencé à parler que les nouvelles, toutes plus mauvaises les unes que les autres, commencèrent à affluer. Et cela, le jour même de sa prise de commandement. *Pourquoi faut-il que cela m'arrive à moi?*, grogna-t-il avant de se reprendre en mains et de parer au plus pressé : endiguer à tout prix le reflux qui se dessinait.

Même si le jour tombait, Gauvreau ordonna au commandant de son unité de chars de mettre en branle tous les chars et chenillettes disponibles en faisant le plus de bruit possible, dans l'espoir d'effrayer l'ennemi et le décourager de préparer une contre-attaque. Le stratagème réussit et les Allemands renoncèrent à leur contre-attaque. Le 31 août, les Fusiliers Mont-Royal entraient dans Rouen.

Affamés de viande fraîche, les hommes de Guy Lévesque s'emparèrent d'un porc, qu'ils souillèrent et suggérèrent que l'animal étant malade, il fallait le tuer. Ce qui fut fait et on s'empiffra. Mais le cultivateur exigea remboursement et Paul Sauvé dut s'exécuter. Les francs recueillis sur les prisonniers pris à Ghjyvelde permirent plus tard au capitaine Lévesque de faire des aveux à son commandant et de le rembourser.295[20]

---

294[19] *La Grenade*, mars 1972.

295[20] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL.... op. cit., p. 227.

La campagne de Normandie se termina glorieusement ainsi. Au cours de cette campagne, les pertes alliées avaient été sévères et on n'avait pas prévu que l'infanterie souffrirait autant. L'armée canadienne n'échappa pas à la règle. 76 % des hommes tués, blessés, faits prisonniers ou portés disparus depuis le 17 août étaient des fantassins. Le 26 août, l'armée canadienne reçut enfin des renforts, mais la 2<sup>e</sup> division était encore à cours, même avec ces renforts, de 1 910 officiers, sous-officiers et soldats pour garnir ses neuf bataillons.

De Rouen, les Fusiliers Mont-Royal s'élancèrent vers Dieppe avec les autres régiments de la 2<sup>e</sup> division. Le 1<sup>er</sup> septembre, la division était rendue au sud de Dieppe et se préparait au combat. S'attendant à une farouche résistance de la part des Allemands, le commandement avait dressé les plans d'un siège en règle, comportant une écrasante préparation d'artillerie navale et l'intervention massive de bombardiers lourds.

Heureusement, rien de cela ne fut nécessaire. Les Dieppois apprirent aux patrouilles de reconnaissance que l'ennemi avait abandonné la ville la veille et la population reçut nos hommes en triomphateurs. Pour les hommes de la 2<sup>e</sup> division canadienne en général, mais pour ceux des Fusiliers Mont-Royal en particulier, la libération de Dieppe, deux ans après le raid sanglant où tant des leurs avaient perdu la vie, soit leur liberté, prenait une signification particulière.

Guy Gauvreau raconta plus tard être entré à Dieppe par voie terrestre, le 1<sup>er</sup> septembre 1944. C'est alors qu'il vit dans la rue un drapeau allemand à croix gammée, étendu dans la rue pour que les Canadiens puissent le piétiner. Mais Gauvreau ne l'entendait pas ainsi. Après s'être identifié comme un ancien combattant des Fusiliers Mont-Royal qui avaient participé au raid du 19 août 1942, il demanda la permission de ramasser le drapeau allemand comme souvenir afin de l'installer dans la caserne du régiment, à Montréal. Ce drapeau est maintenant conservé au musée des Fusiliers.296[21]

Si la foule dieppoise était heureuse de se voir enfin débarrassée de l'envahisseur, nos troupes ne l'étaient pas moins. Leur entrée dans la ville, l'arme à la bretelle, marquait mieux pour elles que tous les discours du monde l'importance des victoires si chèrement achetées, le chemin parcouru en deux ans, depuis l'échec sanglant du 19 août 1942. 297[22]

Le 3 septembre, on tint une grande cérémonie commémorative en hommage à tous les camarades tombés sur la plage de Dieppe lors du raid meurtrier du 19 août 1942. On organisa ensuite un grand défilé dans la ville, devant le commandant de la 1<sup>re</sup> armée canadienne, le général Crerar, entouré de son état-major et de représentants des gouvernements français, britannique et canadien. Puis on accorda exceptionnellement une soirée de congés à tous.298[23]

---

296[21] VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, Tome 3, op. cit., p. 215.

297[22] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 227 et 228.

298[23] *La Grenade*, mars 1962.

## Chapitre XII : De la libération de Dieppe à celle de la Belgique (Septembre-octobre 1944)

Une fois Dieppe libérée, le 1<sup>er</sup> septembre 1944, l'armée canadienne reçut comme mission de libérer les ports de mer le long de la Manche. Car plus les troupes alliées avançaient, plus les lignes de communication et de ravitaillement s'allongeaient. D'où l'importance que prenaient les ports de la côte, celui d'Anvers en particulier, pour le ravitaillement de nos troupes sur place. La 2<sup>e</sup> division, celle à laquelle appartenaient les Fusiliers Mont-Royal, devait prendre la côte de Calais jusqu'à Dunkerque.

Le 4, le régiment reçut 25 soldats en renfort et le surlendemain, 41 Canadiens français, jusqu'ici faisant partie du *Calgary Highlanders*. Malgré ses 66 nouveaux arrivés, le bataillon était toujours loin du compte régimentaire. Finalement, les Fusiliers reprirent la route en convoi le 6 et passèrent la frontière belge pour la première fois le 8 septembre 1944.

Au moment où les Canadiens arrivèrent sur le front belge puis sur celui de la Hollande, la France était déjà libérée en grande partie. La veille de l'entrée des Fusiliers en Belgique, les armées alliées avaient pénétré en Hollande et au Luxembourg et six jours plus tard à peine, certains éléments alliés réussissaient à mettre le pied sur le sol de l'Allemagne. Mais ce qui semblait s'annoncer une avance rapide et facile commença à se heurter à des embûches de plus en plus nombreuses et à une défense acharnée de la part des Allemands.<sup>299</sup>[1]

Le premier objectif des F.M.R. sur le sol belge était le village de Furnes, mais ils n'eurent pas à y combattre, les Allemands ayant déjà vidé les lieux. C'est donc dire que les Fusiliers furent accueillis par les cris de joie, les applaudissements, les larmes de bonheur d'une foule en délire. Durant ce séjour de nos hommes en Belgique, les Allemands avaient, en effet, l'habitude de décamper quelques heures et même quelques jours avant l'arrivée des troupes alliées.<sup>300</sup>[2]

Les Fusiliers se rendirent ensuite à La Panne, leur prochain objectif. Désireux de ne pas perdre inutilement des vies, Guy Gauvreau, commandant de la brigade, fit parvenir un premier ultimatum au commandant allemand de la garnison, lui suggérant de se rendre. Comme celui-ci faisait mine de refuser, il lui promit un intense bombardement dans les 15 minutes. L'ultimatum fit son effet et les Allemands se rendirent. Gauvreau et son adjoint, le capitaine Maurice Gravel, furent alors faits citoyens d'honneur de la commune de La Panne.

Puis, le 14 septembre, le régiment revint en France afin d'attaquer Ghyvelde où le régiment se signala de façon toute particulière. Le 15 septembre, Paul Sauvé, nouveau commandant du bataillon, ordonna l'attaque contre l'ennemi, réfugié derrière des canaux, des casemates, du fil barbelé et des piliers de béton. L'attaque fut un succès. Après une nuit mouvementée, à cause de la présence de patrouilles allemandes et par le bruit de l'artillerie qui ne cessait pas, nos troupes s'emparèrent, dès le lendemain matin, du petit bois à l'arrière du village.

Pour prendre le village de Ghyvelde, près de Dunkerque, les Fusiliers Mont-Royal durent tirer des milliers d'obus de mortiers et de balles de mitrailleuses. C'était la saison ouverte pour la

---

<sup>299</sup>[1] VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, Tome 3, op. cit., p. 251.

<sup>300</sup>[2] VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, Tome 3, op. cit., p. 256.

chasse aux Allemands qui tombèrent comme des mouches. Toutes les armes du régiment étaient rougies à blanc d'avoir trop tiré.301[3]

La prise de Ghyvelde ferma le cercle autour de la forteresse assiégée de Dunkerque. Trois jours avant l'attaque, les patrouilles des Fusiliers avaient exploré tous les petits coins et constaté qu'il n'y avait qu'une route : la rue principale. La gauche était inondée et il y avait un canal sur la droite.

Les Boches savaient d'où le coup viendrait et s'étaient préparés en conséquence. Les Fusiliers, par conséquent, firent appel à toute l'artillerie disponible. « Le plan de feu était merveilleux. En plus des obus de 25 livres, les hommes du capitaine Robert Beauvais lancèrent environ 6 000 bombes de mortier. On se servit de tout : carabines Bren, canons antichars, grenades et piat. C'était un vrai pique-nique pour les Fusiliers dont le moral était et reste excellent ».

De 700 à 800 Allemands étaient retranchés dans Ghyvelde, en majorité des Prussiens de la *Wehrmacht*. Les hommes des F.M.R. canardèrent à droite et à gauche, faisant mouche presque à chaque coup. Nos pertes furent légères. Puis, une décision rapide du capitaine Guy Lévesque (surnommé *Pamphouse*) fut le point saillant de la première journée après l'assaut victorieux.

En effet, au cours d'une patrouille, Lévesque découvrit que le petit bois à droite de Ghyvelde fourmillait d'Allemands qui préparaient une contre-attaque sérieuse. Il fit avancer ses chenillettes, les disposa en demi-cercle à l'orée du bois et pénétra avec une poignée d'hommes dans la forêt, prenant les Boches complètement par surprise. Il captura une compagnie entière de la *Wehrmacht*, y compris le capitaine commandant et deux officiers subalternes. Belle action qui valut à Lévesque la *Croix militaire (M.C.)*302[4].

Le 10 octobre, toutefois, Lévesque devait être gravement blessé à Calmphout. Alors qu'il déjeunait paisiblement le matin, assis sur une caisse de bois, avant de partir en patrouille, un obus perforant faucha deux de ses hommes, en blessa grièvement un autre et lui arracha le bras gauche.

Hospitalisé à Anvers, il fut immédiatement opéré et transporté en Angleterre. Lévesque était si populaire que le correspondant Maurice Desjardins écrivit encore une fois à son sujet. Celui qui était toujours le premier en avant n'était plus là, la légende *Pamphouse* s'éteignait au front mais vit encore dans nos cœurs. Pour Lévesque, qui avait toujours été un modèle de bravoure et d'initiative, la guerre était terminée. Mais non sa carrière militaire puisque, vingt ans

---

301[3] *La Presse*, 2 décembre 1944.

302[4] Selon les termes de la citation, « À Ghyvelde, France, le 18 septembre 1944, après que les Fusiliers Mont-Royal eussent capturé la ville, l'on s'aperçut qu'un bois à l'arrière de la cité abritait des Allemands maniant des mitrailleuses et retranchés dans des abris en béton. Il fut décidé de nettoyer le bois et cette tâche fut assignée au peloton commandé par le capitaine Lévesque. Après avoir avisé son commandant, il attaqua aussitôt. Il mena l'assaut sur les abris en béton malgré un feu intense de mitrailleuses ennemies. Faisant preuve d'un grand courage et oubliant complètement toute protection personnelle, il nettoya le bois en moins de vingt minutes, capturant deux officiers, 119 soldats, trois mortiers et un canon anti-aérien. Le succès de cette opération fut entièrement dû à l'initiative, au courage et au magnifique esprit de chef du capitaine Lévesque. »

plus tard, promu lieutenant-colonel, il devait commander les Fusiliers Mont-Royal de 1961 à 1964.<sup>303</sup>[5]

Pour en revenir à la prise de Ghyvelde, le régiment fut étonné, en pénétrant dans le village, de trouver 300 civils qui s'étaient cachés dans les caves et qui avaient ainsi survécu à la violence de notre barrage d'artillerie. Le premier qui se porta à la rencontre de nos hommes fut le vieux curé, qui en pleurant, serra la main du commandant, tellement il était heureux d'être délivré. Son église était en ruines, mais cela ne parut pas tempérer sa joie. Il dit qu'il comprenait que c'était la guerre et qu'il nous était avant tout reconnaissant d'avoir chassé les Boches.<sup>304</sup>[6]

Cette victoire devait cependant connaître un triste épisode. Les Fusiliers Mont-Royal quittèrent Ghyvelde mardi le 19 septembre pour repasser la frontière belge. Quelques jours plus tard, les Allemands reprirent le village où les habitants, qui s'étaient réfugiés dans la campagne environnante pendant les combats, étaient revenus, croyant leur village définitivement libéré. Malheureusement pour eux, les Allemands détruisirent le village et massacrèrent une grande partie de la population civile.

À la toute fin de septembre 1944, les Fusiliers Mont-Royal remontèrent en ligne, atteignirent le canal Albert, le traversèrent à l'aube et poussèrent au nord jusqu'à Gravenwesel, qu'ils attaquèrent. L'objectif étant faiblement défendu, les Fusiliers l'emportèrent sans difficulté. Puis, ils se portèrent vers le village de Lotchenberg, attaqué le lendemain. Malheureusement, les troupes allemandes avaient réussi à s'infiltrer dans les lignes des F.M.R., en utilisant leurs chars. Les Fusiliers durent retraverser le canal avec de lourdes pertes. La 6<sup>e</sup> brigade avait perdu plus de 113 hommes dans l'engagement, dont les deux tiers étaient des membres des Fusiliers Mont-Royal. Relevés, les hommes du régiment allèrent se réorganiser à S'Job in't Goor.

De Dunkerque, les Fusiliers furent envoyés vers Anvers, dont il fallait à tout prix libérer les approches. En effet, si les Alliés occupaient enfin le port, les Allemands continuaient de contrôler 80 kilomètres de territoire sur les rives de l'Escault entre Anvers et la mer. Le régiment traversa donc à nouveau le canal Albert le 1<sup>er</sup> octobre et, le 4, prit Cappellen, mal défendue. Sans reprendre haleine, le bataillon poussa au nord.

### **Le courage de Guy Gauvreau**

Pendant ce temps, son ancien commandant, Guy Gauvreau, se voyait confirmer dans son grade de brigadier général, le 13 octobre, et son successeur à la tête des Fusiliers, Paul Sauvé, dans celui de lieutenant-colonel.

Dans un article élogieux sur Gauvreau, Maurice Desjardins, affirmait que le nouveau commandant de brigade avait toujours fait preuve de la plus grande bravoure, savait se faire aimer de ses hommes, tout en exerçant une grande autorité et lui prédisait un brillant avenir militaire.

Paul Sauvé, son successeur, avait déclaré à Desjardins que Gauvreau avait été superbe devant Verrières et que tous les jours, il se rendait aux avant-postes et même en avant. À trois reprises, il avait pris la tête d'une poignée d'hommes pour se lancer au secours d'une compagnie

---

<sup>303</sup>[5] VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, Tome 3, op. cit., p. 271.

<sup>304</sup>[6] *La Presse*, 2 décembre 1944.

assiégée. Lui-même avait été isolé pendant près de deux heures dans une tranchée qu'il partageait avec un des jeunes commandants de compagnie.

Gauvreau, qui fut durant plusieurs semaines l'aide de camp du maréchal Montgomery, en 1941, lui vouait une admiration qui tient presque de l'idolâtrie. Il était resté comme imprégné des méthodes et même des dictons du maréchal, dont il était le disciple fidèle. Tous ceux qui avaient vu Gauvreau à l'action avaient été impressionnés par son élan et son dynamisme. On n'avait d'ailleurs qu'à le voir et lui parler durant quelques minutes pour se rendre compte qu'on était en présence d'un véritable soldat, d'un homme d'action dans toute la force du mot.

Passé du grade de capitaine à celui de général de brigade en trois ans, Gauvreau avait de l'étoffe à revendre. Dès le premier abord, on ne pouvait s'empêcher de dire : *Celui-là, il a été fait pour le métier des armes.* On n'avait aussi qu'à recevoir une poignée de main de ce jeune soldat aux cheveux noirs et un chaleureux sourire pour s'apercevoir qu'il avait de la poigne.

Les rigueurs de la guerre moderne exigeaient alors la jeunesse et une parfaite condition physique. La carrure athlétique du jeune brigadier canadien-français le rendait apte en tous points à commander la brigade de choc dont on lui avait confiée la charge. Il possédait à un haut degré le sens du devoir et savait s'imposer tous les sacrifices pour l'accomplir. Intègre, il aimait son métier avec passion. Il avait beaucoup d'affection pour ses hommes, qui avaient en lui une confiance illimitée.

Le *padre* Beaudry, qui était son ami intime, déclara à Desjardins que l'autorité était innée en lui. Il suffisait de l'entendre donner ses ordres pour que ses hommes sachent ce qu'il attendait d'eux. Malgré sa volonté de fer et son énergie étonnante, il était d'une grande délicatesse. Il connaissait les petits problèmes intimes de tous ses hommes. Il ne manquait jamais d'écrire des lettres fort sympathiques aux parents de ses soldats dès qu'il apprenait qu'il y avait eu dans leur famille des événements importants tels que deuils ou naissances.

Cet homme d'action qui nous fait honneur savait aussi se recréer quand venait le temps. En Angleterre, les officiers supérieurs de la division aimaient visiter son mess, qui s'était acquis le nom de mess où l'on chantait. Dans ce mess, il insistait pour qu'on maintienne la tenue de la tradition, mais il ne permettait pas que ses officiers passent leur temps à se regarder par-dessus un journal. Il dirigeait avec brio des séances de chant mémorables.

Enfin, virtuose de toutes les armes de l'infanterie et conducteur intrépide de jeeps, chenillettes et motocyclettes, Gauvreau était également un sportif accompli.

### **Le combat de Woensdrecht**

Le 23 octobre, le régiment monta à l'assaut de Nederheide. Les pertes furent lourdes : le lieutenant Réal Liboiron fut d'ailleurs blessé. Quelque temps plus tard, le major George Andrew White, cherchant à situer la source du feu ennemi, fut tué raide en grimpant la paroi d'un fossé. C'était un officier d'élite, toujours prêt à payer de sa personne, brave, dévoué et du commerce le plus agréable.

Cloués au sol, les Fusiliers Mont-Royal durent quand même poursuivre l'attaque. Le lieutenant Joseph Raymond Yves Morissette tenta de se faufiler de maison en maison jusqu'au carrefour, couvert par le feu de deux autres pelotons et celui des blindés. Malheureusement pour lui, la moitié de son peloton fut fauché par une mitrailleuse dès qu'il quitta le couvert d'une haie derrière laquelle il était abrité et Morissette figura parmi les morts.

De nouvelles tentatives eurent lieu et, nouvel échec, le lieutenant Lejeune qui tentait un nouvel effort fut blessé, de même que deux chefs de section et plusieurs soldats. Bref, jusque-là, tous les assauts de résistance avaient été brisés par la résistance de l'ennemi. Les échanges de feu étaient nombreux et meurtriers.

Finalement, le bataillon reçut de l'aide, notamment de deux compagnies du *Maisonneuve*, tandis que les Allemands donnaient des signes de flottement et, le 24 octobre, prenait fin l'engagement que les Fusiliers Mont-Royal appellent le combat de Woensdrecht. Le bataillon, relevé par le *Maisonneuve*, se retira à l'arrière pour se réorganiser après avoir perdu 6 officiers, dont 3 tués, et environ 90 sous-officiers et soldats, dont une trentaine de morts.<sup>305</sup>[7]

Vingt ans plus tard, faisant le récit de ces combats, Guy Lévesque raconta que les Fusiliers étaient rendus au sud des canaux Turnhout et Albert qui se fusionnent en entrant dans la ville d'Anvers. Et qu'il leur fallait établir une tête de pont au nord. Ce fut un succès pour le régiment. Mais comme le reste de la brigade n'avait pas atteint son objectif, le lendemain, les Allemands concentrèrent leurs tirs sur nous. Malgré la conduite héroïque de nos troupes, elles durent retraverser le canal.

Une semaine plus tard, le 10 octobre, les Fusiliers retraversèrent avec succès pour entreprendre dans des conditions terribles, inimaginables, la marche lente et douloureuse vers Woensdrecht et Beveland. Ce fut de l'eau, de la boue, de la pluie, des routes impassables, ce fut une guerre absorbante dont les patrouilles incessantes viennent effriter la résistance morale et physique. Le combat contre les éléments de la nature devint plus redoutable que celui de l'ennemi même.<sup>306</sup>[8]

Pour sa part, revenant encore sur les faits d'armes des Fusiliers, Maurice Desjardins parla des coups heureux de ses soldats sur le canal d'Anvers. Citant d'abord le lieutenant Patrick Bergeron, Desjardins écrivit que vers la fin du mois de septembre, les Fusiliers lancèrent de violentes attaques au-dessus du canal d'Anvers, dans le but de déloger les Allemands de l'autre côté.

Un jour, raconta Bergeron, nous avons vu des Allemands entrer dans une maison sur la rive opposée du canal. Bergeron fit alors amener un de nos piats et le premier obus fit un gros trou dans le mur de brique. Un Allemand sortit en chancelant. Comme il franchissait le seuil, une brique se détacha du mur et lui tomba sur la caboche. Un des hommes de Bergeron l'acheva d'une rafale de mitrailleuse Bren.

Desjardins parla ensuite d'un double coup heureux réussi par l'artillerie, qui dressait les barrages derrière lesquels avançaient les Fusiliers. Un jour, les Fusiliers, qui guettaient la rive opposée du canal, virent deux motocyclettes sortir d'un bois, s'arrêter et communiquer par gestes à des camarades tapis dans des tranchées, sur le bord de la route. Au même moment, un obus passa en sifflant et éclata à l'endroit précis où étaient les deux motocyclistes boches.

Le lendemain, un officier des renforts d'artillerie réussissait le même exploit avec le premier obus qu'il tirait en action. La coïncidence était fantastique, dit un Fusilier qui vit le

---

<sup>305</sup>[7] VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, Tome 3, op. cit., p. 257 et 271 à 275.

<sup>306</sup>[8] *La Grenade*, juin 1962.

« miracle ». Un motocycliste sortit du même bois et s'engagea sur la même route. Comme il arrivait à l'endroit où ses deux camarades avaient été atteints la veille, un canon gronda et l'obus et la motocyclette arrivèrent au même endroit en même temps!

Desjardins mentionna également que pendant quatre jours d'affilée, le lieutenant Maurice Pérusse captura deux soldats allemands exactement au même endroit et à la même heure. Pérusse avait en effet appris d'un fermier que, chaque jour, à heure fixe, deux soldats allemands allaient chercher du lait. Il n'eut qu'à se placer près de la ferme en question pour, à quatre jours reprises d'affilée, cueillir les deux soldats allemands envoyés à la corvée.

Par ailleurs, peu après la libération de la ville, *Le Métropole*, journal d'Anvers, avait publié la photo d'un membre des Fusiliers déployant fièrement le drapeau nazi qu'il avait capturé.<sup>307</sup>[9]

Dès le 26 octobre, le régiment repartit à l'assaut et se transporta jusqu'à Waards où il attaqua en soirée. Ce jour là, un nouveau malheur s'abattait sur le régiment. Son ancien commandant, Guy Gauvreau, accompagné de son officier de renseignements, le capitaine Maurice Gravel, lui aussi issu des F.M.R., désireux de se rendre compte en personne de l'état de la situation dans le secteur occupé par les Fusiliers. Voulant se déplacer plus rapidement, les deux hommes utilisèrent une jeep amphibie pour progresser sur la digue. Malheureusement, le véhicule sauta sur une mine antichar, projetant les deux hommes hors du véhicule, leur infligeant à tous deux de très graves blessures. C'en était fini pour eux de la guerre.

Sur son lit d'hôpital, en Angleterre, Guy Gauvreau eut droit à plusieurs témoignages d'estime et d'affection de ses compagnons d'armes. L'infirmière Marie-Thérèse Ménard, de Drummondville, raconta même au journaliste Léo Cadieux, qui plusieurs années plus tard devait devenir ministre de la Défense à Ottawa, que de jeunes blessés des Fusiliers Mont-Royal, hospitalisés au même endroit, s'étaient levés de leurs lits, certains à l'aide de béquilles, pour aller souhaiter un prompt rétablissement à leur ancien commandant, oubliant leurs propres blessures pour un instant.

Gauvreau devait lui-même confier que ces témoignages lui apportèrent le plus grand réconfort. Une lettre d'un autre de ses anciens compagnons d'armes aux F.M.R., le lieutenant-colonel Maurice Forget lui avait particulièrement fait plaisir.

Nos gars ont des cœurs d'or, raconta-t-il à Cadieux. On ne le soulignera jamais assez. Comme ceux du *Royal 22<sup>e</sup>*, du *Maisonneuve*, du *Régiment de la Chaudière*, et tous ceux du Québec dispersés dans d'autres unités, nos Fusiliers accomplissent de cœur-joie les plus dures besognes. Ils ont un esprit de corps admirable.

Au centre d'évacuation, le maréchal Montgomery lui-même était venu rendre visite à Gauvreau avant qu'on le rapatrie en Angleterre. Et le *padre* Beaudry arriva à temps à l'aérodrome pour l'encourager, alors que l'avion qui le transportait s'appêtait à décoller.<sup>308</sup>[10]

Gauvreau eut droit, en Angleterre, à de très bons soins. Une infirmière militaire, Thérèse Maynard non seulement se priva de repas et de congé pour veiller sur Gauvreau, qui fut

---

<sup>307</sup>[9] *La Presse*, 30 novembre 1944.

<sup>308</sup>[10] *La Presse*, 5 décembre 1944.

longtemps entre la vie et la mort, mais constatant que l'alimentation des rations n'étant pas suffisante, on l'avait vue aller à travers pluies et brumes, fureter dans les villages avoisinants pour obtenir des légumes frais, des champignons et des œufs.309[11]

Gauvreau devait revenir à Montréal le 23 mars 1945. Une foule nombreuse se rendit accueillir le héros blessé lorsqu'il descendit du train, en gare Bonaventure. Blessé aux jambes, c'est en fauteuil roulant qu'il fit son apparition pour être accueilli par son épouse et sa fillette Suzanne, et son père, J. Roméo Gauvreau, lieutenant-colonel honoraire des Fusiliers Mont-Royal. Son prédécesseur, Dollard Ménard, son successeur, Paul Sauvé, ainsi que son ancien commandant, Paul Grenier, *E.D.* et un autre héros de Dieppe et ancien compagnon d'armes, Bob Lajoie, s'étaient tous déplacés pour l'accueillir.310[12]

Une fois revenu à la vie civile, le général Gauvreau devait continuer à jouer un rôle important dans la vie du régiment ainsi que dans le monde des affaires. Il en fut ainsi du capitaine Maurice Gravel qui, bien qu'amputé d'un bras mena, en compagnie de son frère Rolland, rescapé d'un camp de prisonnier allemand, une brillante carrière dans le monde des affaires.

### **La Belgique, enfin libre!**

Entre-temps, en Europe, les hommes des Fusiliers Mont-Royal avaient continué leur percée à travers la Belgique. Après avoir nettoyé Waards, le régiment se dirigea vers le canal de Hansweerh. Après avoir reconnu les lieux, le bataillon franchit une écluse et prit l'ennemi par surprise. Les Allemands se rendirent alors, le régiment faisant à lui seul plus de 120 prisonniers. Le lendemain, le bataillon occupa les villages voisins de Biezelinghe et de Kapellen et fut mit au repos.

La prise de Breskens permit de dégager la poche entre les canaux Lys et Léopold. Puis, avec la traversée du canal Léopold et celle du canal Beveland par les Fusiliers Mont-Royal, la Belgique était libérée le 3 novembre 1944, puisque la 52<sup>e</sup> division britannique (connue sous le nom de *British Waterborne*) s'était emparée de Walcheren en bombardant les digues qui entourent cette île dont le sol est en grande partie au-dessous du niveau de la mer.

Trois jours plus tard, le général allemand Dover se rendait et le 28 novembre, le premier convoi allié entraît glorieusement dans le port d'Anvers. Mais, s'indigna plus tard Guy Lévesque, les Canadiens furent absents des célébrations.

« Ça ne surprendra personne si nous soulignons qu'aucun représentant de l'armée canadienne n'avait été invité à cette cérémonie historique. Ce paradoxe inexplicable est d'autant plus impardonnable que l'armée canadienne venait d'atteindre l'apogée de ses opérations. Pour compenser, nous allons échouer à Nijmegen pour trois mois où après quelques jours de vacances à Bruxelles et Anvers, nous nous enfouirons dans les tranchées le long de la rivière Mass. Nous jouerons à cache-cache avec les Allemands qui défendaient les approches du Rhin, en attendant les renforts, les ravitaillements, les munitions, l'équipement et le nécessaire à la grande poussée vers la grande rivière, pour ensuite envahir l'Allemagne et culbuter l'ennemi hors de la Hollande ».311[13]

---

309[11] *La Presse*, 13 mars 1945.

310[12] *La Presse*, 23 mars 1945.

311[13] *La Grenade*, juin 1962.

## Chapitre XIII : Enfin la victoire (Novembre 1944-Décembre 1945)

Après un peu plus d'une semaine en Belgique, le régiment repart pour la Hollande le 8 novembre 1944, décidé d'en finir une fois pour toutes avec les troupes allemandes qui continuent à résister avec acharnement.

Quelques jours plus tard, l'unité devait toutefois perdre à la fois son médecin et son aumônier qui les avaient accompagnés tout au long des campagnes de Normandie et de Belgique. Le capitaine Guillaume Soucy se voyait transféré à la 10<sup>e</sup> Ambulance canadienne de campagne et était remplacé au régiment par le capitaine W.W. Wellingford, tandis que le *padre* C. E. Beaudry était promu major et remplacé par le capitaine-aumônier N. Plante.

Le soldat canadien-français, qui se sentait parfois maître du monde en France et dans la partie francophone de la Belgique où sa connaissance de la langue française lui était d'un apport précieux, éprouva des difficultés en Hollande. Il lui fallut, comme ses camarades de langue anglaise, expliquer, pour se faire comprendre des paysans ensabotés et se livrer à d'extraordinaires acrobaties linguistiques, le nez plongé dans des lexiques franco-hollandais.

Aguerris et fatalistes, les F.M.R. attendirent sans impatience et sans crainte le moment de donner le dernier coup d'épaule. C'est cependant durant cette période que le capitaine René Asselin fut tué au cours d'une patrouille. À la même époque, Paul Sauvé fut rappelé au pays, où il reprit ses activités de parlementaire pour être remplacé, à la tête du régiment, par Jacques Dextraze, promu lieutenant-colonel à l'âge de seulement 25 ans.

De retour à Montréal, Paul Sauvé passa une journée du début de février 1945 à la caserne des Fusiliers Mont-Royal où il reçut les parents des officiers et des soldats avec lesquels il avait été sur la ligne de feu. Il rencontra entre autres le père et le beau-père du capitaine René Décary, tué près de Caen alors qu'il était à la tête d'une compagnie de renfort pour les Fusiliers. Dur à cuire, le Décary fut blessé une première fois à l'abdomen. Alors qu'on le plaçait sur une jeep pour le transporter à l'hôpital, il fut blessé de nouveau, cette fois au cou, blessure qui devait lui être fatale. Sauvé rapporta à son père quelques-unes des dernières paroles prononcées par Décary alors qu'on le plaçait sur la jeep en question : *Ce qui me fait de la peine*, avait dit Décary à son ami Sauvé, *c'est que je ne me sois pas battu plus longtemps* ».

Sauvé parla aussi avec l'abbé M. Morissette, frère du lieutenant Raymond Morissette, tué en octobre 1944 en Hollande. « Votre frère, déclara-t-il, fut longtemps du combat avec les Fusiliers. Il fit toujours plus que son devoir et il était un de nos meilleurs commandants de peloton ». De novembre 1944 au début de 1945, les choses furent donc assez tranquilles pour les régiments canadiens-français. C'est la seule période de la campagne du nord-ouest de l'Europe au cours de laquelle l'armée canadienne a joué un rôle statique et où nos troupes n'entreprirent aucune opération d'envergure. Elles s'occupèrent plutôt à consolider le terrain nouvellement conquis et surtout à préparer l'ultime grande offensive.

La Hollande connaissait son pire hiver depuis 25 ans. La neige tombait sans arrêt. Un vent glacial paralysait tout mouvement. Pour mieux se camoufler, les troupes d'infanterie en première ligne portaient des vêtements blancs. Avec le froid, la pire souffrance des nôtres durant ces mois interminables fut cependant l'attente.<sup>312</sup>[1]

---

<sup>312</sup>[1] VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, Tome 3, op. cit., p. 259, 370, 371 et 479.

À Noël, Dextraze imagina une blague de mauvais goût, qui faillit avoir des répercussions malheureuses. Durant la nuit de Noël, le régiment avait fait trois prisonniers. Dextraze fit alors boire du scotch à l'un des trois, le décora comme un arbre de Noël, l'installa sur une chaise dans une jeep et l'envoya au commandant de brigade, le brigadier général Keebler avec une carte de Joyeux Noël. L'humour plut à Keebler qui, lui, décida d'envoyer le « colis » au major général B. Mathews, qui commandait la 2<sup>e</sup> division. Mal lui en prit, tout comme à Dextraze, le général Mathews ne trouvant pas la farce drôle du tout. Heureusement, l'incident fut vite oublié lorsque vint le temps de retourner dans le feu de l'action.

C'est durant cette période également que le capitaine René Asselin, qui suppliait depuis longtemps le commandant de lui permettre d'effectuer une patrouille, fut tué en effectuant une.

Le 10 février 1945, le régiment se mit enfin en branle à travers la forêt de la Reichwald en direction du Rhin et se distingue particulièrement à Calcar. La Reichwald est finalement nettoyée le 13. L'état des routes étant quasi impraticable, les moyens de communication et de ravitaillement devinrent de plus en plus ardues. Néanmoins, le 21, deux des trois lignes de défense allemandes furent enfoncées par des troupes canadiennes et britanniques, à la suite d'une des plus furieuses batailles de la guerre.

Le 26 février, dans le cadre de l'opération *Blockbuster*, le régiment se porta à l'attaque à nouveau. L'artillerie avait débuté le bal un peu avant 4 heures du matin et une demi-heure plus tard, les trois bataillons de la 6<sup>e</sup> brigade, tous montés sur des chars, partaient à l'assaut, sous le commandement du brigadier général Keebler. À la droite, les *Cameron Highlanders* et un escadron des *Fusiliers de Sherbrooke* avançaient en trois colonnes, les chars en tête et l'infanterie à bord des *Kangarous* du 1<sup>er</sup> régiment canadien d'auto-mitrailleuses. À la gauche, les hommes du *South Saskatchewan*, eux aussi montés sur des *Kangarous*, attaquaient sur deux colonnes, appuyés par un autre escadron des *Fusiliers de Sherbrooke*. Enfin, au centre, les *Fusiliers Mont-Royal*, appuyés par le 3<sup>e</sup> escadron des *Fusiliers de Sherbrooke*, étaient transportés par deux escadrons du *Fort Garry Horse*.

Bien que le terrain fût miné devant les hommes des *Cameron Highlanders* et du *South Saskatchewan*, les hommes des *Fusiliers Mont-Royal* réussirent à passer rapidement, profitant d'une brèche et atteignirent rapidement leur objectif. Celui-ci se trouvait à être le plus rapproché du front de la 6<sup>e</sup> brigade, immédiatement à l'est de la route Calcar-Udem. Bien que dix des chars transporteurs tombèrent en panne et un autre frappa une mine, le bataillon des F.M.R. réussit à s'emparer de son objectif un peu passé 5 heures du matin.

Malheureusement, les unités opérant sur les flancs des F.M.R. furent retardés par les mines et le commandant des *Cameron Highlanders*, le lieutenant-colonel E. P. Thompson, fut tué par un franc-tireur allemand. Les *Fusiliers* perdaient là un fidèle ami et les *Cameron* un officier de grande valeur.

Au cours de cette journée, le bataillon, dans l'ensemble, n'encaissa que des pertes modérées. La compagnie A de Gaétan Giroux, promu major, se buta à une vive résistance et Giroux fut sérieusement blessé, tandis que le lieutenant Paquette fut tué avec plusieurs de ses hommes. La compagnie B de Beaudoin et du capitaine Vermette s'en tira assez bien pendant que Brochu, à la tête de la compagnie C s'empara d'un certain nombre de prisonniers avec assez de facilité. Les choses furent cependant plus difficiles pour la compagnie D du major Thibault, bien que celui-ci, avec seulement la moitié de ses hommes, réussit à nettoyer tout un groupe de maisons furieusement défendues par leurs petites garnisons, recevant une aide précieuse des

éclaireurs du lieutenant Bernard Lachance, des chenillettes, ainsi que du lieutenant Bernard Lafleur et de ses signaleurs qui réussirent à maintenir les communications dans des conditions presque impossibles. Malheureusement, le lieutenant Talbot devait se faire tuer dans une des mêlées de cette bataille.

Ce soir-là, le lieutenant général Guy Simonds, commandant le 2<sup>e</sup> corps d'armée canadien, qui, à l'improviste, avait assisté à une réunion de Dextraze qui donnait ses ordres à ses officiers en vue de l'assaut du lendemain, lui promit d'être présent le lendemain matin pour assister à la bataille, ce qu'il fit. Quelques heures plus tard, le régiment, comme d'ailleurs toute la 6<sup>e</sup> brigade, atteignait tous ses objectifs. Son travail montrait tout le progrès accompli depuis l'automne : des plans détaillés et réalistes, un haut niveau d'instruction, de l'expérience à tous les niveaux, un superbe moral. Tout s'enchaînait et se tenait dans cette journée difficile.

Le 28 février 1945, le bataillon quitta Keppeln pour relever un bataillon de la 10<sup>e</sup> brigade dans la région de la forêt de Hochwald. La veille, la 10<sup>e</sup> brigade avait pénétré dans un corridor qui divise cette forêt en deux. La bataille avait été dure et les bataillons, fort affaiblis, durent repousser d'incessantes contre-attaques appuyées par un feu d'artillerie meurtrier. Envoyé pour reconnaître le terrain, le commandant adjoint des F.M.R., Laurent Roy, constata qu'il y régnait une confusion assez alarmante. Selon ses constatations, les renseignements à la disposition des Canadiens sur les positions de l'ennemi étaient insuffisants et contradictoires et les hommes, à bout de forces et de nerfs, faisaient plutôt pitié.

Les Fusiliers Mont-Royal se portèrent néanmoins en avant. Thibault et sa compagnie D en tête, suivie de la compagnie B de Vermette et enfin de la compagnie C de Brochu. Bien qu'opérant de nuit, sur un terrain inconnu et devant y aller avec une prudente lenteur, les trois compagnies s'installèrent sans trop de mal attendant la compagnie A du major Bergeron qui arriva au lever du jour.

Pendant ce temps, Dextraze envoya quelques éclaireurs sonder la forêt à gauche du corridor. Ils en revinrent avec un prisonnier et des renseignements précis sur la foi desquels Dextraze décida de faire passer la compagnie A de ce côté. Cependant, un incident avec le *South Saskatchewan* faillit avoir des résultats fâcheux. Ce régiment, en effet, avançant à la gauche des Fusiliers dans l'axe Calcar-Udem perdit son chemin et son flanc droit accrocha une de nos compagnies renforcée d'une ou deux sections de mitrailleuses. Croyant avoir affaire à des troupes ennemies, les hommes du *South Saskatchewan* commencèrent à faire feu sur les nôtres et il fallut l'intervention personnelle de Dextraze auprès du commandant du *South Saskatchewan* pour mettre fin à cette escarmouche qui aurait pu être fatale.

Deux heures plus tard, alors que tout semblait tranquille, une avalanche de bombes s'abattit sur les Fusiliers et plusieurs hommes furent blessés et durent être évacués. « Cela se reproduisit toute la journée, à intervalles réguliers, nous interdisant tout repos et surtout allongeant la liste des blessés. Le lendemain matin, les hommes qui n'avaient guère dormi dans leurs trous se plaignaient de la faim, ce qui n'a rien d'étonnant car les véhicules de ravitaillement n'avaient pas pu les suivre par ce terrain défoncé et les hommes attendaient toujours leurs rations. Les bombardements à intervalles réguliers continuèrent d'égayer l'après-midi! Excédés, les hommes n'avaient plus qu'un désir : sortir de cet infernal borbier. »

Pas très loin, des Allemands embusqués dans des maisons leur servant probablement de postes d'observation harassaient la compagnie D. Dextraze dépêcha alors le major Brochu et ses hommes avec mission de les nettoyer. L'attaque réussit mais, malheureusement, Brochu fut atteint de deux balles en servant un mortier de deux pouces pour aider un de ses pelotons en

difficulté devant un viaduc. Comme seuls les chars arrivaient à se déplacer dans la boue, Dextraze en mobilisa une séance tenante pour transporter Brochu à l'arrière afin de tenter de lui sauver la vie. Malheureusement, Brochu devait expirer quelques heures plus tard. Canadien français de l'Ouest, c'était un officier à tous les égards exemplaire, compétent, aimé et respecté.

La compagnie D déménagea à la droite du corridor et alla se placer derrière la compagnie A maintenant commandée par le major Fernand Mousseau qui avait rejoint le régiment après sa spectaculaire évasion d'un hôpital allemand durant la libération de Paris l'été précédent. La nuit fut encore plus désagréable que la précédente puisque cette fois-ci, l'aviation allemande se mit également de la partie, les hommes n'ayant rien eu à se mettre sous la dent depuis deux jours, à l'exception de leurs rations d'urgence, tandis que l'artillerie ennemie tirait toujours des environs de Xanten et que le bilan des pertes augmentait.

Le lendemain, 2 mars 1945, le régiment devait nettoyer le reste de la forêt, succédant au *South Saskatchewan* qui avait débuté le travail. Les Fusiliers Mont-Royal se lancèrent à l'assaut encore une fois, la compagnie C du capitaine G. Rosa en tête, suivie de la compagnie A du major Bergeron et de la compagnie B du major Beaudoin et enfin de la compagnie D.

Les communications étaient difficiles, d'où la difficulté de coordonner les mouvements des F.M.R. avec ceux des *South Saskatchewan*. Sans compter les bombes de mortiers qui continuaient à tomber sur la tête des Fusiliers. Malgré tout, la compagnie C finit par atteindre son objectif. Bientôt repérée, elle subit alors quelques pertes.

C'est également au cours de ce combat que le lieutenant Bernard Lafleur mérita sa *Croix militaire (M.C)*. Officier de communications, il s'empara de l'arme d'un mitrailleur sérieusement blessé à ses côtés et, avec quelques-uns de ses hommes, liquida un poste de mitrailleurs ennemis.

Quant aux compagnies A et B, elles poursuivirent leur avance mais durent s'arrêter et se retrancher pour la nuit au début de la soirée, d'autant que les bombardements s'intensifiaient et que la pluie se mit à tomber. C'est cette nuit là que le major Beaudoin et le capitaine Rosa furent blessés, deux braves et loyaux officiers dont le régiment perdait ainsi les services.

L'avance se poursuivit en matinée du lendemain, le bombardement ennemi ayant cessé, les Allemands qui défendaient le dernier pont sur le Rhin avaient apparemment évacué la rive gauche pour gagner l'Allemagne. Le reste de la journée s'écoula donc dans le calme, la forêt de la Hochwald étant maintenant vide d'ennemis.

On ne dira jamais assez le dévouement des sous-officiers durant cette série d'engagements au cours desquels les petites unités se sont fréquemment trouvées isolées les unes des autres par la nature du terrain, la boue, la pluie constante, le tir des mortiers et par les tireurs ennemis embusqués partout. Dans ce genre de guerre à l'indienne, c'est pour une bonne part de l'expérience, du sang-froid et de l'initiative des sous-officiers que dépendent la cohésion et le mordant de l'ensemble. Dextraze et ses officiers ont eu particulièrement à se féliciter, dans la Hochwald, de la qualité de leurs gradés, particulièrement l'admirable travail du sergent-major régimentaire Maurice Nantel, du sergent-major Paul de Sylva, des sergents Buddy Daoust et P. P. Leduc, pour n'en citer que quelques-uns.

Les Fusiliers Mont-Royal se virent alors confier le nettoyage de la haute forêt de Die Hees, tâche qui fut accomplie assez facilement. Puis on partit à la conquête du village de Xanten, sis sur la montagne du même nom et servant d'observatoire, garnie de nombreux souterrains et casemates où les Allemands avaient entreposé des bombes d'avion, plusieurs de celles-ci ayant

été munies de détonateurs à retardement et pouvant sauter à tout moment. Suivant les conseils des ingénieurs, les F.M.R. réussirent enfin à occuper la montagne et à neutraliser les casemates, pendant que le reste de la brigade s'emparait du village. Pour les Canadiens et les nombreux soldats du Royaume-Uni qui font partie de notre 1<sup>re</sup> armée, ces batailles comptent parmi les plus brutales et les plus féroces de la guerre. Les troupes ennemies, surtout les parachutistes du général Student ont combattu avec adresse, discipline et fanatisme.

Le 26 mars, d'ailleurs, le général Eisenhower, commandant suprême allié, avait écrit au général Crerar : « J'ai déjà envoyé des messages de félicitation aux différents éléments de l'armée alliée au sujet de nos dernières opérations. Je tiens par ce mot à vous exprimer personnellement mon admiration pour la manière dont vous avez dirigé l'attaque de votre armée, depuis le 8 février jusqu'à ce que l'ennemi abandonne sa dernière tête de pont à Wesel. Il est probable qu'aucun assaut de la guerre ne s'est effectué dans des conditions plus épouvantables. La réussite de cette entreprise témoigne de votre habileté, de votre détermination et de la valeur de vos soldats. »

La défaite de l'ennemi en Rhénanie devait avoir pour conséquence directe, deux mois plus tard, l'effondrement total du Reich. Le 20 mars 1945, d'ailleurs, il ne restait plus de troupes allemandes à l'ouest du Rhin, sauf à l'est de la Sarre et de la Moselle, où les Américains avançaient au pas de course. Ce qui eut pour conséquence que, du début de mars à la fin des hostilités en Europe, deux mois plus tard, les quatre régiments canadiens-français d'infanterie, le *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*, le *Régiment de la Chaudière*, les *Fusiliers Mont-Royal* et le *Régiment de Maisonneuve*, combattirent pratiquement côte à côte sur le même front.

Le 23 mars, le major général R. H. Keebler prit le commandement de la 3<sup>e</sup> division canadienne et fut remplacé par le brigadier général Jean Victor Allard à la tête de la 6<sup>e</sup> brigade à laquelle étaient rattachés les Fusiliers Mont-Royal. Le maréchal Montgomery adressa à ses troupes, ce même jour, un message personnel dont voici la conclusion : « Le 21<sup>e</sup> groupe d'armées va maintenant franchir le Rhin. L'ennemi se pense peut-être en sécurité derrière ce grand cours d'eau. Nous admettons tous que c'est un grand obstacle mais nous allons lui montrer qu'il n'est pas infranchissable. Après avoir passé le Rhin, nous nous déploierons dans les plaines de l'Allemagne du Nord, chassant l'ennemi de toutes parts. Plus l'attaque sera énergique et vive, plus nous hâterons la fin de la guerre que nous attendons tous avec impatience : à l'œuvre donc pour mettre l'Allemagne hors de combat au plus tôt. Franchissons le Rhin et bonne chance à tous sur l'autre rive. Que le Dieu des armées nous donne encore une fois la victoire comme Il l'a toujours fait depuis le débarquement en Normandie. »<sup>313</sup>[2]

Pierre Faribault, qui commandait alors un peloton, se souvient très bien de la journée du 2 avril 1945, alors qu'il se mérita la *Croix militaire (M.C.)*. Les Fusiliers Mont-Royal attaquaient alors le village de Gendringen, à la frontière allemande. La compagnie, dont il faisait partie, était placée à l'avant gauche lors de l'attaque de la position ennemie. Elle avait franchi la ligne de départ et commencé son avance sur un terrain ouvert lorsque le peloton de gauche subit d'importants tirs de mortier, tuant son commandant et trois soldats et blessant son sergent.

Constatant la désorganisation de ce peloton et incapable de contacter son commandant de compagnie, Faribault décida alors de continuer l'attaque en remplaçant le peloton désorganisé par le sien. Faribault courut alors avec ses hommes une distance 250 mètres et réussit à capturer

---

<sup>313</sup>[2]COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 246 à 257.

l'objectif à une vitesse qui dérouta l'ennemi. Par la suite, en délogeant l'ennemi de certains édifices de la ville, il fit la capture de plus de 50 soldats allemands.

Cela ne devait toutefois pas être le dernier fait d'armes de Faribault. En effet, le 2 mai 1945, à quelques heures de la fin des hostilités en Europe, il reçut l'ordre avec sa compagnie de traverser un canal situé à Oldenberg. Son peloton fut placé à l'avant pour cette mission. Des éléments d'arrière-garde de l'armée allemande, juchés en des endroits stratégiques, surveillaient la plupart des ponts enjambant le canal. Après avoir reconnu les lieux en effectuant une mission de reconnaissance avec une patrouille, Faribault reçut la permission de traverser le canal à la droite de son axe original afin de surprendre l'ennemi par derrière et tenter de s'emparer d'un pont. À la tête de ses hommes, Faribault dérouta ainsi les arrière-gardes ennemies qui n'eurent d'autre choix que de se rendre. Grâce à Faribault, le pont fut capturé et constitua la principale route pour la capture d'Oldenberg.<sup>314</sup>[3]

Pour en revenir aux Fusiliers Mont-Royal, ils traversèrent le Rhin durant la première semaine d'avril pour rejoindre sur la rive droite les unités déjà établies dans une tête de pont. Ayant atteint Emerich, pulvérisée par les bombardements, ils commencèrent une percée de près de 120 kilomètres vers la ville de Groningue. L'infanterie, avançant à un rythme de 30 à 45 kilomètres par jour, liquidait à droite et à gauche les faibles arrière-gardes ennemies rencontrées en route. Le moral des hommes était au beau fixe quoique l'on dût se contenter des rations d'urgence pour subsister.<sup>315</sup>[4]

Le 10 avril, les Fusiliers attaquèrent Beilen où, brusquement la résistance ennemie se durcit. Malheureusement, le major Bergeron fut tué par une balle, de même que son estafette personnelle, le lance-caporal Arthur Duguay. Les Fusiliers firent alors 800 prisonniers, dont 60 officiers. Désireux de prendre Beilen à revers, les F.M.R., au grand complet, passèrent par un vieux pont de bois et attaquèrent du nord au sud. La surprise fut si complète qu'ils s'emparèrent des cuisines alors qu'on était en train de préparer le déjeuner et trouvèrent même des commis dormant près de leurs machines à écrire dans des bureaux. Mais les Allemands avaient concentré le gros de leurs troupes autour du blockhaus qui défendait la principale croisée des chemins. Pendant qu'une compagnie atteignait le canal par surprise, nettoyant les maisons et capturant plusieurs soldats ennemis, une autre assaillait le carrefour et finit par le prendre pendant que les autres compagnies entraient dans la ville sans y rencontrer d'autre résistance que celle de quelques francs-tireurs embusqués ici et là.

C'est alors que les hommes des Fusiliers se rendirent compte qu'on assistait au commencement de la fin et que la défaite des Allemands n'était plus désormais qu'une question de temps. L'ennemi reculait précipitamment vers le nord-est de la Hollande. La 2<sup>e</sup> division le talonnant de près, passa en trombe à travers Noogeveen et Assen et ne trouva de résistance organisée qu'à Groningue.

Les troupes allemandes alors retranchées à Groningue constituent une hétéroclite collection d'échantillon de toutes les armes et de tous les services : SS, marins, aviateurs, parachutistes, adolescents et grand-pères de la *Vokstrum*. Lors d'une première attaque sur Groningue, les F.M.R. récoltèrent plus de 800 prisonniers, dont 60 officiers. Dextraze,

---

<sup>314</sup>[3] *Nouvelles de Saint-Laurent*, 5 novembre 1997.

<sup>315</sup>[4] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 257.

commandant des F.M.R., décida alors de tenter le grand coup, initiative qui lui valut une agrafe à l'*Ordre du Service distingué (D.S.O.)*, qu'il s'était déjà mérité quelque temps auparavant.

Dextraze raconta plus tard que ses genoux tremblaient lorsqu'il discuta pendant 10 minutes avec le commandant de la garnison allemande de Groningue les conditions de sa reddition. Depuis deux jours, les Canadiens combattaient dans les rues de la plus grande ville du nord-est de la Hollande et vers midi, le 16 avril, la résistance ennemie était en voie de se désorganiser, quelque 3 000 soldats allemands avaient déjà été faits prisonniers et la plus grande partie de la ville était déjà tombée.

C'est alors que l'adjudant de la garnison allemande se présenta aux lignes canadiennes et il fit savoir à Dextraze que son commandant désirait s'entretenir avec lui. Dextraze accepta et se rendit au quartier-général allemand avec les soldats Gabby Morty et R. A. Dumaine et un interprète. Dextraze se présenta les mains dans les poches pour faire impression. Il se trouvait une centaine d'hommes. Il s'engagea dans l'escalier et ses jambes tremblaient. Il rencontra un colonel allemand qu'il salua et qui lui rendit la pareille. Allumant ensuite une cigarette sans lui en offrir, Dextraze déclara à l'officier allemand qu'il avait appris qu'il désirait se rendre avec ses hommes. À son étonnement, l'Allemand lui répliqua qu'il n'en était pas question et qu'il voulait simplement lui parler.

Bien qu'inquiet, Dextraze déclara alors au colonel allemand qu'il ferait mieux de se rendre parce qu'il était cerné. Il lui fit également remarquer qu'il avait donné ordre à son bataillon d'attaquer s'il n'était pas revenu dans un quart d'heure. Il ajoutait qu'il pourrait être tué. Je pouvais être tué, mais qu'il le serait lui aussi. Enfin, Dextraze lui apprit que ses hommes avaient fait prisonniers plus tôt au cours de la matinée, quatre lieutenants-colonels. Le colonel allemand ne voulant pas le croire, Dextraze lui offrit de venir à ses quartiers-généraux pour s'assurer de la véracité de ses dires. Après avoir parlé avec ses collègues prisonniers, le colonel allemand accepta de se rendre. La résistance à Groningue prit fin douze heures plus tôt qu'on le prévoyait et les pertes ont été plus légères que celles qu'on anticipait.<sup>316[5]</sup>

Groningue libérée, le régiment fut renvoyé en Allemagne avec comme objectif la capture de la ville de Oldenburg. Mais auparavant, il devait s'emparer du village de Munderloch. Il devait s'agir du dernier objectif des Fusiliers Mont-Royal durant la Deuxième Guerre mondiale.

Même si l'on était rendu au 29 avril et que la guerre achevait, les derniers combats restaient fort dangereux. Le régiment progressa en deux axes : la compagnie C du major Sarto Roy, à gauche; et la compagnie A du capitaine G. Ouimet, à droite. Au début, ce fut le calme plat, rien n'était en vue, aucun incident ne survint. Soudain on entendit quelques coups de feu, nos troupes s'arrêtèrent et on constata que le lieutenant Lussier, qui s'avavançait avec son peloton, sous bois, en file indienne, s'était fait tuer à bout portant ainsi que six de ses hommes par deux ou trois soldats ennemis embusqués. Décès d'autant plus déplorables que trois jours plus tard, l'appareil nazi s'écroulait en Hollande et que le 5 mai prenaient fin officiellement les hostilités en Europe. Il s'agissait évidemment de quelques fanatiques dans le cas de ceux qui avaient ainsi fait feu, car l'ennemi ne défendit pas le village de Munderloch et le reste de la journée s'écoula sans incident.

---

<sup>316[5]</sup> *La Presse*, 17 avril 1945.

C'est finalement au lieutenant Marcel Morin que revient l'honneur d'avoir commandé le dernier contact du régiment avec l'ennemi durant la Deuxième Guerre mondiale en s'emparant d'Oldenburg où il se mérita, d'ailleurs, la *Croix Militaire (M.C.)*.

Les F.M.R. s'apprêtaient en effet à faire leur entrée à Oldenburg lorsqu'on leur tira dessus à un carrefour, blessant un des leurs. Dextraze entra alors dans la maison la plus proche, décrocha le téléphone qui fonctionnait encore et, via un interprète, demanda au *burgomeister* (maire) de venir le rencontrer sur un petit pont voisin. Le *burgomeister* refusa, craignant d'être abattu par quelque 125 membres des Jeunesses hitlériennes qui défendaient les approches du pont. Dextraze décida alors d'aller rendre lui-même visite au maire en compagnie de son interprète et de deux policiers allemands recrutés en route.

Mais pendant que Dextraze discutait avec le *burgomeister* et obtenait tous les renseignements nécessaires à la prise de la ville, le lieutenant Morin décida de ne pas attendre et de se lancer à l'assaut de l'objectif seul à la tête de son peloton. Ayant demandé l'aide de tanks, qui ne lui furent guère utiles, car le premier sauta sur une mine, bloquant le chemin aux autres. Morin continua toutefois avec ses hommes et, faisant preuve d'un courage et d'une détermination exceptionnels, il conquit l'objectif en seulement 16 minutes.

Le 30 avril, les Fusiliers Mont-Royal entraient sans coup férir dans la ville d'Oldenburg où les prisonniers russes qu'on venait de libérer leur donnèrent beaucoup de fil à retordre, se vengeant de leurs souffrances en massacrant toutes les femmes et les enfants allemands qui leur tombaient sous la main. Au point qu'il fallut recourir à la force pour enfermer à nouveau ces hommes, devenus des bêtes féroces, dans la prison qu'ils avaient occupée sous les Allemands. Plus tard, le régiment s'installa à l'aéroport d'Alexander, à quelques kilomètres au nord d'Oldenburg.<sup>317[6]</sup>

Le 5 mai 1945, on apprit officiellement la cessation des hostilités en Europe. Pour les Fusiliers Mont-Royal, la guerre était terminée. Mais pas pour tous. Le 11, en effet, volontaire pour une brigade canadienne qu'on était à constituer pour terminer le combat dans le Pacifique où les Japonais continuaient encore la lutte, le lieutenant-colonel Dextraze cédait son commandement au lieutenant colonel C. F. Roy.

Dextraze, toutefois, ainsi que les autres volontaires canadiens pour la brigade du Pacifique, n'eurent pas à combattre en Asie, puisque la bombe atomique, larguée sur Hiroshima en août, eut pour effet de mettre fin définitivement à la Deuxième Guerre mondiale, tant en Asie qu'en Europe.

Le *Journal de guerre* du régiment est très laconique sur la fin de la guerre. L'entrée du 7 mai 1945 (rédigée en anglais) mentionne que le cessez-le-feu entra en vigueur sur le champ pour toutes les forces alliées mais que comme il semblait que la nouvelle prenait un certain délai à se rendre jusqu'aux rangs ennemis, « les mesures préventives extrêmes doivent être maintenues ». Le lendemain, il était toutefois mentionné qu'une ration de bière avait été distribuée à chaque homme afin de porter un toast à la victoire et, en soirée, les troupes écoutèrent religieusement les discours prononcés à la radio par le roi George VI et Winston Churchill. Enfin, le 10 mai, on distribua à chaque homme, copie de l'ordre du jour de la victoire signé par le général Dwight Eisenhower.

---

317[6] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 263.

Ce n'est finalement que le 12 que le ton se décontracta un peu et que dans le *Journal de guerre* de l'unité, il fut écrit qu'alors que le régiment se déplaçait en convoi vers Rijssen, avec à sa tête le lieutenant Paul Collette : « il est bon et même aimable de pouvoir prendre le temps de dévisager les gens. Partout où il passe à travers la Hollande, le convoi est acclamé, on peut voir encore les décorations affichées le jour de la Victoire et les sourires plaisants et heureux de la population qui rappellent aux hommes les belles réceptions dont ils étaient l'objet dans chacune des municipalités hollandaises qu'ils ont libérées. »

C'est finalement à pied que le régiment fit son entrée à Rijssen, malgré la fatigue et la chaleur. Le lendemain, le brigadier général J. D. B. Smith visita le régiment et expliqua pourquoi les Fusiliers avaient été choisis pour faire partie de la brigade canadienne qui irait occuper Berlin : a) parce que le régiment s'était signalé sur les champs de bataille; b) parce que ses hommes s'étaient bien conduits alors qu'en garnison en Angleterre; c) parce qu'en tant que francophones, ils représentaient un secteur important de la population canadienne.<sup>318</sup>[7]

Les Fusiliers Mont-Royal furent très fiers d'avoir servis au sein de la brigade de Berlin. Ils faisaient partie d'un bataillon mixte qui, le 4 juillet, deux mois après la capitulation de l'Allemagne, entra à Berlin pour participer à l'occupation de l'ex-capitale allemande. Deux compagnies du régiment, commandées par le major Fernand Mousseau et le capitaine Robert Beauvais étaient dans ce bataillon.

Par ailleurs, en juillet, un autre détachement des Fusiliers Mont-Royal, commandé par le capitaine Bernard Lachance, représenta le Canada dans la garde d'honneur recevant les chefs d'État soviétique, américain et britannique à Posdam, où se décida le sort de l'Allemagne d'après-guerre.

Le 23 septembre 1945, la majorité des hommes des Fusiliers s'embarquèrent à Ostende, en Allemagne, à destination de l'Angleterre. Un mois plus tard, le 26 octobre, ils arrivaient sur le sol canadien, à Halifax et, deux jours plus tard, le 28, ils faisaient enfin leur entrée à Montréal que certains n'avaient pas vue depuis trois ans et demi.

« Les ans auront jeté la poussière de l'oubli sur les affres du plus atroce conflit qui ait jamais dressé les humains les uns contre les autres, que le nom de gloire du régiment *Les Fusiliers Mont-Royal*, retentira encore dans les cœurs de ceux qui, à Dieppe, à Ferme-Beauvoir, à Verrières, à Ferme Trotteval, à Saint-Martin-de-Fontenay, à May-sur-Orne, à Falaise, à Saint-Germain-la-Campagne, dans les forêts de la Lande, à Woonsoordrecht, sur la péninsule de Beveland, à Anvers, dans le Hochwald, à Calcar, à Xanten, et ailleurs ont illustré la vaillance et la détermination du soldat canadien.

« Si le souvenir de cette époque demeurera brûlant dans la mémoire de ceux-là même qui l'auront vécue, l'éclat de la renommée qui auréole les fiers drapeaux de cette unité canadienne-française reluira aussi dans la pensée des Montréalais en particulier, des gens du Québec, de tous les Canadiens et même de toutes les nations. Car l'héroïsme et l'opiniâtreté des Fusiliers Mont-Royal ont été admirés non seulement par les peuples alliés, mais aussi par l'Allemand lui-même quand, à la suite du raid de Dieppe, entre autres, celui-ci déclarait au micro de *Radio-Paris*, alors sous sa domination : Ce qui ressort de l'assaut de Dieppe, y avait-on dit, c'est l'opiniâtreté du Canadien. Imbus d'un magnifique courage, ces hommes se sont agrippés au sol jusqu'à leur dernière cartouche.

---

<sup>318</sup>[7] *Journal de guerre...*, op. cit., mai 1945.

« Sous le commandement des Grenier, des Ménard, des Sauvé, des Gauvreau, des Dextraze, l'actuelle génération des Fusiliers Mont-Royal a continué le travail de courage, de bravoure et d'audacieuse opiniâtreté, car enfin voilà bien le mot qui caractérisa la valeur du soldat canadien-français que représentait le Fusilier Mont-Royal : *Nunquam Retrorsum* : Reculer jamais! Voilà la formule qui condense exactement ce type de soldat.

« C'est avec une telle écorce morale que nos armées ont culbuté un ennemi formidable et commandé l'admiration des stratèges alliés et des peuples. À notre tour, laissons-nous gagner à l'admiration de leur œuvre là-bas. »319[8]

Le 28 octobre 1945, jour du grand retour de la plupart des hommes des Fusiliers qui avaient participé à la campagne de Normandie puis à celles d'Allemagne et de Hollande et même, dans certains cas, à l'occupation de l'Allemagne, toute la métropole acclama les hommes du lieutenant-colonel Laurent Roy. Une masse humaine cria son admiration aux 650 hommes du régiment, après un défilé triomphal et une cérémonie au *Stade Delorimier*.

Lorsque le brigadier général Guy Gauvreau, lança le mot *dismiss* (rompez!), la tension nerveuse de milliers d'êtres humains était arrivée à son paroxysme. Le signal donné, chacun était libre d'aller sur le terrain embrasser celui qu'on n'avait pas serré dans ses bras depuis cinq ans. Ce fut une cohue, bien sûr, mais une cohue ordonnée et si frémissante que chacun retrouva un être cher, si pressé qu'il fut de dévorer l'espace, d'enjamber une balustrade, de sauter les gradins, de courir vers une silhouette humaine découverte depuis longtemps dans l'immensité de la perspective.

« C'est une solide capitaine qui pleure comme un enfant en embrassant le sien qu'une mère défaillante sous le poids tend quand même au dessus de toutes les têtes. C'est un soldat qui retrouve quatre frères qui, comme lui, ont fait leur tour du monde. C'est un fiancé de 1940 qui retrouve sa promise combien plus belle, combien plus délicieuse! C'est un père qui embrasse un fils, sur la poitrine duquel brillent les couleurs de quatre décorations. Multipliez le tout par 650 hommes et vous aurez une assez juste idée de la scène que nos yeux ont vue et que nos mots rendent si mal. Ils nous reviennent avec le prestige que leur confère la participation à plusieurs des opérations les plus mémorables du grand conflit terminé au mois de mai dernier en Europe. On est fiers d'eux et à juste titre, fiers de la bravoure et du courage qu'ils ont montrés et qui honorent la ville d'où est partie cette unité des forces armées canadiennes ».320[9]

Le régiment ne meurt pas. Mais son 1<sup>er</sup> bataillon, celui de Beauvoir et de Troteval, celui de Ghyvelde, de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin est en train de mourir dans l'instant même de son triomphe.

Finalement, à la fin de janvier 1946, les derniers membres du régiment qui avaient participé à l'occupation de l'Allemagne revenaient au pays. Interrogés par les médias, tous affirmaient que si l'expérience avait été très intéressante, rien ne valait le retour dans leur vieux pays.321[10]

---

319[8] *La Presse*, 27 octobre 1945.

320[9] *La Presse*, 29 octobre 1945.

321[10] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 267 et 269.

## Chapitre XIV : Les longs mois de captivité

### Les longs mois de captivité

En plus de pleurer ses morts et d'acclamer ceux de ses héros dont la bravoure avait été officiellement reconnue par des décorations, la population du Québec avait dû, à mesure que la guerre s'éternisait, vivre avec une nouvelle réalité : plusieurs des siens, d'abord à la suite de la prise de Hong Kong par les Japonais, le jour de Noël 1941, puis à la suite du raid de Dieppe du 19 août 1942, avaient été faits prisonniers et devaient attendre, souvent dans les pires conditions, pour être libérés.

Être prisonnier, c'était être privé de sa liberté. Et toute personne normale privée de sa liberté n'avait qu'un rêve en tête : la recouvrer! Pour le soldat, c'était une obsession, un devoir militaire, un devoir envers les camarades. Un homme jeune, habitué à une vie de mouvement, de constante activité, au sein d'un groupe de camarades qui parlent la langue de sa ville, ne pouvait accepter d'être mis en cage comme une bête. Tout en lui se révoltait à cette seule pensée, à ce qu'elle a d'humiliant, de *permanent*. Et l'ennui. Le terrible cafard engendré par la vue de ces visages, de ces horribles baraques, de cette ignoble nourriture insuffisante, des souvenirs qui remontaient à tout propos.

Tout désarmé qu'il fut, le prisonnier de guerre était un soldat dont la première obligation est de nuire autant que faire se pouvait à l'effort ennemi. Et cela consistait à mobiliser pour le garder autant de soldats que possible, à tenir en alerte le plus de policiers, de douaniers, de civils possibles, bref à causer à l'ennemi autant d'ennemis que l'on pouvait. Cinq ou six hommes en liberté dans la campagne ennemie tenaient une région entière en état d'alerte. Des dizaines et parfois des centaines d'hommes perdraient des semaines de temps et d'efforts précieux à les rechercher. Pour chaque fuite réussie, un commandant de camp, ses officiers, et ses soldats devaient subir des blâmes, des réprimandes, tout au moins l'humiliation d'une enquête.

Se résigner c'était donner l'exemple de la reddition morale, bien pire à certains égards qu'une reddition physique arrachée par force majeure : blessure, inanition, soif, manque total de munitions, évidente impossibilité de résister, etc. On n'était véritablement vaincu que si la volonté cède... Tout bon soldat qui se trouvait aux mains de l'ennemi s'efforçait donc par tous les moyens d'échapper à celui-ci.

Mais la discipline persistait même derrière les barbelés. Dans chaque camp, on trouvait donc un *comité d'évasion*, chargé soit d'approuver le projet d'un individu cherchant à fuir seul soit d'organiser la fuite d'un groupe plus ou moins nombreux suivant les circonstances et les moyens disponibles. Discipline, mais aussi justice; car il ne fallait pas oublier les inévitables punitions collectives qui s'abattaient sur la tête de ceux qui demeureraient au camp après une évasion ou une tentative d'évasion. Qu'au moins, le plan en vaille la peine, qu'il soit tout juste réalisable, qu'on n'ait pas creusé, travaillé, dissimulé, souffert en vain pendant des semaines et parfois des mois!

La conception, l'élaboration et l'exécution d'un plan d'évasion étaient donc, presque toujours, une affaire collective, et d'un grand bénéfice moral, quel qu'en soit le succès. On travaillait ensemble à une fin commune, on se dévouait, on discutait, on résolvait des difficultés innombrables, on devait avoir recours aux talents particuliers de chaque participant, bref on s'occupait, on échappait à l'oisiveté, à la dissolution morale qu'elle ne manquait jamais d'entraîner.

L'histoire des évasions est une des plus fascinantes qui soit : on y découvre de quels trésors de dévouement, de loyauté, de courage, d'ingéniosité, de patience, les hommes sont capables. Et c'était une forme d'affrontement qui tenait à la fois du sport et de la guerre. L'ennemi savait parfaitement que tant de milliers d'hommes jeunes parqués dans un espace restreint et condamnés à une vie misérable auraient toujours, dans leurs rangs, les chefs qui sauraient organiser leurs volontés et leurs talents. L'ennemi entourait donc ses prisons, ses camps de concentration de hautes murailles, de clôtures, de barbelés bordés de fossés garnis de pieux ou de mines, de miradors armés de projecteurs et de mitrailleuses. Il fouillait à l'improviste les baraques; il interrogeait; il cherchait par des faveurs à susciter des trahisons. Mais ces obstacles n'empêchaient pas les plans d'évasion. Ils multipliaient les difficultés.

Si les Allemands ont connu des prisonniers F.M.R. qui n'ont pas toujours réussi à déjouer leurs geôliers, ils n'ont jamais rencontré un prisonnier qui se résignât à son sort. Cela est à l'honneur du régiment. Les tentatives d'évasion furent nombreuses, parfois d'une grande ingéniosité et si un grand nombre ont échoué, quelques-unes ont réussi. Le coup manqué, on recommençait. On n'acceptait pas la défaite. On affronta des périls, des moments d'horreur comparables à ceux du champ de bataille : le plafond du tunnel qui soudain s'écroulait sur les têtes, l'air qui manquait, l'inconnu qui attend l'évadé à l'orifice de la sortie, les rafales de mitrailleuses qui les cherchaient dans le sous-bois, etc.

Pourvu qu'on savait possible l'évasion, qu'on y travaillait, bref qu'on *espérait*, on arrivait à se faire à la vie du camp, aux locaux infects, au sadisme des gardiens, à la nourriture plus convenable à des animaux qu'à des hommes, à la promiscuité continuelle, même aux punitions. L'espoir planait sur cette forêt qu'on apercevait à quelques centaines de verges, au-delà des murs et des clôtures, des patrouilles, des chiens, des feux croisés...

Rendre justice à tant d'obscurs héros n'est pas besogne facile, ou même possible dans le cadre d'une simple histoire régimentaire. D'où viendraient ces récits sinon de ceux qui en ont vécu les péripéties? Il arrive qu'un participant ait été, par un exceptionnel bonheur, un artiste de mots : un écrivain, un historien, un mémorialiste, un journaliste en uniforme; mais c'était l'exception.

« Le soldat n'aime pas toujours se raconter. En premier lieu, il sent bien la difficulté de rendre en paroles, en mots de tous les jours, des moments et des actions vécus. En second lieu, il se défie du non-initié : il faut expliquer tant de choses à celui-ci qu'à la fin et de guerre lasse, il abandonne la partie. Enfin, il hésite de parler de sa propre expérience, par modestie, par discrétion, par crainte d'offenser le camarade dont il a oublié le nom ».322[1]

Certains toutefois se sont quelque peu racontés et c'est leur témoignage qu'on trouvera ici, témoignages personnels mais qui valent, bien souvent, pour d'autres.

---

322[1] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 291 et 292.

## « Qu'est-ce que tu voudrais : un steak ou une belle femme? »

Les Fusiliers Mont-Royal avaient débarqué sur la plage de Dieppe vers 6 heures du matin, le 19 août 1942. Vers 13 heures, ceux qui n'étaient pas morts et qui ne faisaient pas partie des quelques chanceux qui avaient réussi à reprendre le large vers l'Angleterre, étaient prisonniers.

John Roy, alors lieutenant, raconta plus tard que les prisonniers se sentaient perdus. « On était contents d'être en vie et on cherchait les copains. On croyait rêver. Hier encore, on venait défoncer les Allemands. De la belle 2<sup>e</sup> division canadienne, bien entraînée, bien encadrée, il ne restait plus que des lambeaux ».

La première nuit, les prisonniers s'écrasèrent dans l'église d'Envermeu. Un bout de pain pour chacun et les prisonniers s'endormirent sur la paille. Le lendemain, on les embarqua sur un train à destination d'un camp temporaire de prisonniers, près de Paris. En route, Lucien Dumais s'évada. Les Canadiens étaient escortés par le 9<sup>e</sup> régiment de Jaeger (chasseurs). Des jeunesses de 19-20 ans, équipés de mitrailleuses montées sur le toit des wagons. À un moment donné, le train modéra un peu et une série de mitrailleuses crachèrent avec un vacarme infernal. Le lendemain, les prisonniers apprirent que l'on avait tiré dans l'espoir d'atteindre Dumais qui s'était évadé. Six mois plus tard, ses camarades apprirent que Dumais avait réussi à rentrer en Angleterre.

Roy et ses compagnons passèrent dix jours dans ce premier camp, où ils apprirent notamment ce que ça signifiait que de devoir se passer de manger plus souvent qu'à son tour. Puis on les embarqua sur un train à destination de la Bavière en passant par le nord de la France, la Belgique et la Rhéanie. En chemin, une douzaine de prisonniers canadiens sautèrent en bas. Tous furent repris, sauf deux dont le capitaine Antoine Masson des Fusiliers. Mais Peter Baron des *Black Watch* et Bill Miller du *corps des ingénieurs* furent repris.

Finalement les officiers prisonniers, dont faisait partie Roy, arrivèrent à Eichstatt, à un camp baptisé *Oflag VII B*, s'étendant dans une petite vallée ceinturée de collines semblables à nos Basses Laurentides. Le climat se rapprochait de celui du Québec moins les chaleurs extrêmes de juillet et les grands froids de janvier et février.

Les premiers jours, tout le monde voulait connaître l'histoire des commandos canadiens. Les Britanniques, Australiens et Néo-Zélandais qui étaient environ 2 000, posaient un tas de questions. Quelques-uns étaient là depuis deux ans. Ils n'avaient pas l'air trop mal et leur moral était bon. C'était réconfortant pour les nouveaux arrivés, mais bientôt, tous devenaient *Kriegie* (de *Kriegsgefangener* : prisonniers de guerre en allemand) comme les autres.

Dans la hutte, à chaque instant, on entendait les hommes poser la même question : « Qu'est-ce que tu voudrais avoir, un steak ou une belle femme? » Obsession constante, qui brûlait dans le cerveau du prisonnier pendant toute sa captivité. La faim et les femmes furent ses grands bourreaux ». Les popotes s'organisèrent. Sans les colis de la Croix-Rouge, Roy estime que les prisonniers auraient crevé. On chauffait avec deux briquettes de charbon par tête par semaine! Comme cela n'était pas suffisant, les prisonniers arrachèrent le sous-plancher pour en faire du bois de chauffage.

Les dons naturels ne prirent pas de temps à se révéler. Roger Marchand fut cuisinier. Guy Vandelac devint pourvoyeur (échange, quête, vol, etc.). Roy n'oubliera jamais la fois qu'il avait découvert que Mohamed (un lieutenant arabe de l'infanterie coloniale française) échangeait son *spam* (les Arabes ne mangent pas le cochon) pour des sardines. Boîte contre boîte, huit sardines

contre une demi-livre de viande- un cheval contre un lapin- quel marché! On se gavait! Un jour, il trouva une citrouille. On s'installa. Pendant qu'un chauffait avec des petites boules de papier, l'autre fait frire une tranche au-dessus du *smokelessé*. Des tranches de citrouille sautées avec du sel. Yum, Yum!!!

Les semaines, les mois passèrent. Les prisonniers recevaient des lettres, quelques colis, des cigarettes. *Haben sie Eir?* (Avez-vous des œufs?) Les sentinelles n'avaient pas de cigarettes, nous voulions des œufs. On organisa un club de balle-molle, des loteries, il fallait passer le temps. Même Yvon Tétreault retrouva ses jambes dans une course. Les Australiens organisèrent le gambling. Parfois on pouvait piger dans la bibliothèque- *Lady Chatterley's, Napoléon*, etc. Albert Bissonnette, aujourd'hui avocat, préparait son bachot; il prenait des notes sur l'envers des paquets de cigarettes vides. Tout le monde lisait, tout le monde apprenait une langue étrangère. On faisait du théâtre et on avait un orchestre. C'était la vie du prisonnier, mais tout ça ne valait pas la liberté.<sup>323[2]</sup>

### **Un code d'honneur à respecter**

Un autre ancien soldat des Fusiliers Mont-Royal, Marcel Gervais, prisonnier du 19 août 1942 au 8 avril 1945, grièvement blessé à Dieppe et hospitalisé d'abord en France puis en Allemagne avant d'être envoyé dans un camp, a raconté, plus de 55 ans plus tard, qu'une fois faits prisonniers, les « petits nouveaux » apprirent qu'une vie sociale existait parmi les prisonniers de guerre. Il y avait un code d'honneur à respecter. Gervais a donc appris la pleine signification du mot *Solidarité*.

La nourriture que les Allemands donnaient à leurs prisonniers n'était pas suffisante pour les maintenir en santé, surtout dans le cas des blessés qui devaient récupérer leurs forces. Les prisonniers purent, heureusement, compter sur les colis de la *Croix-Rouge* qui contenaient des denrées pouvant suppléer à la maigre pitance qui leur était offerte.

Chacun une gamelle dans laquelle ils mangeaient leurs repas. Gervais trouva touchant le fait que personne n'ait songé à dérober de la nourriture appartenant à ses semblables. Le Code d'honneur était très évident dans ce domaine. Durant ses 32 mois comme prisonnier de guerre, Gervais n'a jamais été témoin de batailles ou de rixes entre les prisonniers. C'était impensable. Dans un sens, c'était merveilleux d'être témoin d'une telle vie sociale et surtout d'en faire partie.

Les Britanniques, les Australiens, les Néo-Zélandais, les Canadiens et plus tard les Américains formaient une famille unie comme il n'en avait jamais eu l'occasion d'en voir auparavant. L'aspect social qui régnait parmi les prisonniers de guerre avait quelque chose de noble et d'édifiant. Le plus bel exemple de respect mutuel et de solidarité s'est manifesté durant ces années de misère et d'angoisse.

Les prisonniers de guerre ne connaissaient pas la durée de leur internement. Ils savaient qu'ils devaient attendre la fin de la guerre avant d'être libérés. En attendant, ils devaient parfois subir les sévices des gardiens ennemis, notamment si ceux-ci avaient perdu des membres de leur famille dans un bombardement. Détenus dans un pays ennemi, les prisonniers de guerre couraient des dangers non seulement de la part des soldats ennemis mais également des hasards de la guerre, bref ils risquaient également d'être victimes des bombardements ou même des attaques

---

<sup>323[2]</sup> *La Grenade*, mars 1963.

terrestres des forces amies. Nul ne savait quand la guerre se terminerait, ni, surtout au début de leur internement, comment elle se terminerait.

L'hiver 1944-1945 fut particulièrement angoissant. Les bombardements furent d'une telle intensité que tous les moyens de transport furent anéantis. Toutes les gares de chemin de fer furent systématiquement réduites en cendres par l'aviation alliée. Gervais a eu connaissance de cas où des femmes poussant un landau se sont fait mitrailler par des avions de chasse.

Les prisonniers se trouvaient au milieu d'une horrible guerre sans pitié. Des jeunes ont vieilli prématurément, tandis que d'autres n'ont jamais eu la chance de vieillir. Peut-on blâmer les Allemands d'avoir privé les prisonniers de leurs colis de la Croix-Rouge durant plusieurs mois quand l'on sait qu'ils n'avaient même plus les moyens de les transporter?

Au mois de février 1943, les Allemands ont subi leur pire défaite depuis le début de la guerre. Stalingrad venait de tomber. Gervais se trouvait alors à l'hôpital d'Obersmasfeld. La rumeur courut parmi les prisonniers que les Allemands venaient de perdre un nombre incroyable de soldats, tués et capturés par les Russes. Les prisonniers ont alors pris les moyens pour rappeler aux Allemands que leurs victoires étaient maintenant choses du passé. Chaque fois que des soldats Allemands passaient près d'eux, les prisonniers criaient *STALINGRADI STALINGRADI* 324[3]

Un autre membre des F.M.R. fait prisonnier à Dieppe raconta que peu après leur capture, un *padre* marchait lentement, allant de l'un à l'autre; parfois, il offrait une cigarette. On la lui refusait. On eût dit que les yeux étaient sans regard, les mains sans forces, les jambes paralysées, le cœur glacé. C'était ça la guerre? Quoi! Un coup de main, rien de plus et devant la malheureuse perspective de la prison! Pour combien de temps? Puis, les hommes se sont repris en mains. Ils ont trouvé le courage de jouer aux cartes. Les Allemands en avaient le souffle coupé. D'où sortaient donc ces gars, venus du bout du monde et qui jouaient calmement aux cartes après un combat sanglant, cruel, et par-dessus le marché, perdu d'avance? On ne l'a jamais trop su. Peut-être de leurs ancêtres, ou encore de l'exemple des gars de 1914? 325[4]

### **Des lettres ayant valeur de symbole**

Les nouvelles que pouvaient envoyer les prisonniers étaient fort rares et, bien sûr, censurées par leurs geôliers mais prenaient néanmoins une valeur de symbole. Aussi se les arrachait-on. Dans une lettre rédigée en anglais sur du papier réglementaire et adressée à sa mère, le capitaine Maurice Georges Allard, alors âgé de 27 ans et qui s'était enrôlé comme sous-lieutenant dans les Fusiliers Mont-Royal en juin 1940, faisait savoir qu'il avait été blessé à Dieppe, qu'il avait eu l'épaule gauche fracturée ainsi que légèrement le coude, et qu'il avait le bras disloqué.

Il expliqua qu'ayant été blessé, le capitaine Préfontaine, bien que lui-même blessé à la jambe et au bras, avait rampé jusqu'à lui et lui avait donné de la morphine et demandé de l'aide aux Allemands qui leur donnèrent de l'eau, pansèrent leurs blessures et les amenèrent jusqu'au poste de premiers secours. De là, une ambulance nous transporta à l'intérieur de la ville et l'on

---

324[3] GERVAIS Marcel, *La vie de prisonnier de guerre (10 août 1942-8 avril 1943)*, document inédit, février 1998.

325[4] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 295.

nous monta à bord d'un convoi de bétail à destination de Rouen où l'on nous hospitalisa durant trois jours.

À Rouen, les prisonniers blessés ne furent toutefois pas nourris, sauf quand une infirmière allemande leur apporta des poires et des raisins. Trois jours plus tard, un train-hôpital les amena quelque part en Allemagne après un voyage de trois jours. Tout le personnel de cet hôpital en Allemagne était britannique. Allard fut opéré deux fois depuis et au moment où il avait rédigé sa lettre, toute la partie supérieure de son corps était dans le plâtre, sauf son bras droit. Les deux premiers jours ont été très souffrants. On lui donnait de la morphine tous les soirs. Mais par la suite, il se sentit beaucoup mieux et l'on cessa de lui en donner.

Puis Allard demanda ce que la plupart des prisonniers demandèrent à leurs proches : des cigarettes, ainsi que des vêtements : veston, pantalons, chemises, bas, serviettes, pyjamas, mouchoirs, brosse à dents et poudre dentifrice. Comme un prisonnier ne pouvait écrire souvent ni à tous, il demandait qu'on fasse part de ses sentiments affectueux à tout le monde et ajoutait de dire à ses amis qu'il n'avait aucun regret de se trouver là où il était et que l'expérience qu'il avait vécue valait bien les souffrances qu'il avait endurées. Enfin, à cause de la censure, on demandait aux parents de répondre en anglais.

Jusqu'à un certain point, toutes les lettres des prisonniers de guerre qui furent rendues publiques à l'époque se ressemblaient. Mais toutes avaient aussi une touche personnelle. Celle du major Robert Hainault, grièvement blessé et amputé d'un bras à la suite du raid de Dieppe était particulièrement émouvante.

Dans cette lettre, probablement écrite par une garde-malade allemande parce que l'écriture paraissait très féminine et signée *Rubert* au lieu de Robert, le major Hainault écrivait à ses parents que blessé assez gravement, il était encore hospitalisé et devait faire écrire sa lettre par quelqu'un d'autre. Mais il espérait s'en réchapper, estimant que jusque-là, il avait toujours été assez chanceux. Plusieurs de ses collègues officiers avaient été tués et comme d'autres avaient été faits prisonniers, il espérait pouvoir aller les rejoindre le plus tôt possible et jouer aux cartes avec eux.

N'ayant pas de nouvelles du pays depuis longtemps, Hainault espérait recevoir des nouvelles le plus tôt possible et demandait à ses parents de lui raconter jusque dans les plus petits détails toutes les nouvelles de la maison. « J'aurai besoin de votre aide pour recommencer ma vie. Je suis sûr que ça ne manquera pas. »

Quant à lui, il ne savait pas quand il pourrait écrire lui-même, même s'il avait bien hâte de pouvoir le faire. En attendant, il avouait que ça le fatiguait beaucoup de dicter une lettre sur un lit d'hôpital. « Je vous remercie pour tout ce que vous avez fait pour moi et j'espère que je puis encore compter sur vous quand j'en aurai besoin. J'ai reçu la sainte Communion de l'aumônier de l'hôpital qui parle le français. Alors, je suis en paix avec Dieu et avec les hommes. »<sup>326[5]</sup>

Lieutenant lors du raid de Dieppe, Robert Hainault avait été promu capitaine alors qu'il était prisonnier, tout comme Jean Duclos. Les deux devaient terminer leur carrière militaire avec le grade de major. Duclos avait pu transmettre de ses nouvelles via son frère, Simon Duclos, alors lieutenant au *Royal 22<sup>e</sup> Régiment* et cantonné en Angleterre, à qui il avait écrit que « tout

---

<sup>326[5]</sup> VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, op. cit., vol. 2, p. 48 à 51.

allait pour le mieux ». Sa courte lettre soulignait, comme toutes les autres d'ailleurs, le besoin de vêtements et de douceurs de toutes sortes.

Le capitaine Guy Vandelac, quant à lui, avait envoyé une carte postale, écrite en anglais, à ses parents de son camp de prisonnier en Allemagne. Pour ses parents, cette carte laconique constituait un véritable soulagement. En effet, suite au raid de Dieppe, Vandelac avait d'abord été déclaré mort au combat, puis porté disparu, avant finalement qu'il soit confirmé qu'il était détenu en Allemagne dans un camp de prisonniers pour officiers.

Déplorant que plusieurs de ses amis n'avaient pas été aussi chanceux que lui et s'étaient faits tuer ils lui manquaient. Il demandait à son père de communiquer avec la Croix-Rouge pour l'envoi de colis.

Les prisonniers, c'est évident, manquaient de vêtements, de cigarettes. Aussi ne faut-il pas s'étonner que dès le 5 septembre, moins de trois semaines après le raid meurtrier qui l'avait fait prisonnier, le capitaine Conrad Camaraire, écrive à ses parents pour qu'on lui envoie du chocolat, des fruits sèches, etc. Il demandait également une grosse chemise, des shorts, des mouchoirs. Camaraire ajoutait que les paquets de victuailles, envoyés via les États-Unis arrivaient directement à destination et il leur recommandait de prendre information auprès de la Croix-Rouge américaine.

Quant au sergent-major Lucien Martin, dans une lettre datée du 13 septembre 1942, bref moins d'un mois après le raid de Dieppe, il affirmait être en bonne santé et s'en être tiré sans égratignure. Il était en charge d'une hutte, avait assisté à une grand'messe et à un concert. Essayant de reconforter le moral de ses parents, il ajoutait que le temps passait assez vite et que chaque jour le rapprochait de la réunion avec eux. Malheureusement pour lui, il fallut près de trois ans avant que son vœu se réalise.<sup>327</sup>[6]. Toute correspondance était toutefois sévèrement censurée, quelques fois même dans ses détails les plus anodins.

### **Échangés contre des prisonniers allemands**

Au début de novembre 1943, Ottawa annonça que quatre officiers et 46 sous-officiers et soldats, qui avaient participé au raid de Dieppe et s'en étaient sortis grièvement blessés pour ensuite être faits prisonniers, avaient été échangés contre des prisonniers allemands blessés et seraient rapatriés au pays. Du nombre, on en comptait quelques-uns des Fusiliers Mont-Royal, dont le lieutenant Maurice Allard.

Outre Allard, le sergent A. Michaud, amputé de son bras droit, les caporaux A. Désaulniers, C.-A. Lambert, R. Ostiguy, F. Ouellette et G. Jalbert et les soldats Lucien Chapdelaine, J. P. Rondeau, Robert Monette, Louis Legault et P. E. Langevin furent échangés en même temps. Tous blessés. Outre Michaud, qui était manchot, Rondeau n'avait plus qu'un œil, Langevin n'avait plus qu'une jambe, ainsi de suite. Quant au caporal A. Désaulniers, une balle l'avait atteint au front. Le hasard avait toutefois voulu que la balle ricochât quelque peu, lui faisant grâce de la vie. Robert Monette, de Montréal, avait été blessé aux deux jambes et à la tête et fait prisonnier six heures après le début du raid. Legault fut blessé à un bras, aux deux jambes et perdit un œil avant d'être fait prisonnier.

---

<sup>327</sup>[6] *La Presse*, 5 novembre 1942.

Lucien Chapdelaine avait été le premier prisonnier de guerre canadien à rentrer au pays. Arrivé à Montréal le 23 novembre 1943, sans mot dire ni prévenir qui que ce soit, il se dirigea vers son domicile, y agita la clochette. Sa femme lui ouvrit. Inutile de dire la joie de cette famille qui n'avait pas vu son chef depuis près de trois ans.

Chapdelaine devait raconter que sur la plage de Dieppe, il avait tenté vainement durant trois heures d'escalader un mur dont la seule brèche était gardée par des mortiers au tir impressionnant. Chargé de surveiller un taillis il était à peu près certain d'avoir abattu un certain nombre de soldats ennemis : « En tout cas, déclara-t-il, ils tombaient dru! » C'est en voulant jeter un coup d'œil à droite qu'il fut atteint à la mâchoire par un éclat d'obus. La bataille terminée, il fut fait prisonnier par les Allemands en même temps que son camarade Rochon qui, lui, dût demeurer prisonnier jusqu'en 1945. « Nous sommes les deux seuls soldats de ma compagnie qui n'ont pas été tués », devait-il dire en entrevue après son arrivée à Montréal.

Chapdelaine fut examiné par des médecins allemands et dirigé vers un hôpital de Rouen où il passa quatre jours. Il trouva les médecins allemands très corrects avec les prisonniers, certains parlant même quelque peu le français. De Rouen, je fus transféré à un autre hôpital sis entre Kassel et Berlin, en Allemagne. Cinq autres Montréalais s'y trouvaient. Il y passa là huit mois avant d'être interné dans un camp de concentration où il demeura six autres mois.

La nourriture à cet endroit n'était pas toujours excellente et les prisonniers durent compenser avec les dons généreux de la Croix-Rouge. Les prisonniers étaient toutefois généralement bien traités, mais toute tentative d'évasion était sévèrement punie par des travaux forcés. De façon courante, le travail des prisonniers consistait dans le ménage du camp. Pas d'eau courante et toilettes à l'extérieur des baraques. Le nettoyage des toilettes était fait par des citoyens allemands. Les prisonniers étaient traités en prisonniers, mais sans rudesse. Les gardes ne parlaient qu'allemand. Les prisonniers devaient deviner leurs ordres. Le courrier était long à lui parvenir. Il reçut sa première lettre quatre mois après qu'elle eut été postée.

## **Deux blessés qui réussirent à gagner l'Angleterre**

Parmi les rapatriés de novembre 1943, se trouvaient deux blessés qui avaient réussi l'exploit rare d'échapper à la captivité : les soldats Francis Goyer et Louis Beaudoin.

Goyer raconta qu'il était au large de la côte française, en réserve dans une barque de débarquement, lors du raid. Les explosifs pleuvaient, menaçant de l'envoyer par le fond, lui et les autres occupants de la barque. En face de lui, sur la plage, ses camarades subissaient le tir d'innombrables mitrailleuses. Affolés au fond de l'embarcation, Goyer et ses compagnons se demandaient quand viendrait leur tour. Soudain, leur barge et de nombreuses autres se dirigèrent vers la côte. Avec de sinistres sifflements, les balles rebondissaient sur l'eau, passaient par dessus leurs têtes ou s'aplatissaient sur les blindages de leur barge. Instinctivement, chacun se faisait tout petit et répétait tout bas son acte de contrition. La barge atteignit enfin la digue, mais un feu d'enfer les y attendait.

Les hommes prirent enfin pied sur le sol français. Le feu redoubla d'intensité et Goyer et ses camarades bondissaient d'obstacle en obstacle, s'écrasant derrière tout ce qui pouvait nous servir d'abri temporaire avant de tenter une nouvelle course en avant. Puis un obus de mortier éclata tout près de lui. Goyer en reçut un choc terrible, mais il était tellement surexcité qu'il se lança quand même en avant. Il se souvenait même d'avoir murmuré à l'endroit de ceux qui lui tiraient dessus : Ah! les vaches! Mais une grande faiblesse l'envahit soudain. Il s'écrasa sur le sol

et perdit connaissance. Quand il revient à lui, il se trouvait dans une barque de débarquement de la marine britannique, en route pour l'Angleterre où il fut hospitalisé.

Quant à Louis Beaudoin, il devait à son frère jumeau Paul-Émile d'avoir pu échapper à la captivité, même s'il revenait manchot. Les deux Beaudoin s'étaient enrôlés dans les Fusiliers Mont-Royal à 18 ans, dès septembre 1939. Après un entraînement sommaire, on les envoya d'abord en Islande au début de 1940, puis en Angleterre où ils complétèrent leur entraînement.

Louis et Paul-Émile faisaient partie du petit contingent qui réussit à se rendre jusqu'aux rues de Dieppe bordant la plage. C'est là que Louis, qui avait été blessé à la poitrine et au bras une première fois avant même de gagner la plage, se fit arracher un de ses bras par un obus allemand. Heureusement pour lui, son frère jumeau le repéra et réussit à le traîner jusqu'à la plage et à l'embarquer dans une barge déjà bondée de blessés, qui le déposa sur un navire qui regagnait l'Angleterre. Paul-Émile fut cependant moins chanceux. Demeuré sur la plage, il devait être fait prisonnier et amené en captivité en Allemagne où il demeura jusqu'à la fin de la guerre.<sup>328[7]</sup>

Beaudoin et Goyer devaient faire parler d'eux encore une fois, quelque peu de temps après. En effet, Beaudoin, malgré son amputation, avait été embauché dans une usine de munitions de la Canadian Car and Foundry tandis que Goyer fut embauché comme agent de sécurité à la Canadian Marconi, une des nombreuses industries de guerre de Montréal.

### **Des prisonniers enchaînés**

Parmi les 31 prisonniers échangés ayant participé au raid de Dieppe, rapatriés en novembre 1943, très peu avaient personnellement été enchaînés comme cela fut le cas pour des centaines de leurs camarades mieux portants, traitement sensément interdit par la convention de Genève. L'un d'eux raconta qu'une fois fait prisonnier, il fut dirigé avec d'autres sur Envermeu. Les officiers allemands du contingent qui les gardait semblaient inquiets et renfermés. On apprit par la suite qu'ils auraient trouvé deux soldats allemands, morts, les mains attachées derrière le dos. Bien sûr, les prisonniers n'ont pu vérifier si cette affirmation était vraie ou non.

En guise de représailles, ces Fusiliers et ses camarades furent ligotés, puis plus tard enchaînés! Au début, on attachait les mains des prisonniers derrière leur dos. Par la suite, la police de Munich ayant équipé les gardiens de menottes, les prisonniers furent menottés durant quatre mois. Les chaînes aux pieds, elles, furent imposées durant neuf mois. Personne ne voulait croire à pareils traitements, mais après le conflit, ces souvenirs sont parmi les pires qui hantaient la mémoire de ceux qui avaient vécu pareil traitement. Les hommes étaient menottés du matin jusqu'à l'heure du coucher. « C'était à désespérer de l'homme allemand, quant à moi! »

Heureusement, le groupe comptait un certain nombre d'armuriers, d'électriciens et de serruriers, qui ont trouvé le moyen de fabriquer des clés, ce qui permettait aux hommes d'enlever leurs menottes. Mais une fois les menottes enlevées, il fallait faire le guet pour pas que les gardes s'en aperçoivent. Dès qu'un garde allemand s'approchait de la hutte, les prisonniers remettaient leurs menottes. Les Allemands n'ont jamais compris comment il se faisait que le moral des prisonniers était bon, si solide, si durable. Un des prisonniers aimait souvent à répéter : « Ils ont peut-être des savants, mais nous ne sommes pas tombés sur eux, ça c'est certain! » Les menottes

---

<sup>328[7]</sup> VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, op. cit., vol. 2, p. 251 à 262.

ont donné du mal aux prisonniers pendant une semaine. Par la suite, on a pu les ouvrir avec des clés de fortune et même avec des limes à ongles.

Au sujet de l'incident des chaînes, un autre raconta : « On l'a un peu entendue cette histoire de chaînes et de château. Mais il faut la vivre pour savoir exactement ce que c'était. On nous a appris qu'on devait attacher les prisonniers pour les empêcher de fuir. À un moment donné, nous fûmes tous appelés. Ils ont fait sortir tous les Canadiens du rang. Et hop! En camion! Destination? Le château!

« Dans la cour de celui-ci on nous a groupés quatre par quatre. Puis ce fut la descente dans la cave. Nous étions toujours attachés. Non seulement les mains, mais les deux pouces ensemble. Là on nous fit entrer dans des appartements séparés. Nous fûmes tous fouillés, un par un. Les Allemands cherchaient, nous a-t-on dit par la suite, les ordres du commando de Dieppe. Nous, nous pensions tous que nous allions être fusillés. Pourquoi? Les officiers étaient tous casqués, signe chez eux d'une opération importante. Il n'en fut rien...

« On nous ramena plus haut, dans des voûtes ou des sortes de donjons moyenâgeux terriblement humides. Là, nous sommes entrés un par un. Un officier allemand nous lisait les ordres reçus à notre sujet, tandis que deux soldats se tenaient au garde-à-vous! Il s'agissait toujours de ces soldats allemands trouvés morts et attachés dans une petite île de la Manche. On sait que les Allemands firent à l'époque des représentations au gouvernement britannique par l'entremise de Genève. Devions-nous tous y passer, en guise de représailles? Ou seulement certains d'entre nous? La réponse nous a peut-être sauvé la vie ».

Pour sa part, un autre ex-prisonnier anonyme déclara : Personne ne saurait arrêter l'esprit. Pensait-on aux femmes en captivité? On pensait plus souvent à manger à sa faim. Quand on a l'estomac vide, on ne pense pas aux femmes. À l'automne, on faisait des réserves de victuailles pour le temps des Fêtes, car cela ne s'oublie jamais. Nous préparions avec fébrilité notre réveillon de Noël. Puis, après le réveillon, une fois repus, on commençait à parler de femmes! Curieux, mais exact! Mais au fond du cœur, c'était à la liberté qu'on pensait le plus souvent ».

Malgré l'internement, certains détenus réussirent à avoir des nouvelles de l'extérieur. Certains avaient réussi à se procurer un petit radio. Comment? On ne l'a jamais trop su. Il était là. Pas de questions. Et ce petit appareil de bonheur était branché sur un seul poste, celui de la B.B.C. Tous les soirs un officier prenait les nouvelles. Il les transmettait à cinq autres. Puis ceux-ci à dix autres et ainsi de suite pour tous les officiers du camp. Quand les prisonniers de ce camp durent déménager, ils cachèrent ce petit appareil dans le seul instrument de musique qu'il était possible de transporter : un violoncelle! Les Allemands ne l'ont jamais découvert.

Ce petit appareil représentait pour les prisonniers une source de nouvelles qui leur permettait de nous tenir au courant de ce qui se passait à l'extérieur. Il faut avoir vécu derrière les barbelés, à la merci d'une propagande ennemie, pour comprendre ce que signifiait la chose pour ces prisonniers. Le devoir des officiers était d'en cacher l'existence aux Allemands pendant toute la période de notre internement en Bavière. On y a réussi.

La vie dans un camp de prisonniers était monotone et ne variait pas beaucoup. La discipline ne changeait guère. Mais il y avait toujours moyen de s'en amuser quand même. Privé du sens de l'humour, le soldat prisonnier aurait été fort à plaindre. Chez les F.M.R. le sens de l'humour était bien vivant. Malgré l'ennui, les diverses petites souffrances, le manque de nourriture, l'absence de nouvelles du foyer, on a su s'organiser de bonnes rigolades. Les Allemands essayèrent d'inculquer leur discipline, mais ça ne collait pas à la réalité du camp. Les

prisonniers faisaient de leur mieux pour les tourner en ridicule. Il y fallait plus que le pas de l'oie!

Une des blagues les plus courantes consistait à se présenter en pyjama quand les officiers Munich venaient faire l'inspection du camp. Comme les Allemands voulaient que les prisonniers se présentent à ces inspections en tenue impeccable : uniformes pressés, bottes cirées, aiguillettes frottées, etc... les officiers du camp se faisaient alors enguirlander par les gros bonnets de Munich. Les visiteurs se faisaient répondre qu'ils ne comprenaient pas la mentalité des officiers canadiens, à qui ils répétaient sans cesse que la guerre c'est sérieux. Comme si la guerre était tellement drôle dans un camp de prisonniers militaires.

Il y avait un officier allemand qui faisait l'appel tous les matins. Il marchait les pieds ouverts au nord et au sud, comme un canard. On lui trouva vite son sobriquet. On l'appelait tout simplement Couac-couac. Il devait faire l'appel de 2 000 hommes. Il les comptait cinq par cinq. Il comptait l'homme qui se trouvait au premier rang. Un soldat l'aidait et lui disait qu'il y avait le compte, c'est-à-dire cinq hommes par file, l'un derrière l'autre. Mais aussitôt comptés, certains de nos officiers se déplaçaient rapidement et se faisaient compter de nouveau lorsque l'officier atteignait le bout. Résultat : 2 010 hommes. Il lui fallait tout recommencer. Parfois, il se fâchait et tirait son revolver.

La vie au camp? Celle des prisonniers partout ailleurs. Les prisonniers avaient le droit d'écrire quatre cartes postales et trois lettres par mois et de recevoir tout le courrier qu'on leur expédiait, mais il y avait toujours des délais. Parfois moins. A-t-on retardé le courrier par mesure disciplinaire ou même punitive? Le Senior British Officer (S.B.O.), (officier le plus haut en grade parmi les prisonniers) a plusieurs fois demandé aux Allemands s'ils retenaient le courrier par mesure de représailles. Ils n'ont jamais répondu directement à cette question. Les prisonniers en ont conclu qu'il leur arrivait de le faire. Ils ne pouvaient trouver de pires représailles, bien sûr!

La nourriture? On la servait régulièrement, mais elle n'était pas suffisante. Tous les prisonniers perdaient du poids après leur arrivée au camp. Les deux premiers mois, on maigrissait beaucoup. Par la suite, cela se stabilisait. On s'affaiblissait aussi. Les Allemands craignaient toujours que des hommes en pleine forme tentent de s'évader. C'était toujours dans l'air.

La vie religieuse existait dans le camp. Les padres célébraient selon la religion à laquelle ils appartenaient. Chez nous, il y avait les catholiques. Des protestants aussi. Il y avait la messe le dimanche. Mais sur semaine, c'était plutôt rare, car le padre était, lui aussi, un prisonnier. Si la santé laissait à désirer, les prisonniers n'étaient quand même pas des cas d'hôpitaux. Quand un détenu était vraiment malade, le S.B.O. en avertissait les autorités du camp. Et le médecin venait dès qu'il avait reçu l'ordre du commandant.

C'est ainsi que les prisonniers découvrirent l'existence de cartes de catégories sanguines. Les Allemands les possédaient déjà. Ils se trouvaient ainsi protégés non seulement sur le champ de bataille mais aussi comme prisonniers, s'ils étaient pris. Sur la carte d'identité de tout soldat allemand était imprimée sa catégorie sanguine. De telles cartes n'existaient pas pour les soldats canadiens ou britanniques. Quand les prisonniers canadiens avaient besoin d'une transfusion de sang, il fallait d'abord déterminer leur type sanguin. Cela agaçait les Allemands qui se plaignaient de perdre ainsi un temps précieux. Mais la nourriture du camp les laissait trop faibles pour résister à toutes les maladies ou à certains virus qui ont couru à quelques reprises dans les camps. Plusieurs prisonniers doivent à la Croix-Rouge d'avoir survécu à leur internement. L'âge y était aussi pour quelque chose, les prisonniers plus âgés étant plus vulnérables. Les prisonniers

canadiens avaient pour la plupart entre vingt et trente-et-un ans. Mais tous ont vu des détenus mourir, d'autres devenir fous! Ils n'étaient pourtant pas plus maltraités que les autres, mais chacun réagissait différemment à cette sorte de régime.

La Gestapo? On ne pouvait lui échapper. Normal, dans les circonstances. Elle arrivait dessus pour un oui ou pour un non. Surtout pour un non. La Gestapo civile tout autant que l'autre. Et les officiers du camp la recevaient avec déférence, mais surtout avec une certaine crainte, car ses caprices étaient imprévisibles. Un jour, il manquait un chapeau et un revolver. Appel! Gestapo! On a heureusement découvert qu'il s'agissait d'un simple oubli. On a retrouvé le chapeau et le revolver quelque part. Mais la Gestapo ne trouvait jamais ces déplacements inutiles. Un jour, ce furent les S.S. noirs qui firent leur apparition. Dès qu'ils s'avancèrent sur le terrain, marchant au pas, raides comme des manches à balais, tous les officiers se mirent à les applaudir, histoire de les tourner en ridicule. Ils ne savaient pas s'ils devaient rire ou se fâcher.

Avait-on eu vent d'une tentative d'évasion ou simplement en soupçonnaient-ils une qu'ils survenaient en force. Les officiers portaient alors leurs casques d'acier. C'était grave! Car, si on découvrait quelque chose, matériel, cordages, pièces explosives, etc., cela pouvait entraîner des sanctions de la dernière sévérité. Ils venaient à toutes les heures du jour ou de la nuit. Ils prenaient de cinq à six heures pour fouiller le camp. Ils déplaçaient tout et ne remettaient jamais rien en place. Cela n'aidait pas la discipline. Bien au contraire. Après ces visites impromptues, les prisonniers devenaient excédés et la discipline en souffrait.

Les Allemands avaient toujours le revolver à la main. Mais ils n'osèrent jamais tirer sur les prisonniers canadiens. Des gardes étaient toujours en devoir. Des yeux suivaient les prisonniers donc partout où ils allaient, même dans les « communs ». À Kolditz, on a compté jusqu'à 600 gardes pour 300 prisonniers!

Un grand nombre de ces gardes étaient des blessés qu'on envoyait passer leur convalescence à garder des prisonniers au lieu de la passer dans leurs familles. On a su en Allemagne que leurs prisonniers étaient bien traités au Canada; cela a quand même valu aux nôtres certains égards. Mais vers la fin du conflit, la surveillance s'est relâchée un peu. Assez pour que certains séquestrés puissent vraiment organiser leur évasion.

Quelques membres des Fusiliers Mont-Royal, des non-gradés, furent expédiés, à un moment donné, à Stargart, en Poméranie, au Stalag 11-D et durent travailler sur une ferme appartenant à un baron. Il leur fallait travailler du lever au coucher du soleil. Il y avait cependant un léger avantage. Ils étaient un peu mieux nourri. Davantage de pommes de terre, de légumes aussi. Il était possible d'obtenir dix livres de viande pour quarante personnes. Le baron s'y connaissait dans l'art de faire la guerre. Il ne forçait pas les sous-officiers à travailler; il en faisait des contremaîtres qui surveillaient le travail des équipes.

Dans ce Stalag 11-D, on trouvait des prisonniers qui venaient en droite ligne du front de Russie. Les Russes étaient plus maltraités que les Canadiens. Ils n'avaient absolument rien pour oublier leur ennui. On leur permettait de marcher dans leur emplacement seulement pendant environ une heure par jour. Un jour, nous avons reçu des cigarettes de la Croix-Rouge. Un de nos gars lança un paquet, mais celui-ci resta accroché dans les fils barbelés. Un Russe se pencha pour le prendre du bout des doigts. Le gardien du stalag lui tira froidement une balle dans la tête sans même crier Halte!, comme le voulait le règlement des camps de prisonniers. »329[8]

---

329[8] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 296 et 297, 301, 303 à 308 et 314 et 315.

## Chapitre XV : Évasions et tentatives d'évasion

Aussi surprenant que cela puisse sembler, certains hommes des Fusiliers Mont-Royal qui avaient été faits prisonniers à Dieppe ont réussi à s'évader lors de leur séjour en France, où le fait qu'ils aient été francophones leur a beaucoup aidés.

C'est le cas du capitaine Lucien Dumais, alors sergent-major, du capitaine Antoine Masson, alors lieutenant, du sergent Conrad Lafleur, plus tard promu lieutenant, du soldat Guy Joly et du soldat Robert Vanier, plus tard promu lieutenant lui aussi, qui réussirent tous à revenir au bataillon, en Angleterre, par leurs propres moyens.

Éventuellement, Masson devait se voir octroyer la Croix militaire (M.C.) pour bravoure au combat lors du raid de Dieppe et son évasion du territoire ennemi. Lafleur, quant à lui, mérita non pas une, mais trois importantes décorations : la médaille de la Conduite distinguée (D.C.M.) la Médaille militaire (M.M.) et la Croix de Guerre française avec palme, tandis que Joly se méritait la Médaille militaire (M.M.) pour ses exploits avec la Résistance française après avoir été parachuté derrière les lignes. Vanier, quant à lui, se mérita la Médaille militaire avec agrafe, la Croix de guerre française avec étoile de vermeil et la Médaille de la liberté américaine.

Interné en France non occupée, tout d'abord à Lyon, puis à un autre camp, près de Chambéry, sur l'Yser, Masson avait réussi à communiquer plusieurs fois avec ses parents par câblogramme et semblait, quelques semaines après le raid de Dieppe, jouir d'une liberté au moins relative. Le statut non pas de prisonnier de guerre mais d'interné lui provenait du fait qu'il avait gagné la zone libre en s'échappant de ses geôliers allemands pour être ensuite interné par les autorités françaises de Vichy.

En janvier 1943, Masson s'évada de Lyon et était maintenant rendu en Espagne où il avait, encore une fois, réussi à envoyer un câblogramme à son père. L'invasion de la zone dite libre de la France par les Nazis, après l'invasion alliée de l'Afrique du Nord, en novembre 1942, l'avait décidé à gagner l'Espagne. Bien que le généralisme Franco fut soupçonné de sympathies envers les Nazis, du moins au début de la Deuxième Guerre mondiale, l'Espagne demeura officiellement neutre tout au long du conflit.

Revenu au Canada, promu capitaine et traité en héros, Masson devait, un an plus tard, être le seul militaire rescapé de Dieppe aux côtés de son ancien commandant Dollard Ménard, à faire partie des troupes du régiment de Hull qui envahirent l'île de Kiska, en juin 1943, dans les Aléoutiennes. Par la suite, il participa à la campagne de Normandie. Au sujet de son évasion, Masson avait confié ne pas se considérer plus débrouillard mais avoir su profiter des occasions lorsqu'elles se présentaient.<sup>330[1]</sup>

Lucien Dumais aura, quant à lui, vécu une guerre extraordinaire. Capturé à Dieppe, alors qu'il détenait le grade de sergent-major, il s'échappa, encore sur le sol français, d'un train de prisonniers qui l'amenait en Allemagne et rallia l'Angleterre et les Fusiliers Mont-Royal dès l'automne 1942. Puis, on l'envoya en Afrique du Nord pour diriger des patrouilles à cheval qu'il mena à travers les lignes allemandes, déguisé en Arabe.

---

<sup>330[1]</sup> *La Presse*, 24 août 1944.

De retour en Angleterre, Dumais revint aux Fusiliers Mont-Royal un temps puis permuta aux parachutistes au service de l'espionnage britannique. Il organisa des réseaux de résistance en Bretagne et en Normandie et au moment de l'invasion de juin 1944, alors qu'il se trouvait en France, il traversa les lignes allemandes, rendit visite à son ancien régiment près de Falaise, puis repassa les lignes et retourna assister la Résistance française en Bretagne. Promu capitaine, Dumais fut décoré de la Médaille militaire (M.M.), de la Croix militaire (M.C.) et de la Liberty Medal américaine avec palme d'argent.<sup>331</sup>[2]

Dumais raconta que lui et deux camarades, le caporal Vermette et le soldat Cloutier, décidèrent de s'évader le 20 août, alors qu'ils étaient à bord d'un wagon de bestiaux devant les mener en Allemagne. Étant de langue française, les trois hommes estimaient avoir davantage de possibilités de s'évader en plein cœur de la France que leurs camarades anglophones. Ils détachèrent donc des planches sous le wagon, attendirent que le train ralentisse et réussirent à se laisser tomber le long de la voie ferrée.

Malheureusement, bien qu'ayant entendu clairement la voix de Cloutier et sachant que ses camarades n'étaient pas très loin de lui, la proximité de gardes allemands empêcha Dumais de les rejoindre et il les perdit éventuellement de vue. Après avoir erré dans la campagne, il se résolut, dans la journée du 21 à approcher les habitants d'une maison de ferme, et la fermière, en le voyant, comprit tout de suite. Au courant du coup de main de Dieppe par la radio, elle le fit immédiatement disparaître dans la cave d'un hangar qui se trouvait dans le jardin.

Cette dame savait que les Allemands recherchaient des évadés à travers la campagne. S'étant assurée que personne ne semblait avoir remarqué la présence de Dumais, elle lui donna immédiatement à manger et lui servit du vin. Puis, aidée de son jardinier, elle fit disparaître son uniforme et lui passa des vêtements civils. Et on décida de lui faire passer la nuit dans une cabane abandonnée, dans la forêt toute proche.

En s'y rendant, Dumais vit une petite affiche menaçante : Peine de mort à quiconque aidera, abritera ou ne dénoncera pas un militaire ennemi de l'Allemagne il réalisa alors quel danger il faisait courir à ses nouveaux amis à qui il dédia plus tard une éternelle reconnaissance pour leur geste spontané d'héroïsme au mépris de leur vie.

Le 22, ses nouveaux amis lui remirent des vêtements, de l'argent français, des tickets de pain et le plus de renseignements possibles pour se rendre à la zone libre puis en Espagne. L'invasion de la zone, dite libre de la France, ne se fit qu'après le débarquement allié en Afrique du Nord. Mais, même en zone dite libre, la police de Vichy était contrôlée par les Allemands. Après avoir parcouru une partie du pays en train, Dumais finit par atteindre la zone libre quelques jours plus tard et séjourna cinq semaines à l'Hôtel de la Gare de Lussac-des-Cheaux, hébergé par des résistants.

De Lussac-des-Cheaux, Dumais se rendit à Marseille et au consulat américain. Le consul l'envoya à un médecin français qui apparût accompagné de Pat O'Leary, chef d'un réseau de résistance, médecin qui avait fait ses études à l'Université McGill, à Montréal, s'était enrôlé dans l'aviation canadienne au début de la guerre puis fut envoyé en mission en France. Ce médecin fut, par la suite, arrêté par la Gestapo et mourut en déportation en Allemagne. En compagnie d'autres prisonniers évadés, dont un pauvre bougre d'Écossais parlant à peine français, fait prisonnier à Dunkerque au printemps de 1940 et qui, après avoir réussi à s'évader, vivait dans la

---

<sup>331</sup>[2] VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, op. cit., p. 53 à 55.

clandestinité depuis treize mois, il se rendit en train jusqu'à Canet-Plage, près de la frontière espagnole. Pas moins de 65 hommes s'entassaient dans un petit chalet de trois pièces.

Finalement, ils s'embarquèrent tous sur un chalutier de pêche qui les amena à Gibraltar. Après une nuit et quelques heures à cet endroit, Dumais s'envola pour la première fois à bord d'un avion et revint en Angleterre. Là, toute une série d'interrogatoires commença. Conduit immédiatement à Londres, on lui demanda de fournir des informations sur le raid de Dieppe. Il eût même le privilège d'être interviewé par nul autre que le grand patron des Opérations combinées de commandos, Lord Louis Mountbatten, cousin du roi George VI, oncle de la reine Élisabeth II, qui devint ultérieurement amiral de la flotte et fut le dernier vice-roi des Indes, avant d'être, plusieurs années plus tard, assassiné par une bombe de l'Irish Republican Army (IRA).

L'Intelligence Service, de même que les services de renseignement du général de Gaulle se montrèrent rapidement intéressés par l'odyssée de Dumais. On voulait en savoir davantage sur les conditions de vie en France et sur les sentiments de la population. Quelques jours plus tard, l'Intelligence Service pressentit Dumais pour prendre du service dans cette unité d'espionnage et d'activités de résistance derrière les lignes ennemies. Dumais demanda à réfléchir car il avait été porté disparu puis présumé mort, au cours du raid de Dieppe, la Croix-Rouge ne trouvant son nom ni dans les hôpitaux, ni dans les camps de prisonnier. Sa famille avait fait même célébrer un service funèbre à son intention à Montréal. Après un temps de réflexion, Dumais finit par dire oui et fut prêté à l'Intelligence Service.<sup>332</sup>[3]

On connaît la suite. Dumais, devenu agent secret, fut promu officier, maintes fois décoré et termina sa carrière militaire comme capitaine. L'armée canadienne n'attendit pas qu'il rédige ses souvenirs pour publiciser ses exploits. Dès avril 1943, on faisait savoir que c'était à lui que revenait le mérite d'avoir organisé les patrouilles à cheval qui ont balayé les plaines de Goubellat, en Afrique du Nord.

Un colonel britannique lui avait donné une belle lettre de recommandation que celui-ci par la suite était toujours heureux de faire lire. On y disait que la langue maternelle de Dumais lui a été d'une aide précieuse lorsqu'il était officier de liaison avec une unité française. La lettre ajoutait que Dumais avait affiché le plus profond mépris pour sa sécurité en tout temps, qu'il était doué d'une forte personnalité et qu'il possédait un sens rare de l'humour.

Dumais raconta comment il en était venu à former ses fameuses patrouilles à cheval sur le sol africain. Comptant de très bons amis parmi les fermiers français, il pouvait obtenir d'eux huit chevaux et un gros mulet. Il mit ces patrouilles à l'œuvre et allait de ferme en ferme dans le no man's land pour voir s'il n'y avait pas des Allemands dans les environs. Lorsque lui et ses hommes en dénichaient, ils les faisaient prisonniers et les ramenaient avec eux. Les hommes que Dumais avait choisis pour cette mission étaient pour la plupart des garçons d'écurie et des jockeys britanniques en temps de paix. Quelques-uns avaient déjà couru à Newmarket. Seuls ceux qui savaient vraiment monter à cheval avaient été choisis.<sup>333</sup>[4]

Mais les tentatives d'évasion furent loin d'être toutes réussies. En fait, s'il faut en croire Marcel Gervais, un ancien Fusilier qui demeura 32 mois prisonnier après le raid de Dieppe, la plupart, au contraire, échouèrent. Dans plusieurs stalags raconta-t-il plus tard, on a creusé des

---

<sup>332</sup>[3] DUMAIS Lucien, *Un Canadien français...*, op. cit., p. 187 à 253.

<sup>333</sup>[4] VENNAT Pierre, *Les Héros oubliés...*, op. cit., vol. 2, p. 57 et 58.

tunnels pour les évasions. Ces évasions étaient rarement réussies. À un endroit, on a creusé trois tunnels, qui avaient pour nom Tom, Dick et Harry. Cette tentative finit tragiquement pour la plupart des participants et des avertissements furent écrits au sujet des évasions pour nous dire que ce n'était plus un jeu et que chaque évadé repris serait fusillé comme espion, sans autre forme de procès. Quelle tristesse de savoir que des amis, après avoir tant travaillé à creuser des tunnels, payaient de leur vie ce geste galant qu'ils avaient posé.

Gervais raconta également qu'il arrivait que les prisonniers essayaient d'intimider leurs gardiens, ce qui bien souvent se retournait contre eux. C'est ainsi que dans un camp où il séjourna, quelques prisonniers, grelottant, voulurent se venger en scandant Miou, Miou dans le dos du commandant allemand du camp qui portait un magnifique manteau avec un collet de fourrure qui le tenait bien au chaud.

Ces sarcasmes exaspérèrent les gardiens allemands et les prisonniers durent demeurer plus d'une heure exposés au grand froid, complètement gelés, et empêchés en plus d'aller à la toilette alors que plusieurs en avaient bien besoin. Plusieurs grelottèrent longtemps en ruminant contre la stupidité du geste de certains. Ce geste de défi n'avait aucune utilité et avait tourné au détriment des prisonniers. Plusieurs tombèrent malades par la suite, ce qui présentait un danger réel de contamination pour l'ensemble des prisonniers.

Des prisonniers formèrent alors un Comité qui organisa des réunions par petits groupes, car les détenus n'avaient pas le droit de se réunir en trop grand nombre à la fois. Les moyens de harcèlement de ce genre ont cessé, étant donné que la majorité était contre ce genre d'agissement. Le commandant du camp, qui était un enseignant de carrière avant la guerre, avait réussi à leur faire comprendre que des agissements de la sorte étaient à leur détriment et ne menaient nulle part.<sup>334</sup>[5]

Pour sa part, le lieutenant John Roy a lui aussi participé avec quelques camarades à une tentative d'évasion. Dans son camp, les Britanniques avaient déjà tout un comité d'évasion d'organisé. Le plan présenté par Roy et ses camarades, à l'effet de s'évader en passant sous les barbelés du camp à la faveur de la nuit, fut d'abord accepté.

L'évasion devant avoir lieu en hiver, par froid intense, il fallait s'y bien préparer. Roger Marchand, un des conspirateurs, avait déniché un livre sur les expéditions polaires où il avait appris tout ce que le groupe aurait besoin pour affronter la nature en pareilles circonstances, soit des briquettes de graisse et du chocolat. Le chocolat avait été fourni par Conrad Camaraire, un véritable sacrifice quand on savait à quel point il était rare et la fortune que Camaraire aurait pu se faire en le vendant au marché noir. Marchand fabriqua des pinces et prépara des rations. Émilien Noël (batman de Roy) leur fit à chacun une paire d'espadrilles à semelles de corde tressée. Ils n'auraient eu aucun bagage si ce n'est des rations pour 14 jours et comptaient voyager à pied que de nuit et se terrer le jour.

À la veille toutefois du départ projeté, les comparses furent convoqués une nouvelle fois par le comité d'évasion qui leur expliqua que leur plan risquait d'entrer en concurrence avec un autre prévoyant, celui-là, l'évasion d'un plus grand nombre de prisonniers, mais via un tunnel. Il fut donc décidé de patienter et d'emprunter la voie souterraine avec les autres.

---

<sup>334</sup>[5] GERVAIS Marcel, *La vie de prisonnier de guerre...*, op. cit.

Le lendemain, tous les conjurés défilèrent dans une hutte avec chacun un vieil uniforme. En trois ou quatre coups de ciseaux un « tailleur » leur arracha épauettes, poches militaires, etc. Par la suite, ils se rendirent à la cuisine d'une autre hutte pour teindre ces vêtements. L'odeur était insupportable. Deux marmites bouillaient. Dans l'une un liquide violet mijotait- on y faisait bouillir la mine des crayons indélébiles que 2 000 Kriegies essayaient de soustraire au paie- maître allemand le jour de la paye. Dans l'autre, un liquide jaunâtre. Le kaki trempé dans le violet donnait du bleu marine, mais il fallait un acide pour fixer la teinture. Pour cela, Guy Vandelac passa des heures dans la toilette à demander aux « visiteurs » de visiter son sceau. En quelques semaines, tous avaient des vêtements civils. Le comité fournit ensuite aux futurs évadés des cartes, des horaires de trains, des renseignements plus ou moins sûrs au sujet des ponts gardés, etc. Une véritable usine de contrebandiers et de faussaires fabriqua des passeports avec étampes et signatures.

Le tunnel, qui était déjà commencé, partait d'une toilette. Les joints de tuile avaient été creusés et on les refaisait chaque fois qu'on levait le couvercle avec une pâte de savon et de sable. Les tuyaux avaient été défaits de sorte que le siège faisait partie du couvercle. Tous les jours un Kriegie changeait l'eau à la main et s'assoit dessus chaque fois qu'un fouilleur allemand entrait dans le camp.

Les membres de l'équipe se divisaient entre creuseurs, alerteurs, porteurs (de terre), nettoyeurs (ceux qui sortaient du tunnel devaient être nettoyés), maçons (qui ouvraient et fermaient le couvercle et en refaisaient les joints) et pourvoyeurs (pour les outils et les matériaux). Un alerteur était assis à un endroit qui lui permettait de surveiller l'entrée du camp. Il lui suffisait de fermer son livre pour avertir son partenaire à la fenêtre qui à son tour alertait les creusets discrètement. Cela dura ainsi pendant neuf mois.

Ça prenait du temps parce que sous le fameux siège on avait creusé une voûte où l'on se changeait pour creuser. Car s'il avait fallu sortir sans se changer, une traînée de terre aurait rapidement vendu les conspirateurs. Le tunnel était lambrissé avec les planchettes des lits. À mesure que le tunnel avançait, le nombre de planchettes diminuait et le matelas des prisonniers épousaient des formes de plus en plus accentuées. Le tunnel serpentait 105 pieds de longueur et descendait parfois jusqu'à environ 20 pieds de profondeur. Inutile de dire qu'il fallait de l'air. En emboîtant des boîtes de conserves, un Kriegie habile avait fabriqué un tuyau dans lequel il pompait de l'air avec un moteur de gramophone. La terre arrachée avec des outils de fortune était versée dans des sacs cylindriques de 12 pouces de long. On attachait les saucisses en paires avec une corde qui glissait en dessous de chaque bras. Et les porteurs s'en allaient ici et là dans le camp répandre la terre discrètement.

Le chemin de la liberté ne faisait que débiter à la sortie du tunnel. Dans le plus grand secret, chacun devait préparer son voyage. Il fallait se choisir un itinéraire, se faire des cartes. Les rations et les vêtements étaient cachés entre les murs et sous les planchers. Les fouilles étaient fréquentes et une découverte aurait amené la catastrophe.

Le moment tant attendu arriva finalement. Soixante-cinq officiers, dont huit Canadiens, s'évadèrent ainsi dans la nuit du 2 au 3 juin 1943. La nuit était propice, il ventait (pour couvrir le bruit) et la lune brillait par son absence. Le passage final leur réserva cependant des moments terribles car on avait enlevé le tuyau à air pour faciliter le passage. Quelques conjurés avaient réussi à sortir, lorsqu'une sentinelle se braqua non loin de la sortie pendant deux heures et on dût tout arrêter. Impossible d'avancer ou de reculer, les conjurés étaient pris comme des rats.

Roy n'oubliera jamais ces heures effroyables où il a craint que toutes ces peines, tous ces labeurs justifiés par la grande joie de retrouver la liberté, même si elle ne devait durer que quelques heures auraient été inutiles. Heureusement, vers 4 heures, tous réussirent à sortir avec seulement deux heures d'obscurité pour s'éloigner, pour voyager.<sup>335[6]</sup>

Malheureusement pour les trois évadés des F.M.R. (Roger Marchand, Guy Vandelac et John Roy) deux pompiers allemands, à la recherche des évadés, les découvrent cachés dans les broussailles, à environ huit kilomètres du camp. Ramenés au camp, les trois compères furent jetés, nu-pieds et en sous-vêtements dans une cellule où il n'y avait qu'un lit, pas de couvertures et où il faisait très froid. Deux jours plus tard, on les transféra dans une autre hutte où devaient arriver, un à un, les autres évadés qui furent tous repris, les plus audacieux ayant réussi à se rendre près de la Suisse et à franchir le Danube à quelque 280 kilomètres du camp.

Il en fallait davantage pour décourager les trois hommes qui, enfermés au centre d'une longue hutte de bois tentèrent encore une fois de s'évader. Le lieutenant Roger Marchand, avec une scie de fer enveloppée de cellophane qu'il cachait dans son rectum, réussit à couper deux barres de fer et à fabriquer, encore une fois, une paire de pinces. Les trois officiers des F.M.R. et un camarade australien se glissèrent alors sous le plancher.

Il faisait noir et les pilotis constituaient le seul point de repère des quatre hommes qui en rampant sous le plancher, pouvaient entendre les soldats allemands ronfler au-dessus de leur tête. Malheureusement pour eux, rendus au bout de leur périple, des assises de ciment les empêchaient de continuer plus loin. Les quatre hommes décidèrent donc de réintégrer leur place à l'intérieur de la hutte au plus tôt. Ils faillirent bien être surpris car à mi-chemin du retour, une sentinelle s'arrêta à leurs pieds pour uriner, mais heureusement sans s'apercevoir de leur présence.

L'intention des quatre hommes était de revenir le lendemain pour couper la clôture au-dessus du ciment mais au milieu du jour, les Allemands rassemblèrent les prisonniers à l'extérieur et les acheminèrent vers une forteresse. Tout leur beau projet d'évasion tombait à l'eau encore une fois.

Vandelac, Marchand et Roy se virent condamnés à 21 jours au pain et à l'eau pour avoir tenté de s'évader. Le pire, dira Roy, c'est que ce n'était même pas du vrai pain mais des rutabagas (un gros navet qu'on donne au bétail en Europe) déshydratés qui étaient bouillis dans un autoclave de campagne.

La forteresse où les trois officiers étaient enfermés était une structure moyenâgeuse qui dominait toute la vallée de la Mulde. Elle consistait en trois cours intérieures aux voûtes plus ou moins invitantes, des murs épais de 50 pieds de hauteur et des barres de fer solides décorant les fenêtres. En guise de toilette, il y avait un trou béant et profond. Il s'agissait de leur seconde visite à cet endroit puisque juste après le raid de Dieppe, les officiers des Fusiliers, Black Watch, R.H.L.I., Essex Scots, Camerons, South Saskatchewan, Calgary R.R. of C., les artilleurs et autres y avaient été réunis pour se faire ligoter.

Deux ou trois jours après l'expiration de leur sentence, tous les officiers coupables de tentative d'évasion furent embarqués dans un train pour une autre destination d'où, leur dit-on, il leur serait impossible de s'évader. Le voyage dura deux jours et les prisonniers purent, à travers les fenêtres barbelées des wagons, constater que l'Allemagne était davantage en proie à la

---

<sup>335[6]</sup> *La Grenade*, mars 1963.

destruction des bombardiers qu'ils ne l'auraient imaginé. C'est ainsi qu'ils purent constater qu'une bonne partie de Nuremberg avait été détruite par les bombardements.

Puis, Roy et ses camarades arrivèrent, un soir, à Corditz, au cœur de la Saxe. La gare était entourée de soldats armés jusqu'aux dents et les prisonniers furent conduits à travers les rues étroites du petit village jusqu'à un immense château illuminé, semblant sortir des Mille et Une Nuits. Il s'agissait de l'Oflag IVc, où environ 250 officiers alliés étaient logés, provenant de toutes les parties de ce qui était alors l'Empire britannique. Sans compter des Français, des Belges, des Hollandais, des Polonais, des Yougoslaves ainsi que des marins et des aviateurs.

Les Allemands y avaient rassemblé des prisonniers de tout genre : des Gaullistes, des Giraudistes, des saboteurs, des espions, des spécialistes de l'évasion, des otages, bref des gens sur qui on voulait exercer la surveillance la plus étroite possible. Une vie sociale intense y régnait. La tasse de thé remplaçait les cocktails aux réunions. Les prisonniers trouvèrent même le moyen de se construire un alambic avec les tuyaux de cuivre de l'orgue de la chapelle.

Le lever avait lieu à tous les jours à 8 heures. Après une douche glacée à l'anglaise et fait leur toilette, les prisonniers devaient se mettre en rang à 9 heures sous le commandement d'un colonel britannique pour permettre aux Allemands d'en faire le décompte. Certains s'y présentaient en uniforme et rasés. Les autres, encore pleins de sommeil, arrivaient en pyjamas, recouverts de la capote militaire et en sabots. Après la parade, on prenait le petit déjeuner : une tasse de thé, deux minces tranches de pain pâteux et noir, avec un soupçon de confiture. Jusqu'à 10 heures 30, les prisonniers se livraient à l'étude, à la lecture ou se promenaient dans la cour intérieure. La matinée était coupée par la tasse de thé. Les popotes rassemblaient tout le monde autour des tables où on plaisantait et se racontait les canards et les rumeurs. À cette occasion, le popotier invitait un officier à tour de rôle à prononcer une conférence sur un sujet susceptible d'intéresser ses camarades. Et chacun s'occupait ensuite jusqu'au lunch.

Chaque popotier devait se présenter à la cuisine du camp pour recevoir les rations qu'il devait distribuer à ses camarades. L'après-midi, se passait comme la matinée mais parfois, lorsque la température le permettait, les hommes faisaient du sport. Le « volley-ball » est à l'honneur. On joua même à la balle molle. Un des ardents est nul autre que Douglas Bader, l'as célèbre de l'aviation britannique, Son moral était une source d'inspiration pour tous.

À 16 heures, l'on prenait le thé avec quelques biscuits ou une tranche de pain. Vers 18 heures, les popotes redevenaient très actives. On préparait le souper avec le spam, le bully beef, le hareng, ou les biscuits que la Croix-Rouge faisait parvenir aux prisonniers dans ses fameux paquets. De Genève, la Croix-Rouge assurait la distribution des paquets à raison de un par prisonnier par semaine. Malheureusement, à mesure que la guerre avançait, le nombre de prisonniers augmentait, les communications étaient détruites et les derniers six mois de la guerre, les prisonniers durent se contenter d'une demi-ration. Toutefois, les prisonniers sachant que les Alliés avançaient sur tous les fronts, ce rationnement forcé devenait moins pénible.

Chaque soir, après que les Allemands eurent, une fois de plus fait le décompte pour la nuit, chacun retournait dans ses quartiers afin de capter les dernières nouvelles. Les officiers possédaient un petit poste radiophonique clandestin, branché sur la B.B.C. tous les soirs. Un officier britannique écoutait les nouvelles puis en faisait lecture en prenant des mesures de sécurité indispensables, soit des sentinelles au cas où les Allemands auraient surgi et des avertissements pour prévenir les éclats d'enthousiasme à l'occasion. À 21 heures, les lumières s'éteignaient, sauf en cas d'alertes aériennes et les hommes se rassemblaient alors autour des chandelles pour causer ou entendre un disque qu'un volontaire faisait tourner.

La soif de la liberté fit vite oublier les éboulis, les égouts et les déchets qui rendaient aux prisonniers la vie désagréable. Un soir, cette liberté leur apparût plus réelle encore quand ils apprirent que les Américains approchaient de Leipzig et que les Russes n'étaient plus qu'à 80 kilomètres à l'est. Bientôt des colonnes interminables de phares leur indiquèrent qu'une colonne allemande se repliait. Le lendemain des monstres blindés sortaient du bois à l'horizon. Les canons tonnèrent un peu dans l'après-midi. Le lendemain matin deux bons hommes de la 69e division américaine leur ouvrirent les portes.

C'était la délivrance. Le même soir, les trois officiers des Fusiliers, Roy, Vandelac et Marchand ouvrirent un « mess » à l'Hôtel Central de Kolditz. Pendant l'après-midi, Luger au poing, ils s'étaient procuré un cochon de lait. Et comme devait conclure John Roy, vingt ans plus tard, « depuis ce jour, on mange du steak et chacun a sa blonde à la maison ».336[7] On peut donc dire que le tunnel de la liberté d'Eichstatt est inséparable de l'histoire du régiment. Tous les prisonniers ne pensent qu'à la liberté. La fuite du camp est la seule façon de la reconquérir.

Bref, tous les prisonniers avaient le droit de penser à la liberté. À Eichstatt, quand un groupe possédait un plan concret, il le soumettait au comité d'évasion qui l'étudiait. Deux choses entraient en ligne de compte. Était-il valable, ce plan? Pouvait-il mettre en danger la vie des autres prisonniers? Si le plan était bon, des membres du comité fabriquaient alors des vêtements, des faux papiers, des cartes géographiques. Ceux qui montraient un intérêt réel pour l'évasion elle-même et le risque qu'elle comportait étaient les premiers choisis. Quelquefois, le plan n'était valable que pour deux prisonniers. En d'autres circonstances, pour soixante-dix. Si le plan s'avérait bon pour soixante-dix hommes et que cent vingt-cinq devaient travailler à sa réalisation, alors soixante-dix noms étaient tirés au sort.

Mais pour plusieurs tentatives, bien peu ont réussies : « La grande préoccupation, c'était toujours la liberté. Fuir, s'évader! Mais trois prisonniers seulement ont réussi à le faire du camp d'Eichstatt. Les Allemands organisaient souvent des fouilles. Les soldats qui les exécutaient n'étaient pas nécessairement ceux du camp. Pourquoi? Parce qu'il est connu qu'à vivre toujours au même endroit, on ne soupçonne plus rien! On trouve tout normal au fond. Mais des étrangers au camp avaient d'autres yeux. Ils ne faisaient pas une fouille de routine. Ils allaient partout, soulevaient tout, dérangeaient tout.

Fuir!...Tous les moyens sont bons. Le sergent André Douville changea d'identité avec le soldat John Jones de l'armée britannique. Il put ainsi aller travailler dans une carrière d'où il s'évada et se rendit en Yougoslavie. Il y retrouva deux autres Fusiliers : le soldat Wilfrid Fortin et le lance-caporal Louis Lamoureux.337[8]

### **Le dur retour à la liberté**

Le récit que livra Marcel Gervais de sa libération est beaucoup plus pathétique. Le soir du 31 mars 1945, les Allemands réunirent les prisonniers dans la cour intérieure du camp. Jamais de sa vie, Gervais n'avait assisté à un moment aussi dramatique. Le commandant, un père de famille, âgé d'une cinquantaine d'années, instituteur avant la guerre, leur adressa la parole, pendant qu'on entendait nettement la bataille des chars sur l'ancien terrain de golf situé à peine à 20 kilomètres à l'est. Aucun doute possible, les Russes arrivaient.

---

336[7] *La Grenade*, juin 1963.

337[8] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 297 et 299.

Le commandant leur dit qu'il laissait deux sentinelles avec eux. Les prisonniers étaient une soixantaine. Ils auraient pu les maîtriser en quelques minutes mais cela aurait été une erreur car les deux sentinelles avaient en main des bons de réquisitions pour avoir du pain, de l'eau et peut-être du lait pour nourrir les prisonniers en route. Leur consigne était de diriger les prisonniers vers les lignes américaines.

Le commandant ajouta que les prisonniers devaient en tout temps demeurer aussi près l'un de l'autre que possible et ne pas trop s'approcher des sentinelles. En effet, les bois environnants fourmillaient de S.S. qui avaient pour consigne d'abattre tout groupe de militaires qui n'étaient pas accompagnés de sentinelles allemandes. Les sentinelles devaient être visibles. De là, la nécessité de ne pas les approcher de trop près.

Quant au commandant, il essaierait de rejoindre son épouse et ses enfants, plus au nord du pays, espérant qu'ils soient toujours vivants. Et l'officier allemand de conclure en disant : « Que Dieu me vienne en aide et, messieurs, que Dieu vous protège aussi. La fin de votre internement approche, ne gâchez pas les chances que vous avez de réussir à gagner les lignes américaines. God Bless you All! ».

Les prisonniers prirent donc la route le 31 mars au soir avec leurs deux sentinelles qui semblaient savoir où aller et marchèrent ainsi pendant huit jours consécutifs. Des fermiers leur donnèrent diverses denrées, pain, farine, margarine, etc. Les hommes couchèrent dans des granges. Ils étaient infestés de puces et leurs vêtements avaient une senteur extrêmement désagréable à cause de l'humidité. Plusieurs d'entre eux toussaient à fendre l'âme. Ils étaient maigres et affamés, les yeux hagards, le teint terreux, la bouche ouverte. On n'aurait jamais cru qu'ils puissent ainsi marcher durant huit jours, sans trop savoir combien de kilomètres ils ont pu parcourir, à cause de fréquents arrêts durant leur marche.

Les gardes les encourageaient à poursuivre leur route, car les hommes pouvaient entendre des coups de mitrailleuse de temps à autre, signe que des exécutions se poursuivaient par les fanatiques S.S. Mais les prisonniers avaient dépassé le stage de la peur, étant presque devenus des automates.

Arriva enfin le huitième jour. Les prisonniers étaient juchés sur une colline nue, sans végétation sous le feu d'obus de l'artillerie américaine qui, d'ailleurs, a tué quelques membres du groupe. Quelqu'un a pensé donner toutefois un signal à l'avion observateur qui passait au-dessus de leurs têtes pour qu'il sache que nous étions un groupe de prisonniers de guerre.

Les hommes ont donc pris tout leur linge de prisonniers à couleur pâle et ont formé les lettres géantes P. W. (pour Prisonners of War) et quelques instants plus tard, les obus cessèrent de tomber sur leurs têtes. Les prisonniers ont donc entrepris de descendre la colline vers la route qui se trouvait au bas. Avant même d'y arriver, une jeep de l'armée américaine est apparue, montée par des G.I. armés jusqu'aux dents. Heureusement, les prisonniers réussirent à s'identifier.

Gervais se souvenait du moment où il est arrivé près de la jeep. Un énorme sergent avec un cigare au bec l'a regardé et a dit : Jésus Christ! Une grosse larme perlait sur sa joue. Les prisonniers furent acheminés vers une école où des corpsmen se sont occupés d'eux. On leur a coupé les cheveux et arrosés avec une espèce d'insecticide pour les débarrasser de leurs parasites. Puis ce fut la douche. « Comme il faisait bon de sentir cette eau qui nous coulait sur le corps. Quel ravissement! Je sens encore aujourd'hui le bienfait de cette douche », raconta-t-il des

années plus tard. Ensuite, un médecin vint les examiner. Il supervisa la nourriture qu'on nous donnait. Gervais pouvait l'entendre dire : Very little food, or the'll get sick! Dans la douche, Gervais se mit à genoux pour remercier le Ciel de sa libération, puis je me suis assis, étant épuisé par les huit jours précédents de marche. Il ne pesait plus que 97 livres. C'était le 8 avril 1945.

Il ne parlait plus que comme un vieillard, avec une voix caverneuse. Il avait beau essayer d'y mettre de l'énergie, il n'arrivait pas à se faire entendre distinctement. Il a été examiné par un médecin de l'armée américaine qui a suggéré de le coucher quelque part afin qu'il puisse se reposer. Il a pris sa tension artérielle et a posé un geste rassurant en lui mettant la main sur la tête et en lui disant : It's all over kid, you'll be all right, we'll take good care of you. Gervais s'est alors rendu compte qu'il pleurait comme un enfant.

Gervais se réveilla plus tard dans une autre salle, entouré d'autres patients. Des infirmiers ou des médecins s'affairaient dans un coin. Environ une demi-heure plus tard, un infirmier vint le voir pour vérifier son état. « Je me sentais mieux, moins épuisé. Il m'a demandé si j'avais faim. Je lui ai répondu que je n'en étais pas certain. Il m'a dit : Wait for me, I'll be back. Je lui ai répondu : Don't worry, I'll be here, I can hardly move. Quelques minutes plus tard, l'infirmier revint avec un médecin qui, après avoir pris ma pression artérielle et fait asseoir me dit : I suggest you eat a little food, even if you don't feel hungry. It will perk you up. If you eat too much, you'll be sick. Try and eat, even if it's a little bit. Here, drink some water, you must be thirsty.

« On m'apporta un verre d'eau froide que je dus siroter et on m'apporta un petit bol dans lequel il y avait des œufs brouillés, comme ma mère faisait. Eat what you can, but eat your fruit first. Il y avait des pêches dans le jus. J'ai mangé lentement. Et, finalement, je me suis risqué à manger les œufs brouillés. Puis, je me suis recouché. Je m'endormis, comme si j'avais travaillé durant des heures. »

Lorsque Gervais se réveilla, il remarqua qu'il y avait beaucoup de bruit autour de lui. Il y avait un arôme de café et d'autres senteurs agréables. Reprenant le goût de vivre, il trouvait extraordinaire d'entendre des rires et des conversations animées qui confirmaient qu'il était enfin un homme libre et que, désormais, la vie serait pour lui, le rêve tant attendu durant mes années de misère. Lui qui quelques jours à peine auparavant, en était venu à désespérer d'en sortir vivant, se considérait maintenant presque au Paradis.

« Je crois que ce sentiment a été pour moi le point tournant de mon retour à la santé. Quand je parle de santé, je ne parle pas seulement de santé physique mais de santé mentale. Lorsqu'un être humain est privé de sa liberté et est soumis aux pires sévices, réels ou éventuels, il perd son humanité et devient une épave. Ce sentiment s'amplifie de jour en jour et devient destructeur, surtout si la nourriture est insuffisante pour maintenir un minimum de calories essentielles à la santé.

« Entendre ces rires, ces bruits, sentir ces arômes et surtout participer à cette joie, c'est fou à dire, je le sais, mais je pleurais de joie. Quelqu'un s'est approché de moi et me voyant pleurer a demandé à un médecin de venir me voir. Celui-ci ne fut nullement inquiet de mon état, au contraire : There is nothing wrong with this kid, don't worry about him; he is just happy! »

Comme les prisonniers libérés n'avaient plus de vêtements décents, les Américains leur fournirent des uniformes et des chaussures. Pour les prisonniers qui ne s'étaient jamais habitués aux conditions qu'ils avaient dû subir durant leur captivité, c'était le grand luxe. Les uniformes sentaient le neuf. Plus de poux. Plus d'odeurs fétides.

Finalement, Gervais et ses compagnons furent évacués d'Allemagne en camion, à destination de Bruxelles où ils devaient s'envoler vers l'Angleterre, avant de revenir au Canada par bateau. Le voyage entre leur lieu de détention jusqu'à Bruxelles fut psychologiquement très éprouvant. « Nous avons été témoins de scènes épouvantables. À certains endroits, on voyait des cadavres, cordés comme du bois. On les arrosait d'essence et on y mettait le feu. En passant sur la route, nous avons vu des cadavres dans le fossé et dans les champs avoisinants dont celui d'un jeune soldat allemand qui n'avait pas plus de 13 ou 14 ans.

« Partout, autour de nous, on voyait des corps qui brûlaient. Je revois ces scènes d'horreur dans les cauchemars qui continuent de me hanter. On a beau dire fais-toi soigner ou prends tes sachets, c'est très bien de se faire dire des choses aussi sages par des illuminés qui n'ont jamais vécu ces moments de terreur et d'angoisse, de faim et d'incertitude constante. Ne pas savoir si demain viendrait, ne pas savoir si nous mangerons demain ou la journée suivante. Pour moi, à compter de maintenant, tout devenait luxe. Un morceau de pain blanc était du gâteau. Tout goûtait bon. »<sup>338</sup>[9]

Heureusement, tous les retours à la libération ne furent pas aussi douloureux. Un autre ancien membre des F.M.R. raconta qu'un jour, sans crier gare, on leur lança un ordre : ils devaient quitter Stargart pour Hanovre. À pied bien sûr! Par groupes de 300. Ils devaient franchir 20 kilomètres par jour. Cela leur a pris deux jours et trois nuits dans le bois par un froid intense. Ils ont dû dormir dans des granges abandonnées. Lorsqu'ils sont arrivés, plus de 60 pour cent des hommes étaient enrhumés.

Mais le vent avait tourné et les Russes avançaient, n'étant plus qu'à 20 ou 30 kilomètres. Les Allemands obligèrent alors les prisonniers à continuer jusqu'aux îles Swalmuel. Puis, encore de la marche. Pendant trente-cinq heures, à raison de cinquante minutes par heure! « C'est de la marche. On se disait alors qu'au sortir de l'armée, ce n'est pas parmi nous qu'on trouverait des facteurs! » Pendant les dix minutes de repos, les hommes n'osaient pas s'asseoir, de crainte de ne plus pouvoir se relever. Au terme de cette longue marche, ils atteignirent Saltzirdel.

Un autre raconta que « vers la fin de mars 1945, lui et ses compagnons ont appris que les Allemands levaient le camp en vitesse. On leur enjoignit de transporter le plus de bagage possible sur leurs épaules. Vers une destination inconnue. Le lendemain, tout le monde quitta le camp, presque au pas de course. Deux kilomètres à peine plus loin, une escadrille d'avions américains commença à pilonner une route parallèle à la nôtre. Les hommes en étaient heureux. Était-ce vraiment la libération qui venait?

Un peu plus loin, des camions brûlaient. À ce moment-là, les pilotes de l'escadrille, qui cherchaient des cibles, revinrent du côté et se mirent à mitrailler la colonne en marche. Les hommes durent se jeter dans les fossés, de l'autre côté de la route. Les pilotes américains n'ayant pas reconnu les prisonniers, le commandant du convoi décida qu'on ne se déplacerait plus que la nuit.

Le jour, les Allemands entassaient les prisonniers dans des fermes. Ceux-ci auraient facilement pu s'évader, mais la libération leur semblait si proche qu'il aurait été stupide de se faire trouer la peau d'une balle pour quelques heures de liberté. Mieux valait attendre la vraie liberté. Les Allemands eux-mêmes étaient nerveux. Les Américains avaient blessé et tué bien des leurs quand ils avaient attaqué la route. Les prisonniers avaient toutefois laissé un des leurs,

---

<sup>338</sup>[9] GERVAIS Marcel, *La vie de prisonnier de guerre...*, op. cit.

caché derrière eux, de façon à ce qu'il serve de contact avec les Alliés, le cas échéant. Le pauvre type passa huit jours caché sans boire. Il n'avait dans ses poches que des biscuits et deux boîtes de conserve. Il réussit à tenir le coup.

Finalement les prisonniers arrivèrent enfin à Moosberg, C'était un camp immense où il y avait bien cent mille prisonniers de toutes les races et de toutes les nationalités. Les conditions hygiéniques : zéro! Les prisonniers y furent infestés de plus de poux et de punaises que n'importe où ailleurs en Allemagne. Encore une fois, on avait diminué les rations et on leur donna à peine de quoi subsister.

La libération est venue pourtant au cours du mois de mai 1945. Les Américains se trouvaient à quelques kilomètres seulement du camp. Les Allemands attendaient des ordres de leur quartier-général. Ceux-ci n'arrivaient toujours pas. La veille de la libération des prisonniers, les Allemands décidèrent de former une délégation comprenant des officiers et des membres de la Croix-Rouge (des Suisses), qui se trouvaient en tournée d'inspection. Il s'agissait d'obtenir des Américains la permission d'évacuer le camp. Celui-ci se trouvait alors entre deux feux. Le général américain, commandant du secteur, demanda aux représentants des prisonniers s'ils désiraient être évacués. On lui aurait répondu : Il y a assez longtemps qu'on est prisonniers, que le diable emporte tout! Le général donna alors aux Allemands un message court et précis : Demain matin, à 7 heures, j'attaque! La délégation déclara aux Allemands qu'elle répondait au nom des prisonniers : pas d'évacuation!

Le suspense commençait! Une demi-heure avant l'attaque, tout le monde fut prévenu. Les prisonniers devaient se coucher par terre. À 7 heures précises, le général américain attaqua. La bataille dura une heure. Puis, les chars d'assaut arrivèrent les premiers. Puis, ce fut le tour des soldats, d'un régiment de l'Oklahoma. Le feu ne cessait toujours pas. Les obus continuaient de passer au-dessus de la tête des prisonniers. Finalement, le camp fut complètement envahi par les soldats américains. Les Allemands avaient tenté en vain de faire sauter un pont qui se trouvait non loin du camp. Ils n'avaient pas réussi. Un colonel américain donna l'ordre de s'emparer des gardiens allemands, et à ceux-ci de déposer leurs armes.

« Le commandant du camp, un colonel allemand, âgé d'une cinquantaine d'années, donc de la génération précédente, descendit dans la cour. Il portait son plus bel uniforme, ses décorations- dont la Croix de fer- la cape rejetée en arrière des épaules, des bottes noires et brillantes, la cigarette aux lèvres, le monocle rivé à l'œil gauche. Il s'approcha du colonel américain et lui dit dans un anglais impeccable : Monsieur, je vous rends le camp! Je vous rends également responsable de mes prisonniers. Les prisonniers ne l'avaient jamais vu auparavant! »

Puis, ce fut la fraternisation en règle. Les Américains offrirent aux prisonniers des gâteaux, des cigarettes, des beignes, etc. Les prisonniers durent demeurer sur place une autre semaine environ. Un terrain d'aviation a été construit- disons improvisé- à quelques kilomètres du camp. Des camions ont embarqué les prisonniers pour les transporter aux avions.

Destination : Paris ! La France! La liberté! Ce groupe de prisonniers libérés, parmi lesquels des soldats des F.M.R. arriva à Paris quelques heures plus tard, puis à Londres à temps pour le grand défilé de la Victoire.<sup>339</sup>[10]

---

<sup>339</sup>[10] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 315 et 316, 319 à 321.

## Chapitre XVI : Les deuxième et troisième bataillons (1940-1946)

Les Fusiliers Mont-Royal venaient à peine de quitter le Canada pour l'Islande, puis quatre mois plus tard l'Angleterre, que le brigadier général J. P. Archambault, commandant du district militaire de Montréal annonçait la formation d'un 2<sup>e</sup> bataillon des Fusiliers Mont-Royal, destiné à faire partie de la force active non permanente canadienne.

Le recrutement débuta le 12 juillet 1940 à l'arsenal du régiment, avenue des Pins où l'entraînement devait se faire deux soirs par semaine, avant que le nouveau bataillon parte, le 25 août, pour le camp de Mont-Saint-Bruno pour y poursuivre son entraînement jusqu'à la mi-septembre. Le lieutenant-colonel Gustave B. Massue était nommé commandant, avec comme adjoint le major Arthur Guindon. Lucien Tardif devenait capitaine-adjutant, tandis que le capitaine Paul Sauvé, député des Deux-Montagnes au parlement de Québec, prenait le commandement d'une compagnie.

Parmi les autres officiers, le major Hector Marquette était nommé paie-maître, tandis que les majors Louis Daoust, Jacques Forget, Fernand Coupal, Antonio Garneau et Paul Denoncourt prenaient chacun le commandement d'une compagnie. Enfin, le capitaine Georges Burdett était nommé commandant adjoint d'une des compagnies. Tous les lieutenants provenaient du Corps d'école des officiers canadiens de l'Université de Montréal.<sup>340[1]</sup>

La création de ce second bataillon s'imposait car une fois le premier bataillon des Fusiliers parti outre-mer, la tâche était loin d'être terminée pour ceux demeurés derrière au manège de l'avenue des Pins. En premier lieu, il leur fallait, bien sûr, prévoir des renforts pour combler, avant même que le bataillon outre-mer soit envoyé au front, les vides causés par la maladie, les promotions, les mutations et les renvois pour inaptitude. Puis, une fois le bataillon dans les combats, il faudrait combler ses pertes, sans qu'on ait, bien sûr, idée de l'ampleur de celles-ci.

Ceux qui étaient demeurés au pays devaient également voir à recruter et instruire ceux qui, pour des raisons d'affaires ou de famille, n'étaient pas encore prêts à s'engager dans l'armée active, mais tenaient à s'y préparer par l'entraînement à temps partiel. Le manège de la rue des Pins servait également de centre administratif pour les absents, leurs familles et pour veiller sur leurs intérêts pendant leur absence.

À ceux qui y œuvraient, on demandait également d'être prêts, le cas échéant, à former un ou même deux autres bataillons pour le service actif outre-mer; de recruter et entraîner tous ceux qui, sans vouloir aller outre-mer, étaient prêts à servir au pays; d'administrer les biens du régiment et d'employer utilement au pays les membres du régiment auxquels leurs blessures, la limite d'âge, la maladie ou une santé défaillante interdisaient les rigueurs du service actif au combat.

Enfin, la création d'un deuxième bataillon pour les Fusiliers Mont-Royal émanait de la conviction des autorités militaires que la meilleure façon de former des effectifs nouveaux était de les incorporer dans une unité normalement constituée avec ses cadres supérieurs et intermédiaires, son équipement, etc. D'où la création, dès juillet 1940, de ce deuxième bataillon.

---

<sup>340[1]</sup> *La Presse*, 12 juillet 1940.

Ancien du *Mont-Saint-Louis*, institution d'enseignement qui a fourni à l'armée canadienne des centaines d'officiers et les trois premiers commandants du *Collège militaire royal de Saint-Jean*, le lieutenant-colonel Gustave Massue était le fils du seigneur Drolet Massue de Saint-Aimé. Après avoir servi pendant plusieurs années au sein de la Sûreté du Québec, il se lança dans les assurances. Il s'était aussi joint aux Fusiliers Mont-Royal. Après avoir commandé le 2<sup>e</sup> bataillon des Fusiliers Mont-Royal, on le nomma commandant du camp d'entraînement de Sorel puis du corps de prévôté militaire de la région de Montréal.<sup>341[2]</sup>

Quant au major et futur lieutenant-colonel Arthur Guindon, E.D., né à Sainte-Agathe-des-Monts le 22 juillet 1897, il avait complété, à l'*École des Hautes-Études commerciales*, ses études débutées au *Longan English Grammar School*, dans les Laurentides. Il avait à peine 18 ans lorsqu'il débuta sa carrière militaire comme soldat au *Régiment de Québec* en 1915. Licencié en 1919, il se joignit alors à une firme d'importateurs avant d'entrer au service de la *Monarch Knitting*. Entré au régiment en 1924, alors qu'il s'appelait encore les Carabiniers Mont-Royal, Guindon gravit les échelons jusqu'à devenir major en 1936. En 1945, le ministre de la Population du gouvernement provisoire français lui décernera le *Certificat d'honneur et de reconnaissance* pour aide généreuse aux œuvres françaises durant la guerre de 1939-1945.<sup>342[3]</sup>

Formé en juillet 1940, le 2<sup>e</sup> Bataillon partait, dès le début d'août pour trois semaines au camp de Farnham avec un effectif de 35 officiers et de 871 sous-officiers et soldats où il fut inspecté par le major général J.-T. Tremblay, *D.S.O., M.C.*, et participa à une grande démonstration militaire, à laquelle assista le ministre de la Défense nationale.

Le 2<sup>e</sup> Bataillon alimenta entre autres le centre élémentaire de Sorel en personnel d'instruction et d'administration pendant plus de trois ans. On trouvait donc naturel d'y verser les jeunes officiers du régiment, qualifiés à l'école d'infanterie à Brockville, en Ontario, ainsi que les gradés et simples soldats d'active destinés au bataillon d'outre-mer, soit comme cadres, soit pour y poursuivre leur entraînement.

En septembre 1940, un an après le début de la Deuxième Guerre mondiale, 25 de ses officiers et 215 sous-officiers et soldats optèrent pour le service actif et furent versés dans les cadres de l'armée active afin de voir à l'organisation des centres d'entraînement que l'armée installait un peu partout au Québec : non seulement à Sorel, mais aussi à Sherbrooke, Valleyfield, Huntingdon, Joliette, etc.

Durant l'automne et l'hiver 1941, le bataillon poursuivit son entraînement à la caserne et forma une école de sergents, à laquelle 47 candidats obtinrent leurs galons.

En février 1941, le major J.-A. Guindon, fut appelé à succéder à Massue, avant d'être lui-même éventuellement promu lieutenant-colonel pendant que le bataillon poursuivait son entraînement à la caserne de l'avenue des Pins ou au camp de Farnham, selon la saison.

Car même sans combattre, les besoins des troupes envoyées outre-mer étaient considérables : mutations, absences pour cause de maladie ou pour aller suivre des cours de

---

341[2] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 271 et 291.

342[3] *La Grenade*, juin 1960 et COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 274 et 275.

spécialisation ou d'état-major, renvois de service, tout cela avait pour effet de réduire les effectifs du corps expéditionnaire.

Bien que l'armée accueillait directement dans ses rangs divers spécialistes, les autorités militaires préféraient de beaucoup admettre les recrues dans des unités à temps partiel où on pourrait étudier leurs aptitudes avant de les inciter à se joindre à l'armée active.

Le régiment, pendant ce temps, se donna en mai 1941 un lieutenant-colonel honoraire, en la personne de J.-Roméo Gauvreau, le père de Guy Gauvreau.

En juin 1942, de l'effectif du 2<sup>e</sup> Bataillon, en plus de ceux qui étaient en service dans les différents centres d'instruction du Québec ou avaient permuté au service actif de l'armée, une cinquantaine avaient choisi l'aviation et environ 25 la marine. Depuis la formation des écoles d'officiers-cadets, à Saint-Jérôme, au Québec, et Brockville, en Ontario, environ une centaine de sous-officiers étaient passés par ces institutions sous l'insigne des Fusiliers Mont-Royal avant d'obtenir leur brevet d'officiers. Enfin, depuis juillet 1940, une centaine d'officiers étaient passés par les cadres du 2<sup>e</sup> bataillon des Fusiliers Mont-Royal et 75 d'entre eux étaient passés à l'active.<sup>343</sup>[4]

Lorsque, au lendemain du raid de Dieppe, le lieutenant-colonel Guindon devint officiellement commandant du 2<sup>e</sup> Bataillon, en septembre 1942, la reconstruction nécessaire du 1<sup>er</sup> Bataillon avait vidé les dépôts de tous les volontaires disponibles. Guindon reçut donc l'ordre de reformer le bataillon qui, une nouvelle fois, réussit à recruter 900 hommes. Cette opération fut répétée cinq fois. Le 2<sup>e</sup> Bataillon joua donc avec un succès complet son triple rôle d'aider à la défense du Canada, d'alimenter continuellement en officiers, sous-officiers et soldats le 1<sup>er</sup> Bataillon outremer et à fournir un personnel qualifié aux centres d'entraînement militaire.

Le 2<sup>e</sup> Bataillon aura réussi à s'adapter à ce perpétuel flux et reflux du personnel. Il faut avoir fait ce travail pour apprécier la patience, le sens d'organisation, le dévouement et l'humilité qu'il réclame. Ceux qui s'y consacrèrent auront été pour la plupart des hommes auxquels leur âge, un vice de santé, interdisaient la vie en campagne auprès de leurs jeunes collègues et qui eussent presque donné dix ans de leur vie pour le privilège de la partager.<sup>344</sup>[5]

Le bataillon put compter, notamment, sur la collaboration du grand magasin à rayons *Dupuis Frères* pour sa campagne de recrutement, lequel plaça de grands placards publicitaires dans quelques-unes des pages d'annonces qu'il publiait régulièrement au sein du grand quotidien d'information *La Presse*. On y promettait :

- Instruction en français.
- Entraînement militaire le soir.
- Sports de toutes sortes et soirées récréatives gratuites pour les membres du bataillon et leurs compagnes.
- Uniforme d'été et d'hiver fourni gratuitement.
- Équipement moderne.
- Solde régimentaire pour les soirs de parade, les fins de semaine et le camp.
- Transport payé aller et retour de chez-vous à l'arsenal pour les parades (billets de tramways).

---

<sup>343</sup>[4] *La Presse*, 27 juin 1942.

<sup>344</sup>[5] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 271 à 273.

Et des instructions sur :

- Mitrailleuses légères Bren.
- Carabines et baïonnettes.
- Mitraillettes Reising.
- Fusil anti-chars.
- Grenades.
- Cartographie.
- Signaux.
- Premiers soins aux blessés.
- Défense contre les gaz de guerre.
- Tactique et stratégie militaires.
- Conduite et entretien des voitures de l'armée.<sup>345</sup>[6]

Au lendemain du raid de Dieppe, les Dames auxiliaires du régiment, n'arrivant pas à subvenir aux besoins des nombreux membres du régiment prisonniers des Allemands et à ceux de leurs familles, Guindon élaborait un projet d'envergure, visant à leur procurer des fonds.

Guindon rencontra donc Yvon Robert, populaire lutteur et alors champion mondial de la lutte professionnelle. Le soumettant à un amical chantage, il l'enrôla au régiment comme sergent. Et il forma un comité regroupant Paul L'Anglais, alors très engagé dans le monde du spectacle et le promoteur de lutte Eddie Quinn, à qui l'on donna également le grade de sergent au sein du régiment. Le 5 novembre 1942, Yvon Robert revêtait son uniforme des Fusiliers Mont-Royal pour la première fois afin d'accueillir l'ancien champion du monde des poids lourds à la boxe, le célèbre Jack Dempsey, lui-même lieutenant dans la Garde côtière américaine.<sup>346</sup>[7]

Quelque temps plus tard, quelque 1 000 hommes du régiment, fanfare en tête, assistèrent à un premier match de lutte où le sergent Yvon Robert défendit avec succès son titre. Suite à ce premier succès, le 22 janvier 1943, on organisa une soirée bénéfique au profit de l'Aide aux soldats des Fusiliers Mont-Royal. Deux soldats-lutteurs, Yvon Robert, sergent au sein du bataillon de réserve des F.M.R. et l'ancien champion Joe Cox, devenu caporal dans l'armée américaine s'affrontaient, dans un match dont l'arbitre était l'ancien champion mondial de la boxe, Jack Sharkey.

Encore une fois, des centaines de soldats des Fusiliers Mont-Royal et des autres régiments de la métropole assistèrent au combat, que remporta Robert, tandis que la fanfare, sous la direction du capitaine J-J. Goulet, jouait des airs militaires et que le major Armand Sabourin, qui avait été aumônier du régiment lors du raid de Dieppe, remerciait la foule.<sup>347</sup>[8]

Cette soirée et la précédente permirent aux dames auxiliaires de ramasser quelques milliers de dollars pour leur permettre de remplir adéquatement leur rôle auprès des prisonniers du régiment et leurs familles. Ce comité comptait entre autres, parmi ses membres M<sup>mes</sup> Louis J. Allard, Arthur Boivin, Émile Chaput, Fernand Coupal, Arthur de Guise, Jacques Deztraze,

---

<sup>345</sup>[6] *La Presse*, 27 mai 1943.

<sup>346</sup>[7] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 275. et *La Presse*, 5 novembre 1942.

<sup>347</sup>[8] *La Presse*, 21 et 22 janvier 1943.

Maurice Forget, Guy Gauvreau, Guy Grenier, Paul Grenier, Villeneuve Morin, J. Poirier, Paul Savoy, Paul Trudeau, Paul Sauvé, Gilles Gamache, etc.348[9]

Quant à M. Georges Savoy, père du major Paul Savoy, tué lors du raid de Dieppe, il fonda le *Foyer Dieppe*, au Mont-Saint-Hilaire, en mémoire de son fils, pour y soigner les épileptiques.

Depuis février 1943, c'est le major Fernand Coupal qui occupait les fonctions de commandant adjoint. Dans le civil, le major Coupal était directeur-gérant de la division ouest de *Fashion-Craft*, importante fabrique de textile de l'époque. Il s'était enrôlé au sein des F.M.R. en janvier 1929 comme lieutenant et s'était qualifié comme officier signaleur au *Canadian Small Arm School*, de Connaught, en banlieue d'Ottawa, en 1930. Promu capitaine en 1931, il était passé major en juillet 1940.349[10]

Durant les six années de son existence, le bataillon organisa peu d'activités sociales, estimant qu'en temps de guerre, les activités militaires devaient primer. Plusieurs se rappellent cependant les camps d'été annuels de 1940 à 1946, les cours de qualifications pour officiers et sous-officiers, les cours d'instructeurs, les *schèmes* de fin de semaine et l'entraînement.

Mais même sans beaucoup d'activités sociales, le bataillon et ses bienfaiteurs n'ont pas fait que des manœuvres militaires. Ainsi, à cette époque, le grand magasin *Eaton* décernait annuellement une coupe au meilleur corps de clairons et de tambours du district militaire de Montréal. Guindon tenait absolument que les Fusiliers remportent ce trophée lors de la compétition qui se tenait au *Stade Molson*. Grâce à la générosité et l'initiative du major Roger Maillet, on se procura de nouveaux instruments, les répétitions se multiplièrent et deux ans de suite, le régiment remporta le précieux trophée.

Dans le domaine sportif, non seulement le régiment participa-t-il à toutes les compétitions organisées au sein du district militaire ou durant les camps d'été, mais en 1943-1944, les F.M.R. remportèrent le championnat de balle-molle du camp de Farnham contre le *Régiment de Châteauguay*.

Il fallait aussi distraire les hommes du bataillon et leurs camarades répartis dans les différents camps de la province. On organisa donc, sous la présidence de Guindon avec l'actif concours du major Fernand Coupal, les programmes *Le tambour major*, rendus possible grâce à la coopération de la *Société Radio-Canada*, de l'*Union des artistes lyriques et dramatiques* et de la *Guilde des musiciens*. Encore une fois, Paul L'Anglais fut à l'origine de cette heureuse initiative. Le comité comprenait également M<sup>e</sup> Gérard Delage, Paul Guèvremont, André Durieux, Raymond Denhez, Guy E. Carmel, P. E. Leroux, Adrien Lauzon, René E. Boivin, Marcel Provost et le lieutenant Jean-Marie Bériault.

Plusieurs artistes alors avantageusement connus ont participé bénévolement à ces spectacles. Entre autres, Gaby Lefebvre, Blanche Gauthier, Ginette Berger, Lucie Mitchell, Roland Bédard, Gratien Gélinas, André Durieux et son orchestre, Henri Letondal, Alys Robi, Paul Guèvremont, Amanda Alarie, Lucien Martin, Gérard Delage, Juliette Huot, Juliette Béliveau, Julien Lippé, Roger Florent, Clément Latour, Henri Poitras, Rodolphe Tremblay, José Forgues, M<sup>me</sup> J. R. Tremblay, Fred Barry et Jean-Maurice Bailly.

---

348[9] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 275.

349[10] *La Presse*, 27 février 1943.

Dans le cas d'André Durieux, c'était somme toute une dette d'honneur envers le lieutenant André Vennat, tué à Dieppe, qui, avant de s'enrôler était musicien professionnel et avait fait partie, de ce qui était alors le quatuor d'André Durieux. Durieux composa d'ailleurs une marche en l'honneur de chacun des commandants de camp. Ainsi, le 20 novembre 1943, au *Monument national*, son orchestre exécuta la *Marche du lieutenant-colonel Boivin*, la *Marche du lieutenant-colonel Forget*, la *Marche du lieutenant-colonel Brosseau*, etc.

Par ailleurs, le vieux manège de l'avenue des Pins avait bien besoin d'un coup de balai. Le major Coupal prit en mains la rénovation du mess des officiers. Il s'adressa à Alex Goldberg, gérant des ventes chez *Seagram's* qui lui obtint une entrevue avec le président Sam Bronfman qui fit un don de 6 000 \$ au mess qui dut donc acheter des meubles et remettre le mess en état, avec l'aide du lieutenant-colonel honoraire Roméo Gauvreau, qui fournit sa part de l'ameublement tandis que le major Roger Maillet approvisionnait de nombreux livres pour garnir les rayons de la bibliothèque.

Quant au mess des sergents, présidé à l'époque par le sergent-major Catelli. Il fut également transformé grâce à de nombreux dons venant tant des officiers que des sous-officiers et des membres honoraires. On posa des boiseries en noyer et la salle du mess fut lambrissée d'orme tandis que le bureau du sergent-major fut rafraîchi et que le ministère de la Défense subventionna l'établissement d'une salle de quilles.

Le dernier geste officiel de Guindon fut, au printemps 1946, à la tête de son bataillon, de recevoir le *1<sup>er</sup> Bataillon* qui revenait de combattre outre-mer. Le 17 juillet 1946, il quittait les Fusiliers Mont-Royal qu'il avait servis avec dévouement durant 23 ans.<sup>350</sup>[11]

### **Le 3<sup>e</sup> Bataillon**

Le 21 mai 1942, les Fusiliers Mont-Royal recevaient l'ordre de former un 3<sup>e</sup> bataillon pour service actif. Le 6 juin, le lieutenant-colonel Paul Trudeau, qui s'était joint au régiment en 1927 et avait accompagné, en tant que major, le régiment en Islande et en Angleterre pendant deux ans, avant d'être rapatrié pour prendre pendant quelque temps le commandement des *Fusiliers de Sherbrooke* en était promu commandant.<sup>351</sup>[12]

Dans la vie civile, Trudeau, autre diplômé du Collège Mont-Saint-Louis à atteindre un grade supérieur dans l'armée, avait notamment été le président fondateur de la célèbre chorale montréalaise *Les Petits Chanteurs du Mont-Royal*. C'est le major Yves Bourassa, futur commandant du régiment après la Seconde Guerre mondiale, qui fut son adjoint.<sup>352</sup>[13]

Trudeau prit officiellement le commandement du nouveau bataillon le 8 juin. Le surlendemain, Trudeau rencontra les officiers du *2<sup>e</sup> Bataillon*, en présence du colonel Paul Grenier, du major Guindon et du brigadier général J. Leclair et les invita à se joindre à lui.

---

<sup>350</sup>[11] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 273, 392., 277, 279 et 392.

<sup>351</sup>[12] Journal de guerre..., op. cit., juin 1942.

<sup>352</sup>[13] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 392.

Les officiers de ce 3<sup>e</sup> Bataillon provenaient en partie du 2<sup>e</sup>, en partie du *Corps école des officiers canadiens (C.E.O.C.)* et des écoles d'officiers de Saint-Jérôme et de Brockville. Ovide Grothé, Flavius Daniel, Pierre-Paul Daigle, Roger Picard, Théo Laurin, Roland Côté et René Morency, furent les officiers mutés du 2<sup>e</sup> au 3<sup>e</sup> Bataillon. Jean Gauthier, Jacques Goulet, Jean-Paul Élie, Denis Boissy et Robert (Bob) Major venaient du *C.E.O.C.*

Le 16 juin, le nouveau bataillon accueillit son nouveau sergent-major régimentaire, R. Dagenais et le 23 tous les officiers du bataillon, sauf trois, partirent pour le camp de Farnham afin de s'entraîner avec le bataillon de réserve, tandis que le 30, Trudeau réunissait un groupe d'homme d'affaires au *Club Saint-Denis* afin de constituer un comité civil destiné à venir en aide à l'organisation du nouveau bataillon.353[14]

En juillet 1942, le bataillon s'installa dans des baraquements sur le terrain de la *Montreal Amateur Athletic Association* à Westmount, près des voies d'aiguillage du *Canadien Pacifique*. Jusqu'à la fin d'août, on procéda à un entraînement de base tout en devant faire fréquemment la chasse aux rats qui infestaient l'endroit. Mais, heureusement, le lieutenant-colonel Trudeau réussit rapidement à convaincre ses hommes de la nécessité du culte de la propreté et, en très peu de temps, ces baraquements eurent un aspect net et militaire convenable.

Puis, après un séjour d'un mois à Farnham, en août, le bataillon prit le chemin de Valcartier en septembre. Plusieurs jours de pluie y accueillirent le bataillon dans un camp transformé en borbier. La lecture du *journal de guerre* de ce bataillon contient plusieurs perles qui démontrent que, même en temps de guerre, l'état-major régimentaire et son commandant qui, à la fin de chaque mois signait le rapport mensuel du dit *journal* pouvaient faire preuve d'humour.

Ainsi, le 1<sup>er</sup> septembre 1942, à l'occasion de la parade de la paie au camp de Valcartier, il est écrit : « C'est une joie générale dans tout le camp, même chez les officiers qui semblent tous à sec depuis que l'impôt se sert le premier ». Un peu plus tard, le 22 du même mois, on peut lire : « Désorientation complète du lieutenant Huot, notre adjudant, après une visite au *Régiment de Lévis*. Probablement après avoir pris trop de liquide qui n'est pas de l'eau, il perd sa route de retour. Les officiers veulent se cotiser pour lui acheter une boussole. »354[15]

Malgré le froid intense et l'accumulation de neige de l'hiver 1942-1943, à Valcartier, on réussit à créer chez les officiers et chez les hommes cet esprit de corps qui a toujours distingué les F.M.R. des autres régiments. On surmonta avec patience les épreuves de l'hiver, y compris un incendie qui, à la veille de Noël, détruisit, par une température sibérienne, le mess des officiers et les provisions qu'on y avait accumulées. Sur l'air de *Cadet Roussel*, le bataillon s'était d'ailleurs donné une chanson régimentaire, de pas moins de 13 couplets, intitulée, fort justement, *Mon régiment*.355[16]

L'entraînement se poursuivit tout l'hiver, la corvée de neige remplaçant la culture physique plus souvent qu'autrement. Lorsque le froid rendait le maniement d'armes impossible,

---

353[14] Journal de guerre..., op. cit., juin 1942.

354[15] Journal de guerre..., op. cit., septembre 1942.

355[16] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal. Présenté en annexe

on se livrait à diverses manœuvres où on faisait des marches forcées comme au printemps, où les hommes du bataillon entreprirent une grande marche de Valcartier à La Malbaie.

Aux inspections du samedi matin, on pouvait constater d'incessants progrès : la tenue des hommes, la précision des mouvements, la propreté des vêtements, de l'équipement et des chambrées, tout cela dénotait une organisation qui faisait honneur au régiment qui, en compagnie du 3<sup>e</sup> bataillon du *Régiment de Maisonneuve* et du *Régiment de Lévis* faisait partie de la 21<sup>e</sup> brigade, alors commandée par le brigadier général Georges Francoeur.

Au début d'août 1943, le bataillon quitta Valcartier pour se rendre à Debert, en Nouvelle-Écosse, où ils voisinaient avec les *Fusiliers de Sherbrooke* et devaient surtout entreprendre un entraînement tactique. C'est là que le sergent-major régimentaire Dagenais se mérita la *médaille de l'Empire britannique (B.E.M.)* pour son excellent travail.

Mais la fin approchait. Un dimanche matin, le brigadier général Arthur R. Roy annonça au major Yves Bourassa et 13 autres officiers qu'ils étaient mutés aux *Fusiliers de Sherbrooke*, commandés par le lieutenant-colonel Aimé Biron et, le 15 octobre 1943, le 3<sup>e</sup> bataillon des Fusiliers Mont-Royal était licencié officiellement.

Ce coup de matraque inattendu consterna les hommes qui n'y comprenaient rien. La vérité était que la guerre avait changé de visage en Europe et en Afrique. Il y avait eu Stalingrad, El Alamein et bientôt, on s'apprêtait à débarquer en Europe. Dans le Pacifique, les Américains avaient repris l'initiative pour ne plus la perdre. On avait pu craindre, en 1941, pour la sécurité du territoire canadien et on avait eu recours au service militaire obligatoire pour en assurer la défense éventuelle. La mesure ne s'imposait plus et on tenait à récupérer le plus tôt possible les précieux officiers et sous-officiers dont on avait un pressant besoin pour encadrer les renforts destinés aux unités d'outre-mer.

Le lieutenant-colonel Trudeau fut nommé à la tête des *Fusiliers de Sherbrooke* en remplacement du lieutenant-colonel Biron et le major Bourassa fut nommé son adjoint avant d'être muté, à l'automne de 1944, au Collège d'état-major de Kingston.

Les Fusiliers Mont-Royal avaient lieu d'être fiers du travail accompli depuis le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale en septembre 1939. Le régiment a donné à l'armée canadienne deux bataillons d'active : celui que la mitraille allemande a fauché sur la plage de Dieppe et celui qui a pris la relève et glorieusement vengé le premier, le 2<sup>e</sup> Bataillon, grâce auquel il s'est toujours trouvé un officier, sous-officier ou soldat des Fusiliers Mont-Royal pour combler le vide laissé au front par la mort, les blessures, la disparition d'un autre membre des F.M.R.

Quant au 3<sup>e</sup> Bataillon, il a transmis aux recrues du service obligatoire les traditions, les coutumes, les attitudes qui ont formé et soutenu le courage des Fusiliers-Mont-Royal, de Dieppe, de Normandie et du Rhin.<sup>356[17]</sup>

---

356[17] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 281, 283 et 284.

## Chapitre XVII : Des débuts de la guerre froide à notre centenaire (1946-1970)

### Jean Chaput et la réorganisation du régiment

La dissolution des Fusiliers Mont-Royal comme unité d'active, survenue le 15 novembre 1945, ne voulait pas dire, loin de là, que le régiment cesserait toute implication dans le monde de l'après-guerre. D'ailleurs, même si la guerre était terminée, quelques membres du régiment continuèrent dans les mois qui suivirent de recevoir des décorations pour leurs exploits, notamment de la part des gouvernements américain ou français.

Ce fut le cas, en février 1946, du lieutenant Conrad Lafleur, à qui le gouvernement français décerna la *Croix de guerre avec palme*. Évadé après le raid de Dieppe, Lafleur avait été parachuté en France occupée en juin 1943, pour y diriger le réseau de transmission d'un réseau d'évasion. Repéré par les Allemands, il avait réussi à en tuer quatre à bout portant et à s'évader de nouveau avant de regagner l'Angleterre où il fut promu lieutenant en 1944. Deux de ses anciens commandants, Dollard Ménard et Guy Gauvreau, ainsi que le colonel Maurice Forget, avaient assisté à la cérémonie en son honneur à l'ambassade de France à Ottawa.<sup>357</sup>[1]

En juin de la même année, Guy Gauvreau, rétabli de ses blessures, se voyait confirmer comme commandant de la nouvelle *8<sup>e</sup> brigade d'infanterie de réserve*, regroupant les trois régiments francophones de Montréal, les Fusiliers Mont-Royal, le *Régiment de Maisonneuve* et le *Régiment de Châteauguay*, en plus de se voir nommer aide-de-camp du maréchal Alexander de Tunis, gouverneur général du Canada et de se voir octroyer la *Legion of Merit* des États-Unis.

La citation, signée par le président américain Harry Truman, rappelait que Gauvreau, à la tête de la sixième brigade d'infanterie canadienne, s'était distingué dans la campagne du nord-ouest de l'Europe et que commandant courageux et agressif, il avait été un exemple entraînant pour ses hommes pendant les opérations de France, Belgique et Hollande. On y ajoutait que sa tactique habile et sa détermination à résister à l'ennemi opiniâtre avaient permis à sa brigade d'emporter tous ses objectifs et qu'il avait remarquablement contribué au succès des opérations alliées sur le continent européen.<sup>358</sup>[2]

Puis, le 1<sup>er</sup> août 1946, on annonçait la nomination du lieutenant-colonel Jean E. Chaput *O.B.E., E.D.*, à la tête du régiment avec mission de le réorganiser. Jean Chaput s'était joint au régiment dès 1927 comme jeune lieutenant, après avoir débuté sa carrière militaire au *C.E.O.C.*, alors qu'il étudiait à l'*École des Hautes Études commerciales*. Nommé adjudant par le lieutenant-colonel R. Bédard, *V.D.*, Chaput connut, vers 1932 sous le commandement du lieutenant-colonel C. Dorval, *V.D.*, les grands changements que connut le régiment lorsqu'il changea sa vocation et tronqua son nom de *Carabiniers Mont-Royal* en celui des *Fusiliers Mont-Royal*.<sup>359</sup>[3]

Lorsqu'éclata la Deuxième Guerre mondiale, Chaput, alors capitaine, était déjà attaché en service spécial avec la force permanente puisqu'il était à suivre le *Militia Staff Course* en

---

<sup>357</sup>[1] *La Presse*, 23 février 1946.

<sup>358</sup>[2] *La Presse*, 27 et 29 juin 1946.

<sup>359</sup>[3] *La Presse*, 1<sup>er</sup> août 1946.

Ontario. Revenu aux Fusiliers, il poursuivit son entraînement à Valcartier, suivit le régiment en Islande puis en Angleterre.

En juin 1941, il retourna au pays pour organiser les cours d'officiers seniors et d'état-major au *Collège militaire royal de Kingston*. Puis, il devint en charge des opérations militaires et de renseignements de la région militaire de Québec, où les Allemands faisaient des leurs.

En effet, pas moins de 42 navires avaient été coulés par les sous-marins allemands dans le Golfe du Saint-Laurent et Chaput se vit confier la tâche d'organiser la défense des côtes en conjonction avec la marine et l'aviation. Ses qualités d'administrateur l'amènèrent à faire partie des organisateurs de l'historique conférence de Québec de 1943, au cours de laquelle Churchill, Roosevelt et Mackenzie-King planifièrent l'invasion de l'Europe.

Travailleur efficace, on le renvoya en Angleterre en 1944 où on lui confia la direction du *Tactical School* avant de devenir chef instructeur de l'École d'infanterie canadienne. En 1945, il revint au Canada et fut nommé assistant adjudant-général aux quartiers généraux d'Ottawa où on le fit siéger à un Bureau de sélection et de classification d'officiers seniors de l'armée canadienne. Mais, comme le nota *La Grenade* « son caractère impétueux se prêtait mal à cette activité ». Chaput retourna donc à la vie civile, se vit nommer gouverneur de la *Bourse de Montréal* en même temps qu'il revenait à son ancien régiment comme commandant.

C'est à lui que revient la fondation de l'*Association des Anciens officiers* des F.M.R., devenue, depuis, le *Club des officiers* des Fusiliers Mont-Royal dont il est le président fondateur.<sup>360</sup>[4]

Dès sa nomination au commandement du régiment, Chaput reçut des quartiers-généraux des instructions catégoriques sur le choix des cadres. Seuls devaient en faire partie les officiers et les sous-officiers qui avaient servi activement durant le conflit et qui étaient encore jeunes et physiquement aptes. Si donc, seulement quatre officiers de l'ancien 2<sup>e</sup> Bataillon ne firent partie des effectifs du régiment reconstitué, il faut l'attribuer à des directives qui ne laissent aucune latitude au colonel Chaput. Ces directives avaient d'ailleurs un but louable : faire bénéficier les régiments de milice d'après-guerre de l'expérience acquise outre-mer.<sup>361</sup>[5]

Un des premiers gestes publics de Chaput en tant que commandant des Fusiliers fut d'organiser une cérémonie religieuse le 19 août, à l'occasion du quatrième anniversaire du raid de 1942 à Dieppe à la caserne même. Pas moins de quelque 500 militaires et parents des disparus assistèrent à la messe célébrée par le capitaine Jacques Brossard, aumônier du régiment. Celui-ci, dans son homélie, déclara qu'il faut que nous nous rappelions les sacrifices qu'ils ont faits avant de partir pour Dieppe et après, afin que nous puissions profiter de la leçon qu'ils nous ont donnée. Tous sont au ciel, car s'il est un acte que Dieu doit reconnaître comme grand, c'est bien celui d'un jeune homme qui sacrifie sa vie pour son pays!<sup>362</sup>[6]

En novembre, le gouvernement français, qui quelques mois décerna des décorations à plusieurs militaires canadiens, dont notamment deux officiers du régiment qui s'étaient illustrés

---

<sup>360</sup>[4] *La Grenade*, février 1960.

<sup>361</sup>[5] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 325.

<sup>362</sup>[6] *La Presse*, 19 août 1946.

durant le conflit. Le premier, le lieutenant-colonel René Painchaud, se voyait octroyer la *Croix de Guerre avec étoile d'argent* pour sa participation au raid de Dieppe d'août 1942; tandis que le brigadier général Paul Sauvé, commandant du régiment durant la campagne de Normandie et en Belgique, se voyait décerner pour sa part la *Croix de Guerre avec étoile de vermeil*.363[7]

Après la Deuxième Guerre mondiale, la réputation du régiment n'était plus à faire. Aussi n'est-ce pas étonnant que, quelques mois plus tard, c'est le manège des Fusiliers Mont-Royal que choisit le gouverneur général du Canada, le maréchal Alexander de Tunis, pour venir décorer de l'*Ordre du Service distingué (D.S.O.)* et de la *Médaille de l'Empire britannique (B.E.M.)* pas moins de 107 militaires différents, dont plusieurs Canadiens français, parmi lesquels se trouvait notamment le major Robert Bob Haineault, rescapé du raid de Dieppe du 19 août 1942, à qui il décerna la *Croix Militaire (M.C.)*.364[8]

Les années 1946-1949 furent donc consacrées à la réorganisation du régiment qui, de trois bataillons, repassa à un seul. Cet après-guerre ne ressemble pas à celui de 1918. La guerre froide était déjà commencée. L'avenir demeurait imprévisible, plutôt menaçant que prometteur. Le gouvernement tenait donc à créer une milice capable de parer à toute éventualité. Les F.M.R. devaient s'entraîner au moins 40 jours par année; les spécialistes devaient suivre des cours de qualification et le régiment devait tenir son camp d'été à Valcartier.365[9]

Co-fondateur de la maison de courtiers *Brault & Chaput*, Jean Chaput, frère de la sénatrice Solange Chaput, est décédé le 12 septembre 1991 à l'âge de 85 ans et avait servi comme vice-consul d'Islande à Montréal. Décoré de l'*Ordre de l'Empire britannique* par le roi George VI lui-même, lors d'une cérémonie au *Palais de Buckingham*, le lieutenant-colonel Chaput était également membre de l'*Ordre militaire et hospitalier de Saint-Lazare de Jérusalem*.366[10]

Entre-temps, le 13 décembre 1946, décédait le colonel Francis-Samuel Mackay, l'un des derniers survivants des *Carabiniers Mont-Royal* qui avaient participé, plus de 60 ans auparavant, à la campagne du Nord-Ouest. Le colonel Mackay était également, au moment de son décès, l'un des doyens du notariat québécois.

Jean Chaput avait compris que, pour survivre, prospérer et assurer son recrutement, une unité de milice doit s'appuyer non seulement sur ses effectifs, mais sur les anciens et les amis qu'il peut se faire dans le monde civil. Il suscita donc la formation de l'*Association des Fusiliers Mont-Royal*, laquelle, dès ses débuts, constitua un réel succès. Chaque fête, chaque manifestation régimentaire attirait des centaines de confrères qui avaient servi dans toutes les parties du monde et qui étaient toujours fiers de porter le fameux béret bleu ou cette *chaloupe* aux couleurs du régiment qui les associaient à la meilleure unité canadienne-française.367[11]

---

363[7] *La Presse*, 26 novembre 1946.

364[8] *La Presse*, 24 février 1947.

365[9] CENT ANS D'HISTOIRE..., op. cit., p. 325 et 327.

366[10] *La Presse*, 13 septembre 1991.

367[11] *La Presse*, 13 décembre 1946.

Cette association connut un début florissant grâce au major Lucien Robitaille qui en fut la cheville ouvrière jusqu'à sa mort en 1965. Robitaille avait débuté comme simple soldat et plus tard sergent-major régimentaire et terminé la guerre avec le grade de major. Le régiment était toute sa vie. On doit à son initiative la plaque commémorative à tous les Fusiliers morts au Champ d'honneur qui se trouve dans la salle d'exercice du manège.<sup>368</sup>[12]

On doit également à Chaput la participation du corps de clairons et de tambours aux réceptions de l'unité et d'avoir inauguré la coutume de l'appel aux morts à l'occasion des dîners régimentaires. Enfin, avec la fin de la guerre, les activités mondaines du régiment reprirent, comme de juste, et c'est ainsi qu'on organisa, en 1946, un grand dîner mixte pour initier les dames à l'ambiance du mess et aux subtilités de la vie régimentaire.

Au dîner régimentaire de 1947, on invita tous les anciens, tandis qu'en 1948, les anciens commandants étaient à l'honneur et qu'en 1949, on invita le ministre de la Défense, Brooke Claxton, comme invité d'honneur. Le major général R. O. G. Morton, et le brigadier général Jean V. Allard qui, vingt ans plus tard, promu général, devait occuper le poste de chef d'état-major des Forces armées canadiennes figuraient dans l'assistance.

À noter qu'à l'époque, les Fusiliers Mont-Royal n'hésitaient pas à défiler souvent dans les rues de la ville. Comme cela fut le cas le 3 octobre 1948, après que le régiment eut, en matinée, honoré ceux de leurs camarades qui étaient tombés au champ d'honneur au cours de la Deuxième Guerre mondiale lors d'une messe célébrée à l'intérieur de la caserne même par le colonel M<sup>gr</sup> C. E. Beaudry, ancien aumônier du régiment. Le major général R.O. G. Morton, commandant de la région militaire du Québec, le brigadier général Guy Gauvreau, commandait alors la 8<sup>e</sup> brigade et le commandant du régiment, le lieutenant-colonel Jean Chaput avaient accepté le salut du défilé, rue Saint-Hubert.<sup>369</sup>[13]

Par ailleurs, pour rentabiliser ses activités paramilitaires, le régiment a souvent loué son manège à diverses manifestations. Mais rarement à de grands ralliements politiques. Ce fut toutefois le cas en juillet 1948, durant une campagne électorale provinciale, alors que le manège avait été loué aux troupes libérales de l'ancien premier ministre Adélard Godbout. Le plancher du manège était bondé à tel point que de nombreuses gens avaient écouté les discours dehors, sur l'avenue des Pins, grâce à un système de hauts parleurs. Impressionné par le passé glorieux de notre régiment, le chef libéral avait déclaré que le fait de tenir son assemblée dans un *temple de la Victoire* lui porterait chance. Malheureusement pour lui, cela fut loin d'être le cas, puisque son parti ne remporta que 8 des 82 sièges de l'Assemblée législative.<sup>370</sup>[14]

Le brigadier général Paul Sauvé, ancien commandant du régiment, fut plus chanceux. Non seulement fut-il réélu comme député de Deux-Montagnes pour l'*Union nationale*, mais, en tant que ministre, il devint vite le bras droit de Maurice Duplessis avec comme sous-ministre un de ses anciens officiers qui avait fait la campagne de Normandie avec lui, le major Fernand Dostie.

---

<sup>368</sup>[12] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 327.

<sup>369</sup>[13] *La Presse*, 4 octobre 1948.

<sup>370</sup>[14] *La Presse*, 23 juillet 1948.

En 1948, le sergent-major régimentaire Angelo Catelli, *E.M.*, véritable institution au régiment, qui occupait cette importante fonction au régiment depuis 1941, céda son poste au sergent-major Émile Rocray. Catelli continua à fréquenter le régiment pratiquement jusqu'à son décès, en décembre 1982, à l'âge de 76 ans.

Le 18 mai 1949, à l'occasion de la *Semaine de l'armée* et quelques jours avant que Jean Chaput ne ceda son commandement au lieutenant-colonel Paul l'Anglais, *C.D.*, une centaine d'hommes des Fusiliers Mont-Royal, revêtus de tuniques rouges flamboyantes et de couvre-chefs de fourrure semblables à l'uniforme porté par la garde du gouverneur général ou celle du Palais de Buckingham, défila dans les rues de la métropole, avant d'être inspectés par le brigadier général Guy Gauvreau. C'était la première fois depuis 1938, plus de dix ans auparavant, que le régiment défilait ainsi en uniformes d'apparat.<sup>371</sup>[15]

Mieux connu pour ses activités culturelles que militaires, ayant été l'un des courageux pionniers du cinéma canadien de langue française, Paul L'Anglais donna un lustre aux manifestations mondaines du régiment qui, sous son commandement, connurent une importance et une couleur sans précédent. C'est ainsi que quelques mois après être entré en fonction, il reçut, dans les salons du mess des officiers, le premier ministre du Canada, Louis Saint-Laurent.

Paul L'Anglais avait 42 ans, lorsqu'il assuma son commandement. Il avait fait ses débuts militaires comme lieutenant de cavalerie à Lévis de 1925 à 1929. Puis il se joignit au *C.E.O.C.* de l'*Université McGill* et, enfin, de 1930 à 1942, on le versa à la réserve générale des officiers avant de revenir à la vie militaire en 1942 avec le 2<sup>e</sup> bataillon des Fusiliers Mont-Royal. Il était chevalier des *Ordres de Malte*, *Saint-Jean* et *Saint-Lazare*. Il devait décéder en mai 1982.<sup>372</sup>[16]

Quelques mois plus tard, Marcel Gingras, un vétéran qui s'était joint au régiment comme simple soldat vingt ans plus tôt, assumait la responsabilité de sergent-major régimentaire, poste qu'il occupa de 1950 à 1956. Gingras est l'un des rares membres des Fusiliers Mont-Royal, sinon le seul, à avoir débarqué en Normandie le 6 juin 1944, soit le *Jour J*. Il faut dire qu'à ce moment-là, Gingras faisait partie du *Régiment de la Chaudière* et qu'il a connu une carrière régimentaire mouvementée, passant allègrement d'un régiment à l'autre, selon les besoins.

Gingras s'était d'abord joint aux Fusiliers Mont-Royal en 1930, à l'âge de 16 ans, comme simple soldat. Mais, dès 1933, il passait au *Régiment de Maisonneuve*. Dès le 1<sup>er</sup> septembre 1939, il s'enrôlait dans l'active et gagna l'Angleterre en septembre 1940 avec son régiment. En mai 1943, on le rapatria au Canada en tant qu'instructeur à l'école d'officiers du camp de Valcartier. Mais, vu l'imminence du débarquement en Normandie, on le renvoya en Angleterre dès février 1944, et on le versa au *Régiment de la Chaudière*, avec lequel il participa au *Jour J* et à la campagne de Normandie. Promu sergent-major de compagnie, en août 1944, on le propulsa sergent-major régimentaire quelques jours plus tard, poste qu'il occupera jusqu'en février 1945.

Une fois revenu au pays, Gingras, qui s'était mérité la *Médaille d'efficacité* avec agrafe et la *Croix de guerre* belge avec agrafe pour ses exploits lors de la libération de la Belgique, alors qu'il servait avec le *Régiment de la Chaudière*, ainsi qu'un certificat d'appréciation signé de la main du maréchal Bernard Laird Montgomery lui-même, fut d'abord réassigné au *Régiment de*

---

<sup>371</sup>[15] *The Herald*, 19 mai 1949.

<sup>372</sup>[16] *Historique du régiment*, 1982, Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

*Maisonneuve* d'où on le transféra peu après aux Fusiliers Mont-Royal en tant que sergent-major régimentaire.373[17]

Entre-temps, suite au blocus de Berlin par les Soviétiques, l'euphorie qui régnait à la fin de la Deuxième Guerre mondiale avait cédé le pas à la méfiance des Alliés envers l'URSS. Ces grandes tensions politiques et militaires devaient mener, en 1949, au regroupement des Alliés au sein de l'*Organisation du traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.)*. Pendant ce temps, des tensions militaires en Asie aboutissaient, en 1950, à la guerre de Corée.

Lorsqu'en avril 1950, le Canada entreprit la formation d'une brigade canadienne destinée à servir avec les Nations unies dans le conflit coréen, L'Anglais lança un appel à son unité de réserve et bientôt le 2<sup>e</sup> bataillon du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*, désigné pour cette brigade, comptait plus de 30 pour cent d'anciens Fusiliers dans ses rangs. C'est d'ailleurs un ancien commandant des F.M.R., le lieutenant-colonel Jacques Dextraze, qui commanda ce bataillon lorsqu'il mit les pieds en Corée.374[18]

Les Dames auxiliaires du régiment, qui avaient peu eu l'occasion de se manifester depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, reprirent du service et organisèrent une réception au manège de l'avenue des Pins pour recueillir les fonds nécessaires à l'expédition de colis pour nos hommes combattant en Corée pendant que L'Anglais, mettant à profit ses talents de communicateur, réalisait au régiment même l'émission *Tambour battant*, visant à activer le recrutement au sein de l'Armée canadienne.375[19]

### **La brigade canadienne pour l'Europe**

Le 5 mai 1951, le gouvernement canadien annonçait qu'il mobilisait une autre brigade de son armée de terre pour apporter sa contribution aux forces de l'*O.T.A.N.* qui se constituaient en Europe sous le commandement du général américain Dwight Eisenhower.

Connue sous le nom de 27<sup>e</sup> groupe de brigade de l'armée canadienne, cette formation devait être intégrée aux forces régulières de l'armée active, appelées à servir n'importe où, et ses éléments disait-on pourraient aussi bien servir à renforcer les unités canadiennes qui étaient alors en Corée qu'à compléter les effectifs de la nouvelle armée européenne, selon les besoins.

Les Fusiliers Mont-Royal et quelques autres bataillons de réserve du Québec furent appelés à contribuer de façon spéciale à cette nouvelle brigade puisqu'on les appelait à recruter l'équivalent d'une compagnie, qui, avec des éléments analogues venant des autres régions du pays, devaient former les bataillons constituant de la nouvelle brigade.

Le ministère de la Défense nationale disait former cette brigade pour augmenter les forces de la liberté, en conformité avec la Charte des Nations Unies et le Pacte de l'Atlantique Nord et précisait que cette brigade serait constituée d'effectifs de réserve de régiments célèbres de toutes les parties du pays. Cinq bataillons d'infanterie à travers le pays étaient appelés à fournir chacun

---

373[17] *La Grenade*, Juin 1953.

374[18] GERVAIS adjudant Henri, *Résumé historique : Régiment les Fusiliers Mont-Royal*, 1966. Inédit.

375[19] CENT ANS D'HISTOIRE..., op. cit., p. 331.

une compagnie au bataillon d'infanterie formant cette brigade. Outre les Fusiliers Mont-Royal, il s'agissait du *Hastings and Prince Edward Regiment*, du *Carlton and York Regiment*, de l'*Algonquin Regiment* et du *Loyal Edmonton Regiment*. Cinq autres régiments d'infanterie de tradition écossaise et cinq régiments de tradition *fusiliers* furent appelés à poser le même geste.

Les recrues devaient avoir au moins 20 ans et pas plus de 40 (sauf pour les hommes de métiers qui pouvaient aller jusqu'à 45 ans) et être prêts à servir n'importe où. On les enrôlait pour trois ans, et ils seraient tous éligibles pour service outremer. On garantissait aux réservistes qu'après une période de probation de 90 jours, afin de démontrer leurs capacités, ils pourraient conserver le grade qu'ils occupaient dans la réserve ou qu'ils avaient occupé à la fin de la Seconde Guerre mondiale.<sup>376</sup>[20]

Trois jours à peine après l'annonce de la formation de cette brigade, les Fusiliers Mont-Royal se déclaraient satisfaits du déroulement de la campagne de recrutement jusque-là. En effet, pas moins de 19 officiers du régiment, y compris Paul L'Anglais, avaient demandé à être versés dans les rangs de la nouvelle unité, de même qu'une trentaine de Fusiliers. Pour loger ces recrues et celles qui venaient de la vie civile en attendant qu'ils soient envoyés dans un camp militaire, des travaux de réparations avaient dû être effectués dans certaines parties de la caserne de l'avenue des Pins.

Cela dit, les autorités militaires tenaient à faire savoir que le recrutement pour cette brigade ne devait pas se faire à la hâte et que les hommes qui seraient appelés à la composer devaient être choisis avec un grand soin puisque la nouvelle unité militaire serait très probablement envoyée en Europe, où, en plus des obligations militaires ordinaires, elle aurait, en quelque sorte, pour mission de donner une bonne impression du Canada.<sup>377</sup>[21]

Moins d'un mois après l'annonce de la formation de la brigade, les Fusiliers Mont-Royal avaient rempli les cadres de la 1<sup>re</sup> compagnie de la 27<sup>e</sup> *brigade d'infanterie canadienne*. Celle-ci comptait près de 160 hommes de tous grades, alors qu'il n'en fallait que 137, et L'Anglais annonça qu'il commençait tout de suite le recrutement d'une deuxième compagnie. Les Fusiliers Mont-Royal se trouvaient donc, encore une fois à l'honneur puisque, ils étaient le premier régiment de tout le pays à réussir à former les cadres d'une compagnie pour la 27<sup>e</sup> *brigade*.<sup>378</sup>[22]

Le 10 juin 1951, cette compagnie quittait Montréal pour le camp de Valcartier où elle devait suivre un entraînement intensif de six mois avant de gagner l'Allemagne où elle devait être cantonnée. L'avant-veille, L'Anglais avait profité d'un dîner régimentaire pour remettre au commandant de cette compagnie, le major Léopold Cusak, assisté du capitaine Yves Tremblay et des lieutenants Claude Turgeon et Gaétan Desmarais le fanion régimentaire avec la fameuse grenade.

Ce dîner régimentaire prenait une signification historique puisque pour la première fois dans l'histoire militaire du Canada, un dîner régimentaire officiel aura groupé autour des mêmes

---

<sup>376</sup>[20] *La Presse*, 5 mai 1951.

<sup>377</sup>[21] *La Presse*, 8 mai 1951.

<sup>378</sup>[22] *La Presse*, 1<sup>er</sup> juin 1951.

tables les officiers et les hommes, innovation sanctionnée par le major général Morton, commandant de la région militaire du Québec.<sup>379</sup>[23]

La mission de cette brigade était de sécuriser les ponts et de contrôler le mouvement des réfugiés dans l'éventualité d'une percée soviétique à travers l'Allemagne de l'Ouest, alors toujours considérée possible. Ces hommes, la plupart de jeunes soldats recherchant l'aventure et le besoin de vivre des expériences semblables à celles qu'avaient vécues les vétérans de la Seconde Guerre mondiale, avaient une bonne discipline et un bon moral, mais manquaient d'équipement lourd.

Les conditions de travail étaient exigeantes : six jours de travail par semaine, couvre-feu à 22 heures 30 et aucun vêtement civil autorisé sauf un veston par officier. C'est ainsi que les hommes durent faire des marches forcées, dont l'une de trois jours dans des conditions de météo exécrables, allant d'un soleil de plomb à une chute brutale de température, puis finalement une tempête de neige, le tout en devant porter leur équipement complet de combat au dos. De plus, les conjointes n'avaient pas, alors, l'autorisation de rejoindre leur mari en Allemagne. Le contingent canadien avait été bien accepté de la population allemande, car contrairement aux autres contingents, la brigade canadienne payait un loyer pour son hébergement dans des anciennes casernes de la *Wehrmacht* près de Hambourg.

Les congés de permission étaient donc très importants pour maintenir un bon moral parmi les soldats. Ceci mena à des drôles de situations lorsque les Fusiliers visitèrent des villes allemandes en pleine reconstruction après les bombardements de 1944-1945. Lors d'une visite à Cologne, l'officier de peloton, pour tenir son groupe occupé, insista pour que les Fusiliers « aillent voir » la cathédrale. Ayant repéré une terrasse intéressante, les hommes s'assurèrent de s'y rendre en passant devant la cathédrale, pouvant ainsi dire qu'ils « l'ont vue ».

À une autre occasion, à l'occasion d'une journée de ski alpin, on constata que la pente donnait sur la zone soviétique. Les Fusiliers n'ayant pas de vêtements civils, ils ont donc skié en uniformes et bottes de combat, en pleine vue des gardes-frontières soviétiques qui les observaient des miradors et des clôtures barbelées de l'Allemagne de l'Est ». <sup>380</sup>[24]

Le 24 février 1950, le gouverneur général du Canada, le maréchal Alexander de Tunis était de retour au manège de l'avenue des Pins et l'invité d'honneur du dîner régimentaire où il fut intronisé membre à vie du mess des officiers des Fusiliers Mont-Royal. En lui conférant cet honneur, le lieutenant-colonel L'Anglais, lui déclara que « pour que vous vous sentiez bien chez vous dans notre mess, Excellence, une des chaises du bar portera l'inscription *Lord Alexander de Tunis*. Ce sera votre chaise et elle vous attendra à n'importe quel moment qu'il vous plaira de venir dans votre mess.

L'événement coïncidait avec la démission du capitaine J.-J. Goulet comme directeur musical des Fusiliers Mont-Royal. Véritable phénomène dans la vie militaire de Montréal, le capitaine Goulet, qui venait de célébrer son 80<sup>e</sup> anniversaire l'avant-veille, avait passé pas moins de 46 ans à la tête de la fanfare régimentaire. On avait également souligné la nomination de l'ancien *padre* du régiment, M<sup>gt</sup> le colonel C. E. Beaudry, au poste d'aumônier principal

---

<sup>379</sup>[23] *La Presse*, 9 juin 1951.

<sup>380</sup>[24] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 395.

catholique au quartier général de l'armée à Ottawa. La soirée permit également de souligner la nomination du colonel Maurice Forget comme président de la *Croix-Rouge* au Québec.

L'Anglais en avait profité pour souligner que les Fusiliers Mont-Royal avaient toujours eu une réputation enviable et qu'ils la maintenaient, ayant toujours eu sa part d'excellents officiers et d'excellents soldats et capable de fournir, en temps de crise, plus de volontaires que la moyenne. C'est ainsi qu'en un an, après une réorganisation, le régiment était passé de 27 officiers et 170 sous-officiers et hommes de rang à 34 officiers et 301 hommes sous-officiers et hommes de rang. Mais une bonne année n'est qu'une bonne année. Il faut une succession de bonnes années pour maintenir la réputation d'un régiment comme celui-ci.381[25]

Trois mois plus tard, soit le 28 mai, 1950, c'est sous la direction du sous-officier Gérald Gagnier que la fanfare du régiment se produisit lors d'un concert des plus apprécié, suite à une parade d' glise à laquelle participèrent plus de 200 membres des F.M.R. en plus d'une centaine de v t rants. La messe avait été célébrée à l'intérieur de la caserne même. Une fois la messe terminée et avant la fête au cours de laquelle la fanfare régimentaire se produisit, le régiment et ses v t rants, accompagnés de la fanfare et du corps de clairon, avaient défilé dans le quartier devant le brigadier général Gauvreau.382[26]

L'arrivée d'un jeune chef de musique (il n'avait que 23 ans)   la tête de la musique régimentaire pour remplacer le vénérable capitaine Goulet stimula l'ardeur et l'enthousiasme de tous les musiciens. L'adjudant-chef Gérald Gagnier faisait partie d'une famille de musiciens renommés. Son père, René Gagnier, fut premier violon de l'*Orchestre des concerts symphoniques de Montréal* et chef d'orchestre de l'*Union musicale de Trois-Rivières*. Son oncle, Jean-Josaphat Gagnier, fut non seulement chef d'orchestre mais capitaine et chef de musique des *Canadian Grenadier Guards* et sa s ur, Claire Gagnier, fut une des cantatrices québécoises les plus connues de la première partie du 20<sup>e</sup> siècle.

Chef de la musique aux Fusiliers Mont-Royal de 1950 à 1952, l'adjudant-chef Gagnier fut, de 1952 à 1954, envoyé au *Royal Military School of Music* en Angleterre. Promu lieutenant à son retour, il fut affecté à la musique du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*, avant de revenir à Montréal comme directeur de la musique du *Corps royal canadien des magasins militaires*   la base de Longue-Pointe. Il devait décéder prématurément en 1961   l'âge de 34 ans.383[27]

  l'automne de 1951, la princesse Élizabeth et le duc d'Édimbourg, futurs souverains de l'Angleterre et du Canada, firent une visite triomphale   Montréal et ce sont huit musiciens des Fusiliers Mont-Royal, dont Ernest Boudreault junior et son père, le sergent Ernest Boudreault sénior, Laurent Désy et Pierre Walthery, consacrés *h raults de leurs altesses*, qui, de leurs trompettes, annoncèrent les apparitions des princes au grand balcon de l'*hôtel Windsor* où ils saluaient la foule.384[28]

---

381[25] *La Presse*, 25 février 1950.

382[26] *La Presse*, 30 mai 1950.

383[27] DÉSY Laurent, *Historique de la musique...*, op. cit.

384[28] *La Presse* et *The Herald*, 29 et 30 octobre 1951.

Cependant, au cours d'un souper régimentaire tenu la même année, le major général Léo R. Laflèche ayant suggéré aux Fusiliers un retour aux vieilles traditions canadiennes-françaises, soit la ceinture fléchée et la tuque, il n'en fallait pas plus à L'Anglais pour faire accepter par les quartiers généraux ces deux ajouts à l'uniforme régimentaire des Fusiliers Mont-Royal.<sup>385</sup>[29]

Par ailleurs, l'armée canadienne augmenta ses effectifs réguliers pendant la décennie de 1950 en créant un nouveau régiment, les *Canadian Guards*. Bon nombre d'ex-Fusiliers, ayant servi avec la 27<sup>e</sup> brigade d'infanterie en Europe, s'y joignirent. L'un de ces bataillons sera d'ailleurs commandé par un ancien F.M.R., le lieutenant-colonel Jean Gauthier.

C'est à l'un de ces ex-Fusiliers, Claude Turgeon, que le régiment doit, en 1953, d'avoir récupéré les tambours régimentaires que le régiment avait cachés dans une grange pendant les violents combats qu'il menait en France en 1944, après une entente conclue entre le *padre* Beaudry, le curé Beaulieu de l'endroit et un fermier, Claude Turgeon retrouva les tambours, encroûtés de boue et de foin mais intacts. Mais de clairons, qui avaient eux aussi été laissés sur place, point! Il semble que les gamins du village se les étaient appropriés depuis longtemps et ils ne furent jamais retrouvés.<sup>386</sup>[30]

Par ailleurs, le 2 mars 1952, L'Anglais annonçait la nomination d'un nouveau directeur musical pour le régiment, en la personne du lieutenant Maurice Meerte, promu capitaine peu après. Cette nouvelle eut l'heur de réjouir tous les musiciens régimentaires qui voyaient arriver à leur tête un chef d'orchestre fort connu.

Alors âgé de 56 ans, le capitaine Meerte, était d'origine belge, tout comme son prestigieux prédécesseur, le capitaine Goulet. Établi définitivement au Canada en 1920 après avoir émigré aux États-Unis en 1902, il avait été chef d'orchestre tour à tour au *Théâtre Saint-Denis*, à *l'hôtel Windsor* et avait assumé la direction musicale de plusieurs émissions radiophoniques en plus de diriger un ensemble connu sous le nom de *Maurice Meerte & son orchestre* un peu partout au Québec.

Sous sa direction, qui s'étendit jusqu'en 1963, la fanfare régimentaire vécut une période faste pendant laquelle elle participa à des cérémonies, défilés militaires et fêtes civiques de tout genre, depuis les célèbres *Défilés du Père Noël*, en passant par la première canadienne du *Cinérama* au cinéma *Impérial* en janvier 1953, l'animation du premier *grand Salon de l'automobile*, etc. Après sa retraite, le capitaine Meerte, dirigea plusieurs concerts jusqu'en 1972, à l'âge de 76 ans et ne devait décéder qu'en 1981 à l'âge de 85 ans.<sup>387</sup>[31]

### **Bourassa, Marchand et Gauthier à la tête du régiment**

Après Paul L'Anglais, ce fut au tour d'un autre spécialiste des communications, le lieutenant-colonel Yves G. Bourassa, *M.B.E.*, *C.D.* de prendre le commandement du régiment en mai 1952. À la même époque, J.-Roger Maillet succédait à Roméo Gauvreau comme lieutenant-colonel honoraire du régiment. Il devait le demeurer six ans.

---

<sup>385</sup>[29] *La Grenade*, novembre 1959.

<sup>386</sup>[30] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit. p. 333.

<sup>387</sup>[31] DESY Laurent, *Historique de la musique...*, op. cit.

Ancien directeur des programmes de CKAC, Yves Bourassa fit ensuite une brillante carrière dans le monde de la publicité. Il était l'époux d'une comédienne bien connue, Nicole Germain. Il était également le fils du lieutenant-colonel Eugène Bourassa, avantageusement connu dans les milieux militaires de son temps. Sa propre carrière militaire fut mouvementée.

Dès 1928, il s'enrôla au *Régiment de Joliette*, où il fit du service militaire intermittent jusqu'au début de 1939. En avril 1940, il se joignit au 2<sup>e</sup> bataillon des Fusiliers Mont-Royal. En 1941, il suivit le cours de commandant de compagnie à Kingston. En 1942, il est nommé commandant adjoint du 3<sup>e</sup> bataillon des F.M.R. et, une fois le bataillon mobilisé, il le quitta pour l'Angleterre où il fut successivement attaché au 1<sup>er</sup> bataillon des F.M.R., puis au *Governor General's Footguards* et enfin au 5<sup>e</sup> *Régiment d'artillerie*.

Après quatre mois en Angleterre, il revint au 3<sup>e</sup> bataillon des F.M.R. et, à la démobilisation de ce bataillon, il passa aux *Fusiliers de Sherbrooke*, comme commandant adjoint, les suivit en Colombie Britannique puis, en octobre 1944, on l'envoya encore une fois à Kingston, cette fois-ci pour suivre un cours d'état major. Puis on l'adjoignit au 3<sup>e</sup> *régiment d'infanterie canadienne*, qui, sous les ordres du brigadier général Jean-Paul Bertnatchez, s'apprêtait à partir pour combattre contre les Japonais lorsque les bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki amenèrent la capitulation des forces armées japonaises.

Démobilisé en janvier 1945, décoré de *l'Ordre de l'Empire Britannique (M.B.E)*, Bourassa revint à l'armée de réserve en 1949. Successivement major de brigade avec la 8<sup>e</sup> *brigade d'infanterie* de réserve, il revenait aux Fusiliers en mars 1952 comme commandant en second avant de succéder à Paul L'Anglais trois mois plus tard. La même année, il recevait la *Décoration des Forces canadiennes (C.D.)* pour ses longues années de services dans les forces armées canadiennes.388[32]

Bourassa s'appliqua à multiplier les activités militaires : c'est ainsi que l'on tint des exercices de tir au Mont-Saint-Bruno et que l'on participa aux manœuvres de brigades, notamment à Sainte-Anne-de-Bellevue. Aidé du major Albert Cloutier, Bourassa insista sur l'entraînement collectif et sous son commandement, le régiment tint des manœuvres élaborées avec soin et parfois très compliquées qui marquèrent le régiment d'une empreinte ineffaçable.

Tout en poursuivant ses activités militaires, le régiment ne négligeait pas ses devoirs envers ses vétérans, notamment ceux qui étaient encore hospitalisés. C'est ainsi qu'en octobre 1952, à l'arsenal des Fusiliers, on organisa un grand cocktail, sous le patronage du lieutenant-gouverneur du Québec, Gaspard Fauteux, en faveur de la *DACH (Divertissements aux Anciens Combattants Hospitalisés)*. Cette œuvre avait été créée à la fin de la Seconde Guerre mondiale afin de fournir des divertissements aux anciens combattants hospitalisés. On oubliait trop facilement qu'à cette époque, des milliers d'anciens combattants étaient encore aujourd'hui sur des lits d'hôpitaux et souffraient davantage peut-être de l'indifférence qui avait succédé à l'enthousiasme de l'après-guerre que de leurs maux physiques. La *DACH* était présidée par Jean E. Chaput.389[33]

Le régiment tint d'autres manifestations mondaines et c'est ainsi qu'il reçut notamment la visite du ministre de la Défense nationale, Brooke Claxton, du colonel Maurice Roy, primat de

---

388[32] *La Grenade*, décembre 1952.

389[33] *La Patrie*, 18 octobre 1952.

l'Église canadienne, du lieutenant-gouverneur Gaspard Fauteux, ainsi que du major général Georges Vanier.

L'on organisa également une réception en l'honneur de la célèbre troupe de théâtre de Jean-Louis Barrault et de Madeleine Renaud et, enfin, l'on souligna, en 1952, le couronnement de la reine Élisabeth, en organisant une soirée de ballet sous la direction chorégraphique de M<sup>me</sup> Chiriaeff.

Par ailleurs, dans les années 1950 et la période qu'on a appelé *la guerre froide*, les tensions se multipliant entre l'URSS et les pays membres de l'*O.T.A.N.*, dont le Canada, les rumeurs de guerre possible semblaient plausibles. C'est ce qui fit dire à Paul Sauvé, que « si les Fusiliers Mont-Royal sont encore appelés à servir, ils feront généreusement leur devoir ».

Prenant la parole en mai 1954, lors du souper annuel des anciens commandants, Sauvé rappela que le mois suivant, on célébrerait le dixième anniversaire de l'invasion de la Normandie. Il évoqua alors les sentiments qui animaient plusieurs en mai 1944, qui se sentaient un peu désemparés devant l'ampleur de la tâche à accomplir.

Sauvé admit qu'il ressentait alors lui-même une certaine crainte, non pas tant en face du danger physique qui s'annonçait qu'en face de l'importance des événements qui allaient se succéder. Tous se demandaient si les Alliés possédaient la totalité des moyens essentiels à la réussite. L'avenir devait les rassurer.

Mais devant les menaces qui planaient sur l'humanité en 1954, Sauvé se sentait inquiet. Il déplorait que le service actif ait cessé au régiment. Et il disait espérer que si dans un avenir qu'il espérait le plus lointain possible, des officiers du régiment aient à faire le sacrifice de leur vie, ils le fassent avec fierté sous la bannière des Fusiliers et non intégrés à d'autres unités.<sup>390</sup>[34]

Six mois plus tard, le 16 novembre 1954, le lieutenant-gouverneur du Québec, Gaspard Fauteux, était l'invité d'honneur du bal régimentaire, auquel assistait également le major général J.-P. E. Bernatchez, commandant de la région militaire du Québec.<sup>391</sup>[35]

Le 6 mai 1955, lors d'une cérémonie présidée par le ministre de la Défense, Ralph Campney, le lieutenant-colonel Sarto Marchand, *E.D.*, vétéran du raid de Dieppe, succéda à Bourassa et prit à son tour le commandement du régiment, poste qu'il assumait jusqu'en septembre 1958.

Le lieutenant-colonel Marchand s'était joint au régiment en 1933. Mobilisé en septembre 1939, il devait suivre le régiment en Islande, puis en Angleterre, pour être fait prisonnier à Dieppe le 19 août 1942. Marchand fut alors détenu 1 308 jours au camp d'Eischtat, en Bavière, dont 408 enchaînés, comme ses camarades officiers canadiens. Il ne devait être libéré que le 29 avril 1945, par les troupes américaines commandées par le général George Patton.

Démobilisé à l'été de 1945, Marchand qui, dans la vie civile travaillait à la distillerie *Melchers* dont il devait éventuellement devenir président et directeur général, revint à l'armée de réserve en mai 1951 comme officier attaché à la *6<sup>e</sup> brigade* avant de rejoindre son ancien

---

<sup>390</sup>[34] *La Victoire*, 13 mai 1954.

<sup>391</sup>[35] *La Presse*, 18 novembre 1954.

régiment en juin 1952 comme major et second et commandant-adjoint. Son père, l'honorable Victor Marchand, conseiller législatif, avait servi comme lieutenant-colonel honoraire des Fusiliers Mont-Royal dans les années 1930.

Marchand était également aide de camp du lieutenant-gouverneur du Québec et dans la vie civile, il s'occupait activement de politique, puisqu'il fut candidat libéral dans le comté de Jacques-Cartier et président de l'Association libérale du comté de Jacques-Cartier ».392[36]

En juin 1956, plus d'une centaine de membres du régiment, Sarto Marchand en tête, accompagnés de la fanfare, organisèrent une corvée à l'*Hôpital Saint-Charles Borromée* pour répondre à l'appel lancé par le cardinal Paul-Émile Léger qui venait d'acquérir cette institution, où logeait jusque-là l'*Hôpital général de Montréal* qui venait de déménager dans un immeuble tout neuf.

Le cardinal Léger avait décidé de transformer le vieil hôpital en centre d'hébergement pour personnes lourdement handicapées. C'est d'ailleurs lui qui avait accueilli le régiment dans la bonne humeur, allant même jusqu'à diriger lui-même la fanfare, baguette en main, le temps d'un morceau.393[37]

Le mois précédent, le cardinal Léger avait été l'invité du dîner annuel des officiers, au manège de la rue des Pins et il avait lancé un appel au régiment pour qu'on vienne l'aider lors des corvées qu'il organisait pour remettre à neuf le vieil hôpital désaffecté. Lors de son passage au régiment, le cardinal avait d'ailleurs prononcé une allocution fort remarquée dans laquelle il avait notamment déclaré qu'entre l'Armée et l'Église, il y a peut-être un parallèle que nous pourrions établir tout d'abord en ce fait que ces deux institutions, l'Église et l'Armée sont des écoles de traditions et que l'Église, elle aussi, garde précieusement ses traditions.

« Tous, un jour, vous avez répondu à cet appel austère qui consiste à quitter son pays, sa famille, et vous êtes allés défendre des causes. Vous ne vous êtes pas demandé si ces causes valaient la peine d'être défendues, car je dirai que ce n'est pas là le travail que doit faire le soldat. Le soldat, ce n'est pas un homme qui s'occupe de politique. Ce n'est pas un homme qui s'occupe de voir si sa cause à lui est bonne. Elle est toujours bonne parce que c'est un homme qui se dévoue. Le pays l'appelle, il répond. Il faut que nous donnions à la jeunesse d'aujourd'hui un idéal. Cet idéal doit être un idéal de dévouement. Il y a des causes nobles qui doivent être défendues, aujourd'hui comme hier. Cela n'est pas un appel à la guerre, ni un appel à l'enrôlement massif. Mais cela, c'est un appel à des vertus de générosité, que nous trouvons dans tout homme au coeur bien né. »394[38]

C'est sous le commandement de Marchand que le sergent-major Fred Leclerc, *C.D.*, fut nommé sergent-major régimentaire en 1957. Leclerc s'était enrôlé au régiment dès septembre 1939 et promu caporal en 1940. Au début de 1941, il traversa outre-mer comme sergent-instructeur au camp de Witley avant de rejoindre les Fusiliers à l'été de 1942, et de participer au raid de Dieppe, où il fut fait prisonnier. Libéré par les Américains en avril 1945, après 32 mois de captivité puis démobilisé, il revint au régiment en 1947 comme sergent, fut promu sergent-major

---

392[36] *La Grenade*, décembre 1952.

393[37] *The Montreal Star*, 18 juin 1956.

394[38] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

de compagnie en 1951 avant d'assumer la haute fonction de sergent-major régimentaire jusqu'en février 1961. Tous ceux qui l'ont connu sont unanimes à dire qu'il était un parfait gentilhomme dans toute la force du mot, très estimé et respecté de tous ses sous-officiers et hommes.<sup>395</sup>[39]

Toujours en 1956, le colonel Maurice Forget, fils de Sir Rodolphe Forget, premier colonel honoraire du régiment, fut, à son tour, nommé colonel honoraire du régiment au sein duquel il avait longuement servi.

Maurice Forget s'était en effet joint à la milice non permanente dès 1922 et était passé à l'active dès 1939, avec le 1<sup>er</sup> bataillon des Fusiliers Mont-Royal, qu'il avait suivi en Islande et en Angleterre, avant de revenir au pays en septembre 1943 pour assumer le commandement du camp d'entraînement de Joliette durant une courte période, avant d'être nommé attaché militaire du Canada auprès du gouvernement français. Fait *officier de la Légion d'honneur* et décoré de la *Croix de guerre* française, le colonel Forget servit d'abord à Alger en 1943 et 1944 puis à Paris jusqu'en 1947, alors qu'il fut remplacé à ce poste par un autre ancien des Fusiliers Mont-Royal, Dollard Ménard.<sup>396</sup>[40]

Par ailleurs, en novembre 1956, une centaine d'élèves du *Mont-Saint-Antoine*, un centre de rééducation dépendant du gouvernement du Québec et qui était cher à Paul Sauvé, alors ministre du Bien-Être social et de la Jeunesse, adhérèrent au régiment comme réservistes au sein de l'armée canadienne.

Le major Fernand Dostie, qui servait alors comme sous-ministre à Sauvé, avait alors déclaré que ces jeunes trouveraient ainsi la chance de parfaire leur rééducation et d'atteindre leur idéal : jouer un rôle dans la société et être utiles à la patrie. Malheureusement, l'expérience prit fin quelques mois plus tard, pour des raisons d'ordre administratif. Mais on créa un corps de cadets au *Mont-Saint-Antoine*, qu'on s'empessa d'affilier au régiment.<sup>397</sup>[41]

À la même époque, le régiment, afin d'accroître son recrutement, établit une compagnie à Saint-Laurent, sous le commandement, d'abord, du major Roger Monast, puis du major Patrick Desgroseillers, tandis qu'au manège de l'avenue des Pins, on aménageait un mess pour les caporaux.

Entre-temps, alors que certaines régions du globe, notamment le Moyen-Orient et l'Europe subissaient de grands bouleversements d'ordre politique, le Canada, comme plusieurs autres pays membres de l'*Organisation des Nations-Unies*, décida d'intervenir en envoyant une aide substantielle sur le plan militaire, civil et logistique dans ces pays dévastés par la guerre. Certains membres du régiment ont donc commencé à faire partie des différentes missions de paix de l'*O.N.U* et selon une liste compilée en 1996, trois membres du régiment avaient jusque-là servi en Égypte, deux au Golan, huit à Chypre et 24 en ex-Yougoslavie.<sup>398</sup>[42]

---

<sup>395</sup>[39] *La Grenade*, juin 1960.

<sup>396</sup>[40] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

<sup>397</sup>[41] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p. 334 et 335.

<sup>398</sup>[42] GERVAIS Henri, *Résumé historique...*, op. cit.

Son mandat terminé, Sarto Marchand, qui devait décéder le 16 juin 1995, à l'âge de 91 ans, devait céder son commandement au lieutenant-colonel J. P. C. Gauthier, autre vétéran de la Seconde Guerre mondiale.

Breveté lieutenant en 1940, après avoir servi au sein du *C.E.O.C.* à compter de 1935, c'est comme paie-maître et adjudant de la *N° 1 Army Bridge Coy.*, que Gauthier traversa outre-mer, en 1941 permuta aux Fusiliers Mont-Royal comme paie-maître en 1942, pour retourner à l'infanterie après le raid de Dieppe.

Après la guerre, Gauthier se joignit au ministère fédéral du Commerce qui le dépêcha à Londres, dès 1946. En 1948, il fut transféré à Paris et nommé secrétaire commercial de l'ambassade en 1949. En 1950, il représenta le Canada à plusieurs conférences internationales. Riche de cette expérience, il fut nommé représentant du Canada au *Comité du Franc-Dollar*, avant de revenir au pays et être transféré au ministère de la Production pour la Défense. En 1953, on le permuta au ministère du Commerce en tant que directeur des exportations.

En 1957, Gauthier revint au régiment et, en octobre 1958, on le nomma commandant du régiment avec le grade de lieutenant-colonel. La même année, Gaston Leblanc, ancien capitaine paie-maître du régiment, était nommé lieutenant-colonel honoraire, poste qu'il occupa jusqu'en 1965.

De Gauthier, *C.D.*, on disait que sa personnalité se faisait bien vite sentir. Aucune sphère de l'activité régimentaire ne lui paraissait négligeable et son ardeur surprenante était certainement responsable du regain de vie que l'on constatait dans toutes les phases de l'entraînement jusqu'aux réceptions mondaines. Son impatience envers les indifférents, son empressement et sa bienveillance vis-à-vis les jeunes qui faisaient de faux pas, faisaient de lui un commandant de choix, un ami que tous appréciaient. Sachant voir en ces soldats des hommes d'abord et non des individus aux différents grades, il inspirait en eux le respect d'eux-mêmes et celui des autres. S'opposant à toute systématisation des esprits, parce qu'il la trouvait irritante, il avait le respect pour tout travail intellectuel parce qu'il savait en apprécier l'intégrité. Il devait décéder en avril 1986, à l'âge de 69 ans.<sup>399</sup>[43]

Le 16 novembre 1957, le lieutenant-gouverneur du Québec, Gaspard Fauteux, fut de nouveau invité à présider le bal régimentaire, auquel assistait également le major général Jean-Paul Bernatchez, commandant de la région militaire du Québec.<sup>400</sup>[44]

Le jeudi 18 septembre 1958, le premier ministre du Québec, Maurice Duplessis, invité d'honneur à un dîner régimentaire, présenta au régiment un drapeau du Québec. Le premier ministre, dans un geste symbolique, déposa ce drapeau dans une niche occupant une place de choix dans la salle d'armes de l'arsenal. Cette niche, affectant la forme traditionnelle du demi-cercle avec une porte. Son extérieur était en acajou et s'ornait d'une élégante moulure. L'intérieur était drapé d'une tenture, de façon à mettre le drapeau en relief. Le tout avait été réalisé par les élèves de l'*Institut des Arts appliqués*.

---

<sup>399</sup>[43] *La Grenade*, juin 1959.

<sup>400</sup>[44] *La Presse*, 18 novembre 1957.

Invité à prendre la parole, Maurice Duplessis déclara que l'histoire des Fusiliers Mont-Royal s'identifiait très bien avec ces vers de notre hymne national : *Son histoire est une épopée, des plus brillants exploits*. Et tout bon citoyen, ajouta-t-il, a le devoir de se souvenir. Se souvenir, c'est savoir puiser dans le passé des leçons appropriées aux problèmes de l'heure et à la préparation de l'avenir. C'est aussi savoir se souvenir de ceux qui ont joué sur le théâtre de la vie un rôle aussi éloquent que celui des Fusiliers Mont-Royal.

Le premier ministre rappela qu'un premier drapeau du Québec avait été remis au 2<sup>e</sup> bataillon du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*, alors commandé par le lieutenant-colonel Jacques Dextraze, lorsque les Fusiliers Mont-Royal, quelques années plus tôt, contribuèrent à la formation des unités qui livrèrent combat en Corée. « Le drapeau, dit-il, c'est un emblème, c'est un signe de ralliement, c'est un signe de majorité, c'est une affirmation de vouloir vivre dans le respect des droits de chacun et dans le respect de la liberté. Le drapeau que j'ai déposé ce soir dans votre salle d'armes est en même temps un témoignage de reconnaissance du Québec à l'égard des Fusiliers Mont-Royal, pour l'héroïsme et le dévouement dont ce régiment a toujours fait preuve. »

Comme ce souper marquait le transfert du commandement du régiment de Sarto Marchand à J. P. C. Gauthier, Paul Sauvé, ministre dans le cabinet Duplessis mais également brigadier général de réserve, formula le vœu que les Fusiliers trouvent toujours pour les commander des hommes aussi qualifiés et dignes que ceux qui se transmettaient le commandement ce soir-là.

« Il suffit de formuler le vœu que le régiment continue de compter dans ses rangs des hommes qui, comme par le passé et présentement, n'ont pas hésité et n'hésitent pas, malgré leurs occupations civiles, à se consacrer à la formation des militaires qui constituent le noyau des défenseurs de la Patrie quand celle-ci doit compter sur ses enfants. Il suffit enfin de formuler le vœu que les Fusiliers Mont-Royal se montrent toujours dignes de leurs compagnons d'armes dont les noms ont été cités il y a quelques instants, lors de l'appel aux morts ».401[45]

Enfin, en mars 1959, sous la direction du capitaine Jacques Matteau, le régiment présentait avec beaucoup de fierté, mais avec une certaine appréhension pour l'avenir, le premier numéro de sa nouvelle revue, *La Grenade* : « Si *La Grenade*, par son rayonnement modique, mais non moins efficace, peut resserrer les rangs de la grande famille régimentaire, elle aura pleinement justifié sa résurrection. Que ce modeste miracle soit l'expression de la santé régimentaire, nous l'espérons! »402[46]

### **Paul Sauvé à la tête du gouvernement québécois**

En septembre 1959, le régiment était tout fier d'apprendre que son ancien commandant, Paul Sauvé, succédait à Maurice Duplessis comme premier ministre du Québec. Hélas, le passage de Sauvé à la tête du Québec où il s'illustra par son célèbre *désormais*, signe précurseur de ce qu'on a par la suite appelé la *Révolution tranquille* ne dura qu'une saison. Le premier ministre, en effet, succomba à une crise cardiaque le 2 janvier 1960, quatre mois à peine après avoir pris les rennes du pouvoir. Sauvé eut droit à des funérailles militaires, à Saint-Eustache, le 5 février 1960.

---

401[45] *Technique pour tous*, octobre 1958.

402[46] *La Grenade*, mars 1959.

Comme le lieutenant-colonel J. P. C. Gauthier, commandant des F.M.R. à l'époque : « Son courage, son souci et son respect de la personne humaine, nous, les Fusiliers Mont-Royal, en avons été des témoins très proches, puisqu'il a tant contribué aux honneurs qui rappellent nos grandes batailles, qu'il a partagé avec nous nos grandeurs et nos misères, qu'il a pleuré avec nous ses compagnons tombés au champ d'honneur, ayant couru les mêmes risques et ayant tout fait pour leur préserver la vie... ».403[47]

Le 5 mai 1960, cela devait être Antonio Barrette, éphémère successeur de Paul Sauvé au poste de premier ministre, qui dévoila à la place de Sauvé une plaque, sur la façade de la caserne de l'avenue des Pins commémorant le cinquantième anniversaire du manège. Avant son décès, Paul Sauvé avait en effet accepté l'invitation de présider cette soirée à son ancien régiment. M. Barrette fit l'éloge du défunt premier ministre et ancien commandant des Fusiliers, déclarant qu'« il était vraiment l'homme le plus complet de sa génération. Il n'a été battu qu'une fois, par la mort, le 2 janvier 1960 ».404[48]

Le 28 mai 1978, à Saint-Eustache, on devait dévoiler un monument à la mémoire de Paul Sauvé. Puis à l'été de 2003, quatre partenaires culturels des Basses-Laurentides présentèrent un grand happening historique éclaté visant à rendre hommage à l'ancien commandant des Fusiliers Mont-Royal qui présida pendant quelques mois les destinées du Québec. C'est au *Musée de Saint-Eustache et de ses patriotes* que, grâce à la collaboration du lieutenant-colonel Gilles Bissonnette et du *Musée régimentaire des Fusiliers Mont-Royal*, la carrière militaire de Sauvé fut évoquée, à côté de celle, plus connue, de sa carrière politique. Le printemps suivant, la ville de Saint-Eustache, dans le cadre des actions qu'elle pose en vue de rendre un hommage mérité aux personnalités ayant marqué son histoire, procéda à la restauration de la statue de bronze à la mémoire de Paul Sauvé. Ayant retrouvé son lustre d'origine, la statue de Paul Sauvé trône maintenant au cœur de la promenade portant son nom.405[49]

Entre-temps, le 8 mai 1960, le régiment avait reçu de nouveaux drapeaux des mains du lieutenant-gouverneur du Québec, Onésime Gagnon, lors d'une cérémonie sur les terrains du Collège Mont-Saint-Louis, alma-mater de bien des Fusiliers, situé alors tout près du manège

---

403[47] *La Grenade*, février 1960.

404[48] *La Presse*, 6 mai 1960.

Sur la plaque en question, on peut lire :

« Aux fondateurs de ces casernes inaugurées le 1<sup>er</sup> avril 1910, qui, sous l'égide du commandant, le lieutenant-colonel F. S. Mackay, *V.D.* et du colonel honoraire, Sir Rodolphe Forget, ont mené une campagne de souscription publique pour donner à ce régiment son propre milieu.

« Aux citoyens de Montréal qui ont voulu donner ce caractère privé à leur initiative et exprimer ainsi le désir de la société canadienne-française de jouer son rôle national, la reconnaissance des milliers d'officiers et hommes qui ont servi de 1910 à 1960, en temps de paix ou de guerre, sous les drapeaux des Fusiliers Mont-Royal.

« Plaque dévoilée le 5 mai 1960 par l'Honorable Antonio Barrette, premier ministre de la province de Québec, qui agissait en lieu et place du brigadier l'Honorable Paul Sauvé, *E.D.*, *Croix de Guerre, C.R.*, commandant de ce régiment durant la Dernière Grande guerre et décédé subitement le 2 janvier 1960, alors qu'il était premier ministre de la province de Québec. »

405[49] *La Grenade*, juin 1960 et juin 1968; *Canada News Wire*, communiqué du *Musée de Saint-Eustache et de ses patriotes*, 23 juin 2003; Site Internet de la ville de Saint-Eustache.

régimentaire. Tous les honneurs de guerre mérités par les F.M.R. au cours des ans furent brodés sur ces drapeaux qui furent bénis par le colonel M<sup>gr</sup> C. E. Beaudry, *M.B.E., C.D.*, ancien aumônier du régiment.

Durant son mandat, Gauthier décida d'accorder une attention particulière au mouvement des cadets, voyant avec raison que la jeunesse serait, dans l'avenir, la meilleure source de recrutement du régiment, vu l'apathie et le manque d'intérêt des citoyens en général.

Enfin, un autre problème nécessita son attention. En effet, à la suite de complications administratives, Gauthier découvrit que les clauses de l'entente de 1910 faisant de l'association régimentaire co-proprétaire de notre manège de l'avenue des Pins étaient en partie périmées et qu'en conséquence, son objet même se trouvait compromis. Il fallait donc réviser notre charte, la mettre à jour et la faire accepter sous une forme nouvelle. Et c'est ainsi que l'*Association de l'Arsenal* devint, en 1961, l'*Association Les Fusiliers Mont-Royal (1961) Incorporée*, dotée d'une nouvelle constitution.

Cette nouvelle constitution sera d'un secours précieux au régiment si jamais les autorités de la Défense nationale décidaient un jour de réduire les effectifs non-permanents de la milice et de mettre fin à l'existence des *Fusiliers Mont-Royal* comme elles l'ont fait dans le cas d'autres régiments par le passé.

Enfin, c'est également sous le commandement de Gauthier que le sergent-major régimentaire Fred Leclerc prit sa retraite pour être remplacé par le sergent-major Robert Des Rosiers.<sup>406</sup>[50]

### **Le retour de Guy Gauvreau et de Guy Lévesque**

Le 18 mai 1961, c'était au tour d'un grand héros de guerre, le lieutenant-colonel Guy Lévesque, *M.C., C.D.*, vétéran des campagnes de Normandie et de Hollande, d'être nommé commandant des Fusiliers Mont-Royal. Il devait être assisté par le sergent-major Robert Des Rosiers, *C.D.*, comme sergent-major régimentaire. Des Rosiers s'était enrôlé au régiment en septembre 1945.

Simultanément, un autre héros du régiment, le brigadier général Guy Gauvreau, était nommé colonel honoraire. Dans la vie civile, il avait notamment été président de la *Commission de transport de Montréal* puis de la *Place Bonaventure* et agissait comme consul général d'Islande à Montréal. Il décéda le 4 mai 1990 à l'âge de 74 ans. Lors de son entrée en fonction, le commandant de la région militaire du Québec, le major général John M. Rockingham, avait déclaré : « Nous sommes très sévères sur le choix des colonels honoraires qui doivent servir dans les différents régiments et ils doivent avoir des qualités très exceptionnelles : hommes de prestige, citoyens de marque, soldats de carrière, hommes d'affaires compétents puisqu'ils deviennent conseillers du commandant et ont une influence marquante pour la bonne marche et la renommée de leur régiment. »<sup>407</sup>[51]

Le principal projet de Guy Gauvreau comme colonel honoraire du régiment était de voir à ce que le régiment puisse avoir en mains une histoire régimentaire à présenter à ses membres et

---

<sup>406</sup>[50] CENT ANS D'HISTOIRE..., op. cit. p. 337 et 339.

<sup>407</sup>[51] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal et *La Grenade*, novembre 1961.

au public en général à l'occasion du centenaire du régiment, en 1969. Le 10 mai 1963, Gauvreau et Gauthier annoncèrent le choix du capitaine Roland Hérard Charlebois comme historien régimentaire. Celui-ci se voyait confier la tâche de rédiger puis de publier l'Histoire du régiment depuis sa fondation. Pour obtenir les fonds nécessaires à cette réalisation, on organisa un dîner de participation au projet qui se tint le 10 décembre 1963 et remporta un franc succès. Quarante ans plus tard, cet ouvrage, intitulé *Cent ans d'histoire d'un régiment canadien-français : les Fusiliers Mont-Royal 1869-1969* constituait encore l'unique version de notre histoire régimentaire jusqu'à la parution de celle-ci qui lui doit, bien sûr, énormément.408[52]

Gauvreau, assumait la présidence du *Comité historique des Fusiliers Mont-Royal*, appuyé des lieutenants-colonels P. Desgroseillers, J. P. C. Gauthier, Richard Genin et Guy Lévesque. Lorsque le comité historique a été formé, il fit appel aux bonnes volontés de tous ceux qui, de près ou de loin, avaient participé à la vie du Régiment. Nombreux sont ceux qui répondirent à l'appel, et nous fournirent soit des anecdotes, soit des précisions chronologiques, soit enfin le temps consacré à la révision des textes.

Gauvreau souligna d'une façon très particulière l'apport du major P. R. E. Charlton, du sergent-major régimentaire A. Catelli et de l'adjudant maître T. Thifault. Quant aux recherches et la rédaction du volume, elles étaient le fruit, tout comme l'ensemble du projet, d'un travail d'équipe successivement assumé par le capitaine Jean M. Vézina, *E.D.*, qui dès après la guerre, colligea tous les documents qu'il avait pu trouver, tant privés qu'officiels; le lieutenant-colonel Émile Ranger, qui poursuivit le travail de Vézina, et bien sûr, le capitaine Roland Hérard Charlebois, qui fut le premier rédacteur. Le major J. René Paquette avait, lui aussi, pendant un temps, rempli le rôle d'historien régimentaire. Les trois sont morts à la tâche avant la parution de l'ouvrage. C'est finalement à Maurice Gagnon que l'on doit, avec le travail accompli par ses trois prédécesseurs, la rédaction définitive du volume *Cent ans d'histoire d'un Régiment canadien-français*, paru en 1971 aux *Éditions du Jour*.

Guy Gauvreau prenait vraiment à cœur son rôle de colonel honoraire et une fois son mandat terminé, il continua de se soucier sans cesse de la place que devaient occuper les vétérans canadiens, en général, et ceux des Fusiliers Mont-Royal, en particulier, dans la mémoire collective, non seulement au Québec, mais partout où ils avaient combattu, et particulièrement en France.

Dans une lettre rédigée sur la papeterie officielle du régiment et adressée à un autre ancien commandant des Fusiliers, le général J. A. Dextraze, alors chef de l'état-major de la Défense à Ottawa, Gauvreau exprimait son indignation et son chagrin d'avoir constaté au milieu des années 1970, le manque de reconnaissance officielle des autorités du *Musée militaire des Invalides*, à Paris, à l'égard de la participation du Canada durant la Deuxième Guerre mondiale. Gauvreau se plaignait qu'en 1976, il n'y avait toujours aucune mention du raid de Dieppe et que ce qu'on présentait sur le Canada était « minable et indigne de la participation de notre pays » à la libération de la France. Gauvreau ajoutait qu'il savait que tous les anciens combattants ainsi que les veuves, les mères, les frères de ceux qui reposent en terre étrangère partageraient sa grande déception, s'il leur était donné de constater ce qu'il avait vu.409[53]

---

408[52] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit., p 10 et 340.

409[53] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

Les représentations de Gauvreau, appuyées par Dextraze, semblent avoir porté fruit puisque depuis, la participation des Canadiens en général, et le raid de Dieppe, en particulier, furent par la suite évoqués de façon convenable dans cet important musée militaire.

Quant au nouveau commandant des Fusiliers, Guy Lévesque, il s'était enrôlé comme officier de réserve en août 1941 mais passa en service actif dès octobre et fut immédiatement envoyé à Brockville, suivre son cours d'officier. Attaché d'abord à Valleyfield comme instructeur, il passa outre-mer, en septembre 1942, comme commandant de peloton au sein des F.M.R. reconstitués après le raid de Dieppe et promu capitaine deux jours plus tard, il participa aux nombreux combats de la campagne de Normandie, s'illustrant particulièrement à Ghyvelde où, le 18 septembre 1944, il se mérita la *Croix militaire (M.C.)*, avant d'être grièvement blessé quelques semaines plus tard.

Malheureusement, quelques semaines plus tard, le 10 octobre, Guy Lévesque devait être grièvement blessé. Il en fallait davantage, toutefois, pour mettre fin à sa carrière militaire. On le renvoya au Canada où il fut attaché au centre de recrutement. En 1946, Guy Lévesque reprit du service avec le régiment, devenu un bataillon de réserve et fut promu major en 1949 pour être finalement promu lieutenant-colonel le 18 mai 1961.

Comment classer sa personnalité souvent déroutante? Son ton bourru, sa phrase cassante, laissaient transpirer le soldat de carrière, occupation que le destin lui avait refusée. Ceux qui ne se laissaient pas désespérer par son esprit critique, souvent même irritant, décelaient sous cette façade une sensibilité qu'il arrivait mal à dissimuler ainsi qu'une âme juste et généreuse.<sup>410</sup>[54]

C'est durant les années de commandement de Lévesque que fut inauguré, à Dieppe, en France, à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire du raid sanglant du 19 août 1942, le Monument des Fusiliers Mont-Royal, face au passage piétonnier menant à la plage rebaptisée *Promenade Dollard Ménard* trente ans plus tard. Ce monument avait été dévoilé le 18 août 1962 par l'*Association des Fusiliers Mont-Royal*, un représentant du gouvernement du Québec et les autorités de la ville française de Dieppe.

La ville de Dieppe, en raison du rôle qu'elle a été appelée à jouer en 1942, avait conservé un souvenir très chaleureux des Canadiens. En raison des liens historiques qui la rattachent au Québec, elle avait voulu marquer d'une façon précise la présence des Canadiens de langue française à l'occasion du débarquement d'août 1942. En conséquence, à la fin des années 1950, la mairie de Dieppe avait offert aux Fusiliers, par le truchement du colonel Lahaie, alors attaché militaire à l'ambassade canadienne, un terrain pour l'érection d'un monument commémoratif et s'engageait à prendre soin du terrain et du monument à perpétuité.

La proposition fut adoptée et le gouvernement du Québec offrit un octroi important pour aider l'*Association des Fusiliers Mont-Royal* à défrayer les coûts de ce magnifique monument sur lequel, en langue française, est inscrit pour la postérité : « À la mémoire de tous ceux qui, partis du Canada, ont versé leur sang sur la terre de France à l'occasion de deux grandes guerres en combattant sous la bannière d'un régiment canadien-français, les Fusiliers Mont-Royal ».

---

<sup>410</sup>[54] *La Grenade*, novembre 1961.

La délégation officielle était composée notamment du lieutenant-colonel J. P. C. Gauthier, ancien commandant du régiment et président de l'*Association des Fusiliers Mont-Royal*; du major Guy Lechasseur, député à l'Assemblée nationale du Québec qu'il représentait officiellement et du brigadier général Dollard Ménard, qui commandait les Fusiliers Mont-Royal lors du raid sanglant du 19 août 1942.

Ils étaient accompagnés du colonel M<sup>gr</sup> Charles Beaudry, qui avait servi comme aumônier aux Fusiliers Mont-Royal durant la Deuxième Guerre mondiale avant de devenir aumônier-général de l'armée canadienne; du lieutenant-colonel Lévesque, commandant du régiment; du lieutenant-colonel Sarto Marchand, autre ancien commandant du régiment, vétéran du raid de 1942 et vice-président de l'*Association des Fusiliers Mont-Royal*; le lieutenant-colonel Robert Lajoie, M.C., gouverneur du *Club des officiers des Fusiliers Mont-Royal* survivant du raid de 1942; et, enfin, du major Robert Hainault, M.C., président de la Société Dieppe-Canada et lui aussi survivant du raid. Plusieurs anciens combattants du régiment, ainsi que la veuve du lieutenant André Vennat, participaient à la cérémonie, en compagnie d'un représentant officiel du gouvernement de la République française.

M<sup>gr</sup> Charles Beaudry avait notamment déclaré en bénissant le monument : « Pour l'honneur et la gloire du Dieu tout-puissant, notre espérance et notre résurrection glorieuse, nous dédions ce monument aux soldats du Régiment des Fusiliers Mont-Royal et à tous les Canadiens français tombés au champ d'honneur sur le sol de France... ».411[55]

### **Vol d'armes à la caserne**

Jeudi le 30 janvier 1964 restera une pierre noire dans l'histoire du régiment. Ce jour-là, un commando d'une quinzaine de jeunes membres du *Mouvement révolutionnaire du Québec*, émules du premier *Front de libération du Québec (FLQ)* réussirent à entrer à la caserne de l'avenue des Pins, maîtriser le personnel et en ressortir avec tout un arsenal.

Les jeunes bandits, qui ne portaient pas de masques, se sont introduits dans l'arsenal vers 8 heures 30 du matin, par une porte latérale de la rue Henri-Julien. Un jeune homme, qui portait un coupe-vent et un béret qui laissaient croire à un militaire, se fit ouvrir par le concierge qu'il a rapidement maîtrisé pour faire entrer ses camarades. Ceux-ci maîtrisèrent et capturèrent les quelques autres dix membres du personnel régulier de la caserne à mesure qu'ils se présentaient au travail, les ligotèrent et les enfermèrent dans une pièce du sous-sol, les assurant qu'on ne leur ferait aucun mal s'ils ne tentaient pas de résister. Effectivement, aucune des personnes ainsi ligotées ne fut blessée ou autrement incommodée.

Les agresseurs firent ensuite entrer leur camion dans la caserne par la grande porte de l'avenue des Pins sans que personne dans la rue ou aux alentours ne constate rien d'anormal. Une fois le camion à l'intérieur, les malfaiteurs, visiblement renseignés, selon les enquêteurs de la police tant civile que militaire, sur la topographie des lieux s'emparèrent des haches réservées au combat contre les incendies, fracassèrent les cadenas et portes où l'on entreposait les armes et s'emparèrent de tout ce qui leur semblait utile.

---

411[55] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

Sachant visiblement qu'à part le personnel permanent, à peu près personne ne se présenterait à la caserne un jeudi matin, ils procédèrent à un véritable tri systématique des armes, laissant sur place tout ce qu'ils considéraient démodés comme les anciens fusils .303, les grenades et les balles servant à l'entraînement. Ils en profitèrent, toutefois, pour vider le contenu du tiroir-caisse de la cantine. Puis, au bout d'une demi-heure, les jeunes malfaiteurs s'enfuirent avec leur camion par la porte centrale, comme ils étaient venus, sans que personne ne leur accorde d'attention particulière. Il fallut une heure au personnel militaire et civil ligoté pour se libérer et donner l'alerte.

Selon une liste officielle rendue publique par les autorités militaires quelques jours après l'attentat, le matériel emporté par les jeunes bandits dans la vingtaine, dirigés par un homme dans la trentaine qui, aux dires des autorités policières, « connaissait visiblement les habitudes de la maison », comportait 59 fusils semi-automatiques FN de fabrication belge; 30 mitraillettes Sten dont cinq seulement, toutefois, étaient munies d'un bloc de culasse; deux mitraillettes Browning; quatre mitrailleuses Bren de calibre .303; quatre mortiers de quatre pouces, mais, heureusement, aucun obus; trois bazookas, mais aucune fusée; 11 postes émetteurs *walkie-talkie*; 2 344 chargeurs de balles de 7,8 millimètres pour les armes belges et 13 000 balles de carabine.

Comme les malfaiteurs savaient se diriger dans le manège et où trouver le matériel qu'ils convoitaient et connaissaient aussi les habitudes militaires l'enquête se porta immédiatement vers d'anciens jeunes militaires qui avaient servi au régiment auparavant, mais aucune des personnes ligotées par les malfaiteurs n'avait réussi à en identifier un.<sup>412</sup>[56]

Dès la semaine suivante, et pour un certain temps, les autorités militaires décidèrent de renforcer leurs mesures de sécurité et de dépêcher de Valcartier un détachement de quelques 200 hommes du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*, chargés de monter la garde devant les casernes de la métropole et d'y remplacer les miliciens qui, dès l'annonce du vol d'armes, avaient été mobilisés pour garder, en armes et uniforme, chacun des manèges militaires de Montréal.<sup>413</sup>[57]

Par ailleurs, le capitaine Helmut Winkler fut appelé, en 1964 à succéder au capitaine Maurice Meerte en tant que directeur de la musique des Fusiliers Mont-Royal, poste qu'il conserva durant dix ans, soit jusqu'en 1974.

Helmut Winkler avait un profil étonnant pour un officier des Fusiliers Mont-Royal puisque c'est au sein de la *Luftwaffe*, en tant que musicien, que ce Néo-Canadien d'origine allemande avait fait ses débuts comme militaire. Il devait obtenir de l'*Akademische Hochschule Fur Musik* de Berlin, son diplôme de chef d'orchestre en 1943, en plein conflit et la *Luftwaffe* lui confia alors la direction d'un orchestre avec mission de divertir les troupes allemandes. C'est ainsi qu'il fut amené à parcourir la Hollande, la Belgique, la France, l'Autriche, la Yougoslavie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et la Grèce alors occupées par les troupes allemandes. Winkler, toutefois, ne fit jamais partie des troupes combattantes.

En 1943, lors d'une permission à Vienne, en Autriche, il eut le bonheur, pour un musicien, de rencontrer l'auteur des célèbres mélodies *La Veuve joyeuse* et le *Pays du sourire*, le compositeur austro-hongrois, Franz Lehar et le non moins célèbre chef d'orchestre et

---

<sup>412</sup>[56] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

<sup>413</sup>[57] *La Presse*, 4 février 1964.

compositeur allemand Richard Strauss, auteur de plusieurs opéras et d'avoir une conversation tête à tête avec eux.

Immigré au Canada en avril 1957, Helmut Winkler se retrouva à l'emploi de la maison de pianos *Willis*, en qualité d'accordeur de pianos, puis il prit la direction d'une chorale de ressortissants allemands établis au pays avant d'entrer en fonction, en tant que capitaine, à la tête de la fanfare des Fusiliers Mont-Royal en 1964. En vertu de nouveaux règlements des Forces armées concernant l'âge des militaires en service, Winkler dut prendre sa retraite en 1974. À compter de 1965, le capitaine Winkler enseigna la musique au *Rosemère High School* en banlieue nord de Montréal.414[58]

Guy Lévesque était le dernier des commandants du régiment qui n'avait pas interrompu son service militaire depuis la Deuxième Guerre mondiale. Cela amenait le régiment à s'interroger sur la façon dont il choisirait, à l'avenir, ses commandants.

On ne voulait pas juger la manière dont se faisait le changement de commandant au cours des années précédentes. Les circonstances qui prévalaient pendant une période de réadaptation toujours difficile étaient de nature à favoriser une telle situation. Et si certaines susceptibilités ont été blessées, certaines ambitions déçues, cela était commun en démocratie. Le Régiment dans son ensemble ne s'en portait pas plus mal.

Cela dit, on souhaitait qu'à l'avenir, le Régiment puisse prendre dans ses rangs ses futurs dirigeants, estimant que la connaissance à fond de tous les problèmes matériels et autres qui environnent les F.M.R. ainsi que la connaissance prolongée du caractère et la personnalité de ceux qui sont appelés à y servir apporterait une aide inappréciable à celui qui, par la suite, devrait distribuer les postes et les fonctions à l'intérieur de l'unité. Pour faire partie de ces nouveaux cadres où le travail de chacun est dépendant de celui de l'autre, il ne suffirait plus de croire au Régiment et de se laisser vivre ensuite dans l'indulgente patience du commandant.415[59]

Le 10 mai 1964, le major Patrick Desgroseillers, *C.D.*, était promu lieutenant-colonel et prenait la succession de Guy Lévesque à la tête des Fusiliers Mont-Royal. Pour l'assister, Gilbert Perreault, *C.D.*, un ancien combattant de la Deuxième Guerre mondiale, était promu sergent-major régimentaire. Guy Lévesque devait faire un retour remarqué sur la scène régimentaire puisque, en octobre 1982, il fut promu colonel honoraire du régiment. Il devait décéder le 16 mars 1986, à l'âge de 63 ans. Le 1<sup>er</sup> octobre 1964, on l'avait fêté lors du dîner régimentaire annuel, placé cette année-là sous la présidence du major général Frank Fleury, *C.B.E., E.D., C.D.*, commandant de la région militaire du Québec.

Patrick Desgroseillers avait débuté sa carrière militaire au sein du *C.E.O.C.* dès 1937, alors qu'il fréquentait le *Collège Loyola* pour se joindre aux Fusiliers Mont-Royal durant la Seconde Guerre mondiale. Malheureusement, des problèmes de santé l'empêchèrent de traverser outre-mer, comme il l'aurait voulu. Dans la vie civile, il était directeur-fondateur de l'*Institut Leclerc*, pénitencier situé à Laval. Il devait décéder le 30 mars 2002 à l'âge de 81 ans.

---

414[58] DÉSY Laurent, *Historique de la Musique...*, op. cit.

415[59] *La Grenade*, mars 1965.

Quant au sergent-major Gilbert Perreault, il s'était enrôlé au sein des Fusiliers Mont-Royal le 2 juin 1941. Il fit d'abord le tour de plusieurs camps militaires au pays, soit le dépôt de Longueuil puis les camps de Huntington, Farnham, Sherbrooke, Valcartier et Debert, en Nouvelle-Écosse. Envoyé outre-mer, il fut cantonné à pas moins de dix endroits différents en Angleterre et en Écosse avant d'arriver sur le champ de bataille. Perreault fut de toutes les batailles: Caen, la Ferme Beauvoir et Trotteval, Verrières et May sur Orne, Falaise (où il fut blessé), Ghyvelde, Anvers et Sterhoven (où il fut blessé pour une deuxième fois), Woondstecth, la péninsule de Bevelland, la forêt de Hochwald, Caldar, Xanten, Beilen, Gronigen et Holdenberg. De retour au Canada, en octobre 1945, il fut licencié de l'armée active en décembre 1945 mais, dès octobre 1948, il revenait au régiment comme réserviste. Il devait occuper son poste jusqu'en février 1967 alors qu'il fut remplacé par le sergent-major régimentaire R. Lessard, C.D.416[60]

### **L'efficacité avant les traditions**

Au moment même où le lieutenant-colonel Desgroseillers entrait en fonction, Ottawa recevait le rapport de la Commission Suttie, laquelle suggérait entre autres, une réévaluation du rôle de la milice au sein de la Défense nationale. D'illustres régiments de la Force régulière se voyaient réduits au rang d'unités de réserve tandis que certains autres de la réserve, étaient appelés à disparaître. C'est d'ailleurs le sort que le rapport préconisait pour les Fusiliers Mont-Royal. Heureusement, les vétérans et amis du régiment se mobilisèrent. Il en fut de même ailleurs au pays et la portée des conclusions du rapport de la Commission Suttie fut réduite.417[61]

Malgré tout, le règne de Desgroseillers ne fut pas facile, puisque comme il l'écrivit lui-même dans la revue régimentaire, « le commandant s'est vu dans l'obligation d'appliquer à la lettre les termes de la réorganisation décrétée par le ministre de la Défense ». Après avoir souligné que son serment d'allégeance à la Couronne lui interdisait de discuter du bien-fondé de cette ligne de conduite, Desgroseillers n'en laissait pas moins clairement indiquer ses regrets.

L'existence d'un valeureux régiment canadien-français ne pouvait plus dépendre uniquement du passé. Seul comptait maintenant, dans l'esprit de nos dirigeants, le potentiel que le régiment offrait pour l'avenir. La raison d'être de la Milice devenait le but à atteindre; les glorieux faits d'armes, les services rendus, les contributions au développement du pays n'étaient plus que des souvenirs. Devant une situation sans équivoque, dont le règlement dépendait beaucoup plus de la loyauté de chacun des Fusiliers assidus que de leurs ambitions personnelles, Desgroseillers dut prendre des mesures qui ont permis à l'unité de demeurer sous les drapeaux en temps de paix.

Des officiers et des sous-officiers qui, par leur expérience, leur travail et leur dévouement, avaient contribué au maintien de l'efficacité régimentaire, durent céder leur place aux plus jeunes. Ces derniers, par contre, durent accepter des responsabilités additionnelles et consentir à se soumettre aux nouvelles exigences de compétences et de promotions. Tous, jeunes ou moins

---

416[60] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

417[61] *La Grenade*, juin 1967.

jeunes, firent les sacrifices requis pour garantir l'existence du régiment et assurer une succession ininterrompue aux postes de commande.<sup>418</sup>[62]

Il faut dire que le régiment, avec toutes ses traditions, faisait plus souvent qu'à son tour, depuis quelque temps, l'objet de commentaires pas toujours flatteurs. Bien sûr, on a toujours estimé au régiment qu'il ne fallait pas se faire de complexes avec tout ceci et qu'à bien y penser, peu de régiments avaient une vie militaire aussi bien remplie que les F.M.R., mais il n'en demeure pas moins que des questions étaient soulevées.

Ainsi, dans la revue régimentaire *La Grenade*, on a fait écho aux propos d'un officier d'un autre régiment participant aux manœuvres de Farnham, en 1963, et qui avait déclaré, un peu par dérision mais assez pour choquer plusieurs que les Fusiliers Mont-Royal sont des snobs. Pour entrer dans leurs cadres, il faut présenter, en même temps que sa demande d'admission, la généalogie de sa famille. On veut savoir qui est le père, que faisait le grand-père et quelles activités mondaines recherchait la grand-mère; et tout le reste naturellement. Le régiment est un club fermé, semblable à ceux qu'on peut trouver chez certains estivants de Sainte-Adèle.<sup>419</sup>[63]

L'année suivante, c'était au tour de l'éditorialiste de *La Grenade* de revenir sur la question. Au commandant-adjoint du *C.E.O.C. de l'Université Laval*, à qui il faisait état avec fierté de ses états de service avec les Fusiliers Mont-Royal, celui-ci lui avait tout de suite répliqué : « Ah! Le régiment aux multiples activités sociales ». Celui-ci ne faisait que répéter ce que l'on disait du régiment à Québec et dans les divers cercles militaires. L'éditorialiste posait donc la question : « Fusiliers Mont-Royal, qui sommes nous? De bons militaires ou simplement des officiers de salon? »<sup>420</sup>[64]

Au même moment, Ottawa limita alors les Fusiliers Mont-Royal à un effectif de 29 officiers et 271 hommes. Par suite de cette diminution d'effectifs et de la réduction de la limite d'âge pour promotion, les moins jeunes et les vétérans durent céder la place aux plus jeunes.

Cela dit, la réorganisation imposée au début de 1965 faisait l'affaire des plus jeunes. Comme l'écrivit quelques mois plus tard le capitaine Michel Haguette, les méthodes d'entraînement, prises en main par de jeunes officiers et sous-officiers désireux d'assurer la première place partout au régiment, avaient changé du tout au tout. Des cours ne suffisaient plus. Il fallait des expéditions. Les effectifs n'existant que sur de vieilles listes poussiéreuses furent répudiés. Il fallait des soldats toujours présents, désireux d'apprendre, de se perfectionner. Cette nouvelle perspective de travail s'imposa dès les premières soirées d'entraînement. Bien entendu, elle dérangeait quelque peu les vieilles habitudes, mais la vie au régiment en dépendait, et devenait d'ailleurs beaucoup plus intéressante.<sup>421</sup>[65]

---

<sup>418</sup>[62] *La Grenade*, mars 1965.

<sup>419</sup>[63] *La Grenade*, novembre 1963.

<sup>420</sup>[64] *La Grenade*, mai 1964.

<sup>421</sup>[65] *La Grenade*, janvier 1965.

Quant aux autres, en bons Fusiliers ils se soumièrent- non sans un déchirement de cœur. Grâce à leur bonne volonté, le commandant put d'emblée mettre en marche le nouveau programme d'entraînement sans nuire à l'efficacité et au bon renom du régiment. On donna désormais à l'entraînement des normes beaucoup plus réalistes qui correspondaient, autant que possible, à celles de l'armée régulière. Les F.M.R. devaient être en mesure d'organiser et d'entraîner sans délai une compagnie complète d'infanterie et un peloton de mortiers de 81 mm. Par ailleurs, à l'été de 1965, plus question d'aller au camp d'été en tant qu'unité autonome. Les soldats de métiers et les sous-officiers furent plutôt invités à suivre des cours et à se qualifier selon diverses spécialités.422[66]

Jeudi, le 28 octobre 1965, Desgroseillers et ses officiers reçurent les anciens commandants du régiment à l'occasion du dîner annuel régimentaire et il invoqua les « déchirures » que traversaient à l'époque les régiments de milice canadiens, particulièrement les unités de grande tradition comme les Fusiliers qui avaient représenté le pays sur les champs de bataille de l'Europe. Le commandant déclara alors que l'esprit de travail, de collaboration, d'amitié que ses prédécesseurs firent naître au régiment, était toujours intact, grâce aux officiers, aux miliciens et aux membres du corps de cadets et qu'ils avaient, malgré les déchirures dont souffrait la milice, une tâche particulière à assumer : celle de conserver la vie du régiment.

Les régiments d'infanterie comme les Fusiliers Mont-Royal avaient fait honneur aux drapeaux du Canada au prix des souffrances et du sang de ses soldats. Mais, en 1965, les grands états-majors étaient d'avis que, dorénavant, les missiles, les armées nucléaires, les avions donneraient aux conflits futurs un visage radicalement différent de celui des guerres précédentes.

Le problème, se posait sous la forme d'un dilemme : ou, lors d'un éventuel conflit, on se servirait d'armes nucléaires et alors on ne pourrait imaginer pour les réservistes non-permanents qu'un rôle auxiliaire de défense civile. Ou alors on n'utiliserait pas les armes nucléaires par crainte de représailles, comme ce fut le cas des gaz toxiques en 1939-1945 et alors on aurait le temps d'organiser et d'entraîner des contingents très mobiles, à faible effectif humain, à grand pouvoir de feu, dont on aurait besoin pour accompagner, escorter, protéger au sol les avions, les blindés super-mobiles, l'artillerie autotractée, les missiles chargés d'effectuer le gros de la besogne. On voyait donc alors dans les unités non-permanentes plutôt des centres de recrutement que le noyau d'unités combattantes futures. Voilà la doctrine qui prévalait au milieu des années 1960.423[67]

À l'automne, au cours d'un dîner intime, on célébra la nomination du major Jacques B. Langevin au grade de lieutenant-colonel honoraire du régiment. Celui-ci, qui s'était joint aux Fusiliers Mont-Royal en 1938, près de 30 ans plus tôt, le méritait bien, ayant accompagné le régiment en Islande puis en Angleterre avant d'occuper plusieurs postes d'état-major. Langevin, devait décéder le 12 novembre 2006 à l'âge de 95 ans. Il avait occupé le poste de lieutenant-colonel honoraire durant six ans. Dans la vie civile, il était un des hauts dirigeants des distilleries Seagram et Corby et n'avait pris sa retraite qu'à l'âge de 79 ans. Il s'était également dévoué à titre d'administrateur de plusieurs organisations charitables et philanthropiques, dont l'Institut de cardiologie de Montréal.424[68]

---

422[66] COMITÉ HISTORIQUE DES FUSILIERS MONT-ROYAL..., op. cit. p.341 à 343.

423[67] *La Grenade*, novembre 1965.

424[68] *La Presse*, 16 novembre 2006.

En 1967, le commandement du régiment passa entre les mains du lieutenant-colonel (et futur brigadier général) Richard Genin, *C.M.M., C.D.* Celui-ci avait commencé sa carrière militaire en 1948, alors qu'il étudiait encore au *Mont-Saint-Louis* en s'inscrivant au *Corps école des officiers canadiens (C.E.O.C.)*. Bachelier ès sciences commerciales de l'*École des Hautes-Études commerciales*, Genin avait été promu lieutenant en 1950 alors qu'il s'était joint aux Fusiliers Mont-Royal.

Cet été là, le lieutenant Michel Crowe qui, après avoir quitté le régiment passa à l'active comme juge-avocat avec le grade de lieutenant-colonel, déplora que si peu de membres des Fusiliers avaient, durant l'hiver, réussi leurs examens de caporaux. Et de se demander qui pourrait poursuivre le travail constructif du passé si le régiment n'arrivait qu'à produire un nombre restreint de futurs caporaux, alors que les plus âgés, très compétents et productifs, devraient prendre leur retraite.<sup>425</sup>[69]

En janvier 1967, Crowe avait dénoncé le manque d'esprit d'équipe au sein du régiment, estimant qu'un organisme comme les F.M.R. ne pouvait fonctionner sans une parfaite collaboration. Celle-ci lui semblait inexistante, sauf quelques cas d'exceptions. Crowe déplorait que cette attitude prévalait non seulement au niveau des relations entre supérieurs et subalternes mais également entre individus d'un même rang alors que plusieurs personnes d'un même rang donnaient des ordres souvent contradictoires, ce qui était cause d'anarchie et de chaos!

Le remède lui semblait résider dans la prise de conscience par chacun de son rôle au Régiment et de la volonté de remplir sa tâche avec humilité et non pas en croyant faire valoir les prérogatives de son rang en se déchargeant sur les autres, ou sur personne, de ses responsabilités.<sup>426</sup>[70]

À l'automne de 1967, le ministère de la Défense, par de nouvelles directives, donna à la milice un rôle de support à l'armée régulière. Sa nouvelle tâche consistait maintenant, en pratique, à former une réserve du commandement de la Force mobile. À cette fin, les Fusiliers Mont-Royal se virent ordonner de fournir une compagnie à plein effectif pour l'entraînement d'été à Valcartier, le but étant de chercher à développer au maximum les qualifications personnelles de chaque fantassin. On attachait donc une importance toute particulière au choix des cadres et durant tout l'hiver, on travailla à former cette compagnie qui s'entraîna intensivement durant six fins de semaine avant de se rendre à Valcartier sous le commandement du major Gilles Bissonnette, *C.D.* Le régiment envoya également six représentants à l'exercice *Orion* avec les troupes régulières en Allemagne.<sup>427</sup>[71]

### **L'unification des trois armes et le centenaire du régiment**

Peu après, en 1968, Ottawa décréta l'unification des Forces armées canadiennes, faisant disparaître l'armée de terre, la marine et l'aviation comme entités distinctes. Cette mesure visait à amener un profond changement de culture à l'armée et à générer des économies dans son

---

<sup>425</sup>[69] *La Grenade*, juin 1967.

<sup>426</sup>[70] *La Grenade*, janvier 1967.

<sup>427</sup>[71] CENT ANS D'HISTOIRE..., op. cit., p. 347.

fonctionnement. L'influence politique exercée par le ministère de la Défense nationale se trouva augmentée et les paliers de commandement militaire réduits.

Afin de créer une image unifiée, Ottawa décida qu'un uniforme de parade standard servirait tant à l'armée qu'à la marine et l'aviation, réduisant ainsi l'influence des traditions régimentaires des armes de combat. Les Fusiliers Mont-Royal continuèrent de porter la tenue écarlate au couvre-chef en peau d'ours pour leurs parades, mais durent délaisser la « petite tenue » cérémoniale de patrouille bleue au col haut avec ceinture fléchée, rappelant nos origines francophones. L'armée créa un certain mécontentement en faisant remplacer les tenues de mess écarlates avec parements aux couleurs des régiments par un veston marine sans insigne ou couleur régimentaire.<sup>428</sup>[72]

### **Les célébrations du centenaire**

Cela n'empêcha pas le régiment de fêter son ancien commandant, le major général Jacques Dextraze, *C.B.E., D.S.O. avec agrafe, C.D.*, promu commandant adjoint de la Force mobile, qui présida d'ailleurs le bal annuel, puis de célébrer, avec faste, son centenaire qui se termina le 31 octobre 1969 par un grand dîner régimentaire, présidé par le ministre de la Défense nationale, Léo Cadieux. Plusieurs autres dignitaires y assistaient.

Les célébrations devant se dérouler dans une ambiance convenable, le lieutenant-colonel Genin s'appliqua avec énergie à faire faire « peau neuve » au mess, à l'arsenal, aux cantines. Pendant toute l'année, les membres du régiment furent invités à porter un écusson distinctif, en l'occurrence un *C* romain couronné de la grenade sur la manche de leur tunique.

Au printemps, le premier ministre du Canada, Pierre Elliot Trudeau, avait présidé le bal des officiers à l'occasion du centenaire. Les officiers endossèrent alors les tenues anciennes de leurs prédécesseurs, incluant l'uniforme vert foncé des Carabiniers Mont-Royal de 1869 à 1930. Le brigadier général Guy Gauvreau, colonel honoraire du régiment, avait, quant à lui, présidé le bal des sergents.

Selon un compte-rendu, le bal du centenaire « aura été l'une des manifestations les plus brillantes de la saison ». On y ajoutait que la présence du premier ministre du Canada, alors encore célibataire, accompagné de la « très séduisante Louise Marleau » avait sûrement ajouté une note de prestige et de jeunesse à l'événement.<sup>429</sup>[73]

C'est également durant cette année de célébrations que l'adjudant-chef R. Lessard, *C.D.* avait été remplacé par l'adjudant-chef Guy Mainville, *C.D.* Avec l'unification des forces armées, les anciennes appellations de *sergent-major de compagnie* ou *sous-officier breveté de deuxième classe* et de *sergent-major régimentaire* et de *sous-officier breveté de 1<sup>re</sup> classe* avaient été remplacées par celles d'*adjudant*, d'*adjudant-maître* et d'*adjudant-chef*. Le poste de sergent-major régimentaire devenait donc une fonction, occupée par un adjudant-chef et non un grade comme tel.

---

<sup>428</sup>[72] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

<sup>429</sup>[73] *La Presse*, 17 avril 1964.

Le nouveau sergent-major régimentaire, jusque-là sergent-major de compagnie, s'était enrôlé dans le régiment à 16 ans, en 1946, rejoignant son père, le sergent-major Armand Mainville, qui ne devait prendre sa retraite qu'en 1960, après avoir servi 32 ans au sein des Fusiliers Mont-Royal. Le fils allait servir un aussi grand nombre d'années que son père. Les Mainville auront donc, à eux deux, consacré, en tant que militaires, plus de soixante ans de leur vie au régiment. Après sa propre retraite des Forces armées canadiennes, Guy Mainville était encore, au début du 21<sup>e</sup> siècle, l'âme dirigeante de l'*Association des anciens sergents des Fusiliers Mont-Royal*, un régiment où sa famille était associée depuis plus de trois quarts de siècle. En 1978, Mainville devait être intronisé membre de l'*Ordre du Mérite militaire (O.M.M.)*.

Les 4 et 5 juillet 1967, pour commémorer le 25<sup>e</sup> anniversaire du débarquement du régiment en Normandie, tous les officiers survivants de l'opération, sauf un, accompagnés de leurs épouses, ainsi que les épouses des officiers disparus, se réunirent sous la présidence de leur ancien commandant, le brigadier général Guy Gauvreau, qui les reçut à son chalet du Mont-Gabriel, après un dîner régimentaire au régiment la veille et un tournoi de golf à Piedmont. Plusieurs souvenirs, certains heureux, d'autres plus tristes, furent alors évoqués.<sup>430</sup>[74]

Le point saillant des célébrations du centenaire avait été sans doute la remise, le 28 septembre 1969 du nouveau drapeau royal canadien au régiment par nul autre que le gouverneur général du Canada, Roland Michener. Une garde d'honneur de cent hommes avait été montée pour l'accueillir avec éclat. Les Fusiliers Mont-Royal furent la première unité de réserve des Forces canadiennes à recevoir ainsi officiellement le nouveau drapeau royal unifolié canadien.

Genin avait profité de son discours pour mettre les membres du régiment en garde contre l'effet néfaste d'effritement et d'érosion que causaient les multiples réorganisations des forces militaires de réserve. Il rappela que les fondateurs du régiment avaient voulu façonner un relief de taille dans la vie canadienne et c'est à coup de sacrifices qu'ils avaient bâti le régiment que ses successeurs perpétuaient un siècle plus tard.

Selon lui, les F.M.R. ne pouvaient pas se permettre de devenir une petite affaire eu égard aux buts que s'étaient fixés leurs fondateurs. Aux autorités il déclara donc : Donnez-nous les moyens et nous ferons la besogne! Il remercia ensuite les anciens officiers, de leur appui, affirmant en avoir grandement besoin.

Et aux officiers du régiment en ce début du deuxième siècle de l'histoire régimentaire, il rappela qu'ils devaient exceller et continuer l'ardeur qu'ils mettaient à leur travail, ne pas compter leurs heures, travailler d'arrache-pied pour la cause ou bien laisser leur place à d'autres qui ont peut-être plus de temps à consacrer à la cause régimentaire. Durant les périodes de réorganisation qui s'en venaient, ils seraient appelés à vivre l'exercice de *Survival of the fittest*. Il importait alors que les officiers du régiment des Fusiliers Mont-Royal, soient *the fittest*. »

Au cours de la même soirée, le major général J. P. E. Bernatchez, colonel du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*, remit aux Fusiliers Mont-Royal une plaque perpétuant le lien historique qui unit les Fusiliers au *Royal 22<sup>e</sup>*.

---

<sup>430</sup>[74] CENT ANS D'HISTOIRE..., op. cit., p. 351 et 397.

À l'occasion du centenaire du régiment, on calcula qu'au-delà de dix milles hommes et femmes ont porté les couleurs des Fusiliers Mont-Royal durant le premier siècle de son existence.

Une fois son terme terminé à la tête du régiment, Richard Genin fut promu colonel et devint le premier commandant du district militaire n° 2 du Québec. Par la suite, il occupa diverses fonctions d'état-major au quartier général du secteur militaire de l'Est (milice) pour en devenir commandant en août 1977, poste qu'il occupa pendant quatre ans, avec le grade de brigadier général.

Avant d'accéder au poste de colonel honoraire du régiment en 1985, le brigadier général Genin, qui fit carrière dans le civil dans la publicité, fut président de l'*Association canadienne de l'infanterie* et vice-président de la *Conférence des associations de défense* et délégué du Canada à la *Confédération interalliée des officiers de réserve*, allant jusqu'à assumer le poste de secrétaire-général de cette organisation. En décembre 1981, on l'avait élevé au grade de commandeur de l'*Ordre du Mérite militaire (C.M.M.)*, alors qu'il était déjà commandeur de l'*Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem* et porteur de la *Décoration des Forces canadiennes (C.D.)* avec deux agrafes.<sup>431</sup>[75]

C'est le lieutenant-colonel Guy Marinier, *C.D.*, qui devait lui succéder à la tête du régiment. Marinier, qui devait par la suite servir comme colonel honoraire du régiment, avait débuté sa carrière militaire au *Corps école des officiers canadiens* en 1950. En 1954, il se joignit aux Fusiliers Mont-Royal et en fut notamment quartier-maître régimentaire et occupa divers postes administratifs au sein de l'unité jusqu'à sa nomination comme commandant du régiment. Chevalier de l'*Ordre Très Vénérable de Saint-Jean-de-Jérusalem*, Marinier commanda également la *Brigade ambulancière de Saint-Jean*, de 1983 à 1986 avec le grade de commissaire provincial.<sup>432</sup>[76]

Deux de ses enfants, les capitaines Guy Marinier J<sup>r</sup>, *C.D.* et Louise Marinier, *C.D.*, suivirent ses traces et servirent au régiment. D'ailleurs, au moment du décès du colonel Marinier, en décembre 2003, son fils Guy servait avec les Forces armées canadiennes en Bosnie avant de se joindre au *Royal Montreal Regiment*, autre unité de réserve.

---

<sup>431</sup>[75] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

<sup>432</sup>[76] *Sentinelle*, octobre 1972.

## Chapitre XVIII : Centenaire mais toujours vert (De 1970 à la fin du 20e siècle)

En 1970, le régiment entra résolument dans le deuxième siècle de sa glorieuse existence, les Fusiliers Mont-Royal d'aujourd'hui continuant fièrement à porter le flambeau de leurs prédécesseurs.

### La « Crise d'octobre » 1970

L'automne à peine arrivé, l'enlèvement du diplomate britannique James Cross, suivi de celui du ministre québécois Pierre Laporte et de son assassinat subséquent provoquèrent ce que les historiens appellent maintenant la *Crise d'octobre*.

Le gouvernement québécois ayant fait appel aux forces armées canadiennes pour aider le pouvoir civil à maintenir l'ordre, la 5<sup>e</sup> brigade, en provenance de Valcartier fut déployée dans les villes de Québec et de Montréal et une compagnie fut logée dans le sous-sol de la caserne des F.M.R., avenue des Pins. Un poste de commandement fut établi dans les bureaux de l'état-major afin de coordonner la protection des bureaux gouvernementaux dans le quartier avoisinant.

Peu de membres du régiment furent impliqués à plein temps dans l'opération, mais, une trentaine de Fusiliers furent assignés, les fins de semaine, au 12<sup>e</sup> Régiment blindé du Canada, déployé au centre-ville de Montréal, et au *camp de Farnham*, gardant le dépôt de munitions et la voute d'armes, afin d'accorder aux membres de la force régulière un peu de répit.

La caserne étant, pour fins de sécurité, considérée hors limite, sauf pour les officiers supérieurs, aux membres réguliers du régiment, les Fusiliers Mont-Royal durent poursuivre leur entraînement au *Mont Saint-Antoine*, dans l'est de la ville, ce qui força l'annulation de l'entraînement de fin de semaine, des cours ou activités sportives des mardis et jeudis soirs.

Cela eut pour effet de provoquer des relations parfois tendues entre les membres du régiment et les soldats de la force régulière à cause de la perturbation du cycle d'entraînement, de l'occupation du manège et d'une utilisation inacceptable de la salle d'armes du régiment lorsqu'on y découvrit l'installation d'une corde à linge. L'intervention du lieutenant-colonel Guy Marinier auprès du général Jacques Dextraze, permit de résoudre rapidement la situation. Au bout d'un peu plus d'un mois, la crise tira à sa fin, les troupes régulières regagnèrent Valcartier et le régiment put réintégrer sa caserne.

La Force de réserve, habituée à recevoir un matériel de seconde main de la Force régulière, se transforma graduellement pendant les années 1970, suite à d'importants changements d'orientations dans les politiques nationales d'acquisition et de formation militaire. À l'été 1970, trente réservistes se joignirent comme renforts au 1<sup>er</sup> bataillon du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment* en Allemagne pour participer aux manœuvres d'automne de l'*O.T.A.N.* Le fusilier Pierre Charrette, fit partie de ce groupe qui servit entre juillet et octobre, incluant une période de neuf semaines consécutives en exercice en Allemagne et à Moutmerlon, en France. Cette activité s'est poursuivie les années suivantes, mais avec moins de participation des Fusiliers.

L'entraînement au régiment représentait, quant à lui, un cycle de quatre exercices annuels, composé de deux champs de tir en automne et au printemps et de deux exercices de manœuvres en hiver et au printemps. Celui d'été des étudiants participants au *Programme d'entraînement de la Jeunesse étudiante (P.E.J.E.)* avait lieu au *Centre de la nature* à Laval jusqu'en 1978, après quoi les concentrations d'été furent tenues aux bases militaires de Farnham et de Valcartier. Les

pelotons de recrues continuèrent de s'entraîner au manège, mais se retrouvent souvent peu encadrés. D'ailleurs les effectifs du régiment avaient beaucoup diminué. De six pelotons en 1955, on passa à seulement deux en 1970.

L'entraînement estival se faisait à la fois au manège de l'avenue des Pins et à Laval. Le régiment comptait alors une compagnie commandée par le major Gilles Bissonnette, dont deux pelotons faisaient l'entraînement militaire au manège, tandis que le troisième conduisait une formation civile en travaillant au nettoyage d'une ancienne carrière qui est devenue un *Centre de la nature* très envié.

C'est par ailleurs en 1972 que les femmes firent un retour en masse au régiment. Des 72 recrues de cet été là, douze étaient des femmes. L'habillement et l'équipement portés par les Fusiliers Mont-Royal durant cette période étaient à l'image de l'évolution des politiques des Forces canadiennes durant ces années.

À l'époque, les officiers et les sous-officiers supérieurs portaient l'uniforme bush, coupe safari de 1955 alors que la troupe portait l'uniforme de combat *battle dress*, modèle 1940 de la Deuxième Guerre mondiale, en laine, avec cravate et blouson court lors des parades et portaient des *chiennes* pour les exercices. À la fin de l'année 1972, le régiment adopta l'uniforme de combat en coton et nylon qui venait d'être introduit pour l'ensemble des Forces canadiennes.<sup>433</sup>[1]

En 1971 le général Jacques Dextraze accepta d'en être le colonel honoraire. Il devait toutefois démissionner peu de temps plus tard, lorsqu'il fut nommé chef d'état-major des Forces armées canadiennes. Dextraze, connu sous le nom de *JADEX* (ses initiales), en avait fait du chemin depuis qu'il avait quitté le régiment à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Dextraze aurait pu alors demeurer dans l'armée active, mais il aurait dû accepter d'être rétrogradé au grade de capitaine. « Si on m'avait offert le grade de major, j'aurais accepté, j'étais assez jeune, mais comme capitaine sans ancienneté... ». Il rejoignit donc la société civile, et accepta un emploi avec la compagnie *Singer Manufacturing*. Il se rendit dans un chantier de bûcherons, devint chef de chantier avant d'être nommé directeur des opérations forestières pour la compagnie peu de temps plus tard.

En 1950, encouragé, par le général Jean-Victor Allard, alors commandant du secteur militaire de l'Est, qui l'avait déjà eu sous ses ordres en Hollande et également recommandé à Ottawa par les brigadiers généraux Gauvreau et Sauvé, Dextraze revint à l'armée et accepta le commandement d'un bataillon canadien-français destiné à combattre en Corée. Il posa toutefois ses conditions : être renommé lieutenant-colonel, sans avoir perdu d'ancienneté, au sein du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*.

Dextraze se rendit en Corée en 1951, affronta seul avec son bataillon, pendant quatre jours, l'assaut de 2 000 Nord-Coréens et Chinois, puis revient au pays en décembre 1951 avec le titre d'officier de *l'Ordre de l'Empire britannique (O.B.E)*. On l'envoya ensuite au Collège d'état-major de l'armée et il fut promu colonel et remplit divers postes dans la hiérarchie jusqu'en février 1962, alors qu'il fut promu au grade de brigadier général et nommé commandant

---

<sup>433</sup>[1] D'ORSONNENS Capitaine Paul, *Historique abrégé des Fusiliers Mont-Royal 1945-1998*. Texte.

du secteur militaire de l'Est du Québec, succédant à un autre ancien commandant des F.M.R., le brigadier général Dollard Ménard.

En décembre 1963, on le nomma chef d'état-major des forces de l'*O.N.U.* au Congo. C'était la première fois que ce poste était confié à un Canadien, où, en février 1964, il commanda des opérations de sauvetages qui lui vaudront, par la suite, le titre de commandeur du *Très Excellent Ordre de l'Empire britannique (C.B.E.)*, pour bravoure. La décoration lui fut décernée pour bravoure, ce qui explique que sur celle-ci sont superposées deux feuilles de chêne croisées. Le général Dextraze était le seul détenteur de cette décoration au pays. La citation soulignait l'esprit d'organisation et de leadership du général Dextraze qui « insuffla à tous les membres de la Force son enthousiasme ardent, et qui en grande partie est responsable de l'efficacité générale et du succès des opérations de sauvetage ».

De retour au pays, il fut promu major-général en 1967 puis lieutenant-général et chef du personnel des forces armées canadiennes en décembre 1970. À l'automne de 1972, promu général, il devenait chef d'état-major de la défense, poste qu'il occupa jusqu'en 1977. Puis, retraité de l'armée, il fut président du conseil des *Chemins de fer nationaux du Canada*. Outre ses décorations déjà citées, il était chevalier de l'*Ordre Très Vénérable de l'Hôpital de Saint-Jean-de-Jérusalem*, *Ordre* et chevalier de l'*Ordre militaire et hospitalier de Saint-Lazare de Jérusalem* et enfin chevalier de l'*Ordre souverain et militaire de Malte*. Le général Dextraze devait décéder le 9 mai 1993, au centre médical de la Défense nationale, à l'âge de 73 ans.<sup>434</sup>[2]

Au moment de prendre sa retraite de l'armée pour assumer la présidence du conseil d'administration du *Canadien national*, le général Dextraze avait déclaré que l'exploit auquel il tenait le plus était d'avoir réussi à faire des Forces armées canadiennes une « société » entièrement bilingue, expliquant que « c'est un objectif que je m'étais fixé et je crois sincèrement que je l'ai atteint. Et c'est ainsi l'exploit dont je m'enorgueillis le plus. Le Canadien français se sent désormais bien chez lui dans l'armée. Il a le même droit aux promotions que son compagnon anglophone ».<sup>435</sup>[3]

Lors de son décès, on rappela qu'en entrevue, il avait déjà déclaré : « Moi, je n'ai pas besoin de l'Armée pour avoir trois repas par jour. Moi, je suis là-dedans parce que j'aime cela ». Mais, ajoutait-on, ce goût de la bagarre, apparemment héréditaire, qui lui avait permis de devenir lieutenant-colonel à 24 ans seulement, lui avait amené bien des chagrins puisqu'un de ses fils, Richard-Paul, l'avait précédé dans la tombe de près d'un quart de siècle. Trouvant la vie trop tranquille ici et dans l'armée de son père, Richard-Paul Dextraze s'était engagé dans l'armée américaine et était mort au Vietnam, en 1969, à l'âge de 21 ans.<sup>436</sup>[4]

C'est le major John H. Roy, *C.D., S.V., St. J.*, vétéran du raid de Dieppe et ex-prisonnier de guerre de 1942 à 1945, jusque-là lieutenant-colonel honoraire qui succéda en 1974 au général Dextraze en tant que colonel honoraire. Le colonel Roy s'était joint au régiment en 1939 et fut d'abord sous-officier avant d'être promu lieutenant à la veille du raid de Dieppe.<sup>437</sup>[5]

---

<sup>434</sup>[2] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

<sup>435</sup>[3] *L'Ambassadeur*, décembre 1977.

<sup>436</sup>[4] *La Presse*, 15 mai 1993.

<sup>437</sup>[5] *La Grenade*, juin 1977.

## Le monument aux héros de Dieppe

C'est par ailleurs en août 1971, près de trente ans après le raid sanglant de Dieppe, qu'un monument commémorant les héros des forces canadiennes qui ont participé au raid du 19 août 1942 et plus spécialement les Fusiliers Mont-Royal a été inauguré, face à la *station de métro Longueuil*, sur la rive sud de Montréal par le lieutenant-gouverneur du Québec, le lieutenant-colonel Hughes Lapointe, ancien commandant du *Régiment de la Chaudière*.

Ce monument avait une longue histoire. Son premier promoteur en fut un ancien combattant de la guerre de 1914-1918, Wilfrid Galarneau, dont le fils, Roland, fut tué à Dieppe le 19 août 1942. En 1962, commandité par la ville de Longueuil, M. Galarneau avait assisté à la commémoration du 20<sup>e</sup> anniversaire du raid à Dieppe même et à son retour au pays, avec la collaboration du conseil municipal, il a lancé une souscription qui a recueilli 3 500 \$ dans le but d'ériger un monument à la mémoire des héros de Dieppe, somme qui était insuffisante.

En 1963, Marcel Robidas, un ancien sous-officier des F.M.R. qui avait participé à la campagne de Hollande, lui succéda, dans le but de relancer le projet. Devenu maire de Longueuil, Robidas s'adjoignit, en 1966, l'aide de Georges Giguère, alors président de l'*Association des anciens combattants et prisonniers de Dieppe* et le monument, dont le coût fut d'environ 8 000 \$, fut finalement aménagé et érigé en août 1971, par les soins de la ville de Longueuil qui en est propriétaire, en face de la station de métro qui, elle, avait été inaugurée en 1967.

Le monument avait été construit par *Todoro et Bigras*, propriété du major Boucher, un ancien du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*, malheureusement décédé avant l'inauguration et c'est avec sa veuve que le maire Robidas compléta la transaction. Depuis, chaque année, une cérémonie de commémoration s'y est tenue et après le 60<sup>e</sup> anniversaire du raid en 2002, les vétérans de Dieppe devenant de plus en plus rares et âgés, c'est l'association *Le Souvenir français*, un organisme d'immigrants français, reconnaissant du sacrifice ainsi accompli par les nôtres pour libérer la France des nazis, qui prit la relève et continua d'organiser une cérémonie commémorative à la mémoire de nos héros de 1942, en collaboration avec les autorités de Longueuil sauf en 2002 où la direction d'Anciens combattants Canada s'impliqua personnellement.<sup>438</sup>[6]

En octobre 1972, le régiment perdit le doyen de ses anciens membres, le lieutenant-colonel Eugène Prévost, qui s'était joint à l'unité, alors connue sous le nom de *65<sup>e</sup> régiment*, 75 ans plus tôt, en 1897. Le lieutenant-colonel Prévost, qui était né aux États-Unis en 1875 avant de revenir au pays en 1879, avait 96 ans. De nombreuses décorations militaires témoignaient de ses longs et sérieux services.<sup>439</sup>[7]

Entre-temps, le major Gilles Bissonnette, un enseignant dans le civil, était promu lieutenant-colonel et commandant du régiment en octobre 1972, succédant au lieutenant-colonel Guy Marinier.

S'il fallait relater point par point la carrière de ce milicien, la liste serait longue. En effet, Gilles Bissonnette commença jeune « à jouer au soldat » comme il aimait dire lui-même. Il fut donc cadet de septembre 1952 à juin 1955 pour ensuite passer un an au *Collège militaire royal de*

---

<sup>438</sup>[6] Site Internet du *Monument aux héros de Dieppe*.

<sup>439</sup>[7] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

*Saint-Jean*. En 1956, il se joignait au régiment comme élève-officier pour être promu sous-lieutenant deux ans plus tard.

Gravissant ensuite tous les échelons menant à celui de lieutenant-colonel, Bissonnette aura, durant sa longue carrière au régiment, occupé une multitude de postes. Une fois son mandat de commandant terminé, le lieutenant Bissonnette resta encore longtemps très actif au sein du régiment. Fondateur du Musée régimentaire quelques années plus tard, il en était encore le directeur, trente ans plus tard, lorsqu'il décéda en mai 2008.440[8]

Toujours en 1972, 30 ans après le raid de Dieppe auquel il avait pris part et s'était mérité la *Médaille Militaire (M.M.)*, Robert Bérubé, qui s'était enrôlé au régiment en 1940 comme simple soldat, était enfin, à 52 ans, promu général.

Militaire de carrière, le brigadier général Bérubé avait servi avec les Fusiliers en Islande et au Royaume-Uni avant le raid de Dieppe, enfer duquel il avait réussi à s'échapper en faisant notamment partie de ceux qui avaient sauvé la vie du commandant du bataillon, Dollard Ménard, ce qui lui avait valu sa décoration. Retourné au Canada, on lui fit suivre un cours d'officier et il retourna servir outre-mer jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Il se joignit ensuite au *Royal 22<sup>e</sup> Régiment* et servit en Corée, puis en Indochine comme membre de la *Commission internationale d'armistice* avant de remplir plusieurs postes d'état-major pour finalement devenir, en 1972, chef de l'état-major de la Force mobile, à Saint-Hubert. Après sa retraite de l'armée, le brigadier général Bérubé revint souvent participer à la vie de son ancien régiment en tant que membre du club des officiers.441[9]

## **F.M.R. et Casques bleus**

Au Moyen-Orient où l'on commença à se disputer au sujet de la Palestine, l'*Organisation des Nations unies* décida, après le cessez-le-feu qui mit fin, en 1973, à la guerre du *Yom Kippour* entre Israël et les pays arabes, de dépêcher des troupes dans la région pour superviser la zone de séparation entre les belligérants et tâcher de maintenir la paix dans la région.

Le Canada fournit de ses troupes et ayant demandé des volontaires parmi les réservistes, neuf Fusiliers furent acceptés pour cette mission d'urgence au Sinaï. Intégrés au *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*, ils partagèrent avec un contingent polonais la responsabilité de surveiller l'aéroport local et certains secteurs environnants du désert. Ils avaient notamment pour mission de protéger la sécurité d'un ancien camp militaire et de s'occuper du transport.

L'adjudant-maître D. McCabe, alors caporal, un des Fusiliers qui participa à cette mission, raconta plus tard se rappeler des grands écarts de température. Le jour, il avait à travailler sous une chaleur écrasante, alors que le soir, lors des patrouilles du périmètre, il eut à souffrir du froid. De plus, les hommes furent logés dans des conditions rudimentaires. Ceux qui avaient la chance d'être en chambrée, devaient la partager à six, dans de vieux baraquements militaires pouvant abriter jusqu'à 40 hommes dans des espèces de dortoirs.

---

440[8] *La Grenade*, été 2008.

441[9] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

Heureusement, le cessez-le-feu de l'*O.N.U.* fut généralement toujours respecté, sauf quelques tirs égyptiens d'harassement, ce qui permit aux Fusiliers de profiter de permissions pour visiter les capitales d'Égypte et d'Israël, Le Caire et Tel Aviv.442[10]

Pendant ce temps, à Montréal, ce fut au tour du major Fernand Dostie, vétéran de la campagne de Normandie où il avait été blessé, ancien sous-ministre de la Jeunesse sous Paul Sauvé, puis son chef de cabinet pendant la trop brève période où Sauvé fut premier ministre du Québec, d'accéder, en 1974 au poste de lieutenant-colonel honoraire. Chef de cabinet également du premier ministre Antonio Barrette, Fernand Dostie reprit son poste de sous-ministre du Bien-être social sous le gouvernement Lesage, avant de devenir le premier président du Tribunal des expropriations. Brièvement président du *Parti national populaire*, fondé par Fabien Roy et Jérôme Choquette au milieu des années 1970, Dostie fut également le président-fondateur de la *Ligue du Québec des cadets de l'armée*.

Par ailleurs, au printemps 1974, le dîner régimentaire des officiers fut présidé par nul autre que le président d'*Hydro-Québec*, Roland Giroux, ancien officier du régiment. Le même printemps, le régiment procéda à une vaste campagne de recrutement de nouveaux officiers adhérant au *Programme d'Instruction pour la Formation des Officiers de Réserve* (PIFOR). Sur les 158 étudiants et étudiantes ayant présenté leur candidature, 51 respectaient toutes les normes et furent enrôlés. Les candidats et candidates participèrent à la première phase du PIFOR, d'une durée de trois mois, firent leur entraînement à la base des Forces canadiennes à Shilo et à Valcartier et à la fin de l'été, 22 d'entre eux étaient qualifiés sous-lieutenants. Quant aux candidates, elles subirent leur entraînement à la base de Valcartier et vingt-trois d'entre elles furent qualifiées sous-lieutenants.

Malheureusement, en août 1974, le régiment ne put conserver dans ses rangs tous ces nouveaux officiers. Les Fusiliers Mont-Royal en gardèrent 16 (dix hommes et six femmes) et six furent transférés au 4<sup>e</sup> bataillon du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*; quatre au *Régiment de Maisonneuve*; deux aux *Royal Canadian Hussards*; deux au *Royal Montreal Regiment*; un au *Régiment de Hull*; trois au 3<sup>e</sup> *Régiment de Génie de campagne*; six au 51<sup>e</sup> *Bataillon de service de Montréal*; deux aux *Canadian Grenadiers Guards*; et un au *Sherbrooke Hussards*.443[11]

## **Femme et militaire**

L'arrivée de femmes au sein du corps des officiers, tout comme d'ailleurs parmi les sous-officiers et les simples Fusiliers constituait évidemment une nouvelle donne. Les Forces armées canadiennes furent d'ailleurs le chef de file mondial en ce qui concerne la représentation des femmes et les secteurs où elles servent au sein des forces armées. Dès 1997, les Forces régulières comptaient déjà plus de 7 000 femmes en leur sein, soit 10,6 % de l'effectif total.

Dans la réserve, c'était encore mieux puisque dès 1997, on comptait plus de 15 500 femmes réservistes, soit 18 % des effectifs. Comparativement au Canada, les forces armées américaines avaient une proportion un peu plus élevée de femme dans l'active (12 %), mais celles-ci s'y trouvaient encore, en cette fin du 20<sup>e</sup> siècle, exclues des activités directes de combat, au contraire des femmes militaires canadiennes.

---

442[10] D'ORSONNENS Capitaine Paul, *Historique abrégé...*, op. cit.

443[11] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

Il y avait pratiquement un siècle que celles-ci pouvaient servir dans l'armée, d'abord comme infirmières, puis dans divers rôles de soutien logistique et administratif. En 1971, on élargit leur champ d'action pour qu'elles puissent devenir conductrices et mécaniciens, contrôleurs de navigation aérienne, policiers militaires et pompiers, etc. Et enfin, depuis 1989, elles peuvent s'enrôler dans tous les métiers de combat où elles sont, toutefois, encore très minoritaires.

Pourquoi ces femmes s'engageaient-elles? Pour sa part, le capitaine Julie Pagé, qui devait figurer parmi les dix premières Canadiennes à se qualifier en armes de combat dans l'infanterie, dernier bastion masculin des Forces armées canadiennes jusque-là, expliqua, en entrevue, que le domaine militaire l'avait toujours attirée « Très jeune, je cherchais déjà la discipline, la camaraderie, le défi, l'aventure. » Certains cherchent à combler leur quête d'absolu dans des cours de croissance personnelle. Julie choisit l'armée. C'est un copain de cégep, membre du régiment, qui la convainquit de s'enrôler en 1992.

À ceux qui lui demandaient pourquoi elle avait choisi la réserve au lieu de l'armée régulière, elle disait que pour elle, entrer dans l'armée régulière, serait comme entrer en religion : entraînement et formation à temps plein, contrat à durée déterminée, vie de caserne, coupée de la vie civile. Tandis que réserviste, le jour, la semaine, elle aimait son boulot civil, en tailleur, les cheveux bien coiffés et tout le tralala. Puis, l'été et les fins de semaine, elle partait en exercice avec ses grosses bottes, son uniforme, du camouflage vert dans la figure. Autant elle aimait l'action et les émotions fortes, autant elle tenait à sa vie civile, son appartement, son calme, ses affaires. L'armée a satisfait son côté fou, aventureux, son goût du défi. Mais elle ne croyait pas qu'à temps plein ce régime lui aurait convenu.

Cela dit, Julie Pagé a souvent trouvé l'entraînement très difficile. Ce qui l'a soutenue? Probablement son caractère de cochon. Comme elle l'a dit elle-même, quand ça devenait très dur, c'est la tête qui devait résister pour que le reste suive. Parfois, elle s'est demandée : qu'est-ce que je fais ici? Pourquoi est-ce que je subis ça?

« Pourquoi, en effet? Pour voir jusqu'où on est capable d'aller, au bout de soi. C'est terrible à dire, mais ce genre d'exercice permet d'effectuer une sélection naturelle. Le but est d'éliminer les plus faibles, ceux qui n'ont pas de caractère ou ont une mauvaise forme physique. Je trouve ça normal. Si tu es incapable de supporter la fatigue, le stress, l'effort physique, comment peux-tu encourager d'autres gens? »

Julie Pagé n'est qu'un cas parmi bien d'autres. Mais ce qu'elle a raconté pourrait s'appliquer, avec quelques nuances, à la plupart des femmes qui ont servi au sein de notre régiment, quel que soit leur grade, depuis qu'on leur a ouvert les portes.<sup>444</sup>[12]

Entre temps, le lieutenant-colonel Étienne LaRoche devait succéder, en 1975, au lieutenant-colonel Gilles Bissonnette comme commandant du régiment. Né à Black-Lake, en Estrie, LaRoche avait débuté sa carrière militaire en décembre 1957, au sein du *Corps école des officiers canadiens (C.E.O.C.)*, alors qu'il étudiait en administration à l'*Université de Sherbrooke*. Bachelier en Commerce de cette même université en 1961, il fut promu lieutenant en septembre de la même année et le mois suivant se joignit aux Fusiliers Mont-Royal.

---

<sup>444</sup>[12] *Femme Plus*, juin 1997.

Après avoir occupé divers postes au sein du régiment, il avait été nommé commandant adjoint en 1972. Titulaire de la *Décoration des Forces armées canadiennes avec agrafe (C.D.)*, Étienne LaRoche a également été intronisé *chevalier de l'Ordre militaire et hospitalier de Saint-Lazare-de-Jérusalem*. Activement impliqué dans l'*Association canadienne de l'infanterie*, il fut nommé, en 1976, président de la filiale de la dite association pour l'ouest du Québec.

Son commandement ne fut pas facile. En effet, au début de 1977, Les trois majors du régiment quittèrent leurs postes presque simultanément : le major Couillard pour occuper un nouveau poste à Toronto; le major Massé pour poursuivre sa carrière civile à Paris; et le major Legault fut transféré à la Baie James. Heureusement, quelques mois plus tard, le major Raynald Arsenault, qui pendant quelques années avait servi au sein de l'escadron de communications de Sherbrooke, revint au régiment.

Au printemps 1977, LaRoche qui avait reçu une invitation de *The York and Lancaster Regiment*, auquel les Fusiliers Mont-Royal sont affiliés, décida d'aller les visiter à Sheffield, en Angleterre, accompagné du colonel honoraire John H. Roy et de leurs épouses. D'Angleterre, il traversa la Manche et alla visiter le maire de Dieppe en plus de déposer une couronne au monument des Fusiliers Mont-Royal, face à la plage.

Par ailleurs, en 1976, à l'occasion de la tenue à Montréal des *Jeux Olympiques d'été*, plusieurs membres des F.M.R. furent utilisés à diverses tâches de soutien ou de sécurité, en appui à la Force régulière dont les services avaient été rendus nécessaires pour assurer la sécurité de cet événement international. Ces jeux faisant suite à ceux de Munich, où des terroristes palestiniens avaient abattu plusieurs membres de l'équipe d'Israël, il était normal que les autorités aient craint que des actes de violence puissent se dérouler à Montréal. Heureusement, tout se déroula dans le calme.<sup>445</sup>[13]

Au début de 1977, grâce au dévouement inlassable et à l'esprit de corps de quelques-uns des anciens du régiment, particulièrement le brigadier général Guy Gauvreau, le lieutenant-colonel Gilles Bissonnette et l'ancien sergent major Angello Catelli, le régiment se dota d'un Musée régimentaire permanent, visant à exposer dans ses grandes lignes l'histoire du régiment. L'ouverture de ce musée fut faite le 1<sup>er</sup> avril, lors d'un dîner régimentaire spécial, réunissant quelque 250 convives, offert au général Jacques Dextraze, alors chef d'état major des Forces canadiennes, qui prenait sa retraite.<sup>446</sup>[14]

La même année, Dextraze avait été intronisé compagnon de *l'Ordre du Canada* pendant que neuf membres du régiment s'étaient vus décerner la *Médaille du Jubilé*. Cette médaille avait été frappée dans le but de marquer d'une façon tangible le 25<sup>e</sup> anniversaire du couronnement de la reine Élisabeth II et était destinée à honorer différents civils et militaires. C'est ainsi qu'elle fut décernée au colonel honoraire John H. Roy, au lieutenant-colonel Étienne LaRoche, aux majors Guy Gosselin et Clément Harel, au capitaine Pierre Charette, à l'adjudant-chef Guy Mainville, aux adjudants Serge Quenneville et Laurent Désy et au caporal D. B. Blagojevic.<sup>447</sup>[15]

---

<sup>445</sup>[13] D'ORSONNENS Capitaine Paul, *Historique abrégé...*, op. cit.

<sup>446</sup>[14] *La Grenade*, février 1977.

<sup>447</sup>[15] *La Grenade*, janvier 1978.

En avril 1978, le lieutenant-colonel LaRoche passa la main au lieutenant-colonel Raynald Arsenault. Malheureusement, après quelques mois, Arsenault, qui venait d'accepter le poste de directeur-général de l'hôpital de Gaspé fut forcé de quitter Montréal avec sa famille. Son départ laissait un grand vide à combler, et LaRoche accepta de reprendre du service pour compléter le mandat de son commandant-adjoint.<sup>448</sup>[16]

Entre-temps, en juin 1978, le 50<sup>e</sup> anniversaire de sacerdoce du colonel Charles-E. Beaudry, ancien aumônier du régiment et aumônier en chef de l'armée fut célébré avec emphase. Le général Jacques Dextraze, le brigadier général Guy Gauvreau et le colonel Fernand Mousseau, pour ne nommer que ceux-là, figurant parmi les anciens Fusiliers étant présents à la fête.

Par ailleurs, deux Fusiliers qui s'étaient particulièrement distingués par une carrière exemplaire furent décorés à la fin des années 1970. La médaille du *Mérite militaire (M.M.M.)* fût octroyée à l'adjudant-chef Guy Mainville, qui a été le sergent-major régimentaire des F.M.R. pendant sept ans, tandis que le lieutenant-colonel Guy Gosselin, fut élevé comme officier du *Mérite militaire (O.M.M.)*, en reconnaissance de ses nombreuses implications dans toutes les facettes militaires, incluant les corps de cadets.

### **Le référendum de 1980 et la « bataille des généraux »**

Dans un pays démocratique comme le Canada, les généraux ne se mêlent généralement pas de politique. L'avènement au pouvoir en 1976 d'un gouvernement québécois souverainiste, dirigé par René Lévesque, devait toutefois amener les généraux Jean Victor Allard, Jacques Dextraze et Dollard Ménard, ces deux derniers anciens commandants des Fusiliers Mont-Royal, à oublier cette vieille règle et à être mêlés à un des épisodes des plus malheureux,

Normalement, cela ne devrait pas être le rôle d'une histoire régimentaire de s'attarder à cet événement, étape importante d'une politique du Québec plus générale. Si ce n'était le fait que plusieurs ex-membres du régiment, et notamment le major Robert Bob Hénault, *M.C.*, grand héros mutilé du raid de Dieppe d'août 1942 réussirent à mettre fin à un des événements les plus disgracieux que les cercles militaires canadiens-français aient connu au 20<sup>e</sup> siècle, opposant deux anciens commandants des Fusiliers Mont-Royal, tous les deux héros de la Deuxième Guerre mondiale, le général Jacques Dextraze et le brigadier général Dollard Ménard.

Dans son projet pour l'avènement d'un Québec souverain, René Lévesque, alors premier ministre du Québec, consacrait en effet quelques pages à la défense nationale et à la création d'une éventuelle armée québécoise. Le général Jean Victor Allard, ancien chef d'état-major des Forces armées canadiennes, à la retraite, trouva cela nettement insuffisant et tenta de provoquer un débat sur la création et le maintien de forces armées dans un éventuel Québec indépendant.

Ce n'est cependant pas avec René Lévesque mais avec Dollard Ménard que s'engagea un débat qui devait virer au vinaigre. C'est que Ménard s'était porté publiquement à la défense de Lévesque et en faveur d'une armée québécoise. À la suite de cette prise de position, le général Allard mobilisa son collègue Jacques Dextraze, lui aussi ancien chef d'état-major et les deux hommes donnèrent une conférence de presse au cours de laquelle, dans le feu de l'action Dextraze tint des propos offensants envers Ménard et tenta de minimiser sa carrière militaire, son héroïsme et, indirectement, la portée du raid de Dieppe lui-même.

---

<sup>448</sup>[16] *La Grenade*, 26 septembre 1978 et 25 octobre 1979.

L'affaire s'envenima au point qu'en 1982, éclata au grand jour ce qu'on appela *le procès des généraux*. Une telle dispute entre généraux canadiens-français, dont deux avaient commandé les Fusiliers Mont-Royal, rendait un grand nombre de vétérans mal à l'aise. Ménard et Dextraze, chacun à leur façon ayant bien mérité de leur pays, alors que le Canada français compte si peu de héros militaires prestigieux.

Le major Bob Hainault, qui avait eu un bras amputé à la suite du raid de Dieppe et qui était respecté des deux clans, décida de s'entremettre et, après avoir entrepris des démarches auprès de Jacques Dextraze, téléphona à Dollard Ménard. Si le procès devait continuer, déclara Hainault, tous en sortiraient diminués. Allard et Dextraze s'excusèrent auprès de Ménard qui abandonna sa poursuite et le tout se termina par une poignée de main en public.<sup>449</sup>[17]

Entretemps, en 1981, Étienne LaRoche céda son commandement au lieutenant-colonel Guy Gosselin. LaRoche n'en abandonnait pas la carrière militaire pour autant puisqu'il devint commandant adjoint du District n° 2 du Québec des Forces armées canadiennes. En août 1983, il fut promu colonel et assumait le commandement du dit district durant les trois années suivantes. Toujours très impliqué avec les associations reliées à la vie militaire, il occupa successivement les postes de vice-président sénior des *Associations de la Défense*, puis, en 1987, de président de l'*Association canadienne de l'Infanterie*. En 1988, on le nomma délégué canadien à la *Confédération interalliée des officiers de réserve (CIOR)* à l'*O.T.A.N.* pour sa Commission des relations publiques. Très actif au sein de cette commission durant les sept années suivantes, il termina son mandat en la présidant. Lors d'un de ses nombreux passages à Bruxelles, quartier-général de l'*O.T.A.N.*, il fut intronisé *chevalier de l'Ordre militaire des Templiers de Jérusalem*.

Dans le civil, LaRoche poursuivit une brillante carrière au quotidien *La Presse* d'où il prit sa retraite comme responsable du service de la publicité. Il continua par la suite à militer au sein de plusieurs organismes communautaires ainsi qu'au sein de l'*Association des Fusiliers Mont-Royal* et du *Club des officiers des Fusiliers Mont-Royal*, ainsi que la *Fondation des Fusiliers Mont-Royal*, dont il assumait la présidence.

Quant à Guy Gosselin, il avait débuté sa carrière militaire avec les Fusiliers vingt ans plus tôt, d'abord comme cadet affilié au régiment puis comme simple soldat en 1964. Caporal en 1965 et sergent en 1966, promu lieutenant en 1968, il occupa divers postes au sein des Fusiliers Mont-Royal entre 1968 et 1981, dont ceux d'officier d'administration, d'officier recruteur et de commandant de peloton. Durant les périodes estivales, il participa aux activités du *Centre d'instruction de la milice (CIM)* à Valcartier à titre de commandant de cours de chef subalterne (CCS) et de commandant de cours de qualification de métier au sein de la division d'infanterie.<sup>450</sup>[18]

## **Le Droit de Cité**

Le 19 septembre 1982, le régiment des Fusiliers Mont-Royal, toujours commandé par Guy Gosselin, se vit octroyer par le maire de Montréal, Jean Drapeau, le *Droit de Cité* consacrant par le fait même son caractère unique et glorieux. Les origines de la cérémonie du *Droit de Cité* remontent au 16<sup>e</sup> siècle, quand les artisans des villes commencèrent à se regrouper en corporations et en restreignirent le droit de résidence à leurs membres. Généralement, ces

---

<sup>449</sup>[17] VENNAT Pierre, *Général Dollard Ménard...*, op. cit., p. 290 à 318.

<sup>450</sup>[18] LITALIEN Major Michel, *Le 51<sup>e</sup> Bataillon des services du Canada et ses origines (1901-2005)*, 51<sup>e</sup> Bataillon de services du Canada, 2005, p. 275.

établissements étaient situés à la croisée des routes commerciales. Le voyageur qui traversait la ville devait verser une taxe de non membre. Par conséquent, c'était un grand honneur pour un étranger d'être considéré comme un *homme libre* de la ville et d'être accepté par les artisans.

Le *Droit de Cité* fut accordé pour la première fois en 1748. Cette récompense, civile à l'origine, fut par la suite accordée à des unités militaires. Lorsqu'un régiment, par ses services vaillants et loyaux, avait gagné la confiance et le respect des citoyens, le conseil municipal pouvait lui accorder le *Droit de Cité*, ce qui permettait aux soldats de défiler dans les rues au son du tambour, arborant les drapeaux et baïonnettes au fusil. Une fois accordé, cet honneur était permanent. À Montréal, ce *Droit de Cité* n'avait jamais encore été accordé à un régiment, même si, en 1962, le *Régiment de Maisonneuve* avait obtenu le droit de porter les armoiries de la ville sur ses couleurs régimentaires. Il s'agissait donc d'une journée historique à la fois pour les Fusiliers Mont-Royal et la ville de Montréal.<sup>451</sup>[19]

Entre-temps, des membres des Fusiliers Mont-Royal ont pu, dans les années 1980, avoir l'opportunité de s'entraîner en Europe avec la *4<sup>e</sup> brigade canadienne*. Plusieurs Fusiliers ont eu l'occasion de participer aux importants exercices *REFORGER* de l'*Organisation du traité de l'Atlantique nord*, avec quelque 75 000 autres soldats de l'*O.T.A.N.* à travers la campagne de l'Allemagne de l'Ouest. Pour les Fusiliers, cette participation à des exercices de guerre de brigade mécanisée représentait une expérience importante, dépassant le cadre de celle que normalement ils acquéraient au pays. À noter qu'en 1982, en plus des militaires du régiment qui ont participé à diverses manœuvres en Allemagne, cinq membres des Fusiliers Mont-Royal se sont rendus en Norvège avec la Force régulière.

En 1983, pour la première fois depuis 1951, plus de trente ans auparavant, la Force de réserve du Québec fut invitée à fournir une compagnie entière pour une tâche opérationnelle en Europe. C'est un officier des Fusiliers, le major Louis Farley, qui quelques années plus tard, prendra d'ailleurs le commandement du régiment, qui en fut le commandant.

En Allemagne, ces réservistes, venant de tous les coins du Québec, formèrent la compagnie *D* du 1<sup>er</sup> bataillon du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*. Pendant les six semaines de manœuvres militaires de l'*O.T.A.N.*, les hommes de Farley accomplirent toutes les phases des opérations militaires, allant des avances mécanisées à travers champs à des attaques en véhicules blindés dans les champs de fermiers, puis à l'établissement de positions défensives et de bivouac dans des forêts en banlieue de villes allemandes. Malheureusement, le coût financier élevé des salaires et du budget d'entraînement pour une telle compagnie fera que l'initiative sera malheureusement de courte durée.<sup>452</sup>[20]

Toujours en 1983, le mess des officiers reçut un autre invité de marque en la personne du lieutenant-gouverneur du Québec, Jean-Pierre Côté, venu rencontrer les membres de la section *Jean Brillant* de la *Légion canadienne*, laquelle regroupe les anciens officiers francophones de la région métropolitaine, lesquels se réunissent une fois par mois dans nos locaux.

En 1984, Guy Gosselin fut remplacé à la tête du régiment par le lieutenant-colonel Jean-Pierre Ménard, lors d'une cérémonie présidée par son prédécesseur, Étienne LaRoche. *C.D.*, qui commandait alors le quartier-général du District militaire n° 2 du Québec (Milice).

---

<sup>451</sup>[19] *Dimanche-Matin*, 19 septembre 1982.

<sup>452</sup>[20] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

Gosselin n'en prit pas sa retraite pour autant. À compter de 1985, il occupa divers postes au sein du quartier général du Secteur de l'Est, dont celui de *G4* (logistiques). Puis, après avoir assumé, de façon intérimaire, le commandement du *51<sup>e</sup> Bataillon de service*, on le transféra, en 1991, au District n° 2 du Québec, pour être, l'année suivante, muté au District n° 1. C'est lui qui fut à l'origine de la formation du *Groupe de Soutien logistique (GSL)*. Avec la réorganisation de la milice, on le nomma sous-chef d'état-major de la *34<sup>e</sup> brigade*. En 1998, on lui redonna le commandement du *51<sup>e</sup> Bataillon de services du Canada*, poste qu'il occupa jusqu'en l'an 2000. En plus de la *Décoration des Forces canadiennes (C.D.)*, le lieutenant-colonel Gosselin fut fait *Officier de l'Ordre du mérite militaire (O.M.M.)*.453[21]

Pour sa part, le lieutenant-colonel Jean-Pierre Ménard avait, lui aussi, fait ses débuts au régiment comme simple soldat en juillet 1970. Caporal en 1972 et sergent en 1973, il se joignit au programme de formation des officiers de la réserve et fut promu sous-lieutenant à l'été de 1973, puis lieutenant en septembre 1974, après avoir passé par les camps de Shilo, au Manitoba et Gagetown, au Nouveau-Brunswick. Il se retrouva au quartier-général du secteur de l'Est du Québec, comme responsable de l'entraînement individuel, avant de commander un peloton à l'école des armes de combat de Valcartier. Breveté parachutiste, il fut promu capitaine en juin 1976 et nommé quartier-maître du régiment. Par la suite il devint capitaine-adjutant et officier responsable des opérations et de l'entraînement avant d'être promu major, en juillet 1980. Dans le civil, il exerçait la profession d'avocat, se spécialisant dans le droit médical.454[22]

À la même époque, le colonel Guy Lévesque, *M.C., C.D.*, fut choisi comme le nouveau colonel honoraire, tandis Fernand Dostie fut remplacé par le capitaine Roland Gravel, un vétéran du raid de Dieppe, homme d'affaires averti, comme lieutenant-colonel honoraire. Roland Gravel compléta en 1940, son cours d'officier avec le *C.E.O.C de l'Université de Montréal*, et s'enrôla la même année au sein des Fusiliers Mont-Royal. Après avoir suivi divers cours de spécialisation en Angleterre, de 1940 à 1942, c'est avec le grade de capitaine qu'il participa au raid de Dieppe et fut fait prisonnier. 455[23]

Pendant ce temps, en Hollande, le prince Bernhard, époux de la reine Juliana et héros de la résistance hollandaise, assistait, à Waarde, municipalité des Pays-Bas, au dévoilement d'un monument aux morts de guerre sur lequel on peut lire en néerlandais, en français et en anglais les mots suivants : *Les Fusiliers Mont-Royal. En commémoration de ceux qui partaient du Canada. To the memory of those who left Canada and whose blood was split on Dutch soil when they fought under the flag of a French Canadian Regiment.*

Ce monument vise à rappeler les huit habitants de cette ville, les cinq aviateurs britanniques et les soldats des *Fusiliers* morts dans les environs lors des combats menant à la libération de Waarde, en avril 1945. Une cérémonie annuelle a lieu chaque année, le 4 mai, sous les auspices de la *Fondation d'Oranje de Waarde* avec notamment la participation des enfants des écoles primaires.456[24]

---

453[21] LITALIEN Major Michel, *Le 51<sup>e</sup> Bataillon...*, op. cit., p. 275.

454[22] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

455[23] D'ORSONNENS, Capitaine Paul, *Historique abrégé...*, op. cit.

456[24] Site internet de *Waarde, monument aux morts pour la guerre.*

De 1985 à 1988, le poste prestigieux de colonel honoraire fut confié au brigadier général Richard Genin, qui était à la retraite depuis 1982. En 1982, d'ailleurs, Genin fut élevé au rang de commandeur de l'ordre du *Mérite militaire (C.M.M.)*, devenant le premier réserviste, commandant de secteur, à recevoir cette très haute distinction. Par la suite, Genin, a continué d'œuvrer au régiment en occupant plusieurs postes au sein de la famille régimentaire, entre autres ceux de président du *Club des officiers des Fusiliers Mont-Royal* et de président fondateur de la *Fondation des Fusiliers Mont-Royal*. Après sa retraite des Forces armées canadiennes, Richard Genin occupa plusieurs postes importants, dont ceux de président national de l'*Association canadienne de l'Infanterie*, président du *Conseil Saint-Jean du Québec*, secrétaire-général de la *CIOR*, président national du *Fonds du Souvenir* et président de la *Fondation de l'Hôpital Sainte-Anne* (unique hôpital pour anciens combattants au pays).

Puis, en 1985, ce fut au tour de F.-Gabriel Marchand qui, dans la vie civile, faisait carrière dans l'édition, d'accéder au poste de lieutenant-colonel honoraire au sein du régiment qu'il avait joint, en 1951, après ses études au *Mont-Saint-Louis* et à l'*Université Sir George Williams*. Le lieutenant-colonel Marchand avait notamment servi comme officier de transport au régiment et avait présidé le Club des officiers. Il devait décéder le 19 mars 2007 à l'âge de 78 ans.<sup>457</sup>[25]

En 1986, trois ex-Fusiliers, vétérans de la bataille de Groningue, aux Pays-Bas, ont eu l'honneur de se retrouver sur un timbre émis par *Postes Canada*, bien que cela soit par hasard. Le timbre représentait trois soldats embusqués au sous-sol d'une maison de Groningue, en mai 1945, en train de dépouiller le courrier acheminé par le Service postal des armées. Or ce timbre reproduit une photographie qui se trouve conservée à l'arsenal de l'avenue des Pins, ce qui a permis de les identifier. Il s'agit du sergent-major Jean Sainte-Marie, qui eut le bonheur de se reconnaître sur le timbre lors de son émission, du caporal Jean Dulude et du soldat Gustave Poulin, de Québec, qui avait servi jusqu'en 1965 dans l'armée canadienne mais qui malheureusement pour lui, était décédé depuis un an lorsque le timbre fut émis.<sup>458</sup>[26]

Le 7 juin 1987, le lieutenant colonel Normand B. Massé, *C.D.*, succédait à Jean-Pierre Ménard. Massé avait fait ses débuts militaires en 1960 dans sa ville natale, comme simple soldat, avec les *Fusiliers de Sherbrooke*. En 1962, il fut muté à la 72<sup>e</sup> batterie du 46<sup>e</sup> *Régiment d'artillerie de campagne*, dont le siège était à Coaticook. Appelé à déménager, il fut transféré au 34<sup>e</sup> *Régiment d'artillerie de campagne*. Promu lieutenant, il fut versé à la réserve supplémentaire, compte tenu de ses nombreux déplacements occasionnés par son emploi civil.

En septembre 1967, il réintégrait les rangs actifs au sein des Fusiliers Mont-Royal. D'abord lieutenant, il fut promu capitaine en 1968 et major en 1973, puis occupa le poste de commandant-adjoint avant de quitter le régiment en 1977 pour occuper un poste civil en France. Revenu au pays et au régiment en 1984, il occupait, au moment de sa nomination comme commandant, les fonctions d'officier de logistique, des opérations et des finances. Dans le civil, Normand Massé était banquier, d'abord à la *Banque de Commerce Canadienne Impériale* puis au *Montréal Trust*, en tant que vice-président.

Enfin, en novembre 1988, le président et éditeur de *La Presse*, Roger D. Landry, *C.M., C.D.*, succédait au brigadier général Richard Genin comme colonel honoraire du régiment. Roger D. Landry avait débuté sa carrière militaire avec le Régiment de Joliette avant de passer

---

<sup>457</sup>[25] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

<sup>458</sup>[26] *La Presse*, 8 octobre 1994.

aux Fusiliers Mont-Royal où il fut promu capitaine en 1962. Membre de l'*Ordre du Canada*, depuis juillet 1986, Roger D. Landry était également chevalier commandeur de l'*Ordre souverain militaire de Saint-Jean-de-Jérusalem, Ordre* et titulaire de la décoration des Forces armées canadiennes (C.D.).

En juin 1989, une délégation du régiment se rendit à Dieppe, en France, où elle fut reçue par les autorités municipales. Celles-ci rappelèrent que depuis que « leurs cousins canadiens » avaient payé de leurs vies le rachat de la liberté du sol français, les liens qui unissent les Dieppois aux Canadiens sont indestructibles.

Par ailleurs, durant les années 1980, certains officiers du régiment s'impliquèrent sérieusement dans une compétition internationale de sport militaire, au sein des pays membres de l'*O.T.A.N.* Formant des équipes de pentathlon militaire au sein de la *CIOR*, ils participèrent ainsi à diverses épreuves de tir, d'orientation en campagne, de courses à obstacles et de natation contre des équipes de divers pays de l'*O.T.A.N.*, dont l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis.

Les capitaines François Lefebvre et Simon Côté montèrent sur le podium lors des compétitions de tir et d'orientation. Le capitaine Lefebvre et son équipe terminèrent également au deuxième rang du classement général de la compétition de 1991 de la *CIOR*, à Calgary, décrochant du même coup le titre de *l'équipe d'athlétisme de l'année* au sein des Forces armées canadiennes.<sup>459[27]</sup>

Certains Fusiliers connurent d'impressionnants succès au tir. C'est ainsi que le caporal Paquette termina premier lors d'une compétition annuelle de tir des armes légères à Connaught, près d'Ottawa, et se mérita la *Médaille de la Reine* en tant que meilleur tireur de fusil des Forces canadiennes, une première dans l'histoire du régiment. Il fut invité à participer en tant que membre de l'équipe des Forces canadiennes à une compétition de tir des forces armées du Commonwealth, tenue à Bisley, en Angleterre.

Finalement, en janvier 1990, le lieutenant-colonel Pierre Charette, C.D. fut choisi pour diriger les destins des Fusiliers Mont-Royal. Cet éducateur physique de profession, professeur au *Collège Jean-de-Brébeuf*, avait lui aussi débuté sa carrière militaire comme simple soldat, en octobre 1969, au sein des Fusiliers.

Promu successivement caporal puis sergent en 1972, il devait être le premier milicien, en février 1973, à conquérir ses ailes de parachutiste. Quelques semaines plus tard, il était admis comme élève-officier au sein du programme d'intégration à la réserve pour officier. Dès l'automne, il était promu sous-lieutenant et, en 1975, lieutenant. Il avait terminé premier de la phase III du cours d'officier se déroulant à la base de Gagetown (Nouveau-Brunswick), se méritant de ce fait l'épée de l'*Association canadienne de l'Infanterie*.

Après avoir occupé divers postes, dont celui de capitaine-adjutant, il fut promu major en 1981, reçut la *Décoration canadienne* (C.D.), puis, en 1988, fut transféré au quartier-général du Secteur de l'Est comme officier des opérations et responsable de la planification d'exercices majeurs, tout en étant nommé aide-de-camp honoraire du lieutenant-gouverneur du Québec. Charrette a aussi œuvré au sein de l'*Association canadienne de l'Infanterie (ACI)*, en tant que président de la section Ouest du Québec et agit comme président hôte de la réunion nationale de

---

<sup>459[27]</sup> Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

l'ACI à Montréal, en 1991. Pendant cette période, l'emphase fut mise sur la préparation et l'efficacité opérationnelle. La participation des Fusiliers aux concentrations estivales du Secteur de l'Est atteignit alors son paroxysme avec près de 180 participants.

Durant plusieurs étés Charrette occupa plusieurs postes importants, notamment celui d'instructeur dans différents centres d'instruction de la milice et même au collège d'état-major de l'armée à Kingston, ainsi que commandant de bataillon lors des exercices de brigade à Gagetown et à Valcartier. Il fut également commandant adjoint puis commandant du Centre d'instruction de la milice à Valcartier en 1990.460[28]

À compter des années 1990, plusieurs membres des Fusiliers Mont-Royal furent impliqués dans des opérations militaires, tant au pays qu'à l'extérieur. C'est ainsi qu'en 1990, une douzaine de membres des F.M.R. firent partie d'une compagnie de réservistes recrutés au sein du commandement des forces de réserve au Québec (secteur de l'Est de la milice) qui, pendant deux ans, eut pour mandat d'assurer la sécurité du périmètre des pistes d'atterrissage de Goose Bay, au Labrador et de la base attenante, suite à des manifestations violentes de la part des autochtones.

C'est un officier des Fusiliers, le major Serge Ouellet, qui en assura d'ailleurs le commandement lors de la première rotation de six mois. Les autres membres des F.M.R. incluaient des fantassins, des commandants de section et un peloton d'infanterie. Les Fusiliers furent logés quatre par chambre dans des baraquements perdus de ce coin reculé du grand Nord, et s'acquittèrent parfaitement de leur tâche.

La même année, les Mohawks de Kanesatake, près de Oka sur la rive nord de Montréal, tinrent le Québec en haleine pendant plus de 100 jours, suite à un différend opposant des promoteurs d'un terrain de golf aux Amérindiens qui affirmaient que ce terrain empiétait sur leurs terres ancestrales. La crise dégénérant et la Sûreté du Québec s'avérant impuissante à la régler, d'autant plus que sur la rive sud de Montréal, les Mohawks de Kanawake bloquèrent les routes et l'accès au pont Mercier en guise d'appui à leurs compatriotes de Kanesatake, l'armée fut dépêchée sur les lieux pour empêcher que la situation ne dégénère.

Des membres des Fusiliers vinrent alors prêter main-forte au 5<sup>e</sup> Groupe brigade mécanisé qui avait été déployé pour porter assistance au pouvoir civil. C'est ainsi que le caporal Y. Cinq-Mars fut déployé avec le 3<sup>e</sup> bataillon du Royal 22<sup>e</sup> Régiment près du pont Mercier, afin de patrouiller le secteur, contrôler les routes d'accès et faire des inspections surprises des véhicules. Pour leur part, le caporal-chef P. Côté et le caporal L. Legault, furent déployés près des barrages routiers, en tant que servants de mortiers pour fournir, sur appel, un tir de bombes éclairantes. D'autres Fusiliers servirent durant cette crise, notamment pour assurer la sécurité de points opérationnels, tel le poste de commandement de la brigade établi à Saint-Hubert.

Puis, en 1992 et 1993, des membres du régiment firent partie des Casques bleus canadiens déployés à l'île de Chypre, où une paix fragile existait depuis 1964 entre les forces grecques et turques, sous la surveillance de l'O.N.U. Entre-autres, le sergent G. Gervais, des F.M.R., assura le commandement d'une section d'infanterie patrouillant un secteur de la ligne de séparation entre les belligérants.461[29]

---

460[28] D'ORSONNENS Capitaine Paul, *Historique abrégé...*, op. cit.

461[29] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

En mai 1992, le gouverneur général du Canada, Ray Hnatyshyn rehaussa de sa présence le bal annuel du régiment, aux côtés du colonel honoraire Roger D. Landry, du fameux hockeyeur Maurice *Rocket* Richard, de l'ancien commandant et ex-chef d'état-major des Forces canadiennes, le général Jacques Dextraze, et du comédien et dramaturge Gratien Gélinas, auteur de la fameuse pièce *Ti-Coq*, où le principal personnage revêtait justement l'uniforme et l'insigne des Fusiliers Mont-Royal.<sup>462</sup>[30]

Quelques semaines plus tard, notre vieux manège était classé officiellement comme faisant partie du patrimoine historique canadien par le *Directorat des sites historiques nationaux* en raison de son architecture, de son importance environnementale et de son passé historique.

L'énoncé de la valeur patrimoniale de notre manège fait remarquer que le style monumental et ordonné du bâtiment comporte des références à l'architecture militaire médiévale. « La qualité de sa conception et de sa construction reflètent son importance pour la communauté. Le manège a été érigé dans le cadre d'une campagne de construction menée avant la Première Guerre mondiale. Sa construction, associée à la réforme et à l'expansion de la milice, témoigne de la volonté politique du gouvernement de fournir aux milices des installations de qualité, ainsi que de la prospérité et de la croissance de Montréal ». Le document conclut que la valeur patrimoniale du manège des Fusiliers Mont-Royal découle de sa forme, de ses proportions, de ses matériaux de construction, de ses détails architecturaux rappelant le style médiéval de son plan et de ses volumes intérieurs, ainsi que de ses rapports avec son milieu.<sup>463</sup>[31]

### **Cinquantième anniversaire de Dieppe**

Le 19 août 1992, la ville française de Dieppe célébra, avec emphase, le cinquantième anniversaire du raid sanglant d'août 1942. Une délégation officielle s'y rendit mais, à part les dirigeants d'associations d'anciens combattants et les parlementaires, chacun des sept régiments qui avaient participé au raid n'avait droit qu'à désigner deux représentants, dont les dépenses seraient payées par Anciens combattants Canada parmi les nombreux survivants du raid encore vivants et physiquement capables d'entreprendre le pèlerinage. Les autres survivants du raid désireux de se rendre à Dieppe pour les commémorations et participer au défilé dans les rues de la ville devaient le faire à leurs frais, ce que, d'ailleurs, bon nombre firent.

Le choix des deux représentants du régiment revenait au colonel honoraire sur recommandation de *l'Association des anciens de Dieppe* au sein du régiment. En 1982, le régiment avait délégué le brigadier général Dollard Ménard, commandant du régiment lors du raid de 1942. Dix ans plus tard, tenant notamment compte du fait que Ménard n'avait pas participé aux activités régimentaires et n'avait pas été vu au mess depuis plus d'un an, et qu'il avait déjà représenté le régiment à plusieurs reprises, le colonel honoraire Roger D. Landry et le commandant, le lieutenant-colonel Pierre Charrette, en accord avec les recommandations du Sénat régimentaire (formé des anciens commandants et des officiers honoraires) et de *l'Association des vétérans de Dieppe*, décidèrent de déléguer John Roy, autre ancien participant au raid de 1942.

---

<sup>462</sup>[30] *La Presse*, 3 mai 1992.

<sup>463</sup>[31] Énoncé de la valeur patrimoniale du Manège des Fusiliers Mont-Royal, *Directorat des sites historiques nationaux*, Environnement Canada, 13 août 1992.

Bien que moins connu à l'extérieur du régiment que son ex-commandant, John Roy a toujours participé par la suite à la vie régimentaire des Fusiliers Mont-Royal dont il fut d'ailleurs colonel honoraire.

La tradition voulant que l'on ne désigne qu'un seul officier, afin de permettre aux sous-officiers et hommes d'être, eux aussi, représentés officiellement, le régiment désigna l'ex-sergent major Fred Leclerc pour l'accompagner. Victime d'un infarctus, Leclerc ne put malheureusement se rendre. Cela dit, l'absence de Ménard créa une controverse publique. Ménard, fut, par la suite, nommé *Patriote de l'année* par la *Société Saint-Jean-Baptiste* puis décoré de l'*Ordre national des Québécois* par le premier ministre Robert Bourassa.<sup>464</sup>[32]

Cette controverse ne nuisit aucunement aux commémorations sur le sol français où une foule sans précédent accueillit les survivants du raid de 1942. On estima en effet qu'entre 20 000 et 30 000 personnes s'étaient massées sur les trottoirs de la petite ville normande pour voir défiler les vétérans de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler un désastre militaire.

Plusieurs cérémonies, ponctuées de dépôts de gerbes et de musique militaire ont marqué la journée, qui s'était déroulée par un temps lourd et chaud, dans une atmosphère empreinte d'émotion. En plus des 36 anciens combattants de Dieppe invités par le gouvernement, quelques dizaines d'autres s'étaient déplacés à leurs frais pour participer au défilé.

La commémoration eut aussi son côté bon enfant : les rues étaient pavoisées aux couleurs du Canada, de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis. Les anciens combattants prenaient des photos ou signaient des autographes, tout en échangeant, avec de grands gestes, leurs souvenirs, tandis que sur la plage toute proche bronzait de paisibles vacanciers.

En plus de John Roy, l'ex-sergent-major Georges Giguère et les ex-Fusiliers Arthur Fraser et Raymond Geoffrion étaient sur les lieux, en tant que représentants de l'*Association des anciens prisonniers de Dieppe*. Tandis que les capitaines Paul d'Orsonnens et Luc Saint-Jean représentaient les membres actifs du régiment. Georges Giguère en profita pour déclarer que « selon lui, le raid avait été un massacre qui n'a servi à rien ». Giguère était demeuré prisonnier pendant 42 mois en Pologne, avant de réussir à s'évader, pendant la *Marche de la mort*.

Pour sa part, Raymond Geoffrion avait connu le même sort que Giguère mais était moins amer. À son avis, le raid a au moins servi à démontrer qu'on ne fait pas une attaque frontale sur un port fortifié. Selon lui, valait mieux sacrifier 5 000 hommes, comme ce fut le cas à Dieppe, qu'un demi-million d'hommes, comme cela aurait pu être le cas en 1944, si les Alliés avaient procédé de la même façon qu'à Dieppe.

Quant à Arthur Fraser, longtemps sceptique, qui lui aussi a fait la *Marche de la mort*, avant de réussir à s'évader après presque trois ans de captivité, il déclara qu'il a été révolté devant le carnage, d'autant plus qu'il y a perdu trois de ses amis d'enfance avec qui il s'était enrôlé dès le début de la guerre. Mais il admit mieux comprendre la stratégie de Churchill qui, selon lui, avait peur que les Russes se rendent aux Allemands. « Sans les Russes, on aurait mangé une maudite claque ».<sup>465</sup>[33]

---

<sup>464</sup>[32] *La Presse*, 12 août 1992.

<sup>465</sup>[33] *La Presse*, 20 août 1992.

Toujours en 1992, le lieutenant-colonel Guy Marinier, *C.D.*, qui avait commandé le régiment dans les années 1970 et lieutenant-colonel honoraire depuis 1988, accéda à la fonction de colonel honoraire. Pour l'assister, Jean Fortier, qui avait débuté sa carrière militaire avec le *Corps école des officiers canadiens*, en 1942, puis avait été attaché au *Régiment de Châteauguay*, avant de passer à l'armée active, servir à Terre-Neuve puis en Angleterre avant d'être démobilisé en 1946, fut promu lieutenant-colonel honoraire du régiment. Le lieutenant-colonel Fortier devait décéder le 19 avril 1998, à l'âge de 82 ans.<sup>466</sup>[34]

L'année 1992 marquant également le 125<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération, le gouvernement canadien fit graver une médaille spéciale commémorant l'événement qui fut décernée à des Canadiens méritants. Parmi ceux-ci, on note deux anciens commandants du régiment, les lieutenants-colonels Guy Marinier et Pat Desgroseillers ainsi que deux ex-officiers, Maurice Gravel et Roger Monast.

En Yougoslavie, suite à la mort du maréchal Tito, en 1993, les querelles nationalistes et religieuses opposant Serbes, Bosniaques et Croates dégénèrent en guerre civile et provoquèrent l'éclatement de la Yougoslavie. Encore une fois, les Casques bleus furent déployés pour tâcher de maintenir la trêve entre les armées des diverses ethnies.

L'armée canadienne ayant fait appel à ses réservistes pour combler les rangs de ses Casques bleus, une trentaine de membres des Fusiliers participèrent, en renfort individuel, à une des quatre rotations de troupes canadiennes en Croatie sur la ligne de séparation entre les forces croates et les forces serbes bosniaques et en Bosnie, sur la ligne de séparation entre les forces bosniaques musulmanes et les forces bosniaques serbes. Un membre des Fusiliers fut même volontaire à trois reprises.

Les tâches des différents membres des F.M.R. déployés à ces endroits furent variées, allant de fantassin dans un poste d'observation, à chauffeur de commandant de compagnie, de commandant de peloton, à Srebrenica, à officier de liaison auprès de l'armée bosniaque et de fantassin sur la ligne de séparation, tenu en otage par les forces serbes lors des frappes aériennes de l'*O.T.A.N.* à membre de la compagnie de soutien. Un autre, le caporal F. Diaz, fut responsable des équipements de bien-être sur la côte adriatique.<sup>467</sup>[35]

Un Fusilier, le caporal Benjamin Guillemain fut détenu en otage par des miliciens serbes, en avril 1994, alors qu'il servait en Bosnie avec les Casques bleus. Guillemain, qui auparavant avait déjà servi à Chypre, en était à sa deuxième mission en Bosnie lorsqu'il fut capturé avec quinze de ses camarades, plongeant sa famille dans l'angoisse. Personne n'osait espérer que les 16 Canadiens seraient relâchés rapidement, même pas eux. Lorsque sa mère apprit la nouvelle, elle a eu une réaction normale de crainte pour la vie de son fils mais des membres des Fusiliers se sont empressés de la rassurer et, heureusement, tous les détenus furent libérés, sains et saufs, au bout de quatre jours.

Le conseil municipal de la ville de Mont-Royal, où résidait la famille Guillemain, lui rendit hommage en adoptant la résolution suivante : « Au nom des résidents de la ville de Mont-Royal, le conseil municipal exprime à la famille Guillemain son soulagement face à la libération de son

---

<sup>466</sup>[34] D'ORSONNENS Capitaine Paul, *Historique abrégé...*, op. cit.

<sup>467</sup>[35] *La Grenade*, juillet 1993.

fils Benjamin en témoignage de la fierté de la communauté à l'égard des loyaux services que Benjamin rend à son pays ».468[36]

Pour sa part, en Croatie en 1995, le sergent S. Bouchard se fit confier le commandement d'une section d'infanterie composée tant de soldats réguliers que de réservistes. Cette section avait la responsabilité de postes de contrôle entre les belligérants serbes et croates et devait effectuer des patrouilles en véhicule blindé dans la zone de séparation. Bouchard et ses hommes furent constamment victimes d'intimidation de la part des belligérants serbes et croates qui pointaient régulièrement des armes antichars ou des armes personnelles contre eux. Puis, transféré plus tard à un poste d'observation surplombant la piste aérienne de Zadar, où ils devaient surveiller et rapporter les violations au cessez-le-feu, en plus de patrouiller en véhicule blindé d'infanterie pour rechercher les caches d'armes, Bouchard et ses hommes eurent la difficile tâche de devoir imposer leur présence et maintenir de bonnes relations avec les autorités locales, tout en demeurant impartiaux lors des négociations sur le terrain.

Enfin, un peu plus tard, lorsque les forces croates lancèrent l'assaut contre le territoire serbe de la Krakina, la section du sergent Bouchard fut témoin de combats lorsqu'un peloton d'infanterie croate prit d'assaut un village serbe et que des roquettes et des pièces d'artillerie croates s'abattirent à proximité de leur poste d'observation.

Par ailleurs, en Bosnie, à l'enclave musulmane de Srebrenica, déclarée par l'*O.N.U.* zone protégée, un autre membre des Fusiliers Mont-Royal eut la responsabilité d'un secteur de la zone de séparation. Le lieutenant Luc Saint-Jean commandait 37 hommes et un secteur comprenant trois postes d'observation isolés les uns des autres sur les monts entourant la vallée, ayant pour mission de rapporter tous mouvements de troupes ou de tirs par les forces belligérantes. Saint-Jean se fit tirer dessus lors de ses tournées des postes, malgré le casque bleu qu'il portait et le fait qu'il voyageait en véhicule blanc, l'identifiant clairement comme membre de la *FORPRONU*.

Saint-Jean, qui avait étudié les relations internationales à l'Université du Québec, vécut sous la tente avec ses hommes ou dans des maisons abandonnées pendant trois mois et connurent des moments difficiles à cause de l'isolement et du ravitaillement incertain en vivres et une livraison du courrier plus qu'irrégulière, ce qui eut pour effet de miner le moral des troupes. Malgré tout, le petit contingent réussit à accomplir sa mission jusqu'à la fin. Lors de son séjour en Bosnie, il avait déclaré qu'il considérait que, de partir ainsi en mission en ex-Yougoslavie, lui permettrait de « mieux comprendre ce que j'ai appris à l'université. » Mais il avait également ajouté que cela ne constituait pas sa seule motivation. C'est excitant de réaliser qu'en participant à de telles missions, tu fais partie d'une page d'histoire qui s'écrit.

Au début du 21<sup>e</sup> siècle, Saint-Jean, maintenant capitaine, fit partie du contingent canadien en Afghanistan, avant d'être promu major et affecté au quartier général du secteur du Québec des Forces terrestres à la base de Longue-Pointe, au niveau du *CIMC* (coopération civile-militaire). Quelques mois plus tard, il partait en mission en Afghanistan pour la deuxième fois.469[37]

Par ailleurs, sur les monts entourant la vallée de Srebrenica, cinq membres des Fusiliers Mont-Royal se retrouvèrent ensemble dans la même section d'infanterie, ce qui leur valut d'ailleurs d'être baptisés *la section F.M.R.* Ces cinq hommes devaient particulièrement s'illustrer

---

468[36] *The TMR Weekly Post*, 23 juin 1944.

469[37] *The Hamilton Spectator*, 28 janvier 1993.

lorsqu'une patrouille canadienne se fit embusquer par un tir de grenade à un moment où la noirceur, à l'aube, empêchait les postes d'observation de se rendre compte de la situation précaire de ces hommes.

Le commandant de la patrouille eut alors l'idée d'utiliser des tirs d'obus éclairants de mortier pour signaler sa position, mais encore lui fallait-il trouver des servants de mortier disponibles et compétents au sein de sa compagnie. C'est alors que les membres de la *section F.M.R.* se portèrent volontaires. Tous étaient depuis longtemps habitués à se servir d'un mortier 82 mm en arme d'appui. Dans un temps record, et à la surprise de tous leurs camarades, les caporaux P. Brunette et E. Gravel, aidés des trois autres membres des Fusiliers, fixèrent la plaque de base du mortier, mirent le tube en position, réglèrent la mire et purent ainsi indiquer leur position aux postes d'observation avec leurs bombes éclairantes. C'était la première fois depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, près d'un demi-siècle auparavant, que des membres des F.M.R. utilisaient un mortier sur un théâtre opérationnel.<sup>470</sup>[38]

Suite à leur participation à ces missions de paix en territoire dangereux, pas moins de dix membres des F.M.R., parmi les plus qualifiés, décidèrent de faire carrière dans l'armée et quittèrent notre régiment de réserve pour s'enrôler dans la force régulière.

### **Pendant ce temps, au régiment...**

Entre-temps, un des meilleurs tireurs d'élite du Canada et un des sergents-majors les plus en demande du Québec, l'adjudant-chef John Cozak, *M.M.M., C.D.*, était nommé, en 1990, sergent-major régimentaire des Fusiliers Mont-Royal pour la première fois. Avant d'arriver aux Fusiliers Mont-Royal, Cozak avait servi comme sergent-major du *Royal Montreal Regiment*, de 1981 à 1983, et du Centre d'instruction de la milice à Valcartier, de 1986 à 1990. Cozak devait revenir aux Fusiliers dans les mêmes fonctions de 1996 à 1998 pour se voir ensuite nommer sergent-major régimentaire du *2<sup>e</sup> Régiment d'artillerie du Canada*, puis du *34<sup>e</sup> Groupe de brigade*.

L'adjudant-chef Cozak s'est aussi distingué comme instructeur de tir avec l'équipe canadienne de la *CIOR* participant aux compétitions internationales de pentathlon militaire. L'équipe canadienne de la *CIOR* était commandée, de 1993 à 2000, par un autre Fusilier, le lieutenant-colonel Pierre Charrette. Cozak, qui s'est classé deuxième à sept reprises comme tireur d'élite de la Force de réserve dans le cadre du championnat de la Médaille de la Reine, fut le premier réserviste à être choisi sur l'équipe canadienne participant aux compétitions de tir de l'*O.T.A.N.*, à Bisley, en Angleterre. En mai 2002, il devait se voir octroyer le titre de membre de l'*Ordre du Mérite militaire (O.M.M.)* par la gouverneure générale du Canada, Adrienne Clarkson.<sup>471</sup>[39]

Pour sa part, le lieutenant-colonel Louis Farley, *C.D.*, prit, en avril 1993, la tête du régiment auquel il s'était joint en juillet 1970, comme simple soldat. Promu sergent en 1972, Farley était devenu officier en 1975. Capitaine en 1979, il était major depuis 1983. Cette année-là, d'ailleurs, en Allemagne, Farley était devenu, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le premier officier de milice à commander une compagnie de réservistes attachée à la force régulière outre-mer et au *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*.

---

<sup>470</sup>[38] D'ORSONNENS Capitaine Paul, *Historique abrégé...*, op. cit.

<sup>471</sup>[39] Site Internet de la Gouverneure générale.

Farley, qui fut notamment président de l'*Institut Interarmées de Montréal*, accueillit le commandant du secteur du Québec de la Force terrestre, le brigadier général Armand Roy, venu présider le souper régimentaire des officiers, quelques mois plus tard. En novembre de la même année, l'*Association des anciens sergents des Fusiliers Mont-Royal*, alors présidée par l'adjudant-chef Guy Mainville, célébrait, lors d'un dîner placée sous la présidence du lieutenant-colonel Sarto Marchand, son 60<sup>e</sup> anniversaire.<sup>472</sup>[40]

En août 1994, plus de cinquante ans après le raid sanglant du 19 août 1942, à Dieppe, le gouvernement canadien se décida enfin à remettre à ceux qui y avaient pris part une décoration : une barrette d'argent, sur laquelle est sculpté le mot *Dieppe* en relief, avec une ancre, un aigle et une mitrailleuse Thompson au-dessus. Une centaine de vétérans du raid, dont le principal responsable de l'*Association des vétérans de Dieppe* au Québec, l'ancien sergent-major Georges Giguère, s'étaient rendus à Ottawa pour recevoir la décoration des mains du secrétaire d'État aux Anciens combattants, Lawrence MacAulay.<sup>473</sup>[41]

Entre-temps, lors de la saison 1994-1995, le régiment célébra, à Montréal, son 125<sup>e</sup> anniversaire. Plus de 400 vétérans, anciens et membres actuels du régiment, se réunirent pour un mémorable dîner régimentaire, placé sous la présidence du colonel honoraire Roger D. Landry, *O.C.*, et du lieutenant-colonel honoraire G. Marinier, *St J., C.D.* Dans le cadre d'événements reliés à cet anniversaire, le régiment avait organisé un bal, présidé par le chef d'état-major de la Défense, le général John de Chastelain. Quelque 250 convives ont assisté à cet événement médiatique, où l'on a vu défiler quantité de personnalités publiques et politiques de la région de Montréal. Le régiment a profité de ces célébrations pour accroître son rayonnement au sein de l'armée canadienne et aussi, pour ne pas dire surtout, auprès de la communauté civile de Montréal et de ses environs.

Le 8 avril 1995, on assista à du jamais vu dans la région montréalaise : un concert regroupant plus de 200 musiciens et choristes, tant civils que militaires, s'exécutant simultanément sur scène, à l'église du Précieux-Sang de Repentigny. La direction musicale de cet événement avait été confiée au chef de la musique des Fusiliers Mont-Royal et du *Régiment de Maisonneuve*, le capitaine Richard Émond.

Puis, en avril 1996, le lieutenant-colonel Marc Rousseau, *C.D.*, prenait le commandement du régiment. Il s'était enrôlé aux Fusiliers en 1981, comme simple soldat, mais avait été promu officier l'année suivante. Il s'était particulièrement illustré lors du cours pour devenir commandant de compagnie, terminant premier candidat fantassin. Avant d'assumer son commandement, il avait occupé tous les postes inhérents à ses différents grades et notamment la fonction de commandant adjoint.

Dans la vie civile, Marc Rousseau fut notamment haut fonctionnaire à la *Banque de développement du Canada* et candidat conservateur dans le comté d'Outremont aux élections fédérales de 2004. Quelques mois plus tard, le lieutenant-colonel Rousseau accueillait au régiment le ministre de la Défense, Doug Young, venu présider le dîner régimentaire des officiers.<sup>474</sup>[42]

---

<sup>472</sup>[40] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

<sup>473</sup>[41] *La Presse*, 20 août 1994.

<sup>474</sup>[42] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal

En 1996 et en 1997, une douzaine de membres des Fusiliers Mont-Royal furent appelés à collaborer, notamment en tant que linguistes créoles dont les Forces armées canadiennes avaient besoin, à une mission de paix en Haïti. Ces Fusiliers servirent de soutien à l'information, sous les ordres du commandant du contingent.

Travaillant en équipes autonomes dans des secteurs éloignés du pays, avec un chauffeur et un chef de détachement, les linguistes des F.M.R. avaient la responsabilité d'établir la liaison avec la population locale et de patrouiller dans ces zones écartées dans le but d'y combattre la propagande et l'incompréhension sur le rôle de l'intervention de l'O.N.U. en Haïti. Armés seulement d'un pistolet 9 mm, ils avaient pour tâche de communiquer directement avec les gens ou d'utiliser un mégaphone pour parlementer avec les foules afin d'informer ou de calmer les gens qui s'attroupaient autour de leur véhicule dans les villages qu'ils visitaient.

Souvent, ils eurent à intervenir lors de situations difficiles ou délicates. C'est ainsi que lors de la fermeture d'un camp militaire de l'O.N.U., à Gonaïve, une des jeunes femmes qui se sont jointes au régiment après les années 1970, la caporale K. Delva, a calmé et contrôlé à elle seule, debout sur le capot de son véhicule, une foule de plusieurs centaines de personnes venues dépouiller le camp.

En une autre occasion, lors du naufrage d'un bateau passeur avec trois cents passagers à bord, les équipes de linguistes durent contrôler les foules pour permettre aux autres membres du contingent de repêcher les corps. Puis, les caporaux T. Lebrun et J. Tanis et les autres membres des F.M.R. présents sur les lieux assistèrent les familles à identifier les cadavres et assistèrent la nouvelle police nationale haïtienne dans son travail. Enfin, d'autres Fusiliers, dont le caporal-chef D. Seize, participèrent à la même mission en tant que membres du personnel administratif pour les compagnies d'infanterie.<sup>475</sup>[43]

L'adjudant François Gagnon, qui, quant à lui, avait servi pas moins de 44 mois comme *casque bleu*, écrivait en 1997 qu'il était bien placé pour savoir comment il était difficile pour les hommes et femmes des contingents des gardiens de la paix de servir à l'étranger, loin des leurs.<sup>476</sup>[44]

Mais il n'y a pas que comme gardiens de la paix que des membres ou ex-membres des Fusiliers Mont-Royal se sont fait connaître à l'étranger. C'est ainsi qu'au printemps de 1998, une ancienne membre du régiment, France Langlois, répartitrice au centre d'urgence de la *Sûreté du Québec* dans le civil, s'est, avec une coéquipière, attaquée au désert du Sahara à bord d'un véhicule à quatre roues motrices, dans le cadre du *Trophée Aïcha des Gazelles*. Il s'agissait pour les deux femmes de parcourir 2 500 kilomètres dans le sable du désert marocain, à partir de Meknès. France Langlois avait déclaré, quelque temps avant son départ, que son stage dans les Forces armées canadiennes au sein des Fusiliers Mont-Royal lui était fort utile pour cette traversée du désert. « Membre de la réserve, j'ai été initiée à la cartographie, la conduite de véhicules lourds et au secourisme », avait-elle spécifié.<sup>477</sup>[45]

---

<sup>475</sup>[43] D'ORSONNENS Capitaine Paul, *Historique abrégé...*, op. cit.

<sup>476</sup>[44] GAGNON adjudant François, *Peacekeeper's Home Page*, décembre 1997.

<sup>477</sup>[45] *La Presse*, 10 novembre 1997.

À la même époque, le lieutenant-colonel Fernand Mousseau, *C.D.*, devenait le nouveau colonel honoraire du régiment, tandis qu'un civil, Michel Vennat, *O.C.*, était nommé lieutenant-colonel honoraire. Étudiant à l'Université d'Ottawa, Fernand Mousseau, originaire de Hull (maintenant Gatineau), avait débuté sa carrière militaire en 1940, au sein du *Corps école des officiers canadiens* de cette institution. Promu lieutenant à Brockville, il fut attaché au camp d'entraînement des futurs cadets officiers, à Saint-Jérôme, puis, à l'automne de 1942, il fut l'un des officiers désignés pour participer à la reconstruction des Fusiliers Mont-Royal, au lendemain du raid contre Dieppe.

D'abord commandant de peloton, avec le grade de lieutenant, il fut successivement promu capitaine puis major, lors de l'arrivée du régiment en France, en juillet 1944. Blessé lors de l'attaque contre Beauvoir-Trotteval, il fut fait prisonnier à Caen et transporté par les Allemands à l'*Hôpital de la Pitié*, à Paris. De là, avec l'aide du réseau des infirmières, il s'échappa et rejoignit les *Forces Françaises de l'Intérieur*, où il prit charge d'un groupe opérant au cœur même de Paris. Son quartier général était situé à l'intérieur même de la Préfecture de police. C'est ainsi qu'il participa à plusieurs opérations contre l'ennemi, avec mission de désorganiser les routes d'accès à Paris, ce qui lui valut d'être décoré de la *Croix de Guerre avec Étoile d'argent* par le gouvernement français.

Une fois Paris libérée, Mousseau retourna en Angleterre puis, de là, rejoignit les Fusiliers Mont-Royal aux frontières de la Belgique et de la Hollande. Commandant de compagnie, c'est lui qui commanda le contingent des F.M.R. qui firent partie du bataillon canadien qui occupa Berlin pendant quelques mois, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il devait revenir au pays en octobre 1945, en tant que commandant en second des F.M.R.

La guerre terminée, Mousseau devint gérant-général d'une firme de construction, tout en poursuivant ses études universitaires, interrompues par la guerre jusqu'à l'obtention du titre de comptable agréé. Parallèlement, il rejoignit la milice et fut nommé commandant du *Régiment de Hull* avec le grade de lieutenant-colonel. Dans la vie civile, le colonel Mousseau fut tour à tour directeur général de la *Commission scolaire régionale de l'Outaouais*; sous-ministre adjoint du *ministère de la Fonction publique du Québec*; directeur général des politiques et de la planification des ressources à *Transport Canada*, président de la *Chambre de commerce de Hull*, président du *Centre hospitalier régional de l'Outaouais*, en plus d'être commandeur de l'*Ordre militaire et hospitalier de St-Lazare de Jérusalem*.

Lorsque Mousseau termina son mandat de trois ans, Gervais Gauthier, qui commandait alors le régiment, déclara qu'il ne serait pas facile de remplacer un personnage presque mythique et que ces trois années comme colonel honoraire du régiment avaient permises au colonel Mousseau de terminer une présence vieille de près d'un demi-siècle au service du régiment, Mousseau ne devait toutefois pas accrocher son béret tout de suite puisqu'il fut, durant les deux années suivantes, président du Club des officiers du régiment. À l'automne de 2006, le colonel Mousseau devait se voir octroyer la *Légion d'Honneur* à titre de chevalier par le gouvernement français, qui voulait ainsi récompenser des vétérans de chaque régiment ayant participé à la libération de la France, soixante ans plus tôt.<sup>478[46]</sup>

Le sergent-major Herminin-Jules Dussault, qui en août 1942 avait participé au raid de Dieppe à titre de sergent-major de compagnie, puis avait dû endurer la captivité dans un camp de

---

<sup>478[46]</sup> Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

concentration allemand jusqu'en 1945, se vit accorder le même honneur. Dussault, après la Deuxième Guerre mondiale, s'était réenrôlé dans le *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*, avec lequel il avait participé non seulement à la guerre de Corée mais également à la première opération de paix des Casques bleus à Chypre.<sup>479</sup>[47]

Quant au lieutenant-colonel honoraire Michel Vennat, bien que n'ayant pas d'antécédents militaires personnels, son père, le lieutenant André Vennat, officier des Fusiliers Mont-Royal, s'était fait tuer lors du raid de Dieppe du 19 août 1942. Son grand-père paternel avait fait la Première Guerre mondiale comme officier de l'armée française et en était revenu avec la *Croix de Guerre* et la *Légion d'Honneur*. Un de ses oncles, frère aîné de son père, titulaire de la *Médaille militaire* du gouvernement français, est lui aussi tombé au champ d'honneur en 1917, lors de la Première Guerre mondiale.

Michel Vennat a notamment été haut fonctionnaire fédéral aux ministères des Affaires étrangères et des Finances ainsi qu'au bureau du premier ministre. Par la suite, il fut notamment, président de *Téléfilm Canada*, de la *Banque fédérale de Développement*, du *Conseil de l'unité canadienne*, avocat et partenaire senior du cabinet juridique *Stikeman Elliott*, président de la compagnie de produits de plomberie *Westburne*, *Conseiller de la Reine (C.R.)* et officier de l'*Ordre du Canada*.<sup>480</sup>[48]

L'année 1997 avait à peine débuté que le régiment perdait un de ses héros légendaires, le brigadier général Dollard Ménard, le 14 janvier, quelques semaines avant son 84<sup>e</sup> anniversaire de naissance. Lors d'une messe d'adieu, célébrée sur le plancher même du manège de l'avenue des Pins par le major Jacques Guilbault, aumônier militaire, en présence du vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, Roland Gravel n'avait pas hésité à dire que « tous les membres du régiment l'auraient suivi au bout du monde », pendant que le major Guilbault ajoutait que Ménard « fait partie des légendes de notre histoire. Et les légendes ne meurent pas. »<sup>481</sup>[49]

Quelques mois plus tard, les autorités de Dieppe et *Anciens combattants Canada* commémoraient, en sol français, le 55<sup>e</sup> anniversaire du raid sanglant au cours duquel Ménard avait commandé les Fusiliers Mont-Royal.

À cette occasion, Arthur Fraser, qui présidait l'*Association des vétérans du Québec du raid du 19 août 1942 sur Dieppe*, délégué officiel pour représenter les Fusiliers là-bas, en compagnie des soldats Geoffrion, et Paradis, de l'adjudant Antonio Brisebois et du capitaine Conrad Camaraine, racontait comment, avec cinq de ses copains, il s'était enrôlé, à 17 ans, dès septembre 1939, au sein des Fusiliers. Tous les six participèrent au raid de Dieppe et trois, le caporal Lefty Lebel ainsi que les soldats Roland Bilodeau et Henri Rousseau, devaient y trouver la mort. Les trois autres, dont Fraser, y furent faits prisonniers, furent enchaînés pendant quelques mois et durent attendre trois ans leur libération des geôles allemandes. Fraser devait confier qu'à chaque soir ou presque, il revoyait ses camarades en rêve. « Jamais je ne pourrai les oublier. J'en suis encore traumatisé ». <sup>482</sup>[50]

---

<sup>479</sup>[47] *Le CAMO*, novembre 2006.

<sup>480</sup>[48] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

<sup>481</sup>[49] *La Presse*, 18 janvier 1997.

<sup>482</sup>[50] *La Presse*, 11 août 1997.

## Compressions budgétaires et leurs conséquences

En juillet 1995, on écrivait dans le *Bulletin d'information du Club des officiers*, qu'« il appert que le gouvernement voudrait réduire l'effectif (de la milice) de 30 000 à 23 000 (hommes) », ce qui impliquerait probablement la réorganisation de certaines unités. Il n'en fallait pas plus, bien sûr, pour provoquer toutes sortes de rumeurs et d'inquiétudes au sein du régiment.<sup>483[51]</sup>

C'est ainsi qu'à l'automne de 1997, diverses rumeurs circulèrent menaçant l'existence du régiment sans que l'association régimentaire, propriétaire du manège et garante du patrimoine régimentaire en ait été avisée. Le président de l'Association convoqua les anciens commandants et, à la fin de novembre, faisait connaître ses appréhensions au commandant du secteur du Québec de la Force terrestre. Dans sa lettre, le président, Étienne LaRoche, évoquait trois scénarios qui avaient été mis de l'avant par certains membres de l'état-major du secteur :

- a) Regroupement des Fusiliers Mont-Royal avec le *Régiment de Maisonneuve* dans l'édifice du *Régiment de Maisonneuve*, rue Cathcart à Montréal;
- b) Regroupement des deux mêmes unités au manège des Fusiliers Mont-Royal, avenue des Pins;
- c) Déménagement de ces deux unités dans un éventuel supermanège à Longue-Pointe.

L'Association comprenait bien le contexte budgétaire et les choix politiques en découlant dans lequel devaient évoluer les Forces armées canadiennes, leur imposant un cadre de fonctionnement forcément difficile et restrictif. Elle partageait donc pleinement les objectifs de rationalisation et d'efficacité que devaient poursuivre les dirigeants des Forces armées. Elle comprenait également que dans un tel contexte, vu la raréfaction des ressources, malgré l'accroissement des besoins, il était plus nécessaire que jamais d'être imaginatif, ouvert, et de repenser les méthodes de fonctionnement traditionnelles pour voir ce qui peut se faire aussi efficacement et à moindre coût. Mais, faisait-on valoir, les scénarios choisis ne permettraient pas, selon elle d'atteindre ce but.

Deux des trois scénarios impliquant l'abandon du manège actuel des Fusiliers Mont-Royal, LaRoche rappelait qu'il était évident, vu les obligations légales incombant au gouvernement du Canada en vertu du contrat de 1911, et les droits dévolus à l'*Association des Fusiliers Mont-Royal* que l'édifice ne pourrait être fermé et laissé à l'abandon. Le gouvernement du Canada devrait donc, de toute façon, l'entretenir et le maintenir dans son état d'origine tant que le contrat qui le lie à l'Association serait en vigueur.

En conséquence, rappelait-il, il n'y aurait donc aucune économie réalisable pour le gouvernement à déménager les Fusiliers Mont-Royal. Au contraire, le déménagement du régiment serait la plus coûteuse des solutions possibles, car il faudrait non seulement continuer d'entretenir et maintenir le manège actuel, mais, de plus, il faudrait payer pour l'espace et les coûts additionnels qu'entraînerait la résidence du régiment dans un nouvel édifice (coûts de déménagement, coûts d'entretien de l'édifice actuel, plus coûts importants de construction et d'entretien d'un nouvel édifice).

Quant à la décision éventuelle de déménager une autre unité au sein du manège actuel des Fusiliers Mont-Royal, l'Association considérait qu'elle comportait aussi d'autres aspects qu'il

---

<sup>483[51]</sup> *Bulletin d'information du Club des officiers des Fusiliers Mont-Royal*, juillet 1995.

faut étudier, au-delà de la décision purement militaire, puisque cela aurait aussi un impact sur le patrimoine et les droits de l'Association. Le manège serait ainsi utilisé pour d'autres fins que celles prévues au contrat de 1911, et d'une façon plus importante que celles envisagées par les parties au contrat actuel. Enfin, plusieurs locaux de l'édifice seraient clairement dédiés au patrimoine des Fusiliers Mont-Royal et il serait très difficile, particulièrement pour une unité qui a une histoire chargée comme le *Régiment de Maisonneuve*, de déménager au manège des Fusiliers Mont-Royal sans s'y sentir autrement que comme une unité invitée.

Enfin, en ce qui concernait l'aspect purement économique, toutes les données dont l'Association disposait étaient à l'effet que le manège des Fusiliers Mont-Royal n'était pas celui qui coûtait le plus cher, loin de là. Au contraire, les constructions neuves et plus récentes seraient plus dispendieuses. D'où l'étonnement de l'Association devant ce projet de vouloir relocaliser les Fusiliers Mont-Royal dans un édifice neuf. Quant aux pronostics des coûts futurs, l'Association voulait connaître selon quelles éventualités, ils avaient été déterminés, trouvant surprenants les coûts futurs imputés au manège actuel.

En conclusion, l'Association croyait qu'avant de faire des changements de la nature de ceux envisagés, il fallait bien en considérer tous les aspects, à commencer par les implications économiques, légales, sociales, historiques et régimentaires. Le déplacement d'une unité comme les Fusiliers Mont-Royal, ou son regroupement avec une autre, dépasserait le cadre purement militaire.<sup>484</sup>[52]

Moins d'un mois plus tard, le commandant du secteur, le brigadier général Forand, répondit que « pour le moment », aucun projet de déménagement des Fusiliers Mont-Royal ailleurs n'avait été décidé, pas plus qu'il n'avait été décidé de transférer une autre unité au manège de l'avenue des Pins. Toutefois, il admit qu'une étude avait été faite afin de faire face aux coupures budgétaires qui affectaient les régiments de milice du Québec mais, selon lui, les résultats de cette étude ne mentionnaient nullement notre régiment ou son manège.<sup>485</sup>[53]

Ces inquiétudes étaient toutefois tout à fait normales quand l'on considère l'impact que les réductions budgétaires ont eu sur les unités de milice. En 1995, par exemple, on écrivait dans le *Bulletin d'information du Club des officiers* que les activités du régiment étaient au *slow march* par suite d'un manque de fonds pour la solde des Fusiliers. Les exercices de fin de semaine avaient priorité sur l'entraînement au manège. Il était quand même admirable de voir bon nombre d'officiers, sous-officiers et de Fusiliers qui se rendaient quand même à la caserne, le mardi soir, pour accomplir des tâches ou pratiquer des sports, même s'il n'y a pas de pognon au bout. Quelques mois plus tard, le commandant confirmait que les budgets d'opérations avaient été réduits et qu'il serait difficile de continuer à s'entraîner après les Fêtes.<sup>486</sup>[54]

En 1997, l'entraînement s'était terminé en mai, faute de fonds pour rémunérer nos miliciens. En plus, le commandant faisait savoir qu'à cause des restrictions budgétaires, il n'y aurait pas de concentration d'été pour la milice.<sup>487</sup>[55]

---

<sup>484</sup>[52] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

<sup>485</sup>[53] *Bulletin d'information du Club des officiers...*, op. cit., avril 1998.

<sup>486</sup>[54] *Bulletin d'information du Club des officiers...*, op. cit., avril et décembre 1995.

<sup>487</sup>[55] *Bulletin d'information du Club des officiers...*, op. cit., juillet 1997.

## Les plaques du cimetière de l'île Sainte-Hélène

Par ailleurs, à compter du 19 août 1996, et à chaque année depuis, une messe a lieu à l'église *Saint-Louis-de-France*, tout près du manège de l'avenue des Pins, à la mémoire de tous les Fusiliers morts au champ d'honneur depuis la création du régiment, en 1869. Cette date, bien sûr, a été choisie pour commémorer le raid sanglant de Dieppe d'août 1942, mais on a étendu le souvenir à tous nos morts au combat ainsi qu'à la mémoire, dans le fond, de tous ceux qui ont servi au régiment au cours des années passées et qui ne sont plus de ce monde. Anciens et membres actuels du régiment y sont les bienvenus et nombreux ceux qui y assistent, même si cela arrive en pleine période estivale.488[56]

Toujours en 1996, l'adjudant-chef C. L. Charbonneau céda son titre de sergent-major régimentaire à l'adjudant-chef John Cosack, qui effectuait un retour au sein de notre régiment. L'adjudant-chef Charbonneau avait gravi tous les rangs de la structure des sous-officiers et rendit des services très appréciés au régiment.

À la même époque, le brigadier général Richard Genin, ancien commandant du régiment et président du *Fonds du Souvenir*, et le conseiller municipal Robert Côté, membre du Club des officiers des F.M.R., accompagnés de quelques dignitaires et d'anciens combattants, ont procédé à une nouvelle dédicace du monument commémoratif du petit cimetière militaire de l'île Sainte-Hélène, à proximité du *restaurant Hélène-de-Champlain*. Depuis sa création, en 1909, le *Fonds du Souvenir* et ses membres se sont donnés pour mission d'inhumer dignement les anciens combattants dans le besoin, de préférence avec leurs compagnons d'armes.489[57]

Cette cérémonie faisait suite à une histoire quasi invraisemblable. Il y avait belle lurette que 57 sous-officiers et soldats britanniques, ayant servi au 19<sup>e</sup> siècle dans l'île Sainte-Hélène, étaient enterrés dans un petit cimetière de l'île. Ces militaires y avaient succombé à la maladie, à des accidents ou à la noyade et dans quelques cas, on avait enterré divers membres de leurs familles à leurs côtés. Les noms de ces militaires et leurs familles étaient inscrits sur des plaques de bronze accompagnant les tombes.

Dans les années 1930, sous la pression du *Fonds du Souvenir* et d'autres associations d'anciens combattants, la ville de Montréal procéda à des travaux majeurs de réfection et d'aménagement du petit cimetière, dont l'aspect était devenu lamentable et y ajouta un monument commémoratif, sur lequel on vissa les plaques de bronze portant les noms des disparus. Malheureusement, des vandales s'emparèrent des plaques au début des années 1990 et le cimetière sombra une fois de plus dans l'abandon. Le *Fonds du Souvenir*, dont Genin était alors président national, attacha encore une fois le grelot et décida d'alerter l'opinion publique en utilisant les journaux pour tâcher de retrouver les dites plaques.

Cet appel porta fruit et, en 1995, Genin reçut un appel téléphonique lui disant de se rendre dans une résidence de Saint-Bruno, sur la rive sud de Montréal, où il trouverait les plaques qui avaient été récupérées dans une cour de ferraille. Genin s'y rendit, trouva les plaques de bronze que les voleurs ou un receleur avaient vendues au prix de la ferraille. Grâce à l'aide de la ville de Montréal, via son Service de la culture et de Robert Côté, ainsi que de la *Société des îles* et du

---

488[56] *Bulletin d'information du Club des officiers...*, op. cit., décembre 1996.

489[57] DURFLINGER Serge M., *Je me souviens : l'histoire du Fonds du Souvenir 1909-1999*, Le Fonds du Souvenir, 2000.

*Musée Stewart*, les plaques furent restaurées, ressoudées et le cimetière fut dédié à nouveau après une brève cérémonie militaire.490[58]

Quelques mois plus tard, lors de la crise du verglas de janvier 1998, le régiment fournit 11 officiers et 90 hommes de troupe en soutien aux sinistrés. À noter que plusieurs de ces hommes étaient eux-mêmes des sinistrés et privés d'électricité chez eux. Le régiment a notamment eu pour tâche d'assister la municipalité de Sainte-Barbe, en aidant les sinistrés locaux et en patrouillant la région, en tant qu'agents de la paix, pour prévenir le vol.

Au printemps de 1999, le régiment célébra son 130<sup>e</sup> anniversaire. Pour l'occasion, il renouvela avec la tradition d'un bal régimentaire, auquel assistèrent 260 convives, sous la présidence du ministre de la Défense nationale, Allan Eggleton. Puis, son mandat terminé, le lieutenant-colonel Marc Rousseau était remplacé, à la tête du régiment, par le lieutenant-colonel Gervais Gauthier.

Enrôlé tout d'abord dans les *Voltigeurs de Québec*, le 26 juin 1972, à l'âge de 17 ans, en tant que simple soldat, Gervais Gauthier, dès 1975, participa à une mission des *Nations-Unies* au Moyen-Orient au sein de l'*UNDORF*. Puis, en 1977, on le retrouve en Allemagne, en tant que participant au premier exercice hivernal visant au déploiement de la Force de défense du flanc nord de l'*O.T.A.N.* L'année suivante, il retourna encore une fois en Europe pour participer à des exercices printaniers avec le 1<sup>er</sup> bataillon du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*.

Diplômé en administration de l'Université Laval, il dut quitter les *Voltigeurs* en 1981, afin d'accepter un poste d'analyste et responsable des analyses économiques à *Bell Canada* à Montréal.

La pique de l'armée le reprit toutefois en 1990 et il compléta son cours d'officier et se joignit alors aux *Fusiliers Mont-Royal* comme lieutenant. Ses collègues rappellent qu'à l'été 1992, lors de l'exercice de brigade à Valcartier, Gauthier, alors capitaine et agissant en tant qu'officier des opérations au P.C. du bataillon Vanier que commandaient les F.M.R., déambulait avec une jambe dans le plâtre, suite à une fracture subie en pratiquant du soccer. Son plâtre, camouflé *kaki*, a fait fureur dans la forêt. Plus tard, il gravit rapidement les échelons pour devenir commandant adjoint, en tant que major, en 1996, puis commandant de l'unité avec le grade de lieutenant-colonel, en 1999, tout en conservant son poste à *Bell Canada* dans la vie civile.491[59]

L'arrivée du lieutenant-colonel Gauthier coïncida avec celle d'un nouveau sergent-major régimentaire en la personne de l'adjudant-chef Mario DelPinto. Celui-ci avait commencé très jeune sa carrière militaire se joignant, à l'âge de 12 ans aux cadets de l'armée et il s'était même mérité la médaille *Lord Strathcona* en reconnaissance de sa conduite exemplaire.

Puis, à 17 ans, plus précisément le 27 juin 1977, il se joignit à la Force de réserve au sein du *Royal Montreal Regiment*. D'avril à juin 1978, il participa aux activités de l'*O.T.A.N.* à Lahr en Allemagne, avec le 1<sup>er</sup> bataillon du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*. Promu caporal à son retour au Canada, qualifié mitrailleur, il fut de nouveau affecté à Lahr, avec le *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*. Il participa ainsi à des opérations de l'*OTAN* à Hoensfeld et à Volgelsang. Sélectionné pour les jeux

---

490[58] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

491[59] *La Presse*, 1<sup>er</sup> octobre 1997.

du 4<sup>e</sup> Groupe brigade mécanisé du Canada, il établit un record en athlétisme aux 400 mètres et obtint la médaille d'or.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1980, Mario DelPinto fut promu caporal chef et affecté une troisième fois en Allemagne. Promu sergent le 1<sup>er</sup> juillet 1983, il est promu adjudant-maître après avoir reçu le prix du « meilleur stagiaire » à Aldershot, en Nouvelle-Écosse. Sergent-major de compagnie des opérations au *Royal Montreal Regiment* de 1988 à 1994, il fut transféré aux *Fusiliers Mont-Royal* on lui confia d'abord le poste de sergent-major de la compagnie A avant de lui confier celui de sergent-major régimentaire et être promu adjudant-chef.492[60]

### **Mort au Champ d'honneur à 16 ans!**

La commémoration du 55<sup>e</sup> anniversaire de la campagne de Normandie, en juin 1999, permit au ministre des Anciens combattants du Canada, le contre-amiral Fred Mifflin, d'assister à Cintheaux, non loin de Caen, au dévoilement d'une plaque en l'honneur du plus jeune soldat allié mort durant la campagne de Normandie de l'été de 1944.

Nul n'étant prophète dans son pays, Gérard Doré est à peu près inconnu au Québec. Originaire du Saguenay, Doré, trichant sur son âge, avait réussi à s'enrôler deux ans plus tôt, âgé de 14 ans seulement, au sein des Fusiliers Mont-Royal.

Ce n'est que lorsqu'il fut tué au combat qu'on constata qu'il était mort à quelques jours avant son 17<sup>e</sup> anniversaire de naissance. Son frère, Jean, et sa belle-sœur, résidents de Grand-Mère, assistaient à la cérémonie, en compagnie notamment du colonel honoraire du régiment, Fernand Mousseau, autre héros de la campagne de Normandie. Tous les journaux de Normandie avaient fait leur manchette avec l'histoire de Doré.493[61]

Ainsi se terminait pour notre régiment, son épopée glorieuse tout au long du 20<sup>e</sup> siècle.

---

492[60] *Le Messenger de LaSalle*, 2 mai 2007.

493[61] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

## Chapitre XIX : Résolument tournés vers l'avenir : Les Fusiliers au 21<sup>e</sup> siècle

En ce 21<sup>e</sup> siècle, la mission des Fusiliers Mont-Royal consiste maintenant à former et à entraîner des réservistes de façon à maintenir en permanence une compagnie démontée d'infanterie composée de 100 hommes et femmes, disponible pour exécuter en tout temps des tâches d'appui aux opérations domestiques, ainsi que pour fournir des renforts individuels en se portant volontaires aux opérations internationales aux côtés des membres de la Force régulière.

Effectivement, au début de l'an 2000, plus de 80 membres des Fusiliers avaient jusque-là participé aux diverses missions internationales des Forces armées canadiennes, soit dans le cadre de missions de paix de l'*O.N.U.*, soit avec les forces de l'*O.T.A.N.* ou autres forces internationales, notamment en Allemagne et en France, dans les années 1970, en Égypte, en 1973 et à Chypre dans les années 1990; par la suite en Croatie et Bosnie-Herzégovine, au Golan et en Haïti, avec un peloton d'interprètes créolophones, responsable de la liaison avec la population locale.<sup>494</sup>[1]

Depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle, c'est surtout en Afghanistan que quelques Fusiliers sont appelés à servir. À l'automne de 2007 le major Luc Saint-Jean, les capitaines Philippe Zongia Mbali et Alain Cohen, l'adjudant Pierre Côté, le sergent Jonathan Auger ainsi que les caporaux Benoit Toillon, Simon Delorme-Chalifoux, Philippe Couture, Philippe Paquin-Bénard, Michèle Bouchard et Havner Paul se sont déployés à Kandahar, pour une période variant de sept à huit mois. Une bonne douzaine d'autres membres du régiment étaient à l'entraînement pour se préparer à être déployés en Afghanistan à leur tour au début de 2009.

La majorité des Fusiliers déployés en Afghanistan le furent en première ligne et ont été en contact avec les dangers inhérents à un conflit de ce genre. C'est ainsi que certains se sont trouvés à l'intérieur d'un véhicule détruit par une arme anti-char. Fort heureusement, tous les passagers du véhicule ainsi que le chauffeur s'en sont sortis indemnes. Un autre a pilé sur une mine durant une patrouille à pied. Celle-ci, miraculeusement, n'a pas sauté. Enfin d'autres sont tombés dans des embuscades ennemies mais fort heureusement, tous les Fusiliers déployés en Afghanistan en 2007-2008 sont revenus au Québec sains et saufs.

Au cours de l'année 2007-2008, pas moins de 45 Fusiliers, dont une dizaine d'officiers, soit approximativement le tiers des effectifs autorisés du régiment ont servi à plein temps au sein des Forces armées canadiennes.

Quelques mois plus tôt, en 2006, le major Simon Côté avait été dépêché en Bosnie-Herzégovine en 2006, afin de coordonner le travail de l'équipe d'aviseurs de l'*O.T.A.N.* en ce pays, à titre d'adjoint administratif du colonel en charge de l'équipe, un Espagnol.<sup>495</sup>[2]

---

<sup>494</sup>[1] *La Grenade*, été 2008.

<sup>495</sup>[2] *Le Camo*, novembre 2006.

## À siècle nouveau, nouveaux étendards

Le 21<sup>e</sup> siècle avait débuté dans le faste pour le régiment.

Le 26 mai 2001, sur le Champ de Mars, face à l'hôtel de ville de Montréal, la gouverneure générale du Canada, Adrienne Clarkson, présentait elle-même au régiment, alors commandé par le lieutenant-colonel Gervais Gauthier, ses nouveaux étendards.

Le changement et la consécration des drapeaux constituent un moment historique dans la vie d'un régiment. Ce sont des symboles manifestes de fierté, d'honneur, de loyauté au Canada ainsi que du courage et de l'esprit de sacrifice des membres du régiment, anciens et présents.

Comme il fallait s'y attendre, le régiment a tenu une cérémonie digne de sa réputation. Bien conscients de l'ampleur de l'événement et surtout de son importance, les membres des Fusiliers Mont-Royal ont tenu de nombreuses séances de répétition afin de parfaire l'événement.

L'adjudant-chef Mario DelPinto a redoublé d'efforts et a permis la présentation d'une cérémonie qui restera longtemps dans les mémoires de ceux qui y ont assisté. Soulignons aussi l'importance de l'aide fournie par le capitaine Léo Gallant, ancien adjudant-chef du cérémonial, qui a veillé à ce que chaque séance de la cérémonie soit conforme au cérémonial prévu.

L'arrivée de la gouverneure générale avait été saluée, comme il se doit, par l'exécution d'un feu de 21 coups de canon, placés en batterie près du quai de l'Horloge, dans le Port de Montréal et qui se firent entendre pour souligner à leur façon la pompe de l'événement.

Un film tiré de l'événement a servi par la suite et servait toujours de modèle, plus de cinq ans plus tard, pour les unités tant de l'armée régulière que de réserve, aspirant à de telles cérémonies.

Le vieux drapeau régimentaire de 1961, une fois retiré, a été remis au conservateur du musée régimentaire, le lieutenant-colonel Gilles Bissonnette, alors que l'ancien drapeau royal, qui, incidemment, était le premier qui avait été accordé à un régiment de réserve, a été remis au commandant du régiment en 1969, le brigadier général Richard Genin, en hommage à ses efforts passés.

Au cours de la cérémonie, la gouverneure générale Clarkson prononça une allocution dans laquelle elle déclara notamment aux hommes rassemblés : « Vous accomplissez vos devoirs militaires tout en conservant un équilibre avec votre vie civile, des emplois à plein temps, des études et votre vie familiale. Je suis d'autant plus touchée aujourd'hui de partager ces moments extrêmement importants avec vous et de présenter aux Fusiliers Mont-Royal les nouveaux drapeaux qui leur ont été consacrés. Vos nouveaux étendards symbolisent la tradition du régiment de servir le Canada de la façon la plus distinguée qui soit. »<sup>496[3]</sup>

Selon la tradition militaire, un régiment doit changer ses couleurs (drapeaux régimentaires), tous les vingt-cinq ans, afin de les garder intacts. La dernière cérémonie de remise des drapeaux remontait au 28 septembre 1969.

---

496[3] CLARKSON Adrienne, Discours à l'occasion de la présentation des nouveaux étendards aux Fusiliers Mont-Royal, 27 mai 2001. Site Internet du *Gouverneur général du Canada*.

## Commémoration du raid de Dieppe et de la libération de la Hollande

Le raid sanglant du 19 août 1942 à Dieppe ainsi que la libération de la Hollande en mai 1945 demeurent des fleurons glorieux de l'histoire des Fusiliers Mont-Royal. Il n'est donc pas étonnant que le régiment ait contribué à célébrer dignement les 60<sup>e</sup> et 65<sup>e</sup> anniversaires du raid de Dieppe, en 2002 et 2007 et que certains de ses membres aient participé aux réjouissances marquant, en 2005, la libération de la Hollande.

C'est en se rendant en France massivement que le régiment participa, de façon importante, à la commémoration du 60<sup>e</sup> anniversaire du raid de Dieppe. Deux membres du bataillon original de Dollard Ménard, l'ex-caporal Donatien Vaillancourt et l'ex-soldat Jacques Cinq Mars, faisaient partie de la délégation canadienne officielle avec 23 autres vétérans du raid.

La dite délégation officielle comprenait aussi le ministre des Anciens combattants, des sénateurs, des fonctionnaires, ainsi que des représentants de diverses associations de vétérans, dont un autre vétéran du raid, Raymond Geoffrion, secrétaire de l'*Association nationale des vétérans de Dieppe*. Faits prisonniers le jour du raid, tous trois ont survécu à ce qui est connu maintenant comme la *Marche de la mort* des prisonniers alliés au printemps 1945.

Vaillancourt, qui a ensuite fait une longue carrière dans l'enseignement, avait épousé avant le raid une Écossaise rencontrée là-bas, qu'il a ramené au pays, tandis que Cinq-Mars, fils d'un vétéran de la Première Guerre mondiale, fit une longue et célèbre carrière au sein de la police de Montréal en tant que terreur de la pègre montréalaise à l'époque du *Red Light*, des grosses attaques de banque et des bagarres dans les clubs de nuit.

La fille de Cinq-Mars, Danielle, avait d'ailleurs rédigé une lettre à son père où elle exprimait sa fierté « à savoir que tu es envolé vers la France où l'on te rendra hommage, à toi et à tes compagnons, pour le geste de solidarité posé il y a soixante ans. Il va sans dire que ce séjour là-bas te rappellera bien de tristes souvenirs qui ont marqué ta vie à jamais. Mais plus encore, par ton encouragement à cette cause, tu as permis à nos cousins français de vivre en liberté. De part votre courage, toi et tes camarades d'armes leur avez permis d'être libres.

« Je te suis très reconnaissante d'avoir sacrifié cinq belles années de ta jeunesse, parce que tu crois à la liberté pour toi et les autres et bien plus encore, tu la désirais pour la génération à venir. Ces trois ans de captivité en Allemagne, et cette longue marche de la mort qui dura trois mois, ont fait de toi un homme qui sait reconnaître les vraies valeurs de la vie. Je voudrais, par cette lettre te dire merci, en mon nom et celui de ma génération, à toi et à tes compagnons. Merci d'avoir embelli nos vies. Je n'oublierai jamais ce que vous avez fait pour la cause de la liberté. »497[4]

Outre les trois vétérans au sein de la délégation officielle, les Fusiliers Mont-Royal étaient fort dignement représentés à Dieppe même lors de ces commémorations. En effet, cinq militaires de l'unité faisaient partie de la garde d'honneur que l'armée canadienne avait formée pour l'occasion, garde d'honneur qui était commandée par un officier du régiment, le major Francis Roy.

---

497[4] *La Presse*, 17 août 2002.

De plus, les Fusiliers avaient dépêché à leurs frais un détachement de 45 hommes et officiers. Étaient également présents le lieutenant-colonel Gervais Gauthier, commandant du régiment, accompagné du colonel honoraire Roger D. Landry, du lieutenant-colonel honoraire Michel Vennat, ainsi que de l'adjutant-chef Mario DelPinto.

Enfin, une délégation d'anciens officiers du régiment, dont quelques vétérans de la campagne de Normandie, accompagnés de deux anciens commandants, le lieutenant-colonel Gilles Bissonnette et le colonel Étienne LaRoche, s'étaient également rendus à Dieppe par leurs propres moyens, de même que d'autres membres ou anciens membres de la famille régimentaire, dont Armand Émond, et l'historien régimentaire Pierre Vennat, accompagnait la délégation officielle comme journaliste-historien.

Malheureusement, à part Vaillancourt, Cinq-Mars et Geoffrion, le gouvernement canadien, qui comme à toutes les manifestations du genre fait venir à ses frais des ministres, des sénateurs, des députés, des fonctionnaires et défraie au moins en partie les dépenses de journalistes, s'est refusé à payer le voyage des autres survivants de Dieppe qui auraient voulu se rendre en Europe. À plus forte raison le voyage de leurs conjointes, de leurs enfants ou petits-enfants. Pas plus d'ailleurs que celles des veuves encore vivantes des morts au champ d'honneur ce jour-là ou des orphelins qu'ils ont laissés.

L'ex-Fusilier Raymond Geoffrion avait publiquement exprimé sa déception. Son association avait en effet recommandé au gouvernement de n'inviter aux frais de l'État que des vétérans de Dieppe, puis de combler les rangs de la délégation avec des épouses, des orphelins, des veuves, des enfants ou petits-enfants de soldats ayant participé au raid.

« Le gouvernement subventionne toutes sortes de manifestations ou missions culturelles ou sportives à l'étranger. Il nous semble que permettre aux familles de soldats de se rendre sur les lieux des exploits et quelquefois de la mort horrible d'un des leurs, lesquels sont souvent situés loin de grands centres touristiques, ce qui occasionne des frais considérables pour s'y rendre, serait une façon plus que légitime de leur rendre hommage. »498[5]

Cette commémoration permet d'immortaliser dans cette ville de Normandie le nom glorieux de Dollard Ménard. Les autorités municipales ont en effet décidé de donner son nom à la *traverse* qui mène du boulevard, longeant la mer, à la plage de galets où lui et ses hommes affrontèrent la mort ce jour-là.499[6]

Les commémorations de 2002 connurent leur couronnement le 11 novembre, *Jour du Souvenir*, alors que le premier ministre du Québec, Bernard Landry, remit la médaille de l'*Assemblée nationale* à chacun des ex-Fusiliers survivants de la bataille présents sur les lieux, dont leur président, Arthur Fraser, lors d'une petite cérémonie au *Cimetière de la Côte des Neiges*.500[7]

Puis, en mai 2005, le Canada célébra le 60<sup>e</sup> anniversaire de la libération des Pays-Bas par l'armée canadienne et de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Un vétéran des Fusiliers Mont-

---

498[5] *La Presse*, 17 août 2002.

499[6] *La Presse*, 19 août 2002.

500[7] *Le Devoir*, 12 novembre 2002.

Royal, qui avait pris part à cette campagne, Fernand Gauthier, faisait partie de la petite délégation de vétérans canadiens qui se rendirent en Hollande.

Sa fille, Francine, qui l'accompagnait en Europe, avait alors déclaré que son père, qui avait vu plusieurs de ses camarades mourir, s'était rendu là-bas pour « célébrer la bravoure de ces hommes et de ces femmes qui ne sont jamais retournés chez eux, qui n'ont pas eu une seconde chance dans la vie. Il est là comme le symbole de la force qu'ont déployée ceux et celles qui se sont battus pour notre liberté et nos droits. Il est là pour se rappeler d'eux et les pleurer. Il est là pour célébrer et nous rappeler de ne jamais laisser la guerre se reproduire. »501[8]

En novembre de la même année, invité d'honneur au souper régimentaire des officiers, le lieutenant général Marc Caron, chef d'état-major de l'Armée de terre, tout en rendant hommage aux traditions du régiment et à quelques officiers vétérans de la Seconde Guerre mondiale, présents à la soirée, insista sur le fait que dorénavant, avec la transformation de l'armée canadienne, l'unité et l'appartenance à une armée unifiée devait passer avant l'esprit de clan régimentaire, l'armée de réserve étant appelée à servir de renfort à l'armée régulière en tout temps.

Cette soirée permit de rendre un hommage spécial à quelques officiers du régiment, vétérans de la Deuxième Guerre mondiale, soit l'ex-colonel honoraire John Roy et l'ex-lieutenant colonel honoraire Roland Gravel, les deux seuls officiers des F.M.R. ayant participé au raid de Dieppe du 19 août 1942, qui étaient encore vivants; et à trois vétérans des campagnes de Normandie et de Hollande, l'ex-lieutenant-colonel honoraire Fernand Dostie et les capitaines Pierre Faribault, qui s'était mérité la *Croix militaire (M.C.)* et Émile Turcot.502[9]

Cinq ans plus tôt, en l'an 2000, le gouvernement hollandais avait reçu plusieurs vétérans canadiens ayant participé à la libération de la Hollande, 55 ans plus tôt, dans le cadre d'une opération baptisée *Thank You Canada*.

Pierre Faribault, retourné sur les lieux de ses exploits, raconta par la suite que la population hollandaise est vraiment extraordinaire dans l'enseignement de son histoire : « J'ai parlé à un petit garçon de 13 ans, parlant un anglais impeccable, bien meilleur que le mien. Un moment donné, il m'a dit : « Vous autres, les Fusiliers Mont-Royal, vous avez libéré la ville de Beilen, le 17 mars 1945. »

« Moi, j'étais là à Beilen mais je ne me souvenais plus de la date. Je lui ai demandé : « Comment ça se fait que tu sais ça? » Il m'a répondu : « À l'école, on étudie l'histoire de la guerre, puis si on n'obtient pas 60 % à l'examen, on coule notre année scolaire ». Ça fait partie de leur instruction obligatoire. Ici, nos enfants ne savent souvent rien de ça. Il y en a même qui se demandent; « C'est qui Hitler? ».503[10]

Depuis les cérémonies grandioses de Dieppe, en 2002, le raid de 1942 n'était pour ainsi dire plus commémoré au pays et c'est un mouvement baptisé *Souvenir français*, sous la direction de M. Jean Bodo, qui avait pris sur lui les quatre années suivantes, d'organiser une petite

---

501[8] *Le Droit*, 3 mai 2005.

502[9] *Bulletin d'information du Club des officiers...* op. cit., décembre 2005.

503[10] Site Internet du ministère d'*Anciens combattants Canada*.

cérémonie commémorative à la mi-août de chacune de ces années, face à la station de métro de Longueuil.

En 2007, la Fondation du régiment décréta qu'elle ne pouvait laisser le 65<sup>e</sup> anniversaire passer inaperçu et que contrairement à 2002, on commémorerait l'événement au Québec, plus précisément à Longueuil, qui célébrait cette année là son 350<sup>e</sup> anniversaire là où l'ex-maire Marcel Robidas, et ex-Fusiliers, vétéran de la campagne de Hollande, avait fait ériger un monument à la mémoire de nos héros, juste en face de la station de métro Longueuil.

Sous l'égide d'Anciens combattants Canada, un comité fut formé dont la direction fut confié au colonel Étienne LaRoche, président de la Fondation et ancien commandant du régiment, assisté du lieutenant-colonel Roland Gravel, vétéran du raid de 1942, de l'historien régimentaire Pierre Vennat, lui-même fils d'un officier du régiment tué à Dieppe. Ils étaient assistés plus particulièrement de M<sup>mes</sup> Diane Tardif, d'Anciens combattants Canada, et Manon Papillon, de la ville de Longueuil et de M. Jean Bodo, du *Souvenir français*, responsable de la jonction avec les autorités françaises.

Dès le début, le lieutenant-colonel Serge Ouellet offrit la collaboration du régiment et affecta plus particulièrement le major Simon Côté, le lieutenant Serge Turcotte et l'adjutant-chef Gilles Larouche à la logistique de l'événement. Il promit la présence de tous les hommes disponibles ainsi que la fanfare sous la direction du capitaine Richard Émond. Des cornemusiers des *Black Watch* s'y sont joints pour l'occasion. Rappelons qu'un certain nombre de soldats de ce régiment ont participé à ce raid.

C'est ainsi que samedi le 18 août, par une journée ensoleillée, notre régiment défila dans le Vieux-Longueuil, accompagné d'une dizaine de vétérans du raid de Dieppe et de nombreux autres de la Deuxième Guerre mondiale, arrivés sur les lieux en jeeps d'époque.

S'ensuivit une émouvante cérémonie où l'on rendit hommage aux survivants et à tous leurs camarades, tant ceux décédés lors du raid que depuis. Impossible en quelques lignes de raconter toutes les péripéties d'une journée remplie d'émotion, mais le 18 août 2007 demeurera gravée dans le souvenir de tous ceux qui étaient à Longueuil ce jour-là.

Des souvenirs pour les héros du jour, bien sûr, John Roy, Maurice Leblanc, Herménégilde Dussault, Jean-Napoléon Maurice, Roland Gravel, Arthur Fraser, Maurice Jolicoeur et Roger Ménard, tous vétérans du raid d'août 1942 et l'ancien maire Marcel Robidas, vétéran de la campagne de Hollande. Paul Dumaine, nouveau président des survivants québécois de Dieppe et quelques autres vétérans étaient en France, le même jour.

Arrivés devant le kiosque du parc St. Marks, les vétérans traversèrent une haie d'honneur de porte-drapeaux, au son de la musique militaire, tandis que le brigadier général Marc-André Préfontaine, commandant adjoint du secteur québécois de la Force terrestre inspectait notre garde d'honneur. Chacun des ex-Fusiliers, vétérans de Dieppe présents, reçut du consul général de France, Gérard Serre, la médaille du *Souvenir français*, tandis que les autorités municipales de Longueuil leur remettaient une magnifique médaille avec le tartan municipal, gravée spécialement pour le 350<sup>e</sup> anniversaire de Longueuil.

Absents à la cérémonie de Longueuil, les Jacques Cinq-Mars, Donatien Vaillancourt, Jacques Nadeau, Paul Duhaime, André Douville, Arthur Michaud, Armand Émond, Antonio Brisebois, Robert Bérubé et Marcel Tousignant, tous des survivants du raid qui n'avaient pas pu se rendre à Longueuil pour des raisons de santé n'ont pas été oubliés non plus.

Par ailleurs, le régiment en profita également pour rendre hommage à quelques autres Fusiliers, vétérans de la Deuxième Guerre mondiale : Léopold Cuzack, Fernand Dostie, Jean-Claude Dubuc, Pierre Faribault, Émile Turcot, Gustave Cardinal, Marcel Boudrias, Jean-Paul Guérin, Ludger Houde, Gustave Malouin, Roger Maynard, Maurice Tremblay, Gilles Gamache, Maurice Gravel et Phil St-Amour.

Le gouvernement fédéral était représenté par le vice-président de la Chambre des Communes, le député franco-ontarien Royal Galipeau. Le gouvernement québécois l'était par la ministre québécoise des Aînés, Marguerite Blais et le gouvernement français par le consul général de France, Gérard Serre. Les députés de la région à la Chambre des Communes et à l'Assemblée nationale étaient également présents, de même que les élus de la ville de Longueuil.

Un clairon et un cornemusier jouèrent l'*Appel aux morts*, le major Jacques Guilbault, ex-aumônier régimentaire, récita une prière à la mémoire des disparus, le capitaine Émile Turcot, vétéran de la campagne de Hollande lut l'*Acte du souvenir*, tandis que Pierre Vennat, historien régimentaire lut l'adaptation d'un poème dans lequel il rappelait la mémoire de son père, le lieutenant André Vennat, lui aussi tombé au champ d'honneur le 19 août 1942. Son frère, Michel Vennat, lieutenant-colonel honoraire du régiment, joua lui aussi une part active dans la commémoration.

Par la suite, des enfants ont remis des roses blanches, symbole du 350<sup>e</sup> centenaire de Longueuil, à chacun des invités et tous à tour de rôle, allèrent les déposer dans une urne aux pieds d'une réplique du monument à la mémoire des victimes du raid de Dieppe. Enfin, après les hymnes nationaux de la France et du Canada, chantés par le chœur de chant *Equi Vox* de Laprairie, Jean Bodo, du *Souvenir Français*, puis Arthur Fraser, au nom des vétérans du raid de 1942 et le colonel Étienne LaRoche, président de la Fondation des Fusiliers Mont-Royal lancèrent dans le ciel quelques colombes blanches, symbole de paix. Une réception sous chapiteau, offerte par la ville de Longueuil, clôtura cette magnifique journée à la mémoire d'une des pages les plus glorieuses de l'histoire du régiment.<sup>504</sup>[11]

Cette commémoration permit à certains vétérans de rappeler quelques souvenirs.

Roland Gravel, qui s'était enrôlé dès septembre 1939 dans le *Corps école des officiers canadiens (CEOC) de l'Université de Montréal* avec deux de ses amis, Jean-Jacques Lévesque et Pierre Benoit, d'abord dans le *Corps école*, pour se joindre aux Fusiliers Mont-Royal dès juillet 1940 et gagner l'Angleterre le 26 décembre 1940 rappela comment ses amis et lui connurent un sort différent. Benoit fut l'un des rares officiers du régiment à pouvoir regagner l'Angleterre indemne le 19 août 1942, tandis que Jean-Jacques Lévesque devait, malheureusement, trouver la mort sur la plage durant le raid et que Gravel fut fait prisonnier et le demeura pendant près de trois ans.

Gravel raconta que, « comme 99 % des gens », il était allé à la guerre avec ses deux copains par goût de l'aventure plutôt que par patriotisme. « Avant de partir pour Dieppe, Jean-Jacques m'a dit qu'avec ses six pieds et deux pouces, il allait être une cible pour les Allemands et que j'avais de la chance de mesurer cinq pieds et huit pouces ». Sorti vivant de la mitraille et fait prisonnier, Gravel était « heureux d'être encore vivant parce que j'avais vu mourir beaucoup de

---

<sup>504</sup>[11] *Point Sud*, 22 août 2007 et *Bulletin d'information du Club des officiers...* op. cit. , décembre 2007.

monde pendant la bataille et j'étais en colère parce que je n'avais pas atteint les objectifs donnés. Je trouvais cela un peu honteux ».

En juillet 1943, appelé à témoigner en cour martiale à Munich comme témoin de la défense pour un camarade accusé d'avoir attaqué un garde, Gravel réussit, en compagnie d'un officier australien, à s'évader en sautant par la fenêtre de la toilette d'un wagon de chemin de fer. Malheureusement, les deux furent repris lors de leur troisième nuit de liberté après être tombés sur une patrouille ennemie. Gravel devait être finalement libéré le 29 avril 1945 et revenir peu après au pays, après cinq ans outremer, dont deux ans et neuf mois prisonnier. Par la suite, il devait occuper pendant quelques années le poste de lieutenant-colonel honoraire des Fusiliers Mont-Royal.505[12]

Pour sa part, l'ancien président des vétérans québécois de Dieppe, Arthur Fraser, raconta qu'il faisait encore des cauchemars terribles en songeant aux conditions horribles de son internement. « On nous nourrissait avec un pain noir par jour et les conditions étaient affreuses. Je voyais des gens mourir de maladies, car l'hygiène était inexistante ». Au début de 1945, Fraser réussit à s'évader en compagnie de deux compagnons d'infortune. « Ça a été très compliqué. Il a fallu changer de nom et de nationalité, travailler dans des mines en Pologne, puis plus tard sur une ferme, d'où on s'est enfuis au cours d'une nuit. On s'est réfugiés dans un trou dans la forêt pendant quelques jours, où des Français venaient nous porter de la nourriture de temps à autre ».506[13]

Jean-Napoléon Maurice, le seul vétéran noir francophone du raid de Dieppe, qui s'était enrôlé le lendemain de la déclaration de la guerre en septembre 1939, n'était guère loquace. Si ce n'est que pour dire que ce qui s'est passé à Dieppe le 19 août 1942 est inexplicable mais que lorsqu'il revoit ses anciens camarades, c'est comme si rien n'avait changé depuis le jour où, tous ensemble, ils avaient lutté contre un ennemi commun. « À chaque fois qu'on se revoit, c'est comme revoir des membres de sa famille ».507[14]

Quant à Paul Dumaine, il avait eu droit à ses funérailles 65 ans plus tôt. C'est que cet ancien caporal, maintenant âgé de 86 ans, grièvement blessé à la tête lors du raid, avait été déclaré manquant à l'appel et présumé mort au combat. Sa famille lui avait donc fait des funérailles. Pour lui, retourner à Dieppe fut un moment très émouvant. « J'ai perdu tellement de monde ici. L'eau était toute rouge, la mer était rouge. La plage avait un aspect terrible. Il y avait des corps partout, les bateaux coulaient et les blessés geignaient en appelant leur mère. Quand un soldat est en train de mourir, sa dernière pensée est pour sa mère ».508[15]

---

505[12] *L'Express d'Outremont-Mont-Royal*, 16 août 2007.

506[13] *Courrier de Laval*, 16 août 2007.

507[14] *The Gazette*, 18 août 2007.

508[15] *Le Journal de Montréal*, 19 août 2007.

## Changements de la garde

Commandant du régiment au début du 21<sup>e</sup> siècle, le lieutenant-colonel Gervais Gauthier, quelque temps après son retour de Dieppe, céda, à l'automne 2002, son commandement au lieutenant-colonel Henry Moïse.

Né à Port-au-Prince, en Haïti, et arrivé au Canada à l'âge de quatre ans, avait gravi tous les échelons de son régiment où il s'était engagé comme simple soldat, vingt ans auparavant. Dès le début de sa carrière militaire, il s'était signalé en terminant premier de sa promotion au cours de recrue. Puis, ayant suivi un cours de sous-officier, il fut admis à suivre le cours d'élève-officier le jour même où il était promu caporal. Son ascension fut rapide. En 1991, il était déjà capitaine et en 1997, major.

Gestionnaire dans le réseau de la santé, au civil, Moïse, diplômé universitaire en sciences infirmières, était également ceinture noire au *Tae Kwon* et fit, pendant quatre ans, partie de l'équipe des Forces armées canadiennes dans cette discipline des arts martiaux, en plus de participer à quelques reprises aux championnats canadiens.<sup>509</sup>[16]

Pour sa part, le major Serge Ouellet, *C.D.*, qui agissait comme commandant-adjoint durant toute la durée du mandat de Moïse, lui succéda le 30 avril 2006, lors d'une prise d'armes présidée par le colonel Jacques Lachance, *C.D.*, en présence du colonel honoraire Roger D. Landry, *C.C., O.Q., C.D.*, et du lieutenant-colonel honoraire Michel Vennat, *O.C.*

Serge Ouellet était déjà un vétéran du régiment puisqu'il s'y était enrôlé 32 ans auparavant comme simple soldat, le 14 février 1974, à l'âge de 17 ans. Né à Montréal, le 10 novembre 1956, Ouellet, à ses débuts comme militaire, avait participé aux manœuvres de l'*O.T.A.N.*, en Allemagne, avec le 1<sup>er</sup> bataillon du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*.

Poursuivant ensuite des études en génie mécanique à l'*École Polytechnique de Montréal*, il compléta sa formation d'officier en 1980, dans le cadre du programme *PIRO* et fut promu lieutenant. Par la suite, il occupa plusieurs postes d'état-major au sein du régiment ainsi qu'au quartier-général du Secteur de l'Est (milice). Promu major en 1990, il occupa, pendant huit mois, le commandement d'une compagnie affectée à la sécurité périphérique de l'aéroport de Goose Bay, au Labrador, alors au centre de disputes territoriales avec les autochtones de la région.

De retour avec les F.M.R. en 1991, Ouellet fut par la suite affecté à différents postes, tel que commandant de la compagnie opérationnelle, commandant de la compagnie des services, officier des opérations et commandant-adjoint. En plus de ses responsabilités régimentaires, il occupa également les postes de commandant de compagnie d'instruction à l'École de combat du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment* et, à deux reprises, celui d'instructeur du cours de commandant de compagnie d'infanterie à la *Tactic School* de la Base de Gagetown, au Nouveau-Brunswick. Enfin, en l'an 2000, il occupa le poste d'instructeur-chef du Centre de formation de soutien du *34<sup>e</sup> Groupe brigade du Canada*.

Au moment d'assumer le commandement des Fusiliers Mont-Royal, Serge Ouellet, dans la vie civile, exerçait la profession d'acériculteur à Chatham, où il demeurait.<sup>510</sup>[17]

---

<sup>509</sup>[16] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

<sup>510</sup>[17] Archives régimentaires des Fusiliers Mont-Royal.

Quant au commandant adjoint, le major Francis Roy, *C.D.*, il s'était enrôlé dans la première réserve des Forces armées canadiennes en mai 1988 et fut alors affecté aux Fusiliers Mont-Royal. Né à Lévis le 4 août 1968, Roy est détenteur d'un baccalauréat en génie chimique de l'*École Polytechnique de Montréal* et d'une maîtrise en environnement de l'*Université de Sherbrooke*.

Sur le plan militaire, Roy, de 1988 à 1993, occupa la fonction de commandant de peloton au sein des F.M.R. et fut promu capitaine en 1992. Par la suite, il suivit un cours de mortier avancé avec les Forces régulières avant d'occuper, de 1993 à 1997, divers postes d'état-major au sein du quartier-général du Secteur du Québec de la Force terrestre. De 1998 à l'an 2000, il servit ensuite comme officier recruteur et comme capitaine-adjutant avant d'être promu major. Par la suite, il commanda la compagnie opérationnelle pendant deux ans, puis occupa la fonction d'officier responsable des opérations au sein des F.M.R. avant d'être nommé à ses fonctions actuelles après avoir suivi des cours de commandement et d'état-major.

En août 2002, le major Roy avait eu l'honneur de commander sur le sol français, la garde des couleurs nationales lors de la commémoration du 60<sup>e</sup> anniversaire du raid de Dieppe.

Dans la vie civile, Francis Roy, qui habite Varennes, agissait, au moment de sa nomination, comme officier d'environnement de la garnison de Montréal et de Saint-Jean des Forces armées canadiennes.<sup>511</sup>[18]

En septembre 2004, c'était au tour de l'adjutant-chef Mario DelPinto de céder son poste de sergent-major régimentaire à l'adjutant-chef Robin McIntyre, qui arrivait aux Fusiliers en provenance du *Royal Montreal Regiment*, où il avait rempli les mêmes fonctions. Le séjour de McIntyre au régiment fut bref puisque dès l'automne 2005, il fut remplacé par l'adjutant-chef Gilles Larouche qui, lui, arrivait du 4<sup>e</sup> bataillon du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*, dont il avait également été le sergent-major régimentaire.

Quelques mois plus tôt, à l'automne 2000, le major Jacques Guilbault, aumônier du régiment depuis une vingtaine d'années, dut se résigner à abandonner son poste de *padre*, après avoir obtenu un sursis de deux ans pour dépasser l'âge fixé pour la retraite dans les Forces armées canadiennes. Le major Guilbault devait être remplacé comme aumônier par le capitaine B. Tremblay.

Aumônier, dans le civil, du *Centre hospitalier de Notre-Dame-de-la-Merci* et responsable de la pastorale de la santé pour toute l'île de Montréal ainsi que la ville de Laval, le *padre* Guilbault affirma, en quittant ses fonctions régimentaires, que « c'est une belle étape de ma vie qui prend fin, mais j'y ai connu bien du bonheur et j'y garde d'excellents amis ».<sup>512</sup>[19]

---

<sup>511</sup>[18] *Le Camo*, novembre 2006.

<sup>512</sup>[19] Site Internet des *Anciens du Collège de l'Assomption*, septembre 2000.

## Les médailles du général Ménard

Au début de 2005, le Club des officiers, l'Association du régiment et le musée régimentaire se trouvèrent entraînés, bien malgré eux, dans une affaire hautement médiatisée. En effet, Charles, le fils cadet de feu le brigadier général Dollard Ménard décida, malgré l'opposition du reste de sa famille, de mettre en vente à l'encan les précieuses médailles méritées par son père au cours de sa prestigieuse carrière militaire.

L'ancien commandant des Fusiliers Mont-Royal lors du raid de Dieppe était titulaire de l'*Ordre du Service distingué*, de la *Légion d'honneur* et de la *Croix de guerre* françaises, de l'*Ordre national du Québec* et de nombreuses autres médailles de services dont pour avoir servi dans l'*Armée des Indes*, avant la Deuxième Guerre mondiale et une autre pour avoir servi comme chef d'état-major de la mission d'observateurs de l'*O.N.U.* au Cachemire après la Deuxième Guerre mondiale. Le lot comprenait également la médaille de *Patriote de l'année* que lui avait décerné la *Société Saint-Jean-Baptiste* en 2002 et d'autres médailles de service. Il était donc normal qu'une telle collection suscite l'intérêt de nombreux collectionneurs et il y avait un danger réel que ces médailles prennent le chemin des États-Unis.

C'est alors qu'un philanthrope de Vaudreuil, Ivonis Mazzarolo, qui n'avait jamais jusque-là, à ses dires, entendu parler du raid de Dieppe et encore moins de Dollard Ménard, mais qui trouvait honteux qu'on puisse laisser aller à l'étranger les décorations d'un héros militaire de chez nous, contacta les autorités régimentaires pour leur laisser savoir qu'il serait prêt à déboursier jusqu'à 25 000 \$ de sa poche afin de s'assurer que celles-ci demeurent au Québec.

Un groupe d'anciens officiers, gravitant autour du brigadier général Richard Genin et du lieutenant-colonel Jean-Pierre Ménard (aucun lien de parenté avec la famille de Dollard Ménard), s'occupa aussitôt de solliciter les membres du club des officiers, de l'Association des anciens sergents et les amis du régiment, afin de recueillir les fonds manquants et permettre ainsi d'acquérir les précieuses médailles qui sont maintenant en montre au musée régimentaire.<sup>513[20]</sup>

## Que réserve l'avenir?

Au début de 2008, le régiment a participé à deux exercices majeurs, dont un au Mississippi au début de janvier, dans le cadre de l'exercice *Noble Guerrier*. Cet exercice mobilisait tout le personnel de la réserve du Québec avec le support de quelques membres de la Force régulière. Les Fusiliers ont fourni un peloton complet, plus un commandant de compagnie, le major Jean-François Latreille ainsi que le capitaine de bataille Jean-Gaston Monette.

Durant dix jours, les membres de la Force de réserve, membres des 34<sup>e</sup> et 35<sup>e</sup> *Groupes brigades* du Secteur Québec des Forces terrestres ont été mis à l'épreuve dans de situations s'apparentant à ce que vivent les militaires déployés en Afghanistan. Ayant à affronter, lors de reconstitutions axées sur la réalité, des belligérants rusés, des villageois parfois agressifs et des situations d'urgence, les participants durent faire leur travail dans un milieu qui ressemblait beaucoup au théâtre opérationnel en Afghanistan, ce qui n'était pas une mince affaire.

Un tel exercice n'aurait pas été possible au Québec, en raison des conditions difficiles qu'entraînent chez nous le froid et la neige. Le Mississippi, lui, offrait des variations de

---

<sup>513[20]</sup> *Canadian Press*, 29 janvier 2005 et *Legion Magazine*, novembre-décembre 2005.

température semblables à celles de l’Afghanistan à pareille date. De plus, les militaires ont dû composer avec une culture et des mœurs étrangères aux leurs, comme ce serait le cas à l’étranger. Comme on a dit, « le fait de sortir du pays permet aux soldats d’interagir avec des gens différents ».514[21]

À peine revenu du sud américain, le régiment participa à des manœuvres hivernales par grand froid puisque le gouvernement canadien a décidé de faire des efforts particuliers pour assurer sa suprématie sur le Grand nord canadien, revendiqué par certains autres pays. La défense du territoire canadien constitue, en effet, la responsabilité de nos forces de réserve.

C’est ainsi qu’un fort groupe de Fusiliers aux exercices *Rafale blanche*, entraînement hivernal conduit dans les secteurs d’entraînement de Valcartier, en préparation de l’exercice *Guerrier nordique*, qui lui se déroula en mars 2008 à Purvinituk, approximativement au 61° parallèle, dans le Grand Nord.

L’exercice était sous la direction du 1<sup>er</sup> bataillon du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment*. Pendant une semaine, par un froid intense d’au dessous de -50C, les Fusiliers participants ont dû affronter quelques blizzards, très dangereux dans cette région. Ces exercices visaient à rehausser les connaissances des réservistes dans les opérations tactiques à être menées dans des conditions hivernales austères.

Tout comme au Mississippi, le régiment joua un rôle important dans ces manœuvres, puisque un de ses officiers, le major J. F. Latreille, agit comme commandant de compagnie, tandis que le sergent Mario Castonguay, agissait comme quartier maître régimentaire. En plus de ces derniers, le régiment avait fourni une section complète ainsi que quelques caporaux-chefs.

De tels exercices seront appelés à se multiplier dans l’avenir et il faut s’attendre à ce que de nombreux membres des Fusiliers soient appelés à se déployer en mission réelle à l’étranger dans le futur. Le récit de leurs exploits fera partie du prochain chapitre de notre brillante histoire régimentaire.515[22]

Les Fusiliers Mont-Royal célébreront en effet, en 2009, leur 140<sup>e</sup> anniversaire. Et l’année suivante le centième anniversaire du manège de l’avenue des Pins. Mais leur histoire ne s’arrêtera pas là. Les prochaines pages en seront écrites par ses membres actuels et ceux de la génération à venir.

Quelques semaines plus tard, au début de mai, le régiment avait la douleur de perdre le fondateur de son musée régimentaire, le lieutenant-colonel Gilles Bissonnette, qui avait consacré un demi-siècle de sa vie au régiment.

Par ailleurs, à la même époque, la possibilité que le régiment soit forcé de quitter son vieux manège historique fut évoquée à nouveau et suscita des craintes au sein de la famille régimentaire.

Faisant allusion à la rumeur, le lieutenant-colonel Ouellet écrivait dans *La Grenade*, ressuscitée à l’été 2008 afin de servir de lien entre toutes les composantes de la famille

---

514[21] *La Feuille d’érable*, 30 janvier 2008.

515[22] *La Grenade*, été 2008.

régimentaire, qu' « il est vrai que le quartier-général de l'armée, à Ottawa, dans le but de rendre la réserve opérationnelle, essaie d'optimiser les ressources financières, afin de les employer davantage à l'entraînement et au déploiement des troupes. Pour ce faire, il est vrai que le quartier-général envisage de diminuer le nombre de bâtiments militaires, particulièrement les plus âgés, afin de réduire les dépenses d'entretien. En ce qui concerne notre manège, s'il faut en croire le général commandant notre secteur, rien n'est décidé et ne sera planifié avant un minimum de dix ans. On aura le temps d'en reparler d'ici là. »516[23]

Que réserve donc l'avenir à notre régiment? Bien malin celui qui pourrait le prédire, mais à la lumière de son glorieux passé, on peut prédire que les Fusiliers Mont-Royal continueront certainement encore longtemps de cheminer allègrement, malgré les inévitables obstacles qui ne manqueront pas de surgir sur leur voie.

Et que ceux qui y serviront demain ne manqueront pas de faire honneur aux dizaines de milliers d'hommes qui, pendant près d'un siècle et demi, ont fait de ce régiment la fierté du Canada français.

*Nunquam Retrorsum...*

---

516[23] *La Grenade*, été 2008.

## **Annexe 1 : La famille régimentaire**

### ***Association Les Fusiliers Mont-Royal Inc.***

C'est l'organisme qui a la tâche de protéger les droits et les intérêts qui lui furent accordés en 1910, par le ministère de la Défense nationale, sur la propriété et l'usage de la caserne. Elle voit à fournir les fonds nécessaires pour financer les opérations qui ne relèvent pas des Forces armées canadiennes. La tradition veut également qu'elle apporte une aide financière au commandant du régiment pour certaines activités sociales, sportives ou militaires.

### ***Association des Anciens sergents***

Fondée en 1933, par Napoléon Marion, l'Association a pour but de réunir les anciens sous-officiers qui servirent au régiment. Une fois par mois, les membres se réunissent afin de promouvoir l'entraide mutuelle.

### ***Club des Officiers***

Fondé par le lieutenant-colonel Jean Chaput, *O, B.E., E.D.*, ce groupe d'anciens officiers se réunit une fois par mois. Son but consiste à fournir au commandant par une présence aux activités militaires et para-militaires du régiment, un soutien tangible pour lui permettre d'assurer la continuité de l'unité, de son histoire, et de ses traditions.

### ***Fondation des Fusiliers Mont-Royal***

Fondée en 1981, la Fondation des Fusiliers Mont-Royal fut instituée afin de fournir un support financier pour contribuer au maintien des traditions régimentaires.

### ***Musée régimentaire***

Reconnu officiellement par le groupement des musées nationaux du Canada depuis 1976, le musée peut être visité les mardis et les mercredis soirs et les fins de semaine sur rendez-vous.

### ***Musique régimentaire***

Depuis 1910, la Musique des Fusiliers Mont-Royal agrmente et rehausse les diverses cérémonies de la vie régimentaire. Partie intégrante du Régiment, ses 35 membres constituent, en compagnie des musiciens du Régiment de Maisonneuve, un ensemble musical apprécié de tous.

## **Annexe 2 : Chansons régimentaires**

### **1<sup>er</sup> couplet**

Nous sommes les Fusiliers Mont-Royal (bis)  
Nous nous couchons tard et levons très matin, (bis)  
Quand le Padre nous embête, on lui chante une chanson  
Voilà ce qui est bon, ce qui est bon.

### **2<sup>e</sup> couplet**

Pour notre dîner de bons petits oiseaux, (bis)  
Que l'on nomme cailles, bécasses ou perdreaux, (bis)  
Et la brillante fille, elle apporte le jambon,  
Voilà ce qui est bon, ce qui est bon.

### **3<sup>e</sup> couplet**

Pour notre coucher un bon lit aux draps blancs (bis)  
Avec une nounne de 15 à 16 ans, (bis)  
À la taille bien faite et aux mollets bien ronds,  
Voilà ce qui est bon, ce qui est bon.

### **4<sup>e</sup> couplet**

Ah! Si c'est la vie que les Fusiliers font, (bis)  
Je me ferai fus avec jeanneton (bis)  
Et le soir sur l'herbe verte, je lui chatouillerai le menton,  
Voilà ce qui est bon, ce qui est bon.

### **5<sup>e</sup> couplet**

Ce qui est bon bon, bon, bon, bon  
Et voilà la vie, la vie, la vie,  
La vie chérie, Ah !Ah!  
Et voilà la vie que les Fusiliers font!

## **Mon régiment**

*(Les archives régimentaires contiennent une deuxième chanson qui, sur l'air du **Cadet Roussel** était chantée durant la Deuxième Guerre mondiale)*

### **1<sup>er</sup> couplet**

Connaissez-vous mon régiment, (bis)  
Je vais vous en parler, franch'ment (bis)  
J'suis avec eux, depuis deux ans  
J'puis en causer très librement,  
Alors pour commencer,  
On va parler des officiers.

**2<sup>e</sup> couplet**

Il y a beaucoup de lieutenants, (bis)  
Y en a des p'tits et puis des grands (bis)  
Y en a qu'on ne voit pas souvent,  
On les voit pour partir au camp,  
On ne connaît pas leur nom,  
On les r'connâit par l'écusson.

**3<sup>e</sup> couplet**

La plupart sont de bons garçons, (bis)  
Mais il y en a d'Autr', sans dire leur nom (bis)  
Qui font toujours recommencer  
Qui disent : Voyons, c'est pas « snappy »  
Ceux là, comme de raison,  
On aime'rait leur mettre un bouchon.

**4<sup>e</sup> couplet**

Pour terminer sur les lieut'nants (bis)  
Disons que nous en sommes contents. (bis)  
On aurait pu frapper bien pires,  
Car la plupart entendent à rire,  
Et puis, comm' chacun d'nus,  
Quelques uns aiment à prendre un coup.

**5<sup>e</sup> couplet**

Avant d'passer à nos sergents, (bis)  
Parlons un peu du commandant, (bis)  
On doit vraiment l'féliciter,  
Sur la tenue d'ses officiers,  
Majors et capitaines,  
Car ce sont tous des « gentlemen ».

**6<sup>e</sup> couplet**

Nous vl'a rendus à nos sergents (bis)  
D'eux autres on n'parlera pas longtemps (bis)  
On est avec eux trop souvent,  
En dire du mal s'rait embêtant,  
Tant qu'à en dire du bien,  
C'est mieux de s'taire et dire rien.

**7<sup>e</sup> couplet**

Parlons maint'nant de nos soldats (bis)  
Les meilleurs dans tout l'Canada (bis)  
Dans les rues, pour les voir passer  
Sur le parcours les acclamer,  
La foule vient se presser,  
Quand il s'agit des Fusiliers.

**8<sup>e</sup> couplet**

Ce sont des gars qui savent marcher (bis)  
Et maintes fois, ils l'ont prouvé (bis)  
Aussi pour les démonstrations,  
Ou dans les grandes occasions,  
On vient leur demander,  
De faire partie du défilé.

**9<sup>e</sup> couplet**

La plupart balancent bien leurs bras (bis)  
Si quelques uns ne le font pas (bis)  
Un mot seulement de leur lieut'nant,  
Ou bien encore de leur sergent,  
Suffit, pour replacer  
Les quelques bras qui sont cassés.

**10<sup>e</sup> couplet**

Si parfois la Compagnie C, (bis)  
Aussi bien qu'la Compagnie D (bis)  
Sur la marche, vient qu'à perdre le pas,  
Cela ne dépend pas des gars,  
C'est du à la fanfare,  
Qui joue à travers et à tort.

**11<sup>e</sup> couplet**

Quand ils veulent nos musiciens (bis)  
Savent nous faire marcher très bien (bis)  
Mais quand au lieu d'jouer du 120,  
Ils parent à rouler comme un train,  
Inutil' de vous dire,  
Qu'on a hâte de les voir finir.

**12<sup>e</sup> couplet**

Suivons les traces de nos frères (bis)  
Qui depuis deux ans outremer, (bis)  
Avec le premier bataillon,  
Ont maintenu la tradition,  
Ne reculant jamais,  
En vrais Canadiens français.

**13<sup>e</sup> couplet**

Pour terminer, mes bons amis, (bis)  
En vérité je vous le dis (bis)  
Il n'est pas un seul régiment,  
À travers tout le continent,  
Qui puisse se comparer,  
Avec les gars, d'notr unité.

### **Annexe 3 : Colonels honoraires du régiment depuis ses débuts**

#### **65e Bataillon-Carabiniers Mont-Royal**

1910 Colonel Sir Rodolphe Forget, K.C.M.G., M.P.

1920 Brigadier général Alfred Labelle, E.D.

#### **Fusiliers Mont-Royal**

1927 Colonel Jean T. Ostell, V.D.

1931 Colonel R. Ovide Grothé

1961 Brigadier général Guy Gauvreau, D.S.O., E.D., C.D.

1971 Général Jacques Dextraze, C.C., C.B.E., D.S.O., C.D.

1974 Colonel John H. Roy, C.D. ST., S.V.J.

1982 Colonel Guy Lévesque, M.C., C.D.

1985 Brigadier général Richard Genin, C.M.M., C.D.

1988 Colonel Roger D. Landry, O.C., O.Q., C.D.

1992 Colonel Guy Marinier, K., ST., J., C.D.

1996 Colonel Fernand Mousseau, C.D.

1999 Colonel Roger D. Landry, C.C., O.Q., C.D.

## **Annexe 4 : Commandants du régiment depuis ses débuts**

1869-1878 : Lieutenant-colonel Joseph Beaudry, *E.M.*

1878-1880 : Lieutenant-colonel Napoléon Labranche, *E.M.*

1880-1889 : Lieutenant-colonel J. Aldric Ouimet, *E.M.*

1889-1892 : Lieutenant-colonel Calixte Aimé Dugas

1892-1897 : Lieutenant-colonel Hector Prévost

1897-1902 : Lieutenant-colonel Alfred E. D. Labelle, *V.D.*

1902-1907 : Lieutenant-colonel François Samuel Mackay, *V.D.*

1907-1912 : Lieutenant-colonel Alfred E. D. Labelle, *V.D.*

1912-1917 : Lieutenant-colonel Joseph Thomas Ostell, *V.D.*

1917-1919 : Lieutenant-colonel Léonard G. de Tonnancour, *V.D.*

1919-1920 : Lieutenant-colonel J. E. Pelletier, *V.D.*

1920-1922 : Lieutenant-colonel J. A. Filiatrault, *V.D.*

1922-1924 : Lieutenant-colonel Émile Ranger, *V.D.*

1924-1927 : Lieutenant-colonel Victor Tardif, *V.D.*

1927-1930 : Lieutenant-colonel Rodolphe Bédard, *V.D.*

1930-1934 : Lieutenant-colonel C. O. Dorval, *V.D.*

1934-1937 : Lieutenant-colonel Georges Lebel *V.D.*

1937-1942 : Lieutenant-colonel Paul Grenier, *E. D.* (1<sup>er</sup> Bataillon)

1940-1942 : Lieutenant-colonel Gustave Massue, *E.D.* (2<sup>e</sup> Bataillon)

1942 : Lieutenant-colonel Dollard Ménard, *D.S.O., C.D.* (1<sup>er</sup> Bataillon)

1942-1943 : Lieutenant-colonel Paul Trudeau, *E.D.* (3<sup>e</sup> Bataillon)

1942-1944 : Lieutenant-colonel Guy Gauvreau, *D.S.O., E.D., C.D.*, (1<sup>er</sup> Bataillon)

1942-1946 : Lieutenant-colonel Arthur Guindon, *E.D.* (2<sup>e</sup> Bataillon)

1944 : Lieutenant-colonel H. N. Langlois, *E.D.* (1<sup>er</sup> Bataillon)

1944 : Lieutenant-colonel Paul Sauvé, *E.D.* (1<sup>er</sup> Bataillon)

1944-1945 : Lieutenant-colonel Jacques A. Dextraze, *C.B.E., D.S.O., C.D.*, (1<sup>er</sup> Bataillon)

1945- : Lieutenant-colonel Laurent Roy, *M.B.E.* (1<sup>er</sup> Bataillon)

1946-1949 : Lieutenant-colonel Jean E. Chaput, *O.B.E., E. D.*

1949-1952 : Lieutenant-colonel Paul L'Anglais, *C.D.*

1952-1955 : Lieutenant-colonel Yves Bourassa, *M.B.E., C.D.*

1955-1958 : Lieutenant-colonel Sarto Marchand, *E.D.*

1958-1961 : Lieutenant colonel J. P. C. Gauthier

1961-1964 : Lieutenant-colonel Guy Lévesque, *M.C., C.D.*

1964-1967 : Lieutenant-colonel Patrick Desgroseillers, *C.D.*

1967-1970 : Lieutenant-colonel J. Richard Genin, *C.M.M., C.D.*

1970-1972 : Lieutenant-colonel Guy Marinier, *C.D.*

1972-1975 : Lieutenant-colonel Gilles Bissonnette, *C.D.*

1975-1978 : Lieutenant-colonel Étienne LaRoche, *C.D.*

1978-1979 : Lieutenant-colonel Raynald Arsenault, *C.D.*

1979-1981 : Lieutenant-colonel Étienne LaRoche, *C.D.*

1981-1984 : Lieutenant-colonel Guy Gosselin, *C.D.*

1984-1987 : Lieutenant-colonel Jean-Pierre Ménard, *C.D.*

1987-1990 : Lieutenant-colonel Normand B. Massé, *C.D.*

1990-1993 : Lieutenant-colonel Pierre Charrette, *C.D.*

1993-1996 : Lieutenant-colonel Louis Farley, *C.D.*

1996-1999 : Lieutenant-colonel Marc Rousseau, *C.D.*

1999-2002 : Lieutenant-colonel Gervais Gauthier, *C.D.*

2002-2006 : Lieutenant-colonel Henry Moïse, *C.D.*

2006- : Lieutenant-colonel Serge Ouellet, *C.D.*

## **Annexe 5 : Lieutenants-colonels honoraires du régiment depuis ses débuts**

### **65e Régiment-Carabiniers Mont-Royal**

1907 : Lieutenant-colonel Rodolphe Forget, M.P.

### **Fusiliers Mont-Royal**

1932 : Lieutenant-colonel J. Victor Marchand, M.C.L.

1941 : Lieutenant-colonel J. Roméo Gauvreau

1951 : Lieutenant-colonel G. E. Roger Maillet

1957 : Lieutenant-colonel Gaston Leblanc

1965 : Lieutenant-colonel Jacques B. Langevin

1971 : Lieutenant-colonel John H. Roy, C.D.

1974 : Lieutenant-colonel Fernand Dostie, C.D.

1982 : Lieutenant-colonel Rolland Gravel

1985 : Lieutenant-colonel F.-Gabriel Marchand

1988 : Lieutenant-colonel Guy Marinier, K. ST. J., C.D.

1992 : Lieutenant-colonel Jean Fortier

1996 : Lieutenant-colonel Michel Vennat, O.C.

## Annexe 6 : Sergents-majors et adjudants-chefs du régiment depuis ses débuts

*De 1869 à 1902, le poste de sergent-major régimentaire n'existait pas dans l'organigramme d'une unité de milice. Il y avait toutefois un **sergent-de-couleurs** par compagnie, qui était dans les faits le sous-officier sénior de la compagnie. Malheureusement, les archives régimentaires ne possèdent ni les noms ni encore moins les dates de service de ces sous-officiers.*

1902-1903 :	Sergent-major Henri Scott
1905-1906 :	Sergent-major Victor Tardif
1907-1912 :	Sergent-major L. L. Lamarre
1912-1913 :	Sergent-major J. L. Lahaise
1915-1919 :	Sergent-major J. S. A. Bernard
1919-1921 :	Sergent-major L. Sincennes
1921-1923 :	Sergent-major T. Crevier
1923-1925 :	Sergent-major A. Lebel
1925-1927 :	Sergent-major G. R. Doray
1927-1930 :	Sergent-major J. Bélanger
1929-1938 :	Sergent-major Lucien Robitaille, <i>E.M.</i>
1939-1942 :	Sergent-major Léopold Couturier, <i>L.S.M.</i>
1939-1942 :	Sergent-major Rosario Lévesque, <i>D.C.M.</i>
1940-1942 :	Sergent-major J. A. Lalonde
1941-1948 :	Sergent-major Angelo Catelli, <i>E.M.</i>
1942-1943 :	Sergent-major Paul-Émile Rouleau
1942-1943 :	Sergent-major R. Dagenais
1942-1944 :	Sergent-major X. G. A. Gravel, <i>M.B.E.</i>
1944-1945 :	Sergent-major Maurice Nantel, <i>M.M.</i>
1945 :	Sergent-Major G. Hynes
1948-1950 :	Sergent-major régimentaire Émile Rocray

1950-1956 : Sergent-major régimentaire Marcel Gingras, *C.D.*

1956-1957 : Sergent-major régimentaire A. Treboutat, *C.D.*

1957-1961 : Sergent-major régimentaire Fred Leclerc, *C.D.*

1961-1964 : Sergent-major régimentaire Robert Desrosiers, *C.D.*

1964-1967 : Sergent-major régimentaire Guy Perreault, *C.D.*

1967-1969 : Adjudant-chef R. Lessard, *C.D.*

1969-1977 : Adjudant-chef Guy Mainville, *M.M.M., C.D. avec agrafe*

1977-1980 : Adjudant-chef Jean-Claude. Robert, *C.D.*

1980-1985 : Adjudant-chef R. Saint-Louis, *C.D.*

1985-1987 : Adjudant-chef Jacques Morin, *C.D.*

1985-1987 : Adjudant-chef Émile Joly, *C.D. avec agrafe*

1987-1988 : Adjudant-chef G. Beaulieu, *C.D. (par intérim)*

1987-1988 : Adjudant-chef G. Gosselin, *C.D. (par intérim)*

1990-1993 : Adjudant-chef John L. Cozak, *C.D.*

1993-1997 : Adjudant-chef Claude Charbonneau, *C.D.*

1997-1999 : Adjudant-chef John L. Cozak, *C.D.*

1999- 2004 : Adjudant-chef Mario P. DelPinto, *C.D.*

2004-2005 : Adjudant-chef Robin McIntyre, *C.D.*

2005- : Adjudant-chef Gilles Larouche, *C.D.*

## Annexe 7 : Les Fusiliers Mont-Royal et ses corps de cadets affiliés

Si l'histoire des Fusiliers Mont-Royal remonte à 1869, celle des cadets de l'armée, tels qu'on les connaît aujourd'hui, lui est antérieure. La formation des premières *associations d'exercices militaires*, comme on les appelait alors remonte en effet aux années 1861 et 1862. C'est en effet ce que démontrent les plus vieux documents faisant référence à une unité militaire organisée dans une école, soit six ans avant la naissance de la Confédération canadienne.

Leur création fut encouragée par la guerre civile américaine (1861-1865) et, entre 1866 et 1870, par la crainte des raids contre le Canada de la part des *Féniens* irlandais. C'est de ces *associations d'exercices militaires* qu'émergea le mouvement des *Cadets du Canada*, qui constitue la plus ancienne organisation de jeunesse au pays.

À leur début, toutefois, ces *associations d'exercices militaires* regroupaient indistinctement les hommes de 13 à 60 ans. Ce n'est qu'en 1879 qu'on sépara les cadets d'âge scolaire lorsque l'on créa, dans 74 institutions d'éducation du pays, des organismes associés pour permettre aux élèves d'effectuer des exercices de précision.

Tous les jeunes gens de 14 ans et plus furent alors invités à y adhérer sans toutefois devoir s'engager à s'enrôler dans la milice.

Le *Corps de cadets numéro 1* du 6<sup>e</sup> bataillon du *Royal 22<sup>e</sup> Régiment* à Saint-Hyacinthe et le *Corps de cadets numéro 2* du *Bishop College* de Lennoxville, sont les deux plus anciens Corps de cadets du Québec encore actifs.

Le 28 novembre 1879, l'ordonnance générale de la milice n<sup>o</sup> 18 autorisa la formation des *Corps de cadets scolaires*. Depuis l'année précédente (1878), on employait en effet le terme *corps de cadets* et les gouvernements ontarien et québécois permettaient au personnel scolaire de servir comme instructeurs permanents des cadets, s'ils le désiraient et en avaient les aptitudes nécessaires.

Huit ans plus tard, en 1887, les règlements et ordonnances de la milice autorisèrent le prêt d'armes et d'équipements apparentés aux institutions d'enseignement à la condition que l'on fournisse des uniformes aux élèves et que l'on trouve des officiers compétents pour les entraîner.

L'année suivante, les ordonnances 60 et 61 autorisaient l'affiliation des corps de cadets, regroupant des garçons de 14 à 19 ans, à des unités de milice.

Il est à noter que durant les deux grandes guerres mondiales de 1914-1918 et 1939-1945, la grande majorité des corps de cadets interrompirent leurs activités.

Pour faire partie de ces corps de cadets *fermés*, il fallait obligatoirement être élève de l'institution d'enseignement dont le corps portait le nom et l'uniforme. Très tôt, plusieurs de ces corps de cadets s'affilièrent aux Fusiliers Mont-Royal.

Du début du 20<sup>e</sup> siècle jusqu'à au moins 1955, presque tous les corps de cadets du Québec étaient formés d'élèves d'écoles primaires et secondaires de la 8<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année inclusivement. Plusieurs collèges classiques comptaient également leur propre corps de cadets pour les élèves des *éléments latins* à la *Philo 2*. Le directeur de chaque école ou collège servait de répondant civil du corps de cadets de son institution.

Jusque vers 1955, les corps suivants, tous émanant d'institutions d'enseignement, étaient affiliés aux Fusiliers Mont-Royal :

- *Corps de cadets numéro 30, Collège Mont-Saint-Louis;*
- *Corps de cadets numéro 1588, École secondaire Saint-Viateur;*
- *Corps de cadets numéro 175, Collège Laval;*
- *Corps de cadets numéro 980, Mont-Saint-Antoine;*
- *Corps de cadets numéro 2637, École secondaire Urgel Archambault;*
- *Corps de cadets numéro 2821, École secondaire Jean-François Perreault;*
- *Corps de cadets numéro 2661, École Saint-Germain;*
- *Corps de cadets numéro 2719, Côte des Neiges-Ville Saint-Laurent.*

Les aléas de la *Révolution tranquille* des années 1960, laquelle transforma de fond en comble le système d'éducation du Québec, devait amener la disparition de la plupart de ces corps de cadets. Qu'on se permette de rappeler que la modernisation du système d'éducation entraîna la disparition des collèges classiques ou des institutions d'enseignement supérieurs, comme le *Mont-Saint-Louis*, la relocalisation des classes de 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> années dans les nouvelles écoles secondaires et polyvalentes, sans compter que la laïcisation de notre système d'enseignement devait entraîner la disparition des communautés religieuses et plus précisément des frères enseignants, lesquels constituaient, jusque-là, la majorité des instructeurs des divers corps de cadets.

Les anciens corps de cadets disparurent donc tous et furent remplacés par des corps de cadets *ouverts* à tous et recrutés selon des bases généralement géographiques, à l'exception du *Corps de cadets numéro 2* du *Collège Bishop* de Lennoxville. Même ceux qui ont leur quartier général dans une école n'entretiennent aucun lien organique avec l'institution d'enseignement qui les abrite. La transformation du système d'enseignement québécois et la création de corps de cadets constitués selon de nouveaux critères devait mener à la création, en 1971, de la *Ligue des cadets de l'armée du Canada*, laquelle se dota d'une section québécoise.

Plusieurs anciens officiers des Fusiliers Mont-Royal, dont les lieutenants-colonels Patrick Desgroseillers et Fernand Dostie y jouèrent un rôle important.

Depuis 1971, donc, chaque corps de cadets doit se doter d'un comité de parents et d'un répondant civil reconnu par la *Ligue des cadets de l'armée du Canada*.

Enfin, depuis 1975, les jeunes filles peuvent faire partie d'un corps de cadets. De même, l'on abaissa l'âge d'admission d'abord à 13 puis à 12 ans, critère encore en vigueur aujourd'hui.

L'histoire des cadets du Québec, en général, et des Fusiliers Mont-Royal, en particulier, se trouve toutefois assombrie par un malheureux accident survenu le 30 juillet 1974 au camp militaire de Valcartier. Pour des raisons encore inexplicables, une explosion survint lors d'une démonstration avec une grenade, tuant six cadets et en blessant plusieurs autres. Trois des cadets qui perdirent ainsi la vie appartenaient à des corps de cadets affiliés aux Fusiliers Mont-Royal. Le régiment a tenu à perpétuer leur mémoire en inscrivant leurs noms sur la plaque *in memoriam* à la mémoire de ses membres disparus en service commandé. Il s'agit du cadet E. X. Loyd, du *Corps de cadets numéro 2725 La Dauversière*; et du cadet Yves Leroux du *Corps de cadets numéro 2719* de Saint-Laurent; et du cadet Yves Langlois, du *Corps de cadets numéro 2661*, qui logeait dans les locaux mêmes des Fusiliers Mont-Royal, alors commandé par son père, le major Georges Langlois, *C.D.*

Tout au long de ces années, mais surtout depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'habillement des cadets ainsi que l'équipement sportif nécessaire, tant pour l'été que l'hiver, leur sont fournis par leurs corps respectifs.

De même, depuis l'après-guerre, l'encadrement s'est professionnalisé avec la formation d'une école de formation pour le personnel d'officiers-instructeurs, école qui fut réorganisée dans les années 1970 pour répondre aux besoins nouveaux. De même, en 1975, on créa, au camp d'été de Farnham, une compagnie spéciale visant à former des cadets-cadres instructeurs, incluant bien sûr les cadettes.

Au début des années 2000, neuf corps de cadets étaient affiliés aux Fusiliers Mont-Royal et bénéficiaient largement d'une gamme incroyable de camps d'été à travers le monde.

Les Fusiliers Mont-Royal ont toujours été très proches du mouvement des cadets de la *Force terrestre*. Certains des membres des Fusiliers furent à la base de plusieurs innovations intervenues, tant du côté militaire que du côté civil. Mentionnons, entre autres, que la Fondation offre des bourses allant jusqu'à 4 000 \$ aux cadets ou *cadettes* intéressés à poursuivre des études universitaires au *Collège militaire royal de Kingston*.

Aujourd'hui membres du *34<sup>e</sup> Groupe de brigade du Canada*, les Fusiliers Mont-Royal, avec leurs huit corps de cadets affiliés, démontrent clairement leur volonté de s'impliquer auprès des jeunes cadets et *cadettes*.

De plus, le *Club des officiers des Fusiliers Mont-Royal* et la *Filiale Jean Brillant, V.C. de la Légion canadienne* parrainent civilement trois d'entre eux, soit les *Corps de cadets numéros 2567, 2725 et 2637*.

## **Bref historique des corps de cadets affiliés aux F.M.R.**

### **Corps de cadets numéro 750, Escaut, Boucherville**

Fondé le 12 janvier 1918 au *Collège de Varennes*.

Mit fin à ses opérations en décembre 1931 pour les reprendre le 1<sup>er</sup> juin 1936 sous l'égide du *Collège de Varennes* puis du 30 juin 1947 à 1959 sous l'égide des Fusiliers Mont-Royal.

Reformé le 1<sup>er</sup> septembre 1976, à Boucherville, avec comme répondant le *Club des Lions de Boucherville* et premier commandant le major Armand Lefebvre, *C.D.*, jusqu'en 1986.

Lui succédèrent :

1986-1988 : Capitaine André Leduc, *C.D.*

1988-1990 : Capitaine Nicolas Morency

1990-1994 : Capitaine Robert D'Aquila, *C.D.*

1994-1995 : Capitaine Daniel Héroux

1995-1996 : Capitaine Michel Vincent, *C.D.*

1996-1997 : Capitaine Elaine Gravel

1997-2001 : Capitaine Patrick Trudel

2001-2005 : Capitaine Nicolas Marcoux

2005-2008 : Capitaine Karine Bélisle

2008-... : Capitaine G. Villeneuve.

### **Corps de cadets numéro 2567, Dunkerque 1994, Pont-Viau (Laval)**

Fondé le 1<sup>er</sup> janvier 1956.

Répondant : *Le Club des Officiers des Fusiliers Mont-Royal*

Commandants :

1956-1967 : Major Marcel Hamelin, *C.D.*

1967-1975 : Major Florian Bergevin, *C.D.*

1975-1977 : Capitaine Lionel Boudreau, *C.D.*

1977-1980 : Capitaine Gaston Parent, *C.D.*

1980-1982 : Capitaine Guy Ranger, *C.D.*

1982-1992 : Capitaine Sylvain Blais, *C.D.*

1992-1993 : Capitaine Roland Laliberté, *C.D.*

1993-1994 : Capitaine Jean Barbeau

1994-2000 : Major Pierre Lemieux, *C.D.*

2000-2004 : Capitaine Hubert Fafard, *C.D.*

2004-2008.: Capitaine Jean-Michel Paquet

2008-... : Capitaine Denis Carrignan.

### **Corps de cadets numéro 2637, Falaise, Longue-Pointe (Montréal)**

Fondé le 5 janvier 1959.

Répondant : *La Filiale Jean Brillant, V.C. de la Légion canadienne*

D'abord hébergé à l'École Urgel Archambault, le *corps de cadets numéro 2367 Falaise* loge maintenant dans la bâtisse 12 de la *Base de Longue-Pointe*.

Commandants :

1959-1966 : Capitaine A. Beaudouin

1966-1972 : Major R. Porlier

1972-1973 : Major R. Gagnon

1973-1980 : Major R. Legault

1980-1981 : Capitaine A. Cloutier

1981-1984 : Capitaine A. Carle

1984-1988 : Capitaine A. Raymond, *C.D.*

1988-1992 : Major F. Landreville

1992-1995 : Capitaine I. Payette

1995-1999 : Capitaine C. Boucher, *C.D.*

1999-2002 : Capitaine R. Mainguy, *C.D.*

2002-2005 : Capitaine C. Rose, *C.D.*

2005-2007: Capitaine S. Bessette-Martin, *C.D.*

2007-... : Lieutenant Christian Beauchamp

### **Corps de cadets numéro 2725, La Dauversière, Montréal**

Fondé le 1<sup>er</sup> septembre 1962.

Répondant: *Club des officiers des Fusiliers Mont-Royal*

Logé d'abord à l'École *secondaire La Dauversière* et maintenant au *Centre des loisirs l'Acadie* sur la rue Victor-Doré dans le Nouveau-Bordeaux (Montréal).

Commandants :

1961-1964 : Major Jean-Paul Lépine, *C.D.*

1964-1980 : Lieutenant-Colonel Guy Boisvert, *C.D.*

1980-1981 : Capitaine Michel Pilon

1981-1982 : Capitaine Pierre Choquette

1982-1983 : Capitaine Christian Valet

1982-1985 : Major Gilles Gagnon

1985-1991 : Capitaine Roland Laliberté, *C.D.*

1991-1993 : Capitaine Sylvain Chevrier, *C.D.*  
1993-1995 : Capitaine Marc Bissonnette  
1995-1998 : Capitaine Hubert Fafard, *C.D.*  
1998-2000 : Capitaine Marie-Claude Lavoie  
2000-2001 : Capitaine Antony M. Ziukas, *C.D.*  
2001-2006 : Capitaine Yves Gougeon, *C.D.*  
2006-... : Capitaine Julie Léger

### **Corps de cadets numéro 2802, Dieppe, Montréal**

Fondé le 1<sup>er</sup> octobre 1966, ce corps de cadet, dont le répondant était *L'Association des Fusiliers Mont-Royal 1961 Inc.* et qui logeait au manège des Fusiliers Mont-Royal, a dû cesser ses opérations en août 2008.

Commandants :

1966-1972 : Major Albert Caron, *C.D.*  
1972-1977 : Major Robert Desrosiers, *C.D.*  
1977-1978 : Major Paul Saint-Marseille  
1978-1981 : Capitaine Denis Poirier  
1981-1984 : Major Jean-Paul Lépine, *C.D.*  
1984-1985 : Major Armand Lefevre, *C.D.*  
1985-1988 : Major Allan Memess, *C.D.*  
1988-1991 : Major Daniel Private, *C.D.*  
1991-1994 : Capitaine Michel Forest, *C.D.*  
1994-1998 : Capitaine Yves Bérubé  
1998-2000 : Capitaine Pierre Mallette, *C.D.*  
2000-2003 : Capitaine Stelle Mylonakis, *C.D.*  
2003-2004 : Capitaine Pierre Mallette, *C.D.*  
2004-2008 : Capitaine Yves Martel.

### **Corps de cadets numéro 2908, Beauvoir, Montréal**

Fondé le 11 octobre 1972

Répondant: M. Tony Trudel (depuis 1997)

Logé C S P de la Pointe aux trembles- rue Notre-Dame, est. (l'ancien *Collège Roussin*).

Commandants :

1972-2001 : Capitaine M. Cuillierier  
                  Capitaine R. Laliberté, *C.D.*  
                  Capitaine S. Bernier  
                  Capitaine S. Rousseau  
                  Capitaine C. Rose, *C.D.*  
2001-2004 : Capitaine M. Lavoie, *C.D.*  
2004-2005 : Capitaine S. Grenier  
2005-2006 : Capitaine Vais B. Paré, *C.D.*  
2006-... : Capitaine Karine Tremblay

### **Corps de cadets numéro 2935, Amiens, Bois-des-Filion**

Fondé le 1<sup>er</sup> juin 1975.

Répondant: *La Ligue des Cadets de l'Armée du Canada (Québec)*.

Logé initialement à Vimont (Laval), le corps loge présentement à l'École les explorateurs, à Bois-des-Filion.

Commandants:

1981-1989 : Major Florian Bergevin, *C.D.*  
                  Capitaine Serge Rivest, *C.D.*

Capitaine Richard Saint-Amour  
Capitaine Carole Brochu  
1989-1994 : Capitaine Claude Simard, *C.D.*  
1994-1998 : Capitaine Yves Gougeon, *C.D.*  
1998-2000 : Capitaine André Carrière *C.D.*  
2000-2005 : Capitaine Sophie Bessette-Martin, *C.D.*  
2005-2007 : Capitaine Marie-Hélène Paradis.  
2007-... : Capitaine Andrew Torres

### **Corps de cadets numéro 2973, Arras, à Saint-Félix-de-Valois**

Fondé le 10 janvier 1980.

Répondant : *Les Chevaliers de Colomb de Saint-Félix de Valois.*

Le corps est logé à l'École polyvalente des Érables à Saint-Félix- de-Valois.

Commandants :

1980-1988 : Capitaine Sonier Dimitri  
1988-1992 : Capitaine Yves Massé  
1992-2001 : Capitaine Jean-Guy Chartier, *C.D.*  
2001-2005 : Capitaine Gaston Vadnais, *C.D.*  
2005-..... : Capitaine Stéphanie Lafontaine.

### **Corps de cadets numéro 2974, Anvers, Lavaltrie**

Fondé le 1<sup>er</sup> décembre 1979.

Répondant : le *Club Optimiste de Lavaltrie.*

Le corps a ses quartiers à Lavaltrie.

Commandants :

1979-2000 : Capitaine Bernard Lacombe  
Capitaine René Steingue  
Capitaine Rolland Laliberté  
Capitaine Robert Drouin  
Capitaine René Steingue  
Capitaine Bernard Lacombe  
Capitaine Marcel Sérigny  
Capitaine Carole Simard, *C.D.*  
2000-2001 : Capitaine Robert Lapointe  
2001-2003 : Capitaine Stéphanie Lafontaine  
2003-2006 : Capitaine Stéphane Héту.  
2006-... : Capitaine Yves Gougeon

Les cadets méritants peuvent, encore aujourd'hui, se mériter plusieurs médailles et décorations.

- La médaille de la *Fondation Stratchcona*, décernée chaque année aux cadets les plus méritants de chaque corps de cadets des trois armes est, sans aucun doute la plus ancienne et la plus élogieuse de toutes.
- Depuis quelques années, la *Légion royale canadienne* décerne également une médaille au cadet le plus méritant de chaque unité.
- Enfin, depuis 2005, la *Ligue des cadets de l'armée du Canada* décerne, à tout cadet ayant complété quatre années au sein d'un corps de cadet et assisté à quatre camps d'été, une médaille.

Ses buts principaux sont toujours de former :

- -D'honnêtes citoyens-nes;
- -De stimuler l'intérêt pour une bonne condition physique;
- -D'aider les jeunes dans leurs études et, dans le cas de ceux que la chose intéresse, de former de bons candidats pour les Forces armées canadiennes.

Tous les corps de cadets qui ont été affiliés aux Fusiliers Mont-Royal, au cours de sa longue histoire en ont tiré une grande fierté. Tous se sont distingués de différentes façons en remportant des trophées, des médailles, des décorations, des championnats ou en réalisant divers exploits qu'il serait trop long d'énumérer dans cette courte annexe, tout comme il serait trop long d'énumérer tous les cadets et officiers qui ont été honorés à divers titres au cours des ans.

Il n'en demeure pas moins que c'est grâce à eux que les Fusiliers Mont-Royal ont toujours été fiers de leurs corps de cadets et de ceux qui en font ou en ont fait partie.

***Numquam Retrorsum***

Octobre 2008.

## **Annexe 8 : Membres des Fusiliers Mont-Royal morts au champ d'honneur**

### **Campagne du Nord-Ouest 1885**

(Sous le nom de *65<sup>e</sup> Bataillon-Carabiniers Mont-Royal*)

Valiquette, Sgt P. 1885 (mort d'épuisement)

### **Première Guerre mondiale - 1914-1918**

(La liste est formée d'ex-membres du *65<sup>e</sup> Bataillon-Carabiniers Mont-Royal* morts par la suite au front en servant dans d'autres unités)

#### **1915**

Baron, Sdt Hervé 10 novembre 1915

#### **1916**

Laramée, Cpl Joseph-Aldéric 5 avril 1916

Lambert, Sdt Paul-Adrien 8 avril 1916 (porté disparu présumé tué au combat)

Gingras, Sgt Rosaire 14 avril 1916

Saint-Louis, Sdt William 15 juin 1916

Laverdière, Sdt Alexandre 19 juin 1916

Michaud, Sdt J.-Alphonse 15 juillet 1916

Morissette, Sdt Samuel 14 septembre 1916

Beaudry, Lt Abel-C.-Prudent 15 septembre 1916

Ledoux, Sdt Moïse 15 septembre 1916 (porté disparu présumé tué au combat)

Bauset, Cpt Édouard 16 septembre 1916

Grignon, Sgt Lorenzo 18 septembre 1916 (porté disparu présumé tué au combat)

Robert, Sdt Oscar 26 septembre 1916

Grimard, Sdt Albert 3 octobre 1916

Lawlor, Sdt Eugene 4 octobre 1916

Richelieu, Sdt Téléphore 4 octobre 1916

#### **1917**

Boisseau, Sdt Edmond 11 mai 1917

Goyette, Sdt Arthur 11 avril 1917

Saint-Pierre, Sdt Joseph 21 août 1917

Bourbonnais, Sdt Edgar 24 août 1917

Lacroix, Cpl François-Xavier 12 décembre 1917

#### **1918**

Marsan, Sdt Joseph-Damase 11 avril 1918

Gauthier, Sdt Ferdinand 12 avril 1918

Saint-Pierre, Cpl Charles-Xavier 24 avril 1918

Lamarche, Cpl Dalvanie 27 août 1918

## Deuxième Guerre mondiale - 1939-1945

### 1940

Gadouas, Sdt Roméo	1940
Godbout, Sdt Lucien	24 avril 1940
Délisle, Sdt Gaston	5 mai 1940
Théoret, Sdt Napoléon	6 juin 1940
Paiement, Sdt Lucien	1 <sup>er</sup> octobre 1940
Slevan, Cpl Adrien-J.-Doria	16 octobre 1940
Deshaies, Sdt Germain	11 novembre 1940

### 1941

Archambault, Sdt Henri	5 avril 1941
Gaudreau, Sdt Omer	13 juin 1941
Aubé, Sdt Raoul	18 juillet 1941

### 1942

Désormeaux, Sdt Paul	8 avril 1942
Dufresne, Sdt Jules	17 juin 1942
Alleyn, MD, Cpt Charles	19 août 1942
Beaudoin, A/Cpl Antonio	19 août 1942
Beaudoin, Sgt Donat	19 août 1942
Beauchamp, Sdt Henri	(blessé au combat le 19 août 1942, mort de ses blessures le 3 octobre 1944)
Beauséjour, Sdt René	19 août 1942
Beauvais, Sdt Armand	19 août 1942
Beauvais, Sgt Jean-Paul	19 août 1942
Beresford, Sdt Edward	19 août 1942
Bertrand, Sdt Florian	19 août 1942
Bertrand, Sdt Louis	19 août 1942
Bilodeau, Sgt Roland	19 août 1942
Bisson, Sdt Jos-Alphonse	19 août 1942
Boileau, Sdt Maurice	(blessé au combat le 19 août 1942, décédé le 21 août 1942)
Boily, Sdt Louis	19 août 1942
Boivin, Sgt Arthur	19 août 1942
Boulanger, Sdt Fernand	19 août 1942
Boulanger, Sdt Robert	19 août 1942
Brunet, Sgt Alphonse	19 août 1942
Brunet, Sdt Léopold	19 août 1942
Burke, Sdt Cyril	19 août 1942
Caisse, Sdt Georges	19 août 1942
Cardinal, Sdt André	19 août 1942
Cardinal, Sdt Rolland	19 août 1942
Carpentier, Sdt Bernard	19 août 1942
Carrière, Sdt Jean-Louis	19 août 1942
Cartier, Cpl Eillie	19 août 1942
Champagne, Sdt Roméo	19 août 1942
Chevalier, Sdt Armilias	19 août 1942
Choquette, Cpl Georges	19 août 1942
Cloutier, Sdt Gérard-Ludger	19 août 1942

Dallaire, Sdt Maurice	19 août 1942
Dépelteau, Sdt Charles-E.	19 août 1942
Desormiers, Sdt Alfred	19 août 1942
Desroches, Cpl Joseph	19 août 1942
Desrosiers, Sgt Jean-Paul	19 août 1942
Dillon, Cpt Wentworth Roy	19 août 1942
Dion, Sdt Lorenzo	19 août 1942
Dubé, Sdt Lucien	19 août 1942
Dubois, Sdt Henri	19 août 1942
Dubuc, Sdt Roger	19 août 1942
Dufour, Sdt Hector	19 août 1942
Dufresne, Cpl J.-Roland	19 août 1942
Dumaine, Sdt Jean-Louis	19 août 1942
Dupuis, Cpl Arthur	19 août 1942
Eaton, Cpt Erskine Robert	19 août 1942
Faille, Sdt Aimé	19 août 1942
Ferron, Sdt Fernand	19 août 1942
Filion, Sdt Amédée	19 août 1942
Filion, Sdt René	19 août 1942
Fournier, Sdt Marcel	19 août 1942
Fyfe, Sdt Jacques	19 août 1942
Galarneau, Sdt Roland	19 août 1942
Gariépy, Sdt Antonio	19 août 1942
Gélinas, Sgt Roméo	19 août 1942
Goldin, Sdt Louis	19 août 1942
Grenier, Sdt Louis-Philippe	19 août 1942
Grondines, Cpl Lorenzo	19 août 1942
Guérin, Sdt Georges	19 août 1942
Guérin, Sdt Wilbrod	(blessé au combat le 19 août 1942, décédé le 27 décembre 1942)
Hamel, Sdt Louis	19 août 1942
Harrison, Sgt Claude	19 août 1942
Hogue, S.M.C. Georges-L.	19 août 1942
Huot, Sdt Jos-J.-B.	(blessé au combat le 19 août 1942, décédé le 27 décembre 1942)
Jodoin, Sdt Dollard	19 août 1942
Labelle, Sdt Jacques	19 août 1942
Lacelle, Sdt Henri	19 août 1942
Lalanne, Sdt Alphonse	19 août 1942
Landriault, Sdt Édouard	19 août 1942
Landry, Sdt Ludger	19 août 1942
Langevin, Cpl Maurice	19 août 1942
Lapointe, Sgt J.-M.-Alphonse	19 août 1942
Lapointe, Sgt Maurice	19 août 1942
Larin, Sdt Marcel	19 août 1942
Larocque, Sdt Albert	19 août 1942
La Rue, Cpt L.-J.-Rolland	19 août 1942
Le Bel, Cpl Philippe	19 août 1942
Leclair, Sdt Henri	19 août 1942
Lemieux, Sdt Rolland	19 août 1942
Lévesque, Lt Jean-Jacques	19 août 1942

Lippé, Cpl Édouard	19 août 1942
Malo, Sdt Maurice	19 août 1942
Marceau, Sdt Jos-Jacques	19 août 1942
Marcotte, Sdt Jean-Marie	19 août 1942
Massé, Sdt Armand	19 août 1942
McLish, Sdt Roland	19 août 1942
Metcalfe, Sgt John Reginald	19 août 1942
Migneault, Cpl Ernest	19 août 1942
Milot, Sdt Jean-Paul	19 août 1942
Mineau, Sdt René	19 août 1942
Nesbitt, Cpl Alfred	19 août 1942
Packwood, Sdt Léo	19 août 1942
Papillon, Sdt Roméo	19 août 1942
Parent, SQMS N.-Édouard	19 août 1942
Pérusse, Lt Jerry-Rosario	19 août 1942
Picard, Sgt Oscar Francis	19 août 1942
Plante, Sdt Ovide	19 août 1942
Poirier, Sdt Joseph-Roméo	19 août 1942
Postras, Sdt Gérard	19 août 1942
Pratt, Cpl Thomas	19 août 1942
Rashotte, Sdt Léonard	19 août 1942
Redshaw, Sdt William	19 août 1942
Rivet, Sdt J.-W.-Alfred	19 août 1942
Rochon, Sdt Raymond	19 août 1942
Roy, Sdt Marcel	19 août 1942
Saint-Germain, Sdt Jean-Paul	19 août 1942
St-Pierre, Sdt Théodore	19 août 1942
Savoy, Mj Richard	19 août 1942
Senécal, Sdt Robert	19 août 1942
Simard, Sdt Arthur	19 août 1942
Somma, Sdt John	19 août 1942
Tremblay, Cpl André	19 août 1942
Trottier, Cpl Pierre-Joseph	19 août 1942
Trudel, Lt Pierre-André	19 août 1942
Turmel, Sdt Guy	19 août 1942
Varin, Sdt Maurice	19 août 1942
Vennat, Lt André	19 août 1942
Véronneau, Sdt Édouard	19 août 1942
Verreault, Cpl Thomas	19 août 1942

### 1943

Lortie, Sgt Armand	11 mars 1943
Désautels, Sdt Paul-Émile	31 mai 1943
Cirotenko, Sdt Vladimir	12 juillet 1943
Champagne, Sdt Alexandre	21 juillet 1943
Ouellette, Sdt Léo	25 septembre 1943
Montour, Sdt Maurice	4 novembre 1943
Sioui, Sdt Rosaire	8 décembre 1943
Désaulniers, Cpl Albert	15 décembre 1943
Bélanger, Sgt Alexandre	16 décembre 1943

**1944****Mars 1944**

Tanguay, Sdt Émile 4 mars 1944

**Avril 1944**

Dumont, Cpl Rosario 14 avril 1944

Mackay, Cpt Francis 23 avril 1944

Nadeau, Sdt Paul-Émile 27 avril 1944

**Juin 1944**

Dubois, Sdt Aimé 15 juin 1944

**Juillet 1944**

Germain, Sdt Roger 13 juillet 1944

Dagenais, Sdt Gérard 15 juillet 1944

Bélaire, Sdt Léo 20 juillet 1944

Beaulieu, Cpl P.-É. 21 juillet 1944

Brugess, Sdt L.-Richard 21 juillet 1944

Donati, Sdt Philippe 21 juillet 1944

Gaulin, Cpl René 21 juillet 1944

LeBlanc, Sdt Paul-Vincent 21 juillet 1944

McDonald, Sdt Gordeon J. 21 juillet 1944

Morin, Sdt Ambroise 21 juillet 1944

Tremblay, Sdt Marie-Antoine 21 juillet 1944

Arseneault, Sdt Émile 22 juillet 1944

Brouard, Sdt J.-Wilfrid 22 juillet 1944

Dionne, Cpl Maurice 22 juillet 1944

Daoust, Sdt André 22 juillet 1944

Dominique, Sdt Joseph 22 juillet 1944

Fortier, Sdt Roméo 22 juillet 1944

Fortin, Cpl René 22 juillet 1944

Gagnon, Sdt Joseph-Roger 22 juillet 1944

Gauthier, Sdt Joseph-Wilfred 22 juillet 1944

Girard, Sdt Élie-Robert 22 juillet 1944

Labonté, Sdt Rolland 22 juillet 1944

Millaire, Sdt Gérard 22 juillet 1944

Loiseau, Sdt Joseph-Alfred 22 juillet 1944

Tremblay, Sdt Adrien 22 juillet 1944

Trottier, Sdt Benoît Phemus 22 juillet 1944

Hainault, Sdt Victor 22 juillet 1944

Baron, Sdt Gérard-Auguste 23 juillet 1944

Blais, Sdt Emmanuel 23 juillet 1944

Bonneau, Sdt Gabriel 23 juillet 1944

Décary, Cpt Joseph-René 23 juillet 1944

Doré, Sdt Gérard 23 juillet 1944

Collin, Sdt François 24 juillet 1944

Filipelli, Sdt Antonio 24 juillet 1944

Gagné, Sdt Lucien 24 juillet 1944

Gravelle, Sdt Joseph 24 juillet 1944

Latreille, Sdt Omer-Marcel 24 juillet 1944

Lachance, Sdt Marcel 24 juillet 1944

Malboeuf, Sdt Maurice	24 juillet 1944
Nevremont, Sdt Antoine	24 juillet 1944
Nigelsky, Sdt Léon	24 juillet 1944
Tremblay, Sdt Maurice	24 juillet 1944
Duplantis, Sdt Donat	25 juillet 1944
Lemay, Sdt Maurice	25 juillet 1944
Pelletier, Sdt Gérard	25 juillet 1944
Taylor, Sgt Albert	25 juillet 1944
Duval, Sdt Alfred	26 juillet 1944
Forgues, Sdt Georges	26 juillet 1944
Arseneault, Lcpl Edmond	26 juillet 1944
Beaulieu, Sdt Alexis	26 juillet 1944
Bouchard, Sdt Léon	26 juillet 1944
Bruyère, Cpl Gérard	26 juillet 1944
Noël, Sdt Joseph	26 juillet 1944
Vincent, Sdt Jean-Guy	26 juillet 1944
Denis, Sdt Jean-Paul	27 juillet 1944
Vaillancourt, Sdt J.-A.-Georges	27 juillet 1944
Daigle, Sdt Philippe	28 juillet 1944
Desbiens, Sdt Élie	28 juillet 1944
Duguay, Sdt Aristide	28 juillet 1944
Fortin, Sdt Jacques	28 juillet 1944

#### **Août 1944**

Daudelin, Sdt Roland	1 <sup>er</sup> août 1944
Desmarchais, Sdt Jean-Louis	1 <sup>er</sup> août 1944
Després, Sdt Hubert	1 <sup>er</sup> août 1944
Dorion, Lt Joseph-Alphonse	1 <sup>er</sup> août 1944
Huot, Sdt Claude	1 <sup>er</sup> août 1944
LaRamée, Cpl Roger	3 août 1944
Vézina, Cpl Jean-Jacques	4 août 1944
Lemay, Sdt Paul-Émile	15 août 1944
Brégent, Cpt Georges	8 août 1944
Bruneau, Sdt Joseph	8 août 1944
Chicoine, Lt Aurèle	8 août 1944
Cyr, Lt André	8 août 1944
Fortin, Cpl Albert	8 août 1944
Fournier, Cpl Gilbert	8 août 1944
Maillet, Sdt Alcide-Edmond	8 août 1944
Morin, Sdt Lucien	8 août 1944
Cameron, Sdt J. Marius	10 août 1944
Deniger, Sdt Lucien	10 août 1944
Morin, Sdt J.-Willie	10 août 1944
Boudreau, Sdt Percy J.	14 août 1944
Doucet, Sdt Joachim-Rudolph	14 août 1944
Drapeau, Sdt Ernest-Jpseph	14 août 1944
Drolet, Cpl Gaston	14 août 1944
Dubois, Sdt Émilien	14 août 1944
Héroux, Sdt J.-Roland	14 août 1944
Ladéroute, Sdt Alexandre	14 août 1944
Ladouceur, Sdt Marcel	14 août 1944

Lamalice, Sdt Joseph	14 août 1944
Lanteigne, Sdt Joseph	14 août 1944
Lapierre, Sdt Maurice	14 août 1944
Lepage, Sdt Hilaire	14 août 1944
Martel, Cpl Ernest	14 août 1944
Morneau, Sdt Alphonse	14 août 1944
Lelièvre, Cpl Hector-Raymond	14 août 1944
Paré, Sgt J.-Ernest	14 août 1944
Skene, Cpl Henry	14 août 1944
Thouin, Sdt Édouard-Francis	14 août 1944
Bazin, Lt Pierre	15 août 1944
Lepage, Lt Marc-Roland	15 août 1944
Godmaire, Cpl Ernest	17 août 1944
Lavallée, Cpl Raymond	17 août 1944
Valade, Sdt Paul-Émile	17 août 1944
Brunet, Sdt Aurèle	19 août 1944
Brazeau, Sdt J.-Paul-Émile	20 août 1944
Lévesque, Sdt Joseph	22 août 1944
Morneault, Sdt Guy-Maurice	22 août 1944
Bernard, Sdt Francis-Joseph	23 août 1944
Bessette, Sdt David	23 août 1944
Carrier, Sdt Alyre	23 août 1944
Chevalier, Cpt Marcel Jacques	23 août 1944
Doiron, Sdt Jean-Paul T.	23 août 1944
Flibotte, Sdt Arthur	23 août 1944
Lapointe, Sdt Lorenzo	23 août 1944
Taillefer, Cpl Gérard	24 août 1944
Massicotte, Sdt Arsène-Alfred	24 août 1944
Méthot, Sdt Paul	24 août 1944
Michaud, Sgt Gérald	25 août 1944
Dupuis, Sdt Raoul	27 août 1944
Blais, Cpl Henri	27 août 1944
Cummings, Sdt Laurent	27 août 1944
Fortier, Sdt J.-Léopold	29 août 1944
Brunet, Sdt Guy	29 août 1944

### **Septembre 1944**

Houle, Sdt Jean-Paul	11 septembre 1944
Bellemare, Sdt Benoît	14 septembre 1944
Bernier, Sdt Marius	14 septembre 1944
Bourget, Sdt Fernand	14 septembre 1944
Packwood, Sdt J.-J.-Napoléon	14 septembre 1944
Gauthier, Sdt Henri	14 septembre 1944
Taillon, Sdt Adrien	14 septembre 1944
Allaire, Cpl Réal-Francis	15 septembre 1944
Lascelle, Sdt Louis	17 septembre 1944
Vincent, Sdt Eugène	17 septembre 1944
Tremblay, Cpl Jean-Armand	18 septembre 1944
Miller, Sdt Jemeril	19 septembre 1944
Thouin, Sdt J.-Gérard	22 septembre 1944
Demers, Sdt J.-O.-Claude	23 septembre 1944

Beaudin, Sdt Privat	24 septembre 1944
Beaudoin, Sdt Adrien	24 septembre 1944
Boissonneault, Lt J.-R.-Alcide	24 septembre 1944
Campeau, Sdt Gaétan	24 septembre 1944
Desrochers, Sdt Cassien	24 septembre 1944
Gélinas, Sdt Hector	24 septembre 1944
Giroux, Cpl Jean-Paul	24 septembre 1944
Henri, Cpl Paul-Henri	24 septembre 1944
Leroux, Cpl Joseph-Moïse	24 septembre 1944
Legault, Sdt Robert	24 septembre 1944
Téro, Sdt Édouard-Albert	24 septembre 1944
Olivier, Sdt Gérard	26 septembre 1944
Dussault, Sdt Roland	28 septembre 1944
Laframboise, Cpl Ernest	30 septembre 1944

### **Octobre 1944**

Arseneault, Sgt Gérard	3 octobre 1944
Boudreau, Sdt Eudore	5 octobre 1944
Tétreault, Sdt J.-Léo	5 octobre 1944
Touzel, Cpl J.-Rolland	5 octobre 1944
Cardinal, Cpl Roma	6 octobre 1944
Thibeault, Sdt Louis-Philippe	8 octobre 1944
Marchand, Sdt Hervé	9 octobre 1944
Caron, Sdt Lucien	9 octobre 1944
Douaire, Sdt Gaston	9 octobre 1944
Cloutier, Sdt Fernand	11 octobre 1944
Lebel, Sdt Alphonse-Édouard	11 octobre 1944
Deschambault, Sgt J.-A.-Gilles	21 octobre 1944
Morin, Sdt Gérard	21 octobre 1944
Guilmain, Sdt Roméo	22 octobre 1944
Bélangier, Sdt Marcel	23 octobre 1944
Belzile, Sdt Charles-Eugène	23 octobre 1944
Bradette, Sdt Laurent	23 octobre 1944
Chénard, Sdt Antoine	23 octobre 1944
Couture, Sdt Joseph-Raymond	23 octobre 1944
Fortier, Sdt Roger	23 octobre 1944
Genest, Sdt Armand-J.	23 octobre 1944
Gervais, Sdt Lionel	23 octobre 1944
Huet, Sdt Édouard	23 octobre 1944
Lacroix, Sdt Émile	23 octobre 1944
Lamoureux, Sdt Gérard	23 octobre 1944
Leclerc, Sdt Edgar	23 octobre 1944
Lequin, Sdt Romuald-Joseph	23 octobre 1944
Morrisette, Lt Yves	23 octobre 1944
Ouellet, Cpl Camille	23 octobre 1944
Vallières, Sdt Gérard	23 octobre 1944
White, Mj George Andrew	23 octobre 1944
Ducharme, Sgt Gabriel	23 octobre 1944

**Novembre 1944**

Jacob, Sgt Joseph	13 novembre 1944
Therriault, Cpl Roland	19 novembre 1944
Dufour, Cpl Roland	21 novembre 1944
Ledoux, Sdt Julien	29 novembre 1944

**Décembre 1944**

Laplante, Sdt Philippe	3 décembre 1944
Jean, Lt Romuald	6 décembre 1944
Lacroix, Sdt Gaétan	11 décembre 1944
Asselin, Cpt André	12 décembre 1944
Desautels, Sdt Henri-J.	17 décembre 1944
Laplante, Sdt Lucien	17 décembre 1944
Tremblay, Sdt J.-Arthur-Adrien	17 décembre 1944
Laurence , Sdt Joseph	25 décembre 1944

**Autres membres des Fusiliers morts en devoir en 1944**

Perron, Sdt Émile  
Perron, Cpl Louis  
Picard, Sdt Siméon  
Plouffe, Sdt Jean  
Poissant, Sdt Georges-Émile  
Poulin, Sdt Jean-Louis  
Poulin, Sdt J.-Marcel  
Prieur, Sgt Raoul  
Prince, Cpl J.-Léo  
Proulx, Sdt Alphonse  
Rehel, Sdt Jean-Marie  
Renaud, Lt Guy-Edmond  
Renaud, Sdt Raoul  
Richard, Sdt Armand-Hervé  
Rioux, Cpl Marc  
Rivet, Sdt Théodore Gilbert  
Robichaud, Sdt David  
Rodrigue, Sgt Camille  
Rouleau, Sdt Joseph-Armand  
Rousseau, Sdt Régis  
Roussel, Sdt André  
Roy, Sdt Albert-Marc-Aurèle  
Roy, Sdt Liguori  
Saint-Cyr, Sdt Roger  
Saint-Laurent, Sdt Réal  
Salvas, Sdt Ubald-Fernand  
Saucier, Sdt Louis  
Sauvageau, Sdt Paul  
Sauvé, Cpl Dorima  
Savard, Sdt Joseph  
Savard, Sdt Raymond  
Savoie, Sdt Emery  
Sheehan, Sdt Roge

## 1945

### Janvier 1945

Carignan, Cpl Émile-Richard	7 janvier 1945
Montcalm, Sdt Conrad	8 janvier 1945
Fortin, Sgt Georges-David	18 janvier 1945
Latour, Cpl Georges-Émile	18 janvier 1945
Cormier, Sdt Henri	19 janvier 1945
Hill, Sdt Jean-Claude	20 janvier 1945
Barnabé, Sdt Jean-Paul	23 janvier 1945
Saint-Laurent, Sdt Lucien	28 janvier 1945

### Février 1945

Rouisse, Cpl Lucien	5 février 1945
Larivière, Sdt Gaston	8 février 1945
Asselin, Cpt Robert Royal	21 février 1945
Benoit, Sdt Roméo	24 février 1945
Gaudet, Cpl Arthur	26 février 1945
Guertin, Sdt John	26 février 1945
Lavigne, Sdt Marcel	26 février 1945
Paquette, Cpl Maurice	26 février 1945
Paquette, Lt Ovide-Joseph	26 février 1945
Parent, Sdt Paul-Eugène	26 février 1945
Peltier, Sdt Alphée-Raymond	26 février 1945
Saint-Onge, Sdt Jean-Marie	26 février 1945
Talbot, Lt Robert	26 février 1945
Thibodeau, Sdt Vincent	26 février 1945
Cayouette, Sdt Adrien	26 février 1945
Pelletier, Sdt Marius	28 février 1945

### Mars 1945

Boyer, Sdt Donatien	1 <sup>er</sup> mars 1945
Joseph Brochu, Mj Armand-J.	1 <sup>er</sup> mars 1945
Dubreuil, Sdt Jean-Paul	2 mars 1945
Fiola, Sdt Wilbert	3 mars 1945
Lacelle, Sdt Henry Edward	3 mars 1945
Lamontagne, Cpl Albert-Noël	3 mars 1945
Masson, Lcpl Lucien-J.	3 mars 1945
Paquette, Sdt Gérard	3 mars 1945
Taillefer, Sdt Roger	3 mars 1945
Zaste, Cpl Philiias	3 mars 1945
Lalonde, Sdt Roger-Fernand	4 mars 1945
Beaudoin, Sdt Lionel	13 mars 1945
Lalonde, Sgt J.-Louis-Émile	14 mars 1945
Beaudoin, Lcpl Élucipe	16 mars 1945
Barry, Cpl Roland-Alfred	30 mars 1945
Fortin, Sdt Jcques	30 mars 1945
Pilon, Sgt Bernard-Gaston	30 mars 1945
Robert, Sdt Alphonse	30 mars 1945

**Avril 1945**

Caron, Lt Paul-Rolland	5 avril 1945
Paquette, Sdt Maurice	6 avril 1945
Bergeron, Sdt Jean-Paul	7 avril 1945
Boutin, Lt Paul-Henri	7 avril 1945
Dubé, Sdt Jean-Marie	7 avril 1945
Lessard, Cpl J.-Arthur-Marcel	7 avril 1945
Poulin, Sdt J.-Olivier-Bernard	7 avril 1945
Champagne, Cpl Hormidas	9 avril 1945
Fortin, Sdt Albert	10 avril 1945
Valiquet, Sgt Jean-Louis	12 avril 1945
Beausoleil, Sdt Albert	12 avril 1945
Bergeron, Mj Ernest	15 avril 1945
Plouffe, Sdt Jos-Alpha-Gérard	16 avril 1945
Duguay, Cpl Arthur	16 avril 1945
Dumas, Sdt Ernest	20 avril 1945
Lavigne, Sdt Rodger	24 avril 1945
Bouley, Cpl Raymond	24 avril 1945
Bellerive, Sdt Rosaire	26 avril 1945
Martin, Sgt Frank Lachland	28 avril 1945
Marchand, Sdt Paul-Émile	29 avril 1945
Lussier, Lt René-Louis	29 avril 1945
Guimond, Cpl Jean-Octave	29 avril 1945
Bourgeois, Sdt Jean-Paul	29 avril 1945
Bélair, Sgt Lucien	29 avril 1945
Maillé, Cpl Lucien	30 avril 1945

**Mai 1945**

Galarneau, Sdt Jean-Hubert	6 mai 1945
Rioux, Cpl Raymond	24 mai 1945

**Septembre 1945**

Coulombe, Sdt Edmond	22 septembre 1945
----------------------	-------------------

**Octobre 1945**

Lévesque, Sdt Jean	1 <sup>er</sup> octobre 1945
Lafortune, Cpt J.-Maurice	7 octobre 1945

**Novembre 1945**

Dufour, Sdt Louis-Joseph	1 <sup>er</sup> novembre 1945
--------------------------	-------------------------------

**1946**

Bertrand, Cpl Georges-Aimé	25 mars 1946
Longeard, Sdt George	15 juillet 1946

**1947**

Robertson, Sdt Louis	15 avril 1947
Plourde, Sdt Rolland	19 mai 1947

## **Annexe 9 : Honneurs de guerre**

### ***Campagne du Nord-Ouest***

\*Nord-Ouest du Canada, 1885. 517[1]

### ***Première Guerre mondiale***

\*Ypres, 1915-17  
\*Festubert, 1915  
\*Somme, 1916  
\*Arras, 1917-1918  
\*Côte 70  
\*Amiens  
Ligne Hindenburg  
\*Poussée de Mons

### ***Deuxième Guerre mondiale***

\*Dieppe \*  
Crête de Bourquebus  
\*St-André-sur-Orne  
\*Crête de Verrières-Tilly-la-Campagne  
\*Falaise

### ***Route de Falaise***

La Laison  
Forêt de la Londe  
\*Dunkerque, 1944  
\*Canal d'Anvers-Turnhout  
L'Escaut  
Woonsdrecht  
\*Beveland Sud  
La Rhénanie  
\*Le Hochwald  
\*Xanten  
Le Rhin  
\*Groningen

### ***Oldenberg***

Nord-Ouest de l'Europe, 1942, 1944-45

### ***Faits d'armes***

Brigade de Berlin, 1945  
27<sup>e</sup> Brigade, Allemagne, 1951-53.

---

517[1] Les honneurs de guerre précédés d'un astérisque sont brodés sur le drapeau du régiment).

## **Annexe 10 : Décorations méritées par les membres du régiment au cours de la Seconde Guerre mondiale**

Sergent-chef Paul Arseneau, *Médaille de la Conduite distinguée.*

Fusilier Adélarde Arteau, *Médaille de l'Empire britannique.*

Capitaine Georges Balcer, *Citation à l'ordre du jour.*

Sergent-chef Jean-Paul Beauvais, *Croix de guerre française avec étoile d'argent, Citation à l'ordre du jour.*

Capitaine Robert Beauvais, *Citation à l'ordre du jour.*

Caporal Charles-André Bélanger, *Médaille militaire.*

Lieutenant Pierre Benoit, *Croix militaire.*

Major Georges Bergeron, *Croix de bronze hollandaise.*

Sergent Joseph R. R. Bergeron, *Citation à l'ordre du jour.*

Fusilier Lorenzo Bernier, *Médaille militaire.*

Brigadier général Robert Bérubé, *Médaille militaire.*

Fusilier Armand Berthiaume, *Citation à l'ordre du jour.*

Lieutenant-colonel Yves Bourassa, *Membre de l'Ordre de l'Empire britannique.*

Sergent quartier-maître Jean-Paul Bourque, *Croix de Guerre française avec étoile de bronze.*

Sergent-major de compagnie Antonio Brisebois, *Croix de guerre française avec étoile d'argent, Citation à l'Ordre du jour.*

Major Armand Brochu, *Citation à l'ordre du jour.*

Sergent Antoine Carrière, *Médaille militaire, Croix de bronze hollandaise, Citation à l'ordre du jour.*

Lieutenant-colonel Jean E. Chaput, *Officier de l'Ordre de l'Empire britannique.*

Fusilier Gérard Cloutier, *Citation à l'ordre du jour.*

Fusilier Henri Cousineau, *Citation à l'ordre du jour.*

Caporal Mendoza Dagenais, *Médaille militaire.*

Sergent-major régimentaire René Dagenais, *Membre de l'Ordre de l'Empire britannique.*

Caporal Alfred Daoust, *Médaille militaire*.

Fusilier Normand Daudelin, *Citation à l'ordre du jour*.

Sergent quartier-maître Niverville De la Bruère, *Citation à l'ordre du jour*.

Sergent-major de compagnie Paul Desylva, *Croix de guerre française avec étoile d'argent*.

Général J.-A. Dextraze, *Commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique, Ordre du Service distingué avec agrafe*.

Lieutenant Roger Dorion, *Citation à l'ordre du jour*.

Sergent Pierre Dubuc, *Médaille militaire*.

Lance-caporal Adrien Dufour, *Médaille militaire*.

Fusilier Jacques Dufresne, *Citation à l'ordre du jour*.

Capitaine Lucien Dumais, *Croix militaire, Médaille militaire, Médaille américaine de la Liberté avec palme d'argent*.

Sergent Gérald Durocher, *Médaille militaire*.

Capitaine Pierre Faribault, *Croix militaire*.

Fusilier Léo Filiault, *Médaille militaire*.

Fusilier Claude Forget, *Croix de guerre française avec étoile de bronze*.

Colonel Maurice Forget, *Officier de la Légion d'honneur française, Croix de guerre française à l'ordre l'armée*.

Fusilier René Fortier, *Citation à l'ordre du jour*.

Sergent Wilfrid Gagné, *Médaille militaire*.

Lieutenant-colonel Gilles Gamache, *Croix américaine du Service distingué*.

Brigadier général Guy Gauvreau, *Ordre du Service distingué, Citation à l'ordre du jour, Officier de la Legion of Merit américaine, Chevalier de la Légion d'Honneur française*.

Capitaine Camille Guay, *Citation à l'ordre du jour*.

Caporal Walter Harry Gibson, *Médaille militaire*.

Lance-caporal Maurice Goudreau, *Citation à l'ordre du jour*.

Fusilier Francis Goyer, *Citation à l'ordre du jour*.

Capitaine Maurice Gravel, *Citation à l'ordre du jour*.

Sergent-major régimentaire Xavier Georges A. Gravel, *Membre de l'Ordre de l'Empire britannique*.

Lieutenant Charles Grenier, *Citation à l'ordre du jour*.

Major Jacques Grenier, *Citation à l'ordre du jour*.

Major Robert Hainault, *Croix militaire*.

Sergent-major de compagnie Gérald Hynes, *deux Citations à l'ordre du jour*.

Fusilier Guy Joly, *Médaille militaire*.

Fusilier Henry Labelle, *Citation à l'ordre du jour*.

Major Placide Labelle, *Citation à l'ordre du jour*.

Fusilier Henry Lacelle, *Citation à l'ordre du jour*.

Capitaine Joseph Labrocque, *Citation à l'ordre du jour*.

Sergent Benoît Lacourse, *Médaille de la Conduite distinguée*.

Lieutenant Conrad Lafleur, *Médaille de la Conduite distinguée, Médaille militaire, Croix de guerre française avec palme*.

Capitaine Robert Lajoie, *Croix militaire*.

Fusilier Henri-Georges Lalande, *Médaille de l'Empire britannique*.

Lieutenant Henri de M. Lamarre, *Croix militaire*.

L/Sergent Joseph Alfred Lambert, *Médaille de la Conduite distinguée*.

Major Paul Lambert, *Citation à l'ordre du jour*.

Capitaine Joseph U.R.G. Lamothe, *Croix de guerre française avec étoile de vermeil, Citation à l'ordre du jour*.

Fusilier Gérard Languirand, *Citation à l'ordre du jour*.

Fusilier Aimé Laramée, *Médaille militaire*.

Sergent Alcide Lebouthiller, *Croix de guerre française de 1940 avec palme*.

Caporal Paul Lebrun, *Médaille militaire*.

Fusilier Jean-Paul Legault, *Croix de guerre française de 1940 avec palme*.

Caporal Célestin Lemieux, *Citation à l'ordre du jour*.

Major Jean-Marc Letellier, *Croix de guerre française avec palme*.

Lieutenant-colonel Guy Lévesque, *Croix militaire*.

Sergent-major régimentaire Rosario Lévesque, *Médaille de la Conduite distinguée*.

Lieutenant Pierre Paul Loranger, *Croix militaire*.

Sergent major de compagnie Norman Maclean, *Médaille de la Conduite distinguée*.

Capitaine Antoine Masson, *Croix militaire*.

Brigadier général Dollard Ménard : *Ordre du Service distingué, Officier de la Légion d'Honneur française, Croix de guerre française avec deux palmes, Officier de l'Ordre national des Québécois*.

Lieutenant Joseph Alphonse Morin, *Croix militaire*.

Colonel Fernand Mousseau, *Croix de guerre française avec étoile d'argent, Chevalier de la Légion d'Honneur française*.

Sergent-major régimentaire Maurice Nantel, *Médaille militaire*.

Caporal Alfred Nesbitt, *Citation à l'ordre du jour*.

Fusilier Joseph Noël, *Croix de Guerre française avec étoile d'argent, Citation à l'ordre du jour*.

Caporal Raymond Ouellette, *Médaille militaire*.

Lieutenant-colonel Joseph Painchaud, *Croix de guerre française avec étoile d'argent, Citation à l'ordre du jour*.

Capitaine Jacques Préfontaine, *Citation à l'ordre du jour*.

Capitaine Jacques Robitaille, *Citation à l'ordre du jour*.

Capitaine Robert René Rouleau, *Citation à l'ordre du jour*.

Major Charles Francis L. Roy, *Membre de l'Ordre de l'Empire britannique*.

Caporal Joseph M. L. Roy, *Médaille militaire*.

Major Sarto Roy, *Citation à l'ordre du jour*.

Major Joseph Armand Sabourin, *Membre de l'Ordre de l'Empire britannique, Citation à l'ordre du jour*.

Fusilier Alfred Saint-Georges, *Citation à l'ordre du jour*.

Brigadier général Jean-Paul Sauvé, *Croix de guerre française avec étoile de vermeil*.

Sergent Joseph-Aurèle Sauvé, *Citation à l'ordre du jour*.

Major Paul Richard Savoy, *Citation à l'ordre du jour*.

Sergent Marcel Steben, *Médaille militaire*.

Fusilier Joseph Thibault, *Médaille militaire*.

Fusilier Robert Trudel, *Citation à l'ordre du jour*.

Fusilier Joseph Vachon, *Citation à l'ordre du jour*.

Capitaine Alexander Vandelac, *Croix militaire*.

Lieutenant Robert Vanier, *Médaille militaire avec agrafe, Croix de guerre française avec étoile de vermeil, Médaille américaine de la Liberté*.

Capitaine Dollard Vermette, *Croix militaire*.

Major George Andrew White, *Citation à l'ordre du jour*.